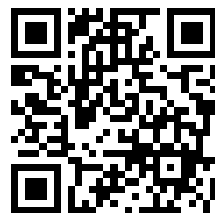

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

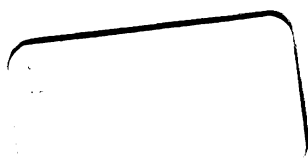
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



DC611
P732A6

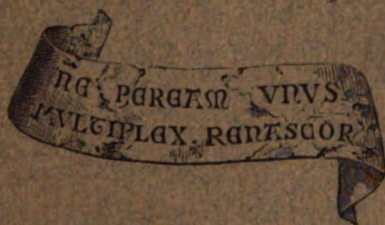
STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES

STACKS
JUL 30 1975

ARCHIVES HISTORIQUES

DU POITOU

XIX



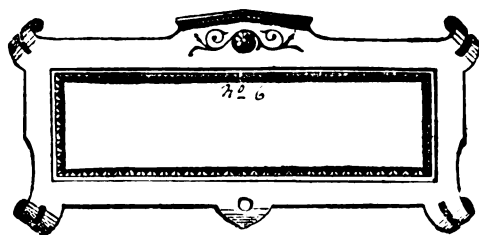
POITIERS

IMPRIMERIE OUDIN

4, RUE DE L'ÉPERON, 4

1888

SOCIÉTÉ
DES
ARCHIVES HISTORIQUES
DU POITOU



ARCHIVES HISTORIQUES

DU POITOU

XIX



POITIERS

IMPRIMERIE OUDIN

4, RUE DE L'ÉPERON, 4

1888

LISTE GÉNÉRALE

DES MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES DU POITOU

ANNÉE 1887.

Membres titulaires :

MM.

ARNAULDET (Th.), ancien bibliothécaire de la ville de Niort, à Paris.

BARBAUD, archiviste de la Vendée, à la Roche-sur-Yon.

BARDET (V.), attaché à l'Inspection du chemin de fer d'Orléans, à Poitiers.

BARTHÉLEMY (A. DE), membre de l'Institut, à Paris.

BEAUCHET-FILLEAU, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, à Chef-Boutonne.

BEAUDET (A.), docteur en médecine, à Saint-Maixent.

BERTHELÉ, archiviste des Deux-Sèvres, à Niort.

BONVALLET (A.), agent supérieur du chemin de fer d'Orléans, ancien président de la Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

BOURALIÈRE (A. DE LA), ancien président de la Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

CHAMARD (Dom), religieux bénédictin, à Ligugé.

CHASTEIGNER (C^{te} A. DE), membre de plusieurs Sociétés savantes, à Ingrandes (Vienne).

DELISLE (L.), membre de l'Institut, à Paris.

DESAUVRE, docteur en médecine, conseiller général des Deux-Sèvres, à Niort.

FAVRE (L.), à Niort.

FRAPPIER (P.), ancien secrétaire de la Société de Statistique des Deux-Sèvres, à Niort.

TOME XIX.

2

MM.

- GOUGET**, archiviste de la Gironde, à Bordeaux.
LEDAIN, membre de l'Institut des provinces, à Poitiers.
LELONG, archiviste aux Archives Nationales, à Paris.
LIÈVRE, bibliothécaire de la ville, à Poitiers.
MARQUE (G. DE LA), à la Baron (Vienne).
MÉNARDIÈRE (DE LA), professeur à la Faculté de Droit, à Poitiers.
MONTAIGLON (A. DE), professeur à l'Ecole des Chartes, à Paris.
MUSSET (G.), bibliothécaire de la ville, à La Rochelle.
PALUSTRE (Léon), directeur honoraire de la Société française d'archéologie, à Tours.
PORT (C.), archiviste de Maine-et-Loire, à Angers.
RICHARD (A.), archiviste de la Vienne, à Poitiers.
RICHEMOND (L. DE), archiviste de la Charente-Inférieure, à La Rochelle.
ROCHEBROCHARD (L. DE LA), membre de la Société de Statistique des Deux-Sèvres, à Niort.
TRANCHANT (Charles), ancien conseiller d'État, ancien conseiller général de la Vienne, à Paris.

Membres honoraires :

MM.

- BABINET DE RENCOGNE**, à Angoulême.
BONNET (E.), professeur à la Faculté de Droit, conseiller général des Deux-Sèvres, à Poitiers.
CARS (Duc DES), à la Roche-de-Bran (Vienne).
CESBRON (E.), ancien notaire, à Poitiers.
CHABOT (V^{te} Paul DE), à Boissière (Deux-Sèvres).
CLISSON (l'abbé DE), à Poitiers.
CORBIÈRE (M^{re} DE LA), à Poitiers.
DESJACQUES, employé au Ministère des Finances, à Paris.
DESMIER DE CHENON (M^{re}), à Domezac (Charente).
DUBEUGNON, professeur à la Faculté de Droit, à Poitiers.
DUCROCQ (Th.), doyen honoraire, professeur à la Faculté de Droit de Paris, correspondant de l'Institut, à Paris.

MM.

FÉRAND, inspecteur général honoraire des ponts et chaussées, à Poitiers.

GAIGNARD (R.), à Saint-Gelais (Deux-Sèvres).

GENESTEIX, ancien notaire, à Poitiers.

GUÉRIN (Paul), archiviste aux Archives Nationales, à Paris

GINOT (Émile), avocat, à Poitiers.

HORRIC DU FRAISNAUD DE LA MOTTE DE SAINT-GENIS, à Goursac (Charente).

LABBÉ (A.), banquier, à Châtellerault.

LE CHARPENTIER (G.), ancien conseiller général des Deux-Sèvres, à Saint-Maixent.

LECOINTRE-DUPONT père, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Poitiers.

ORFEUILLE (C^{te} R. d'), membre de la Société des Antiquaires de l'Ouest, à Versailles.

OUDIN (Paul), imprimeur, à Poitiers.

ROCHEJAQUELEIN (M^{is} DE LA), ancien député des Deux-Sèvres, à Clisson (Deux-Sèvres).

ROCHETHULON (M^{is} DE LA), ancien député de la Vienne, à Baudiment (Vienne).

SORBIER DE POUGNADORESSÉ (DE), ancien sous-préfet, à Poitiers.

SURGÈRES (M^{is} DE), à Nantes.

TRIBERT (G.), ancien conseiller général de la Vienne, à Marçay (Vienne).

TRIBERT (L.), sénateur, à Champdeniers.

Bureau :

MM.

RICHARD, président.

LEDAIN, secrétaire.

BONNET, trésorier.

DESAIVRE, membre du Comité.

LECOINTRE-DUPONT, id.

MARQUE (DE LA), id.

MÉNARDIÈRE (DE LA), id.

EXTRAIT

DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

PENDANT L'ANNÉE 1887

Dans le cours de l'année 1887, la Société a tenu quatre séances, les 20 janvier, 28 avril, 17 juillet et 17 novembre.

Elle a reçu comme membres honoraires: MM. Emile Ginot, avocat à Poitiers, et Paul de Chabot, conseiller général des Deux-Sèvres.

Correspondance. — Lettres de M. le Ministre de l'Instruction publique et de M. le directeur général des Beaux-Arts au sujet des réunions de la Sorbonne ;

De la Smithsonian Institution, qui demande la liste sommaire des publications émanées de la Société ; le relevé en est fourni par M. Cesbron.

Communications. — M. Richard, que la Société a chargé de préparer une nouvelle édition de la Chronique dite de Maillezais ou de Saint-Maixent, fait connaître dans quelles conditions cette publication pourrait avoir lieu. La chronique en question fait partie d'une œuvre beaucoup plus considérable qu'elle termine et qui est connue sous le nom d'Histoire universelle de Jules Flöre. Elle ne nous a été conservée que par un manuscrit unique du XII^e siècle, qui porte le n^o 4892 du fonds latin de la Bibliothèque Nationale ; elle comprend les feuillets 1 à 207 de ce volume, lequel contient en outre un itinéraire des Lieux Saints, le récit de la fondation de l'abbaye de Maillezais et quelques autres textes intéressant plus particulièrement cette dernière abbaye inscrits à des dates plus récentes sur des feuillets blancs.

Grâce à la bienveillance de l'administration de la Bibliothèque Nationale, et en particulier de M. Léopold Delisle, qui ne cesse de porter le plus vif intérêt à la Société des Archives, fière de le compter parmi ses membres, M. Richard et quelques-uns de nos confrères ont pu étudier à loisir ce volume qui est resté pendant quelque temps déposé aux archives de la Vienne.

L'Histoire de J. Flöre est divisée en deux tomes: le premier, sauf quelques pièces liminaires, n'est que la reproduction intégrale du premier tome de la chronique de Fréculfe, évêque de Lisieux, allant de la création du monde à la naissance du Christ, telle qu'elle a été imprimée particulièrement à Heidelberg en 1597.

Le deuxième tome n'a aucun rapport avec celui de Fréculfe, et il y a lieu de se demander s'il est, jusqu'au XII^e siècle, l'œuvre du prétendu J. Flöre, que l'on a identifié avec un prêtre de l'Eglise

de Lyon, mort en 859 ou 860, mais qui semble n'avoir été qu'un écrivain ecclésiastique, ou bien s'il est dû au compilateur qui, à l'aide des chroniques de l'Ouest de la France, et particulièrement de celle d'Adhémar de Chabannes, d'obituares d'abbayes, de mentions spéciales relevées dans des chartes, comme il l'a été constaté par plusieurs chartes de l'abbaye de Saint-Maixent, a rédigé la chronique assurément individuelle qui s'étend des Carlovingiens à l'année 1124. Cette recherche, M. Richard n'a pu la faire complètement pour le moment, par suite de son éloignement des textes manuscrits qu'il lui est nécessaire de consulter et de confronter avec celui de J. Flore, mais il doit la reprendre lors de sa première visite aux bibliothèques de Paris.

Toutefois il peut établir qu'à défaut d'une rédaction totale de la première partie du second tome de Flore, le compilateur de la seconde partie de ce tome y a intercalé quelques mentions qui se réfèrent au Poitou et surtout à l'abbaye de Saint-Maixent. Elles sont au nombre de huit, dont trois seulement ont une certaine étendue : l'une f° 153^{re} est une note sur le saint abbé Maixent, empruntée partie au texte de Grégoire de Tours, partie à la vie du saint ; au f° 168^{re} se trouve la relation de la création de l'évêché de Chantoceaux en faveur d'Austrapius, dans laquelle l'auteur emploie le vocable *Castrum Celsum* au lieu du *Castrum Sellense* de Grégoire de Tours, et enfin f° 174^{re} un récit sommaire de la lutte d'Ebroin et de saint Léger, avec la translation du corps du saint à Saint-Maixent par l'abbé Audulf, du temps d'Ansoald, évêque de Poitiers, et de Philbert, abbé de Noirmoutier.

Les autres mentions poitevines que l'on rencontre dans cette partie de la chronique ne consistent que dans l'énoncé des noms de personnages notables, à savoir : f° 128^{re} saint Hilaire ; f° 154^{re} saint Maixent et les deux abbés sous lesquels il a vécu, saint Sévère et saint Agapit ; f° 156 saint Junien (le texte met Julianus), abbé de Nouaillé, Auremond son successeur, sainte Radegonde et saint Fortunat ; f° 167^{re} l'enlèvement des portes de Saint-Hilaire de Poitiers par Dagobert ; f° 170^{re} Ansoald, évêque de Poitiers.

La partie de la chronique qui commence aux Carlovingiens et finit en 1124 a été publiée trois fois : 1° par Labbe, *Nova bibliotheca manuscriptorum*, t. II ; 2° par D. Bouquet dans le *Recueil des Historiens des Gaules*, tome VII et suivants ; 3° par MM. Marchegay et Mabille, dans les *Chroniques des églises d'Anjou*, 1869 ; toutes ces publications laissent plus ou moins à désirer, même la dernière, où la préoccupation des auteurs de replacer les récits des événements dans leur ordre chronologique leur a fait scinder en deux des paragraphes, transposer des articles ou même commettre quelques omissions.

Il importe donc de donner une édition définitive de ce texte ; mais, comme il a été dit, il est indispensable de déterminer auparavant quelle est la part qui revient au chroniqueur anonyme et de détacher son œuvre de celle de Fréculfe ou de J. Flore.

La place importante que tient l'abbaye de Saint-Maixent dans cette chronique, des particularités de rédaction qui ne peuvent être comprises que si l'auteur écrivait dans cet établissement, prouvent surabondamment qu'elle en est sortie et par suite que le nom qui doit lui être définitivement attribué est celui de *Chronique de Saint-Maixent*.

Enfin sa date, que M. Richard a pu établir, vient confirmer les suppositions qu'il a émises dans son Introduction aux Chartres de

l'Abbaye de Saint-Maixent (*Arch. du Poitou*, tome XVI, page xxv) ; voici en effet ce qu'on lit au f° A de la Chronique : « *Colligitur omne æ tempus ab exordio mundi usque in presentem diem quinque milia æ anni octingenti viginti tres.* » Cette date de 5823, en prenant comme base le calcul de Cassiodore pour la création du monde, correspond à l'année 1126.

Dons. — Par décision en date du 18 janvier 1887, M. le Ministre de l'Instruction publique a accordé à la Société des Archives une subvention de 1,200 francs pour aider à la publication des Extraits des registres du Trésor des Chartes.

Publications. — Dans le courant de l'année ont paru : 1° le tome XVI, contenant la première partie des *Chartes et documents pour servir à l'histoire de l'abbaye de Saint-Maixent*, par M. Richard ;

2° *Molière à Poitiers en 1648 et les comédiens dans cette ville de 1648 à 1658*, œuvre de M. Bricauld de Verneuil, éditée aux frais de la Société par les soins de M. Richard, qui a mis en tête la notice qu'il avait consacrée à notre regretté confrère.

Travaux en cours d'exécution. — Par M. Richard : le tome XVIII contenant la seconde partie des *Chartes et documents pour servir à l'histoire de l'abbaye de Saint-Maixent*.

Travaux en préparation. — Par M. Guérin : le tome XIX contenant la suite des Documents extraits du Trésor des chartes, allant de 1369 à 1376 (t. IV de la série) ;

Par MM. Bonnet et Cesbron : le tome XX consacré à des *miscellanées* et à la correspondance administrative de M. Blactot, sub-délégué de Bressuire de 1784 à 1786.

Le recueil des chartes municipales de Poitiers, par MM. Ledain et Ginot, et celui des maintenues de noblesse, par MM. Bonvallet et de Clisson, n'étant pas prêts, sont renvoyés à une date indéterminée.

Renouvellement du Bureau. — A la séance du 15 novembre, ont été élus pour 1888 :

MM. RICHARD, président ; LEDAIN, secrétaire ; BONNET, trésorier ; DESAIVRE, LECOINTRE-DUPONT, DE LA MÉNARDIÈRE, DE LA BOURAILLIÈRE, membres du Comité.

RECUEIL DES DOCUMENTS

CONCERNANT

LE POITOU

CONTENUS

DANS LES REGISTRES DE LA CHANCELLERIE DE FRANCE

PUBLIÉS PAR

PAUL GUÉRIN

ARCHIVISTE AUX ARCHIVES NATIONALES

IV

(1369-1376)

INTRODUCTION

L'histoire du Poitou, pendant la période embrassée par le nouveau volume que nous offrons au public, est extrêmement dramatique et féconde. La rupture de la paix de Brétigny, trois années de combats indécis, la réduction progressive du territoire que les Anglais disputent pied à pied, l'intervention de Du Guesclin, ses succès éclatants et multipliés, la soumission définitive du pays, l'administration française réorganisée, tels sont les grands événements auxquels nos textes sont appelés à fournir de nombreux éléments d'information, d'un intérêt varié et d'une certitude complète.

I

L'appel à Charles v des barons de Guyenne contre les oppressions d'Edouard de Galles, prince d'Aquitaine, prélude de la dénonciation du traité de démembrement de la France et d'une nouvelle guerre, se produisit le 30 juin 1368. Le roi dont cette démarche comblait les vœux, trop avisé pour agir avec précipitation, ce qui eût donné à sa conduite l'apparence d'un dessein prémédité, se contenta d'abord de faire aux appelants un accueil bienveillant. Il prit le temps d'examiner la question, de consulter les juristes de diverses écoles, de réunir les preuves qu'Edouard III n'avait pas accompli toutes les stipulations souscrites à Brétigny, et de démontrer que le roi de France n'avait pas perdu tous ses droits de suzeraineté sur les provinces cédées à l'Angleterre ¹. Pendant ce temps, le mouvement d'opinion provoqué par l'initiative des seigneurs aquitains pouvait se généraliser, et rendre ainsi beaucoup plus facile la tâche qu'il allait s'imposer.

L'appel malheureusement ne rencontra pas dans les autres

1. Cf. Siméon Luce, édit. de Froissart, t. VII, p. xxxvii, xxxviii.

provinces devenues anglaises autant de partisans qu'on aurait pu l'espérer. En Poitou particulièrement, il n'eut pour ainsi dire point d'écho. La noblesse, au contraire, se serra compacte autour du fils d'Edouard III. Les causes de ce phénomène, que le lien féodal remontant à huit années à peine ne peut suffire à expliquer, sont complexes. Sans doute l'esprit chevaleresque et généreux du prince de Galles, la magnificence qu'il déploya à sa cour de Bordeaux, contribuèrent pour une part à inspirer aux seigneurs poitevins cette fidélité inaltérable qu'ils ne cessèrent de lui témoigner qu'après une longue série de revers. Mais l'intérêt personnel fut bien aussi pour quelque chose dans leur résolution. S'ils embrassaient la cause de Charles V, ce prince aurait-il, avec la bonne volonté, les moyens matériels de leur prêter un appui efficace et de les garantir contre les représailles ? Le souvenir des anciennes défaites de la France et de la supériorité militaire de ses ennemis était de nature à les faire hésiter. Ils préférèrent alors, jusqu'à démonstration contraire, ne point changer de maître.

Au moins de janvier 1369, Charles V se décida à donner suite à l'appel des barons de Gascogne et à citer le prince d'Aquitaine devant la cour des pairs. Celui-ci furieux répondit au héraut qu'il irait à Paris, mais à la tête de 40.000 hommes. La guerre éclata peu de temps après. Une de ses premières conséquences fut la confiscation des biens des anciens sujets du roi qui refusèrent de reconnaître son autorité. Cette mesure qui n'avait rien d'extraordinaire pour les mœurs de l'époque ne ramena pas les rebelles. Dans la première moitié de l'année cependant, quelques autres seigneurs secouèrent le joug anglais et remirent d'eux-mêmes leurs villes et leurs châteaux sous l'obéissance du roi de France. La liste n'en est pas longue. On peut citer, parmi ceux qui avaient des possessions du côté du Poitou, le vicomte de Rochechouart, Guy de Chauvigny, vicomte de Brosses, Renaud sire de Pons et Raymond de Mareuil ; ils donnèrent leur adhésion à l'appel, en mai et juin 1369. Un petit nombre de chevaliers poitevins se rallièrent aussi à la cause française, avant le commencement ou après le début des hostilités. Ce sont Renaud de Montléon ¹, Jean la Personne, vicomte d'Aunay, dont le nom figure sur diverses montres de gens d'armes français depuis la fin de 1369 ², Girard Chabot, sire de Retz, qui servit sous Du Gues-

1. Voy. p. 116 note et 354 note de ce volume.

2. Cf. la notice consacrée à ce personnage, p. 418 n. de ce volume.

clin¹, Guy et Guillaume de La Trémoille, qui ne se rattachent au Poitou que par de faibles liens d'intérêt, et quelques écuyers moins connus, dont les noms se rencontrent dans notre recueil. Renaud Chenin, sire de Mauzé, se soumit après la prise de Poitiers, mais avant la conquête définitive du Poitou, entre le 8 août et le 20 septembre 1372, ainsi que Jean Ysoré² et deux ou trois autres que l'on pourrait peut-être trouver encore.

Tous les autres seigneurs du Poitou, le sire de Parthenay, le vicomte de Châtellerauld et Guichard d'Angle en tête, combattirent pour le prince de Galles jusqu'au dernier moment, et plusieurs même continuèrent à le servir après la réduction du pays. On pourrait en dresser un état presque complet à l'aide des nombreux actes de ce volume et du précédent, où leurs biens déclarés confisqués sont distribués aux serviteurs du roi, du duc de Berry et aux compagnons de Du Guesclin. Ces donations forment la majeure partie de nos nouveaux documents. On en compterait facilement quatre-vingt et plus, entre les années 1369 et 1373, chacune mentionnant un nombre de personnes plus ou moins considérable. Les noms des donataires, partisans de la cause française, sont intéressants aussi à relever. Ils se rattachent presque tous par leurs établissements aux provinces voisines, le Berry, la Touraine, l'Anjou, particulièrement au Loudunais et au Mirebalais, qui ne faisaient pas partie du territoire démembré. Beaucoup de seigneurs poitevins alliés des Anglais avaient des possessions dans ces pays, et naturellement ces biens font le principal objet des donations. Réciproquement les terres des Poitevins au service du roi de France, ou des seigneurs de l'Anjou, de la Touraine, du Berry, qui possèdent en Poitou, sont confisquées par le prince de Galles. On peut faire à ce sujet une remarque curieuse, et dire d'une façon générale que le choix du parti était déterminé par la situation de la terre. Ceux dont le principal domaine était en Poitou combattaient dans les rangs anglais, tandis que ceux dont le fief le plus important était situé en pays français, soutenaient la cause de Charles V. Ce prince savait, du reste, stimuler le zèle de ces derniers. Les dons servaient à les dédommager des pertes qu'ils éprouvaient dans leurs biens par le fait de l'occupation anglaise, ou à récom-

1. Il faisait partie de l'armée de Du Guesclin, le 28 janvier 1371 n. s., et était mort avant le 3 novembre de la même année (p. 111 n.).

2. Voy. p. 124 n., p. 313 n. Jean Ysoré servait sous Guillaume des Bordes à Mirebeau, dès le mois de juillet 1371. (Ci-dessous, *Pièces annexes*, n° II, p. LXIV).

penser les services qu'ils rendaient au roi. Toutefois, presque toutes nos lettres de don contiennent cette clause spéciale que, dans le cas où un traité de paix restituerait les biens confisqués à leurs anciens maîtres, les donataires ne pourraient exiger aucune compensation. L'événement démontra la sagesse de cette réserve.

Dans bien des cas, la chose donnée n'est pas suffisamment spécifiée, ou les termes de l'acte manquent de précision. S'il s'agit, par exemple, d'une rente annuelle, elle est assignée sur les biens quelconques de tels et tels personnages, sans qu'il soit exprimé en quoi ils consistent ni où ils sont situés. Aussi il dut être souvent difficile aux donataires d'entrer en jouissance. Nous n'insisterons pas sur toutes les contradictions ou anomalies que l'on pourrait relever dans les lettres de cette nature, puisque le principal caractère de ces libéralités royales est précisément d'être provisoire et indéterminé. Après la soumission du Poitou, les anciens seigneurs rentrèrent généralement sans contestation en possession de leurs domaines. Il y eut cependant quelques exceptions. Nous avons mentionné le cas curieux d'un écuyer breton de la compagnie de Du Guesclin, Alain Saisy, qui, ayant obtenu presque à la dernière heure la riche dépouille d'Aimery de Rochechouart, entendait bien ne pas s'en dessaisir. Le connétable lui avait fait don en deux fois, le 10 juillet et le 9 août 1372, de Mortemart, de Vivonne, Cercigny, Saint-Victurien, etc. ¹. Or, quand le seigneur de Mortemart fut revenu à l'obéissance du roi de France, il lui fallut user de ruse ou de violence pour reprendre ses villes et ses châteaux, malgré les déclarations royales qui lui en accordaient la restitution. Dépossédé de cette façon, Alain Saisy ne se tint pas pour battu ; il saisit le Parlement de ses prétentions, sans aucun succès, du reste.

Les donations pourraient se grouper dans plusieurs catégories, suivant la personne ou l'objet. Les plus nombreuses de beaucoup sont celles dont nous venons de parler. Quand il est question de seigneurs qui portent les armes contre le roi, ce qu'il était presque toujours facile de constater, la confiscation se comprend. Mais pour les bourgeois, le fait seul de demeurer dans un pays où les Anglais étaient les maîtres, pouvait-il constituer le crime de lèse-majesté ? Cela paraît difficile à admettre. Cependant nous

1. Voy. le n° DLV, p. 286-291, particulièrement la note de la p. 287.

avons plusieurs exemples de confiscations prononcées contre des personnes de cette classe, sans invocation de griefs plus sérieux¹. Parfois, à la suite d'une réclamation et sur l'assurance de leurs sentiments français, elles obtenaient restitution pure et simple. Citons le cas de Guillaume Flory, avocat de Poitiers. Des biens appartenant à lui et à sa femme, qui avaient été distribués, en août 1369², au sire de Maulévrier, à Guy Odart et à Jean de La Haye, lui furent rendus par lettres d'août 1371³. De même pour Nicolas Hary, graveur de la Monnaie de Poitiers, qui restait dans cette ville, malgré la guerre. Il possédait des maisons à Paris, et cette circonstance le rendait peut-être moins excusable qu'un autre de ne pas quitter les pays anglais ; mais on ne pouvait voyager comme on voulait, et il ne devait pas être facile d'obtenir des autorités ennemies un sauf-conduit pour se retirer à Paris. Ces maisons furent données à Guillaume Foucaut, clerc originaire du Poitou, étudiant alors à l'Université de Paris⁴. Hary n'en obtint la restitution qu'après la paix⁵.

On peut mettre à part aussi les lettres de don contenant des renseignements sur les biens confisqués en Poitou par le prince de Galles sur des serviteurs de Charles v. Le sire de Parthenay fut ainsi gratifié de la terre de la Fougereuse dans la vicomté de Thouars, qui appartenait à Briand de La Haye, chevalier⁶. La terre de Mallièvre fut également saisie sur Berthelon de La Haye et sa femme, Jeanne de Beaumont⁷. Les biens de Pierre des Hommes, réfugié à Montreuil-Bellay, pour ne pas servir les Anglais, et ceux d'Etienne Pasteaul, écuyer, situés dans la vicomté de Châtellerault, le furent aussi, et le prince d'Aquitaine disposa des premiers en faveur de Roland de la Flocelière⁸. Il donna encore au vicomte de Châtellerault et à Jean Rivaut les terres d'Alais de Brizay, situées en Poitou et estimées à 400 livres de revenu⁹. La seigneurie de Touffou, confisquée sur Renaud de Montléon, qui s'était rallié un des premiers à la cause française, fut

1. Dans cet ordre d'idées, voir des lettres du 22 décembre 1369, de novembre 1370, de juin 1371, p. 21, 74 et s., 88 et s., etc., de ce volume.

2. P. 384 de notre volume précédent.

3. P. 106 et s. du présent volume.

4. Lettres de janvier 1371 n. s., p. 88.

5. Janvier 1373 n. s., *id.*, p. 292.

6. Acte du 9 juillet 1369, tome III (XVII des *Archives hist. du Poitou*), p. 371.

7. Août 1369, *id. ibid.*, p. 394.

8. 14 septembre 1369, *id. ibid.*, p. 400, 402.

9. Septembre 1369, *id. ibid.*, p. 409.

octroyée au bâtard d'Angle ¹. On en pourrait citer beaucoup d'autres.

Les plus heureux parmi les donataires furent ceux auxquels échurent les domaines détenus par des Anglais d'origine qui s'étaient fixés en Poitou. Ceux-là du moins conservèrent après la paix les biens qu'ils tenaient de la libéralité du roi, du duc de Berry ou du Guesclin. Les principaux personnages dont la confiscation n'a pas été maintenue définitivement sont Gautier Spridlington, chevalier renommé, marié à une Poitevine ; Robert de Grantonne, prisonnier anglais, receveur de Poitou pour le prince de Galles ; Simon Boleigh, chevalier, qui avait épousé Marguerite de Baucay, dame de Chéneché ; Adam Chel, dit d'Agorisses, mari de Radegonde Béchard, dame de Mortemer et de Gençay ; Henry Abbot, établi par son mariage à Fontenay-le-Comte ; Jean Willehall, Thomelin Hauburn, etc. ². Les possessions qu'ils avaient acquises dans le pays étaient fort considérables. Parmi les Poitevins qui en profitèrent, on remarque particulièrement Pierre Boschet, président au Parlement, Renaud de Montléon et le vicomte d'Aunay. Mais ce furent surtout des compagnons d'armes de Du Guesclin, pour la plupart étrangers au pays, tels qu'Alain de Taillecol, dit l'Alain de Malepaye, Jean le Page et Guillaume Regnault, secrétaires du connétable, Perrot Maingny, son écuyer, Geoffroy Buonaparte, Geoffroy de Kerimel, Simon La Grappe, huissier d'armes du roi, etc. ³, dont les exploits furent largement récompensés par le moyen de ces confiscations définitives. Souvent il arriva qu'un même domaine fut donné à des personnes différentes, ce qui occasionna, dans la suite, maintes contestations et de nombreux procès. Nous avons eu à noter en plusieurs endroits cette particularité digne de remarque. Les biens de Robert de Grantonne, et d'autres, furent disputés par sept compétiteurs à la fois, avec titres et des droits égaux ⁴.

On peut ranger dans la même catégorie d'actes ceux qui traitent aux biens confisqués sur des chevaliers poitevins qui s'étaient enrôlés au service d'Edouard III, après la conquête du Poitou et de la Saintonge. Guichard d'Angle, la guerre terminée, se fixa en Angleterre. Ses terres furent données à ses deux gendres, J

1. P. 313 n., 355 n. du présent volume.

2. Voy. ces noms et ce qui les concerne aux tables de nos tomes III et IV.

3. Voy. nos tables.

4. P. 65 n. particulièrement, et pour ceux de Gautier Spridlington, voir la note. Cf. aussi les notes des p. 141, 163 et 356.

ait citer beaucoup
ceux auxquels échu-
origine qui s'étaient
nt après la paix les
duc de Berry ou de
t la confiscation fut
ngton, chevalier de
Grantonne, prêtre
alles ; Simon Bur-
le Bauçay, dame de
Radegonde Béchet,
bot, établi par son
, Thomelin Haute-
cquises dans notre
evins qui en profi-
Boschet, président
nte d'Annay. Mais
Du Guesclin, pour
aillecol, dit l'abbé
ault, secrétaires du
Geoffroy Budes,
issier d'armes du
écompensés par le
t il arriva que le
entes, ce qui occa-
e nombreux procès.
ette particularité
Grantonne, entre
la fois, avec des

tes ceux qui ont
oitevins qui res-
te du Poitou et
minée, se fixa en
x gendres, Jean

nos tomes III et IV.
Spridlington, p. 5

Ysoré, sire de la Varenne, et Renaud Chenin, sire de Mauzé, par acte de septembre 1373 ¹. Le 23 décembre 1372, Tristan Rouault, qui n'avait pas encore épousé l'héritière de Thouars, fut gratifié des biens de son cousin, Lancelot, dit Béthis, Rouault, qui était resté avec les Anglais, après la capitulation de Thouars ². Sainte-Néomaye, saisie sur le sire de Mussidan rebelle, fut donnée, en mars 1373, à Alain de Beaumont, qui s'en était emparé pour le roi, à ses coûts et dépens ³. Les possessions de Hugues Beuf, seigneur de Chitré, qui, après avoir fait une première fois sa soumission, était retourné servir le roi d'Angleterre, furent d'abord la récompense de Jean de Kerlouët ⁴, récompense bien méritée par sa bravoure et ses innombrables exploits ; puis, quand ce vaillant écuyer eut trouvé une mort glorieuse devant Niort, Chitré fut donné à Du Guesclin ⁵. Un autre écuyer poitevin, Jean de Velort, resta, lui aussi, fidèle à la cause anglaise, et une partie de ses biens confisqués fut accordée en 1378 à Thomas Olivier, clerc du trésorier des guerres ⁶.

Nous avons vu ailleurs ⁷ qu'il était dans les mœurs du XIV^e siècle, pour provoquer les exploits des chefs de partisans ou de capitaines entreprenants, de leur assurer à l'avance, par acte du pouvoir souverain, la possession légale de ce qu'ils prendraient à l'ennemi. Charles V, au début de la nouvelle guerre, ne manqua pas à cet usage. De là quelques donations d'un caractère tout spécial, dont nous signalerons, pour finir, deux ou trois types. Par acte du 11 avril 1369, Louis de Maillé et Guillaume de Martreuil obtinrent ainsi le don éventuel, pour eux et leurs héritiers, de tout ce qu'ils pourraient conquérir sur les Anglais, ensemble ou séparément, « par manière de fait de guerre, ou duché de Guienne, excepté bonnes villes fermées, tant châteaux fors, maisons et meubles quelzconques ⁸ ». Edouard III riposta par une ordonnance générale, dans laquelle il assurait un bénéfice semblable à tous seigneurs et personnes quelconques qui recouvreront

1. Voy. p. 312 et suiv. (n° DLXIV).

2. P. 217 et suiv. (n° DXXXVIII).

3. P. 296 et suiv. (n° DLVIII).

4. Par acte de Du Guesclin, daté de Poitiers, le 17 février 1373, confirmé par Charles V le 28 du même mois. (Voy. Pièces omises dans le corps du volume, ci-dessous, p. LXXIII).

5. Lettres du 11 janvier 1376 n., p. 388 et s.

6. Acte de juillet 1378, qui sera publié dans le prochain volume.

7. A propos des guerres qui suivirent l'expédition du comte de Derby en Poitou et en Saintonge (1346-1348). Introd. de notre 2^e vol., t. XIII de la coll. des *Archives hist. du Poitou*, p. XXXVII-XXXVIII.

8. N° CCCCLXXV, p. 1-3 de ce volume.

et conquerront sur les Français, dans le royaume de France, duchés, comtés, vicomtés, villes, châteaux, forteresses, possessions, terres, seigneuries, etc. ¹. Dans d'autres cas, c'est une place forte ou deux qui sont spécialement visées. Tel le don octroyé, ou pour mieux dire promis, à Jean de Villemur, le 2 mars 1370, des châteaux de Gençay, commandé par Adam Chel, dit d'Agorisses, et de Plassac, ayant appartenu à Jean Chandos, et encore au pouvoir des ennemis. La même forteresse de Gençay fut donnée de la même façon, à deux jours d'intervalle, le 4 mars, à Louis de Malval, sans que ces nouvelles lettres révoquassent les premières ou en fissent seulement mention ². La contradiction apparente de ces deux actes ne pouvait tirer à conséquence, puisque la possession était subordonnée à un fait d'armes éventuel. Quoique non exprimée, l'intention du roi paraît évidente. Son but était certainement d'intéresser à la conquête d'une forteresse difficile à prendre deux chevaliers pleins de bravoure et désireux de se signaler par leurs exploits.

II

Un autre genre d'intérêt, et non le moindre, des documents que nous venons d'examiner rapidement, c'est que la nature des services rendus au roi, services militaires le plus ordinairement, y est souvent exprimée en termes précis et circonstanciés. Ces renseignements sont précieux à recueillir, soit qu'ils confirment ou complètent, infirment ou rectifient des faits importants relatés par les chroniques. Parfois ils permettent d'éclaircir des points restés obscurs ; parfois même ils contiennent la révélation d'événements tout à fait inconnus. Nos textes, dans cet ordre d'idées, se prêtaient à de nombreuses annotations critiques. On remarquera que nous n'avons pas craint de les multiplier, en puisant aux meilleures sources, inédites ou imprimées. L'édition de Froissart, d'un savant dont l'éloge n'est plus à faire, nous a été d'un grand secours pour cette partie de notre tâche. Nous ne pouvions certes choisir un meilleur guide. L'impression de notre nouveau volume était fort avancée, quand parut le tome VIII du commentaire

1. Lettres datées de Westminster, le 19 juin 1369. (Rymer, *Fœdera, litteræ, acta publica*, etc. Londres, in-fol., 1830, t. III, part. II, p. 874.)

2. Nos CCCCXC et CCCXCII, p. 41 et 44.

critique de M. Siméon Luce, lequel comprend les années 1370-1377, de sorte que nous n'avons pu profiter autant que nous l'aurions voulu, pour cette période, de la profonde érudition du savant membre de l'Académie des inscriptions. Hâtons-nous toutefois d'ajouter qu'ayant eu le plus souvent en mains les mêmes instruments de contrôle, nous avons pu, quoique avec beaucoup moins d'autorité, porter des jugements identiques sur la plupart des points qui touchent à l'histoire poitevine. Nous sommes heureux de le constater ici.

Il nous semble utile maintenant de reprendre, dans cette courte introduction, les faits que nous avons eu occasion d'examiner et de rectifier en différents endroits de notre volume, et de les présenter, comme des résultats acquis, dans leur série chronologique, ce que nous n'avons pu faire dans des notes éparses, placées au hasard des documents et sans aucun ordre. Notre intention ne saurait être, on le comprend, de reproduire intégralement ces notes, ce qui serait un double et inutile travail. Nous nous contenterons d'une récapitulation sommaire, sans rentrer dans la discussion des textes, sauf de très rares exceptions, quand il y aura lieu de compléter ou d'amender nos commentaires.

Lorsque la guerre fut devenue inévitable, Charles v, qui avait longtemps hésité avant d'en arriver à cette extrémité, ne négli-gea rien pour animer et soutenir le zèle de ses partisans ; mais, fidèle à la règle de conduite que lui avaient dictée l'expérience de sa jeunesse et le souvenir de Poitiers, il recommandait instamment à tous les chefs militaires d'éviter toute grande bataille avec les Anglais. Quelques-uns n'obéissaient qu'à grand'peine, mais Du Guesclin entra complètement dans les vues du roi. La méthode adoptée et constamment suivie consistait à forcer les ennemis à se disperser, à se fatiguer et à s'user dans une multitude d'expéditions et de combats sans cesse renouvelés, tantôt sur un point, tantôt sur un autre. Il en résulta une guerre longue, décousue et indécise au début ; mais l'issue donna pleinement raison à la patience et à la prudente lenteur du roi de France, dont Edouard III put dire : « Il n'y eut oncques roy qui moins s'armât et me donnât tant à faire ».

Un des premiers actes de Charles v, quand il apprit l'accueil fait par le prince de Galles à la citation qu'il lui avait adressée par un héraut, fut d'instituer son frère, Jean duc de Berry, lieutenant général pour le fait de la guerre es parties de Berry.

d'Auvergne, de Bourbonnais, de Forez, de Sologne, de Touraine, d'Anjou, du Maine, de Normandie, entre les rivières de Seine et de Loire, de Mâconnais et de Lyonnais, excepté, dans ces pays, les fiefs du duc de Bourgogne, lui donnant pouvoir d'assembler des gens d'armes pour résister aux compagnies qui étaient sur le royaume et à tous autres. Les lettres contenant ces provisions sont du 5 février 1369 n. s. ¹. Ce ne fut qu'à la fin de cette année que le roi rendit à son frère le Poitou, pour le joindre à son apanage, et le nomma également son lieutenant général dans ce pays, en Saintonge et dans l'Angoumois. Nous n'examinerons pas si ce prince était à la hauteur d'une tâche aussi vaste. Jean de France se hâta de déclarer qu'il prenait sous sa protection tous ceux qui voudraient adhérer à l'appel des barons de Gascogne et reconnaître la souveraineté du roi de France. À l'exemple de celui-ci, il confisqua les biens des sujets rebelles et les distribua largement à ses serviteurs et aux seigneurs qui faisaient leur soumission ².

Le duc de Berry avait sous ses ordres dans l'Anjou, la Touraine et le Berry, pour protéger nos frontières, Louis, maréchal de Sancerre, et ses deux frères, Jean III comte de Sancerre, et Robert, Jean de Bueil, Guillaume Guenant, seigneur des Bordes, Geoffroy de la Celle, Jean de Kerlouët, Louis de Saint-Julien, Jean de Besdon, Guy Odart, Guillaume Gouffier, et beaucoup d'autres vaillants chevaliers ³, qui exécutèrent strictement les instructions du roi. Aussi de ce côté la guerre, surtout au début, eut un caractère tout local et plutôt défensif. Chaque chevalier protégeait, avec quelques compagnons, ses possessions et celles de ses voisins. Quand une occasion propice se présentait de porter le trouble chez l'ennemi et de lui enlever quelque point fortifié, quelque château, plusieurs seigneurs se réunissaient en vue d'une action commune, et une fois la courte expédition terminée, ils rentraient dans leurs garnisons. Cette guerre de rencontre dura quelques années avec des succès divers, mais plutôt favorables en somme au parti français.

Quand eurent lieu les premières hostilités sur les frontières poitevines? On ne saurait répondre avec une précision absolue à

1. Original, Archives nat., J. 188*, n° 5, et Chambre des Comptes, P. 2294, fol. 730.

2. Voy. notamment les considérants d'une donation faite, en juin 1369, à Pierre de Vieuxbourg, dit Herpin, valet de chambre du duc de Berry (JJ. 100, n° 19, fol. 15).

3. On en pourra voir une liste assez longue dans la montre de Guillaume des Bordes, que nous publions parmi nos pièces annexes (ci-dessous, p. LXIV).

cette question, d'ailleurs secondaire. Dans des lettres de novembre 1369 en faveur de Marguerite de Ry¹, il est dit qu'à l'Ascension précédente (10 mai), « il n'estoit guerre aucune » entre le roi de France et le prince de Galles. Cependant les hostilités étaient certainement ouvertes dans le Quercy dès le mois de mars², et en Périgord vers le 15 avril³. Les lettres du 11 avril en faveur de Louis de Maillé et de Guillaume de Martreuil, que nous citons tout à l'heure, indiquent bien aussi qu'à cette date l'état de guerre existait réellement dans nos pays. Il est vrai toutefois qu'en Poitou, on ne signale pas d'engagement avant le milieu de l'année.

Le premier dont il soit fait mention est un combat qui fut livré près de Lusignan par sept cents Français, partis de Mirebeau sous les ordres de Jean de Bueil, de Guillaume Guenant, sieur des Bordes, de Louis de Saint-Julien et de Jean de Kerlouët, contre une troupe d'Anglais commandés par Simon Burleigh et Adam Chel, sieur d'Agorisses. Ces derniers, après une forte résistance, furent mis en déroute, laissant un grand nombre de tués ou de prisonniers. Burleigh resta entre les mains des vainqueurs, et l'autre chef anglais se sauva à grand'peine et s'enferma dans Lusignan. La rencontre avait eu lieu entre Mirebeau et Lusignan, dit Froissart, ce qui est assez vague⁴. Suivant la Chronique normande, cette troupe anglaise était la garnison de Montreuil-Bonnin : « Et furent bien plus de vii^{xx} combattans mors et prins, et là fu prins Symon Burellé, capitaine d'iceulz Englois, et fu une besoingne bien durement combatue »⁵. Un acte de septembre 1369, publié à la fin de notre précédent volume, qualifie cette affaire de « bataille qui darrainement fu emprés Lezignan », et nous apprend que Robert Frétart, écuyer français, y perdit la vie et un cheval du prix de cent livres⁶. En combinant ce texte avec les récits des deux chroniqueurs, on peut fixer cet engagement qui, on le voit, eut une certaine importance, au mois de juin 1369.

Peu de temps après, profitant que le prince de Galles, fort menacé au midi de ses états, avait été obligé de dégarnir quelque peu ses places frontières du côté de l'Anjou, de la Tou-

1. N° CCCCLXXIX, p. 13-16.

2. S. Luce, édit. de Froissart, t. VII, p. LIV.

3. *Id. ibid.*, p. LII.

4. Edit. S. Luce, t. VII, p. 120-121.

5. Edit. A. et E. Molinier, p. 192.

6. N° CCCCLXVII, p. 406.

raïne et du Berry, les vainqueurs de Lusignan vinrent assiéger la Roche-Pozay et l'enlevèrent par escalade. Cette forteresse était détenue indûment par les Anglais et ne devait pas être comprise dans les territoires cédés par le traité de Brétigny. Aussi Charles V n'avait pas manqué d'invoquer ce grief dans une sorte de memorandum adressé à Edouard III, le 11 mai précédent, et l'on comprend qu'il ait eu à cœur de voir cette ville remise avant toute autre en son obéissance. Le 23 mai, la place étant encore au pouvoir des Anglais, Geoffroy de la Celle, un chevalier qui déploya une grande activité dans ces guerres et prit part à toutes les expéditions de cette première année sur les marches de Berry et de Touraine, en avait été nommé capitaine ; il contribua à la reprendre aux Anglais, ainsi qu'un écuyer de sa compagnie, Jean de Besdon, qui eut, pour récompense de sa conduite en cette occasion, les biens confisqués de Jean de Surgères à Azay-sur-Cher, ceux de Guillaume du Plessis, de Perrot Jodouin et de Séguin de Puygiraut, Poitevins au service du prince de Galles, par acte d'août 1369 ¹. Ce fait d'armes eut lieu par conséquent entre la fin de mai et le mois d'août, vers la fin de juin ou au commencement de juillet. Kerlouët remplaça à cette époque Geoffroy de la Celle comme capitaine de la Roche-Pozay, et le 12 septembre 1369, Charles V lui assigna 4,500 francs d'or à payer chaque année en quatre termes, pour la garde du château et de la ville². Il en répara les fortifications, y entretenit une garnison bien approvisionnée et en fit le centre de toutes ses opérations, pendant la durée de la campagne.

A la nouvelle de ce succès qui jeta l'alarme dans le parti anglais, les principaux seigneurs poitevins, Guichard d'Angle, le vicomte de Châtellerault et le sire de Parthenay, qui servaient sous Jean Chandos, quittèrent précipitamment Montauban et vinrent défendre leurs possessions de Poitou. Une expédition porta le ravage dans le Berry, s'attaquant surtout aux terres de Guy, seigneur de Chauvigny, qui venait de se déclarer pour le roi de France. Ce fut dans ces circonstances que les chevaliers du parti anglais s'emparèrent du château d'Issoudun-sur-Creuse, que son possesseur, Plotart de Cluis ³, seigneur de Briantes, avait

1. N° CCCCLXII, t. III, p. 389-392.

2. Hay du Chastelet, *Hist. de Bertrand Du Guesclin*, in-fol., 1666, p. 434.

3. Ce nom est écrit Plotart de Pleux, par suite d'une mauvaise lecture, dans notre précédent vol., p. 376. C'est Cleux pour Cluis qu'il fallait imprimer. Voy. à cet endroit l'identification d'Issoudun-sur-Creuse.

remis entre les mains du maréchal de Sancerre, et que celui-ci laissa prendre un peu avant le 16 juillet 1369.

L'ennemi malheureusement ne tarda pas à obtenir un avantage plus sérieux, compensant largement son échec de la Roche-Pozay. Au commencement du mois suivant, la Roche-sur-Yon ouvrit ses portes aux comtes de Cambridge et de Pembroke. Le prince de Galles avait le même intérêt à se rendre maître de cette place que les Français à recouvrer la Roche-Pozay. Depuis huit ans, il n'avait cessé de la revendiquer comme faisant partie des possessions abandonnées à l'Angleterre par le traité de Brétigny. Les négociations engagées à ce sujet étaient encore pendantes au moment de la reprise des hostilités. Dès les premiers jours de juillet, une nombreuse armée anglaise investit la ville litigieuse. Mais elle était très forte et abondamment pourvue. On estimait qu'elle pouvait tenir une année entière. Cependant, au bout d'un mois, alors qu'une armée de secours, réunie à Baugé par Amaury sire de Craon, s'appêtait à la venir dégager, elle se rendit aux Anglais. Le capitaine qui y avait été institué par le duc d'Anjou, Jean Belon, chevalier, s'était laissé circonvenir par le duc de Cambridge et lui avait vendu la forteresse confiée à sa loyauté. Nos documents fournissent des renseignements sur cette trahison et le châtimement du coupable. Dès le 24 août, une partie des biens confisqués de Jean Belon étaient donnés à Jean de La Barre. Guy Mauvoisin, huissier d'armes du roi, eut le reste. Amené prisonnier à Angers, où il avait possédé une maison et qui était sans doute sa résidence habituelle, le traître y subit le dernier supplice, entre le 12 janvier et le 9 février 1370 ¹.

Dans le courant du même mois d'août, autant qu'on en peut juger par la succession des événements relatés par Froissart, et confirmés par des actes authentiques, le célèbre Jean Chandos, qui portait alors le titre de sénéchal de Poitou, sortit de Poitiers à la tête de trois cents lances et de deux cents archers, et vint, sans être inquiété, porter le ravage dans le Loudunais et sur les confins de la Touraine et de l'Anjou. Aussitôt après cette chevauchée, à laquelle il avait refusé de s'associer, le comte de Pembroke, capitaine de Mortagne-sur-Sèvre, fit à son tour une pointe du côté de Loudun. Attaqués au village de Purnon par le maréchal de Sancerre, parti de nuit de la Roche-Pozay, en compagnie de Jean de

1. Voy. notre vol. précédent, *Introd.*, p. XLII, L, 387 et note ; le présent volume, p. 53-57, et Froissart, édit. S. Luce, t. VII, p. LXXIII, 159-163.

Bueil, de Jean de Vienne, de Guillaume des Bordes, de Louis de Saint-Julien et du breton Kerlouët, les Anglais subirent un échec sérieux et furent contraints de chercher un refuge dans une maison forte ¹, où Pembroke dut soutenir plusieurs assauts ce jour-là et le lendemain. Il y perdit beaucoup de monde et aurait infailliblement succombé, si Chandos, averti de sa situation critique et oubliant leur rivalité des jours précédents, ne s'était porté à son secours. Les Français, fatigués de ces deux jours de combat et craignant de ne pouvoir résister aux troupes fraîches venant de Poitiers, n'attendirent pas l'attaque de Chandos et s'en retournèrent à la Roche-Pozay, avec leur butin et leurs prisonniers. Une donation de terres confisquées sur des rebelles, octroyée, en septembre 1369, à Alais de Brizay, parle de deux manoirs appartenant à ce chevalier, « qui par nos ennemis depuis trois semaines en ça (c'est-à-dire dans la seconde quinzaine d'août) lui ont esté ars et destruis » ². Alais de Brizay et sa femme, Bertrande de La Jaille, avaient presque toutes leurs possessions dans le Loudunais et le Mirebalais. C'est donc, suivant toute vraisemblance, pendant les chevauchées de Chandos et de Pembroke que les maisons en question furent incendiées, et la date de ces expéditions se trouve implicitement affirmée par le texte que nous venons de citer.

La prise par les Anglais du fort de la Motte-de-Bauçay, aujourd'hui la Motte-Champdeniers, dans le Loudunais, pourrait bien aussi remonter à cette date. Il en est question dans un acte de décembre 1369, où cette perte est imputée à Germon du Saut, chevalier, et à Geoffroy du Saut, son frère ³. Cette petite place, enlevée aux ennemis quelque temps après, fut rendue par le roi de France à son ancien propriétaire, Amaury de Bauçay, à condition de « la garder à ses perilz ». Mais ce chevalier ne sut point la défendre. Les Anglais s'en rendirent maîtres de nouveau et ne la gardèrent pas longtemps. Reconquise une seconde fois, Charles V déclara qu'elle lui était échue par la forfaiture de son

1. « En une plate maison de Templiers, seans tout au sech et tant seulement fremée de pierre », dit Froissart. Or il n'y avait point à Purnon de commanderie du Temple, mais un prieuré de l'ordre de Saint-Augustin, dépendant de l'abbaye de Fontaine-le-Comte. Cette erreur, en somme légère, ne paraît point de nature à faire douter que Purnon n'ait été réellement le théâtre de l'engagement entre Pembroke et le maréchal de Sancerre, raconté avec beaucoup de développement par le chroniqueur (édit. cit., VII, LXXIX-LXXX, 170-181, 376-384), et confirmé par la *Chronique normande* (édit. A. et E. Molinier, p. 191-192, 347, 348).

2. Notre vol. précédent, p. 408-410.

3. P. 32 du présent volume.

seigneur, et en fit don à un cousin de Jean de Bueil, le 6 août 1371 ¹. Ces alternatives peignent bien le caractère de cette guerre : chevauchées de petites troupes, coups de main, surprises de part et d'autre, succès peu importants, suivis d'échecs sans grande portée.

Les événements se déroulaient à quelques lieues en deçà ou au delà de la frontière factice créée par le traité de Brétigny, sur les marches du Poitou et des provinces voisines. Telle ville, tel village aujourd'hui français, était anglais le lendemain, et réciproquement. L'abbaye Saint-Léonard de Ferrières, située sur cette frontière mal délimitée et faisant partie, de toute ancienneté, du ressort de la châtellenie de Loudun, n'avait pas été livrée à l'Angleterre. Néanmoins, dès avant la reprise des hostilités, le prince de Galles prétendait qu'elle devait être comprise dans son duché de Guyenne et la faisait accabler de vexations par ses officiers. Il fit tant et si bien que, sous la menace de voir leur monastère rasé, les religieux durent venir s'établir en pays anglais, à Thouars. Charles v d'abord les considéra comme rebelles, confisqua leurs biens et en donna une partie à Pierre Bruneteau, maréchal du duc d'Anjou, comme dédommagement de ce qu'il avait perdu en Poitou par le fait de la guerre ². Puis, reconnaissant qu'ils n'avaient fait que céder à la violence, il leur accorda des lettres de rémission et les rétablit dans leurs possessions, dès le mois de janvier 1370 ³.

La plupart des documents que nous avons recueillis pour ces années qui précédèrent la remise du Poitou en l'obéissance de Charles v se rapportent naturellement au Loudunais et au Mirebalais, qui étaient restés sous l'action immédiate du roi de France et de son frère Louis, duc d'Anjou. De 1369 à 1372, ces pays eurent à endurer tous les maux de la guerre. A Vouzailles, qui souffrit particulièrement des incursions des Anglais, un hébergement appartenant à Pierre Lasnier fut brûlé et détruit ⁴. Si ces excès ne remontent pas aux premières chevauchées de Pembroke et de Chandos que nous rappelions tout à l'heure, ils sont sans doute imputables aux bandes que le même comte de Pembroke, pour se venger de son échec de Purnon, dirigea sur Saumur, dans la première quinzaine de septembre 1369. Les chevaliers poitevins du parti anglais, entre autres Guichard d'Angle, le sire de Parthenay, le vicomte de Châtellerault et Perce-

1 P. 101-103 du présent volume.

2. Lettres de décembre 1369, dans ce volume, p. 25-28.

3. *Id.* n° CCCCLXXXIX, p. 38-41.

4. Voir lettres de novembre 1370, n° DI, p. 74.

val de Cologne, l'accompagnèrent dans cette expédition, durant laquelle « tous le pays de là environ fu pris, ars, gastés et essilliés, et y fisent en ceste chevaucie li Englès moult de desrois » ¹.

C'est vers ce temps aussi, si l'on en croit Froissart, mais plus vraisemblablement à la fin de novembre ou au commencement de décembre, qu'un moine de Saint-Savin, en haine de son abbé, Josselin Badereau, livra l'abbaye et la ville à Louis de Saint-Julien, qui en fut nommé capitaine, et à Kerlouët. Ceux-ci en réparèrent les fortifications et y mirent une bonne garnison. Jean Chandos courroucé jura de tirer de cet échec une prompte vengeance ², et ne tarda pas en effet à entreprendre de le réparer. Mal lui en prit, car la tentative qu'il fit dans la nuit du 30 décembre, pour reprendre cette place par escalade, fut l'occasion de sa mort. Dérangé dans son entreprise, il avait repris le chemin de Poitiers, quand il apprit que ses ennemis Kerlouët et Saint-Julien tenaient la campagne dans les environs. Aussitôt il se mit à leur poursuite et les rejoignit au pont de Lussac. Dès le commencement de l'action, Chandos fut blessé mortellement par un écuyer du nom de Jacques de Saint-Martin. Un renfort survenu aux Anglais pendant le combat fit tourner l'avantage de leur côté. Les deux chefs français se rendirent prisonniers. Cet engagement eut lieu le 1^{er} janvier 1370, au matin. Jean Chandos expira le lendemain, ou le surlendemain, à Mortemer, où on l'avait transporté ³. Cette mort équivalait à une défaite grave pour son parti, car l'illustre chevalier anglais était le plus redoutable adversaire des Français. Dans nos textes, cette affaire est désignée par l'expression de « besoigne de Chandos ». L'un d'eux, daté du 20 mars 1370, est une donation faite à Jean du Mesnil, écuyer, en récompense des services rendus au roi dans les présentes guerres, et particulièrement de la part qu'il avait prise au combat de Lussac. Fait prisonnier par les Anglais en cette affaire, il avait dû payer une rançon excessive ⁴.

1. Froissart, édit. S. Luce, t. VII, p. 189-190.

2. *Id. ibid.*, p. LXXXIII note et 191.

3. *Id. ibid.*, p. LXXXV-LXXXVII, 196-207.

4. N° CCCXCII, p. 48-50 du présent volume.

III

Au mois de novembre précédent, Charles v avait rendu à Jean, duc de Berry, le comté de Poitou, tel qu'il le possédait avant le traité de Brétigny, et sans préjudice des autres pays qui composaient son apanage ; puis, par lettres du 22 décembre 1369, les trois provinces de Poitou, Saintonge et Angoumois furent jointes à celles où il exerçait la lieutenance générale pour le roi ¹. Ce prince commandait en réalité dans la moitié du royaume. En Angoumois et en Saintonge, les Anglais étaient complètement les maîtres ; la lutte y était à peu près impossible pour le moment. Le Poitou lui-même, quoique attaqué de divers côtés, restait presque entièrement à conquérir. Cependant le duc de Berry se contenta de diriger de loin les opérations militaires et de se ménager des intelligences dans quelques centres importants de la principauté anglaise de Guyenne. Jusqu'au mois d'août 1372, sa présence n'est signalée sur aucun des points de son comté, où opéraient les petits corps d'armée qui avaient pour mission de recouvrer morceau par morceau le territoire poitevin ².

Le duc avait chargé spécialement son beau-frère, Jean d'Armagnac, et Jean de Villemur, avec quelques autres chevaliers, de la garde de ses frontières de Berry et de Limousin. Villemur guerroyait depuis quelque temps de ce côté, quand, dans les premiers jours de février, il dirigea une attaque heureuse sur le Blanc et s'empara de cette ville, que Gautier Spridlington défendait pour les Anglais. Ce personnage, dont le nom sous diverses formes revient fréquemment dans les textes de notre nouveau volume, a par cela même attiré et retenu notre attention. Nommé châtelain de Poitiers et maître des eaux et forêts de Poitou dès le début de l'occupation anglaise, il avait épousé une Poitevine, veuve, qui lui apporta une dot assez riche. Son avidité, ses usurpations et les dons que lui fit le prince de Galles lui constituèrent un domaine important dans le pays. Il y joua

1. P. 135, note, du présent volume.

2. Voy. le fragment d'it néraire du duc de Berry que nous avons dressé pour les années 1370-1374. (Ci-dessous, pièces annexes, n° I, p. LV.)

un rôle considérable. Cependant, ni les actes anglais contemporains, ni les chroniqueurs, sauf Cabaret d'Orville, qui l'appelle Gautier Spurton, ne le mentionnent. Froissart particulièrement, qui connaissait bien pourtant les héros anglais de la guerre de Cent Ans, ne le cite même pas. Nous avons voulu avoir le mot de cette énigme, et nous croyons l'avoir trouvé. En serrant de près les textes et en les comparant, nous avons acquis la quasi-certitude que Spridlington doit être identifié avec le Gautier Hewet de Rymer et de Froissart ¹.

La ville du Blanc, que Gautier Spridlington s'était ainsi laissé enlever, située sur les deux rives de la Creuse, à l'extrême limite du Poitou, faisait alors partie de cette province, et par conséquent des possessions anglaises de la principauté d'Aquitaine. Charles V, reconnaissant de ce fait d'armes, fit don du château et de la ville au vainqueur, Jean de Villemur, par lettres du 23 février 1370 ². Cette année fut marquée par un autre succès important. Au commencement de juillet, les vaillants capitaines de la Roche-Pozay et de Saint-Savin, Kerlouët, Louis de Saint-Julien et Guillaume des Bordes, toujours en expédition ou à l'affût de nouvelles entreprises, escaladèrent un matin, au point du jour, les murs de Châtellerauld, pénétrèrent dans la ville et parvinrent à s'y maintenir. Le vicomte, Louis d'Harcourt, surpris dans son sommeil, s'enfuit à grand'peine et trouva un abri momentané sur le pont que ses gens avaient fortifié. Tous les jours suivants, il y eut des escarmouches entre la garnison de la ville, dont Kerlouët prit le commandement, et les défenseurs du pont ³.

Le duc de Berry, qui se tenait à Bourges, fut informé de cette victoire dès le 8 juillet, date qui doit être, à un ou deux jours près, celle de l'escalade de Châtellerauld. Le registre de comptes du duc, où se trouve cette mention ⁴, fournit d'autres renseignements qui prouvent toute l'importance qu'il attachait à ce fait d'armes et le soin qu'il prit de mettre la ville conquise à l'abri

1. Voy. la notice développée que nous avons consacrée à ce personnage (p. 5, n., du présent volume).

2. Ces lettres nous font connaître la prise du Blanc, dont il n'est pas parlé ailleurs (p. 41 note). Nous avons vu que le don fait à Jean de Villemur fut révoqué à la fin de l'année, avec promesse de compensation, et que Guy et Guillaume de La Trémoille le remplacèrent dans la possession du Blanc (n° DIV, p. 83-87). Rappelons aussi le don éventuel de Gençay et de Plassac accordé à Jean de Villemur et dont il a été question ci-dessus (p. XVI).

3. Froissart, édit. S. Luce, t. VII, p. xc, 212.

4. Archives nat., KK. 251, fol. 26, 28, 38. Voy. aussi la note de la p. 191 du présent volume.

d'un coup de main anglais. Le jour même qu'il sut cette nouvelle, il fit porter aux vainqueurs ses remerciements et ses instructions. Jean d'Armagnac, son beau-frère, arriva quelques jours après pour renfoncer la garnison et veiller aux travaux nécessaires. Le 23 du même mois, le duc lui expédia un nouveau courrier. Puis, le 30 septembre suivant, Jean de La Haye, *maître de la mine du roi*, se rendant à Châtellerault, passa par Mehun-sur-Yèvre. Il avait évidemment reçu la mission de visiter les fortifications de la place et de prendre en route les ordres du duc de Berry. Son séjour à Châtellerault se prolongea jusqu'à la fin d'octobre. Le 24 de ce mois, il revint auprès du duc lui rendre compte de ce qu'il avait fait.

Il y eut encore du côté du Poitou, dans le courant de cette année, d'autres petits faits de guerre, mais sans résultat important. Des lettres de juillet 1376, publiées à la fin de ce volume ¹, contiennent des détails rétrospectifs sur la défense de Bertegon en Loudunais, qui remontent au milieu de l'année 1370 : « bien vi. ans ou environ », y est-il dit. Nous nous y arrêterons un instant. Deux écuyers, nommés Jean de Razine et Aimery Paillart, se joignirent à Perrot Caillier, et de leur autorité privée ils chassèrent de la place Jean Simonneau, qui y commandait pour le roi. Celui-ci en avait lui-même, paraît-il, dépossédé, quelque temps auparavant, ledit Caillier, alors capitaine et qui avait fait fortifier l'église de Bertegon. Les nouveaux maîtres de cette forteresse installèrent, à la place de Simonneau, Philibert de Lestoile, familier de Charles d'Artois, comte de Longueville et de Pézenas, seigneur en partie dudit lieu de Bertegon, sous lequel ils servirent « en la bonne et vraie obeissance » du roi, disaient-ils, et pendant six mois qu'ils y demeurèrent, ils « greverent noz ennemis... de tout leur pover et par touz les autres lieux où il ont peu ». Mais Charles d'Artois combattait dans les rangs anglais, et il n'est pas bien sûr que Philibert de Lestoile, « familier » de ce rebelle, et ses complices fussent si bons Français qu'ils voulaient bien le dire six ans après, pour obtenir plus facilement des lettres d'abolition. Ce fait curieux pourrait bien n'avoir pas été isolé, et il prouve qu'il devait être parfois difficile de savoir pour quel parti tenait telle garnison de la frontière. Au delà, par exemple, il n'y avait pas d'erreur possible ; tous les barons poitevins, comme nous l'avons vu, étaient demeurés anglais.

1. N° DXCVIII, p. 412-416.

Cet attachement inébranlable de la noblesse pour le fils aîné d'Edouard III ne paraît pas avoir été partagé à un égal degré par la classe moyenne. Soit par patriotisme, soit qu'ils aient eu plus à souffrir des exactions de l'administration anglaise, les bourgeois se montrèrent en général plus disposés à servir les intérêts du roi de France, et dans les années qui suivirent, bien des villes ouvrirent leurs portes grâce à eux. À Poitiers et à la Rochelle, pour ne citer que ces deux grands centres, on a la preuve qu'il existait un parti français organisé et prêt à l'action, recruté au sein de la bourgeoisie, dans un but de résistance à l'occupation étrangère. En plusieurs endroits des comptes du duc de Berry, il est question de sommes destinées à rétribuer des personnes de son entourage chargées de missions secrètes en Poitou. Ce prince diplomate ne pouvait manquer de se mettre en communication avec les partisans de la cause française, enfermés dans des villes que leurs garnisons seules maintenaient au pouvoir du prince de Galles. Le parti français de Poitiers, qui avait à sa tête Jean Boschet, commit-il quelque imprudence ou devint-il tout à coup plus entreprenant ? Un événement à nous inconnu vint sans doute éveiller les soupçons des officiers du prince anglais. Toujours est-il qu'ils exercèrent des poursuites contre un certain nombre d'habitants de la ville accusés de conspirer et de négocier avec les agents de Charles V. Pour faire un exemple qui inspirât la terreur aux autres, ils jetèrent Jean Boschet en prison, le mirent à une cruelle torture, et finalement lui firent subir le dernier supplice. Ceci se passait le 15 août 1370 ¹. Les biens de Boschet furent confisqués et donnés par le prince de Galles à des chevaliers du pays, qui lui prodiguaient les marques de leur fidélité, tels que Guichard d'Angle, Perceval de Cologne, Miles de Thouars, le sire de Mauzé et son frère, Gauvain Chenin, etc.

Pendant que cette exécution avait lieu dans la capitale de son comté, le duc de Berry, qui avait négocié avec l'évêque, Jean de Cros, la remise de Limoges en son obéissance, se mettait en route pour le Limousin. Arrivé devant la ville le 21 août, il prenait possession, le 22 ou le 23, de la cité épiscopale et s'en éloignait dès le 24, y laissant une garnison beaucoup

1. P. 123 de ce volume (n° DXVI). Restitution à Pierre Boschet et à ses trois frères des biens de leur oncle. Cet acte de juillet 1372 relate avec quelque détail le fait que nous venons d'exposer. Il fut confirmé et renouvelé le 15 décembre de la même année. (*Id.* n° DXXXIV, p. 198 et s.)

trop insuffisante, sous le commandement de Jean de Villemur et de Roger de Beaufort. On sait quelle vengeance le prince de Galles tira de cette malheureuse cité, quand, après un siège de six jours, il la reprit d'assaut, le 19 septembre, et la mit à feu et à sang, soulevant par ses cruautés la réprobation universelle¹. Nous n'avons pas à insister sur ces événements qui se passent en dehors de nos limites. On remarquera seulement que jusqu'ici les négociations, pour lesquelles le duc de Berry avait une préférence marquée, ne lui ont guère réussi.

Ici doit se placer, dans notre résumé chronologique, la prise de Bressuire par Du Guesclin. Comme il n'en est point question dans nos documents ni dans les notes qui les accompagnent, nous n'en dirons qu'un mot en passant. A la suite d'une de ces marches foudroyantes dont il avait le secret, le nouveau connétable avait infligé une défaite complète aux bandes de Robert Knolles à Pontvallain, le 4 décembre 1370². Il donna la chasse aux fuyards jusqu'en Anjou, et jusqu'à Bressuire, où ceux-ci comptaient trouver un refuge. L'assaut fut donné à la ville, qui ne put résister à l'élan des Bretons. Froissart passe ce fait d'armes sous silence, mais il est rapporté par les *Grandes chroniques* et par trois autres auteurs contemporains³.

Dans les premiers jours de janvier 1371 n. s., le Prince Noir malade quitta l'Aquitaine, où il ne devait plus revenir, et s'embarqua à Bordeaux pour l'Angleterre. Jean de Lancastre fut chargé du gouvernement des provinces françaises, pendant l'absence de son frère aîné. Il se démit de sa lieutenance dès le 21 juillet de la même année⁴ ; mais il paraît avoir attendu pour quitter le pays et retourner en Angleterre qu'Edouard III, par acte du 13 avril 1372, eût nommé lieutenant en la principauté d'Aquitaine Jean, comte de Pembroke⁵. D'après Froissart, qui place ce départ à la Saint-Michel 1371, le duc de Lancastre aurait institué pour gouverner le Poitou et la Saintonge en son absence, Thomas de Percy et le sire de Parthenay⁶. Dans une seconde rédaction de ses chroniques, le même auteur dit que le

1. Froissart, édit. S. Luce, t. VII, p. CIX-CXV.

2. Froissart dit le 10 octobre, mais M. Luce reporte avec beaucoup de vraisemblance la date de cette bataille au 4 décembre (*id.* t. VIII, p. VI, note 4).

3. *Grandes chroniques*, t. VI, p. 326 ; *Chronique normande*, édit. A. et E. Molinier, p. 199 ; Cabaret d'Orville, édit. Chazaud, p. 27-28 ; *Chronique rimée de B. Du Guesclin*, t. II, p. 178-185.

4. J. Delpit, *Documents français en Angleterre*, in-4°, t. I, p. 179.

5. S. Luce, édit. de Froissart, t. VIII, p. XXII, note 1.

6. *Id. ibid.*, t. VIII, p. 31-32.

prince laissa le vicomte de Châtellerault et le sire de Parthenay pour gouverneurs en Poitou, et Geoffroy d'Argenton et Guillaume de Montendre en Saintonge ¹.

Malgré les quelques succès pour les armes françaises que nous avons constatés pendant les deux premières années de guerre, la conquête du Poitou avançait fort lentement. En 1371 et même en 1372, les Anglais occupaient encore bien des petites places sur la frontière, principalement du côté du Berry. Un acte de mars 1371 relate comme récente la prise du château du Bouchet-en-Brenne, « qui est situé ès frontieres et ou diocese de Berry, combien qu'il soit en la duchié de Guienne et seneschalcie de Poitou ² ». Ce fut Perreau d'Oradour, chevalier, qui s'empara de ce fort et en chassa les Anglais. Il prétendait, du reste, que le Bouchet appartenait à son fils Geoffroy, comme plus proche héritier de Pierre de Neillac, qui le possédait avant qu'il tombât au pouvoir des Compagnies, puis des Anglais. Charles v, pour récompenser le père et le fils d'avoir remis la ville en son obéissance, en fit don aux s^{rs} d'Oradour. Ces lettres renferment beaucoup de détails intéressants sur le sort de cette localité pendant l'occupation anglaise.

Il a été question plus haut ³ de Louis de Maillé, à propos de la cession que le roi lui fit à l'avance de tout ce qu'il pourrait conquérir sur les ennemis dans le duché de Guyenne, de sorte qu'il guerroyait pour son compte, ainsi que beaucoup d'autres chefs de partisans. Un des exploits de ce chevalier nous est révélé par nos documents. Vers le commencement d'avril, il s'empara d'une forteresse appartenant à Louis d'Harcourt, vicomte de Châtellerault, le Puy-Milleroux, « en laquelle prise ledit Loys de Mailly a grandement fraié et despendu du sien, et s'est mis en grant aventure de son corps, et fait mettre ceulz de sa compagnie ». C'était une ville fermée et par conséquent elle ne revenait pas de droit au vainqueur. Néanmoins Charles v lui en fit don spécial par lettres du 30 avril de cette année, sous la réserve usitée que, si, par suite d'un traité de paix, la forteresse faisait retour à son premier seigneur, Louis de Maillé ne pourrait exiger aucune compensation. Pour l'aider à garder et à défendre sa conquête, le roi ajoutait à cette libéralité la

1. Froissart, édit. cit., t. VIII, p. 284, 287.

2. N^o DVII, p. 92-96 de ce volume.

3. Ci-dessus, p. xv.

permission de lever et de percevoir à son profit « les raençons du paiz qui estoit raençonné à la dite forteresse », jusqu'à la Toussaint prochaine ¹.

La guerre se faisait de la même façon du côté des Anglais. Aussi les villages et les villes ouvertes avaient tout à redouter des bandes qui parcouraient la campagne et faisaient de fréquentes incursions de chaque côté de la frontière. On verra dans un acte du prochain volume que les environs de la Roche-Pozay furent pillés et dévastés par les Bretons qui tenaient garnison dans cette ville, sous les ordres de Jean de Kerlouët ², sans distinction d'amis ou d'ennemis. Les compagnies au service du prince de Galles rivalisaient entre elles pour les excès. Alors les localités qui pouvaient s'imposer le sacrifice de se clore de murs en sollicitaient à l'envi l'autorisation auprès des autorités militaires, ou même s'adressaient directement au pouvoir souverain. Le prieuré de Guesne en Loudunais, situé à trois lieues environ des limites de la principauté d'Aquitaine, éloigné de cinq lieues de toute forteresse française, avait eu beaucoup à souffrir depuis le commencement des hostilités. Les Anglais et des bandes de pillards y avaient à plusieurs reprises porté le ravage et la désolation. Des religieuses avaient été enlevées, des habitants de la localité emmenés prisonniers et mis à mort. A la demande de la prieure et après enquête faite par des gens du métier, qui reconnurent qu'il y allait de l'intérêt public et de la défense du pays, le roi, par acte d'août 1371, accorda la permission de fortifier l'église de Guesne et le prieuré. Du reste, les travaux à ce moment avaient déjà reçu un commencement d'exécution. Les religieuses étaient autorisées simplement à les continuer à leurs frais. Les dépenses de garde, d'entretien et de garnison devaient également être supportées par la communauté ³. On peut juger par ce fait qu'après plus de deux ans de guerre les Français étaient encore impuissants à protéger efficacement leur propre pays, et à s'opposer aux incursions des ennemis dans le Loudunais et le Mirebalais.

On en trouve un exemple plus frappant encore dans le désastre qui vint fondre, précisément dans le même temps, sur la petite ville de Moncontour. Thomas de Percy, alors sénéchal de Poi-

1. N° DVIII, p. 97-99 du présent volume.

2. Lettres de grâce données en mars 1379 n. s., en faveur de Jean Faugeux de Saint-Savin.

3. N° DXI, p. 106 à 109.

tou, ayant réuni à Poitiers un corps d'armée de 500 lances et de 2,000 brigands munis de pavois, vint mettre le siège devant la place. Guichard d'Angle, le vicomte de Châtellerault et les principaux barons poitevins faisaient partie de l'expédition. La nouvelle en vint à Paris dans la seconde quinzaine d'août, car les premiers mandements adressés par Charles V pour réunir une armée de secours sont du 26 de ce mois¹. Le mois précédent, Guillaume Guenant, seigneur des Bordes, avec une nombreuse compagnie, composée de vingt chevaliers et de soixante-dix-sept écuyers, environ 400 hommes (chaque lance représentant au moins quatre hommes), se tenait à Mirebeau, comme on le voit par un acte authentique², et il y était vraisemblablement encore, quand l'armée anglaise investit Moncontour. Mais sa troupe n'était pas suffisante, et il n'y avait pas dans les forteresses françaises du voisinage de garnisons assez nombreuses pour repousser les gens d'armes de Thomas de Percy, et tenter avec quelque chance de faire lever le siège. Ce fut à Tours et à Saumur que se concentra l'armée de secours. Du Guesclin et Clisson, alors lieutenant du roi dans les basses marches, réunirent à la hâte leurs forces éparses dans le Maine, l'Anjou et la Touraine. Ils n'arrivèrent à Saumur que le 5 septembre. Louis de Sancerre et Mouton de Blainville se trouvaient à Tours et rejoignirent Du Guesclin le lendemain seulement. L'armée ainsi réunie était considérable, mais quand elle fut prête à agir, Moncontour avait succombé, après une résistance de six jours, ou de dix, suivant une autre version. La petite garnison française fut massacrée, sauf son chef, Jourdain de Cologne, Froissart ajoute « et Pierre de la Grésille » ; mais nous avons la preuve que ce dernier faisait partie de l'armée de secours³. La garde de Moncontour fut confiée par Percy à Gautier Hewet (notre Spridlington), à Cressewell et à David Hollegrave, qui disposaient de 500 combattants et en profitèrent pour faire des courses en Anjou et dans le Maine.

Ce fut, comme on le voit, à la fin d'août ou dans les premiers

1. L. Delisle, *Mandements de Charles V*, p. 417-418. Voy. aussi sur ce siège S. Luce, édit. de Froissart, t. VIII, p. xv, 18-21 ; Delaville-Le Roulx, *Comptes municipaux de la ville de Tours*, t. II, nos 506-509 et p. 340-341 ; *Chronique normande*, édit. A. et E. Molinier, p. 202 ; et la note de la p. 133 du présent volume.

2. Montre du 16 juillet 1371, publiée à la suite de notre introduction (ci-dessous, pièces annexes, n° II, p. LXIV).

3. Pierre de la Grésille était avec 14 chevaliers et 63 écuyers de sa compagnie sous les ordres de Du Guesclin à Saumur. (Montre du 5 septembre publiée par M. Delaville-Le Roulx, *op. cit.*, p. 340.)

jours de septembre que Moncontour fut pris d'assaut. Au lieu de tenter quelque expédition sérieuse, les forces françaises assemblées en cette circonstance, qui s'élevaient au moins à 3,000 combattants ¹, se séparèrent et retournèrent dans leurs quartiers, sans risquer une bataille. Les recommandations de Charles v étaient suivies ponctuellement. Olivier de Clisson, lieutenant du roi, guerroyait dans les basses marches de Poitou et de Bretagne, c'est-à-dire dans son pays. Beauvoir-sur-mer, la Garnache et les autres terres qui lui avaient été rendues par le roi de France, au mois de septembre 1361, n'avaient pas été livrées aux Anglais ². Il en avait sans doute fait sa base d'opérations dans le Bas-Poitou. On n'a point de renseignements sur les expéditions que Clisson dirigea de ce côté, sauf deux faits d'armes qui nous sont révélés par l'un des textes publiés dans le présent volume. Il y est dit que le château de Poiroux et l'abbaye de Jard furent enlevés aux Anglais, et que les bâtiments de l'abbaye furent livrés aux flammes, mais sans aucun détail. La date même de ces événements n'est point précisée. On peut dire seulement qu'ils eurent lieu antérieurement au mois de juillet 1372 ³, et par conséquent avant la campagne décisive que Du Guesclin et Clisson dirigèrent en Poitou, à partir du mois d'août de cette année. La constatation de ce fait a par là même un certain intérêt.

Que se passa-t-il dans nos provinces pendant les derniers mois de 1371 et les six premiers de l'année suivante? Rien de très important sans doute, car les chroniques et les documents sont muets, ou à peu près. Des lettres du 9 juin 1372, données en faveur de Denis Basin, contiennent quelques nouvelles indications sur les entreprises des Français à la frontière de Berry, notamment sur la remise en l'obéissance de Charles v et du duc, son frère, de la ville de Saint-Benoit-du-Sault, et d'une place voisine, le château de Brosse, dont les Anglais s'étaient emparés au début de la guerre, pour se venger de la défection de Guy de Chauvigny. Ce document fournit aussi des détails touchant l'occupation anglaise de la Souterraine, où Denis Basin avait été retenu prisonnier pendant plus de trois mois, et sur le capitaine de cette forteresse, Jean Devereux, l'un des principaux compa-

1. Le même auteur (*loc. cit.*) en énumère une bonne partie.

2. Voy. notre volume précédent, p. L et 324-327.

3. Les lettres où ces faits sont mentionnés sont en effet de cette date (p. 126-127 du présent volume).

gnons d'armes du prince de Galles dans le duché d'Aquitaine ¹.

En résumé, les Français avaient réussi à enlever à leurs adversaires trois ou quatre villes importantes et une quantité de petits forts ; mais les Anglais, en revanche, étaient devenus maîtres de deux places qu'ils ne possédaient point lors de la reprise des hostilités. Malgré ces succès réels, en dépit de la valeur, du courage et de l'activité déployés par Jean de Bueil, Jean de Villemur, Geoffroy de la Celle, Guillaume des Bordes, Kerlouët, Louis de Saint-Julien et tant d'autres, les résultats de cette longue campagne ne marquaient pas un grand progrès. L'absence de suite dans les opérations militaires, conséquence du petit nombre de gens d'armes qu'ils avaient eus à leur disposition, n'avait pas permis à ces intrépides chevaliers de faire un plus grand pas en avant. Au bout de trois années de guerre, le Poitou était encore à conquérir. La gloire de mener à bien cette grande entreprise était réservée à Bertrand Du Guesclin. Aussitôt qu'il paraît en scène, la fortune change, le but se rapproche, le triomphe s'affirme de jour en jour plus éclatant.

IV

Avec le mois de juin 1372, on entre dans une période de victoires non interrompues. Par l'entremise du connétable, Charles V et Henri de Transtamare venaient de conclure un traité, dont le principal résultat avait été l'envoi de la flotte espagnole sur les côtes de Saintonge et d'Aunis, juste à temps pour s'opposer au débarquement de renforts considérables amenés d'Angleterre par le comte de Pembroke, nommé lieutenant d'Edouard III dans le duché de Guyenne, en remplacement du duc de Lancastre, et par le Poitevin Guichard d'Angle. Les Espagnols avaient à leur tête Ambroise Boccanegra, l'un des meilleurs amiraux de l'époque. Les deux armées navales se heurtèrent devant la Rochelle, le 23 juin, dans un combat terrible qui se termina le second jour par la destruction complète de la flotte anglaise. Tous ceux qui ne furent pas tués en combattant, ou noyés, tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Pembroke, Guichard d'Angle, Jean de Harpedenne, sénéchal de Saintonge,

1. N° DXIV, p. 113-117.

et beaucoup d'autres personnages de marque, furent emmenés prisonniers en Espagne, mis au fer et traités rigoureusement pendant près de trois ans ¹.

C'est à cette époque que Du Guesclin commença cette campagne de Poitou et de Saintonge, dans laquelle il fit preuve d'une activité et d'une fertilité de ressources vraiment admirables. Le 14 juin, il était à Loches, car, ce jour-là, le duc de Berry lui dépêcha d'Issoire en ce lieu Simon Champion, l'un de ses chevaucheurs ². Outre les chevaliers et écuyers de sa compagnie, dont les montres publiées par les historiens de Bretagne nous font connaître les noms, les principaux seigneurs qui secondèrent le connétable dans cette expédition furent Louis de Sancerre, Olivier de Clisson, Guy de Laval, Jean de Beaumanoir, le vicomte de Rohan, etc. Les forces dont ils disposaient sont estimées par Froissart à plus de 3,000 lances ³.

Ce corps d'armée s'empara d'abord de Montmorillon, de Chauvigny et de Lussac, suivant le chroniqueur. Aucun texte ne nous permet de contrôler cette assertion. Cependant, en ce qui concerne Chauvigny, on verra que la reddition de cette ville eut lieu plus vraisemblablement le 6 ou le 7 août seulement. Une fois maîtres de ces trois places, les Français, contournant Poitiers, vinrent mettre le siège devant le château de Moncontour, dont les Anglais s'étaient rendus maîtres l'année précédente. Après quatre jours de préparatifs et deux jours de combat, la garnison anglaise, commandée par Cressewell et David Hollegrave, capitula et sortit de la place, abandonnant ses armes aux vainqueurs ⁴. Cet heureux événement se produisit, selon toute apparence, dans les premiers jours de juillet 1372. Le 9 de ce mois, Du Guesclin et Clisson, qui se trouvaient à Loudun, à dix-huit kilomètres nord-est de Moncontour, accordèrent aux prélats, barons et habitants du Poitou une trêve ou abstinence de guerre, sur la durée et les conditions de laquelle on ne sait rien. Elle est mentionnée dans un acte du Trésor des Chartes dont nous avons parlé ⁵ et fut signée sans doute aussitôt après la reddition de Moncontour. Le lendemain 10 juillet, le connétable était à Chinon, d'où il data la donation faite à Alain

1. Froissart, édit. S. Luce, t. VIII, p. 36-44 ; p. 173 n. du présent volume.

2. Archives nat., KK. 251, fol. 88 v°.

3. Tome VIII, p. 50, 51.

4. Froissart, t. VIII, p. 51-53 ; Cabaret d'Orville, *Chronique du bon duc Loyse de Bourbon*, édit. Chazaud, p. 28, 89. Voy. aussi p. 133 note de notre volume.

5. P. 185 note de ce volume.

Saisy des château, ville et châtellenie de Mortemart, confisqués sur Aimery de Rochechouart, à cause de sa rébellion ¹. Quelques jours après, il alla opérer sa jonction avec le duc de Berry et s'entendre avec ce prince sur la marche ultérieure des opérations. Le 22, le duc était encore à Bourges ². C'est alors que fut décidé le siège de Sainte-Sevère. Cette place du Berry appartenait à Jean Devereux et était défendue par Guillaume Percy et Richard Holme. Le 29 juillet au plus tard, les ducs de Berry et de Bourbon et le comte Dauphin d'Auvergne étaient réunis devant Sainte-Sevère, avec le connétable et le maréchal de Sancerre. Du Guesclin fit donner l'assaut à la forteresse, qui succomba le 30 ou le 31. Ce jour-là, le duc de Berry envoya à Paris Christian de Beaurepaire, messager à cheval, pour annoncer au roi sa victoire ³. A la nouvelle du siège, Jean Devereux avait quitté le Poitou avec Thomas de Percy et se portait au secours de la place. En route, ils rejoignirent le capal de Buch et les contingents poitevins, commandés par le vicomte de Châtellerault, le sire de Parthenay, Hugues de Vivonne, Perceval de Cologne, Aimery de Rochechouart, Jacques de Surgères, Geoffroy d'Argenton, etc. La trêve de Loudun était sans doute expirée. L'armée anglaise vint occuper l'abbaye de Charroux, où ayant appris la capitulation de Sainte-Sevère, elle se sépara, chacun retournant dans sa garnison. C'est probablement dans ces circonstances que fut brûlée par les Anglais l'abbaye alors fortifiée de la Réau ⁴.

Moins de huit jours après la prise de Sainte-Sevère, le samedi 7 août 1372, Du Guesclin faisait son entrée à Poitiers, dont le parti français, de plus en plus nombreux dans la ville, paraît lui avoir ouvert les portes. La date de cet événement capital nous est fournie par l'un de nos documents. Nous nous sommes étendu longuement, dans le corps du volume ⁵, sur les circonstances de la prise de la première ville du Poitou et sur les faits qui la suivirent. Aussi il nous suffira de les passer rapidement en revue. Le duc de Berry, qui se trouvait encore à Cluis le 4 et le 5 août, était le 7 à Chauvigny, comme en témoignent des lettres de lui datées de cette

1. JJ. 103, n° 141, fol. 77.

2. Voy. l'itinéraire publié à la fin de l'introduction, p. LVIII.

3. KK. 251, fol. 89 v°.

4. Les maux dont cette abbaye fut victime sont relatés dans des lettres d'amortissement du mois de juillet 1373 (n° DLXIII, p. 310).

5. Voy. notamment la note des p. 169-171. Cf. S. Luce, édit. de Froissart, t. VIII, p. XXXIII-XXXIV.

localité ¹. La ville avait-elle été prise le mois précédent, comme le veut Froissart, ou bien fit-elle seulement sa soumission au duc le 6 ou le 7 août ? Cette seconde hypothèse nous paraît plus admissible, surtout si l'on remarque que, quinze jours plus tard, Charles v, faisant don à son frère de 12,000 francs d'or, déclare que c'est en récompense des grands services rendus par ce prince, « accompagné du grant nombre de genz d'armes, à ses propres frais et despenz, *ès prises de Sainte-Severe, de Chauvigny, de Poitiers* et de plusieurs autres lieux et fors... ² ».

Le duc quitta Chauvigny et arriva, dans la même journée du 7 août, à Poitiers, où sa présence est attestée par deux autres actes authentiques ³. Le lendemain dimanche, il envoya à Charles v un de ses huissiers de salle, pour lui faire part de la réduction de la capitale de son comté ⁴. Le duc de Bourbon se trouvait aussi à Poitiers. Quelques jours après, suivant son historiographe, ce prince, à la requête des habitants de la ville, alla faire le siège de la tour de Chitré, dont la forte garnison anglaise les incommodait beaucoup ⁵. On peut voir par une pièce publiée à l'appendice que Jean de Kerlouët contribua pour une bonne part à la prise de cette forteresse ⁶.

De son côté, persuadé que si la Rochelle suivait l'exemple de Poitiers, la conquête du pays lui serait singulièrement facilitée, Du Guesclin dirigea une expédition du côté de la Saintonge et de l'Aunis. Le 23 août, un combat victorieux, livré à Soubise par des troupes sous ses ordres, amena la capture du fameux capital de Buch et de Thomas de Percy ⁷. Owen de Galles, qui faisait partie de la flotte franco-espagnole à l'ancre devant la Rochelle, contribua également à cette victoire. Trois jours après, Jean de Rye et Morelet de Montmor soumirent les îles de Ré et d'Aix. Le traité conclu, le 26 août, avec les habitants a été compris dans notre publication, parce que ceux-ci étaient les sujets du

1. Don à Guyot de Lezignac, écuyer de son écurie, à Chauvigny, le 7 août 1372. (Original aux Arch. nat., J. 189 ⁴, n° 4.)

2. L. Delisle, *Mandements de Charles V*, p. 472, n° 911.

3. Lettres en faveur d'Alain Taillecol (p. 169 de ce vol.), et autres portant don à Jean le Page et à Guillaume Regnault, secrétaires de Du Guesclin, ces dernières du 8 août (p. 134-136).

4. KK. 251, fol. 89.

5. Cabaret d'Orville, édit. Chazaud, 1876, in-8°, p. 90. Cf. ci-dessous *note* de la p. 389, à propos du don du château de Chitré fait par Charles v à Du Guesclin, le 11 janvier 1376 n. s.

6. Don des biens d'Hugues Beuf, sieur de Chitré, et d'autres personnes audit Kerlouët, 22 fevr. 1373. (*Documents omis* dans le corps du vol., ci-dessous, p. LXXIII.)

7. Voy. p. 177 n., 244 n. 200 n. Cf. Luce, édit. Froissart, t. VIII, p. XXXVI-XXXVIII.

sire de Craon, vicomte de Thouars, et de l'abbé de Saint-Michel-en-l'Herm ¹.

Le duc de Berry, pendant ce temps, restait à Poitiers. Jugeant le moment propice pour entamer de nouvelles négociations avec les barons poitevins, ébranlés et découragés par la perte de leur capitale, il fit porter, dès le 10 août, par Jean Adeuil, son écuyer et échanson, des propositions de paix au sire de Parthenay et au vicomte de Châtellerault ². Elles ne furent pas écoutées. Les Poitevins au contraire promirent aux lieutenants d'Edouard III de continuer la résistance, et ils allèrent s'enfermer dans Thouars, se tenant prêts à agir de concert avec les Anglais. Le comte de Poitou, alors, pressa son frère Philippe, duc de Bourgogne, de venir le rejoindre et de lui amener des renforts, pour porter un coup décisif à ses adversaires. Le 17 août, il lui dépêcha un messenger à Nevers ; le 25, le duc de Bourgogne était à Chinon, où il apprit le lendemain la défaite et la prise du capital de Buch. Ce jour même, toutes les forces bourguignonnes qui se trouvaient avec Philippe le Hardi, y compris les gens d'armes du comte d'Eu, se mirent en route pour Mirebeau. Le samedi matin 28, ils arrivèrent à Poitiers. Les deux frères de Berry et de Bourgogne partirent incontinent au-devant du sire de Clisson, qu'ils rejoignirent le même jour à Mirebeau. Philippe et son frère revinrent passer la journée du dimanche à Poitiers. Le 30 août, le duc de Bourgogne dina et gita à Sanxay, et le 31 à la Mothe-Saint-Héraye ³. Pendant les trois mois qui suivent, Du Guesclin, Clisson et les trois ducs de Berry, de Bourgogne et de Bourbon tinrent la campagne, et agissant tantôt ensemble, tantôt séparément, ils reprirent les trois quarts du pays encore occupé par les Anglais, chaque jour amenant un assaut ou une capitulation. Les barons poitevins, pour la plupart enfermés et immobilisés dans Thouars, ne prirent pas, notons-le, une part active à la lutte. Du Guesclin et ses compagnons eurent surtout à combattre les Anglais et leurs alliés gascons.

1. Traité confirmé par Charles V, en décembre 1372 (n° DXLV, p. 243 et s.).

2. KK. 251, fol. 90 ; voy. aussi p. 177 note de ce volume.

3. Ernest Petit, *Campagne de Philippe le Hardi en Poitou et en Saintonge* (1372), brochure in-8°, Dijon, 1887. — Guy de Pontailler, maréchal de Bourgogne, avait précédé le duc. Les principaux chevaliers qui accompagnèrent ce prince en Poitou sont Jean d'Artois, comte d'Eu, Gibaud de Mello, sire d'Epoisses, Jean de Rye, Raoul de Renneval, Edouard, sire de Saint-Dizier, le bâtard de Poitiers, Jean de Montagu, sire de Sombornon, Pierre de Montagu, sire de Malain, Odille de Montjeu, etc. (Voir la liste, p. 5 de cet opuscule.)

Le 1^{er} septembre, Saint-Maixent fit sa soumission¹. Le siège fut mis immédiatement devant le château fort de la ville, qui résista trois ou quatre jours. Un compagnon d'armes du connétable, Alain de Beaumont, fut nommé capitaine de la ville et du château, où fut laissée une forte garnison. De ce poste de confiance, il ne cessa de harceler les Anglais. On verra dans un document de notre prochain volume que c'est à lui que revient l'honneur de la prise de Melle, de Lezay, de Chefboutonne et d'autres forts du voisinage². Alain de Beaumont s'empara aussi, entre le 27 octobre 1372 et le mois de mars suivant, à ses propres coûts et dépens, du château de Sainte-Néomaye, dont le roi lui fit don, ainsi que de la châtellenie, estimée à 600 livres de revenu, en récompense de tous ses services, par lettres de cette dernière date³. Le duc de Berry le créa, vers le milieu de l'année 1373, son sénéchal en Poitou.

De Saint-Maixent, le duc de Bourgogne se dirigea vers la Rochelle, en passant par Frontenay-l'Abattu, où il coucha le 4 septembre. Le lendemain, il retrouva Du Guesclin au Bourgneuf et fut rejoint, le 6, par les ducs de Berry et de Bourbon. Deux jours après, les chefs de l'armée française reçurent les clefs de la Rochelle et demeurèrent encore quelques jours au Bourgneuf, retenus par les détails d'exécution du traité accordé aux habitants et les mesures à prendre pour assurer la sécurité de leur ville⁴. Pendant ce temps, le comte de Poitou reçut la soumission d'Isabelle d'Avangour, vicomtesse douairière de Thouars. Le 9 septembre, elle rendit au frère de Charles V « ses chastiaux, villes et forteresses », dont la principale était Talmont, « pour les tenir sous son obéissance et subjection et y demourer à tousjours mais »⁵.

Les opérations militaires furent reprises sans retard. Le 12 septembre, on était « aux champs devant le chastel de Benon ». Après un siège de trois jours, il fut pris d'assaut, le 15, par Du Guesclin, qui fit mettre à mort tous les Anglais trouvés dans la place, pour venger l'assassinat de son écuyer tué la nuit précédente pendant son sommeil⁶. Le siège de la forteresse de Sur-

1 La date est exprimée formellement dans des lettres confirmant les privilèges de l'abbaye, en date du 26 novembre 1372, et dans l'*Itinéraire* de Philippe duc de Bourgogne (ci-dessous, p. 155 et note 3).

2 Remission accordée, en novembre 1378, à Jean Chaboussau, de Lezay.

3 N^o DLVIII, p. 296-300.

4 Froissart, édit. Luce, VIII, p. XLII-XLIV ; E. Petit, *op. cit.*, p. 9.

5 P. 197 et suiv. du présent volume.

6 P. 175 note ; Froissart, VIII, p. XLVII-XLVIII, 65-87 ; Cabaret d'Orville, p. 91 ; E. Petit, *op. cit.*, p. 10.

gères fut fait sans désespérer et dura quatre jours, la reddition ayant eu lieu le 19. La veille, il s'était passé un événement de grande conséquence pour la pacification du pays. Les barons de Poitou et de Saintonge, sujets du roi d'Angleterre, réunis à Thouars, s'étaient décidés à demander une trêve, prélude de leur soumission complète. Cette trêve fut signée devant Surgères, le 18 septembre, par le duc de Berry comme lieutenant du roi, d'une part, et les évêques de Maillezais et de Luçon, Pernelle, vicomtesse de Thouars, le sire de Parthenay, le vicomte de Châtellerault, le sire de Pouzauges, Renaud et Hugues de Vivonne, Jacques de Surgères, Guy et Aimery d'Argenton, Renaud de Thouars, Guy de la Forêt, le sire d'Aubeterre, Perceval de Cologne, Lestrangle de Saint-Gelais, etc., etc., d'autre part, tant pour eux que pour leurs sujets et alliés. L'article principal de cette convention portait que si, à la Saint-André, le 30 novembre suivant, Edouard III ou le prince de Galles ne se trouvaient pas devant Thouars, avec des forces capables d'obliger les Français à lever le siège, les signataires du traité feraient leur soumission dès le lendemain et rentreraient en l'obéissance du roi de France¹. Notre intention était de donner en appendice le texte de cet important document, demeuré inconnu jusqu'à ces derniers temps; mais il a été publié tout récemment et d'une façon irréprochable². La convention de Surgères enlevait ainsi à la cause anglaise, déjà fort compromise, une grande partie de ses meilleurs soutiens. Ses principaux chefs, le comte de Pembroke, le capitaine de Buch, Thomas de Percy, Guichard d'Angle, étaient prisonniers. Les villes qui tentaient de résister étaient prises de force, les autres ouvraient successivement leurs portes. Du Guesclin, Clisson et les ducs marchaient de succès en succès. Pour comble, la flotte anglaise, sur laquelle Edouard III en personne amenait une armée considérable au secours de ses partisans, était repoussée par les vents contraires et forcée de regagner les côtes d'Angleterre.

La fin de septembre fut marquée par la prise ou la soumission de Saint-Jean-d'Angély, de Pont-l'Abbé, de Saintes, etc. Le 2 octobre, Aulnay fit sa reddition au duc de Bourgogne, qui passa

1. Cf. une note (ci-dessous, p. 177), où nous mettons en parallèle avec ce document ce que dit Froissart du siège de Thouars et de la trêve, dont il ignore la date et les circonstances, et dont il fixe le terme à la Saint-Michel, 29 septembre 1372.

2. Par M. Siméon Luce (édit. de Froissart, t. VIII, appendice, pièce I, p. CLV-CLIX).

les trois jours suivants à Melle ¹, ce qui prouve que la prise de cette ville, dont l'honneur revient, comme on l'a dit plus haut, à Alain de Beaumont, capitaine de Saint-Maixent, était déjà un fait accompli à cette date. De là l'armée française passa devant Niort, encore fortement occupée par les Anglais, où elle paraît s'être arrêtée sans résultat, les 6, 7 et 8 octobre ², et passant par Prahecq, elle arriva le samedi 9 à Fontenay-le-Comte. Le jour même, les habitants de cette ville capitulèrent, mais le château résista et ne fut pris de vive force que le lendemain dimanche ³. En reconnaissance de tant de services, Charles v fit don de la ville et de la châtellenie à Du Guesclin qui, de son côté, put récompenser ses compagnons d'armes en les pourvoyant d'offices ou leur octroyant les biens confisqués sur les Anglais et les sujets rebelles à Fontenay et dans les environs ⁴.

L'*Itinéraire* de Philippe le Hardi nous signale ensuite la présence de l'armée, le 14 et le 15 octobre 1372, à Tiffauges (le même jour, le duc de Berry était aux Herbiers ⁵, d'où il envoya un message au comte de Sancerre qui était resté à Fontenay-le-Comte), le 16 au matin, devant Mortagne, dont la résistance devait se prolonger encore pendant un an, le 18 à la Roche-Servière, le 23 à Clisson, d'où le duc de Bourgogne se dirigea vers l'Anjou et de là en Bretagne ⁶, laissant Olivier de Clisson continuer ses opérations dans le Bas-Poitou. Le 13 novembre, étant de retour à Angers, où il séjourna cinq jours, ce prince fit donner neuf francs à cinq arbalétriers qui avaient été faits prisonniers à Montreuil-Bonnin, pour les aider à payer leur rançon ⁷. Nous n'avons point de renseignements sur la reprise de cette forteresse par les Français.

Le comte de Poitou, qui se trouvait encore devant Mortagne le 18 octobre ⁸, fit aussi le voyage d'Anjou et de Bretagne, à la fin de ce mois et dans la première quinzaine de novembre. Son

1. E. Petit, *op. cit.*, p. 10 et 11.

2. *Id. ibid.*, p. 41.

3. Il est question à plusieurs reprises dans notre volume de cet événement et de ses diverses circonstances. Nous nous contentons d'y renvoyer. (Voy. notamment les notes des p. 6, 160 et 283.)

4. Voy. particulièrement les lettres de don des biens de Henry Abbot, de Robert de Grantonne, de Thomelin Hauteburn et de Jean Willehall, accordés à Simon La Grappe, de Perrot Maingny, etc., p. 65 n., 163-165, 277-281. (Voy. ces noms à la table.)

5. KK. 251, fol. 91.

6. E. Petit, *op. cit.*, p. 12.

7. *Id. ibid.*, p. 15.

8. Voy. son itinéraire à l'appendice (p. LIX).

retour à Poitiers n'eut lieu que vers le 20 novembre. On approchait de l'expiration de la trêve. Le 30 novembre, il y eut sous les murs de Thouars une imposante démonstration militaire, une « journée », comme on disait, où avaient été convoqués tous les contingents de l'armée française qui se trouvaient dans le pays et dans les provinces voisines. Aux ducs de Berry, de Bourgogne et de Bourbon, aux troupes commandées par Du Guesclin et Clisson, se joignirent le duc de Lorraine, les comtes de la Marche, d'Alençon et du Perche, le vicomte de Rohan et beaucoup d'autres, qui avaient concentré leurs forces à Saumur avec celles de Philippe le Hardi, le dimanche 28. Cette armée, sur le chiffre de laquelle les auteurs sont loin d'être d'accord, était plus que suffisante pour rendre vains les efforts possibles des Poitevins unis aux Anglais et aux Gascons. Cependant les barons enfermés dans Thouars hésitaient encore ; ils étaient partagés en deux camps, l'un se prononçant pour la capitulation, suivant les termes de la convention de Surgères, l'autre persistant dans les idées de résistance. Le parti de la soumission ne tarda pas, du reste, à prévaloir. Le mercredi matin, les gens d'armes français étaient encore *aux champs* devant Thouars, le soir la place était en leur pouvoir. Des lettres annonçant cette heureuse nouvelle furent aussitôt adressées à Charles v¹.

C'est à Loudun, en l'église des Frères-Mineurs, que, le 1^{er} décembre 1372, « fut redducé et remis la duchie de Guyenne à l'o-beissance du roy² », c'est-à-dire que le fait militaire de la reddition de Thouars eut pour conclusion la prestation solennelle du serment de fidélité au roi de France, faite à Loudun par les seigneurs qui avaient signé la convention du 18 septembre précédent. Là fut conclu un traité définitif entre Jean duc de Berry, Philippe duc de Bourgogne, Bertrand Du Guesclin, connétable de France, Olivier, seigneur de Clisson, d'un côté, et les prélats, gens d'église, barons, seigneurs, dames et autres des pays de Poitou et de Saintonge, d'autre, traité dont le texte intégral est imprimé pour la première fois dans ce volume, avec la ratification donnée par Charles v, le 15 décembre suivant³. Par cet accord, le

1. Voy. ci-dessous, p. 176-178 note ; E. Petit, *Campagne de Philippe le Hardi*, etc., p. 17-18 ; S. Luce, édit. de Froissart, t. VIII, p. LIV-LVI.

2. Suivant une note placée en tête de la trêve de Surgères. (S. Luce, édit. Froissart, VIII, Appendice, I, p. CLV.)

3. N° DXXXI, p. 176-190. — Hay du Chastelet, dans son *Hist. de Bertrand Du Guesclin* (in-fol., 1666, p. 437-439), a imprimé le commencement et la fin de ce traité, d'après un vidimus donné à Poitiers, le 9 février 1377, sans

clergé et la noblesse des deux provinces déclarent faire leur soumission pleine et entière au roi de France. En échange, amnistie générale est octroyée à tous les habitants du pays, nobles et autres; tous les biens confisqués, de quelque nature qu'ils soient et à quelque personnage qu'ils aient été donnés, sont restitués à leurs anciens possesseurs; les privilèges et franchises dont lesdites provinces jouissaient du temps de saint Louis et d'Alfonse de Poitiers, leur sont confirmés. Telles sont les principales dispositions de cet acte important, qu'il serait superflu d'analyser plus longuement, puisque les dix-huit articles dont il se compose sont reproduits quelques pages plus loin. Nous donnons aussi le texte d'un traité particulier conclu, à la même date, avec Louis d'Harcourt, vicomte de Châtellerauld, stipulant les conditions spéciales de sa rentrée en l'obéissance du roi et du comte de Poitou¹.

La campagne étant ainsi heureusement terminée, les forces françaises réunies devant Thouars se désagrégèrent et les principaux chefs s'acheminèrent vers Paris, par diverses routes et à petites journées, le duc de Berry en passant par Bourges, et Philippe de Bourgogne par Chinon, Tours, Château-Renaud et Chartres. Le connétable avait pris les devants, mais il retourna au-devant des ducs de Berry, de Bourbon et de Bourgogne, à Bourgl-la-Reine, et ils firent ensemble leur entrée solennelle, le samedi 11 décembre, à Paris, où se trouvait la cour. Dans le cortège se trouvaient aussi Perrot d'Auvillier avec son prisonnier, le captal de Buch, Thomas de Percy, le sire de Mareuil, et plusieurs autres prisonniers anglais et gascons². Le lendemain dimanche, le duc de Berry fit hommage à Charles V, au Louvre, pour le comté de Poitiers, et le sire de Parthenay, ainsi que d'autres barons du Poitou, « firent serment de feauté au roi, et par especial d'estre contre le roy d'Angleterre et ses enfants, etc. »³.

Le traité de réduction du Poitou et de la Saintonge avait mis fin à la résistance des chevaliers poitevins, sauf quelques rares exceptions, dont il a été question au commencement de ces pages; mais il ne terminait pas la guerre avec les Anglais. Au 1^{er} décem-

avertir qu'il ne s'agit que d'un fragment et qu'il manque plus de la moitié du texte. Nous avons constaté notamment que les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 sont omis. Quant aux éditeurs du *Recueil des Ordonnances*, nous avons vu qu'ils donnent, pour tenir lieu du traité lui-même, les considérants de lettres d'abolition accordées à Herbert Berlant (ci-dessous, p. 211 note).

1. N° DXXXII, p. 190-195.

2. Le greffier du Parlement, Arch. nat., X^{1a} 1470, fol. 6; E. Petit, *op. cit.*, p. 18-19; Luce, édit. Froissart, VIII, p. LVI note. Cf. notes ci-dessous, p. 178, 179.

3. Parl., *id.*, X^{1a} 1470, fol. 6.

bre 1372, ceux-ci occupaient encore en Poitou au moins huit ou dix places de premier ordre, telles que Niort, Chizé, Mortagne, la Roche-sur-Yon, Lusignan, Gençay, Mortemer, Château-Larcher, et peut-être Montreuil-Bonnin, sans compter les forteresses de moindre importance. Ainsi Du Guesclin, après avoir passé une partie de l'hiver à Paris, était-il de retour en Poitou dès le mois de février 1373. Le 17 de ce mois, il data de Poitiers une donation qu'il fit à Jean de Kerloüet des biens confisqués de Hugues Beuf, s^r de Chitré, de Galhaut le Boucher et de Perrot de Sainte-Flaive, en récompense des services rendus au roi pendant les présentes guerres, et particulièrement à la prise du château de Chitré ¹. Le comte de Poitou, de son côté, avait quitté Paris dès les premiers jours de janvier. Mais il se rendit d'abord dans ses états de Berry et d'Auvergne, et ne revint en Poitou qu'au commencement d'avril ².

Les hostilités étaient recommencées depuis un mois, et le connétable avait repris le cours de ses succès. Il marqua le début de cette nouvelle campagne par une victoire qui porta le dernier coup à la domination anglaise dans notre province. Sorti de Poitiers à la tête d'environ 1,500 combattants, Du Guesclin et ses principaux lieutenants, Alain de Beaumont, Jean de Beaumanoir, Geoffroy de Kerimel, Sylvestre Budes, Jean de Kerlouët, Yvain de Laconët, etc., vinrent mettre le siège devant Chizé, forteresse défendue par les capitaines anglais Robert Morton et Martin Scott. Ceux-ci, hors d'état de résister longtemps, demandèrent secours aux forteresses voisines. Niort, la mieux garnie, envoya un fort contingent ayant à sa tête Jean Devereux, David Holgrave, Richard Holme, Geoffroy d'Argenton. La garnison de Lusignan, commandée par Jean Cresswell, et celle de Gençay par Adam Chel, sieur d'Agorisses, se joignirent à eux et vinrent présenter la bataille au connétable. Nous n'entrerons point dans le détail de cette action pleine de péripéties. La défaite des Anglais fut complète. Tous furent tués ou faits prisonniers. Ces derniers étaient au nombre de trois cents, et parmi eux la plupart des chefs qui viennent d'être nommés. La bataille de Chizé fut livrée le 21 mars 1373. Elle eut pour conséquence immédiate la reddition de la ville et du château ³. De

1. On trouvera à l'Appendice cet acte intéressant, dont la copie, par suite d'une erreur, n'avait pas été placée à son ordre chronologique (ci-dessous, p. LXXIII).

2. Voy. son itinéraire (ci-dessous, p. LX).

3. Froissart, édit. S. Luce, t. VIII, p. LIX-LXI, 107 à 114. Cf. ci-dessous, p. 413 note.

là Du Guesclin se porta sur Niort, dont il prit possession au nom du roi de France et où il fit reposer ses troupes pendant quatre jours. Cette ville ouvrit ses portes au connétable le 27 mars, comme l'a parfaitement établi M. Siméon Luce. Le savant éditeur ajoute que « l'occupation n'eut pas lieu sans coup férir, puisque l'intrépide écuyer breton Jean de Kerlouët fut tué devant Niort ¹ ».

V

Parmi les forteresses qui étaient encore au pouvoir des Anglais après la victoire de Chizé, les quatre principales, la Roche-sur-Yon, Mortagne-sur-Sèvre, Lusignan et Gençay, retiendront un peu plus longtemps notre attention, parce que Froissart, ou bien a ignoré leur sort, ou bien a été mal renseigné sur les circonstances de leur réoccupation par les Français. Nous examinerons successivement ce qui les concerne, en suivant l'ordre chronologique de leur capitulation.

La Roche-sur-Yon, que la trahison avait livrée au comte de Pembroke dès le début de la guerre, demeura anglaise pendant quatre années, presque jour pour jour. Après avoir relaté la prise d'assaut d'Hennebont par Du Guesclin, fait d'armes que M. Luce fixe à la fin de mai 1373, Froissart dit : « En même temps, Louis duc d'Anjou rassembla toutes ses forces en vue d'une expédition projetée contre la forteresse de la Roche-sur-Yon, située sur les marches de son duché » ². Il omet, du reste, de parler de l'issue de cette expédition. Or le duc d'Anjou guerroyait en Languedoc à cette époque et pendant les mois suivants. Il est question à plusieurs reprises du siège de la Roche-sur-Yon dans les comptes de l'hôtel du duc de Berry, et l'on y voit que cette ville fut investie dès le mois d'avril, c'est-à-dire peu de temps après le combat de Chizé, qu'Olivier de Clisson dirigeait les opérations, et que le sire de Parthenay y prit part. Les mentions sont du 1^{er} et du 18 mai, et du 28 juillet 1373 ³. C'est donc, suivant toute vraisemblance, vers la fin de juillet que la ville fut replacée sous l'obéissance du roi de France.

1. *Id. ibid.*, t. VIII, p. LXII, note 1. Cf. ci-dessous, p. 260 nota.

2. Froissart, t. VIII, p. LXXV.

3. KK. 251, fol. 94 v^o, 102 v^o et 127.

Pour ce qui est de Mortagne, le chroniqueur raconte qu'après la prise de possession de Thouars, Olivier de Clisson alla mettre le siège devant la place, et qu'il dut le lever précipitamment, pour éviter d'être pris à revers par un détachement anglo-gascon de 500 lances envoyé de Niort au secours de la garnison ¹. Nous avons vu plus haut ² que Philippe de Bourgogne campa devant Mortagne, le 16 octobre 1372, et le duc de Berry le 18. N'est-ce pas à cette date qu'il convient de reporter la tentative de Clisson ? On est d'autant plus porté à le croire que Froissart, il ne faut pas l'oublier, place la capitulation de Thouars au 29 septembre, jour de la Saint-Michel, et que Clisson opérait avec les ducs au mois d'octobre. Il n'est d'ailleurs plus question dans les chroniques de Mortagne de la reprise de cette ville par les Français. Cette omission peut être heureusement comblée à l'aide de documents relatifs à cet événement, que M. B. Ledain a mis au jour il y a quelques années ³.

Ces actes ne précisent pas la date du commencement du siège, mais nous font savoir que les opérations en étaient dirigées, au mois d'août 1373, par les seigneurs de Poitou les plus intéressés à l'évacuation de la forteresse. Ils l'avaient investie et fait construire des bastides, pour se protéger, mais craignant sans doute d'être retenus longtemps devant une place aussi forte, ils eurent recours aux négociations. Les assiégés consentirent à la reddition du château, sous la condition que Jean Devereux, fait prisonnier à la bataille de Chizé, fût rendu à la liberté. Du Guesclin, à qui appartenait légalement, d'après les usages de la guerre, la rançon du chevalier anglais, consentit à le céder pour 10,000 francs, et les principaux seigneurs assiégeants, c'est-à-dire Miles de Thouars, seigneur de Pouzauges, Guy d'Argenton, Renaud de Vivonne, sire de Tors, Jacques de Surgères, seigneur de la Floceillère, Louis de Beaumont, sire de Bressuire, et André Rouault, capitaine de Thouars, s'engagèrent à payer cette somme au connétable, par acte daté des bastides devant Mortagne, le 23 août 1373 ⁴. La seule personne de Devereux suffit-elle à racheter une place de cette importance ? Nous

1. Froissart, édit. S. Luce, t. VIII, p. 102, 103.

2. Ci-dessus, p. XLI.

3. Ces huit pièces extraites de la collection de dom Fonteneau (t. LXXXVIII) ont été publiées avec une notice par M. Ledain, dans le t. VIII des *Archives Historiques du Poitou*, 1879, p. 413-427.

4. Ils devaient payer à la Toussaint 1373 la somme entière, mais ils ne s'acquittèrent définitivement qu'au mois d'octobre 1376.

ne le croyons pas. Il y a même apparence que plusieurs autres prisonniers anglais moins qualifiés furent aussi délivrés en échange de la ville. Il serait difficile d'interpréter autrement l'extrait de compte suivant : « A Berry le heraut, pour faire ses frais et despens en alant de Poitiers à Mortagne, convoier une quantité d'Anglois, du commandement de monseigneur (le duc de Berry), yci par quittance donnée le darrain jour d'aoust (1373) rendue à court, XL solz ¹ ». Les engagements ayant été ainsi exécutés de part et d'autre, on peut dire que Mortagne-sur-Sèvre fut replacée sous l'obéissance du roi de France, à l'extrême fin du mois d'août 1373.

Jean de La Martinière en fut nommé capitaine. Il avait vaillamment défendu vers cette époque, contre les Anglais, l'abbaye fortifiée de la Grenetière ². Mais il eut, quelques années après, de violents démêlés avec le seigneur du lieu, ou plutôt avec ses tuteurs. La seigneurie de Mortagne-sur-Sèvre appartenait alors à Berthelon de La Haye, mineur, et était administrée par sa mère, Jeanne de Beaumont, et par Louis Larchevêque, sire de Taillebourg, le second mari de cette dame. Jean de La Martinière leur intenta, en 1378, un procès au Parlement, les accusant de lui avoir fait subir, sans aucune cause, un long emprisonnement et d'autres mauvais traitements ³.

Froissart est moins bien renseigné encore en ce qui concerne Lusignan ⁴, dont le *biau chastel*, abandonné, suivant lui, par sa garnison, à la suite du combat de Chizé, aurait été pris sans coup férir par Du Guesclin, quatre ou cinq jours après la capitulation de Niort, c'est-à-dire le 31 mars ou le 1^{er} avril 1373 ⁵. La ville se rendit peut-être vers cette époque, car nous avons la preuve qu'elle était redevenue française avant le château; mais ce dernier soutint un très long siège, sur lequel nous avons des renseignements abondants. Tout d'abord il paraît y avoir eu une tentative pour reprendre la place au mois de septembre 1372. En effet, les comptes de l'hôtel du duc de Berry portent la mention que Jean Legros, valet des somniers de chambre de ce prince, blessé à Lusignan en septembre, fut transporté au couvent des Cordeliers

1. Archives nat., KK. 251, fol. 128.

2. M. B. Ledain, *loc. cit.*, t. VIII, p. 413.

3. Voy., p. 273 du présent vol., une note où nous avons exposé le résumé de cette affaire.

4. Voy. *id.*, p. 414 note, où nous avons promis d'examiner en détail les opérations qui amenèrent la reddition de cette place importante.

5. Edit. S. Luce, t. VIII, p. 414-415.

de Saint-Maixent, y resta jusqu'à la Toussaint, et qu'il fut payé à Jean Guyonnet, gardien de ce monastère, pour ses frais et pour le barbier qui guérit le blessé, huit livres tournois ¹. Un combat à cette date, sous les murs du château ou de la ville, est on ne peut plus vraisemblable, puisque nous avons vu que divers corps de l'armée française opéraient de ce côté en septembre 1372.

Quoi qu'il en soit, le siège fut mis devant le château de Lusignan le premier samedi de carême, c'est-à-dire le 5 mars 1373, plus de quinze jours avant l'affaire de Chizé. La garnison anglaise était commandée par Jean Cresswell ² et Geoffroy de Saint-Quentin. L'extrait des comptes de Jean Le Mercier, trésorier des guerres, que nous donnons plus loin, contient l'état des chevaliers qui servirent en Poitou, dans le courant de l'année 1373, sous les ordres du duc de Berry, et partant les noms des hommes d'armes qui assiégèrent Lusignan. Les principaux sont Hugues de Froideville, maréchal d'Auvergne, Jean La Personne, vicomte d'Aunay, sénéchal de Poitou, Gadifer de la Salle, Louis de Maillé, Geoffroy de la Celle, Jean Adeuil, Guichard d'Urfé, Guy Foucaut, Etienne Maynard, Aimery de Rochechouart et Alain de Beaumont, environ 600 lances ³. Nous connaissons, d'autre part, une montre reçue à Lusignan en 1373, malheureusement sans date de mois. C'est celle d'Hugues de Froideville, qui figure en tête du compte de Jean Le Mercier, avec cinq chevaliers et vingt-quatre écuyers de sa compagnie ⁴.

Le 28 avril, Jean duc de Berry envoie de Saint-Maixent des lettres au sire de Bellenave et au lieutenant du trésorier à Lusignan ⁵. Une bastille avait été construite devant le château pour protéger les assiégeants. Elle fut renforcée au commencement de mai par « IIII eschiffes », que des charpentiers avaient mis six jours à dresser ⁶. Malgré ces travaux, l'investissement n'était pas com-

1. Arch. nat., KK. 251, fol. 102 v°.

2. Froissart dit que Cresswell prit part au combat de Chizé et y resta parmi les prisonniers, fait que nos renseignements rendent peu vraisemblable.

3. Ci-dessous, à l'appendice, n° III, p. LXV.

4. Bibl. nat., ms. 84 du fonds Decamps, p. 192. Ce manuscrit du siècle dernier contient les copies d'un grand nombre d'extraits de comptes du trésorier des guerres et des montres de gens d'armes, pour les années qui nous occupent. Il donne entre autres les sommes payées aux gens d'armes qui ont servi en la compagnie et sous le gouvernement du duc de Berry, auquel le roi avait donné 300 hommes d'armes pour la garde du pays de Guyenne, par lettres du 28 avril 1373 (p. 170). Ce sont les mêmes noms que nous venons de citer d'après la pièce III de notre appendice. Voir, aussi les pièces IV et V.

5. KK. 251, fol. 94.

6. 12 mai 1373. « A Jean Macé, charpentier, maître des œuvres du duc de Berry, pour X. charpentiers qui ont esté VI. jours à faire IIII. eschiffes pour mener à la bastide de Lezignan, ledit jour, LX solz t. (KK. 251, fol. 102 v°).

plet à la fin de ce mois, et les assiégeants ne pouvaient empêcher les sorties et les courses de la garnison, dont le pays voisin avait à souffrir. Jacquelin Trouseau, écuyer et échanson du duc de Berry, ayant envoyé Olivier le Tourneur, de Poitiers à Chinon, chercher du vin pour son maître, celui-ci fut pris en route avec ses chevaux et charrettes par les Anglais de Lusignan ¹. Au 15 juillet, au 8 et au 10 août, on mentionne des envois de messagers du duc au sénéchal de Poitou ², « à la bastide devant Lesignan » ³. Le 26 août, le duc écrit au maire de Poitiers de ne plus laisser désormais séjourner dans la ville aucun des gens d'armes qui étaient aux gages du prince dans ses *bastides* près de Lesignan, si ce n'est de son exprès commandement, ou sur l'ordre du sénéchal de Poitou et du maréchal d'Auvergne, qui commandaient lesdites bastilles ⁴. Pendant les mois suivants, une active correspondance continue à être échangée entre le comte de Poitou, son sénéchal et Hugues de Froideville ⁵. Le 27 septembre, un exprès est envoyé à Loudun, pour « faire hater un engin que le duc avoit ordonné mener à la bastide de Lezignan ⁶. »

D'autres documents nous donnent de précieux renseignements sur la situation des assiégés. Jean duc de Lancastre, lieutenant d'Edouard III, étant venu « es parties d'Aquitaine et ayant trouvé le païs en grant meschief par toutes pars », reçut les doléances de Jean Cresswell et de Geoffroy de Saint-Quentin. Ils lui remontrèrent qu'après avoir par longtemps bien et loyalement gardé le château de Lusignan au profit du roi d'Angleterre, à grands coûts et dépens, « tant qu'ils ont eu de quoi », ils étaient à présent réduits à une situation si misérable, à cause du siège qu'ils avaient subi depuis le premier samedi de carême 1373 et de la bastille qui était encore devant ledit château, qu'ils ne pouvaient ni sortir de la place, ni la garder à l'honneur de leur maître, sans avoir aide et confort. La trêve conclue entre le duc de Lancastre et ses adversaires de France les empêchait de renouveler leurs munitions et de se ravitailler, sinon en payant de leurs deniers. Alors, par acte daté de Bordeaux, le 4 avril 1374, voulant à

1. J. Trouseau obtint 6 livres t. en restitution de la somme qu'il avait avancée pour l'achat. Il en donna quittance le 4 juin 1373 (KK. 251, fol. 122).

2. C'était sans doute encore le vicomte d'Aunay, mais il ne tarda pas à être remplacé par Alain de Beaumont. (Ci-dessous, p. 298 note, et 418 note).

3. KK. 251, fol. 127 et v°.

4. Original, Archives de la ville de Poitiers, E. 13.

5. 30 août, 9 et 10 septembre, 12 octobre (KK. 251, fol. 128 et v°, 129).

6. *Id.*, fol. 129.

tout prix conserver le « chastel, pour le grant profit que le dit lieu pourroit faire à conquister le pais de Poitou », Jean de Lancastre fit donner aux deux capitaines 6,000 florins d'Avignon. Ceux-ci reconnaissent avoir reçu cette somme en présence de deux témoins, le seigneur de Percy et Thomas Felton, sénéchal d'Aquitaine ; ils promettent en retour et jurent sur l'Evangile de garder le château, sur peine de forfaiture, jusqu'au 1^{er} septembre suivant ¹. Les comptes du contrôleur de l'artillerie du château de Bordeaux font mention, entre le mois de septembre 1373 et le 20 juillet 1374, de plusieurs livraisons de munitions, arcs, flèches, cordes, etc., faites par Thomas de Felton et le sire de Lesparre à Jean Cresswell, capitaine de Lusignan, et à Thomas Brancastre, son lieutenant ². D'autre part, le 9 mai et le 6 juin 1374, on trouve trace de paiement des gages des gens d'armes français de la bastille ³.

Les subsides de Jean de Lancastre donnèrent pour quelque temps une nouvelle impulsion à la défense. Mais Cresswell, vers le milieu de juin, tomba entre les mains de ses adversaires, sans doute dans une sortie qu'il tenta à la tête de la garnison. Sa capture fut annoncée au duc de Berry à Issoudun, le 24 juin 1374 ⁴. Le redoutable chef de bande fut mis aux fers dans une basse fosse de la tour Trompe à Lusignan, sous la garde de Robinet Mellou, capitaine de ladite tour ⁵, ce qui prouve que la ville était bien réellement redevenue française avant le château. La résistance, malgré la prise de Cresswell, se prolongea encore plus de trois mois. Cet événement, cependant, avait hâté le retour du duc de Berry en Poitou. On l'y trouve dès la fin de juin. Un de ses premiers soins est de donner quatre livres pour un pauvre homme, prisonnier des ennemis de Lusignan ⁶. Il venait activer et surveiller de près les opérations du siège. Du 21 juillet au 3 août il est en personne à la bastille : « A Hennequin, ordonné à faire *escoute* de nuit devant le chastel de Lezignan, monseigneur estant à la bastide, à luy baillé, present mons^r de Sencerre, par le commandement de monseigneur, en deux fois, assavoir le

1. J. Delpit, *Documents français en Angleterre*, in-4°, 1847, t. I, p. 191.

2. *Archives hist. de la Gironde*, t. XII, p. 329, 330, 337.

3. KK. 252, fol. 27.

4. *Id.*, fol. 21.

5. « A Robinet Mellou, capitaine de la tour Trompe de Lezignan, pour serrures, gons, veruelles et autres choses qu'il avoit mis pour la trape de la fosse de la dite tour, où estoient Cresselle et plusieurs autres prisonniers... IIIII. livres tournois. » (KK. 252, vol. 22.)

6. KK. 252, fol. 21 v°.

xxi^e juillet, xx. solz, et le ii^e jour d'aoust, xx. solz. —A Guillemin, vallet de la chappelle, autre *escoute* avecques lui, le xxv^e juillet, etc. xl solz ¹. » Quelques jours après, le duc partit pour Paris et ne revint que le 19 septembre. Un fait curieux prouve que les Anglais, qui étaient toujours maîtres, avec le château de Lusignan, de Gençay, de Cognac, de Montignac ², et peut-être d'autres petites forteresses, trouvaient encore à cette époque le moyen de faire des courses hors de leurs garnisons et d'enlever toute sécurité au pays. Le secrétaire et maître de la chambre aux deniers du duc de Berry, chargé d'une mission en Auvergne, se trouvant à Tours, le 12 septembre, y attendit son maître qui était à Paris, « *parce que bonnement il n'osoit venir à Poitiers, pour cause des ennemis* ». Il n'y rentra que le 22, avec le duc. Celui-ci amenait à Poitiers Thomas de Percy, son prisonnier depuis l'affaire de Soubise (23 août 1372), et le fit conduire, quelques jours après, à Cognac. La mise en liberté de ce personnage, coïncidant avec la reddition du château de Lusignan, donne à penser qu'elle était une des conditions de la remise de cette place aux Français. La capitulation fut sans doute signée le dimanche 1^{er} octobre 1374. Ce jour-là, un chevaucheur partit de Poitiers pour Lusignan, porteur du traité, de lettres adressées à Jean de Lussan, écuyer du corps du duc de Berry, et à Pennevaire, et de plusieurs sauf-conduits pour la délivrance ³. Le brevet de capitaine, châtelainet garde du château de Lusignan, accordé à Lyonnet de Pennevaire ⁴ par Jean duc de Berry et comte de Poitou, porte la date du même jour, 1^{er} octobre ⁵. Cette forteresse imprenable avait donc tenu en échec les forces françaises pendant près de vingt mois (5 mars 1373-1^{er} octobre 1374), et sa réduction n'était pas le résultat d'une prise de vive force, mais d'un traité librement consenti ⁶.

1. *Id.*, fol. 22. Voy. aussi l'itinéraire du duc (ci-dessous, p. LXIII).

2. Cette forteresse se rendit vers le 10 octobre au maréchal de Sancerre (KK. 252, fol. 31).

3. KK. 252, fol. 31.

4. Cet écuyer avait servi les Anglais. Fait prisonnier en août 1372 par Geoffroy Budes, il avait fait sa soumission au duc de Berry. (Voy. ci-dessous, p. 279 note.)

5. Nous publions cet acte parmi les pièces annexes, n° VI (ci-dessous, p. LXVII).

6. Si nous ne craignons de donner à cette notice un développement démesuré, nous joindrions aux renseignements qui précèdent les curieuses légendes relatives au siège de Lusignan et aux apparitions de Mélusine à Jean Cresswell, rapportées par Jean d'Arras, dans son roman de *Mélusine*. (Edit. Brunet, collection elzévirienne, 1854, p. 420-424). Cf. S. Luce, édit. de Froissart, t. VIII, p. LXIV note.

La quatrième forteresse, dont les Anglais étaient restés maîtres après la réduction du Poitou, est Gençay. Sa garnison était commandée par l'Anglais Adam Chel, dit d'Agorisses, dont le nom défiguré et écrit de dix manières différentes, revient fréquemment dans nos documents ¹. Ce personnage avait d'autant plus d'intérêt à prolonger la domination de ses compatriotes en Poitou, qu'il y était lui-même tout à fait établi, ayant épousé une Poitevine, Radegonde Béchet, veuve et héritière de Guy Sénéchal, seigneur de Mortemer, qui lui avait apporté en dot précisément cette seigneurie de Gençay et celle de Mortemer. Aussi il mit tous ses soins à fortifier son château et à le bien pourvoir de gens d'armes et de munitions ; et il réussit à s'y maintenir jusqu'au mois de février 1375, en dépit de tous les efforts du duc de Berry. En ce qui touche l'autre fort de d'Agorisses, celui de Mortemer, nous ne savons absolument rien de son sort, sinon qu'il était encore au pouvoir des Anglais le 1^{er} décembre 1372, et que le 1^{er} mai 1375 un capitaine français y commandait ². Suivant Froissart, Mortemer fut assiégé par Du Guesclin, quelque temps après la bataille de Chizé, et lui fut rendu à cette époque par la dame du lieu ³. Gençay commença d'être assiégé vers le même temps que le château de Lusignan, et les mêmes engins furent employés pour le réduire. Froissart ne dit pas un mot de ce siège, ni de la capitulation. Nous en avons assez longuement parlé dans une note de ce volume ⁴, et nous ne reviendrons pas sur les détails que nous avons réunis en cet endroit. Mais nous donnerons quelques nouveaux renseignements sur les circonstances et les causes déterminantes de la reddition de cette citadelle, qui devait en grande partie son importance à ce fait qu'elle commandait la route de Bordeaux par Civray, Ruffec et Angoulême.

Le 9 janvier 1375 n. s., Montreuil-Bonnin tomba de nouveau entre les mains des Anglais ⁵. Par qui fut exécuté ce hardi coup de main, que rien ne pouvait faire prévoir, les ennemis n'étant plus en Poitou qu'une quantité négligeable ? Sans aucun doute par la

1. Voy. la table.

2. KK. 252, fol. 71 v^o.

3. Edit. S. Luce, t. VIII, p. 117.

4. P. 365 et s. Cf. S. Luce, Froissart, t. VIII, p. LX.

5. Cet événement important, complètement ignoré, et les renseignements qui suivent sont consignés dans un fragment des comptes de l'hôtel du duc de Berry, qui a été retrouvé tout récemment aux Archives nationales par M. A. Longnon. Ce fragment, égaré à la fin d'un registre d'autre date et d'autre provenance, où il avait été relié par méprise, comprend les années 1375 à 1378. Il fait maintenant partie du registre KK. 252. (Voy. le fol. 69 r^o et v^o.)

garnison de Gençay. Cette nouvelle extraordinaire parvint au duc de Berry, à Clermont en Auvergne. Aussitôt il dépêcha un de ses chevaucheurs à Du Guesclin, que l'aventure atteignait personnellement, puisque la seigneurie de Montreuil-Bonnin lui était engagée en paiement d'une somme que le roi lui devait ¹. Le connétable était en ce moment à Paris ; il n'hésita pas et se mit immédiatement en route pour Poitiers, où il arriva entre le 22 et le 25 janvier, pendant que le chevaucheur courait à Bourges prévenir le duc de son arrivée. Celui-ci envoya, le 25, Etienne de Corbeil, messenger à pied, porter à Poitiers des lettres au connétable, au sénéchal de Poitou et à plusieurs autres personnages ; puis, sachant l'affaire en bonnes mains, il se dirigea vers Paris.

Du Guesclin, avec son activité habituelle, réunit promptement les troupes nécessaires, marche sur Montreuil, l'attaque et le prend d'assaut. Ce nouveau et brillant fait d'armes, inconnu jusqu'à ce jour, fut accompli vers le 10 février, car la nouvelle en arriva à Paris le 16 au plus tard : « A Gabriel, sergent d'armes du roi, pour don de monseigneur (le duc de Berry), fait à luy pour les bonnes nouvelles qu'il lui apporta à Paris, comme le connestable avoit pris d'assault Monstereul Bonnin sur les ennemis, a luy païé par mondit seigneur, donné le xvi^e jour de fevrier l'an dessusdit, et quittance de luy, renduz à court... x. livrestournois ². » La prise de Montreuil hâta certainement l'issue du siège de Gençay. La capitulation fut signée, dans la semaine qui suivit, par Du Guesclin et messire d'Agorisses. Celui-ci, par acte donné devant Gençay, le 17 février 1375 n. s. ³, s'engageait à évacuer la forteresse dans un délai fixé, et le connétable, en échange, lui promettait, entre autres choses, que sa femme et la fille du premier lit de celle-ci seraient maintenues en possession et jouissance de tous les biens qu'elles tenaient en Poitou, du temps que le pays était soumis au prince de Galles. Ce fut Jean Berlant, conseiller du comte de Poitou, qui porta ce traité à Paris et en revint, le 25 février, avec la confirmation de son maître et celle du roi ⁴. Cependant par d'autres lettres, datées du 7 avril 1376, Gençay et Mortemer étaient déclarés confisqués et donnés par le roi à son frère, Jean duc de Berry, Radegonde Béchet et

1. Voy. ci-dessous les notes des p. 160, 177 et 184.

2. KK. 252, fol. 82 v^o.

3. Confirmé par le roi, le 22 (n^o DLXXXII, p. 364-367).

4. KK. 252, fol. 69 v^o, 79.

Catherine Sénéchal n'ayant pas tenu leurs engagements ¹. La reddition de Gençay mettait un terme définitif à la domination anglaise dans notre province. La dernière place qui tint encore dans le pays voisin, Cognac, se rendit à son tour quelques mois après. Les *Grandes chroniques* placent cet événement au vendredi 1^{er} juin 1375 ², date qui est pleinement confirmée par diverses mentions des comptes de l'hôtel du duc de Berry ³. Cette suprême délivrance fut encore l'œuvre du grand connétable. Le 27 juin suivant, fut conclue entre la France et l'Angleterre une trêve d'un an, qui fut prorogée, à son échéance, jusqu'à la mort d'Edouard III (21 juin 1377).

Nous reprendrons, en tête de notre prochain volume, l'examen des actes du duc de Berry, relatifs à l'administration de son comté de Poitou, depuis le moment où Du Guesclin lui en rouvrit les portes.

Paul GUÉRIN.

Paris, 20 novembre 1888.

1. N° DXCV, p. 402-404.
2. *Grandes chroniques*, t. VI, p. 346.
3. KK. 252, fol. 70, 71 v°, 72, 84.

PIÈCES ANNEXES

I

ITINÉRAIRE

DE JEAN DE FRANCE, DUC DE BERRY, COMTE DE POITOU,
du 1^{er} juin 1370 au 31 décembre 1374¹.

1370

Juin.

1^{er} Mehun-sur-Yèvre (Cher).
5. Bourges.
7. Bourges et Mehun-sur-Yèvre.

8, 9. Mehun-sur-Yèvre.

11, 12. Bourges.

13 (jour de la Fête-Dieu). Gien-sur-Loire.

20. Paris.

22. Paris (départ).

23. Nemours.

24. Gien-sur-Loire.

28, 29. Mehun-sur-Yèvre.

Juillet.

1, 2, 8, 9, 10, 13. Bourges.

18. Saint-Pourçain (Allier).

22. Nonette (Puy-de-Dôme).

23. Usson.

27. Saint-Pourçain.

28. Souvigny.

30. Bourges.

Août.

2, 3, 4, 6, 9. Bourges.

10. Bourges (d'où il part pour se rendre à Limoges), et Issoudun.

12. Vouillon (Indre).

14. La Châtre.

15. Sainte-Sévère.

16. Dun-le-Palletéan (Creuse).

21. Devant Limoges, aux Jacobins.

1. Ce fragment de l'itinéraire du duc de Berry a été dressé principalement à l'aide des registres des comptes de son hôtel, conservés aux Archives nationales, sous les cotes KK. 251 et 252. Nous indiquerons en notes les mentions de séjour empruntées à d'autres documents, tels que les layettes et les registres du Trésor des Chartes.

- | | |
|---|-------------------------|
| 24. Départ de Limoges, arrivée
à Masléon (Haute-Vienne). | 29. Moulins et Saint-Po |
| 25. Saint-Denis-du-Chastel. | 30. Saint-Pourçain. |
| 27, 28. Felletin (Creuse). | 31. Riom. |
| 31. Chambon-Sainte-Valérie,
aujourd'hui Chambon-sur-
Vouise (Creuse). | |

Septembre.

3. Bourges.
8, 11, 15. Mehun-sur-Yèvre.
20. Bourges.

Octobre.

- 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 15,
19, 21, 22, 25, 26 et 27.
Bourges.

Novembre.

- 1, 3, 6, 12. Clermont
rand.
13. Clermont et Riom.
15. Aigueperse.
16. Saint-Pourçain et M
19. Cosne et Nevers (a
Paris).
27. Paris.

Décembre.

- 13, 19. Paris.
22. Saint-Denis-en-Fra
24, 27, 31. Paris.

1371

Janvier.

- 1, 6, 9. Paris.
24. Mehun-sur-Yèvre.
29, 30. Bourges.

Février.

2. Bourges.
3. Mehun-sur-Yèvre (que le
duc quitte pour aller en
Auvergne).
6. Moulins.
7. Saint-Pourçain et Riom.
8. Riom.
11, 12, 13, 14, 15, 18, 23,
24 et 28. Clermont-Ferrand.

Mars.

Entre le 1 et le 22. Riom.

9. Clermont.
14, 22. Nonette.
23. Départ de Nonett
Avignon. Arrivée d
soirée à la Chaise-Die
24. La Chaise-Dieu.
26. Tournon et Valenc
29. Pont-Saint-Esprit
gnols-sur-la-Cèze.
30. Avignon.

Avril.

- 5, 8. Avignon.
8. Villeneuve-lès-Avig
11. Villeneuve-lès-Avig
(Le duc quitte Avig
jour-là.)
20. Lyon.
21. Lyon (départ).

23. Mâcon et Nevers.
24. Cluny.
29. Nevers.

Mai.

5. Mehun-sur-Yèvre et Bourges.
10. Bourges.
14. Mehun-sur-Yèvre.
15. Bourges.
17. Mehun-sur-Yèvre, Notre-Dame-de-Sales et Bourges.
18, 22, 23, 25. Bourges.
31. Mehun-sur-Yèvre.

Juin.

2. Nevers.
3. Corbigny.
5. Saint - Thibault - d'Auxois (c^{on} de Vitteaux, Côte-d'Or).
Ce jour, il tient sur les fonts baptismaux le fils du duc de Bourgogne, à Dijon ¹.
6. Dijon.
8. Autun.
11. Bourges.
15. Mehun-sur-Yèvre.
17. 24. Bourges.
27 (vendredi après la Saint-Jean-Baptiste). Mehun-sur-Yèvre.
29. En pèlerinage à Notre-Dame de Bruyères.
30. Bourges.

Juillet.

12. Bourges.
22. Mehun-sur-Yèvre.
31. Bourges.

Août.

- 3, 4, 15, 18, 19, 20, 21, 23. Mehun-sur-Yèvre.
24. Bourges. (Départ pour Paris.)
25. Gien-sur-Loire. (Il y congédie Guillaume de Rubergues, écuyer de son corps, qui l'avait accompagné avec des gens d'armes de sa route et des ménestrels.)
26. Montargis.
28. Paris.
31. Paris. (Il y rend visite à l'orfèvre et au peintre du roi.)

Septembre.

4. Bois de Vincennes et Paris.
7, 12. Paris.
15. En son hôtel, à Paris.
22, 24. Paris.

Octobre.

9. Saint-Denis-en-France (jour de la fête).
12, 13. Paris.
15. Paris. (Il va voir une tenture de chambre à coucher qu'un brodeur de Paris faisait pour lui).
23. Paris.

Novembre.

- 1^{er} Toussaint. Paris. (Il danse à l'hôtel de la Reine, où il perd un *signe de perles*, retrouvé par une demoiselle de la reine.)
Tout le mois, séjour à Paris.

1. *Grandes chroniques*, t. VI, p. 332.

Décembre.

2, 6, 12. Paris.

25. Paris. (Il assiste à la grand'-messe du roi.)

28, 31. Paris.

1372

Janvier.

6. Paris. (Il assiste à la grand'-messe du roi).

14, 15, 24. Paris.

Février.

7, 10, 17, 19. Paris.

Mars.

10. Paris.

18. Luzarches (où il va au pèlerinage des SS. Cosme et Damien).

19. Paris.

24, 31. Bourges.

Avril.

2, 5, 7. Bourges.

8. Bourges et Mehun-sur-Yèvre.

11, 12, 13, 14. Saint-Pourçain.

16, 17 et 18. Clermont-Ferrand.

28. Issoire.

Mai.

1^{er}. Arlanc (Puy-de-Dôme).

4. Lyon.

5. Valence.

7. Valence¹ et Sainte-Colombe près Vienne.

9. Valence.

12. Montélimart.

15. Notre-Dame-des-Dons et Avignon.

20. Avignon.

21. Pont-Saint-Esprit.

23. Valence.

24. Vienne (Saint-Antoine).

25. Sainte-Colombe.

26. Lyon².

27, 28, 29, 30. Lyon.

Juin.

2, 7, 8, 10. Nonette.

14. Issoire et Vic-le-Comte.

21. Clermont.

22, 26. Nonette.

Juillet.

1, 2. Nonette.

5. Clermont.

15, 16 et 17. Saint-Pourçain.

18. Saint-Pourçain et Clermont.

22. Bourges.

29 et 30. Sainte-Sévère. (Il y écrit ces deux jours à la

1. « En l'abergerie à l'enseigne de l'innage S. George. » (Contrat de mariage entre Bonne de Berry et Amé de Savoie. (*Arch. nat.*, J. 186, n° 87.)

2. Quittance du duc à J. de la Garde de 100 livres t. (*Bibl. nat.*, ms. fr. 20414, pièce 6.)

duchesse de Berry, demeurée à Mehun-sur-Yèvre.)
31. Sainte-Sévère (d'où il envoie au roi un messenger, pour lui annoncer la prise de la ville).

Août.

- 1^{er}. Sainte-Sévère.
4 et 5. Cluis (Indre).
7. Chauvigny¹ et Poitiers².
8, 10, 12, 16, 17, 18, 20, 21, 22. Poitiers.
25. Poitiers³.
27, 28. Poitiers. (Il dîne avec son frère le duc de Bourgogne⁴.)
28. Mirebeau⁵.
29. Poitiers.
30. Sanxay.
31. La Mothe-Saint-Héraye⁶.

Septembre.

3. Poitiers.
5. Le Bourgneuf près la Rochelle⁷.
8. La Rochelle⁸.
9, 10, 11. Le Bourgneuf.
10. La Rochelle⁹.
Sans quantième (entre le 12 et le 15). Benon¹⁰.
16. Poitiers.

18. Au camp devant Surgères¹¹. (Trêve conclue avec les barons poitevins enfermés dans Thouars.)

20. Saint-Jean-d'Angély¹².
24. Saintes¹³.
28. Saintes.

Octobre.

8. Poitiers.
15. Les Hebers (les Herbiers, Vendée).
18. Mortagne, (apud Moretaigne¹⁴).
24. Chemillé (Maine-et-Loire).
25. Juigné (Maine-et-Loire).
28. Angers.

Novembre.

3. Saint-Meen-de-Gaël.
8 et 9. Rennes.
12 et 13. Angers.
21 et 22. Poitiers.
30. Thouars (où il reçoit la soumission des barons poitevins¹⁵.)

Décembre.

- 1^{er}. Loudun. (Traité de réduction du Poitou et de la Saint-

1. Arch. nat., J. 187^a, n° 4.
2. JJ. 103, n° 374, et JJ. 104, fol. 61.
3. Arch. de la ville de Poitiers, D. 10.
4. E. Petit, *Campagne de Philippe le Hardi en Poitou*, p. 8.
5. *Id.*, p. 9.
6. *Id. ibid.* pour ces trois séjours.
7. *Id. ibid.*
8. Delisle, *Mandements de Charles V*, p. 476.
9. JJ. 104, n° 56.
10. *Ordonnances des rois de France*, t. V, p. 605, et JJ. 104, n° 104, fol. 37 v°.
11. Arch. nat., P. 1334¹, fol. 23, et JJ. 104, n° 46.
12. JJ. 103, n° 250, et JJ. 104, n° 331, fol. 137.
13. JJ. 104, n° 56, fol. 26 v°.
14. JJ. 103, n° 250.
15. *Grandes chroniques*, édit. Paris, t. VI, p. 336 ; E. Petit, *Campagne de Philippe le Hardi en Poitou*, p. 17.

- tonge ; traité particulier avec le vicomte de Châtelleraut ¹.)
 8. Bourges (d'où il envoie Jean de Lussan, son écuyer du corps, en Gascogne, vers le duc d'Anjou).
 11. Paris (jour de son arrivée ²).
 13. Paris.
 24. Paris.
 29. Paris. (Il renonce au Maconnais et reçoit en échange la Saintonge et l'Angoumois à titre viager, tandis que le Poitou lui est confirmé à titre héréditaire ³.)

1373

Janvier.

2. Paris.
 11. Bourges.
 12, 13, 17, 19, 20, 22, 25,
 30. Bourges.

Février.

7. Bourges.
 16, 17. Bourges.
 21. Clermont-Ferrand.

Mars.

5. Riom.
 7. Saint-Pourçain.
 21, 22, 23. Bourges.
 28. Argenton-sur-Creuse et la Souterraine.
 30. La Souterraine.

Avril.

2. La Souterraine.
 6, 7. Poitiers.
 13. Poitiers ⁴.

- 15, 18, 19, 20. Poitiers.
 28. Melle, Niort et Saint-Maixent.
 29, 30. Poitiers.

Mai.

- Il réside à Poitiers. — Séjours indiqués pour les 1^{er}, 4, 6, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23.
 29. Saint-Maixent et Poitiers.
 30, 31. Poitiers.

Juin.

- A Poitiers, les 1^{er}, 3, 4, 6, 7, 8, 10, 14, 15, 16 (ce jour, Fête-Dieu, il ouït la messe à Saint-Pierre de Poitiers), 20, 23, 26, 28, 29, 30.

Juillet.

- A Poitiers, les 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 11 et 14.
 18, 21, 23. Niort.
 26, 28, 30. Poitiers.

1. JJ. 103, n° 375, fol. 176 v° ; L. Delisle, *Hist. de Saint-Sauveur-le-Vicomte*, Œuvres, n° 131, p. 207.
 2. Reg. du Parl., X^{te} 1470, fol. 6.
 3. Chambre des Comptes, Arch. nat., P. 2295, fol. 107, 108 et 113.
 4. Arch. nat., J. 181B, n° 93.

Août.

- 2. Poitiers.
- 4. Poitiers et Champigny [-le-Sec].
- 5, 8, 9, 10, 11. Poitiers.
- 12, 13, 15, 20. Saint-Maixent.
- 22, 24, 25. Poitiers.
- 26. Poitiers ¹.
- 27. Poitiers ².
- 30 et 31. Poitiers.

- 7. Vouvent ³.
- 8. Sainte-Hermine.
- 10. Moutiers-les-Maufaits ⁴.
- 12, 13 et 14. Thouars.
- 14. Poitiers ⁵.
- 16, 20, 21, 26, 27, 30. Châtellerault.
- 31. Poitiers.

Novembre.

- Septembre.*
- 1, 2. Mauléon (Châtillon-sur-Sèvre).
 - 2 et 3. Thouars.
 - 3. Saint-Jouin.
 - 4. Mirebeau.
 - Puis à Poitiers les 7, 8 (messe à la cathédrale), 9, 10, 13, 14 (messe à Sainte-Croix), 18, 20, 21, 23, 27.

- 1 et 5. Poitiers.
- 7. Poitiers et Châtellerault ⁶.
- 10. Levroux (Indre).
- 14, 22, 23, 30. Bourges.

Décembre.

- Octobre.*
- 1, 3, 5. Poitiers.

- 23. Vic-le-Comte.
- 25. Clermont-Ferrand.
- Déc. sans quantième, Bourges, Clermont-Montferrand, Issoire, Nonette.

1374

Janvier.

- 15. Dimanche. Saint-Pourçain. (Le duc y reste dix jours ⁷.)
- 18. Saint-Pourçain.
- 24. Clermont ⁸.
- 29. Nonette.
- Sans quantième. Riom.

Février.

- 2, 3, 8, 9, 12. Nonette.
- 17. Rix (Ris, Puy-de-Dôme).
- 19. Moulins.
- 21. Dun-le-Roi.
- 22. Bourges.
- 25. Celles.

1. Arch. de la ville de Poitiers, E. 13.
 2. *Id.*, E. 14.
 3. Le duc de Berry envoie de Vouvent un message au roi à Paris (KK, 251⁴ fol. 129 v^o.)
 4. KK. 251, fol. 123 v^o, 129 v^o.
 5. Arch. de la ville de Poitiers, I. 7.
 6. *Id.*, H. 6.
 7. KK. 252, fol. 36 v^o.
 8. Bibl. nat., ms. fr. 26007, n^o 469,

26. Loches et Sainte-Maure.
27 et 28. Chinon.

Mars.

1. Chinon et Noyers (abbaye de Touraine).
- 2 (jeudi). Châtellerault et Lencloître-en-Gironde (forêt). Don aux religieux du prieuré (allant de Châtellerault à Mirebeau).
3. Mirebeau ¹.
4. La Lande et Champdenier.
- 6, 7, 9, 10, 13. Niort.
14. Niort et Vouvent (où il va avec Alain de Beaumont, sénéchal de Poitou, rendre visite à M^{me} de Parthenay).
- 16, 19, 22, 25 ², 27. Niort.
29. Parthenay.
30. Mirebeau et Châtellerault.

Avril.

1. Châtellerault.
- 2 (jour de Pâques) et 4. Châtellerault.
7. Levroux (Indre).
8. Villeneuve (Cher), où il passe le Cher.
- 10, 14, 15, 16, 18. Bourges.
- 20 (jeudi). Xaincoins ou Saincoin-le-Veurdre (Allier), où il passe l'Allier, venant de Dun-le-Roi et allant à Saint-Pierre-le-Moutier.
22. Il repasse l'Allier au Port de la Corde, venant de Moulins et se rendant à Saint-Pourçain.

23. Saint-Pourçain.
24. Saint-Pourçain. (Il s'y fait saigner.)
24. Aigueperse.
- 25, 26, 27. Clermont-Ferrand.
30. Nonette.

Mai.

- 1, 3, 4, 5. Nonette.
6. Clermont-Ferrand.
7. Nonette et Issoire.
9. Issoire (d'où il part, le même jour, en pèlerinage pour le Puy).
10. La Chaise-Dieu (Haute-Loire).
- 11 (jour de l'Ascension). Le Puy-Notre-Dame.
12. Le Puy.
18. Nonette.
19. Clermont.
- 21 (jour de la Pentecôte). Clermont.
27. Riom.
28. Saint-Pierre-le-Moutier.
31. Bourges.

Juin.

- 1, 4. Bourges.
6. Mehun-sur-Yèvre.
- 8, 10, 11, 15, 16, 18, 19, 21. Bourges.
23. Mehun-sur-Yèvre.
- 24 et 25. Issoudun.
26. Bourg-de-Déols.
- Entre 26-28. Le Blanc.
27. Maubec ³, auquel lieu il arrive très tard. Offrande aux reliques.
- 28 et 29. Châtellerault.

1. Arch. de la ville de Poitiers, E. 15.

2. Arch. de Poitiers, A. 21.

3. « Miobet » dans le texte (KK. 252, fol. 21). Il s'agit de l'abbaye de Maubec, anc. Meobec, *Millebecum*, au diocèse de Bourges, à 3 lieues O.-N.-O. d'Argenton.

Juillet.

2. Poitiers.
3. Poitiers. (La duchesse de Berry donne un diner pour sa venue en Poitou.)
- 10, 12, 13, 14, 15, 17. Poitiers.
18. Poitiers et Lusignan.
- 20, 21. Lusignan.
22. Poitiers.
- 23, 24, 25, 28, 29, 30, 31. Lusignan.

Août.

- 1 et 3. Lusignan.
5. Niort.
7. Fontenay-le-Comte (où il arrive au gîte).
- 9, 10. Fontenay-le-Comte.
15. La Rochelle.
16. La Rochelle et Benon.
18. Niort.
19. Saint-Maixent.
- 24, 25. Poitiers.
26. Départ de Poitiers.
28. Tours (se rendant à Paris).
28. Vendôme.
30. Vendôme et Bonneval.
31. Chartres.

Septembre.

- 3, 4. Paris.
8. Villepesque ¹ (commune de Lieusaint, Seine-et-Marne).
- 10, 12. Paris.
14. Vayres (commune de la Ferté-Alais, Seine-et-Oise).
15. Etampes ².
18. Tours et Chinon.
19. Chinon.

21. Arrivée à Poitiers.
- 22, 23, 24, 25, 28, 30. Poitiers.

Octobre.

1. Poitiers ³.
- 2, 4, 6, 7, 8. Poitiers.
10. Poitiers et Lusignan.
12. Poitiers.
14. Lusignan.
15. Saint-Maixent.
- 16 et 17. Niort.
- 19 et 20. Fontenay-le-Comte.
- 22 (dimanche). Maillezais (où il ouït la messe et dina).
25. Parthenay.
- 26, 27, 28, 29, 30, 31. Poitiers.

Novembre.

- 1, 2, 3, 5. Poitiers.
6. Poitiers et Châtellerault.
- 7 et 8. Loches.
9. Celles-sur-Cher.
11. Mehun-sur-Yèvre.
- 13, 15, 16, 18, 19, 20. Bourges.
21. Saint-Pierre-le-Moutier.
22. Moulins et Souvigny.
24. Saint-Pourçain.
- 27, 29, 30. Riom.
- (N. B. La duchesse de Berry était restée à Poitiers.)

Décembre.

1. Riom.
- 2, 3, 4, 5, 6. Clermont-Ferrand.
- Du 9 au 25. Nonette.
26. Nonette et Clermont.
- 27, 28 et 31. Nonette.

1. Acte de renonciation aux comtés de Saintonge et d'Angoulême. (Arch. nat., J. 382, n° 3.)

2. Le texte porte par erreur le 25 (KK. 252, fol. 21 v°).

3. Dom Fonteneau, t. VIII, p. 153. Bibl. nat., ms. lat. 18383, p. 90.

II

La reveue de messire Guillaume des Bordes, chevalier bachelier, chambellan du roy nostre sire, de vint autres chevaliers bacheliers et de soixante et dix neuf escuiers de sa compaignie, receue à Mirebeau, le XVI^e jour de juillet l'an mil CCCLXXI.

Led. mess. Guillaume.	Escuiers : Huguelin de Cheve-
Mess. Fouques de Marcillé,	non,
Saquet de Blaru,	Pierre des Maraiz,
Robert Braque,	Thomas Verduze,
Jean le Senescal,	Guill. Chappellain,
Braquet de Braquemont,	Jehan du Saut,
Ganchier d'Iroer,	Robin du Val,
Jacques de Serin,	Jehannet d'Estoute-
Pierre de Montmartin,	ville,
Guy de Laval,	Perrot de Tays,
Robert d'Estouteville,	Pierre du Puy,
Galays du Charmeteau,	Guyon de Sazillé,
Jehan de Lespinasse,	Hardouin de Hodai-
Jehan de Vée,	gnes,
Gieffroy de la Celle,	Jehan de Tinanville,
Raoul de Rasillé,	Guillaume de Tinan-
Jehan Ysoré,	ville,
Lyonnell de Braquemont,	Guillaume de Quo-
Guillaume de Saint -	tantré,
Martin,	Yvonnnet du Buc,
Jehan de Grainville,	Yvonnnet de Macilli,
Jehan de la Fresnaye.	Symon Louel,
	Robin des Prés,
Escuiers : Jehan de Rosay,	Phelipot du Hallot,
Jehan d'Aunay,	Guillebert des Essars,
Jehan de Vauviller,	Pierre de Corberon,
Eliot de Taillay,	Jehan de Malaunay,
Guyot de Taillay, son	Mignotel d'Inarville,
frere,	Robert de Lymeau,
Robin Larchier,	Henry de Sauvigny,
Robin Milet,	Regnault de Chas-
Raoul de Floury,	tillon,
Jehan le Mares -	Jehan, seigneur de
chal,	Guerchi,
Jehan du Pont,	Jehan de Guerchi,
Guillebert Haste,	seigneur de Cha-
Raoul Dupré,	thaignes,

Escuiers: Jaquet de Louze,	Escuiers: Le Bastart de Les-
Le Camus de Rovray,	pinace,
Perrinet de Beaurain,	Colinet de Passy,
Guyot de Veirac,	Jehan de Noyaille,
Henry Bourgois,	Jehan de Greviller,
Jehan de Viller,	Jehan de Besdon,
Jehan de Monceaux,	Regnault de la Celle,
Le Borgne de Mon-	Jehan Patri,
cuel,	Guillaume de Besdon,
Jehan de Bouterviller,	Guyon de Bes,
Davian de Marolles,	Guyon Guenant,
Jehan Gouffier,	Le Gallois de Bussi,
Jehan d'Angenes,	Estienne Bortat,
Denys de Neauville,	Franchet Chetart,
Hancelot Bonyau,	Jehan le Bourtet,
Guillaume Tumberel,	Odot de Saint Martin,
Jehan de Sorviller,	Jehan le Mareschal,
Jehan de Laval,	Guillaume Gouffier,
Jehan de Tuteville,	Aubelet Bequet,
Guillaume de Saint-	Pierre Du Buc,
André,	Guillaume Crespin.

(Original. Bibl. nat., ms. Clairambault 234, pièce n° 1.)

III

Compte de Jean Le Mercier, 1^{er} janvier 1372-1^{er} janvier 1373.
*Gens d'armes qui ont servi sous le duc de Berry, ès parties de
 Guyenne, au nombre de III^e hommes d'armes, en 1373.*

	Chev.	Ec.		Chev.	Ec.
Hugues de Froideville,			Gadiffer de la Salle,		
chevalier, mareschal			chevalier.	5	22
d'Auvergne.	5	24	Loys de Mailli, chev.	5	16
Bruyant de Coulom-			Jean Aduel, escuyer.	»	14
bier, chevalier.	4	14	Gieffroy de la Selle,		
Jean la Personne, vi-			chevalier.	9	40
conted'Aunay, sene-			Guichart d'Urfé ¹ , chev.	9	40
chal de Poitou.	9	52	Pierre de Mauson,		
Olivier de Hauterive,			chevalier.	8	16
chevalier.	6	17	Guy Fouquant, chev.	6	18

1. La copie porte d'Arfé.

	Chev.	Ec.		Che
Raoulequin de Ray-			Patoil Ducher, esc.	1
neval, chevalier.	9	15	Aymeri de Roche-	
Estienne Maynart, esc.	8	14	chouart, chevalier.	
Pierre de Negron,			Alain de Beaumont,	
chevalier.	5	11	chevalier.	
Le bastard de Calart,			Guillaume de Ruber-	
escuyer.	7	17	gues, escuyer.	1
Aymon Bouquel, chev.	8	38	Aubert de Guaret, esc.	1

(Copie du ^{xvii}e siècle. Bibl. nat., ms. fr. 20684, fol. 441)

IV

La monstre de Messire Raoulequin de Rayneval, chevalier
ix. autres chevaliers et de xv. escuiers de sa compagnie, re
Poitiers, le 1^{er} jour de juing l'an mil CCCLXXIII.

Premierement led. mons. Raoulequin, un corcier bay, vi

Mons. Guillaume de Cavoy, cheval morel, XL l.
Jehan de la Chatre, cheval morel, estele au front, L l.
Pierre Mespín, cheval gris rout, XL l.
Loys Drac, cheval liart, xxx l.
Loys de Bigny, cheval gris, xxx l.
Phelipes de Linieres, cheval tout noir, XL l.
Phelipes d'Aveneres, cheval roan, L l.
Jehan du Bruyl, cheval gris noir, XL l.
Jehan de La Roche, cheval roge, LX l.

Plus les 15 écuyers (dont aucun nom poitevin).

(Bibl. nat., Cabinet des titres, dossier La Châtre, n°

V

La monstre de Estienne Maynart, de li, de viii. chevaliers
xiiii. escuyers de sa compagnie, recuee à Poitiers, le 1^{er} j
juing l'an mil CCCLXXIII.

Premierement le dit Estienne Maynart, cheval bay, o l.

Mes^{re} Hugues d'Angliers, cheval liart, L l.
Loys de Lesgue, cheval rout, XL l.
Rigau de Champiers, cheval noir estelé, XL l.
Guy de Fontenay, cheval tout noir, XL l.
Floton de Revel, cheval gris roan, L l.
Regnaut de Bressoles, cheval noir estelé, XL l.
Hermant de Langeac, cheval fauve, xxx l.
Loys de Brousse, cheval liart, LX l.
Pierre de Bouleuse, cheval moreau fendu, XL l.
Guillonnet d'Entin, cheval brun bay, XLV l.
Thomassin Ancel, cheval gris roan, xxv l.
Hylairet Gaffart, cheval gris, XL l.
Colinet Noquet, cheval gris, xxx l.
Perruce, cheval gris, XL l.
Perrot de Vernuyt, cheval bay, crins et jambes noirs, xxx l.
Thomas du Plesseis, cheval moreau, xxx l.
Yvon Belot, cheval moreau, XL l.
Guillaume Regnaut, cheval bay estelé, xxv l.
Guillaume de Foucart, cheval moreau, XL l.
Cordelier, cheval liart, XL l.
Jehan Hardenoy, cheval brun bay, xx l.
Jehan Aubert, cheval bay, xxx l.

(Original. Bibl. nat., ms. Clairambault 68, n° 5316.)

VI

1374, 1^{er} OCTOBRE. POITIERS.

Etablissement par le duc de Berry de son écuyer du corps, Lyonnet de Pennevaire, comme capitaine et châtelain de Lusignan.

Jehan, fils de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, à tous ceux qui verront ces presentes lettres, salut. Savoir faisons que nous, confians à plain du soin, loyauté et diligence de nostre amé et feal escuyer de corps, Lyonnet de

Pennevaire¹, icelui avons fait, établi et ordonné, faisons et établissons, par ces presentes, capitaine, chastellain et garde de nostre chastel et ville de Lesignan, à tenir et exercer le dit office de capitaine et chastellain par le dit Lyonnet et ses commis ou lieux tenans, aux gaiges de vingt cinq francs par chacun mois et ès autres proufits et emolumens accoustumés, tant comme il nous plaira, et parmi le serment que le dit Lyonnet nous a fait de bien et loyaument garder les dite ville, chastel et de les non bailler ne rendre à quelque personne que ce soit, fors que à nostre personne, nous l'avons mis et mettons par ces presentes en possession et saisine du dit office. Si donnons en mandement à nostre seneschal de Poitou, ou à son lieutenant, que des droits appartenans à icelui office il le face et souffre joir et user paisiblement et à lui obeir en tout ce qu'il appartiendra ; et à nostre receveur de Poitou, qui a present est et par le temps avenir sera, que les dits gaiges il paye, un chascun moys, au dit Lyonnet par telle maniere qu'il s'en puisse tenir pour contans ; car par rapportant copie de ces presentes sous scel autentique, nous volons et mandons les dits gaiges estre alloué ès comptes du dit receveur par nos amés et feaux gens de nos comptes, nonobstant ordonnance, mandement ou defenses ad ce contraires. Donné à Poitiers, le premier jour d'octobre mil trois cens soixante quatre (*sic*) (*lisez* quatorze).

(Copie d'après l'original conservé aux Archives de la Flocellière. Coll. dom Fonteneau, t. VIII, p. 153. — Bibl. nat., ms. lat. 18383, p. 90.)

1. Voy. aussi une montre de Lyonnet de Pennevaire, écuyer, de deux chevaliers bacheliers et sept écuyers de sa compagnie, servant sous le duc de Berry en Poitou, montre passée à Poitiers, le 1^{er} mars 1375 n. s. (Bibl. nat., ms. Clairambault 83, n° 6542).

ACTES ANTÉRIEURS AU XIV^e SIÈCLE

PUBLIÉS DANS CE VOLUME.

1204. — Lettres de Philippe-Auguste confirmant les privilèges et franchises des habitants de Poitiers (n° DXXXIX, p. 222).
1222. — Diplôme de Philippe-Auguste portant institution et organisation de la commune de Poitiers (n° DXXXIX, p. 224).
- 1263, juin. — Conventions passées entre Alfonse, comte de Poitiers, et l'abbaye de Maillezais, relativement aux foires de cette localité (n° DLXXII, p. 337).
- 1275, août. — Lettres de Philippe le Hardi ratifiant lesdites conventions. (*Idem.*)
-

DOCUMENTS

OMIS DANS LE CORPS DU VOLUME.

DLVI *bis*

Lettres de rémission en faveur de Jean du Vergier, de sa femme et de Nicolas du Vergier, le fils, parce qu'ils avaient fait marier celui-ci avec Jeanne Pain, mineure, âgée de douze ans, fille du premier lit de ladite dame, contre la volonté de son tuteur. (JJ. 404, n° 105, fol. 49.)

Janvier 1373.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que de la partie Jehan du Vergier ¹ et Nicolas du Vergier, son fils, nous a esté exposé que, comme le dit Nicolas, du consentement, accort et volenté du dit Jehan son pere et de sa femme, jadis femme de feu Jehan Pain ², eulx traictans et procurans sur ce, ait contrait, depuis le mois de septembre dernier passé, mariage avec Jehanne Paine, maindre de douze ans à present, fille de la dicte femme et du dit Jehan Pain, jadis son mari, le tuteur d'icelle fille à ce non appelé et contredisant, et pour ce que icelle fille pour cause de sa minorité estoit lors en nostre tuicion et garde, comme les autres de sa condicion, meneurs d'ans, sont et doivent estre, il doubtent que pour le temps ave-

1. Les biens confisqués de Jean du Vergier avaient été donnés, en décembre 1369, à Jean Adeuil. (Ci-dessous, p. 29-30.)

2. Jean Pain, *alias* Païen, Payen, figure sur le même acte et sur un autre de novembrs 1370, portant donation à Pierre, Jean et Guillaume Ajaon de quarante livres parisis de rente sur les biens confisqués d'Aimery d'Argenton et de plusieurs autres Poitevins rebelles (p. 82).

nir il en peussent par aucuns de nos justiciers, gens ou officiers, estre poursuiuz, empeschiez, ou traictés et contrains à amende. Si nous ont humblement supplié que, comme le dit mariage soit ainsi fait et entierement consummé, et que le dit Jehan du Vergier nous ait servi bien et loyaument en nos derrenieres guerres et fais, depuis que le país de Poitou, là où ils ont esté et sont demourans, se tourna à nostre bonne obeissance, que nous leur vuillions remettre et pardonner tout ce que ils pevent ou pourroient pour cause de ce avoir meffait ou mespris envers nous. Nous adecertes, inclinans à leur supplication, attendues et considerées les choses dessus dictes, aus dessus dis Jehan, sa femme et Nicolas, et à chascun d'eulx, toute offense et amende civile ou quelconque, que pour cause et occasion de ce il pevent estre ou avoir encouru envers nous, avons remis, quietié et pardonné, et par la teneur de ces presentes, de nostre certaine science, grace especial et auctorité royal, remettons, quietons et pardonnons ou cas dessus dit. Si donnons en mandement par ces meismes presentes à tous seneschaus, baillis, prevosts, commissaires, menistres, procureurs et à tous les autres justiciers et officiers de nostre royaume, ou à leurs lieutenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que de nostre presente grace facent, seuffrent et laissent les dessus dis Jehan, sa femme et Nicolas, et chascun d'eulx joir et user plainement et paisiblement, sans aucun contredit. Et leur imposons sur ce silence perpetuel, et deffendons estroictement que contre la teneur de nostre dicte grace ne les empeschent, molescent ou travaillent, ne seuffrent estre empeschez, molestez ou travaillez en corps ne en biens aucunement; mes se aucune chose estoit ou avoit esté fait au contraire, que il le remettent ou facent remettre au premier estat et deu. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres.

Donné à Paris, en nostre chastei du Louvre l'an de grace mil trois cens soixante douze, et de nostre regne le ix^e, ou mois de janvier.

Chanac. — Par le roy en ses requestes. N. Gaignart.

DLVI *ter*

Confirmation du don fait par Du Guesclin à Jean de Kerlouët du fort de Chitré, qu'il avait aidé à reprendre aux ennemis, et des autres biens de Hugues Beuf, seigneur du lieu, de Galhaut le Boucher, de Jean Dinance et de Perrot de Sainte-Flaive, qui avaient tenu et défendu le dit fort pour les Anglais. (JJ. 104, n° 87, fol. 41 v°.)

28 février 1373.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir veu les lettres de nostre amé et feal connestable, contenans la forme qui s'ensuit :

Bertran du Guesclin, duc de Moline, connestable de France. Savoir faisons à tous que, pour et en remuneracion de partie des bons et agreables services que nostre bien amé escuier, Jehan de Kaeremloet ¹, a fais au roy nostre seigneur, en ses presentes guerres, en la prise du fort de Chistré ² et autrement, fait encores de jour en jour et esperons qu'il face ou temps avenir ; nous, de nostre certaine science et grace especial, et de l'auctorité et puissance royal a nous atribuée et dont nous usons, avons donné et octroïé, et par la teneur de ces presentes, donnons et octroyons le dit fort de Chistré et tous les autres biens

1. Voy. la notice consacrée à Jean de Kerlouët, ci-dessous, p. 72 n. Il ne jouit pas longtemps de ce don, car il fut tué devant Niort, le 27 mars suivant.

2. Cabaret d'Orville attribue au duc de Bourbon la conduite de cette expédition, dont il a été parlé à l'occasion du don fait, le 11 janvier 1376, de Chitré au connétable Du Guesclin (p. 388-390).

meubles et heritages que Hugues Beuf¹ et sa m Galhaut le Bouchier, Jehan Dinance et Perrot de Flavet² avoient et avoir povoient ensemble ou divise ou pouvoir du roy monseigneur, tant hebergemens, vignes, prés, pastures, bois, haies, arbres chargés non chargens, cens, rentes, foages, servitudes, obeissances, justices, juridiccions, seignories, eaues, estans, m et garennes, comme quelconques autres choses, cor que elles soient nommées ou appellées, et en quelco lieux, fiez, paroisses, justices, juridicions et seignori elles soient assises ; les quelles choses ont esté et so faites, confisquées et acquises au roy monseigneur ce que les dessus dis se sont mis et tenus en rebell desobeissance du roy monseigneur, et tenu le parti ennemis, en tenant et occupant le dit fort de Chis en faisant d'icellui guerre publique au roy monditi et à ses subgés, à avoir, tenir, pourseoir et exp ycelles choses de nostre dit escuier, de ses hoirs et de qui auront sa cause perpetuellement, à en faire leur voulenté, comme de leur propre chose. Si donno mandement à tous les justiciers et officiers du royaume France, ou à leurs lieutenans, presens et avenir, chacun d'eulx, si comme à lui appartendra, que dit escuier ou son procureur pour lui ils mette possession et saisine des choses dessus dictes et de cune d'icelles, et des drois, proffis et emolumens appartiennent, le facent, sueffrent et laissent joir paisiblement et sans aucun contredit, en deboutant autre deteneur d'icelles choses, qui ne les auront d

1. Il était seigneur de Chitré et servait encore l'Angleterre commencement de l'année 1376. Voy. sur ce personnage, p. 38.

2. Pierre ou Perrot de Sainte-Flaive, dont il a été dit qu'il fut le second fils de Pierre de Sainte-Flaive, mort vers 1376, avait fondé par son testament une chapellenie en l'église de Mathurin-du-Cimetière, à Luçon. (Voy. ci-dessous, p. 110 no

du roy monseigneur ou de nous, par lettres precedentes en date cestes. Et que ce soit ferme chose et estable ou temps avenir, nous avons fait apposer nostre seel à ces presentes, sauve le droit du roy monseigneur en autres choses et l'autrui en toutes. Donné à Poitiers, le dix et septiesme jour de fevrier l'an de grace mil ccclxxii.

Nous les lettres dessus transcriptes, aians fermes et agreables, ycelles loons, greons, ratifions et approuvons et par la teneur de ces lettres, de nostre auctorité royal, certaine science et grace especial, confermons. Et voulons que du dit fort de Chistré et de tous les autres biens et heritages, cens, rentes, revenues, justices et seignories, et autres choses declarées ès dictes lettres, en quelque valeur qu'elles soient, et comment qu'elles soient dictes ou appellées, le dit Jehan de Kaeremloet et ses hoirs et successeurs ou aians cause usent et joissent paisiblement, cessant tout empeschement. Si donnons en mandement, par ces presentes, à tous les justiciers de nostre royaume, presens et avenir, ou à leurs lieutenans, et chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que le dit Jehan de Kaeremloet mettent et tiengnent en possession et saisine du dit fort de Chistré et autres choses dessus dictes, et l'en facent, et ses dis hoirs et successeurs ou ayans cause, joir et user paisiblement et perpetuellement, comme de leur propre heritage, sans aucun empeschement ou contredit, selon le contenu des lettres de nostre dit connestable dessus transcriptes. En deboutant tout autre detenteur d'icelles choses qui n'auroit sur ce nos lettres precedens d'icelles. Et que ce soit ferme chose et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné au Bois de Vincennes, le derrenier jour de fevrier l'an de grace mil ccclxxii, et le ix^e de nostre regne.

Par le roy. Yvo.

encore l'Angleterre au
personnage, p. 388 note.
il a été dit quelques
personnage de sa famille,
e, mort vers 1372, qui
e en l'église de Saint-
sous, p. 110 note.)



RECUEIL DES DOCUMENTS CONCERNANT LE POITOU

CONTENUS

DANS LES REGISTRES DE LA CHANCELLERIE DE FRANCE.

CCCCLXXV

Don à Louis de Maillé et à Guillaume de Martreuil de tout ce qu'ils pourront enlever aux Anglais, par exploits de guerre, dans le duché de Guyenne, sauf les villes fermées ¹ (JJ. 100, n° 443, fol. 134 v°).

11 avril 1369.

Charles, etc. Savoir faisons, etc., que, comme noz amez et feaux Loys de Mailly ², chevalier, et Guillaume de

1. Cet acte aurait dû figurer dans le précédent volume. Nous l'avions classé tout d'abord au 11 avril 1370, mais il est bien de 1369; la mention à la date de la sixième année du règne de Charles V, laquelle s'étend du 9 avril 1369 au 8 avril 1370, ne peut laisser aucun doute à cet égard.

2. En ce qui touche Louis de Maillé, il existe d'autres lettres du 26 avril suivant qui renouvellent, en son nom seul, la promesse de lui abandonner, pour lui et sa postérité, tout ce qu'il pourra conquérir sur les Anglais, par fait de guerre, au duché de Guyenne (JJ. 100, n° 376, fol. 119). Cette nouvelle donation éventuelle est conçue, presque mot pour mot, dans les mêmes termes que celle que nous publions ici. On ne saurait en conclure que Guillaume de Martreuil renonça à ce bénéfice ou qu'il en fut privé, les secondes lettres n'annulant en aucune façon les premières. Entre autres exploits, Louis de Maillé s'empara de la forteresse du Puymillieroux (commune de

Martueyl¹ nous aient servi le temps passé, en noz ptes guerres, et servent encores chascun jour, au profit de nous et de nostre royaume, et de present vueillent servir à leurs coux, perilx, fraiz et despenz. faire conqueuz pour nous ou duché de Guienne, nous avons eue consideracion aus choses dessus dictes. Nous voulons bien remunerer les dis Loys et Guillaume des services dessus diz, comme raison le vult et donne, à Loys et Guillaume avons donné et octroïé, donc octroions par ces presentez, de nostre certaine se grace especial et auctorité royal, à tous jours mais, eulx, leurs hoirs et qui d'eulx auront cause, tout eulx, ensemble ou chascun par soy, pourront conqueuz acquerir, par maniere de fait de guerre, ou duché de Guienne, excepté bonnes villes fermeez, tant chascuns fors, maisons et meubles quelxconques, pour joir,

Dangé), dont Charles v lui reconnut la possession, bien que un lieu *fermé*, par lettres du 30 avril 1371. Ces lettres sont p à leur date dans ce volume, avec quelques autres renseignements que nous avons réunis sur Louis de Maillé.

1. Ce personnage appartenait certainement à une famille vine (cf. Martreuil, vill. dépendant de la commune de la Trinité-Vienne), sur laquelle on ne possède que fort peu de renseignements. Le P. Anselme cite un Guillaume de Martreuil, seigneur de Martreuil, dont la fille, Jeanne, avait épousé Antoine de Vivonne, co-seigneur de Bougouin et d'Iteuil, qui fut décapité, par arrêt du conseil du roi, le 8 mai 1431, pour crime de lèse-majesté. Il avait entre autres se saisir de Charles VII, en arrêtant son favori Georges de Selve. Sa veuve se remaria à Aymar de La Rochefoucauld, seigneur de Sainte-Maure (*Hist. général.*, t. VIII, p. 770. Voy. aussi Berthelot, *Dict. des familles de l'anc. Poitou*, t. II, p. 818.)

Le Guillaume dont il est question ici, était peut-être le père de cette Jeanne de Martreuil. et, sans aucun doute, le d'Itier de Martreuil qui fut évêque de Poitiers de 1395 (année de sa mort), et chancelier du duc de Berry, après avoir été d'abord chantre de l'église de Poitiers, puis évêque du Puy de 1390. (*Gall. christ.*, t. II, col. 730, 1297.) Par arrêt du Parlement du 23 juillet 1379, Itier de Martreuil et plusieurs chanoines de la cathédrale de Poitiers furent condamnés à des amendes variant de 100 à 300 livres pour des mauvais traitements qu'ils avaient fait subir, au duc de la sauvegarde royale, à un nommé maître Simon Duran, antérieurs de quelques années à l'arrêt. Il y est dit que *Maister Simon Duran, pro tunc officialis Lingonensis*, avait enfermé comme un voleur le duc de Berry dans la tour de l'officialité de Langres, sans motif s

os passé, en noz presen-
chascun jour, au grant
me, et de present nous
, fraiz et despenz, pour
é de Guienne, nous qui
ses dessus dictes et qui
s et Guillaume des bonz
vuelte et donne, à yceulx
et octroïé, donons et
ostre certaine science,
tous jours mais, pour
ont cause, tout ce que
pourront conquister et
guerre, ou duché de
meez, tant chasteaux
nques, pour joir, user

ossession, bien que ce fût
. Ces lettres sont publiées
es autres renseignements
lé.

ment à une famille poite-
commune de la Trimouille.
rt peu de renseignements.
rtreuil, seigneur d'Aysie,
e de Vivonne, co-seigneur
par arrêt du conseil du
esté. Il avait entrepris de
avori Georges de La Tré-
a Rochefoucauld, seigneur
770. Voy. aussi Beauchet-
t. II, p. 818.)

était peut-être le grand-
s aucun doute, le parent
s Poitiers de 1395 à 1405
de Berry, après avoir été
is évêque du Puy, vers
r arrêt du Parlement du
eurs chanoines de Lan-
ant de 100 à 300 livres.
nt fait subir, au mépris
tre Simon Durand, faits
y est dit que Martreuil,
s comme un voleur led.
es, sans motif sérieux.

et exploitier d'iceulx et faire leur volenté, comme de leur propre chose, et en doner et departir à quelque personne ou persones qu'il leur plaira, et que ceulx ou celui aus quieux il en feront don en puissent joir paisiblement et faire leur profit et volenté, comme de leur propre chose et comme se nous leurs donnions. Si donnons en mandement, par ces presentes, au seneschal de Tourainne, d'Anjou et du Maine, ou à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, comme à lui appartendra, que de tout ce que les dis Loys et Guillaume pourront conquister en ladicte duché de Guienne, dont il seront souffisamment certefié par eulx ou l'un d'eulx, exceptées les bonnes villes fermées, comme dit est, les lessent et sueffrent joir et user paisiblement, comme de leur propre heritage et chose, et mie eulx ou l'un d'eulx ne lessent ou sueffrent estre empeschez par aucun de noz subgez, pour le temps ne [ou temps] avenir, comment que soit au contraire. Et

(Archives nat., X^{1a} 28, fol. 306). On trouve encore un Olivier de Martreuil, à qui le roi Charles V avait donné, en 1369, la charge de trésorier de Saint-Hilaire-le-Grand, au lieu de Roger Felton, « anglais et ennemi du royaume ». D'autre part, le duc de Berry, comte de Poitou, avait fait don du même office à Etienne de Loyseau, son chapelain. Jean de Villiers, chanoine de Chartres, et Girard de Magnac y prétendaient aussi, on ne sait en vertu de quels titres. Il y eut à ce sujet un long procès au Parlement. Jean de Villiers, enfermé dans les prisons de l'évêque de Paris, *in vinculis ferreis*, déclara, le 29 mai 1375, qu'il renonçait à sa prétention (X^{1a} 25, fol. 220). Olivier de Martreuil protesta au contraire, le 16 juin suivant, qu'il n'entendait point que le résultat du litige entre Loyseau et Magnac portât aucun préjudice à ses propres droits à lui (*id.* fol. 221 v^o). Puis, dans un accord intervenu, le 27 avril 1378, il déclara à son tour qu'il se désistait de toute poursuite (X^{1c} 36). Olivier de Martreuil était alors doyen d'Autun.

Nous avons enfin à mentionner un autre curieux document touchant M^e Flammant de Martreuil, professeur à la Sorbonne, dont les leçons furent frappées d'interdit par l'Université. Le procès soulevé à cette occasion au Châtelet de Paris fut porté en appel au Parlement. Le pape, le roi, la reine et les cardinaux s'entremirent pour apaiser la querelle. L'Université, qui avait rejeté F. de Martreuil de son sein, lui permit, de reprendre ses lectures publiques, à condition qu'il souscrivit certains articles de soumission et s'engageât à ne point porter préjudice à ceux qui avaient pris parti contre lui dans cette affaire; ce à quoi il consentit, par un accord entériné au Parlement, le 28 février 1387 n. s. (X^{1c} 54).

meubles et heritages que Hugues Beuf¹ et sa mere, et Galhaut le Bouchier, Jehan Dinance et Perrot de Saint Flavet² avoient et avoir pvoient ensemble ou diviseement, ou pvoir du roy monseigneur, tant hebergemens, terres, vignes, prés, pastures, bois, haies, arbres chargens ou non chargens, cens, rentes, foages, servitudes, obeissances, justices, juridiccions, seignories, eaues, estans, moulins et garennes, comme quelconques autres choses, comment que elles soient nommées ou appellées, et en queloonques lieux, fiez, paroisses, justices, juridicions et seignories que elles soient assises ; les quelles choses ont esté et sont forfaites, confisquées et acquises au roy monseigneur, pour ce que les dessus dis se sont mis et tenus en rebellion et desobeissance du roy monseigneur, et tenu le parti de ses ennemis, en tenant et occupant le dit fort de Chistré, et en faisant d'icellui guerre publique au roy mondit seigneur et à ses subgés, à avoir, tenir, pourseoir et exploiter ycelles choses de nostre dit escuier, de ses hoirs et de ceulx qui auront sa cause perpetuellement, à en faire leur plaine volenté, comme de leur propre chose. Si donnons en mandement à tous les justiciers et officiers du royaume de France, ou à leurs lieuxutenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que nostre dit escuier ou son procureur pour lui ils mettent en possession et saisine des choses dessus dictes et de chascune d'icelles, et des drois, proffis et emolumens qui y appartiennent, le facent, sueffrent et laissent joir et user paisiblement et sans aucun contredit, en deboutant tout autre detenteur d'icelles choses, qui ne les auront du don

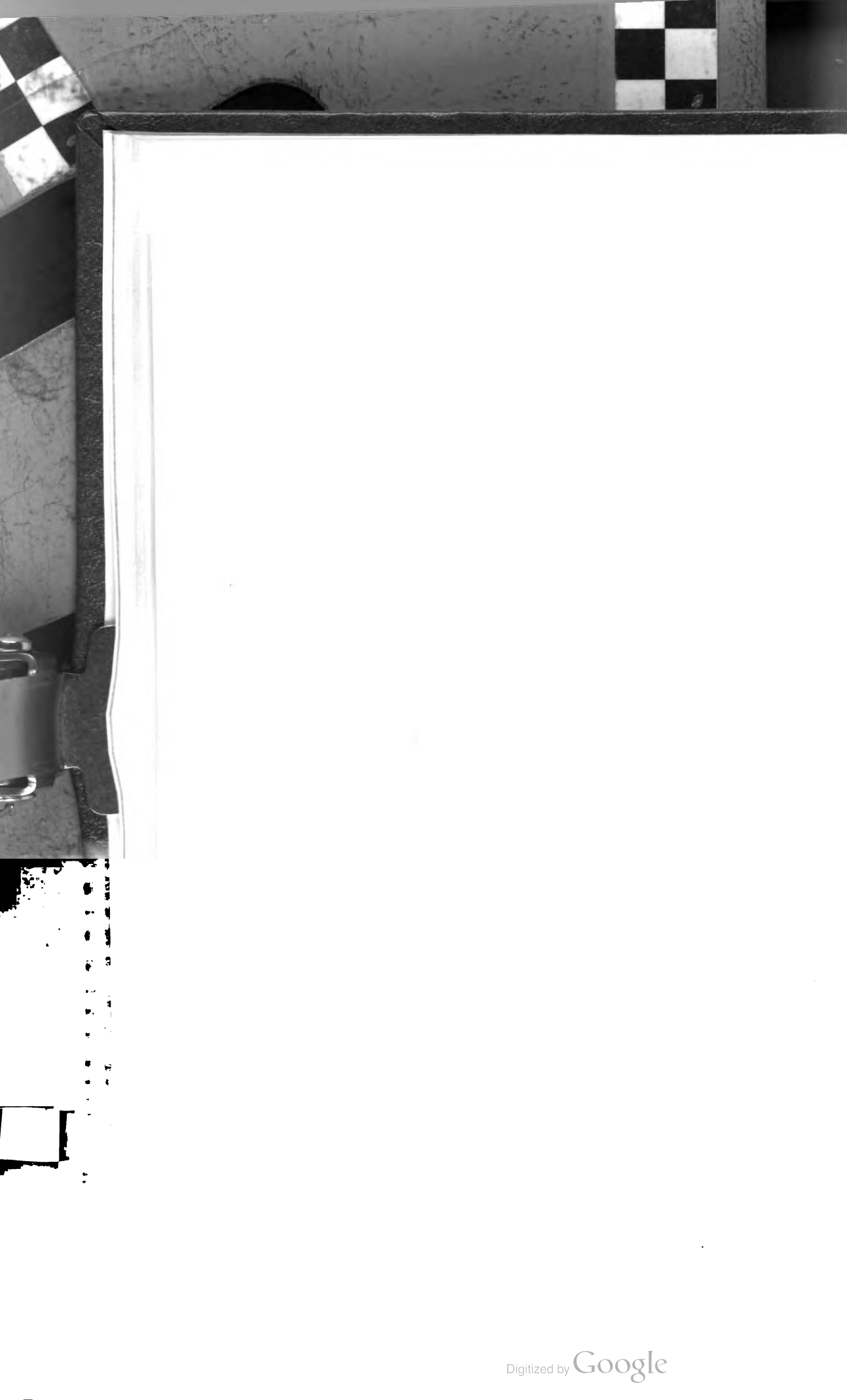
1. Il était seigneur de Chitré et servait encore l'Angleterre au commencement de l'année 1376. Voy. sur ce personnage, p. 388 note.

2. Pierre ou Perrot de Sainte-Flaive, dont il a été dit quelques mots à l'occasion d'une note sur un autre personnage de sa famille, était le second fils de Pierre de Sainte-Flaive, mort vers 1372, qui avait fondé par son testament une chapellenie en l'église de Saint-Mathurin-du-Cimetière, à Luçon. (Voy. ci-dessous, p. 110 note.)

du roy monseigneur ou de nous, par lettres precedentes en date cestes. Et que ce soit ferme chose et estable ou temps avenir, nous avons fait apposer nostre seel à ces presentes, sauve le droit du roy monseigneur en autres choses et l'autrui en toutes. Donné à Poitiers, le dix et septiesme jour de fevrier l'an de grace mil ccclxxii.

Nous les lettres dessus transcriptes, aians fermes et agreables, ycelles loons, greons, ratiffions et approuvons et par la teneur de ces lettres, de nostre auctorité royal, certaine science et grace especial, confermons. Et voulons que du dit fort de Chistré et de tous les autres biens et heritages, cens, rentes, revenues, justices et seignories, et autres choses declarées ès dictes lettres, en quelque valeur qu'elles soient, et comment qu'elles soient dictes ou appellées, le dit Jehan de Kaeremloet et ses hoirs et successeurs ou aians cause usent et joissent paisiblement, cessant tout empeschement. Si donnons en mandement, par ces presentes, à tous les justiciers de nostre royaume, presens et avenir, ou à leurs lieutenans, et chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que le dit Jehan de Kaeremloet mettent et tiengnent en possession et saisine du dit fort de Chistré et autres choses dessus dictes, et l'en facent, et ses dis hoirs et successeurs ou ayans cause, joir et user paisiblement et perpetuellement, comme de leur propre heritage, sans aucun empeschement ou contredit, selon le contenu des lettres de nostre dit connestable dessus transcriptes. En deboutant tout autre detenteur d'icelles choses qui n'auroit sur ce nos lettres precedens d'icelles. Et que ce soit ferme chose et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné au Bois de Vincennes, le derrenier jour de fevrier l'an de grace mil ccclxxii, et le ix^e de nostre regne.

Par le roy. Yvo.



RECUEIL DES DOCUMENTS CONCERNANT LE POITOU

CONTENUS

DANS LES REGISTRES DE LA CHANCELLERIE DE FRANCE.

CCCCCLXXV

Don à Louis de Maillé et à Guillaume de Martreuil de tout ce qu'ils pourront enlever aux Anglais, par exploits de guerre, dans le duché de Guyenne, sauf les villes fermées ¹ (JJ. 100, n° 443, fol. 134 v°).

11 avril 1369.

Charles, etc. Savoir faisons, etc., que, comme noz amez et feaux Loys de Mailly ², chevalier, et Guillaume de

1. Cet acte aurait dû figurer dans le précédent volume. Nous l'avions classé tout d'abord au 11 avril 1370, mais il est bien de 1369; la mention à la date de la sixième année du règne de Charles V, laquelle s'étend du 9 avril 1369 au 8 avril 1370, ne peut laisser aucun doute à cet égard.

2. En ce qui touche Louis de Maillé, il existe d'autres lettres du 26 avril suivant qui renouvellent, en son nom seul, la promesse de lui abandonner, pour lui et sa postérité, tout ce qu'il pourra conquérir sur les Anglais, par fait de guerre, au duché de Guyenne (JJ. 100, n° 376, fol. 119). Cette nouvelle donation éventuelle est conçue, presque mot pour mot, dans les mêmes termes que celle que nous publions ici. On ne saurait en conclure que Guillaume de Martreuil renonça à ce bénéfice ou qu'il en fut privé, les secondes lettres n'annulant en aucune façon les premières. Entre autres exploits, Louis de Maillé s'empara de la forteresse du Puymillieroux (commune de

Martueyl ' nous aient servi le temps passé, en noz presentes guerres, et servent encores chascun jour, au grant profit de nous et de nostre royaume, et de present nous vueillent servir à leurs coux, perilx, fraiz et despensz, pour faire conqueuz pour nous ou duché de Guienne, nous qui avons eue consideracion aus choses dessus dictes et qui voulons bien remunerer les dis Loys et Guillaume des bonz services dessus diz, comme raison le vult et donne, à yceulx Loys et Guillaume avons donné et octroïé, donons et octroions par ces presentez, de nostre certaine science, grace especial et auctorité royal, à tous jours mais, pour eulx, leurs hoirs et qui d'eulx auront cause, tout ce que eulx, ensemble ou chascun par soy, pourront conquerer et acquerir, par maniere de fait de guerre, ou duché de Guienne, excepté bonnes villes fermeez, tant chasteaux fors, maisons et meubles quelxconques, pour joir, user

Dangé), dont Charles v lui reconnut la possession, bien que ce fût un lieu *fermé*, par lettres du 30 avril 1371. Ces lettres sont publiées à leur date dans ce volume, avec quelques autres renseignements que nous avons réunis sur Louis de Maillé.

1. Ce personnage appartenait certainement à une famille poitevine (cf. Martreuil, vill. dépendant de la commune de la Trimouille, Vienne), sur laquelle on ne possède que fort peu de renseignements. Le P. Anselme cite un Guillaume de Martreuil, seigneur d'Aysie, dont la fille, Jeanne, avait épousé Antoine de Vivonne, co-seigneur de Bougouin et d'Iteuil, qui fut décapité, par arrêt du conseil du roi, le 8 mai 1431, pour crime de lèse-majesté. Il avait entrepris de se saisir de Charles VII, en arrêtant son favori Georges de La Trémoille. Sa veuve se remaria à Aymar de La Rochefoucauld, seigneur de Sainte-Maure (*Hist. généal.*, t. VIII, p. 770. Voy. aussi Beauchet-Filleau, *Dict. des familles de l'anc. Poitou*, t. II, p. 818.)

Le Guillaume dont il est question ici, était peut-être le grand-père de cette Jeanne de Martreuil. et, sans aucun doute, le parent d'Itier de Martreuil qui fut évêque de Poitiers de 1395 à 1405 (année de sa mort), et chancelier du duc de Berry, après avoir été d'abord chantre de l'église de Poitiers, puis évêque du Puy, vers 1390. (*Gall. christ.*, t. II, col. 730, 1297.) Par arrêt du Parlement du 23 juillet 1379, Itier de Martreuil et plusieurs chanoines de Langres furent condamnés à des amendes variant de 100 à 300 livres, pour des mauvais traitements qu'ils avaient fait subir, au mépris de la sauvegarde royale, à un nommé maître Simon Durand, faits antérieurs de quelques années à l'arrêt. Il y est dit que Martreuil, *pro tunc officialis Lingonensis*, avait enfermé comme un voleur led. Durand dans la tour de l'officialité de Langres, sans motif sérieux.

et exploictier d'iceulx et faire leur volenté, comme de leur propre chose, et en doner et departir à quelque personne ou persones qu'il leur plaira, et que ceulx ou cellui aus quieux il en feront don en puissent joir paisiblement et faire leur profit et volenté, comme de leur propre chose et comme se nous leurs donnions. Si donnons en mandement, par ces presentes, au seneschal de Tourainne, d'Anjou et du Maine, ou à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, comme à lui appartendra, que de tout ce que les dis Loys et Guillaume pourront conquerir en ladicte duché de Guienne, dont il seront souffisamment certeffié par eulx ou l'un d'eulx, exceptées les bonnes villes fermées, comme dit est, les lessent et sueffrent joir et user paisiblement, comme de leur propre heritage et chose, et mie eulx ou l'un d'eulx ne lessent ou sueffrent estre empeschez par aucun de noz subgez, pour le temps ne [ou temps] avenir, comment que soit au contraire. Et

(Archives nat., X^{1a} 28, fol. 306). On trouve encore un Olivier de Martreuil, à qui le roi Charles v avait donné, en 1369, la charge de trésorier de Saint-Hilaire-le-Grand, au lieu de Roger Felton, « anglais et ennemi du royaume ». D'autre part, le duc de Berry, comte de Poitou, avait fait don du même office à Etienne de Loypeau, son chapelain. Jean de Villiers, chanoine de Chartres, et Girard de Magnac y prétendaient aussi, on ne sait en vertu de quels titres. Il y eut à ce sujet un long procès au Parlement. Jean de Villiers, enfermé dans les prisons de l'évêque de Paris, *in vinculis ferreis*, déclara, le 29 mai 1375, qu'il renonçait à sa prétention (X^{1a} 25, fol. 220). Olivier de Martreuil protesta au contraire, le 16 juin suivant, qu'il n'entendait point que le résultat du litige entre Loypeau et Magnac portât aucun préjudice à ses propres droits à lui (*id.* fol. 221 v^o). Puis, dans un accord intervenu, le 27 avril 1378, il déclara à son tour qu'il se désistait de toute poursuite (X^{1c} 36). Olivier de Martreuil était alors doyen d'Autun.

Nous avons enfin à mentionner un autre curieux document touchant M^r Flamand de Martreuil, professeur à la Sorbonne, dont les leçons furent frappées d'interdit par l'Université. Le procès soulevé à cette occasion au Châtelet de Paris fut porté en appel au Parlement. Le pape, le roi, la reine et les cardinaux s'entremirent pour apaiser la querelle. L'Université, qui avait rejeté F. de Martreuil de son sein, lui permit, de reprendre ses lectures publiques, à condition qu'il souscrivit certains articles de soumission et s'engageât à ne point porter préjudice à ceux qui avaient pris parti contre lui dans cette affaire ; ce à quoi il consentit, par un accord entériné au Parlement, le 28 février 1387 n. s. (X^{1c} 54).

que ce soit ferme et estable à tous jours mais, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné a Paris, en nostre hostel lez Saint-Poul, le xi^e jour d'avril l'an de grace MCCCCLXIX, et de nostre regne le vi^e.

Par le roy. J. de Vernon.

CCCCLXXVI

Don à Jean Andrieu, réfugié à Mirebeau pour échapper à la domination anglaise, d'une maison confisquée sur un Anglais, nommé Gautier Spridlington, sise dans la châtellenie de Mirebeau (JJ. 400, n^o 265, fol. 76 v^o).

23 novembre 1369.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que à la supplicacion de Johan Andrieu, clerc, contenant, entre les autres choses, que plusieurs terres, biens et possessions, les quelles de son heritaige ancien il avoit en la duchié de Guyenne, quipovoient bien valoir par an dix livres de rente ou environ, le prince d'Acquitainneli a osté et les donne à autres ses subgiez et demourans en son obeissance, ou les detient à son profit, pour ce que le dit suppliant a delaissé le país de Guyenne et est lui, sa femme et ses enfans demourans en la ville de Mirebeau, ou país d'Anjou, soubz nostre obeissance et a mieux volu delaissier du tout ses diz biens que demourer en obeissance ou pouvoir du dit prince, et que aussi il a souffert et soustenu grans dommages et pertes par les genz des Compaignies qui furent l'année passée, par cinq mois ou environ, sur le pays de Faye et de Mirebeau ¹, ou quel lieu le dit Johan est demourant, comme dit est. Nous, pour et en recompensacion des choses dessus dites, une mai-

1. Il a été question des courses des grandes Compagnies dans ces parages et de la prise de Faye-la-Vineuse dans un document publié dans le précédent volume, p. 418-420. Cet événement est mentionné encore dans un acte de novembre 1370 (ci-dessous n^o DIV).

son et ses appartenances, appelée la Corgre¹, la quelle Gautier Spridligton², anglois et tenant le parti de Edoart d'Angleterre et du dit prince, son filz, et demourant soubz leur juridicion et destroit, courant et robant en armes jour et nuyt pluseurs parties de nostre royaume, a et tient ad present en la chastellerie du dit lieu de Mirebeau ; et la

1. Peut-être doit-on lire la Corgée. Cf. ci-dessous, dans un acte d'avril 1370, « un hostel appelé la Courgée », ayant appartenu à Adam de la Courgée, dans la châtellenie de Mirebeau. Il est vraisemblable, d'après un passage des présentes lettres, que Jean Andrieu avait épousé la fille de cet Adam de la Courgée.

2. Les variantes orthographiques de ce nom anglais rendent fort difficiles les recherches dans les textes de l'époque. Outre la forme Spridligton qui paraît assez satisfaisante, on trouvera dans le présent volume ce personnage nommé tantôt Spiriliton, Sperlinton, Spiriton, tantôt Spelliton, Speleton et même Spinton. Dans sa chronique de Louis duc de Bourbon, Cabaret d'Orville l'appelle Vautier Spurton. L'orthographe la plus anglaise de ce nom nous est fournie par le *Procès-verbal de délivrance du Poitou*, etc., au prince de Galles, publié par M. Bardonnet : c'est Spridlington. Ce document nous apprend que Gautier Spridlington et Guillaume d'Appelvoisin furent institués par Jean Chandos, le 23 septembre 1361, châtelains de Poitiers et maîtres des eaux et forêts de Poitou. Les actes que nous publions concernent spécialement la confiscation des biens de ce chevalier anglais. Il avait épousé, vers cette époque, une Poitevine, Colette, veuve de Philippon le Boulanger, et possédait, soit du chef de sa femme, soit par acquisition ou dons du prince de Galles, des domaines importants dans notre province. Nous citerons, d'après nos textes, plusieurs maisons à Poitiers, la terre de Latillé qui avait appartenu à Philippe du Paile, dans la châtellenie de Montreuil-Bonnin, l'hôtel de la Courgée en Mirebalais, la terre de Bellefoye près Neuville, et les biens d'Amaury de Bauçay que celui-ci, prisonnier des Anglais, avait dû engager à Philippon le Boulanger et que la veuve de ce dernier avait apportés à son second mari. Ces possessions et d'autres en Poitou et en Saintonge, qui ne sont souvent désignées que d'une façon assez vague, furent donnés par Charles V, en bloc ou en détail, à plusieurs de ses serviteurs. Ces générosités souvent contradictoires furent la source, après la conquête du Poitou, de bien des difficultés entre les différents donataires. Nous en verrons un exemple dans le procès qui eut lieu entre Gilles Malet et Jean de Vaudétar, d'une part, et deux chevaliers bretons, Geoffroy Budes et Geoffroy de Kérimel, d'autre (ci-dessous, lettres du 29 septembre 1372, note).

Gautier Spridlington commandait au Blanc pour les Anglais, lorsque Jean de Villemur reprit cette ville, au commencement de l'année 1370 (JJ. 100, n° 751, fol. 222). Il contribua activement aux opérations militaires de cette année et des années suivantes. Après la capitulation de Poitiers, il s'enferma dans Niort. L'auteur de la chronique du duc de Bourbon raconte un fait d'armes qui est tout à son honneur. Quand l'armée des ducs de Bourgogne, de Berry et de Bourbon se dirigeait sur Fontenay-le-Comte, Spridlington (Vaultier

quelle maison et appartenances furent jadis des predecesseurs de la femme du dit Jehan, et tant par le droit que le pere d'icelle femme avoit en la dite maison et appartenances, que par droite succession d'autres ses parens, feust advenue à ycelle femme, se ne feussent aucuns empeschemens et la puissance d'aucuns des officiers de noz pre-

Spurton), sorti de Niort avec trois mille combattants, lui vint « entre marès, en lieu fort, presenter la bataille... et demourerent ung jour et une nuit François et Anglois les uns devant les autres. Et les seigneurs estans en telle adventure qu'ils ne pouvoient assembler aux Anglois, leur vint nouvelles que le duc de Bretagne, à grant povoir, se venoit joindre avec les Anglois, pour les combattre ». Après délibération, les ducs résolurent d'abandonner la partie et d'aller au-devant des Bretons. Ils vinrent loger devant Fontenay-le-Comte, dont une partie de la garnison « estoit issue pour aller gagner sur François », et la place fut prise d'assaut. (Cabaret d'Orville, *La chronique du bon duc Loys de Bourbon*, édit. Chazaud, in-8°, p. 36, 37.) On verra ailleurs que Fontenay-le-Comte se rendit le 9 octobre 1372. Le même chroniqueur rapporte plus loin que Gautier Spirdlington se porta au secours de Moncontour, assiégé par Clisson, et qu'il aurait réussi à le déloger, si des renforts n'étaient venus se joindre aux Français (*id. ibid.*, p. 88). Ce dernier événement se produisit environ quatre mois avant celui qui précède ; mais les chroniqueurs du *xiv^e* siècle ont rarement soucie la chronologie.

Une remarque curieuse que nous avons faite, c'est que Froissart ne parle nulle part, sous aucune des formes citées plus haut, de Gautier Spirdlington, qui cependant était un personnage de marque et joua un rôle important. D'autre part, chaque fois que nous nous attendions à rencontrer ce nom dans ses chroniques, à l'occasion de faits auxquels l'on sait de bonne source que notre Gautier fut mêlé, il s'en présente un autre : celui de Gautier Hewet. Comme Froissart était à même d'être bien renseigné sur les héros anglais de la guerre de Cent Ans, une question se pose. Gautier Hewet et Gautier Spirdlington ne sont-ils pas une seule et même personne ? Nous sommes tenté de le croire, d'autant que dans les actes publiés par Rymer, on trouve, à la date du 20 mai 1362 (*Fœdera*, t. III, part. II, p. 650), des provisions de l'office de maître des eaux et forêts de Poitou en faveur de Gautier Hewet, office dont nous avons vu, d'après un document officiel, Gautier Spirdlington investi par Jean Chandos, quelques mois auparavant. Dans ce cas, il faudrait tenir Spirdlington pour un surnom. Froissart dit que ce Gautier Hewet retourna en Angleterre aussitôt après la capitulation de Thouars (édit. Kervyn de Lettenhove, t. VIII, p. 220), et qu'il revint en France, l'année suivante, avec le duc de Lancastre, lorsque celui-ci débarqua à Calais, le 20 juillet 1373, à la tête d'une armée de plus de vingt mille hommes ; mais il fut tué, peu de temps après, au combat d'Oulchy-le-Château (Aisne). Dans son récit de cette action, le chroniqueur dit que Gautier « estoit ung grant capitaine englès » (*id.* p. 293-295). Le combat d'Oulchy, d'après les Grandes Chroniques (t. VI, p. 340), eut lieu le 9 septembre 1373.

decesseurs, qui de leur volenté et senz cause raisonnable les en debouterent et mistrent hors, si comme il dit, à ycellui Jehan, comme à nous confisquée, ou cas dessus dit, de nostre auctorité royal, certaine science et grace especial, avons donné et octroyé, et par ces presentes donnons et octroyons, à tenir et possider par lui, ses hoirs et successeurs perpetuellement et paisiblement, jusques à la valeur et extimacion de ce qui, comme dit est, li a esté osté et occupé par le dit prince en la dite duchié, parmi ce que, se la dite maison et appartenances valioient plus, la miex vaillance et seurplus tornera et venrra à nostre profit. Et aussi, ou cas que le dit Jehan recouverroit ses biens ainssi empeschiez en la dite duchié, ou le dit Gautier, par revenir à nostre obeissance, ou par autre grace de nous, retornoit à la dite maison et appartenances, ceste presente recompensacion sera de nulle valeur, et nous ne noz successeurs ne serons tenuz de en recompenser aucune chose au dit Jehan ne à ses hoirs, ou temps avenir. Si donnons en mandement, par la teneur de ces presentes, aus seneschaulx de Touraine, d'Anjou et du Maine, et à touz noz autres justiciers, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulz, si comme à lui appartendra, en commettant aus diz seneschaulx que le dit Jehan mettent ou fäcent mettre en possession et saisine des dites choses, et d'icelles choses le facent, ses hoirs et successeurs, joir et user paisiblement et perpetuellement, selon la teneur de ces presentes, sanz l'empeschier ou souffrir estre empesché en aucune maniere au contraire. Et que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné en nostre hostel lez l'eglise de Saint-Pol de Paris, l'an de grace mil ccc. **LXIX**, et de nostre regne le **vi^e**, le **xxiii^e** jour du mois de novembre.

Par le roy en ses requestes. Hugo. Visa. Erkeri.

CCCCCLXXVII

Don à Baudouin de Crenon du château de Ry, dans la chât.
de Mirebeau, confisqué sur Marguerite de Ry (JJ. 100, n.
fol 89 v°).

27 novembre 1369.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir,
comme nous aions entendu que Jehan Roudoit¹, escuyer
par long tamps esté et encores soit de l'obeissance et su-
tion de Edwart de Gales, filx ainsné du roy d'An-
gleterre, et ait tenu et tiengne leur partie et
soit en ayde en la guerre que il nous ont nouvelle-
commenciée, et Margot de Ri², dame du dit lieu
de Ri, fame du dit Jehan, eust nagaires fait derrieres le
vet de son lit en sa chambre, ou mur de la forteress
du dit lieu de Ri, un pertruis pour y mettre et recevoir
Jehan, son mari, nostre rebelle, adherent et de l'obeiss-
ance de nos dis annemis, et ceulx que il y voudroit amener
pour nous en faire guerre; et pour ce lez gens
nostre très chier frere le duc d'Anjou, ce venu à leur
connoissance, aient fait prendre la dite Margot et la
detenir ez prisons de nostre dit frere; et pour cause
d'occacion de cez choses, le dit lieu de Ri avec sez appur-
tances et tous biens meubles et heritages dez dis ma-
nistres en quelconque lieu ou jurisdiction que il soient situez
en nostre royaume, nous soient advenus et confisqués; n-
ous pour consideration des bons et agreables services

1. Ce personnage est appelé Jean Roudet dans les lettres qui
ont été produites (n° CCCCCLXIX). Cette dernière forme est préférable.

2. M. de Fouchier cite un grand nombre de membres de la
famille de Ry, depuis la fin du XII^e siècle jusqu'au milieu du XIII^e.
Il dit que Perrette de Ry porta ce fief à Jean de Montléon, écuyer
premier mari, puis à Héliot de Lestang, écuyer, qu'elle avait épousé
en secondes noces, avant 1454 (*La baronnie de Mirebeau*, p.
490, 223, 241); mais le nom de Marguerite n'y est pas mentionné.

nostre amé et feal chevalier, Baudoin de Crenon ¹, nous a fais et que nous esperons que il nous face encores, ou tamps avenir, avons à ycellui Baudoin donné et octroyé, donnons et octroions par ces lettres, de grace especial, le dit lieu ou chastel de Ri, avec toutes ses appertenances et appendances, en quelconques choses ou valeur que elles soient, à tenir et possider par lui, ses hoirs ou successeurs, ou ceulx qui auront cause de lui, perpetuellement et paisiblement, sans empeschement ou contredit, ainsy toutevoyes que, se par voye de traitié ou autrement estoit acordé par nous, ou de noz successeurs, de lez rendre et restituer aus dis mariés ou à leurs hoirs, ou aians cause, le dit Baudoin ne ses dis hoirs ou aians cause n'en pourront demander aucune recompensacion. Si donnons en mandement, par ces lettres, au seneschal d'Anjou et à tous lez autres justiciers de nostre royaume, et à tous commis et deputés ou à deputer sur le fait dez dites confiscacions, presens et avenir, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulx, si comme à lui apprendra, que le dit Baudoin, ou son procureur pour lui, mettent ou facent mettre en possession et saisine du dit lieu ou chastel de Ri, et de ses dites appertenances, et l'en facent et laissent joir et user paisiblement, jouxte nostre presente grace et octroy, cessant tout empeschement. Et que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné à Paris, le xxvii^e jour de novembre l'an de grace mil ccc. soixante neuf, et de nostre regne le sisiesme.

Par le roy. Yvo.

1. Le P. Anselme cite un Baudouin, seigneur de Crenon et de Brouassin, qui épousa Marie de Bueil, fille de Jean IV de Bueil, maître des arbalétriers de France, et de Marguerite dauphine d'Auvergne, dame de Marmande. De ce mariage naquit Ambroise de Crenon, dame de Brouassin, mariée à Jean, seigneur de Champagne au Maine (*Hist. généal.*, t. VII, p. 850). Baudouin de Crenon est mentionné aussi par Froissart parmi les chevaliers qui prirent part au siège de Bergerac, en 1377 (édit. Kervyn de Lettenhove, t. IX, p. 4, 7).

CCCCLXXVIII

Don à Pierre Sevin, châtelain de Tours, des biens que possédaient en Anjou et en Touraine le sire de Bressuire, Guillaume du Plessis et Pierre Aymar, partisans des Anglais (JJ. 100, n° 144, fol. 45).

30 novembre 1369.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que nous, considerans les bons, loyaulx, agreables et profitables services que nostre amé Pierre Sevin ¹, chastellain et garde de nostre chastel de Tours et huissier d'armes de nostre très cher et très amé frere le duc d'Anjou, conte du Maine, a fait par longtemps ès guerres à noz predecesseurs et à nous, et fait chascun jour en la garde, reparacion, fortification et visitacion de nostre dit chastel, et suivant les armez en la frontiere de Guienne, et que encores esperons qu'il face ou temps avenir, voulans pour ce le dit Pierre en aucune maniere remunerer et recompenser des diz services, afin que il s'efforce de tout son pooir à nous tousjours servir de bien en mielx, et que les autres soient plus encoragiez à nous servir et y prengnent bon exemple du dit Pierre, pour lui, ses hoirs et successeurs, ou qui de lui auront cause, de nostre science certaine, pleniere puissance et auctorité royaulx et de grace especial, avons donné et octroyé, et par ces presentes donnons et octroyons toutes les terres, rentes, possessions, maisons, cenz, juridicions et demeines, avecques leurs appartenances et

1. Pierre Sevin figure encore en cette qualité dans un acte du 9 février 1370 n. s., publié ci-dessous. Pierre Troussseau, seigneur de Châteaux, fut retenu comme capitaine de Tours avec six hommes d'armes, par acte du 12 février 1370 n. s. La municipalité de Tours ne paya les services de ce dernier que pendant deux ans. On ignore si dans la suite il continua, au nom et aux frais du roi, son office de capitaine. Toujours est-il qu'en janvier 1378, on le retrouve en possession de la même charge, qu'il remplit dès lors sans interruption jusqu'au 14 juillet 1392, et qu'il céda alors à Jean II le Maingre, dit Boucicaut, maréchal de France. (Delaville Le Roulx, *Comptes municipaux de la ville de Tours*, t. II, p. 342, 347.)

appendances, que souloit tenir dedens le pais d'Anjou et de Touraine le sire de Brequere ¹, poitevin, c'est assavoir Maran en la chastellenie de Tours, et autres terres qu'il souloit tenir ès paroisses de Souzay et de Chasteaux en Anjou, et ès lieux voisins, qui à present ne sont bailliées que à L. livres de ferme ou environ, et anciennement souloient bien valoir m^e livres par an; item, un lieu appelé la Valiniere, avec toutes ses appartenances, seant près de la Haye en Touraine, de la valeur de x. livres de rente ou environ, qui fu Guillaume du Plesseyz ², demourant en Guyenne; item, une gagnerie à II. buefs seant près du dit lieu de la Haye en Touraine, qui fu Pierre Aymar ³, capitaine du fort d'Angle, estant ou dit duchié, et à nous rebelles et contraires. Lesquelles choses sont à nous avenuez, acquises et confisquées, pour la fourfaiture des diz sire de Brequere, Guillaume et Pierre Aymar, et de chascun d'eulx, pour ce qu'il tiennent, en commettant contre nous le crime de lese majesté, et ont tenu le parti de Edouart d'Engleterre et de Edouart, son filz ainsné, noz adversaires et ennemis, et que pour leur partie se sont et chascun d'eulx armez contre nous et nostre royaume, et sont leurs subgez et

1. Louis de Beaumont, seigneur de Bressuire, fils de Jean II, lui succéda en 1361, sous la tutelle de sa mère, Isabelle de Maillé, et vécut jusqu'en 1387 ou 1388. On trouve le nom de Jean de Beaumont le père, au 17 avril 1354, dans les registres du Parlement (procédure entre lui et sa femme, d'une part, la dame de Maillé et ses enfants, d'autre; X^{1a} 45, fol. 200). Louis de Beaumont, seigneur de Bressuire, eut aussi un procès devant cette cour contre Guy d'Argenton, Robert Eschallart, Hugues d'Izé, Guillaume Boutin et Amaury de la Pastilière, appelants d'une sentence du bailli des Exemptions. La cour les autorisa, le 12 février 1378, à comparaître par procureurs (X^{2a} 9, fol. 109 v^o). Voy. pour plus de détails sur Louis de Beaumont-Bressuire, la savante *Histoire de Bressuire* de M. B. Ledain, in-8°, 1866, p. 276 et s.

2. Guillaume III du Plessis, seigneur de Breux, de la Vervolière, de la Valinière et de la Carrelière. Ses biens confisqués avaient été donnés en partie déjà à Jean de Besdon et à Jean, comte de Sancerre, par lettres d'août et d'octobre 1369 (vol. précédent, p. 391 et note, 420).

3. Sur ce personnage, voy. *id. ibid.* p. 421 et note. Il était capitaine d'Angle, pour les Anglais.

obeissans ; à tenir, avoir, joir, user et possider toutes les choses dessus dites et chascune d'icelles par le dit Pierre Sevin, ses hoirs et successeurs, ou qui de lui auront cause, à touz jours mais perpetuellement, comme leur propre chose, aux charges, rentes ou redevances qu'elles doivent, et tout en la forme et maniere que les dessus diz noz rebelles et desobeissans les tenoient, avant la dite rebellion et desobeissance. Si donnons en mandement, par ces mesmes lettres, aux seneschaux de Touraine, d'Anjou et du Maine, et à tous les autres justiciers et officiers de nous et de nostre royaume, qui ores sont et pour le temps avenir seront, ou à leur liex tenans, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que le dit Pierre Sevin, pour lui, ses hoirs et successeurs, ou qui de lui auront cause, facent, sueffrent et laissent realment et de fait joir et user paisiblement et perpetuellement à tousjours de toutes les choses dessus dictes et de chascune d'icelles, comme de leur propre chose, et à ce le facent recevoir par les seigneurs à qui il appartendra, en foy, hommage et subjection deue, pour cause des dictes choses ou chascune d'icelles; et ou cas que hommage nous en seroit deu, le reçoivent à la fealté et le renvoyent dedens quatre mois par devers nous, pour nous en faire la foy et hommage, sanz contredit et empeschement aucun. Toutesvoies n'est mie [nostre entente] que, se par traictié de paix ou accort, ou par obeissance, ou par quelque autre voye ou maniere que ce fust, les dessus diz sire de Brequere, Guillaume et Pierre revenoient aux terres et choses dessus dictes, que pour ce nous soions tenus de faire au dit Pierre Sevin restitution ne recompensation aucune. Et que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Ce fu fait et donné à Paris, en nostre hostel lès Saint-Pol, ou mois et derrenier jour de novembre l'an de grace mil ccc. soixante neuf, et de nostre regne le vi^{me}.

Par le roy en ses Requestes. J. Douhem. Visa. J. de Faya.

CCCCLXXIX

Lettres de rémission données en faveur de Marguerite de Ry. Elle était retenue prisonnière à Mirebeau, pour avoir voulu faire entrer secrètement dans son château de Ry Jean Roudet, son mari, que l'on soupçonnait d'être partisan du prince de Galles (JJ. 100, n° 308, fol. 90).

Novembre 1369.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que de la partie de Marguerite de Ry, povre dame, jadis femme de feu Guillaume d'Eron¹, chevalier, demourant en la chastellerie de Mirebeau, nous a esté exposé que, comme environ la feste de l'Ascencion Nostre Seigneur derrainement passée, Jehan Roudet², de la duchié de Guyenne, eust prinse la dite suppliante par mariage, qu'il n'estoit guerre

1. D'Ayron, ou d'Oiron. On trouvera plus loin des lettres de mars 1376 accordant rémission à un Guillaume d'Oyron et à plusieurs autres, pour des faits de guerre remontant à l'année 1362.

2. Sur ce personnage nous avons des renseignements postérieurs de quelques années, 1377-1386, d'où il résulte qu'il aurait épousé, en secondes noces, Eléonore de Vivonne. MM. Beauchet-Filleau citent d'autre part une Aliénor de Vivonne, dont ils ne peuvent indiquer la filiation, mariée d'abord à Pierre de Jaunay, chevalier, seigneur de Jaunay et de Boulié, et ensuite à Jean Rondet (*sic*) (*Dict. des familles de l'anc. Poitou*, t. II, p. 812). Or, en 1377 Jean Roudet, écuyer, mari d'Eléonore de Vivonne, soutenait en appel au Parlement un procès engagé d'abord devant le bailli des Exemptions de Poitou et de Touraine, au sujet de la terre de la *Boulie* (*sic*), contre Maurice de Lenay, chevalier, à cause de sa femme, Jeanne de Jaunay. Ce dernier demandait à la cour de révoquer un accord intervenu précédemment dans cette affaire ; mais un arrêt du 42 mai 1377 déclara cet acte bon et valable, et ordonna qu'il serait exécuté (X^{1a} 26, fol. 216). Cette décision ne mit pas fin au litige. Le 2 juillet 1380, on trouve un mandement du Parlement au sénéchal de Poitou, prescrivant une enquête (X^{1a} 29, fol. 74). Le 21 février 1382 n. s., Maurice de Lenay et sa femme soumirent leurs conclusions à la cour. Cet acte nous a été conservé. On y apprend que Pierre 1^{er} de Jaunay, seigneur dudit Jaunay et de Boulié, et sa femme, Marguerite de Maillé, avaient eu deux enfants, Pierre II et Jeanne, cette dernière mariée audit Maurice de Lenay. A la mort de leurs parents, Pierre II et Jeanne avaient hérité de tous leurs biens, et en particulier desdites terres. Puis Pierre II était décédé à son tour, sans hoir de sa chair. Sa sœur et unique héritière aurait dû alors entrer en possession de Jaunay et de Boulié. Cependant Jean Roudet et Eléonore de Vivonne, saisis de la terre de Boulié, l'ont tenue dès cette époque, et après la mort de sa femme (elle était

aucune entre nous et le prince de Gales, après lequel mariage, se fust trait ycellui Roudet devers le sire de Mirebeau ¹, ou sez officiers, et li eust juré feaulté pour cause du fort de Ry et dez appartenances de ycelly, et finé du rachat ; et combien que la dite suppliante ait tousjours esté et soit nostre bonne et vraye subjecte et obeissante, et que pour lors il ne fust guerre aucune entre nous et le dit prince, comme dit est, et eust ycellui Roudet païé au dit sire de Mirebeau, ou à ses gens et officiers pour lui, tel droit comme il appartenoit, à cause du dit rachat, neantmoins lez gens et officiers du dit sire de Mirebeau ne le voul-

décédée par conséquent avant le 21 février 1382, mais elle vivait encore le 2 juillet 1380), ledit Roudet avait continué à la tenir et à en percevoir les revenus, à tort et contre raison. Maurice de Lenay et Jeanne de Jaunay demandaient en conséquence que la terre de Boulié leur fût adjugée (X^{te} 44, à la date). L'acte en question porte aussi que cette terre était tenue en fief du château de Benet. Il en ressort clairement que Jean Roudet avait épousé la veuve de Pierre II de Jaunay et qu'il tenait d'elle son titre sur la propriété litigieuse. Ce fut seulement le 26 mai 1386, que le Parlement rendit son arrêt définitif (X^{te} 34, fol. 162), adjugeant la terre de Boulié à Maurice de Lenay et à sa femme, et condamnant Jean Roudet à la remettre entre leurs mains et à leur restituer les revenus qu'il en avait perçus depuis la mort d'Eléonore de Vivonne, à payer les dépens du procès et des dommages et intérêts aux demandeurs, dont le chiffre devait être fixé ultérieurement.

On peut relever dans cet arrêt des renseignements complémentaires sur les personnages cités ici. Il y est dit que Pierre II de Jaunay avait épousé Eléonore de Vivonne, en 1352, et que par son testament, daté du second dimanche de carême 1353 a. s., il avait ratifié le don fait antérieurement à sa femme de la terre de Boulié pour tenir lieu de sa dot qui lui avait été payée en argent, s'il mourait avant elle. Cette terre ne valait du reste, suivant Jean Roudet, que vingt livres de revenus. Ledit Pierre était décédé cette même année, et, depuis, sa veuve avait eu successivement trois autres maris, qui tous avaient eu la jouissance de ladite terre, en avaient fait hommage au seigneur de Benet et avaient reçu les aveux des fiefs qui en dépendaient. Avant de mourir, ladite Eléonore en avait fait don à Jean Roudet, son quatrième mari.

Un accord conclu dans une autre affaire nous apprend que Maurice de Lenay, chevalier, était déjà marié, en 1367, avec Jeanne de Jaunay (Arch. nat., X^{te} 17).

1. En 1369, la châtellenie de Mirebeau avait pour seigneur Louis de Namur, seigneur de Bailleul en Flandre, qui, ayant enlevé avec son consentement, Isabelle de Roucy, fille de Robert, comte de Roucy, héritière de Mirebeau, l'avait épousée le 17 mars 1364 (E. de Fouchier, *La baronnie de Mirebeau*, p. 82).

drent lessier entrer ou dit fort de Ry, ne d'icellui laisser joir en la maniere qu'il appartenoit, pour le doubte qu'il avoient de seur lui ; pour la quelle chose, le dit Roudet, qui vouloit tenir nostre partie et estre nostre bon et loyal subject, si comme il disoit, se feust trais par devers nous en nous exposant ce que dit est, et eust obtenu noz lettres adreçans au seneschal d'Anjou et du Mainne, par lez quelles nous li mandions que, ou cas devant dit, il meist et laissast le dit Roudet joir du dit fort et appartenances d'icellui ; non obstant lez quelles noz lettres, lez gens ou officiers du dit seigneur de Mirebeau en furent du tout refusans, mais y mist le dit seigneur, ou ses officiers pour lui, certain capitaine, le quel ne vout accomplir le contenu de noz dites lettres, combien que par le dit Roudet li feussent deument presentées, pour la doubte devant dite. Pour la quelle chose la dite suppliante, estant en icellui fort, fu moult dolente et courouciée, quant il ne le vout laisser entrer ou dit fort, pour demourer avecques elle, comme son seigneur, et eust fait le dit Roudet assavoir à la dite suppliante que elle li feist faire un pertruis, par le quel il entreroit en ycellui fort, lui acompaignié de gens tenans nostre partie, si comme il disoit, la quelle suppliante pensant que en ce faisant ne se meffeist en riens, tant pour l'amour et affection que elle avoit avecques son dit mary, comme pour les lettres de nous par li obtenues, fist faire le dit pertruis. La quelle chose vint en la congnoissance du dit capitaine, avant que aucun effect s'en ensuist, et pour ce fist prendre le capitaine du dit lieu de Mirebeau la dite suppliante et ycelle emprisonner, et a depuis le dit capitaine tenue et encores detient la dite povre suppliante prisonniere, sous ombre de ce qu'il dit son dit mary tenir la partie du dit prince, et aussi du dit pertuis fait au dit fort, comme dit est. Et nous a humblement fait supplier que, comme pour lors le dit Roudet, son mary, eust bonne volenté d'estre nostre bon et loyal subject, si comme il disoit, et soit la

dite povre suppliante en peril de morir de fain en la dite prison, avec un enfant qu'elle a du dit feu Guillaume d'Eron, du quel elle a la garde, et ait tousjours esté de bonne vie et renommée, sanz aucun vilain blasma ou reproche, nous sur ce li veillons impartir nostre grace. Nous adcertes, eue consideracion aux choses devant dites, inclinans à sa dite supplicacion, à ycelle suppliante le dit fait avecques toute peine corporelle, criminelle et civile, que pour cause d'icellui elle puet ou pourroit estre encourue envers nous, ou cas dessus dit, avons remis, quictié et pardonné, et par la teneur de ces presentes lettres, de nostre certaine science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal, remettons, quittons et pardonnons. Si donnons en mandement, par ces mesmes presentes, au dit seneschal d'Anjou et du Maine, ou à son lieutenant, qu'il face commandement de par nous et contraingne, se mestier est, le dit seigneur et ses gens ou officiers à la dite suppliante, detenue pour les dites causes, delivrer et mettre hors de la dite prison, de la quelle nous ou diz cas l'en delivrons. Mandans aussi à tous les autres justiciers de nostre royaume, presens et avenir, et à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulz, si comme à lui appartendra, que la dite suppliante facent, sueffrent et lessent joir et user plainement et paisiblement de nostre presente grace et remission, et contre la teneur d'icelle ne l'empeschent, molestent ne travaillent, ne ne sueffrent estre empeschée, molestée ou travaillée en aucune maniere. Et pour ce que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné en nostre hostel lez Saint-Pol à Paris, ou mois de novembre l'an de grace mil ccc. LXIX, et de nostre regne le sizieme ¹.

Par le roy en ses Requestes. R. Le Fevre. Ego scriptor. Bournaseau.

1. Il est à peine besoin de faire remarquer la contradiction qui existe entre cette rémission et les lettres de don datées du 27 novembre 1369 (n° CCCCLXXVII ci-dessus).

CCCCLXXX

Don à Jean VI, comte d'Harcourt, beau-frère du roi, de la ville et du château de Semblançay, confisqués sur le sire de Parthenay, rebelle (JJ. 100, n° 551, fol. 169 v°).

Novembre 1369.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que comme par le traité du mariage fait entre nostre très chier et amé frere le conte de Harecourt ¹ et nostre seur la contesse, sa femme, nous eussions promis à nostre dit frere à li donner et asseoir deux mille livres de rente à tournois, et à present soit venu en nostre main le chastel et ville de Saint Blancey, avecques toutes ses appartenances et appendances, à nous forfait et acquis pour ce que le sire de Partenoy, de qui le chastel estoit, de son heritage, est nostre desobeissant et rebelle, et tient contre nous la partie des ennemis ², nous les diz ville et chastel et toutes ses appartenances et appendances, en quelconques proufis, rentes et revenues qu'il soient, avons assigné, baillié et delivré, assignons, baillions et delivrons à nostre dit frere, en deduisant le pris qu'il seront prisiés de la dicte somme de deux mille livre de terre, à tenir et possider par lui, ses hoirs, successeurs ou aians cause de lui, perpetuellement et heritablement, comme sien propre et de son heritage, ou jusques à tant que en autres lieux nous li aions baillié et assigné les dictes deux mille livres de terre. Si donnons en

1. Jean VI, comte d'Harcourt, fils de Jean V et de Blanche de Ponthieu, comtesse d'Aumale, né le 1^{er} décembre 1342, avait épousé à Paris, le 14 octobre 1359, Catherine de Bourbon, sœur de Jeanne de Bourbon, femme de Charles V, et fille puinée de Pierre I^{er}, duc de Bourbon, et d'Isabeau de Valois. Le comte d'Harcourt mourut le 28 février 1389, et sa femme le 7 juin 1427 (Le P. Anselme, *Hist. généal.*, t. V, p. 152).

2. On verra que le sire de Parthenay continua à servir le prince de Galles et à combattre dans les rangs anglais jusqu'à la capitulation de Thouars (30 novembre 1372), et que ses biens lui furent alors restitués.

mandement à noz amez et feaulx gens de nos comptes que les diz ville et chastel, appartenances et appendances d'iceulx faicent bailler et delivrer à nostre dit frere, ou pris et estimacion qu'il pourront valoir, et ycellui pris et estimacion deduisent et faicent deduire du prix des dietes deux mille livres de terre que asseoir lui devions, et au seneschal de Tourainne, d'Anjou et du Maine, et à touz noz autres justiciers, à qui il appartendra, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulx, que les diz ville et chastel, appartenances et appendances, baillent et delivrent à nostre dit frere, ou à son certain commandement, et d'iceulx le meissent en possession et saisine, et l'en facent jouir et user paisiblement de ci en avant, sans contredit ou empeschement aucun. Et que ce soit ferme chose et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donnée en nostre chastel du Louvre lez Paris, l'an de grace mil trois cens soixante neuf, et de nostre regne le sizieme, ou mois de novembre.

Par le roy, vous present. N. de Verres.

CCCCLXXXI

Don à Jean v, comte d'Harcourt, du château et de la châtellenie de Mazères, avec l'Île-Savary et la ville forte de Saint-Christophe, confisqués sur le vicomte de Châtellerault et le sire de Parthenay (JJ. 400, n° 552, fol. 169 v°).

Novembre 1369.

Charles, etc. Savoir faisons, etc., nous avoir receu la requeste de nostre cher et amé frere le conte de Harcourt, contenant que, comme par le traictié du mariage fait entre lui et nostre suer la contesse, sa femme, nous eussions promis à nostre dit frere lui donner et asseoir n^{re} livres de terre à tournois par lettres sur ce faites, et de nouvel soient venues en nostre main le chastel et châtellenie de Maze-

rez avec l'Ille de Savary, la ville et forteresse de Saint Christoffle en Touraine, avec toutes les seigneuries, rentes, revenues, appartenances et appendences à yceulx, à nous acquis et forsfaiz, pour ce que Loys de Harcourt¹, qui les dis chastel de Mazeres et Ylle de Savary, et le sire de Partenay, les dictes ville et forteresse de Saint Christoffle, tenoient et possidoient de leur heritage, sont noz desobeissanz et rebelles, et tiennent contre nous la partie de noz ennemis, suppliant et requerant humblement que les dis chastel, villes, forteresse et lieux, avecques toutes les dictes rentes, revenues, appartenances et appendences, lui volsissions bailler et asseoir pour les dictes n^{re} livres de terre; nous, inclinans à la supplicacion et requeste de nostre dit frere, les dis chastel de Mazerez, Ylle de Savary, ville et forteresse de Saint Christoffle, avec toutes les segneuries, rentes, revenues, droiz, profis et emolumens, appartenances et appendences quelconques, de quelque valeur qu'il soient, à nous avenuz et forfais, comme dit est, avons assigné, baillié, cédé et transporté, assignons, baillons, cedons et transportonz perpetuellement et hereditablement à nostre dit frere, pour lui, ses hoirs, successeurs et aians cause de lui, et par la forme et maniere que les dis Loys de Harecourt et sire de Partenay les tenoient, pour le temps qu'il estoient en nostre obeissance, en lieu et pour les dictes n^{re} livres de terre, que nous lui estions tenus de bailler et asseoir pour la cause dessus [dicte], et seront delivrées et baillies de present à nostre dit frere les dis chastel de Mazerez et Ylle de Savary, avec toutes leurs dictes appartenances et appendences, et les ville et forteresse de Saint Christoffle, dedans la Chandeleur prochaine

1. Vicomte de Châtellerault, second fils de Jean IV, comte d'Harcourt, et d'Isabeau de Parthenay, mort le 26 mai 1388 : il était par conséquent oncle du comte Jean VI. Il ne fit sa soumission à Charles V, comme le sire de Parthenay et les autres principaux barons poitevins, qu'après la reddition de Thouars.

venant. Et ou cas que dedans le dit temps ne lui seroient baillées et delivrées, nous voulons et lui promettons, pour et en lieu des dictes ville et forteresse de Saint-Christofle, à lui asseoir v^e livres de terre à tournois ailleurs, en lieu souffisant et convenable. Et parmi ce, nostre dit frere nous tient et tendra perpetuellement, et nos successeurs roys de France, quictes des dictes ii^m livres de terre et des arrerages qui lui en puent estre deues, pour le temps passé jusques à present, sans ce que jamais nous en puisse aucune chose requerir ou demander, et toutes les lettres qui au traictié de mariage furent faites pour les dictes ii^m livres de terre asseoir, et aussi aucunes autres obligatoires que en a, pour les arrerages, nostre dit frere, les baudra et delivrera en nostre Chambre des comptes, avec lettres de quictance d'iceulx arrerages, et demourront cassés et vaynes, et de nulle valeur, en delivrant ces presentes. Si donnons en mandement au seneschal de Touraine et à tous noz autres justiciers et officiers, à qui il appartendra, à leurs lieux tenans et chascun d'eulx, qui sur ce sera requis, que du dit chastel de Maze-rez et Ylle de Savary et autres appartenances et appendences à yceulx, baillent et delivrent la possession et saisine à nostre dit frere, ou à son certain commandement, et de yceulx lui, ses successeurs et aians cause de lui, lessent et facent joir et user paisiblement et perpetuellement, sens contredit et empeschement, comme siens et de son propre heritage, en reservant à nous et à noz successeurs roys de France les drois de souveraineté et autres devoirs acoustumés. Et que ce soit ferme et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donnée à Paris, l'an de grace mil ccc. Lxix. et de nostre regne le vi^e, ou mois de novembre.

Par le roy, vous present. N. de Veres.

CCCCLXXXII

Don à Macé Richart, écuyer, en compensation de sa terre sise sur les frontières de Poitou, occupée par les Anglais, des biens de quatre partisans du prince de Galles, situés en Anjou et estimés à soixante livres de rente annuelle (JJ. 100, n° 316, fol. 93).

22 décembre 1369.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, comme Nicolas Roquet, Guillaume dez Serqueux, Michel Quoquon et Loys Dibert, prestre, se soient rendus noz rebelles et ennemis, en tenant le parti de Edwart d'Engleterre et de Edwart de Gales, son filz ainsné, qui ont comincié et font guerre ouverte contre nous et noz subgez, pour quoy tous leurs heritages, cens, rentes, biens et appartenances quelconques, assis en la duchié d'Anjou et illuec environ, nous sont acquis et à nous appartiennent, comme commis et confisqueuz, par la forfaiture d'iceulx Nicolas Roquet, Guillaume dez Serqueux, Michiel Quoquon et Loys Dibert, prestre, lesquels sont demourans en Guienne avec noz dis ennemis, en leur donnant tout le confort et ayde qu'ilz puent contre nous et nostre royaume, en commettant criesme de lese majesté, et pueent bien valoir lez dis heritages, cens, rentes, biens et appartenances soixante livres tournois de terre ou rente par an, si comme l'en dit; nous, pour consideracion dez bons et agreables services que Macé Richart, escuier, nous a fait le tamps passé, fait encores chascun jour, en nos presentes guerres, esperons qu'il nous face ou tamps avenir, et en recompensacion de sa terre, la quelle est assise ez frontieres de Poitou, et occupée de noz dis ennemis, par telle maniere qu'elle ne li est de aucune value, et aussi de ses buefs, vaches, brebis et autres biens meubles que li ont ostenz et pilliez noz dis ennemis, si comme il dit, à ycelui Macé Richart, pour li, ses hoirs et qui de lui auront cause à tous jours mès, avons

donné et octroïé, donnons et octroyons par ces presentes, de nostre auctorité royal, de nostre certaine science et grace especial, les heritages, cens, rentes, biens et appartenances dessus dictes, estans ou dit pays d'Anjou et illec environ, jusques à la value dez dictes soixante livres tournois de terre ou rente par an, à nous advenus et escheus pour la cause dessus dicte, comme dit est, à tenir, possider, et en lever lez fruis, profis, emolumens et revenues par le dit Macé, ses hoirs et qui de lui auront cause à tous jours mès, comme de leur propre heritage. Si donnons en mandement, par ces presentes, au seneschal d'Anjou et du Mainne, et à tous noz autres officiers, presens et avenir, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulx, comme à li appartendra, que dez heritages, cens, rentes, biens et appartenances dessus dictes, jusques à la value d'icelles soixante livres tournois de terre ou rente par an, à nous ainsi advenuez et appartenans, comme dit est, mettent tantost et facent mettre, chascun en droit soy, le dit Macé, ou son procureur pour lui, en possession et saisine, et d'icelle facent et laissent li, ses hoirs et qui de li auront cause, joir et user paisiblement à tousjours mès, sans leur mettre ne souffrir estre mis en ce aucun empeschement, non obstant que ce deust estre appliqué à nostre domaine et ordonnances quelconques ad ce contraires. Toutesvoiez n'est pas nostre entente que, se pour aucune cause il avenoit que nous rendissions ou faisons rendre aux diz Nicolas Roquet, Guillaume dez Serqueux, Michiel Quoquon et Loys Dibert, prestre, leurs dis heritages, cens, rentes, biens et appartenances, nous fussions tenus d'en faire aucune recompensation au dit Macé, ses hoirs et aians de li cause. Et que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné en nostre hostel de Saint-Pol lez Paris, le xxii^e jour de decembre l'an de grace mil ccc. soixante neuf, et de nostre regne le vi^e.

Par le roy. J. de Vernon. Visa.

CCCCLXXXIII

Don à Guillaume Gouffier, écuyer de l'écurie du roi, des terres et biens confisqués sur les héritiers de Huet Eschalart et de Jean de Maisoncelles, partisans des Anglais, à la Roche-de-Chizay et dans les châtelainies de Loudun, de Mirebeau et de Moncontour (JJ. 100, n° 28, fol. 17).

Décembre 1369.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, à nous avoir esté exposé de la partie de nostre bien amé escuier d'escuierie, Guillaume Gouffier ¹, que, comme il nous ait servi longuement en noz guerrez et ailleurs, et pour cause d'icelles ait esté moult grevez et dommagiez, et y ait perdu la greigneur partie de sa chevance, et il soit ainsi que les hoirs Huet Eschelart ² et Jehan de Maisoncelles ³, qui ont et tiennent, ès parties d'Anjou et de Touraine, certaines terres et possessions, seans tant à la Roche de Chisays et environ, comme ès chastelleries de Lodun, de Mairebeau et de Montcontour, valans quarente livres tournois de rente ou environ, soient demorans en Guyenne, tenens le party des ennemis de nous et de nostre royaume, en faisant guerre ou autrement en soustenent, aident et confortant noz dis ennemiz contre nous, pour la quelle chose les terres et biens dessus nommez et quelconques autres choses que ilz ont en nostre dit royaume, les quielz il ont fourfais en

1. Guillaume Gouffier avait eu déjà en don, par lettres de juin 1369, le château de Rigny, confisqué sur le sire de Parthenay (vol. précédent, p. 368). Nous avons donné à cette occasion quelques renseignements sur ce personnage.

2. Hugues Eschallart possédait le fief de Vernay à la Roche-de-Chizay; il était mort avant 1374, laissant de Catherine Aymard sa femme, qui vivait encore en 1380, un fils nommé Robert (E. de Fouchier, *La baronnie de Mirebeau*, p. 227). La généalogie d'Eschallart donnée par M. Beauchet-Filleau ne commence qu'au xv^e siècle (t. II, p. 67).

3. Un Pierre de Maisoncelles tenait un arrière-fief à Jarzay, paroisse de Craon (Vienne), en 1338 (E. de Fouchier, *op. cit.* p. 165).

comettent crime ou delit de lèse majesté envers nous, et nous sont acquises et confisquées de plain droit. Et pour ce ledit Guillaume nous a humblement supplié que de et sur les terres et choses dessus dites, à nous, comme dessus est dit, confisquées et acquises, nous lui vueillons faire recompensacion de ses dites pertes et dommages. Pour quoy, nous, considereez les choses dessus dites, inclinans favorablement à la supplicacion du dit Guillaume, li avons donné et donnons, de certainne science et grace especial, par la teneur de ces presentes, en recompensacion des dommages et pertes dessus dites, les terres et possessions dessus dites, avecques toutes leurs appartenances et tous les autres biens que les dessus nommez ont et tiennent aux lieux dessus dis, jusques à la somme de quarente livres tournois de rente dessus diz, à nous pour les causes dessus dites aquises et confisquees, comme dit est, à prandre, avoir et tenir perpetuellement et hereditablement, pour lui et ses hoirs, et pour ceulz qui de lui auront cause, comme sa propre chose, ou cas qu'il aura autant perdu, comme monte la somme de XL. livres tournois de rente dessus dite. Toutevoies nostre entente n'est pas que, se par traictié de paix ou d'accort, ou par quelconque autre voye ou maniere que ce feust, les dessus nommez revenoyent à leurs dites terres et appartenances, que pour ce nous soyons tenus de faire à icellui Guillaume restitution ne recompensacion aucune. Si donnons en mandement, par la teneur de ces presentes, à noz amez et feaulz les gens de noz comptes à Paris et aus seneschaux d'Anjou et de Touraine, et aussi à tous receveurs, collecteurs, commiz et deputez ou [à] deputer et commettre sur le fait des dites confiscations, qui à present sont et qui pour le temps avenir seront, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulx, en commettant, se mestier est, que, ou cas dessus dit, ilz mettent le dit Guillaume en possession et saisine des terres et possessions dessus dites realment et de fait, jusque à la valeur des quarente livres tournois des-

sus diz, en le faisant et laissant joir et user perpetuellement et paisiblement, et ses hoirs ou ceulz qui de lui auront cause, des dites terres et de leurs appartenances et dependences, comme de son propre heritage ; et aveques ce le facent recevoir par les seigneurs à qui il appartendra à foy et homage des terres et possessions dessus dites, se mestier est, à telle subjection ou redevance, comme pour cause d'icelles terres appartendra ; et ou cas que homage nous en seroit deu, le reçoivent à la feauté et le renvoient dedens un mois par devers nous, pour nous en faire la foy et homage, senz contredit ou empeschement aucun. Car ainsi le voulons nous estre fait, de nostre dite grace especial, non obstans autres dons par nous fais au dit Guillaume, et ordenances, graces, remissions, mandemens ou lettres quelconques subreptices à ce contraires. Et pour ce que ce soit, etc. Sauf, etc. Donné en nostre hostel de Saint-Pol lez Paris, l'an de grace mil ccc.lxix, et de nostre regne le sizime, ou mois de decembre.

Ainsi signée. Par le roy en ses Requestes. P. de Vergny.
Visa. L. de Faya.

CCCCLXXXIV

Don à Pierre Bruneteau, maréchal du duc d'Anjou, en dédommagement de ses biens de Poitou qu'il a dû abandonner, de soixante livres parisis de rente, à prendre sur les terres confisquées pour forfaiture sur l'abbé de Ferrières, Pierre de Châtellerault, Geofroy de Puitaillé et autres rebelles (JJ. 100, n° 275, fol. 80).

Décembre 1369.

Karolus, etc. Illis precipue qui cordi sincero zeloque pulsati propter vetera subjectionem et servitium directo domino suo facienda, terras, possessiones et hereditagia, seu feoda propria, que possident, sub alienis dominiis existencia, derelinquunt, condigna sive major recognicio meriti que retributio existit debito facienda. Sane dilectus nos-

ter Petrus Bruneteau, karissimi germani et locumtenentis nostri, ducis Andegavensis, marescallus, certos redditus seu bona, quos seu que usque ad summam sexaginta librarum Parisiensium nuper in partibus Pictavie habuit et habebat, una cum omnibus amicis suis carnalibus, pro veris subjectione et servicio nobis fideliter impendendis, se asserit dimisisse; nos enim hujusmodi fidelis obsequii merita memorie merito commendantes, notum facimus universis, presentibus pariter et futuris, quod nos eidem Petro recompensationem congruam et debitam facere cupientes, LX^{ta} libras Parisiensium terre seu annui et perpetui redditus in et super terris, redditibus et possessionibus quibuscunque nobis confiscatis et adventis, in patriis Andegavensi et Turo-nensi, per forefacturam abbatis de Ferreriis ¹, ex suo hereditagio, canonici de Rilloy, Gacheri de Gachera, Johannis de Alamannia ², Ade de Poiz ³, Anthonii de Vernonno, Petri de Frontebovis ⁴ et ejus uxoris, Perroti de Ca-

1. L'abbé et les religieux de Saint-Léonard de Ferrières obtinrent, au mois de janvier 1370, des lettres de rémission où il est déclaré qu'en restant sous l'obéissance du roi d'Angleterre, ils n'avaient fait que céder à la force. Elles seront publiées à leur date.

2. Un Jean d'Allemagne fut tué à la bataille de Poitiers. Un autre, celui dont il est question ici, intitulé *dominus de Mariis*, figure parmi les témoins d'un titre de fondation d'une chapelle en l'église de Montierneuf, le 12 octobre 1362 (Beauchet-Filleau, *Dict. des familles du Poitou*, t. I, p. 34). Il était seigneur de l'hôtel de la Cour à Boussageau (Vienne), de 1368 à 1380, pour lequel il devait l'hommage lige, vingt sous aux aides et garde de quarante jours; il y avait droit de basse justice (E. de Fouchier, *La baronnie de Mirebeau*, p. 130, 131).

3. En latin de *Podio*, nommé dans le vol. précédent, p. 251 et 422.

4. Un Guillaume Frontdebeuf, écuyer, rendit aveu en 1344 à Jean, comte de Poitiers (Arch. nat., P 594, fol. 7). Il se retrouve, avec le titre de chevalier, dans un procès qu'il soutenait avec Jean de la Pénrière, prieur de Noirmoutiers, Pierre Bureau, curé de Sainte-Catherine de Beauvoir-sur-Mer, Jean de Châteignier, écuyer, et plusieurs autres, contre Guy Lécuyer, marchand d'Harfleur, auquel ils s'étaient engagés à livrer 3050 charges de sel (acte du Parlement du 28 juillet 1380, X^{ta} 29, fol. 173 v^o). Voy. aussi un Geoffroy Frontdebeuf, dont il est question dans l'Introduction de notre second volume, p. XLVII. Il est encore question de Pierre Frontdebeuf dans un acte de novembre 1370 ci-dessous, en faveur de Pierre Jean et Guillaume Ajaon.

pellania et ejus uxoris, Guidonis Quintini ¹ et ejus uxoris, Guilloti Eusebi et ejus uxoris, necnon et defunctorum Perroti de Castro Ayraut et Gaufridi de Puitailé, qui se nostros reddiderunt rebelles et inimicos, prefato Petro, in dictorum dampnorum suorum necnon serviciorum, per spacium decem annorum et amplius fideliter impensorum, recompensationem, dedimus et concessimus, ac eciam, de nostra speciali gratia certaue scientia, damus et concedimus per presentes, tenendas annisque singulis levandas et imperpetuum possidendas per eundem Petrum ejusque heredes, et ab eo causam habituros, ita videlicet quod, si prenominati rebelles ad nostram reverterentur obedientiam et ad hoc admitteremus eosdem, prefatus Petrus dictas terras, redditus et possessiones eorum, absque tamen jam perceptis et levatis per eundem Petrum, prefatis rebellibus restituet et admittet. Quocirca senescallis Turo-nensi et Andegavensi, ceterisque justiciariis et officiariis nostris, presentibus et futuris, aut eorum locatenentibus, et eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, earumdem serie litterarum, mandamus, cuilibet dictorum senescallo-rum in sua senescallia dumtaxat committendo, quatinus eidem Petro eo casu dictas Lx^{ia} libras terre seu annui et perpetui redditus in et super dictis terris, redditibus et possessionibus prenominatorum rebellium, aut alterius eorumdem, ad nos, ut dictum est, pertinentibus, in loco pro nobis minus dampnoso et utiliori pro dicto Petro, tradant, deliberent et assignent, eundemque Petrum in possessione et saisina hujusmodi terrarum, reddituum et possessionum sibi sic assignatorum et deliberatorum, ex parte et auctoritate nostra, ponant et instituant aut poni et

1. Une partie des biens confisqués sur Guyon Quentin avait été donnée déjà, en septembre 1369, à Alais de Brizay (voy. le vol. précédent, p. 410). De même pour Pierre de Châtellerault, nommé plus bas. Sa terre de Saint-Clair avait été octroyée à Jean, comte de Sancerre, en octobre (*id.*, p. 424).

institui realiter et de facto, ipsumque Petrum ejusque heredes, seu causam habentes, prefatis terris, redditibus et possessionibus, usque ad dictam summam LX^a librarum terre, uti et gaudere publice faciant et permittant, omni impedimento, si quid forsitan contra presentem gratiam, donum seu recompensationem nostram, appositum extiterit in eisdem, penitus amovendo. Quod ut firmum, etc. Salvo in omnibus jure nostro et quolibet alieno. Datum in hospicio nostro Sancti Pauli juxta Parisius, anno Domini M^o CCC^o LXIX^o regnique nostri sexto, mense decembris.

Sic signata. Per regem in Requestis suis. J. de Remis. L. de Faya. Visa.

CCCCLXXXV

Don à Jean Adeuil, écuyer, de cent livres tournois de rente, à prendre sur des biens et terres sis dans les châtelainies de Mirebeau et de la Guerche, confisqués sur plusieurs Poitevins, partisans déclarés du roi d'Angleterre (JJ. 100, n^o 276, fol. 80 v^o).

Décembre 1369.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, à nous avoir esté expousé de la partie de nostre amé Jehan Adeuyl¹, escuier, que, comme il nous ait longuement et loyalment servi en noz guerres et ailleurs, et pour cause

1. On pourrait tout aussi bien lire Adenyl ; mais on retrouve ce nom ailleurs écrit Adeulh. C'est dans l'un des registres de comptes de Jean, duc de Berry, comte de Poitiers. Jean Adeuil y est qualifié d'écuyer et échanson du duc, demeurant à Poitiers. Une première fois, il reçoit « tant comme don du duc de Berry qu'en récompense des frais, missions et despens qu'il a faiz avec Jean Chaveleau, en poursuivant certains traitez, pour le dit duc, au pays de Poitou, 80 livres tournois. » Quittance du 20 avril 1372 (KK. 251, fol. 75). Une seconde fois, « pour ses fraiz et despens, en alant de Poitiers porter lettres de parmond. seigneur à messire Loys de Harecourt, au sire de Parthenay et autres ses feaux, ou pays de Poitou, 6 livres tournois » (Quittance dud. Jean, le 10 août 1372, *id.*, fol. 90 ; voy. aussi les fol. 96 v^o et 101 du même registre). Au mois d'août 1374, Jean Adeuil servait le duc de Berry au siège du château de Lusignan (KK. 252, fol. 8 et 16 v^o).

d'icelles ait esté moult grevé et dommagiez, et y ait perdu la greigneur partie de son vaillant, et il [soit] ainsi que Jehan du Vergier ¹, les airs Jehan Païen ², de Partenay, Perrot du Delfens, Guiot Quentin, Hilairét Larchier ³, Jehan Bonneron, les hoirs Pierre de Chasteleraut, les hoirs Gieffroy de Teyl, chevalier, les hoirs maistre Aymery du Teyl, la femme feu Jehan Codeluz ⁴, Bertaut David, de Poitiers, Aymery d'Argenton ⁵, chevalier, et Jehan de Dercé ⁶, qui ont et tiennent en nostre royaume certaines terres et possessions, seans en la chastelerie de Mirebeau,

1. Sans doute Jean III, fils de Jean II, seigneur du Vergier, sur lequel M. Beauchet-Filleau donne un certain nombre de renseignements, entre les années 1368 et 1406. Il avait épousé, suivant cet auteur : 1^o, le 16 janvier 1355, Jeanne Bouquin; 2^o, avant le 10 février 1370, Jeanne Massoteau (*Dict. des familles du Poitou*, t. II, p. 785). M. de Fouchier mentionne Philippe Seignoreau, veuve d'un Jean du Vergier, laquelle possédait en 1380 un hôtel à Massogne (*La baronnie de Mirebeau*, p. 205).

2. Un Jean Payen est mentionné dans deux actes du Parlement, des 7 mai et 1^{er} juin 1375, en qualité de commissaire du roi et du bailli des Exemptions de Poitou, Maine et Anjou (X^{1a} 24, fol. 10 et 56 v^o).

3. On trouve mentionné, dans les comptes de l'hôtel du duc de Berry, Hilaire Larcher, marchand de draps à Poitiers, pour avoir vendu à ce prince, en juillet 1373, cinq aunes d'écarlaté et autres marchandises (Arch. nat., KK. 251, fol. 119). Le 13 mai 1374, Hilaire Larcher, bourgeois de Poitiers, acheta, moyennant huit livres, une rente de dix-huit sous sur une maison et un verger situés aux Granges, en la paroisse de Saint-Germain (Archives de la ville de Poitiers, F. 43). Ce personnage ou un homonyme devint maire de cette ville, en 1390, 1391 (Bibl. nat., ms. fr. 20084). Un registre conservé aux Archives de Poitiers (K. 4) donne un état sommaire des travaux exécutés dans la ville pendant sa mairie. Voy. aussi un acte du 16 août 1388, relatif à Hilaire Larcher (*id.*, C. XIII, n^o 4, p. 66).

4. Nommée ci-dessous la Codeluce, sœur de Jean Guérineau (acte de novembre 1370 en faveur de Pierre, Jean et Guillaume Ajaon, de Mirebeau).

5. Par lettre du 25 octobre précédent, Jean de Saint-Pierre avait eu déjà une partie de sa confiscation. (Voy. le vol. précédent, p. 416, 417 et la note, et notre tome II, p. 411 n., 335 n., 336 n.)

6. Jean de Dercé, chevalier, seigneur de Saint-Loup. Nous le retrouverons plus loin avec son neveu, de même nom et prénom (acte de novembre 1370, en faveur de Jean Bouin, garde de la ville de Mirebeau). Le 3 septembre 1373, le duc de Berry accorda aux habitants de Saint-Loup (Deux-Sèvres), la remise d'un fouage en récompense de leur récente soumission. (Arch. nat., KK., 251, fol. 105).

ou pais d'Anjou, et en la chastelerie de la Guerche, ou pais de Touraine, c'est assavoir le dit Jehan du Vergier à cause de sa femme, les diz hoirs du dit Jehan Paien, de Partenay, à cause de eulz et en leurs noms, le dit Perrot du Deffens, à cause de sa femme, ledit Guiot Quentin, en son nom et à cause de sa femme, le dit Hylairer Larchier, en son nom et à cause de sa femme, le dit Jehan Bonneron, en son nom, les diz hoirs de Pierre de Chastelleraut, en leurs noms, les diz hoirs Gieffroy du Teil, chevalier, les diz hoirs maistre Aymery du Teyl, en leurs noms, la dite femme feu Jehan Codeluz, le dit Bertaut David, de Poitiers, le dit Aymery d'Argenton et le dit Jehan de Dercé, en leurs noms, valens la somme de cent livres tournois de rente par an, ou environ, soient demourans ou duchié de Guienne, tenans le parti des ennemis de nostre royaume et avec Edouart d'Angleterre, soy disant duc de Guienne, et ses gens ou aliez, en faisant guerre ou autrement, en soustenant, aidant et confortant nos diz ennemiz contre nous. Pour la quelle chose, les terres et biens dessus diz et quelconques autres choses que les dessus nommés ont en nostre royaume, les quieulx ilz ont fourfaiz, en commettant delit ou crime de lese majesté en ceste partie envers nous, nous sont acquis et confisqués de plain droit. Et pour ce, le dit Jehan nous a humblement supplié que de et sur les terres et choses dessus dites, à nous, comme dessus est dit, confisqués et acquises, nous li veussions faire recompensacion des dites pertes et dommages. Pour coy nous, consideré les choses dessus dites, inclinans favorablement à la supplicacion du dit Jehan, li avons donné et donnons, de certaine science et grace especial, par la teneur de ces presentes, en recompensacion des dommages et pertes dessus dites, les terres et possessions dessus spécifiées et contenues, avec toutes les appartenances et tous les autres biens, que les dessus nommés ont et tiennent es lieux dessus diz, jusques à la somme et valeur

des c. livres tournois de rente dessus dictes, à nous, pour les causes dessus dites, acquises et confisquées, comme dit est, à prendre, avoir et tenir perpetuellement et hereditablement, pour li et ses hoirs et pour ceulx qui de lui auront cause, ou cas que il aura autant perdu comme monte ou vault la somme des cent livres tournois de rente dessus dites. Toutevoiez nostre entente n'est pas que, se par traictié de pais ou d'accort, ou par quelque autre voye ou maniere que ce fust, les dessus nommés ou aucuns d'eulz revenoient à leurs dites terres, que pour ce nous soions tenuz à ycelui Jehan de restitution ne de compensacion aucune. Si donnons en mandement, par la teneur de ces presentes, à nos amez et feaulz les gens de noz comptes à Paris, aus seneschalx de Tourainne et d'Anjou, et aussi à tous receveurs, collecteurs, commis et deputez, ou à commettre et deputer, sur le fait des dites confiscacions, qui à present sont et qui pour le temps avenir seront, et à chascun d'eulz, en commettant, se mestier est, que ou cas dessus dit ilz mettent le dit Jehan en possession et saisine des terres et possessions dessus dites, jusques à la valeur de la dite somme, en faisant joir et user paisiblement le dit Jehan et ses hoirs, ou ceulx qui de lui auront cause, d'icelles terres et possessions et des appartenances, et avec ce le facent recevoir par les seigneurs à qui il appartendra à foy et hommage des dictes terres et possessions, se mestier est, à telles subjections ou redevances comme pour cause d'icelles appartendra ; et ou cas que hommage nous en seroit deu, le reçoivent à la feauté dedens iii. mois par devers nous, pour nous en faire la foy et hommage, sanz contredit ou empeschement aucun. Car ainsi le voulons nous estre fait, de nostre dite grace especial, nonobstant autres dons par nous fais au dit Jehan, et ordenances, graces, remissions, mandemens ou lettres quelconques, subrepticement empetrées ou à empetrer de nous ou de nostre court, à ce contraires. Et pour ce que ce soit fermé,

etc. Sauf, etc. Donné en nostre hostel de Saint-Pol lès Paris, l'an de grace mil ccc. lxiix, et de nostre regne le sisieme, ou mois de decembre.

Par le roy, en ses Requestes. P. de Vergny. L. de Faya. Visa.

CCCCLXXXVI

Révocation du don du manoir de Silly, obtenu frauduleusement par Robert Frétart, et restitution dudit manoir à sa mère, Philippe de Montjean, dame de Sautonne (JJ. 100, n° 280, fol. 82).

Décembre 1369.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir receu l'umble supplicacion de Philippe de Montjehan, dame de Sautonne ¹, contenant que, comme jà pieça, pour secourir à la povreté et misere de Robert Fretart, son filz, prisonnier de noz ennemis ou fort de Montbason, elle, meue d'amour naturele, eust vendu son hostel de Sillé et appartenances d'icellui, qui estoit son propre heritage, à feu Pierre du Saut ², chevalier, par la mort duquel chevalier le dit heritage eschey et descendi à sa femme et à feu Jehan du Saut, chevalier, filz du dit feu Pierre du Saut, et de rechief, par la mort du dit feu Jehan du Saut, à Germon du Saut, chevalier, et à Geffroy du Saut, son frere, demourans en Guyenne, noz ennemiz et rebelles, par le consentement des quelz Germon et Geffroy, le fort de la Mote de Baussay a esté prins et occupé par noz ennemiz, qui de jour en jour font guerre contre nous et noz subgiez. Et pour ce, la dite suppliante, pour aucunement estre remunerée de ses dommages et depers, eust envoyé par devers nous le dit Robert,

1. Nous avons consacré une notice à cette dame, dans notre volume précédent, p. 365 n.

2. Voy. *id. ibid.*, p. 406.

3. Sur ce personnage et sa famille, voy. *id. ibid.*, p. 320, 333 n., 366 et note, 403 n., 428, 429.

son filz, à tout une certaine supplicacion ou requeste, contenant en effect et en substance que le dit manoir et appartenances d'icelluy voulsissions à elle et à son dit filz donner et octroier, comme à nous confisqué et acquis par les causes et moiens dessus diz, et il fust ainsy que le dit Robert, son filz, frauduleusement et par desordenée et dampnable convoitise et avarice, fist faire la dite requeste en son propre et privé nom, en taisant du tout le fait de sa dite mere, qui pour lui a bien esté adommagée de la valeur de mil frans et plus ; et par importunité nous, non sachans la fraude et malice du dit Robert, lui donnasmes et octroiasmes le dit manoir et appartenances pour lui et pour ses hoirs, par noz lettres en las de soie et cire vert ¹, et qui pis est, le dit Robert, en sa dernière volenté, pour desheriter sa dite mere, a donné et transporté ycelui heritage à sa femme et àuz hoirs d'icelle, ce que faire ne povoit ne devoit, attendu la fraude dessus exprimée, si comme la dite suppliante nous a fait exposer, requerans sur ce nostre grace et misericorde. Pour ce est il que nous, consideracion eue aus choses dessus dites et par especial à la fraude du dit Robert, et à ce que plus convenable chose est que la dite suppliante retourne en son dit heritage que ce que il fust appliqué à ceulz qui onques en ycelui ne orent aucun droit, attendu aussi les grans pertes et dommages que elle a euz et soustenuz par le fait de noz guerres, et en remuneracion d'icelles, à icelle avons donné et octroié et par ces presentes donnons et octroions, de grace especial et certaine science, le dit hostel de Sillé et appartenances d'icellui, à le tenir et posséder par lui et par ses hoirs heritablement et à tous jours, ou cas dessus dit, pourveu toutes fois que, se aucun traictié ou accord se faisoit entre nous et nos ennemis, par lequel ceus qui auroient tenu leur parti deussent retourner à leurs heritages,

1. Il s'agit des lettres de mai 1369 publiées dans notre précédent vol., p. 365, 367.

nous ne soions aucunement tenus à en faire recompensation à la dite suppliante, ne à ceus qui de lui auront cause. Si donnons en mandement au seneschal de Touraine, ou à son lieutenant à Loudun, en commettant, se mestiers est, que la dite suppliante mette en possession et saisine du dit manoir, hostel et appartenances, et d'iceulz le face joir et user paisiblement, nonobstant don, alienacion ne transport fait du dit heritage à la femme du dit Robert, par la maniere dessus dite ; les quels don, alienacion et transport nous rappellons et annullons par ces presentes, par les quelles nous mandons à noz amés et fealx gens de noz comptes à Paris et à tous commis et deputés sur le fait des dites confiscacions, que de nostre presente grace la facent et seuffrent joir et user paisiblement. Et pour ce que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné en nostre hostel lez Saint Pol, à Paris, l'an de grace mil ccc. **LXIX**, siziesme de nostre regne, ou mois de decembre.

Par le roy en ses requestes. P. Briet.

CCCCLXXXVII

Don à Guillaume de Plagny, écuyer, de la terre de la Roche-du-Maine en Loudunais, confisquée sur Baudouin de Plagny, son frère, qui servait sous le prince de Galles contre le roi de France. (JJ. 100, n° 395, fol. 124.)

Décembre 1369.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, à nous avoir esté signyfié de la partie de Guillaume de Plagny, escuyer, que, comme il nous ait servi longuement et loyaument en nos guerres et ailleurs, et pour cause d'ycelles ait esté moult grevez et domagez, et y ait perdu la gringneur partie de sa chevance, et il soit ainssy que Baudoin de Plagny, frere du dit signyfiant, qui a et tient es partiez d'Anjou certeine terre et possessions seans en Loudunoys,

apellé la Roche de Mainne ¹, valant XL. livres tournois de rente ou environ, soit demourant en Guyenne, tenant le parti des anemis de nostre royaume, et avecques Edouart d'Angleterre, soy disant duc de Guyenne, et ses gens ou aliez, en faisant guerre ou autrement, en soustenant, aydant et confortant nos dis ennemis contre nous ; pour laquelle chose, la terre et biens dessus nommés et quelcunques autres choses que il ha en nostre dit royaume, les quelz il a fourfais en commettant delit ou crime de lese majesté en ceste partie envers nous, nous sont acquis et confisqués de plain droit ; et pour ce, le dit Guillaume nous ait humblement supplié que de et sur la terre et choses dessus dites, à nous, comme dessus est dit, confisqués et acquises, nous li vueillons faire recompensacion de ses dictes pertes et dommages. Pour quoy nous, consideré les choses dessus dictes, inclinans favorablement à la supplicacion du dit Guillaume, lui avons donné et donnons, de certainne science et grace especial, par la teneur de ces presentes, en recompensacion des pertes et choses dessus dictes, la terre et possessions dessus dictes avecques toutes ses appartenances et tous les autres biens que le dit Baudoin a et tient ou lieu dessus dit, jusques à la somme des XL. livres tournois dessus dis de rente, à nous pour les causes dessus dites acquises et confisquez, comme dit est, à prendre, avoir et tenir perpetuellement et hereditablement et ses hoysrs, et pour ceulz qui de lui auront cause, comme sa propre chose, ou cas qu'il aura autant perdu comme monte le somme des XL. livres tournois de rente dessus dites. Toutevoyes nostre entente n'est pas que, se par traytié de pais ou d'acort, ou par quelconque autre voye ou maniere que se feust, le dit Baudoin revenoit à la dite terre et appartenances, que pour ce nous soyons tenus de faire à ycelui Guillaume restitution ne recompensacion aucune. Si don-

1. Ce fief relevait de la baronnie de Faye-la-Vineuse.

nous en mandement, par la tenetir de ces presentes, à nos amés et fealz les gens de nos comptes à Paris, et aus seneschauz de Thouraine et du Mainne, et aussy à tous receveurs, colecteurs, commis et deputés, ou à commettre ou depputer, sur le fait des dictes confiscacions, qui à present sont et qui pour le temps avenir seront, ou à leurs liez tenans, et à chascun d'eux, en commettant, se mestier est, que, ou cas dessus dit, ilz mettent le dit Guillaume en possession et saisine de la terre et possessions dessus dites royaument et de fait, jusques à la valeur des XL. livres tournois de rente dessus dite, en le faisant et laissant joir et user perpetuellement et paisiblement, et ses hoirs, et ceulz qui de li aurtont cause, d'ycelle et de ses appartenances et deppendances, comme de son propre heritage, et avec ce le facent recevoir par les seigneurs à qui il appartendra à foy et hommage de la terre et possessions dessus dictes, se mestier est, à telle subjection ou redevance comme pour cause d'ycelle terre appartendra ; et ou cas que hommage nous en seroit deu, le recevoir à la feauté et le renvoient dedens un. moys par devers nous, pour nous en faire la foy et hommage, sens contredit ou empeschement aucun. Car ainsy le voulons nous estre fait de nostre grace especial, non obstant autres dons par nous fais au dit Guillaume, et ordenances, graces, remissions, mandemens ou lettres queconques subreptices à ce contraires. Et pour ce que, etc. Sauf, etc. Donné à Paris, en nostre hostel lès Saint Pol, l'an de grace mil CCC.LXIX, et de nostre regne le vr^e, ou mois de decembre.

Par le roy en ses requestes: P. de Vergny. — Visa. L. de Faya.

CCCCCLXXXVIII

Don à Jean Chauveteau, de Brossac, des biens confisqués sur Denis de La Touche, en Anjou. (JJ. 400, n^o 26, fol. 46 v^o.)

4 janvier 1370.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir,

nous avoir receu l'umble supplication de Jehan Chauveteau, de Brochessac, contenant que comme il ait esté et soit bon françois et loyal, et tous dis tenu nostre parti, et pour ce ait perdu ses maisons, terres, possessions et demainnes estans près du fort de Viers¹, qui est en la frontiere de Guyenne, lequel fu prins et detenu longuement par noz ennemiz; pour occasion de laquelle chose il est miz à telle povreté qu'il n'a de quoy vivre ne dont soustenir son petit estat, si comme il dit, en nous suppliant humblement que sur ce luy veuillons pourveoir, et en remuneracion de ce lui donner et octroyer les terres, rentes et autres possessions que soloit tenir en la duchié d'Anjou Denys de La Touche, à nous confisquées et acquises par la fourfature du dit Denys qui s'est rendu nostre ennemi et rebelle, en tenant le parti de Edouart d'Angleterre et de Edouart, son fil ainsné. Les quelles possessions par comune estimacion ne puent pas valoir par an x. livres tournois ou environ. Nous, eue consideracion aus choses dessus dictes, voulans le dit Jehan estre relevé de partie de ses dommages, à icelui avons donné et octroyé, donnons et octroyons, de certaine science et grace especial, par ces presentes, les diz heritages du dit Denys, à tenir et poursevir par lui ou ses hoirs, ou ayans cause de luy hereditablement, en la maniere que les tenoit le dit Denys, avant qu'il se rendist nostre ennemi ou rebelle. Pourveu que, se par paix, accort ou traité fais entre nous et les diz Edouars, ou autrement, avenoit que chascun revenist à sa terre, il ne nous puist pour ce demander aucune restitution. Si

1. Il y a dans la commune de Thurageau en Mirebalais un hameau de Brossac et un hébergement de Villiers (aujourd'hui ferme) qui a pu être fortifié au XIV^e siècle; mais on ne saurait affirmer qu'il s'agisse de cette dernière localité. Peut-être même serait-il plus sûr d'identifier ce lieu avec Vihiers (Maine-et-Loire), dont le nom est souvent écrit *Viers* dans les textes de l'époque, et où il y avait certainement un château fort. (Voy. C. Port, *Dict. hist. et géogr. de Maine-et-Loire*, t. III.) Vihiers put tomber au pouvoir des Anglais, lors de l'expédition du comte de Pembroke sur Saumur, en septembre 1369. (Froissart, édit. Luce, t. VII, p. LXXXI, et 189-190.)

donnons en mandement au seneschal d'Anjou et du Maine, et à tous les autres justiciers de nostre royaume, ou à leurs lieux tenans, presens et avenir, que le dit Jehan mettent ou facent mettre en possession et saisine des dictes possessions du dit Denys et en icelles le gardent et maintiengnent, en l'en faisant joir et user paisiblement, et contre la teneur de nostre presente grace ne le contraignent ou molestent en aucune maniere. Et que ce soit, etc. Sauf, etc. Donné à Paris, le iii^e jour de janvier l'an de grace mil ccc. soixante neuf et de nostre regne le vi^e.

Ainsi signée : Par le roy en ses requestes. De Beaufou.
— Visa. L. de Faya.

CCCCLXXXIX

Lettres de rémission et sauvegarde octroyées à l'abbé et aux religieux de Saint-Léonard de Ferrières. Menacés d'être chassés et de voir leur abbaye rasée, ils avaient dû, cédant à la violence, prêter serment de fidélité au prince de Galles, se reconnaître ses sujets, bien qu'ils fussent du ressort de Loudun, et se retirer à Thouars. (JJ. 100, n° 400, fol. 125.)

Janvier 1370.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir receu l'unble supplicacion de noz bienamez les povres religieux, abbé et convent de Saint-Lienart de Ferrieres¹, contenant que comme ils fussent,

1. Les renseignements sur l'histoire de l'abbaye de Saint-Léonard de Ferrières sont très rares. Le *Gallia christiana* lui consacre une notice de quatre lignes et donne une liste de ses abbés, qui ne comporte guère qu'une colonne ; il n'y en a pas un seul de mentionné pour le xiv^e siècle (t. II, col. 1296). Aussi ne nous saura-t-on pas mauvais gré d'indiquer ici deux documents qui l'intéressent, bien qu'ils ne se rapportent pas à la période qui nous occupe actuellement. En 1333, les religieux et le procureur du roi joint avec eux poursuivaient Jean de Mage, Guillaume Bouyer, Jean de Champagne, Guillaume Couteau, Hilaire Richardeau et autres complices qui, en troupe et armés, avaient fait irruption dans la maison de Philippe Raoulin, frère donné de ladite abbaye, y avaient tout brisé ou emporté, emmenant ledit Raoulin de prison en prison, malgré la sauvegarde royale qui protégeait l'abbaye et tous ses membres. (Mande-

soient et aient esté d'ancienneté, et de tel temps qu'il n'est memoire du contraire, en et du ressort de nostre chastel et chastelenie de Lodun en Tourainne, et pour ce que la dite abbaye et ses appartenances estoient et est assise en plat pais, ès metes et marches d'Anjou, de Thourainne et de Poitou, depuis III. ans ou environ, pour les grans griés, dommages et empeschemens que le senescal de Poitou donnoit et faisoit donner chacun jour aus dis religieux, à leurs gens et officiers, et que de fait vouloit faire abatre et arraser la dite abbaye, pour ce qui disoit et maintenoit ycelle estre assise ou duchié de Guienne, et que les dis religieux ne lui vouloient donner obeissance, en maintenant par eulx et disant le contraire, et que il estoient du ressort dessus dit ; pour quoy causans les merveillex empeschemens du dit senescal, comme yceulz religieux ne peussent vivre en pais ne faire le divin service, il leur a convenu, comme contrains à ce oultre leur gré et contre leur volenté et raison, faire serment et obeissance au dit senescal, ou non et pour le prince de Galles, et que il soient alez demourer en la ville de Thouars, estant ou duchié de Guienne, distant de leur dite abbaye à troys lieues ou environ, et en ycelle ville prendre leur retrait et demou-

ment au bailli de Touraine de se saisir des coupables et d'instruire leur procès, 28 juin 1333, X^{2a} 3, fol. 177 v^o.) On retrouve encore la mention de l'abbaye de Ferrières, douze ans plus tard, dans les registres de la cour, à propos de deux causes d'appel qu'elle soutenait contre Louis, vicomte de Thouars, et sur lesquelles il n'est fourni aucun détail. Le 11 juin 1343, le Parlement avait autorisé les parties à faire un accord sans amende (X^{4a} 9, fol. 389), et comme il n'y fut pas procédé alors, la permission leur fut renouvelée le 5 avril 1345, à condition que l'affaire fût réglée aux jours du Poitou de la prochaine session (X^{4a} 10, fol. 185 v^o).

M. Alfred Richard a tout récemment publié le plus ancien document authentique, daté de 1256, qui ait survécu du chartrier de l'abbaye de Ferrières, et rectifié les erreurs grossières propagées par le prétendu Jean de la Haye, dans ses *Mémoires et recherches de France et de la Gaule Aquitannique*, touchant la fondation et les origines de cet établissement. (*Note sur quatre abbés poitevins du nom de Billy*, dans le Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 3^e trimestre de 1886.)

rance, pour ce que plus ne povoient demourer en leur diete, abbaye, pour raison et occasion de la guerre lors meue ou dit duchié de Guyenne, jasoit ce que les dis suplians et leurs officiers en cuer et en volenté soyent et aient esté tousjours bons et loyalz françois, et n'orent onques ne aient autre propos et volenté. Neantmoins pour yceulz serement et obeissance par eulz fais et prestez en ce temps au dit senescal, ou nom et en la maniere que dit est, les dis suplians et leurs officiers se doubtent avoir encouru nostre indignacion ou autrement avoir fait offense contre nostre royal majesté, et pour ce nous ont fait humblement supplier que, considéré les grans griefs, la contrainte et notables empeschemens dessus dis, nous leur vousissons estendre sur ce nostre grace et misericorde. Nous adécertes, ces choses considerées, meuz de pitié et de compacion, aux diz religieux et leurs officiers, et chascun d'iceulz, le fait, dessus dit et tout ce qui en peut et porroit dependre, avec toute poine et offense corporelle, criminelle et civile, en quoy euls et chascun d'euls auroient et porroient avoir encouru envers nous, comment et par quelque maniere que ce soit, pour raison et occasion des choses dessus dites, avons quittié, remis et pardonné, quittons, remettons et pardonnons, de nostre certainne science, grace especial, plaine puissance et auctorité royal par ces presentes, et les restituons à leur dite eglise, au païs, à leur bonne renommée et biens quelconques. Et en ampliant nostre dite grace et pour greigneur seurté, nous les diz religieux, leur dite abbaie et membres d'icelle, et leurs officiers avons prins et mis, prenons, mettons et recevons par ces mesmes presentes en nostre protection et sauve garde especial, avecques toutes leurs possessions et biens quelconques. La quelle nostre sauve garde nous voulons, à la requeste d'iceuls religieux, pour la seurté et defense d'iceuls et à la conservacion de leurs diz biens, estre publiée et notifiée par tout où il appartendra. Si donnons en mandement au

senescal d'Anjou et de Touraine et à tous noz autres justiciers et officiers, presens et avenir, à leurs lieux tenans et à chascun d'iceulz, que les diz religieux et leurs officiers, et chascun d'eulz, facent, sueffrent et laissent joir et user plainement et paisiblement de nostre presente grace, remission et octroy, sanz les molester ou empescher ne aucuns d'iceulz souffrir estre molesté ou empeschez pour raison des choses dessus dites ou d'aucunes d'icelles, ores ne ou temps avenir ; et se aucuns des biens de la dite eglise et de leurs officiers, ou de l'un d'eulz, estoient pour ce prins, saisis, arrestez, donnez, distraiz ou alienez, ou leurs corps et d'iceulz leurs officiers, ou de l'un d'eulz, pour ce emprisonnez ou empeschez, nous voulons et mandons yceulz estre mis sanz aucun delay à plainne delivrance. Et pour ce que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné au Bois de Vincennes, l'an de grace mil ccc. Lxix, et de nostre regne le vi^e, ou mois de janvier.

Par le roien ses requestes. P. de Montyon.— Visa. Fileul.

CCCCXC

Don à Jean de Villemur des châteaux de Gençay et de Plassac, encore occupés par les Anglais. (JJ. 100, n° 804, fol. 240.)

2 mars 1370.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, pour consideration des bons et agreablez servicez que nostre amé et feal chevalier, Jehan de Villemur¹, nous a fais le temps passé, fait encores chascun jour et esperons qu'il nous face ou temps avenir, à ycellui

1. Quelques jours auparavant, le 23 février 1370, Charles v avait déjà fait don à Jean de Villemur du château et de la ville du Blanc-sur-Creuse, qu'il venait de prendre et de remettre sous l'obéissance du roi (JJ. 100, n° 292, fol. 85). Il est vrai qu'un acte du mois de décembre de la même année (*id.*, fol. 222, n° 751), porte révocation de cette largesse, avec promesse de compensation, et fait cession dudit château à Guy et à Guillaume de La Trémoille, sous prétexte qu'il avait appartenu à leurs ancêtres maternels. Nous publierons ces lettres de don à leur date. Jean était fils du vicomte de Villemur et avait un

chevalier pour lui, pour ses hoirs et pour ceulz qui de li ont ou auront cause, avons donné et octroyé et par ces presentes donnons et octroions de grace especial, certaine science et de nostre auctorité royal, li chastiaulz de Gensay et de Plasac avecques les appartenances et appendences de yceulz chastiaulz, jusques à la somme de m. livrées de terre à parisis, qui furent, c'est asavoir le dit chastel de Gensay de Adam Chel, dit d'Agorisses ¹, chevalier anglois, nostre anemi et rebelle, et le dit chastel de Plasac de feu Jehan de Chandos,

frère nommé Robert. Leroi leur fit encore don à tous deux, le 24 avril 1370, des biens meubles et immeubles confisqués sur Bego de Marcenac dans le Rouergue et le Caoursin (JJ. 100, n° 819, fol. 244 v°). Suivant Froissart, Jean de Villemur guerroyait, au commencement de 1369, sur les frontières du Limousin, de l'Auvergne et du Quercy, sous les ordres de Jean duc de Berry, avec Jean d'Armagnac, Roger de Beaufort, les seigneurs de Beaujeu, de Villars et de Chalançon. Le 21 août 1370, lorsque Limoges, assiégée par les Français, fit sa soumission au duc de Berry, grâce à l'entremise de l'évêque, Jean de Cros, ce prince en confia la garde à une garnison de cent lances commandée par Jean de Villemur, Hugues de la Roche et Roger de Beaufort. Mais ces trois chevaliers ne purent repousser l'attaque du prince de Galles, qui vint assiéger Limoges, dès le 14 septembre suivant, et la reprit d'assaut le 19, livrant les habitants au massacre et leurs maisons au pillage. Jean de Villemur et les deux autres capitaines tombèrent au pouvoir du vainqueur (édit. S. Luce, t. VII, p. 57, 141, 144). Cet échec grave ne fut pas étranger peut-être à la révocation du don de la ville du Blanc, dont il est question ci-dessus. Dès lors le rôle de Jean de Villemur dans les événements militaires paraît à peu près terminé, et il ne survécut pas longtemps. Nous ne savons pas exactement la date de sa mort ; elle eut lieu toutefois avant le 15 mai 1375. Il laissait deux enfants en bas âge, Jacques et Jean de Villemur. Leur oncle Robert leur fit nommer par le Parlement deux tuteurs et curateurs pour leurs procès. Armand Gruyer et Jean Cadeau, procureurs au Parlement. (Lettres de cette date, X^{ta} 24, fol. 61 v°.)

1. Grâce aux présentes lettres, M. Luce, le premier parmi les éditeurs de Froissart, a donné le véritable nom de ce chevalier anglais qui était resté un mystère pour ses devanciers. (Edit. de Froissart, t. VII, p. LIV, note 2.) Originaire du pays de Galles, marié en Poitou à la dame de Mortemer, veuve de Guy Sénéchal, sur laquelle nous donnerons quelques renseignements dans un autre endroit de ce volume, Adam Chel, que Froissart appelle messire d'Aghorisses, et dont le nom est souvent défiguré dans les actes de l'époque jusqu'à prendre la forme Gregoriset ou Gregoriser (ci-dessous, p. 47), fut l'un des principaux acteurs des événements de notre province dans les guerres dont elle fut le théâtre à cette époque. Il figurera fréquemment dans les actes publiés dans le présent volume. De Gençay, dont il est question ici, il avait fait une place

chevalier anglois, qui nagaires est mors nostre anemi et rebelle ⁴, à tenir, avoir et posséder les dis chastiaulz avec leurs appartenances et appandances, jusques aux dictes mil livrées de terre par le dit Jehan de Villemur, ses hoirs et successeurs et aianz cause, à tous jours perpetuelment. Si donnons en mandement aus senescalx de Poitou et de

tellement forte et si bien défendue par la garnison qu'il y entretenait, qu'elle brava les attaques des capitaines français et même de Du Guesclin, longtemps après que le reste du Poitou eût été évacué par les Anglais. Elle résista plus longtemps même que Lusignan, et nous verrons qu'elle ne capitula qu'au mois de février 1375. Jean de Villemur par conséquent ne profita jamais de la libéralité de Charles v.

Nous allons résumer très brièvement, d'après Froissart, les faits de guerre auxquels le seigneur d'Agorisses se trouva mêlé. Vers le mois d'août 1369, il fut battu avec Simon Burleigh et la garnison anglaise de Montreuil-Bonnin, suivant la *Chronique normande* (édit. A. et E. Molinier, p. 192), par sept cents Français ayant à leur tête Jean de Bueil, Guillaume des Bordes, Louis de Saint-Julien et Jean de Kerlouet, dans un combat livré près de Lusignan. Les deux chefs anglais demeurèrent prisonniers. (Edit. Luce, t. VII, p. 120, 121.) Adam Chel prit part aussi au siège de Moncontour, défendit la Rochelle et Soubise, assista au combat de Niort, où il se renferma et dont il fut l'un des capitaines, de septembre 1372 à mars 1373. Enfin il combattit à Chizé, où il demeura prisonnier de Du Guesclin, le 21 mars 1373. (Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. VIII, p. 88, 139, 147, 165, 210, 218, 220, 225-234.) Rendu à la liberté, on ne sait au bout de combien de temps, il s'enferma dans son château de Gençay. Les registres du Trésor des chartes contiennent un assez grand nombre d'actes relatifs au sieur d'Agorisses; la plupart sont des donations de biens confisqués sur lui et sa femme, preuve qu'il avait fait des acquisitions importantes en Poitou et en Saintonge, ou que le prince de Galles s'était montré généreux envers lui. Parmi ceux dont le texte ne figure point dans le présent volume, nous citerons le don fait à Perrotin Darc, bourgeois de la Rochelle, de trois cents livres de rente sur la terre de la Sauzaie, paroisse de Saint-Xandre, dans le grand fief d'Aunis. (Lettres du 20 avril 1370, JJ. 100, n° 808, fol. 240 v°.) Cette terre était devenue la propriété d'Adam Chel, parce que Durmas de Sainte-Maure, chevalier, son prisonnier, ruiné par trois rançons successives, s'était vu obligé de la lui céder pour racheter sa liberté. Ce chevalier qui servait sous Du Guesclin, dans son expédition en Poitou et en Saintonge, obtint de Charles v restitution de ladite terre par lettres du 10 septembre 1372 (JJ. 103, n° 184, fol. 97 v°). Après la reddition de Gençay, le sire d'Agorisses retourna en Angleterre et y emmena sa femme. Celle-ci ne revint en Poitou qu'en 1398, sans doute après la mort de son mari.

4. On sait que Jean Chandos avait pris possession du Poitou au nom du roi d'Angleterre, en septembre et octobre 1361 (A. Bardonnet, *Procès-verbal de délivrance*, etc.). Nous ne rappellerons pas ici les faits et gestes du célèbre lieutenant du prince de Galles dans notre province, dont il fut sénéchal pendant la seconde moitié de l'année 1369, comme l'a établi M. S. Luce (édit. de Froissart, t. VII,

Xantonge, et à tous nos autres justiciers et officiers subgiez, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à li appartendra, que le dit Jehan de Villemur mettent ou facent mettre realment et de fait en possession et saisine des diz chastiaux et des appartenances et appandances d'iceulz, jusques à la dite somme, et d'iceulz facent, sueffrent et laissent joir et user paisiblement le dit Jehan de Villemur, ses hoirs et successeurs à tous jours perpetuellement, sens leur mettre ou souffrir estre mis aucun empeschement. Pourveu toutevoie que, se par traictié ou autrement les diz chastiaux et appartenances estoyent rendus ou temps avenir, nous ne nos successeurs ne serions tenus d'en faire aucune recompensacion. Et pour ce que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné à Paris, le second jour de mars mil ccc. LXXIX, et de nostre regnè le vi^e.

Par le roy. P. Michiel. — Visa.

CCCCXCI

Don à Louis, sire de Malval, du château et de la châtellenie de Gençay, alors occupés par un chevalier anglais du nom d'Agorissart¹. (JJ. 100, n° 472, fol. 147.)

4 mars 1370.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, comme nostre amé et feal chevalier Loys, sire de

p. LXXV, note). Il portait aussi le titre de connétable d'Aquitaine. Le combat de Lussac, où Chandos fut blessé mortellement eut lieu le matin du jour de l'an, mardi 1^{er} janvier 1370 n. s. Suivant la première rédaction de Froissart, il aurait survécu trois jours, et d'après la seconde, un jour et une nuit seulement, à sa blessure. La tradition constante du pays, d'accord avec Froissart, est que l'illustre guerrier expira à Mortemer (canton de Lussac, Vienne), où il fut enterré et où son tombeau existait encore, dit-on, au commencement de la Restauration. Indépendamment de ce tombeau, un monument fut élevé à l'endroit même où Chandos avait été frappé mortellement, à l'extrémité occidentale du pont de Lussac, aujourd'hui détruit, sur le territoire de la paroisse de Civaux. (S. Luce, *loc. cit.*, p. LXXXVI.) Voy. aussi B. Fillon, *Jean Chandos*, Fontenay, 1850, et L. Delisle, *Histoire de Saint-Sauveur-le-Vicomte*, dont Chandos était seigneur.

1. Gençay fut donc donné à deux jours d'intervalle à deux personnages différents, sans que les secondes lettres révoquent les premières. Il est à peine besoin de constater cette contradiction.

Maleval ¹, qui estoit naguaires de la obeissance de Edouart d'Engleterre et de Edouart son ainsné filz, nos aversaires et ennemiz, et le quel avoit la plus grant partie des ses terres,

Une donation de ce genre ne tirait d'ailleurs point à conséquence immédiate, puisque Gençay était au pouvoir des Anglais. Peut-être le roi voulait-il seulement intéresser deux chevaliers entreprenants à la reprise de cette place forte.

1. Louis de Malval était seigneur de Châtelus dans la Marche et possédait plusieurs autres fiefs importants dans cette province et dans le Limousin. La première mention que nous ayons trouvée de lui est dans une quittance où il reconnaît qu'on lui a fait « restor » de quatre chevaux qu'il avait perdus à la guerre en Gascogne, datée de Caylus, le 22 décembre 1352. Cet acte est revêtu de son sceau, comportant un écu à deux lions affrontés, entouré de trois palmes. (G. Demay, *Invent. des sceaux de la coll. Clairambault*, t. I, p. 589.) Depuis, Louis de Malval assista à la bataille de Poitiers, où il fut fait prisonnier. Après la cession de son pays à l'Angleterre, il servit sous le prince de Galles et l'accompagna en Espagne. Mais il fut l'un des premiers, à la reprise des hostilités entre la France et l'Angleterre, à reconnaître l'autorité de Charles V. Il avait adhéré, dès le 8 juin 1369, à l'appel du comte d'Armagnac contre le prince de Galles (acte orig., J. 612, n. 1513), et reçut, en récompense des biens qu'il abandonnait dans les pays occupés par les Anglais, une rente annuelle de 1000 francs à prélever pendant trois ans sur le Trésor ; au bout de ce temps, elle devait lui être assise sur des terres du domaine (acte daté de Paris, juin 1369, JJ. 100, n° 75, fol. 29.) Cependant son château de Châtelus était resté en son pouvoir, car il y était le 11 septembre 1370, au moment où le prince de Galles, à la tête d'une nombreuse armée, venait assiéger Limoges, qui avait fait, le 21 août précédent, sa soumission au duc de Berry. Ce prince avait chargé, à cette époque, Louis de Malval de différentes missions notées dans les comptes de son hôtel (*Archives nat.*, KK. 251, fol. 24^r et v°, 40 v°). D'autres places qui lui appartenaient en Limousin étaient en même temps redevenues françaises. Après le départ de Limoges des ducs de Berry et de Bourbon (24 août 1370), « demora messire Bertrams (Du Guesclin), dit Froissart, ou pays de Limozin à tout deux cens lances; si se bouta ens es chastiaus le seigneur de Malval qui estoit tournés françois ». (Edit. Luce, t. VII, p. 242.) Mais bientôt après, le prince de Galles ayant repris Limoges d'assaut (19 septembre), les Anglais « en eux retrayant, ardirent une partie de la terre le seigneur de Malval en Limousin et ossi la terre de monseigneur Raimmon de Maruel. » Quelque temps après, nous retrouvons Louis de Malval au siège d'Usson, dans l'ost de Du Guesclin, nouvellement revêtu de l'office de connétable. (Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. VIII, p. 40 et 82.)

A cette époque, il eut à soutenir un long procès entre Guy de Chauvigny, seigneur de Châteauroux et vicomte de Brosse, au sujet de l'héritage d'Eliète de Prie. Il s'agissait de plusieurs châteaux et terres, dont les principaux étaient Eguzon, Arrablay, Châteauclos. Guy de Chauvigny se prétendait le plus proche héritier ; d'autre part, la femme de Louis de Malval était cousine de cette dame, qui d'ailleurs lui avait fait donation de tous ses biens entre-vifs. C'est précisément cette donation que le demandeur attaquait, et

biens et possessions en la duchie de Guyenne, en nous reconnoissant son souverain et naturel seigneur, ait delaissié le service et obeissance des diz Edouard et de son filz, et pour garder sa loyalté soit venus par devers nous en nostre service et faire noz commandemens, et nous ait promis à servir tous jours mès bien et loyalement contre toutes personnes qui puent vivre et mourir, et pour ce le dit chevalier ait esté en ses dites terres et possessions domagiez très grandement par noz diz ennemis ; nous, pour consideracion des choses dessus dites et des bons et agreables services que le dit chevalier et ses

il portait contre son adversaire les accusations les plus graves. Selon lui, au mois de novembre 1362, Louis de Malval, étant lieutenant, capitaine et gouverneur du comté de la Marche, fit mettre sous la main du comte les terres d'Eliète, sous prétexte que son mari, Artaud d'Ussel, avait commis des crimes dans le pays. Puis, poussé par la cupidité, il avait attiré Eliète dans un guet-apens, l'avait séquestrée dans une de ses maisons, le château de la Forêt, et après lui avoir fait endurer une longue suite d'outrages et de tortures, il était enfin parvenu à lui extorquer ladite donation. Maître de la fortune de cette dame, il s'était bien gardé de la mettre en liberté ; il l'avait seulement changée de prison. Conduite au château de Malval, la malheureuse était morte empoisonnée ou étranglée quelque temps après. L'arrêt curieux, auquel nous empruntons ce résumé, est extrêmement long. Nous avons extrait de la défense du sire de Malval quelques détails sur Eliète de Prie qu'on lira plus loin, dans une note consacrée à cette dame. Près de deux ans seulement après la mort d'Eliète, Guy de Chauvigny attaqua la donation et revendiqua l'héritage. Ce fut en 1368 qu'il assigna le sire de Malval devant le sénéchal anglais de Limousin. Puis la guerre survint. Le procès interrompu ne fut repris qu'en 1374. Cette fois, c'était le Parlement de Paris qui était appelé à juger. Sous le coup d'une accusation capitale, Louis de Malval fut emprisonné au Châtelet. Le 20 décembre de cette année, il obtint une sentence d'élargissement, mais dans l'enceinte de Paris seulement et en attendant l'enquête (X^{2a} 8, fol. 437). Au 6 février suivant, on trouve un arrêt de procédure en cette affaire (X^{1a} 24, fol. 216). Le 16 août 1375, elle fut renvoyée à la session suivante (X^{2a} 8, fol. 423). Un an après, jour pour jour, deux conseillers du Parlement reçurent mission de faire l'enquête. De nouveaux ajournements du procès furent prononcés les 18 mai 1378 et 15 novembre 1380. (X^{2a} 9, fol. 13 v°, 103, 221 v°). Enfin, de délais en délais et de renvois en renvois, dix-sept ans après le commencement de l'affaire et onze ans après l'introduction de l'instance au parlement, la cour donna son arrêt définitif, le 2 septembre 1385 (X^{2a} 11, fol. 187 v°, 192 v°). Louis de Malval était déclaré légitime propriétaire des châteaux, terres et biens d'Eliète de Prie, et les accusations de Guy de Chauvigny reconnues mal fondées et calomnieuses.

predecesseurs ont fait à noz predecesseurs roys de France, et fait encores à nous le dit chevalier de jour en jour, et esperons que li et les sienz facent encores ou temps avenir, et pour aucune recompensacion des pertes et dommages qui le dit chevalier a pour nostre fait sostenuz, comme dit est, de nostre auctorité et pleniere puissance royal, certaine science et grace especial, avons donné et octroié, donnons et octroions, par la teneur de ces presentes, au dit chevalier et à ses hoirs et sucesseurs ou aians cause d'eulz, perpetuellement et heritablement, le chasteau et la chastellerie de Genssay, de Poitou, le quel tient et occupe à present, si comme l'en dit, un chevalier anglois de pais du Galles, appelé Gregoriset ¹, soit appartenant au dit Gregoriser ou aultre personne quelconque, soit par don, aschat, transport, eschange, engagement ou par quelque aultre tiltre, couleur ou cause que ce soit, excepté par nostre don ou de noz predecesseurs dessus diz, aveques toute terre, possessions, seigneurie, jurisdiction, rentes, revenues, droits, fiez, arrerefiez, hommages et autres choses quelconques appartenans au dit chastel et chastellerie, par quelque maniere il nous appartiennent ou puissent ou doivent appartenir, comme fourfaiz et acquis de present ou pour le temps avenir, à yceulz chasteau et chastellerie avec ses appartenances et appendences dessus dites avoir, tenir et possider par le dit Loys, ses hoirs et sucesseurs, ou aians cause d'eulz, comme leur propre heritage et matrimoine, volons et au dit Loys octroions que lui et ses diz hoirs ou sucesseurs, ou aians cause d'eulz, ou leurs deputez, puissent prendre, recevoir et apprehendre, toutes les fois qu'il leur plaira, la possession corporele et saisine des chasteau et chastelenie, et toutes les appartenances et appendences dessus dites,

1. Adam Chel, dit d'Agorisses ou d'Agorissart. Voy. ci-dessus la note 1, p. 42.

comme de leur propre heritaige et à eulz appartenant, et que par tous les habitans de la dite chastelenie et autres à qui il appartient ou appartendra, et ainsi comme en la dite chastelenie est acoustumé de faire, au dit Loys, hoirs et successeurs, ou aians cause d'eulz, soit obey et entendu comme à vray seigneur propriétaire. Et en oultre ce, voulons et commandons à touz noz justiciers, officiers et subgiez, presens et avenir, que par le dit Loys, hoirs ou successeurs, ou aians cause d'eulx, ou de par yceulz, seront requiz, que à prendre la dite possession et saisine il leur donnent ayde, conseil et confort, et les en facent joir et user paisiblement et perpetuellement, sanz contredit et sanz leur y mettre ou laissier estre mis destourbier ou empeschement aucun, nonobstant quelconques autres dons faiz au dit Loys par nous ou noz predecesseurs, et que yceulz ne soient en ces presentes specifiez ou declariez. Sauf toutesfoiz en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Et que ce soit ferme, etc. Donné à Paris, en nostre hosteil lès Saint Pol, le quart jour du mois de mars l'an de grace mil ccc. LIX, et de nostre regne le siziesme.

Par le roy. J. de Saint Martin.

CCCCXCII

Don à Jean Du Mesnil, écuyer, en récompense de ses services de guerre, des biens contisqués de Jacques le Tailleur. (JJ. 100, n° 785, fol. 233 v°.)

20 mars 1370.

Charles, etc. Savoir faisons, etc., que comme Jacques le Tailleur¹ se soit rendu nostre rebelle et ennemi en

1. Peut-être ce Jacques le Tailleur doit-il être identifié avec « uns escuiers englès qui s'appelloit Jakes Taillour », que Froissart donne comme capitaine de la garnison anglaise de Gençay, au mois de décembre 1372, après la capitulation de Thouars et pendant la captivité d'Adam Chel, s^r d'Agorissart. (Édit. Kervyn de Lettenhove, t. VIII, p. 219.)

tenant le parti de Edwart d'Angleterre et de Edwart de Gales, son filz ainsné, qui ont commencé et font guerre ouverte contre nous et noz subgez, pour quoy tous les heritages et biens quelconques d'iceli Jacques assis en la duchie de Guienne, en la viconté de Brosse et ailleurs, quelque part qu'il soient en nostre royaume, qui furent jadis au Borgne de Seris ¹, nous sont acquis et à nous appartiennent, comme commis et confisqués pour la forfaiture d'icely Jacques, lequel est demourant en Guienne avec noz diz ennemis, en leur donnant tout le confort et aide qu'il puet contre nous et nostre royaume, en commettant crime de lese majesté. Et puent bien valoir iceulx heritages et biens cent livres tournois de terre ou rente par an, si comme l'en dit. Nous, pour consideracion dez bons et agreables services que Jehan Du Mesnil ², escuier, nous a fais le tamps passé, fait encores chascun jour en noz presentes guerres, es quelles il a esté pris prisonnier par pluseurs fois et derrainement en la besoigne de Chandos ³, et mis à très

1. Guy le Borgne de Cérès ou de Sérès était chambellan de Philippe de Valois. Ce prince lui fit don en 1328 de la maison de la Voue et d'autres propriétés (JJ. 65^a, fol. 143, n° 211). Des lettres de rémission lui furent accordées en février 1357 (JJ. 89, fol. 11). Il était mort avant le mois d'avril 1369. A cette date, on trouve des lettres de confirmation en faveur de Jean, son fils, de la donation qui lui avait été faite, en 1317, de l'hébergement d'Orsons, avec divers droits, de la sergenterie de Champagné, etc. (JJ. 100, n° 838, fol. 247 v°). Peut-être ce personnage appartenait-il à la même famille que Guillaume de Sérès, de la Rochelle, premier président du Parlement, dont il sera question plus loin. Un Andre de Cérès était, en 1355 et 1358, trésorier de Saint-Hilaire de Poitiers (XII^e 16, fol. 14 v° et 490 v°).

2. Jean Du Mesnil, dit Macé, sergent d'armes du roi, reçut de Charles V, au mois de mars 1365, une mission secrète auprès du duc d'Anjou, alors à Avignon. « Nous envoions très hâtivement pour certaines besoignes qui nous touchent nostre amé sergent d'armes Jean Du Mesnil », etc. Ordre de lui payer trente francs d'or. (L. Delisle, *Mandements de Charles V*, p. 91.)

3. Ce texte qui nous donne le nom d'un des acteurs français du combat de Lussac, où Jean Chandos trouva la mort et où Kerlouët et Louis de Saint-Julien demeurèrent prisonniers des Anglais, mérite, à ce titre, de prendre place dans notre recueil, bien que Jean Du Mesnil ne paraisse pas originaire du Poitou. En ce qui concerne « la besoigne de Chandos », nous nous contenterons de renvoyer

excessive raençon, montant à sept oens frans, et esperons que encores nous face ou temps avenir, à iceli Jehan Du Mesnil à tous jours mais, pour li, ses hoirs et qui de lui auront cause, avons donné et octroïé, donnons et octroions, par ces presentes, de nostre auctorité royal, de nostre certaine science et grace especial, les heritages et biens du dit Jacques le Tailleur dessus diz, c'est assavoir prés, vignes, bois, terres, dismes, estans, cens et rentes, terrages, avec tous autres drois, proffis, emolumens et appartenances quelconques, jusques à la value dez cent livres tournois de terre ou rente par an dessus dictes, à nous advenues et appartenans, pour la cause dessus dicte, comme dit est, à tenir, possider et en lever lez drois, proffis et emolumens par le dit Jehan Du Mesnil, ses hoirs et qui de lui aront cause, à tous jours mais, comme de sa propre chose. Si donnons en mandement, par ces presentes, au seneschal d'Anjou et du Maine et à tous nos autres officiers, presens et avenir, ou à leurs lieutenans et à chacun d'eulx, comme à lui appartendra, que des heritages et biens dessus dis, jusques à la value d'icelles cent livres à tournois de terre ou rente par an, à nous ainsi advenues et appartenans, comme dit est, mettent tantost et facent mettre, chacun en droit soy, le dit Jehan Du Mesnil ou son procureur pour lui, en possession et saisine, et d'icelle facent et sueffrent li, ses hoirs et qui de li auront cause, joir et user paisiblement et à tous jours mès, sans li mettre ne souffrir estre mis en ce aucun empeschement, non obstant que ce deust estre apliquié et mis à nostre demainne et ordenances quelconques à ce contraires. Toutesvoies n'est pas nostre entente que, se pour aucune cause il advenoit que nous rendissions ou feissions rendre yceulx heritages et biens au dit Jacques, nous fussions tenus d'en faire aucune recompensacion au

au dramatique récit de Froissart et aux savantes annotations de M. Siméon Luce (t. VII, p. LXXXV-LXXXVII, 196-207, 389-396).

dit Jehan Du Mesnil, à ses hoirs ou aians cause de ly. Et que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné en nostre hostel de Saint Pol lès Paris, le xx^e jour de mars l'an de grace mil ccc. soixante et neuf, et de nostre regne le sisiesme.

Par le roy. J. de Vernon. — Visa.

CCCCXCIII

Lettres accordant permission à Jeanne, veuve de Guy Odart, chevalier, de fonder une chapelle en l'église de Saint-Vincent du Louroux, au diocèse de Poitiers, en exécution d'une rente annuelle de vingt livres destinée à l'entretien de ladite chapelle. (JJ. 100, n^o 377, fol. 119.)

Mars 1370.

Karolus, etc. Gloriam mereri credimus et honorem, si predecessoribus nostris devotis regibus Francorum, qui fuerunt pii ecclesiarum fundatores, inherendo, ecclesiarum ipsarum statum pacificum observamus, circa ea potissime que cultus divini augmentum concernunt et remedium animarum. Sane porrecta nobis Johanne, uxoris quondam Guydonis Odardi¹, militis, nunc deffuncti, supplicatio continebat quod dictus deffunctus Guido in suo testamento seu ultima voluntate, pro sue et suorum animarum remedio et salute, voluit et ordinavit de bonis sibi à Deo collatis unam capellaniam fundari in ecclesia Sancti Vincencii de Oratorio, Pictavensis diocesis, et dotari de viginti libris turonensium annui et perpetui redditus, nobis supplicando humiliter nostram super hoc gratiam misericorditer elargiri. Notum igitur facimus universis, presentibus et futuris, quod nos, attenta ipsius Guidonis pia devocione, quam in Domino commendamus, considerantes eciam

1. Guy Odart, seigneur de Mons et de Baslon, fils de Guy et de Jeanne de Bauçay. M. Beauchet-Filleau (t. II, p. 457) ne donne pas le nom de sa femme. Il eut un fils, Jean, seigneur de Mons, qui fut chambellan de Charles VI et du duc de Bourgogne, et une fille Jeanne, mariée vers 1400 à Jean de Brillac.

grata et laudabilia servicia que longuo tempore in guerris nostris idem Guido nobis impendit, et ut missis, orationibus ac aliis bonis que fient et dicentur in dicta capellania participes effici mereamur, volumus et concedimus per presentes, nostra auctoritate regia, certa sciencia et gracia speciali, ut dicta uxor dicti deffuncti Guidonis et ejus heredes vel causam ab ipso habentes pro ipsius capellanie fundacione et dotacione dictum redditum viginti librarum et res quascumque immobiles ad valorem ejusdem personis ecclesiasticis dare et concedere et in ipsarum manus dimittere, cedere et transferre, quodque capellanus qui primo in dicta capellania fuerit canonice institutus et ejus successores hujusmodi redditum viginti librarum turonensium aut res immobiles ad valorem, ut prefertur, cum sibi tradite, translate et dimisse fuerint, extra tamen feudum et justiciam, tenere perpetuo et possidere valeant pacifice et quiete, absque eo quod per nos vel successores nostros, aut nostrorum vel ipsorum officialium, ad dimittendum dictum redditum aut extra manum suam ponendum de cetero aliqualiter cogi possint. Nostram insuper gratiam ampliantes, omnem financiam nobis et successoribus nostris propter hoc debitam, ad quamcunque summam ascendat, licet non sit presentibus expressata, ipsius Guidonis uxori et causam ab eo habentibus vel habituris, consideratione premissorum, quittamus et perpetuo remittimus atque damus. Dantes, tenore presencium, in mandatis dilectis et fidelibus gentibus Camere compotorum nostrorum ceterisque justiciariis nostris, presentibus et futuris, et eorum loca tenentibus, et cuilibet eorumdem, quatinus dictam uxorem quondam dicti Guidonis, vel ejus causam habentes et habituros, nostra presentigracia et concessione uti et gaudere faciant et permittant, ipsos vel eorum alterum, occasione alicujus finencie habende vel aliàs, in contrarium nullatenus molestando. Quoniam sic fieri volumus et concessimus, usu, stillo, statutis, ordinacionibus dicte

camere ac aliis in contrarium edictis non obstantibus quibuscunque. Quod ut firmum, etc. Salvo, etc. Datum Parisius, in nostro hospicio prope ecclesiam Sancti Pauli, mense marci anno Domini m^o ccc^o lxi^o, et regni nostri sexto.

Per regem in suis requestis. J. Vernon. — Visa. Chanac.

CCCCXCIV

Confirmation du don fait à Guy Mauvoisin, huissier d'armes du roi, de deux cents livres de rente sur les biens confisqués de Jean Belon, chevalier, capitaine de la Roche-sur-Yon, condamné à mort et exécuté pour avoir livré par trahison cette ville aux Anglais. (JJ. 102, Musée AE II* 391, n^o 4, fol. 7.)

12 avril 1370.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir veues noz lettres scellées de nostre seel et unes autres scellées du seel de nostre amé et feal chevalier et chambellan, Pierre d'Avoir, seigneur de Chastiaufremont¹, contenans la fourme qui s'ensuit :

Charles, par la grace de Dieu roy de France. A nostre amé et feal chevalier et chambellan, Pierred'Avoir, seigneur de Chasteaufromont, salut et dilection. Comme nous avons entendu que Jehan Belon², chevalier, garde nagaires et

1. Pierre d'Avoir, seigneur de Véretz et de Châteaufromont, est qualifié de lieutenant en Touraine, Anjou et Maine dans des lettres de Du Guesclin, données au mois de mai 1371, en faveur des religieux de Vaas, après la reprise de cette abbaye sur Robert Knolles (JJ. 100, n^o 853, fol. 252). Il est encore cité avec les qualifications de lieutenant général, puis gouverneur et bailli de Touraine, dans des titres de 1383, 1386 et 1387. Il était aussi chambellan de Louis 1^{er} d'Anjou, duc de Touraine et roi de Sicile, et avait épousé Jeanne, fille de Bouchard VIII de l'Isle-Bouchard. Décédé en février 1390, il fut enterré dans l'église Saint-Maurice d'Angers, près du tombeau de Hardouin de Bueil, son oncle. (Carré de Busserolle, *Dict. géographique d'Indre-et-Loire*, t. I, p. 93 ; — C. Port, *Dict. hist., biogr. et géogr. de Maine-et-Loire*, t. I, p. 171.)

2. Voy. la notice que nous avons consacrée à ce personnage dans le volume précédent (p. 387, note 1), à propos de sa trahison et de l'occupation de la Roche-sur-Yon par les Anglais. Un Guillaume

capitaine de la tour ou chastel et de la ville de la Roche sur Yon, la quelle nostre très chier frere le duc d'Anjou li avoit bailliée, confians de sa loyalté et preudommie, a yceux chastel et ville baillés et livrés à noz ennemis pour profit qu'il en a receu d'eulz, pour la quelle chose a esté prins et amené prisonnier à Angers et y est encores detenus et, par ce, s'il est ainsy, ait comm's crime de lèse majesté et traison envers nous, par cry tous ses biens meubles et heritages, en quelque lieu, pouvoir et jurisdiction que il soient assiz en nostre royaume, nous doivent estre acquis et venus en commis, nous, confians de vostre senz, loyaulté et diligence, vous mandons et comectons que, si tost comme les diz biens du dit Jehan nous seront acquis et confisqués par l'execucion ou condempnacion d'icelluy Jehan, vous ou nom de nous et de par nous donnez et assignez n^e livres de terre ou de rente, à prenre et avoir de et sur yceux biens, à nostre amé huissier d'armez Guiot Mauvoisin ¹, auquel nous lez avons donnez et octroyez et donnons dès maintenant pour lors, de nostre grace especial, certaine science et auctorité royal, pour consideracion des bons et loyaulz services que il nous a faiz en noz guerres, ès quellez il a esté autrefois prins de noz ennemiz et autrement, à tenir par li, ses hoirs et successeurs, ou ceulx qui auront cause de li perpetuellement, et dès lors l'en mettez ou faictes mettre en possession et saisine. De ce faire vous donnons et commettons nostre pouvoir et auctorité, voulans et octroians que le don que vous li en ferez, ou nom de nous et pour nous, comme

Belon, chevalier, avait épousé Jeanne de Dercé et possédait une terre à Poix en 1389. (E. de Fouchier, *La baronnie de Mirebeau*, p. 173.)

1. C'est ainsi que Guy Mauvoisin devint propriétaire, entre autres domaines ayant appartenu à Jean Belon, du manoir de Renoué près Loudun. Il le vendit peu de temps après à Louis, duc d'Anjou, et celui-ci le céda, par acte du 22 mai 1375, à l'abbaye de Fontevrault pour se libérer d'une rente annuelle de cent livres tournois qu'il devait aux religieuses. (Arch. nat., P. 1340, n° 477).

dit est, tiengne et ait aussi grant vertu comme se nous mesmes le lui faisons, et le confermerons par noz lettres, si tost que requis en serons, et decernons tout autre don que nous en ferions à autre estre de nulle valeur. Si donnons en mandement à tous les justiciers, officiers et subgiez de nostre royaume, que en ces choses et en leurs dependances vous obeissent et entendent diligeanment. Donné à Paris, le xii^e jour de janvier l'an de grace mil ccc. lxiix, et le vi^e de nostre regne.

Item la fourme des lettrez de nostre dit chambellan s'ensuit :

Pierre d'Avoir, sires de Chastiaufremont, chambellan du roy nostre sire et de monseigneur le duc d'Anjou, à tous ceux qui ces presentes lettres verront; salut. Savoir faisons nous avoir veu les lettrez du roy nostre dit seigneur à nous adrecies, contenans la fourme qui s'ensuit ¹... Par vertu des quelles lettres, parce que nous sommes acertenez que le dit Jehan Bellon a esté jugié, condempné et miz à execucion de mort pour la traison qu'il avoit faicte à nostre dit seigneur du dit chastel; par la quelle condempnacion et execucion, tous ses biens meubles et immeubles ont esté et sont confisqués à nostre dit seigneur, sur yceulz biens et d'iceux, en quelque lieu et jurisdiction qu'il soient ou royaume de France, avons donné et donnons au dit Guiot n^e livrées de terre ou rente, selon la fourme et teneur des lettrez dessus dites et par le pover de dessus dit à nous donné, à tenir par le dit Guiot, ses hoirs, successeurs, ou ceux qui auront cause de li perpetuellement. Si donnons en mandement et commettons à Pierre Sevin ²,

1. Répétition du mandement du 42 janvier qui précède.

2. Par lettres publiées ci-dessus, page 40, Charles v fit don à Pierre Sevin, capitaine de Tours, le 30 novembre 1369, des biens situés en Anjou et en Touraine, confisqués sur le sire de Bressuire, Guillaume du Plessis et Pierre Aymer. La feuille qui contient cet acte était tirée, quand nous avons trouvé un document curieux sur cette affaire. Il s'agit d'un accord conclu le 16 avril 1375 n. s., entre Pierre

chastellain de Tours, qu'il aille et se transporte en propre personne là où sont les biens qui furent du dit Jehan Belon, ou temps qu'il vivoit, et yceux tant meubles comme heritages prengne et tiegne en la main de nostre dit seigneur, et ce fait, en baille, delivre et assigne au dit Guiot, ou à son procureur pour li, n^e livrées de terre ou rente, comme dit est, et l'en mette, ou son procureur pour li, en bonne possession et saisine paisibles, selon le contenu des lettres du roy nostre dit seigneur et de ces presentes, et l'ign face et laisse joir et user paisiblement. Mandons et commandons à touz les justiciers et officiers du roy nostre sire et de mon dit seigneur, prions et requerons touz autres que, en faisant les choses dessus dites et chascune d'icelles, obeissent et entendent diligemment à vous prester conseil, confort et aide, si mestier en avez et vous les en requerez. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Donné au Chastel du Loir, le ix^e jour de fevrier l'an de grace mil ccc. lxxix.

Sevin, écuyer, et le sire de Bressuire, encore mineur. Il y est dit que le premier, étant châtelain de Tours, avait reçu du roi entre autres terres celles de Morainset de Souzay, appartenant aux Beaumont-Bressuire, et que les baillifs du sire de Bressuire, alors Jean d'Avaugour, et Jeanne d'Harcourt, sa femme, avaient, quelque temps après, attaqué la validité de cette donation. Depuis, Jeanne d'Harcourt, devenue veuve, s'était remariée avec Guillaume Paynel, seigneur de Hambuye, et ayant conservé le bail du mineur de Bressuire, elle avait poursuivi cette affaire. Mais un article du traité de paix stipulant la restitution des biens confisqués, le débat entre son pupille et Pierre Sevin ne pouvait plus porter que sur les fruits et revenus des terres de Morains et de Souzay perçus par celui-ci, depuis le jour où il en avait pris possession. Les parties conviennent d'en partager le produit par égales portions, et Pierre Sevin s'engage à restituer au sire de Bressuire la moitié de ce qu'il avait perçu. (Arch. nat., X^{te} 30, à la date.) Cet acte est assez important en ce qu'il permet de rectifier plusieurs points des généalogies d'Avaugour et de Beaumont-Bressuire. Le P. Anselme donne Jeanne d'Harcourt, dame de Morgon, pour femme à Henri IV d'Avaugour, et non à Jean, et passe sous silence le second mariage de cette dame avec Guillaume Paynel. D'autre part, il n'est pas sans intérêt de constater que le sire de Bressuire (Louis de Beaumont, suivant MM. Ledain et Beauchet-Filleau, aurait succédé à son père Jean en 1361 et aurait vécu jusqu'en 1387) était encore mineur le 16 avril 1375.

Le quel don fait par nostre dit chambellanc au dit Guiot des biens du dit feu Jehan Belon jusques aus dictes ii^e livrées de terre ou rente à tournois, comme plus à plain est contenu en ses dites lettres ci dessus transcriptes, nous, aians ferme, estable et aggreable, yceli volons, greons, loons, ratiffions, approuvons et par la teneur de ces presentes confermons, et, se mestier est, ycelles ii^e livres de terre ou rente à tournois sur les biens du dit feu Jehan Belon li donnons et octroyons, de nostre grace especial et auctorité royal, pour li, ses hoirs, successeurs et qui de li ont ou auront cause. Si donnons en mandement par ces presentes à nostre seneschal de Touraine et au seneschal d'Anjou et du Maine, et à nostre bailli de Chartres, et à tous noz autres justiciers, officiers, sergens et subgiez, presens et avenir, ou à leurs liextenans et à chascun d'eulz, si comme à li appartient que des dites ii^e livres de terre ou rente à tournois, selon l'aissiete que le dit Pierre Sevin li en fera ou a faicte, laisse et face joir et user le dit Guiot, ses hoirs, successeurs et ceus qui de li auront cause paisiblement et à tousjours mes, comme de sa propre chose, et tout en la fourme et maniere que faisoit d'icelles le dit feu Jehan Belon, en son vivant. Et pour ce que ce soit, etc. Sauf, etc. Donné à Paris en nostre hostel lez Saint-Pol, le xii^e jour d'avril l'an de grace mil ccc. lxiix, et de nostre regne le vi^e.

Par le roy. J. de Vernon. — Collation est faicte des lettres ci dedens incorporées par moy. J. de Vernon.

CCCCXCV

Lettres inachevées portant donation des châtellenies de Montmorillon, de Jassay, de maisons à Poitiers, des terres de Latillé et de Bellefoye, etc., confiquées sur deux chevaliers anglais, Adam Chel et Gautier Spridlington. (JJ. 100, n° 809 bis, fol. 242.)

Avril 1370.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que comme Edouart d'Angleterre et Edouart de Galez, son

ainsnez filz, nous aient commencé et fait guerre ouverte et à nos subgés, et facent encores chascun jour, et Adegoris-soir, autrement apellé Adan Cheel, et la dame de Mortemer¹, à present sa femme, et Gautier Spelliton, angloys d'Angleterre, pour eulz, en tenant, raençonnant, pillant et robant noz subgés, boutant feulx et faisant tous autres mauz que l'en puet faire pour guerre, et se soyent renduz noz rebellez et ennemis, par quoy tous [leurs] biens meu-

1. La femme d'Adam Chel, seigneur d'Agorisses ou d'Agorissart (ci-dessus, p. 42, note 1), était Radegonde Béchet, fille d'Aimery Béchet, chevalier, seigneur des Landes. Antérieurement elle avait eu déjà deux maris, nous ne savons dans quel ordre : Arnaud d'Ambleville et Guy Sénéchal, seigneur de Mortemer. Ce dernier avait été sénéchal de Rouergue, titre qu'il prend dans une quittance de gages pour services de guerres en Limousin et en Angoumois, datée du 11 avril 1348. Sur son sceau on distingue un écu au chef portant deux pals de vair, penché, timbré d'un heaume. (Demay, *Invent. des sceaux de la coll. Clairambault*, t. I, p. 688.) Il vivait encore le 9 février 1353 (voy. notre second volume, p. 247, note 1). Quand il mourut, ne laissant qu'une fille, la terre de Mortemer demeura à sa veuve. Lors du contrat de mariage de Radegonde Béchet avec Arnaud d'Ambleville, son père et Gaspard Béchet, son frère, lui avaient promis pour sa dot 1000 livres tournois une fois payées et une rente annuelle de 100 livrées de terre à l'assiette de Poitou. Gaspard avait assigné pour cette rente les terres de Bouhet et de Sainte-Soule en Aunis, qui avaient été livrées à ladite dame. Elle prit donc, du consentement de son frère, possession desdites terres, en toucha les revenus sans contestation, et cela pendant un temps suffisant pour que la propriété lui demeurât acquise. Mais après la mort de Gaspard Béchet, sa veuve Françoise, dame des Landes, et des gens soudoyés par elle envahirent de force et à main armée le domaine de Bouhet et l'occupèrent. Procès s'en suivit devant le bailli des exemptions de Poitou et de Touraine, et par arrêt de celui-ci, Radegonde fut maintenue en possession de cette terre. Mais Françoise des Landes en ayant appelé au Parlement, son adversaire, on ne sait pourquoi, fit défaut, si bien qu'elle perdit le bénéfice de la première sentence et fut condamnée aux dépens, par arrêt de la cour du 31 août 1378 (X¹^a 27, fol. 193 v^o). Les renseignements qui précèdent ont été puisés dans ce document. Radegonde Béchet, veuve d'Arnaud d'Ambleville, et de Guy Sénéchal, se retira en Angleterre avec son troisième mari, Adam Chel, seigneur d'Agorisses, après la capitulation de Gençay. Elle revint en Poitou, sans doute, après la mort de celui-ci, en 1398 ; mais elle retourna bientôt après vivre soit en Guyenne, soit en Angleterre. Sa fille du premier ou du second lit ne l'avait point accompagnée, mais était restée dans son pays, où on la retrouve en 1390, qualifiée dame de Mortemer et mariée à Etienne d'Avantois, chevalier. (Voy. ci-dessous les actes du 22 février 1375 et du 7 avril 1376.) Radegonde Béchet vivait encore le 14 juillet 1407. (Carte, *Catalogue des rôles gascons*, in-fol., t. I, p. 191.)

blez et non meublez, en quelconques lieux que soyent assiz en nostre royaume, nous sont confisqués et venuz en commis; les quelz Adan Cheel et sa femme eussent et tenissent ou temps de la dicte guerre commencée, ou país de Poitou et de Xantonge certaines forteresses, maisons, terres et revenuez; item la chatellenie de Montmorillon avecques ses appartenances, que souloit tenir nostre très chier et amé oncle le duc d'Orliens ¹, la quelle chastellenie a donnée le dit Edouard de Galez au dit Adan Cheel; item la chastellenie de Jassail le Cotal avec ses appartenances, la quelle fu au seigneur de l'Ille-Bouchard ²; les quellez choses dessus dictes puent bien valoir par an mil livres tornois de terre ou rente, ou environ; et le dit Gautier Spelliton et sa femme eussent et tenissent ou dit país de Poytou et de Xantonge certains hostelz ou maisons, assiz en la ville de Poitiers et illuecques environ, avecques leurs appendances; item la terre de Latillé, seant en la chastellenie de Monstereuil Bonin, la quelle fu jadis de Philippe de Paille ³, chevalier, avec ses appartenances; item un hostel apellé la Courgée avec ses appartenances, assis en la chastellenie de Mirebeau, qui fu jadis à Adam de la Courgée ⁴;

1. Ainsi la châteltenie de Montmorillon aurait fait partie, avec Civray, Melle et Chizé, du domaine de Philippe, duc d'Orléans, comte de Valois et de Beaumont, oncle de Charles V, ce qui expliquerait pourquoi cette ville ne figure pas dans le procès-verbal de délivrance du Poitou à Jean Chandos. (Voy. notre t. III, *Introduction*, p. XLVIII.)

2. Bouchard VIII de l'Isle-Bouchard, chevalier, fils de Barthélemy IV et de Jeanne de Sainte-Maure, fit le voyage de Terre-Sainte en 1362, d'après la généalogie donnée par M. Carré de Busserolle (*Dict. géographique d'Indre-et-Loire*, t. III p. 370). Il avait épousé Agathe de Bauçay, dont il eut deux fils, Jean et Bouchard, et une fille, Jeanne, femme de Pierre d'Avoir (1360). Il a été question des démêlés du seigneur de l'Isle-Bouchard avec le comte de Sancerre, dans le précédent volume, p. 347, 348, note 3.

3. Le nom de Philippe du Paile, de Latillé, se rencontre fréquemment dans notre second volume (voy. notamment, p. 120 note, 138, 163, 189).

4. Un passage des lettres du 23 novembre ci-dessus (p. 5) en faveur de Jean Andrieu donne à supposer que celui-ci avait épousé la fille d'Adam de la Courgée. Il est difficile de savoir où était situé l'hôtel

item la terre de Bellefoye ¹, avec ses appartenances, qui fu jadis à Thiebaut de Mabau ², et toutes les autres choses que yceulz Gautier et sa femme ont et puent avoir ou dit pays de Poitou et de Xantonge, jusques à la valeur de mil livres tournois de terre ou rente par an, qui sont en somme toutes les choses dessus dictes iiii. mille livres de terre ou rente par an, ou environ, si comme l'en dist, annuelle et perpétuelle, qui nous sont acquises et confisquées, comme dit est. Nous, pour consideration des bons, loyaulz et agreables services que nostre amé et feal chevalier nous a faiz ou temps passé, fait de jour en jour en nos presentes guerrez et esperons que encores nous doye miex faire ou temps avenir, à ycelui nostre chevalier avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces presentes..... ³.

de la Courgée. M. de Fouchier ne cite qu'une Marie de la Corgée, qui possédait un hébergement à Pierrefitte, lieu détruit, de la paroisse de Douçay, mais au commencement du xvi^e siècle seulement (*Le baronnies de Mirebeau*, p. 185). Cf. Courgé, commune de Saint-Sauvant (Vienne).

4. Cette terre de Bellefoye, aujourd'hui village de la commune de Neuville (Vienne), était litigieuse en 1378 entre Jean Gouffier, écuyer, d'une part, et Geoffroy Kaerrimel et Geoffroy Budes, d'autre part. Ces deux chevaliers, compagnons de Du Guesclin, sont nommés ci-dessous, à la date de janvier 1373, dans une confirmation royale d'une donation faite par le connétable à son écuyer. Ils prétendaient tenir cette terre par don du roi (X^{1a} 27, fol. 63; X^{1a} 28, fol. 137). On ne peut guère admettre qu'ils fussent les donataires anonymes du présent acte, et que le roi leur fit cadeau de trois mille livres de rente en terres; il est plus naturel de supposer qu'il s'agit d'une donation spéciale de la terre de Bellefoye seule, qui eut lieu ultérieurement.

2. Sic. La leçon Mavau, Mavault serait sans doute préférable. On a vu précédemment qu'il y avait à cette époque une famille de ce nom en Poitou, dont un membre Pierre de Mavault figure dans notre second volume, p. 360 et s.

3. Il est vraisemblable que ces lettres ne furent jamais expédiées et qu'il s'agit d'un simple projet; le clerc de la chancellerie en ayant commencé la transcription par mégarde, l'interrompit lorsqu'il s'aperçut que le nom du donataire était resté en blanc. Quoi qu'il en soit, cette pièce renferme des renseignements intéressants, et sa publication n'est pas inutile. Je lui ai attribué la date d'avril 1370, à cause de la place qu'elle occupe entre des lettres de cette époque.

CCCCXCVI

Don à Jean de Bauçay, chevalier, de la terre de la Motte-Fresneau et du village de Nuailé, qui avaient appartenu à feu Guillaume de Bauçay, chevalier, son cousin, possédés depuis par le sire d'Aubeterre, et qui avaient été confisqués sur lui à cause de sa rébellion. (JJ. 100, n° 754, fol. 223 v°.)

Mai 1370.

Charles, etc. Savoir faisons, etc. Comme feu Guillaume de Baussay ¹, jadis chevalier et cousin de nostre amé et feal chevalier, Jehan de Baussay ², tenist, ou temps qu'il

1. Guillaume de Bauçay ne figure pas sur le fragment de généalogie que M. Beauch et-Filleau a donné de cette famille (*Dict. des familles du Poitou*, t. I, p. 234-238). Il est nommé dans un arrêt du Parlement réglant définitivement la possession des deux terres dont il est question ici, et sur lequel nous aurons occasion de revenir plus loin. Mais pas plus dans ce dernier acte que dans celui-ci, sa filiation n'est indiquée. On en peut inférer seulement que sa mort arriva vers 1355, comme nous le verrons. Il était sans doute fils d'un frère cadet d'Hardouin II de Bauçay. On sait en effet qu'Hardouin I^{er} eut plusieurs fils, et entre autres Jean, marié à une fille de Guillaume de la Rajace, et qui pourrait bien être le père de ce Guillaume.

2. Jean de Bauçay était fils d'Amaury et d'Aumur ou Ænor de Maillé. (Beauchet-Filleau, *op. cit.*, p. 238.) Il épousa la fille unique d'un bourgeois de la Rochelle, Aimery Sudre, qui était lui-même marié à Hippolyte de Bauçay, comme on le voit dans plusieurs arrêts du Parlement. Si la filiation donnée par l'auteur précité est exacte, Hippolyte était la sœur de Jean, qui aurait ainsi épousé sa nièce. Aimery Sudre soutint un procès contre l'abbaye de Moreilles au sujet de la possession d'un pré situé à l'embouchure de la Sèvre. Un arrêt rendu en cette affaire, le 14 août 1374, contient le texte en langue vulgaire d'un curieux acte de vente du pré litigieux, daté de janvier 1276 (X^{1a} 23, fol. 450). Le même personnage et sa femme étaient appelants, en 1377, d'une sentence du gouverneur de la Rochelle en faveur de Geoffroy de Kerrimel, de Geoffroy Budes, chevaliers, et de Geoffroy Payen, écuyer. (Mandement du Parlement au sénéchal de Saintonge, le 22 août 1377, X^{1a} 26, fol. 96 v°.) Aimery mourut à la fin de 1378 ou au commencement de 1379. Un procès qu'il avait au Parlement contre Jacques Poussart, de la Rochelle, qualifié de *legum professor*, fut continué par sa veuve et son gendre, qui reçurent ajournement à comparaître le 15 mars 1379 n. s. (X^{1a} 28, fol. 32).

Le 29 août de la même année, la cour commit deux conseillers au Parlement pour procéder à une enquête (*id.* fol. 98 v°). Un arrêt du 18 février 1380 n. s. (X^{1a} 29, fol. 130 v°) ne mit pas fin à l'affaire, car nous retrouvons, au milieu de l'année 1382, Jean de Bauçay prisonnier au Châtelet de Paris, à la requête de maître Jacques Pous-

vivoit, ou duché de Guianne la Mote de Fresneau et ses appartenances, et le village de Nuailé¹ et appartenances, assises en la seneschaucie de Xanctonge, que tient à present le sire d'Aubeterre², nostre rebelle et ennemi, si

sart. Il obtint, le 12 juin, son élargissement dans l'enceinte de Paris, mais pour trois semaines seulement et sous peine de 500 livres parisis d'amende, s'il s'éloignait de la ville (X^{2a} 10, fol. 144). Dans l'intervalle, il eut à soutenir un autre procès au sujet de la succession de son beau-père contre la veuve de celui-ci qui s'était remariée avec Thibaut Le Jau ou Le Jaut. (Voy. mandement au gouverneur de la Rochelle, du 31 juillet 1380, et arrêt du Parlement, le 1^{er} septembre suivant, X^{1a} 29, fol. 78 et 185.) Dans les textes que nous venons d'indiquer, la femme de Jean de Bauçay est appelée tantôt Amette, tantôt Guillemette Sudre. Ils n'eurent que deux filles : Jeanne et Marie, dame de la Motte-de-Bauçay. Cette dernière fut mariée deux fois : 1^o à Jean d'Ausseure ; 2^o à Guillaume de Chaunay, chevalier, auquel elle survécut. Elle vivait encore en 1437.

1. Il était dans la destinée de ces deux terres de changer souvent de maîtres. A la mort de Guillaume de Bauçay, elles étaient passées, par droit de succession, à l'héritière de la branche aînée de Bauçay, Jeanne, femme de Charles d'Artois, comte de Longueville. Ceux-ci en firent don, l'an 1367, au sire d'Aubeterre, dont ils attendaient d'importants services, puis cherchèrent inutilement à révoquer cette donation. Saisies sur ce dernier, comme nous le voyons ici, et données à Jean de Bauçay, elles firent retour, à la paix, par suite du traité du 15 décembre 1372, dont nous publions le texte dans ce volume, au sire d'Aubeterre. Charles d'Artois et sa femme les obtinrent de nouveau par lettres du roi du 31 janvier 1374 (ci-dessous, à cette date) ; mais nous verrons à cet endroit que le Parlement adjugea définitivement la Motte-Fresneau et Nuailé à Jean Raymond d'Aubeterre. Jean de Bauçay d'ailleurs ne put guère jouir de cette donation ; car les Anglais occupaient encore le pays à cette époque. On verra ci-dessous deux actes de Charles V : le premier de mai 1371, qui promet à Amaury et à Jean de Bauçay, son fils, de leur restituer leurs terres de Poitou et de Saintonge, usurpées par les Anglais, quand ces provinces seront replacées sous l'obéissance du roi de France ; le second qui ratifie cette promesse et rend à Jean de Bauçay la terre que son père avait été contraint d'abandonner à Gautier Spridlington, est du 26 novembre 1372.

2. D'après un arrêt du Parlement du 5 mars 1379 (X^{1a} 28, fol. 147), que nous analyserons ci-dessous, à l'occasion des lettres du 31 janvier 1374, le seigneur d'Aubeterre se nommait, à l'époque dont il est question ici, Gadicilde, *Gadicildus* (*aliàs* Guardrade) Raymond. Il mourut peu de temps après et eut pour héritier son frère Jean. Ils étaient tous deux fils de Pierre Raymond, auquel la garde des clefs, tours et forteresses de la ville d'Aubeterre avait été restituée par lettres du roi Jean, en mars 1356 n. s. (JJ. 84, n^o 508, fol. 266 v^o). Le 9 décembre 1360, son fils aîné eut en don du roi les biens confisqués sur Leger de Poyat et Naudonet de Nabinals (JJ. 89, fol. 479) ; dans cet acte rédigé en latin, il est appelé *Gerardradus* ou *Guardradus*. Il était mort avant le 4 octobre 1376 (JJ. 110, fol. 70), d'après des lettres où son prénom est écrit Gérardre. Son frère Jean obtint, à cette

comme l'en dit, nous, pour consideration des services que le dit Jehan de Baussay nous a faiz et fait chascun jour, et en reconpensacion aucune des dommages qu'il a euz et encouruz pour le fait de noz guerres et de grant quantité de terre qu'il a perdue ou païz de Guienne, en demourant en nostre obediace et sous nous, luy avons donné, et de nostre grace especial, certaine science et auctorité royal, luy donnons la dicte Mote de Fresneau et le village de Nuailé avecques leurs appartenances, et appendances, et generalmente toute la terre que soloit tenir le dit feu Guillaume ou dit duché, à tous jours, pour lui, ses hoirs et aians cause, ou cas que le dit païs de Guienne, ou elles sont assises, se gaigneroit pour nous ou revendroit en nostre obeissance, non obstant quelconques donz par nous à faire des dictes terres à quelque personne que ce soit et lettres subreptices à ce contraires. Si donnons en mandement à tous noz officiers et commissaires, presens et avenir, que le dit Jehan de Baussay facent et lessent joir de nostre presente grace et don, senz aucun empeschement, et de ce ou cas dessuz dit le mettent en saisine et possession paisiblement, et en ycelles le gardent et maintiengnent en ostant tout empeschement qui mis lui seroit sur ce. Et que ce soit ferme, etc., nous avons fait mettre nostre scel, etc. Sauf, etc. Donné au Boiz de Vincennes, l'an m. ccc. lxx. septiesme de [nostre] regne, en may.

Par le roy, en ses requestes. Montagu.

CCCCXCVII

Don à Pierre Boschet, avocat en Parlement, des biens que possédait en Poitou un prêtre anglais, receveur de Poitou pour le

même date, des lettres de rémission pour tout ce qu'il avait entrepris contre le roi de France, pendant qu'il était au service des Anglais, et la restitution de ses biens confisqués, notamment de Nuailé, la Motte-Fresneau, Malval, les Forges, la Remondière, etc. (JJ. 409, n° 294, fol. 440, et J. 623, n° 81).

prince de Galles, en dédommagement des pertes qu'il avait éprouvées et des services rendus au roi. (JJ. 107, n° 237, fol. 112 v°)

Mai 1370.

Charles, etc. Savoir faisens à tous, presens et avenir, que nous, pour consideracion de la loyauté, vraye amour et subjection de nostre amé maistre Pierre Boschet ¹, advocat en nostre Parlement, nez du païs de Guyenne, a touzjours eu et encores a envers nous, le quel pour nous servir et estre vray et [fidele] subgiet, a laissié tous ses heritaiges qui montent jusques à la somme de ~~viii~~^x livres de terre ou environ, avec sa chevance qu'il avoit ou dit païs, et exposé son corps en granz perilz en alant en certains voyaiges, lieux et païs pour le prouffit de nous et de nostre royaume, si comme nous lui avions ordené pour certaines et justes causes, et pour ce que le dit maistre Pierre ait plus honnestement de quoy soustenir son estat entour nous, et aussi affin qu'il soit plus astrains de demourer en nostre vraye amour et obeissance, et ait plus grant affeccion et voulenté de nous servir, à ycellui maistre Pierre, ou cas dessusdit, avons donné et donnons, de nostre grace especial, certaine science et auctorité royal, par ces presentes, touz les biens et heritages et conquestz quelconques que tenoient et possidoient, ou encores tiennent et possèdent ou païs de Poitou un prestre angloys, nez du païs d'Angleterre, qui par certain temps a esté et encores est receveur du dit païs de Poitou ²,

1. Nous consacrerons à ce personnage important et à sa famille une notice détaillée dans un autre endroit de ce volume.

2. Ce prêtre anglais s'appelait Robert de Grantonne, *alias* de Grantdonne. Les biens qu'il possédait en Poitou et en Saintonge étaient considérables ; il les tenait d'acquisitions et surtout de donations que lui avait faites la libéralité du prince de Galles. Ces derniers provenaient de confiscations et durent retourner à leurs véritables possesseurs, quand ces provinces furent redevenues françaises. Mais la plupart donnèrent lieu à des contestations dont furent le plus souvent saisis les juges locaux, et dont quelques-unes

deputé et ordené de par Edouart d'Angleterre, et un autre angloys, à qui ycellui prestre a donné, au mariage de lui et d'une femme d'icellui pais, pluseurs de ses biens et aqestz, qu'il avoit faiz ou dit pais, les quelz se sont renduz nos ennemis et rebelles, tenans le parti du dit Edouart, à nous appartenans et confisque pour cause des dictes rebellions et desobeissances, à tenir, avoir et possesser paisiblement les diz biens, acquestz et heritaiges par le dit maistre Pierre, ses hoirs ou successeurs, ou les aianz cause [d'eulx] perpetuellement jusques à la dicte

furent tranchées par le Parlement. Ce qui compliquait la question, c'est que ces biens, avant et depuis la remise du Poitou et de la Saintonge sous l'obéissance du roi de France, furent l'objet d'un nombre considérable de lettres de dons, le plus souvent contradictoires, en faveur de différentes personnes, tant de la part du roi que de la part du duc de Berry, comte de Poitou, et du connétable Du Guesclin, qui les considéraient comme tombés dans le domaine royal par suite de forfaiture. Nous allons énumérer sommairement et par ordre chronologique les diverses donations dont nous avons trouvé les textes : 1° le 16 février 1370, Raymond de Mareuil reçut du roi la terre de Dampierre en Aunis et tous les autres acquêts faits en Saintonge par un prêtre anglais, receveur de Poitou et de Saintonge pour le prince de Galles (JJ. 100, n° 288, fol. 84) ; 2° la donation générale en faveur de Pierre Boschet, publiée ici même ; 3° don à Denis Basin de la terre de Belhomme en Poitou et de ses appartenances possédées par Robert de Grantonne, le 9 juin 1372 ; 4° à Jean le Hase de Chambly, de 200 livres de terre à asseoir sur les terres de Poitou ayant appartenu audit receveur, 29 juillet 1372 ; 5° le duc de Berry donne, le 8 août 1372, à Jean Le Page et à Guillaume Regnault, secrétaires de Du Guesclin, les manoirs et hébergements de la Forêt-Nesdeau, de Vis, de Belhomme et de Fontenay, et Charles V confirme cette donation, le 12 septembre suivant ; 6° en novembre 1372, confirmation par le roi de la donation générale faite par Du Guesclin à Simon La Grappe, huissier d'armes du roi ; 7° enfin, le 16 décembre 1374, confirmation par Charles V d'une autre donation universelle faite par le duc de Berry, à une date inconnue, en faveur de Renaud de Montléon. Tous ces actes, sauf le premier, sont publiés dans le présent volume. Dans celui du 8 août 1372, Robert de Grantonne est dit défunt. On conçoit quelles difficultés soulevèrent tous ces titres divers et si parfaitement inconciliables. Les trois donataires universels, c'est-à-dire Pierre Boschet, Simon La Grappe et Renaud de Montléon, revendiquaient la propriété de ce riche héritage, diminué sans doute, comme nous l'avons dit, des terres qui avaient été restituées, par suite du traité de paix, à leurs premiers et légitimes propriétaires. Le sénéchal de Poitou avait donné gain de cause à Renaud de Montléon, dont le titre, étant le dernier en date, paraissait annuler les précédents. Mais l'affaire fut portée en appel au Parlement, en 1375, comme nous le verrons plus loin dans une autre note.

somme; pourveu que, se yceulz angloys venoient et feussent par nous receuz par traictié, paiz ou autrement en nostre obeissance et subjeccion, nous ne soions tenuz de faire aucune recompense au dit maistre Pierre Boschet pour ce que dit est et exprimé. Si donnons en mandement auseneschal de Poitou, au procureur et receveur du dit lieu et à tous noz autres justiciers, officiers et subgiez, presens et avenir, à leurs lieux tenans et à chacun d'eulx, si comme à lui appartendra, en commettant, se mestiers est, que ou dit cas le dit maistre Pierre, ses hoirs ou ayanz cause facent et seuffrent joir et user paisiblement de nostre presente grace, don et octroy, et d'iceulx biens, conquestz et heritaiges, jusques à la dicte somme, le mettent ou facent mettre de par nous en possession et saisine royaument et de fait, et des prouffiz et emolumens qui en ystront, le facent joir et user à plain, et à lui, ses hoirs ou aians cause respondre entierement dores en avant. Et que ce soit ferme chose et estable à touz jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Sauf nostre droit en autres choses et l'autrui en toutes. Donné à Saint Pol lez Paris, l'an de grace M. CCC. LXX. et VII^e de nostre regne, ou moys de may.

Par le roy en ses requestes. G. Hennequin, Hetomesnil.

CCCCXCVIII

Don à Guillaume de Billy, des biens que possédait à Lillers, au bailliage d'Amiens, Robert François, demeurant entre Niort et la

1. Guillaume de Billy ne figure pas sur la généalogie de la famille de Billy du Soissonnais, à laquelle il paraît appartenir, généalogie donnée par le P. Anselme (*Hist. généal.*, t. II, p. 116-129). M. Alfred Richard, dans une intéressante *Notice sur quatre abbés-poitevins du nom de Billy*, a fourni des renseignements inédits sur cette famille: (*Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 3 trimestre de 1886.)

2. La qualité de poitevin de Robert François n'étant pas autrement établie et les biens dont il est question étant situés hors de notre province, nous nous contentons de donner une courte analyse de ces lettres de don.

Rochelle, sous l'obéissance d'Edouard III d'Angleterre et du prince de Galles. Fait à Paris. (JJ. 100, n° 746, fol. 220 v°.)

10 juin 1370.

CCCCXCIX

Remise à Regnaut Germaut, écuyer, de diverses rentes qu'il devait à Simon Burleigh à cause de sa femme, Marguerite de Baugay, et à diverses autres personnes demeurant sous l'obéissance du prince de Galles. (JJ. 400, n° 566, fol. 173.)

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que Regnaut Germaut ¹, escuier, nous a exposé que, comme il et son frere, ou temps que il vivoit, lequel a nagaires fini ses jours en la compaignie de nostre amé et feal chambrelan, Bertran de Guesclin, conte de Longueville, nous aient bien et loyalment servi en noz guerres, et encores fait le dit exposant de jour en jour, et tant que il a esté pris par noz ennemis et mis à grant et excessive raençon, pour la quelle paier et aussi pour soy monter et armer, il a ja pieça vendu de ses biens jusques à la value de xxx. livres ou environ de rente à pluseurs gens du païs de Guienne, tant il comme ses predecesseurs, et il soit ainsi que à present ledit exposant, sa mere et un sien oncle soient tenus en pluseurs rentes aux dictes [gens du païs] de Guyenne, en la somme et quantité de XLIII. sextiers de blé et en la somme de XLIX. solz en deniers, c'est assavoir à Symon Burlé ², chevalier, à cause de sa femme, la somme de XIII.

1. Nous n'avons trouvé aucun renseignement sur ce personnage, à moins qu'on ne puisse l'identifier, ce qui ne serait admissible qu'en supposant ici une faute de lecture, avec Regnaut de Germolles, écuyer, de la garnison de la Rochelle, qui se fit délivrer, en février 1377 n. s., des lettres de rémission pour la part qu'il avait prise, vers le mois de septembre 1368, à l'arrestation de Guillaume de Sérís, qui revenait alors d'une mission dont il avait été chargé auprès du Pape par le prince de Galles (JJ. 110, p. 81 v°). Il sera question de ce fait dans une note relative à Guillaume de Sérís.

2. Simon Burleigh, dont nous avons déjà dit quelques mots (volume précédent, p. 382, note), avait été fait prisonnier au mois d'août 1369 par Jean de Bueil, et Guillaume des Bordes, dans un combat

sextiers de blé de rente annuelle et perpétuelle, et ès arrerages de **iii.** ans d'une part, et plusieurs autres du dit païs en la somme de trente un sextiers de blé et de **xlx.** solz en deniers de rente annuelle et perpétuelle et ès arrerages de trois ans ; la quelle rente et arrerages nous soient acquises et confisqués pour cause de la rebellion et desobeissance des dictes gens qui se sont portés et portent

livré près de Lusignan. (Froissart, édit. S. Luce, t. VII, p. 121.) Ce chroniqueur dit qu'il fut échangé à la fin de l'année, par l'entremise d'Eustache d'Auberchicourt, contre la duchesse de Bourbon. M. Chazaud (*Chronique du bon duc Loys de Bourbon*, p. 355 et 356) et M. S. Luce (édit. de Froissart, t. VII, p. xcvi note) ont démontré qu'Isabelle de Valois, duchesse douairière de Bourbon, fut délivrée seulement entre le 15 et le 22 août 1372. Ce qu'il y a de vrai, c'est que la duchesse était renfermée dans la tour de Brou (commune de Saint-Sornin, canton de Marennes, Charente-Inférieure), qui appartenait à Burleigh, du chef de sa femme. Dans un acte du 4 octobre 1367, il se qualifie « seigneur de Chéneché, de Brouhe et de Chayssours » (Arch. nat., J. 1026, n° 18), ce qui met ce point hors de doute. Ce qui est certain encore, c'est que, le 23 juillet 1372, il traita avec le duc de Bourbon de la rançon de la duchesse (Arch. nat., P. 1358 1, n° 504), et qu'à cette époque il était en liberté. Simon Burleigh fit partie de l'armée d'invasion que le duc de Lancastre débarqua à Calais, le 20 juillet 1373, et à la fin de l'année suivante, après la conclusion dans cette ville d'une trêve d'un an entre la France et l'Angleterre, à l'exclusion de la Bretagne, on le retrouve parmi les compagnies placées sous le commandement du comte de Cambridge, qu'Edouard III prêta au duc de Bretagne. (Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. VIII, p. 280, 344.) Burleigh fut un des principaux conseillers d'Edouard et surtout de Richard II, dont il avait été précepteur. Mais il avait des ennemis puissants à la cour. Ils obtinrent qu'il fut mis en jugement pour une somme de 250,000 francs dont il était comptable et dont il ne pouvait justifier l'emploi. Jeté en prison dans la Tour de Londres, il fut au bout de deux mois jugé, condamné à mort et exécuté. Ce fut le 12 mars 1388 que Burleigh fut traduit devant le Parlement, et le 5 mai qu'il fut condamné; la sentence reçut immédiatement son exécution, malgré le roi et la reine, sur l'ordre du duc de Gloucester. Tout ce qu'obtint Burleigh, ce fut d'être décapité à la Tour; on lui épargna le gibet de Tyburn. (Kervyn de Lettenhove, d'après le *Procès* conservé dans le ms. 2454 de la Bibl. bodleienne, à Oxford, édit. de Froissart, t. XII, p. 248, 260 et 389, notes.)

Nous avons recueilli plusieurs documents dont on peut inférer que Marguerite de Bauçay, femme de Simon Burleigh, ne suivit pas son mari en Angleterre, après la soumission du Poitou, et qu'elle demeura dans son pays. Des textes relatifs à cette dame que nous avons produits déjà (t. II de ce recueil, p. 276, 277 note; t. III, p. 381 note) et de ceux dont il va être question, il résulte que sur les quatre maris que lui attribuent les généalogistes, le premier, Guy de Montléon, seigneur de Touffou, est plus que douteux. Elle n'était certainement pas en âge d'être mariée en 1318 ou 1320,

comme noz ennemis, si comme dit le dit exposant, le quel nous a humblement supplié que, considéré les services dessusdiz, ès quelz il est prest de continuer toutes fois que mestier sera, nous li vueillons donner la dicte rente, c'est assavoir que de la pourcion que il doit des dictes rentes annuelles à noz dis ennemis, le veillons tenir quicte et paisible à tous jours mais, et faire entrer en sa main sa

époque fixée pour ce mariage. En ce qui concerne les trois autres, Guillaume Trousseau, seigneur de Véretz, Simon Burleigh et Lestrangle de Saint-Gelais, il est absolument certain qu'ils épousèrent successivement Marguerite de Bauçay, dame de Chéneché. Quantité de textes en font foi. Mais la femme de Guillaume Trousseau et celle de Simon Burleigh étaient-elles la même personne ? Nous n'avons en faveur de l'affirmative que de fortes présomptions et pas de preuves directes. Il a été établi que la dame de Chéneché, Marguerite de Bauçay, avait épousé Guillaume Trousseau avant le 24 août 1352, et qu'elle en était veuve en 1362. Puis, le 15 juin 1364, nous trouvons Simon Burleigh, chevalier anglais, établi en Poitou et marié à une Marguerite de Bauçay, aussi dame de Chéneché (J. 1026, n° 19). Toutes les apparences sont donc en faveur de l'identité de la veuve de Trousseau et de la femme de Burleigh. Le mandement du Parlement du 7 septembre 1379, dont nous avons parlé (vol. précédent, p. 381 n.) peut être négligé, car nous y avons relevé des confusions de noms qui indiquent certainement une erreur de transcription, erreur qui sera d'ailleurs rectifiée à la fin de cette note. L'objection la plus sérieuse proviendrait du fait, que dans son testament, Marguerite, veuve de Lestrangle de Saint-Gelais, demande des prières pour le repos de l'âme de ce dernier, et pour le salut de Simon Burleigh (voy notre t. II, p. 277 note), mais ne parle pas de Guillaume Trousseau, qui aurait été, suivant nos textes, son premier mari.

Quant à Lestrangle de Saint-Gelais, il n'y a point de doute possible, il épousa, en 1389 ou 1390, la veuve de Simon Burleigh et mourut vers la Saint-Michel 1392. Ces dates nous sont fournies par un arrêt criminel très important, rendu contre Jacques de Saint-Gelais, son fils du premier lit (Lestrangle avait épousé en premières noces Aiglive de Chaunay), du 30 août 1399. Il s'agissait de la terre de Villiers, (Villiers-en-Plaine, Deux-Sèvres), tenue en fief de l'abbaye de Saint-Maixent, sauf un sixième qui relevait de Parthenay, terre dont une part avait appartenu à Marguerite de Bauçay. Cette dame était en procès à ce sujet en 1378-1379 avec Maingot du Merle, chevalier, seigneur de Gascougnole, et les sœurs de celui-ci, Marguerite et Charlotte du Merle, cette dernière femme de Jean d'Argenton, seigneur d'Hérisson. L'affaire fut réglée par un accord amiable qui déterminait la part qui revenait à chacune des parties. (Permission du Parlement accordée le 13 mars 1378 et renouvelée le 2 juillet 1379; X¹ 27, fol. 42 ; X¹ 28, fol. 72.) Dans cette dernière, la dame de Chéneché est dite autorisée par le roi à poursuivre son droit. Après la mort de sa belle-mère, qui arriva un peu après le 6 septembre 1394, Jacques de Saint-Gelais s'empara de Villiers et fit fabriquer une fausse donation de ladite terre, soi-disant faite par

dicte mere et son dit oncle du demourant des rentes que doivent à noz dis ennemis, et leur fait mandement de par nous que doresnavant il les au dit suppliant, ses hoirs et successeurs. Nous ad eu regart et consideration aux services et autres dessus dictes, avons donné et donnons, de grace et de certaine science, au dit suppliant, pour li, s

cette dame en faveur de son père, sur laquelle il appuyait ses prétentions. Jeand'Argenton, sa femme et la sœur de celle-ci, et le sire du Merle, l'attaquèrent au Parlement. Jacques de Saint-Gelais, notaire qui était accusé d'avoir fabriqué les lettres, Jean de Châtelet et Jean Le Blanc furent arrêtés et mis en prison au Châtelet de Paris, dès le 12 juin 1399. Dans un arrêt extrêmement développé, le Parlement déclara faux l'acte produit par Saint-Gelais et ordonna que tel il serait lacéré, et que les demandeurs seraient maintenus en possession de la terre litigieuse. La cour, préférant miséricorde à rigueur, condamna Jacques aux dépens, à des dommages-intérêts et se réserva de taxer, et à une amende de 60 livres seulement. Quant à Jean Le Blanc, il fut suspendu de son office pour deux ans; et les deux accusés furent mis hors de prison le 12, fol. 404 v°, 406, 407 v°; X^{2a} 13, fol 304 v° et s.).

Marguerite de Bauçay prend le titre de dame de Villiers. Elle donne quittance au duc de Berry, qui lui avait acheté, pour 1000 francs d'or, ses droits sur l'hébergement de Grassay de Chasseport (acte du 2 mars 1389 n. s.). Elle déclare avoir reçu la somme par la main de Jean Gouge, secrétaire du duc et de ses aides ordinaires pour le fait de la guerre en son comtois. Les procureurs du duc de Berry ayant traité cette affaire avec Guillaume Taveau et Etienne Gracien. (Arch. nat., J. 181, n. 1).

Les biens de Marguerite de Bauçay, femme de Simon de Craon, particulièrement sa terre patrimoniale de Chéneché, déclarés confisqués, dès le commencement de la guerre, furent restitués à Pierre de Craon, suivant un acte publié dans notre préface (p. 380 et s.). A la paix, au lieu de retourner purement à sa véritable propriétaire, cette seigneurie fut l'objet d'un accord moyennant lequel Marguerite de Bauçay, se réservant l'usufruit pour sa vie, en abandonnait la propriété à Pierre de Craon, dame de la Suze, femme de Pierre de Craon, qui prétendait sa légitime héritière. Elles n'étaient que cousines de germains. Guy de Bauçay, dit Goman, chef de la branche de Chéneché, avait eu trois fils et quatre filles. Ses deux fils furent Guy ou Guyon qui hérita de Chéneché et Foucaut. Marguerite était la fille du premier (voy. notre t. II, p. 277 note), et la petite fille du second par sa mère, Jeanne de Bauçay, dite Catherine, dame de la Suze, contre le comte de Saint-Lancelot Turpin, au sujet précisément de la terre de Chéneché dont Marguerite de Bauçay avait disposé de nouveau, au sujet de l'accord dont il vient d'être parlé (X^{1a} 1477, fol. 146 v°).

et successeurs et aians cause perpetuelment à tous jours mais, ou cas dessus dit, la dicte quantité de XLIII. sextiers de blé et de XLIX. solz en deniers. Si donnons en mandement par ces presentes au seneschal d'Anjou et de Thou-raine, ou à son lieutenant, au receveur et commis à recevoir les forfaitures ou dit pais, et à chascun d'eulz, que de la rente de blé et d'argent dessus divisée, c'est assavoir de la partie et pourcion du dit suppliant, il le tiengnent quicte et paisible doresenavant à tous jours mais, et sa dicte mere et son dit oncle facent entrer en la main du dit suppliant, pour li et pourses successeurs et aians cause, du demou-rant que il doivent des dictes rentes avec les arrerages du temps passé dessus devisiez, lesquelles rente et arrerages nous sont avenues et confisquées par les causes dessus dictes, en le faisant joir et user paisiblement de nostre presente grace, ou cas toutevoie que pour les services dessusdiz ycelui suppliant n'aura eu de nous ou de nostre très cher et très amé frere et lieutenant, le duc d'Anjou, aucune autre grace. Non contrestant quelconques dons et assignations faites ou à faire sur ycelles rentes et arre-rages, ordenances, mandemens ou deffenses et lettres subreptices empetrées au contraire. Et que ce soit chose ferme, etc. Sauf, etc. Donné au Bois de Vincennes, ou mois de juing l'an de grace mil ccc. LXX, et de nostre regne le VII^e.

Autresfois ainsin signée : Par le roy en ses requestes, et puiz par vous corrigées. J. Grellier. — Visa. Filleul.

D

Don à Pierre Bauchier, écuyer de Bretagne, du château de Néon et de ses dépendances, confisqués sur Huguet d'Aloigny, parce que celui-ci y avait placé Guyot du Jeu, écuyer, qui le tenait sous l'obéissance du roi d'Angleterre. (JJ. 104, n° 337, fol. 140.)

8 juillet 1370.

Charles, par la grace de Dieu, roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, comme Guyot du

Jeu ¹, escuier, le quel prenoit et devoit prendre par an dix setiers de blé, à la mesure d'Angle, sur le chastel de Neon et sur les revenues et appartenances d'icellui, le quel chastel et appartenances estoient et appartenoint à Huguet d'Aloigné ², escuier, eust et tenist le dit chastel et en preist et receust toutes les revenues et rentes d'icellui, tant pour paiement des dis dix setiers de blé comme pour la garde d'icellui en l'obeissance de nostre adversaire d'Angleterre, dont il s'estoit parmi chargiez par accort fait avec lui par le dit Huguet et ses amis, du quel nostre adversaire le dit Guyot a tenu et tient le parti encontre nous et nos subgiez, par quoy le dit chastel et ses dictes appartenances nous sont acquis et venus en commis, nous, pour consideracion des bons et loyaux services que nous a fais en nos guerres et fait chascun jour Pierre Bau-chier ³, escuier de Bretaingne, compaignon de nostre amé huissier d'armes Jehan de Kaeranloet ⁴, et à la requeste

1. Il appartenait à une famille dont les biens étaient situés dans le Mirebalais et qui était très probablement originaire de ce pays. (Cf. Jeu, près Marcé, commune de Chouppes.) M. E. de Fouchier mentionne Hugues et Perrot de Jeu, possesseurs d'un hôtel à Marcé, en 1326, et Philippon de Jeu, seigneur du Bois-Robin, à la Grimaudière, en 1376. (*La baronnie de Mirebeau du XI^e au XVII^e siècle*, in-8°, 1877, p. 192 et 216.)

2. La famille d'Aloigny était une des plus anciennes du Poitou. Huguet ne figure pas sur les nombreuses généalogies imprimées qui en existent. (Moréri, *Grand dictionnaire historique* ; La Chenaye-Desbois, *Dictionnaire de la noblesse* ; Beauchet-Filleau, *Dictionnaire des familles de l'ancien Poitou*, etc.)

3. Ce nom qui revient fréquemment dans les actes de la fin du XIV^e siècle et du commencement du XV^e publiés par dom Morice (*Hist. de Bretagne*, t. II, *passim*) est écrit plus communément Boschier. M. Demay décrit le sceau d'un Pierre Boschier, écuyer, qui fit partie de l'armée levée « pour mettre en subjection et réduire à l'obéissance le seigneur de Partenay », sceau apposé au bas d'une quittance de gages du 24 juin 1415. (*Invent. des sceaux de la collect. Clairambault*, in-4°, t. I, p. 134.)

4. Jean de Kerlouët, écuyer, originaire de Plévin, au diocèse de Quimper, avait alors trente-quatre ans (voy. l'enquête faite à Angers pour la canonisation de Charles de Blois, le 5 novembre 1371, dom Morice, *Preuves de l'histoire de Bretagne*, t. II, p. 19 et 20). Au retour de l'expédition d'Espagne, où il avait accompagné Du Guesclin, il vint guerroyer contre les Anglais sur la frontière de Poitou ; il prit une part active à cette campagne et y rendit au roi

du dit Jehan, avons au dit Pierre donné et octroyé, de nostre grace especial, de certaine science et auctorité royal, et par la teneur de ces lettres donnons et octroions le chastel de Neon dessus nommé avecques ses dictes appartenances, soient terres, vignes, prés, pastures, boys, rivières, estans, pescheries, hommes, hommages, juridiction haute, moyenne et basse, cens, rentes et autres revenues quelconques, en quelconque valeur que elles soient, à tenir et possider par le dit Pierre et par ses hoirs et successeurs, et ceulx qui auront cause de lui, perpetuellement et à tousjours. Si donnons en mandement aux seneschaux de Poitou, de Lymosin et de Xantonge et à tous les autres

d'éminents services. La prise de la Roche-Posay en 1369 fut due en grande partie à sa valeur (voy. vol. précédent, p. 390) ; il en fut nommé capitaine et Charles V lui assigna, dès le 12 septembre de cette année, 4500 francs d'or pour la garde du château. Victorieux des Anglais, quelques jours après, dans un combat près de Lusignan (*id.*, p. 406), il leur livra de nouveau bataille à Purnon, en compagnie de Jean de Bueil, de Jean de Vienne, de Guillaume des Bordes et de Louis de Saint-Julien. Leurs exploits dans cette action sont longuement racontés par Froissart. Kerlouët contribua encore à la prise de Saint-Savin et paya largement de sa personne au pont de Lussac, où fut tué Jean Chandos, le 31 décembre 1369. Malheureusement il y demeura prisonnier. Sa rançon, fixée à 3000 francs d'or, fut payée par la ville de Tours, au dire de Cuvelier. Dès le mois de juillet 1370, nous le retrouvons à l'escalade de Châtellerault, dont la réussite fut sa revanche. Il ne quitta plus désormais le théâtre de ses exploits, où il finit par trouver une mort glorieuse. Quand le duc d'Anjou réunit une armée imposante, que Froissart estime à mille lances, chevaliers et écuyers, et à quatre mille gens de pied, pour reprendre la Roche-sur-Yon, dont les Anglais s'étaient rendus maîtres, comme nous l'avons vu, au milieu de l'année 1369, Kerlouët fit partie de l'expédition. Puis, le 21 mai 1373, à Chizé, il assista encore à une déroute des ennemis qu'il n'avait cessé de combattre ; mais quelques jours après il fut tué sous les murs de Niort, dont Du Guesclin victorieux allait prendre possession. Charles V, reconnaissant de tant de services, affecta par son testament, daté d'octobre 1374, une rente de trente livres à la fondation d'une chapelle pour son huissier d'armes. (*Arch. nat.*, J. 453, n° 17.) M. Luce a mis en relief l'individualité de ce personnage, méconnu ou défiguré par d'autres historiens, et a produit un grand nombre de renseignements sur les quatre dernières années de sa vie. (*Edit. de Froissart*, t. VII, p. XLIX, LXIV, LXXIII, LXXIX, LXXXIII, LXXXVI, LXXXVII et XC.) Outre la forme que l'on rencontre ici, le nom de Kerlouët est encore écrit, dans les textes de l'époque, Karalouet, Keranlouet, Carelouet, etc.

justiciers de nostre royaume, presens et avenir, ou à leurs lieutenans et à chascun d'eulx, si comme à lui apparten-dra, que le dit Pierre mettent et tiennent en possession et saisine du chastel et des appartenances dessus dictes, et l'en facent et laissent, et ses dis hoirs et successeurs, et ceulx qui de lui auront cause, joir et user paisiblement et perpetuellement, cessant tout empeschement. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, le viii^e jour de juillet l'an de grace mil ccc. lx. et dix, et le septiesme de nostre regne.

Par le roy. Yvo.

DI

Don à Pierre Lasnier de vingt livres de rente à prendre sur les biens de plusieurs Poitevins rebelles, en dédommagement des meubles et immeubles qu'il avait perdus à Poitiers et à Vouzailles, à cause de sa fidélité au roi de France. (JJ. 100, n^o 612, fol. 183.)

Novembre 1370.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir esté exposé de la partie de Pierre Lasnier que, comme il ait tousjours esté et encores soit bon et loyal françois, et nous ait servi en noz guerres bien et loyalment, et encores soit prest et appareillié du faire, pour le fait des quelles et pour tenir nostre partie, il a delessié et perdu bien xx. livrées de terre qu'il avoit ou paiz de Guyenne et bien la valeur de ii^e livres de meuble que il avoit à Poitiers, avecques un herbergement qu'il avoit aussi en la ville de Vousaille, qui a esté ars et destruit par noz ennemis ¹,

1. Au mois de septembre 1369, une armée d'environ quatre mille combattants, dont faisaient partie le vicomte de Châtellerault, Guichard d'Angle, les sires de Parthenay et de Pons, Perceval de Cologne, etc., se forma à Angoulême, sous la direction du comte de

dont il est grandement dommagié, si comme il nous a esté tesmoigné, nous, pour consideracion et remuneration des diz dommages, à l'umble supplicacion faicte à nous par le dit Pierre, lui avons donné et octroyé, par la teneur de ces presentes, donnons et octroyons, de nostre certaine science, grace especial et auctorité royal, xx. livres parisis de rente, à lez prendre, tenir et avoir chascun an par lui et ses ayans cause à tous jours maiz dores en avant, en et sur les manoirs, terres, rentes et autres possessions quelconques, que ont et tiennent à present en nostre royaume Guillaume Boucineau, Estienne Ragouteau, Phelipon Jaques ¹, de Poitiers, Jehan Jaroter, filz de feu Guillaume Jaroter, Jehan Bilant, de Ayron, Guillaume Jodrant, Perrot Chevalier ², Phelipon Fer-

Pembroke, qui avait à cœur de venger son échec de Purnon, et se dirigea vers l'Anjou, « ardant et essillant villes et petis fors qui ne se pooient tenir, et rançonnant le plat pays ». Ils poussèrent une pointe jusqu'à Saumur ; la ville, défendue par Robert de Sancerre, repoussa l'assaut. « Mes tous li pays de là environ fu pris, ars, gastés, et essilliés, et y firent en ceste chevance li Engles moult de desrois. » Hugh de Calverly s'empara des Ponts de Cé et s'y fortifia ; une autre bande s'établit solidement à Saint-Maur-sur-Loire. C'est sans doute pendant cette chevauchée que Vouzailles, qui se trouvait sur la route suivie par le comte de Pembroke, eut à souffrir les maux dont les lettres données en faveur de Pierre Lasnier portent ici témoignage.

1. On trouvera ci-dessous des lettres d'anoblissement en faveur de Philippe Jacques, dit de Bonniers, de Poitiers, datées de Paris, le 31 décembre 1376.

2. Il appartenait sans doute à la famille Chevalier, de Saint-Maixent, dont MM. Beauchet-Filleau ont donné une partie de la généalogie. Voici quelques renseignements inédits sur deux membres de cette famille et sur d'autres habitants de Saint-Maixent qui compléteront une note de notre précédent volume (p. 301). Marguerite Quentin, damoiselle, avait épousé Thomas Janvre, écuyer, puis Hugues Chevalier, et enfin, en troisièmes noces, Hélié Vigier, écuyer. Hugues Chevalier avait légué à sa femme la maison qu'ils habitaient à Saint-Maixent, et dans laquelle il mourut, ainsi que tous les meubles et approvisionnements qu'elle renfermait, stipulant que, dans le cas où ses autres héritiers voudraient troubler celle-ci dans la possession de ces biens, ils devraient payer 100 marcs d'argent au roi. Néanmoins, un jour que ladite dame, veuve alors, était fort malade, Jean Chevalier, Jean Larcher, Louis Mignot, Jean et Pierre Châteignier, se disant héritiers d'Hugues Chevalier, envahirent de nuit et en armes ladite maison, tinrent Marguerite Quentin prisonnière dans sa chambre et la firent garder pendant quinze jours par

ron ¹, Phelipon Jodrant, Perrot Messay, Aymery Panciot, Phelipon Voet et Guillaume Jourdain ², noz ennemis et rebelles, demourans ou duchié de Guyenne, alliez avec noz diz ennemis, tant à cause d'eulz comme de leurs femmes, ou sur l'un d'iceulx là où il pourra miex et plus promptement estre assigné, baillé et delivré jusques à la dicte somme, ou dit Pierre Lasnier, ou à son certain commandement pour lui. Si donnons en mandement par ces presentes aux seneschalx de Tourainne, d'Anjou et du Mainne, et à tous les autres justiciers et officiers de nostre dit royaume, et aux commis et deputez de par nous à lever les confiscacions, ou à leurs

des gens armés. Au bout de ce temps, ils lui extorquèrent une renonciation au legs de son mari, et de plus une somme de deux cents francs d'or. Ladite dame s'étant remariée à Hélié Vigier, les deux époux portèrent plainte. L'affaire fut soumise d'abord à Jean de Londres et à Jean Taveau, conseillers du comte de Poitou, puis les défenseurs prétendant que les juges étaient d'avance favorables à leurs adversaires, le Parlement en fut saisi. Le 10 janvier 1376, la cour manda au lieutenant du sénéchal de Poitou à Saint-Maixent de faire examiner sans délai plusieurs témoins âgés et malades, dont les époux considéraient les dépositions comme indispensables pour leur procès, et recommanda à ce magistrat de se hâter, attendu la mortalité qui sévissait dans le pays (X^{1a} 25, fol. 181). Puis le 7 avril 1378, on trouve un arrêt de procédure, dont nous avons extrait les faits qui précèdent, portant que les parties seront admises à produire leurs pièces et qu'il sera fait une enquête par des commissaires spéciaux (X^{1a} 27, fol. 123 v^o).

1. Un personnage du nom de Ferron, Guillaume, écuyer, servait pour le roi de France, avec 30 hommes d'armes, sous Renaud de Pons, du 1^{er} mars 1370 au 1^{er} mars 1371. (*Bibl. nat.*, ms. fr. 20684, p. 424.) Un Geoffroy Ferron, chevalier, était en procès au Parlement, le 11 juillet 1376, contre Renaud de Vivonne, sire de Thors, auquel il réclamait une somme de 4000 fr. d'or. Celui-ci avait fait ajourner, comme garants, André Rouault, chevalier, Guillaume Prévot, Jeanne Jarousseau, veuve de feu Nicolas Mercier, et Jean Alonneau, qui refusèrent de se rendre à cette invitation. La cour, par arrêt du 23 décembre suivant, décida que R. de Vivonne ne serait pas admis à impugner l'obligation de ladite somme qui est déclarée bonne et valable, et qu'il devra la payer à G. Ferron, sauf 1032 francs qu'il a prouvé avoir payés à-compte. Le 11 avril 1377, un huissier du Parlement fut chargé de l'exécution de cet arrêt (X^{1a} 25, fol. 232 v^o, et X^{1a} 26, fol. 51 et 138 v^o).

2. Une terre confisquée sur Guillaume Jourdain avait été donnée, en octobre 1369, à Jean comte de Sancerre (voy. le vol. précédent, p. 426 et note). Guillaume Jourdain avait prêté serment de fidélité à Jean Chandos, à Saintes, le 12 octobre 1361. (Bardonnnet, *Procès-verbal de délivrance*, etc., p. 245.)

lieux tenans, et à chascun d'eulx, presens et avenir, si comme à lui appartendra, que le dit Pierre facent et laissent joir et user paisiblement de nostre present don et grace, et contre la teneur d'icelle ne le troublent ou empeschent, ou sueffrent estre troublé ou empeschié, en aucune maniere, mais de la dicte terre et rente, jusques à la dicte somme, le mettent ou facent mettre, chascun en droit soy, qui requis en sera et à qui il appartendra, en possession et saisine, et en facent user et explecter le dit Pierre et ses heritiers ou aians cause paisiblement, en ostant tout trouble et empeschement qui mis y seroit par les dessus nommez ou autres. Pourveu toutes voies que, ou cas que les dessus nommés se retourneroient à nostre obeissance et subjection et que à ce les recevrions, et que nous leur rendissions pour ce leurs dictes terres et possessions, que le dit Pierre ne autre pour lui ne nous puist demander pour ce present don aucune recompensacion ou restitution. Et pour ce que ce soit ferme chose, etc. Sauf, etc. Donné à Meleun, l'an de grace mil ccc. lxx, et de nostre regne le vii^e, ou mois de novembre.

Ainsy signées : Par le roy. J. de Reims. — Visa.

DII

Don à Jean Bouyn, garde de la ville de Mirebeau, de soixante livres parisis de rente annuelle à prendre sur les manoirs, biens et possessions de Guillaume de Bernezay, Amaury de Neude, Jean de Dercé et autres rebelles. (JJ. 100, n° 613, fol. 183.)

Novembre 1370.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir esté exposé de la partie de Jehan Bouyn ¹,

1. Nous ne savons si ce nom doit se lire Bouyn, Bonyn ou Bovyn (Boivin). On trouve à cette époque Jean Boyvin, écuyer, fils de Jean Boyvin, chevalier, ce dernier mort avant 1351, sa veuve étant à cette époque en procès avec le prévôt de l'église de Poitiers ; les parties obtinrent permission de passer un accord, le 28 mars 1351 (X^{1a} 13, fol. 21 v^o) ; et Jean Bonnin, écuyer, seigneur de

escuyer, garde de nostre ville de Mirebeau, assise sur les frontieres de Guyenne, que, comme il ait tousjours esté et encores soit bon et loyal françois et nous ait servi en noz guerres bien et loyamment et encores soit prest et apparellié du faire, tant en son dit office comme autrement, pour le fait des quelles nos guerres et pour tenir nostre partie, il a esté pris de noz ennemis et mis à grans et excessives raençons, et en pluseurs autres manieres grandement dommagié, si comme il nous a esté tesmoigné, nous, pour consideracion et remuneracion d'iceulz dommages, à l'umble supplicacion à nous faicte par le dit Jehan, lui avons donné et octroïé, et par la teneur de ces presentes, donnons et octroions, de nostre certaine science, grace especial et auctorité royal, lx. livres parisis de rente, à lez prendre, tenir et avoir chascun an, par lui et ses aians cause à tous jours mais doresen avant, en et sur les manoirs, terres, rentes et autres biens et possessions quelconques, que ont et tiennent à present en nostre royaume les hoirs de feu Guillaume de Bernezay ¹, Almaury de Neude ², Guillaume de Romenuil ³, Jehan de Dersé ⁴, chevalier, Jehan Dersé,

Monthomer, qui fut depuis gouverneur de la haute et basse Marche, et était fils de Joubert Bonnin, seigneur de Messignac, premier écuyer de l'écurie du roi Jean, tué aux côtés du roi à la bataille de Poitiers. (Beauchet-Filleau, *Dictionnaire des familles du Poitou*, t. I, p. 396.)

1. Guillaume de Bernezay est mentionné à deux reprises dans notre premier volume (p. 15 et 330). Du Chesne, dans son *Hist. général. de la maison du Plessis-Richelieu*, p. 27, cite cette famille parmi les plus anciennes du Loudunais.

2. Sans doute de Nesde. Nous avons cité quelques personnages de ce nom, p. 222 note, de notre second volume.

3. Nous avons rencontré Guyon de Remenuel, de la paroisse de Panzoult en Touraine, dans notre précédent vol., p. 68.

4. Ces biens avaient été donnés en partie déjà à Jean Adeuil, écuyer, en décembre 1369 (ci-dessus, p. 28). Jean de Dercé, écuyer, seigneur de Saint-Loup, soutint un procès en cas de *nouvelleté*, contre la commanderie de Saint-Remy (Deux-Sèvres), procès qui se termina par un accord autorisé par le Parlement, le 5 avril 1351 (X^{1a} 13, fol. 27). En 1376, Jean de Dercé, chevalier, sans doute le neveu, également seigneur de Saint-Loup, avait interjeté appel du bailli des Exemptions de Poitou et de Touraine, à raison de certaines commissions décernées par ledit bailli contre lui et les sujets de

nepveu d'icelluy chevalier, Jehan Biauprestre, Robin et Phelipon diz du Portal ¹, freres, tant à cause d'eulx comme de leurs femmes, sur l'ostel et appartenances qui fu Symon du Foilluz, assiz à la Germaudiere, et sur ce que le dit Amaury a de nouvel vendu à Gauchier Spinton ², angloiz, et à Reynaut Beraut ³, lesquelz dessus nommez sont noz ennemis et rebelles, demourans ou duchié de Guyenne, alliez avec noz diz ennemis, ou sur l'un d'iceulx, là où il pourra miex et plus promptement estre assigné, baillié et

sa terre et frano-fief de Saint-Loup, qu'il affirmait être du ressort de Poitiers. Le procureur général prétendait au contraire que, dans tous les cas de supériorité et de ressort et autres touchant les droits régaliens, le seigneur de Saint-Loup et ses hommes devaient ressortir immédiatement devant le bailli des Exemptions, au siège de Chinon. Cette question avait une plus haute portée en ce sens que le duc de Berry, comme comte de Poitiers, et le duc d'Anjou, comme seigneur de Loudun, réclamaient tous deux cette juridiction. Le procureur démontra que, du temps de l'occupation anglaise, Jean de Dercé avait avoué à tort et sans aucun fondement que son fief et ses sujets de Saint-Loup étaient du ressort de Poitiers et devaient être jugés par Guillaume de Felton, alors sénéchal de Poitou. La cour donna gain de cause au bailli des Exemptions par arrêt du 16 juin 1376 (X¹^e 25, fol. 222). Trois autres procès de Jean de Dercé se terminèrent par des accords : 1^o le 9 septembre 1383, avec Payen de Chausseroye et Pierre Grasseteau, question de juridiction (X¹^e 47) ; 2^o le 15 mars 1385 n. s., avec Louis Moisen (X¹^e 50) ; 3^o avec Thenon Macé et Perrot Quarrior, touchant les dîmes du village de Doux, en 1387 (X¹^e 54). M. Demay cite une quittance de gages de Jean de Dercé, écuyer, pour services de guerre contre les Anglais, datée du 12 novembre 1418. Le sceau apposé à cet acte présente un écu à deux fasces accompagnées de neuf merlettes en orle, penché, timbré d'un heaume, couronné et cimé d'une touffe, supporté par deux lions. (*Invent. des sceaux de la coll. Clairambault*, in-4^e, t. I, p. 334.) M. de Fouchier fournit quelques renseignements sur diverses personnes de la famille de Dercé et leurs possessions, à la fin du xiv^e siècle. (*La baronnie de Mirebeau*, 1877, p. 153, 174, 254, 271.)

1. Une partie des biens de Robin du Portal et de Simon du Fouilloux avait été donnée déjà, en septembre 1369, à Philippe de Montehan, dame de Sautonne (voy. notre vol. précédent, p. 405-406). M. de Fouchier (*op. cit.*, p. 189 et 196) mentionne Simon du Fouilloux et Raoulin du Portal comme seigneurs chacun d'un hébergement à la Grimaudière, appelée ici la Germaudière.

2. Gautier Spridlington (voy. ci-dessus, p. 5, note 2).

3. Les Beraut étaient aussi une famille notable du Mirebalais, sur plusieurs membres de laquelle M. de Fouchier a recueilli des renseignements pour le xiv^e siècle. Ils portaient de gueules au loup cervier d'argent, à trois croussilles de même, deux en chef et une en pointe. Leurs biens étaient situés à la Lande, à Poix ou Poué et à la Moix, sur la paroisse de Liaigue. (*Id. ibid.*, p. 174, 175, 195, 268.)

delivré, jusques à la dicte somme, au dit Jehan Bouyn, ou à son certain commandement pour lui. Si donnons en mandement par ces presentes aux seneschaux de Touraine, d'Anjou et du Mainne, et à tous les autres justiciers et officiers de nostre dit royaume, et aux commis et deputez de par nous à lever les confiscacions, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, presens et avenir, si comme à lui appartendra, que le dit Jehan Bouyn facent et laissent joir et user paisiblement de nostre present don et grace, et contre la teneur d'icelle ne le troublent ou empeschent, ou sueffrent estre troublé ou empeschié en aucune maniere, mais de la dicte terre et rente, jusques à la dicte somme, le mettent ou facent mettre, chascun en droit soy, qui requis en sera et à qui il appartendra, en possession et saisine, et en facent user et explectier le dit Jehan Bouyn et ses aians cause paisiblement, en ostant tout trouble et empeschement qui miz y seroit par les dessus nommez ou autres. Pourveue toutevoie que ou cas que yceulx dessus nommez se retourneroient à nostre obeissance et subjection et que à ce les recevrions et que nous leur rendissions pour ce leurs dictes terres et possessions, que le dit Jehan Bouyn ne autre pour lui ne nous puist demander pour ce present don aucune recompensacion ou restitution. Et pour ce que ce soit ferme chose, etc. Sauf, etc. Donné à Meleun, l'an de grace mil ccc. lxx, et de nostre regne le vii^e, ou mois de novembre.

Ainsy signées : Par le roy. J. de Reims. — Visa.

DIII

Don à Pierre, Jean et Guillaume Ajaon de quarante livres parisis de rente à prendre sur les biens confisqués d'Aimery d'Argenton et de plusieurs autres Poitevins rebelles, pour les dédommager des pertes qu'ils avaient éprouvées au service du roi. (JJ. 130, n° 655, fol. 194 v°.)

Novembre 1370.

Charles, etc. Savoir faisons, etc. nous avoir esté

exposé de la partie de Pierre, Jehan et Guillaume diz Ajaon ¹, freres, que, comme il aient tousjours esté et encores soient bons et loyauls françois et nous aient servi en noz guerres bien et loyalment, et encores sont prests et appareilliés du faire, pour le fait des quelles choses et pour tenir nostre partie il a (*sic*) delaissé et perdu vint livres de rente qu'il avoient ou pays de Guyenne, et aussi ayent iceulx exposans esté pris, et par especial le dit Pierre par pluseurs fois, tant par les compagnies, quant elles furent derrainement à Faie, comme par autres noz ennemis, et mis à teles et excessives raençons que il en sont tous desers, si comme il nous a esté tesmongnié ; nous, pour consideration et remuneration d'iceulx dommages, à l'umble supplicacion faicte à nous par les dis exposans, leur avons donné et octroyé, et par la teneur de ces presentes donnons et octroyons, de nostre certaine science, grace especial et auctorité royal, quarante livres parisis de rente, à les prendre, tenir et avoir chascun an par lui et ses aians cause à tous jours mais doresenavant, en et sur les manoirs, terroirs, rentes et autres possessions quelconques que ont et tiennent à present en nostre royaume Aymery

1. Les noms de Guillaume Ajaon, de Mirebeau, et de Perrot Ajaon se rencontrent dans les registres du Parlement, le premier à l'occasion d'un procès qu'il soutint contre Jean du Portal ou du Portau. (Mandement au bailli des Exemptions de Poitou et de Touraine de reprendre l'affaire et de faire aux parties *complementum justicie*, 28 avril 1377 (X^{1a} 26, fol. 60). Le second, Pierre Ajaon, passa une partie de sa vie dans les péripéties d'un procès criminel, commencé devant le bailli des Exemptions de Poitou, d'Anjou et de Touraine. Jean Toreau, alors sénéchal de Mirebeau pour Louis duc d'Anjou, l'avait accusé d'avoir tenu des propos injurieux contre le roi et le duc de Berry ; il avait été emprisonné pour ce fait et ne put que difficilement établir son innocence. A peine remis en liberté, il fut arrêté de nouveau, sur l'ordre cette fois de l'évêque de Poitiers et sous l'accusation d'insulte par paroles contre ce prélat et de faux. L'affaire portée au Parlement donna lieu à diverses procédures, dont une curieuse sentence du 22 décembre 1386 (X^{1a} 35, fol. 67 v°). Quelques années plus tard, Pierre Ajaon intenta une action en calomnie contre Etienne Daulion qui l'avait fait incarcérer en l'accusant à tort de faux. (Arrêt de renvoi au bailli des Exemptions, le 17 janvier 1394, X^{2a} 43, fol. 26 v°.)

d'Argenton ¹, chevalier, Jehan et Jehan (*sic*) diz Chauniz, de Partenay, Guillaume de Sauve, Symon Guérineau, prestre, Perrot de Bouyn, la Codeluce, suer de Jehan Guérineau ², Guillaume du Foulleux ³, Pierre Lervaut, maistre Pierre Bonnaut ⁴, Jehan Pain ⁵, Jehan Severin, Perrot, filx Generoux Angibaut, Jehan et Guillaume Seignoreaux, les hoirs feu Leriche Fontine, Thomas Thoreau, les hoirs feu Jehan et Gieffroy Guessebilz, Guillemet Bigot, Jehan Jobaut, Thomas Augart, les hoirs de la femme Jehan Augart, Berthelot Reber, Robin Dain, Pierres Frondebeuf ⁶, Meriot Peliçon, les hoirs de la femme feu Nau, de la Jarie, Guillaume du Puy Jourdain ⁷, les Hediaux, de Saint-Messent, Osanne Chaumailarde, Aymery de Chavannez, Jehan de la Bessoigne ⁸, et les hoirs de feu Gilette de Chauvigné, nos ennemis rebelles, demourans ou duchié de Guyenne, alliez avec nos dis ennemis, tant à cause

1. Aimery d'Argenton, seigneur d'Hérisson et de Crémille. Une partie de ses biens confisqués avait été donnée déjà, le 25 octobre 1369, à Jean de Saint-Pierre, ancien maître des monnaies de Poitiers et d'Angers (vol. précédent, p. 416-417), et nous avons publié à cette occasion un certain nombre de renseignements sur ce personnage. Voy. aussi le n° CCCCLXXXV du présent volume, p. 29.

2. Jean Guérineau, demeurant à Poitiers et qualifié conseiller du duc du Berry, figure sur les comptes de ce prince pour frais faits en la compagnie et au service dudit seigneur, aux mois de septembre et d'octobre 1372. (Arch. nat., KK. 251, fol. 99 v°.)

3. Sans doute Guillaume du Fouilloux. M. Beauchet-Filleau cite un personnage de ce nom, châtelain de l'houars, qui fut témoin dans un testament de l'an 1323, ainsi que dans une transaction du mardi avant la Saint-Cyprien 1333. (*Dict. des familles du Poitou*, t. II, p. 122.)

4. Un Jean Bonneau avait été établi juge royal du sceau aux contrats de la ville de Poitiers pour le roi d'Angleterre, le 23 septembre 1461. (Bardonnet, *Procès-verbal de délivrance*, etc. p. 149.)

5. Nommé Jean Païen dans une donation en faveur de Jean Adeuil (ci-dessus, p. 29 et note 2).

6. Une partie des biens de Pierre Frontdebeuf avait été donnée déjà, en décembre 1369, à Pierre Bruneteau, maréchal du duc d'Anjou (ci-dessus, n° CCCCLXXXIV, et la note 4 de la p. 26).

7. Une partie des biens du sire de Puyjourdain avait été donnée aussi, le 25 octobre 1369, à Jean de Saint-Pierre (vol. précédent, p. 416-417).

8. Le 13 mai 1374, une vente fut faite à Hilair et Larcher, bourgeois de Poitiers, par Jean de Ry, autrement dit de la Besoigne, de la paroisse de Montierneuf, d'une rente de dix-huit sous sur une maison et un verger situés aux Granges, en la paroisse de Saint-Germain, pour le prix de huit livres. (Archives de la ville de Poitiers, F. 43.)

d'eulx comme de leurs femmes, ou sur l'un d'iceulx, là où il pourra mieux et plus promptement estre assigné, baillié et delivré, jusques à la dite somme, aux dis exposans ou à leur certain commandement pour eulx. Si donnons en mandement aux seneschaux de Touraine, d'Anjou et du Mainne, et à tous les autres justiciers et officiers de nostre dit royaume et aux commis et deputez de par nous à lever les confiscacions, ou à leurs lieux tenans et à chacun d'eulx, presens et avenir, si comme à lui appartendra, que les dis freres exposans et chacun d'eulx facent et laissent joir et user paisiblement de nostre present don et grace, et contre la teneur d'icelluy ne les troublent ou empeschent en aucune maniere, mais de la dicte terre et rente jusques à la dicte somme les mettent ou facent mettre chacun en droit soy, qui requis en sera et à qui il appartendra, en possession et saisine, et en facent user et exploitier les dis exposans et leurs hoirs ou aians cause paisiblement, en ostant tout trouble et empeschement qui mis y seroit par les dessus nommés ou autres. Pourveu toutesvoies que, ou cas que iceulx dessus nommés se retourneroient à nostre obeissance et subjection et que ad ce les recevrions, et que nous leur rendissions pour ce leurs dites terres et possessions, que les dis exposans ne autres pour eulx ne nous puissent demander pour ce present don aucune recompensacion ou restitution. Et pour ce que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné à Meleun, l'an de grace mil ccc. soixante et dix et de nostre regne le viii^e, ou mois de novembre.

Ainsi signées : Par le roy. J. de Reims. — Visa.

DIV

Révocation du don fait à Jean de Villemur de la ville et de la châtellenie du Blanc, qu'il avait reprise sur les Anglais, et donation dudit lieu à Guy et à Guillaume de La Trémoille, parce qu'il avait appartenu à leurs ancêtres. (JJ.100, n° 751, fol. 232.)

Décembre 1370.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que,

comme par nos autres lettres et pour certaines causes en icelles contenues nous aions donné à heritage le chastel, ville et chastellenie du Blanc en Guienne à nostre amé et feal chevalier, Jehan de Villemur ¹, lequel le dit chastel et ville, avecques autres nos gens, avoit gaignié sur Gautier Spiriliton ², anglois, et tenus en nostre obeissance, en laquelle il est encores ; nous, considerans que le dit chastel, ville et chastelleniez enciennement es ancestres et dulinage de noz amez et feaux Guy de La Tremoille, chevalier, et Guillaume ³, son frere, escuier, li quel nous ont servi et servent chascun jour moult loyalment ou fait de nos guerres, sans espargnier leurs corps ne leurs chevances, et aussi pour autres certaines et justez causez et considerations à ce nous movens, le dit chastel, ville et chastelleniez du Blanc, avecques toutes les terres, censives, rentes et revenues, eaues, bois, prés, fours, molins, fiez, arrere fiez, hommages, vasselages, appartenances et dependences quelconques des chastel, ville et chastellenies du

1. Les lettres dont il est question ici sont du 23 février 1370 n. s. (JJ. 100, n° 292, fol. 85). Elles ne figurent point dans notre recueil, bien que la ville du Blanc fitalors partie de la sénéchaussée de Poitou, en dehors toutefois des limites ordinaires de cette province dans lesquelles nous nous renfermons, parce que Jean de Villemur n'était pas originaire de notre pays. Néanmoins, comme il prit une part active à la guerre dont les frontières du Poitou furent le théâtre en 1369-1370, et que Charles v le récompensa par la donation conditionnelle de localités poitevines, nous lui avons consacré une notice développée (ci dessus, p. 41, note).

2. Voir la note touchant Gautier Spridlington, p. 5, note 2 du présent volume. D'après les lettres citées dans la note précédente, la prise du Blanc eut lieu à la fin de janvier ou au commencement de février 1370 n. s.

3. Guy vi et Guillaume de La Trémoille étaient fils de Guy v, seigneur de Vazois et de Lussac-les-Eglises, grand panetier de France, mort à Loudun en août 1350, et de Radegonde Guenant (voy. notre vol. précédent, p. 394 note). Le procès, dont nous avons parlé en cet endroit, entre Guillaume de La Trémoille et Marie de Mello, sa femme, d'une part, et Eléonore de Beaufort, veuve d'Edouard de Beaujeu, d'autre, était relatif à une rente de 140 livres restant de 400 livres, laquelle avait été assise sur le château et la terre de Semur, appartenant à la succession de Beaujeu. La cour déclara cette assiette valable par arrêt du 27 août 1377 (X^{1a} 26, fol. 198).

es et pour certaines causes en
as donné à heritage le chastel,
e en Guienne à nostre amé et
llemur¹, lequel le dit chastel
nos gens, avoit gaignié sur
et tenus en nostre obeissance,
nous, considerans que le dit
anciennement es ancestres et
x Guy de La Tremoille, cheva-
re, escuier, li quel nous ont
moult loyalment ou fait de
eurs corps ne leurs chevances,
s et justez causez et conside-
dit chastel, ville et chastel-
toutes les terres, censives,
is, prés, fours, molins, fiez,
ges, appartenances et depen-
tel, ville et chastellenies du

ion ici sont du 23 février 1370
s ne figurent point dans notre
it alors partie de la sénéchaussée
limites ordinaires de cette pro-
ermons, parce que Jean de Ville-
pays. Néanmoins, comme il prit
s frontières du Poitou furent le
v le récompensa par la donation
s, nous lui avons consacré une
note.

Spridlington, p. 5, note 2 du
tées dans la note précédente, la
nvier ou au commencement de

moille étaient fils de Guy v,
es-Eglises, grand panetier de
, et de Radegonde Guenant
, Le procès, dont nous avons
de La Trémoille et Marie de
nore de Beaufort, veuve d'E-
atif à une rente de 149 livres
é assise sur le château et la
cession de Beaujeu. La cour
du 27 août 1377 (X¹ 26, fol.

Blanc dessus dictes, avons donné et donnons, de nostre
certaine science et grace especial, par ces presentes, aus
dessus diz freres et chascun d'eulx, à tenir, avoir et pos-
sider par eulx, leurs hoirs et successeurs et qui d'eulx
auront cause perpetuelment, les dis chastel, ville et
chastelleniez avecques leurs appartenances dessus dictes,
comme leur propre chose et en la forme et maniere que
Guillaume Guenant, chevalier, seigneur des Bordes
Guenant¹, les dis chastel, ville et chastelleniez souloit avoir

1. Guillaume III Guenant, seigneur des Bordes (ou des Bordes-
Guenant, aujourd'hui château et ferme sur la commune du Petit-
Pressigny, Indre-et-Loire), était fils Guillaume II, seigneur des
Bordes et du Blanc, et de Brunissent de Thiern. Sa sœur aînée
Radegonde avait épousé Guy V de La Trémoille; il était par consé-
quent oncle des deux frères, donataires de la ville et de la châtelle-
nie du Blanc, et cette donation paraît avoir été faite de son
consentement et sans doute moyennant une compensation; car
Charles V n'avait point de motifs pour lui être hostile, tout au con-
traire. Guillaume des Bordes-Guenant avait rendu au roi et au duc
de Berry les plus signalés services, pendant les campagnes des
années 1369-1370, avec ses compagnons inséparables, Jean de Bueil,
Louis de Saint-Julien et le breton Jean de Kerlouët, sur les marches
de Poitou et de Touraine. Il avait contribué d'une façon brillante
notamment à la prise de la Roche-Pozay (juin ou juillet 1369), au
succès de l'affaire de Purnon, à la fin de la même année, et à la
prise de Châtellerault, dans les premiers jours de juillet 1370. (Frois-
sart, édit. Siméon Luce, p. XLVIII, LXIV, LXXVIII, XC.) Guillaume
Guenant était alors capitaine de la Haye, un auteur ajoute lieute-
nant général au gouvernement de Touraine. Son nom se trouve uni
à celui de Jean de Villemur et autres capitaines de gens d'armes
« estans es parties de Touraine, auxquels Jean duc de Berry envoya
porter des lettres le 2 juillet 1370, par un valet de pied (KK. 251, fol.
38 v°). Par acte daté de Paris, le 2 avril 1369, il avait été retenu
par le roi pour servir dans les présentes guerres », avec c. payes
et à cxx livres de gages pour son état. Le 29 octobre de la même
année, il avait sous ses ordres 219 hommes d'armes. Le 1^{er} mars 1370,
Charles V ordonne de lui payer ses gages et lui fait présent d'un
cheval, le 8 juillet de la même année. (L. Delisle, *Mandements de
Charles V*, in-4°, p. 254, 295, 323 et 354.) Nous avons trouvé à la Bi-
bliothèque nationale une montre de 20 chevaliers bacheliers et de
79 écuyers placés sous les ordres du s^r des Bordes, montre reçue
à Mirebeau le 16 juillet 1371. Le chef de cette imposante compagnie
y est qualifié chevalier-bachelier, chambellan du roi. (Ms. Clairam-
bault 234, pièce 1.) Nous nous proposons de publier cette liste in-
téressante à la suite de l'introduction du présent volume.

Au milieu de l'année 1372, quand Du Guesclin poursuivait ses
succès contre les Anglais, Guillaume Guenant était à la Roche-
Pozay. Il prit part, cette même année, au siège de Saint-Jean-

tenir et possider, sauf et reservé à nous et à noz successeurs, roys de France, la souveraineté et ressort èschastel, ville et chastelleniez et appartenances dessus dictes, non obstant quelconquez don par nous fait par nos autres lettres, comme dit est, au dit Jehan de Villemur, et souz quelconquez forme de paroles qu'elles soient faites et formées. Lequel don, par ce que nous serons tenuz et promettons, par ces presentes, de faire audit Jehan et à

d'Angély (20 septembre), et l'année suivante à celui de la Roche-sur-Yon. (Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. VIII p. 56, 180, 259.) Il servait en Bretagne, en 1373, suivant le même chroniqueur, quand il fut rappelé par Charles V pour tenir tête à l'armée d'invasion que le duc de Lancastre venait de débarquer à Calais (20 juillet) ; il aurait été alors nommé capitaine de Saint-Quentin et aurait pris part au combat d'Oulchy-le-Château (septembre 1373) (*id.*, p. 282, 286, 289, 292, 295). Ces passages peuvent à la rigueur s'appliquer à notre Guillaume Guenant. Mais sa nomination comme capitaine de Montereau (déc. 1376), d'Ardres (1377), puis de Valognes, et sa capture par les Anglais devant Cherbourg (1379) (*id.* p. 415 ; t. IX, p. 96, 134, 335 ; Delisle, *Mandements de Charles V*, p. 521, 737), sont beaucoup plus suspectes, les auteurs ayant confondu Guillaume Guenant, sieur des Bordes, et Guillaume des Bordes, qui devint porte-oriflamme de France par lettres du 27 octobre 1383, et fut tué à la bataille de Nicopolis (1396). (Le P. Anselme, *Hist. général.*, t. VIII, p. 206 ; Carré de Busserolles, *Dict. géogr. d'Indre-et-Loire*, t. I, p. 308.) Froissart les appelle tous deux Guillaume des Bordes, sans distinguer.

Ce qui est certain, c'est que Guillaume Guenant, sieur des Bordes, se trouvait à Saint-Jean-d'Angély le 18 avril 1374, où il reçut un messenger du duc de Berry (KK. 252, vol. 29 v°). L'année suivante, il était en procès au Parlement, à cause de sa femme Annette d'Amboise, contre la dame d'Amboise. Il s'agissait d'une obligation de 32,000 florins vieux à l'écu souscrite par le feu sire d'Amboise. La cour décida, le 21 novembre 1375, que ladite dame ne serait pas tenue de reconnaître ou de nier le sceau appendu à cet acte, comme le demandait la partie adverse, et qu'il serait passé outre (X^e 25, fol. 3). Le même Guillaume Guenant eut aussi des démêlés avec le chapitre de Poitiers au sujet de la terre de la Patrière. Cette affaire ayant été soumise d'abord à la cour du duc d'Anjou, puis dévolue au bailli de Touraine, le chapitre ne se fit point représenter et se laissa condamner par défaut ; mais il en saisit le Parlement, où il prétendait avoir le privilège de porter directement ses causes. Devant cette cour, le chapitre déclara que pour le présent il ne voulait rien produire sur le fond de l'affaire contre Guenant, et qu'il tenait simplement à faire constater son privilège. Guillaume prétendant, de son côté, que l'affaire était terminée, puisqu'il avait une sentence du balli de Touraine en sa faveur, les parties furent mises hors de cour, par arrêt du 19 juin 1376 (X^e 25, fol. 223 v°). Ce procès fut repris quelques années après et n'était point jugé le 1^{er} février 1399 ; on

ses hoirs et successeurs, pour le dit chastel, ville et chastellenies dessus dictes, restitution et recompensacion aillieurs souffissent et convenable, nous rappellons et revocons du tout par ces presentes. Si donnons en mandement à nos amez et feaulx gens de nostre chambre des comptes à Paris, au seneschal de Berry et à tous les autres justiciers et officiers de nostre dit royaume, presens et avenir, si comme à eulx et chascun d'eulx appartendra et pourra appartenir, en commettant, se mestier est, que les dessus dis freres mettent et facent mettre en possession des dis chastel, ville et chastellenies dessus dictes, et d'icelles choses avecques leurs appartenances et dependences quelconques dessus dictes facent et sueffrent joir et user paisiblement les dis freres et chascun d'eulx, leurs hoirs et successeurs et qui d'eulx auront cause perpetuellement, en la forme et maniere dessus dicte, sanz leur faire ne souffrir estre fait sur ce aucun empeschement ou destourbier en quelconque maniere, non obstant le don des dis chastel, ville et chastellenies avecques leurs appartenances, par nous fait au dit Jehan de Villemur, comme dessus. Le quel don et lettres sur ce faites nous revocons et annullons par ces presentes, comme dit est, parmi la recompensacion que nous en serons tenus de faire dessus dicte. Et afin que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre grant seel à ces presentes. Sauf en

trouve à cette date un arrêt de procédure rendu entre le chapitre de Poitiers, Guillaume Guenant, Perrot du Plessis, écuyer, son frère, ceux-ci accusés d'avoir envahi et occupé de force la Patrière et le domaine du Puy, appartenant au chapitre (X^{1a} 46, fol. 165 v^o). Guillaume vivant encore à cette époque, c'est la preuve que le Guillaume des Bordes tué à Nicopolis et celui qui nous occupe étaient deux personnages différents. Le porte-orillamme du reste avait épousé Marguerite de Bruyère, dame de Cayeu et de Boulencourt, en Picardie ; leurs procès avec le comte d'Eu concernaient des biens situés en Picardie (deux arrêts du Parlement de février 1378, X^{1a} 27, fol. 113 v^o et 114 v^o), tandis que Guillaume Guenant, s^r des Bordes, et sa femme Annette d'Amboise, avaient leurs établissements dans leur pays d'origine, la Touraine, et quelques terres en Poitou.

autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Donné en nostre ostel de Saint Pollez Paris, ou mois de decembre l'an de grace mil ccc. lx. et dix, et de nostre regne le septieme ¹.

Par le roy. T. Hocie.

DV

Don à Guillaume Fouquaut de maisons sises à Paris, confisquées sur Colin Héry et sa fille, tenant tous deux le parti anglais à Poitiers. (JJ. 102, Musée AE II. 391, n° 60, fol. 23 v°.)

Janvier 1371.

Charles, etc. Savoir faisons, etc. que, oye l'umblé supplication de Guillaume Fouquaut clerc, estudiant à Paris, contenant que, comme feu Albert Fouquaut, escuier², jadis son frere feust mort en la bataille devant Poitiers, et mesmement icellui suppliant, pour estre bon, vray et loyal françois et tenir nostre parti, et afin qu'il ne fust ou peust estre diz estre en riens subgiés de nostre adversaire, le prince de Galles, ou à lui obeissant, il ait laissié et perdu,

1. Ces lettres ont été publiées tout récemment par M. le duc de La Trémoille, sur l'indication fournie par nous à son collaborateur M. l'abbé Ledru. (*Livre de comptes*, 1393-1406. *Guy de La Trémoille et Marie de Sully*, in-4°, Nantes, 1887, p. 147.)

2. Peut-être étaient-ils fils de Guillaume Foucaut, seigneur de Corry, qui avec le prieur du Cluseau ayant obtenu une sentence du sénéchal de Poitou contre Jean Choineau, fut assigné en appel par ce dernier au Parlement de Paris, affaire qui se termina par un accord autorisé par la cour, le 21 avril 1344 (X^{1a} 10, fol. 29). Guillaume de Foucaut, chevalier, servait dans la compagnie d'Etienne Mainart, chevalier, suivant une montre reçue à Poitiers, le 1^{er} juin 1373. (Bibl. nat., ms. Clairambault 68, pièce n° 5316.) Guy Fouquaut, aussi chevalier, figure dans les comptes de Jean Le Mercier, trésorier des guerres parmi les gens d'armes qui ont servi sous le duc de Berry «ès parties de Guyenne» du 1^{er} janvier 1372 au 1^{er} janvier 1373 (*id.*, ms. fr. 20684, fol. 441). M. Demay mentionne une quittance de gages pour services de guerre, dans la Marche et le Limousin, d'un Guillaume Foucaut, chevalier, datée du 31 mars 1387 n. s., et une autre de Jean Foucaut, écuyer, datée de Poitiers le 26 février précédent. (*Invent. des sceaux de la coll. Clairambault*, t. I, p. 397, 398.)

puis la guerre derrainement ouverte entre nous et nostre dit adversaire, cent livres de rente annuelle de son propre heritage, qu'il avoit ou païs de Guyenne subgiet et obeissant au dit prince, dont il est nez, et dont il est en povreté et misere, se de nostre grace n'est secourus, et il soit ainsi que un apellé Colin Hery¹ et sa fille, nez et estraiz de nostre bonne ville de Paris ou d'environ, qui tous jours depuis la dite guerre ouverte ont tenu et encores tiennent le parti de nostre dit adversaire et sont demourans en sa puissance, c'est assavoir à Poitiers, où il sont mariez, aient à Paris, tant à cause du dit Colin comme de feu sa femme, mere de la dite fille, certaines maisons et autres choses qui pevent valoir par an viii. livres de rente ou environ, qui pour ceste cause nous sont acquises, il nous plaise, en recompensacion de partie des pertes du dit suppliant, lui donner à heritage les dites maisons et rente à nous acquises, comme dit est. Nous adecertes qui tousjours vouldrions et desirons noz bons et loyaux subgiés, especialment ceulx qui ou cas dessus dit ont laissié et perdu le leur pour eulx rendre et tenir en nostre obeissance, estre desdommagiés de leurs depars, avons de nostre certaine science, auctorité royal et grace especial, donné et octroyé et transporté, donnons et octroyons et transportons par ces presentes au dit Guillaume Fouquaut, en heritage perpetuel, pour lui et ses hoirs ou qui d'eulx [auront] cause, les dites maisons et rente assises à Paris, qui aux dis Colin et sa dicte fille souloient appartenir, et qui par la cause et maniere dessus dites nous sont acquises, à les tenir et posseder par le dit Guillaume, ses dis hoirs et les aians cause d'eulx, comme leur propre chose, à tous jours mais, se par traitiez, acort de paix ou autrement ne devoient à ce revenir le dit Colin

1. Ce personnage parait être le même que Nicolas Hary, nommé dans des lettres de janvier 1373 ci-dessous, portant restitution de ses biens ; il y est qualifié de graveur de la monnaie de Poitiers.

et sa dite fille, ou quel cas nous ne voudrions en riens pour ce estre tenus d'en recompenser le dit Guillaume ni ses diz hoirs. Si donnons en mandement au prevost de Paris, ou à son lieutenant, que le dit Guillaume ou son procureur pour lui il mette ou face mettre en saisine et possession des dites maisons et rente realment et de fait, et de nostre present don et octroy le face et ses dis hoirs ou cas dessus dit joir et user paisiblement, selonc la fourme et teneur de ces presentes, non obstant tout empeschement que autre y mettroit, et en facent aus parties brief acomplissement de justice. Et pour que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné à Paris, ou mois de janvier l'an de grace mil ccc. soixante et dix, et de nostre regne le vii^e.

Par le roy. J. Bellenou.

DVI

Don à Geoffroy de la Celle, chevalier, des terres de la Baste et de la Gâtellinière, confisquées sur Guichard d'Angle, partisan du prince de Galles. (JJ. 102, Musée AE II • 391, n° 182, fol. 63.)

19 février 1371.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que comme Edwart d'Angleterre et Edwart de Gales, son filz ainsné, nous aient commencié et fait guerre ouverte et à noz subgiez, et facent encore chascun jour, et il soit ainsy que Guichart d'Angle¹, chevalier, se soit rendu nostre

1. Guichard II d'Angle, seigneur de Pleumartin, de Rochefort-sur-Charente, comte de Huntington en Angleterre (voy. la notice consacrée à ce personnage dans le vol. précédent. p. 258 note). Plusieurs actes publiés dans le présent volume et dans le précédent sont relatifs à la confiscation de ses biens et à ceux que le prince de Galles lui avait donnés en échange de ses services. Au mois de juin 1369, Guichard d'Angle servait à Montauban sous Jean Chandos. Quand il sut la nouvelle de la prise de la Roche-Pozay par Kerlouët, Jean de Bueil et Guillaume des Bordes, il retourna sur-le-champ en Poitou, ainsi que le vicomte de Châtellerault et le sire de Parthenay, pour défendre leurs possessions. (Froissart, édit. Siméon Luce, t. VII, p. 137.) Il fut investi de la charge de gouverneur de Poitou

rebelle et ennemi en tenant le parti du dit Edwart de Gales, et li donnant tout le confort et aide qu'il puet contre nous et noz subgiez, en commettant crisme de lèse majesté envers nous, pour coy tous les biens meubles et heritages d'iceli Guichart d'Angle, en quelconques lieux qu'il soient assis, nous sont acquis et venus en comiz. Le quel Guichart, ou temps de la dicte guerre commencie, eust et tenist en nostre dit royaume certaines terres et possessions en la terre de la Baiste et xvii. sextiers de blé et lxi. solz de rente, qu'il acquist jà pieça des Gastineaulx, assis sur la terre de la Gastinelliere, toutes les quelles choses sont ou duchié de Tourainne et puent bien valoir lx. livres tournois de terre ou rente par an ou environ, si comme l'en dit ; nous, pour consideracion des bons et agreables services que nostre bien amé Gieffroy de la Celle ¹, chevalier, nous a faiz en noz presentes guerres, fait encore chascun jour et esperons que encores nous doie faire ou temps avenir, à yceli nostre chevalier avons donné et octroyé, donnons et octroions, de nostre grace especial, certaine science et auctorité royal, par ces presentes les dites terres et possessions qui sont du dit Guichart, jusques aux lx. livres tournois de terre ou rente dessus dites, à tenir et possider

pour le roi d'Angleterre entre cette époque et le 13 mars 1370 n. s. (*Catalogue des actes recueillis par dom Fonteneau*, p. 303.) En novembre 1370, Guichard était à Poitiers, où il assista à un duel qui se livra dans cette ville entre le bour de Caumont et le breton Yves de Launay (document cité par M. Luce, *id.*, p. lxxv note). Du reste, il prit une part prépondérante à presque toutes les entreprises des Anglais ayant pour but d'empêcher les progrès des armes françaises dans notre province de 1369 à 1372.

1. Aux renseignements recueillis précédemment sur Geoffroy de la Celle (vol. précédent, p. 355 note 2, et surtout p. 390 note), nous ajouterons seulement qu'il était à Mirebeau, le 16 juillet 1371, dans la compagnie de Guillaume Guenant, s^r des Bordes (Montre de cette date, à la Bibl. nat., ms. Clairambault 234, pièce 1) ; ce qui prouve que son absence du théâtre de ses premiers exploits n'avait été que momentanée. Il paraît aussi avoir été capitaine de Châtelleraut vers le milieu de l'année 1373. Le 2 août, étant dans cette ville, il reçut un messenger qui lui apportait des lettres de la part du duc de Berry. (Reg. de comptes de l'hôtel de ce prince, KK. 251, fol. 127.)

par li, ses hoirs, successeurs et ceulz qui de li auront cause perpetuelment, hereditablement à tous jours mes, non obstant que icelles terres et possessions deussent estre appliquées à nostre domaine et de nostre couronne de France, ne ordenance, ediz, status, stile ou observance de nostre chambre des comptes, ou autres quelconques ad ce contraires. Si donnons en mandement par ces presentes au seneschal de Touraine et à nostre bailli des exemptions et à tous les autres justiciers de nostre royaume, ou à leurs lieux tenans presens et avenir, et à chascun d'eulz, si comme à lui appartendra, que nostre dit chevalier, ou son procureur pour li, mettent ou facent mettre en possession et saisine des dites terres et possessions jusques à la value des lx. livres tournois de terre ou rente par an dessus dites, et en facent et laissent li, ses hoirs, successeurs ou ceulx qui de li auront cause, joir et user paisiblement, perpetuelment et hereditablement à tous jours mes, sans lez molester ou empescher, ne souffrir estre molestez ou empeschez, en quelque maniere que ce soit, au contraire. Toutesvoies est nostre entencion que, se par traictié ou par autre voie quelconque, nous convenoit rendre les dites terres et possessions, nostre dit chevalier ou autre n'en puisse demander aucune recompensacion. Et que ce soit ferme chose, etc. Sauf, etc. Donné en nostre hostel de Saint Pol, le xix^e jour de fevrier l'an de grace mil ccc. lxx. et de nostre regne le vii^e.

Ainsy signé : Par le roy. J. de Vernon.

DVII

Restitution à Geoffroy d'Oradour, écuyer, du château du Bouchet en Brenne, qu'il avait repris sur les Anglais et qui lui appartenait par droit d'héritage, et de l'étang de la Gabrière, situés dans la sénéchaussée de Poitou. (JJ. 100, n° 4694, fol. 206.)

Mars 1371.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, de

ceulz qui de li auront cause
ent à tous jours mes, non
sessions deussent estre appli-
nostre couronne de France,
ile ou observance de nostre
tres quelconques ad ce con-
ement par ces presentes au
stre bailli des exempcions et
nostre royaume, ou à leurs
r, et à chascun d'eulz, si
nostre dit chevalier, ou son
ncent mettre en possession
sessions jusques à la value
ou rente par an dessus dites,
noirs, successeurs ou ceulz
user paisiblement, perpe-
us jours mes, sans lez moles-
tre molestez ou empeschez,
au contraire. Toutesvoies
traictié ou par autre voie
ltre les dites terres et pos-
tre n'en puisse demander
ce soit ferme chose, etc.
l de Saint Pol, le xix^e jour
xx. et de nostre regne le
Vernon.

er, du château du Bouchet
anglais et qui lui appartenait
la Gabrière, situés dans la
394, fol. 206.)

z, presens et avenir, de

la partie de Perreau d'Oradour et Jofroy d'Oradour¹, son
fils, escuiers, nous avoir esté humblement exposé que,
comme feux Pierre de Neillac, chevalier, fust vray seigneur
proprietaire et possesseur, ou temps qu'il vivoit et ou
quel ala de vie à trespassement et mort vestu et saisi des
chasteaux de Gargelesse et du Boschet en Brenne et des
appartenances d'iceulx, et le dit chevalier eust exposé²
Heliote de Prie³, la quelle après le décès du dit Neillac,

1. Nous pouvons citer trois quittances d'un Geoffroy d'Oradour,
le père sans doute de Perrot ici nommé. Elles sont revêtues du
sceau de ses armes qui sont : une croix chargée de cinq coquilles sur
un écusson penché, timbré d'un heaume à volet. La première nous
apprend qu'il était en garnison à Saintes, le 22 mai 1330; par la seconde
il reconnaît avoir été défrayé des dépenses faites dans une mission
militaire à Paris ; elle est datée de Saint-Jean-d'Angély, le 16
décembre 1337 ; la troisième, donnée à Pons, le 22 août 1345, est une
quittance de gages pour services de guerre en Poitou, Saintonge
et Limousin. Dans l'un de ces actes, Geoffroy d'Oradour est qua-
lifié seigneur de Nozerières. (G. Demay, *Invent. des sceaux de la*
coll. Clairambault, t. II, p. 27.)

2. Sic. Lisez « épousé ».

3. Un arrêt rendu au Parlement entre Louis de Malval et Guy de
Chauvigny, au sujet des biens provenant de la succession de
cette Heliote ou Eliette de Prie, arrêt dont il a été question ci-des-
sus (p. 45, note), nous permet de fixer aux années 1360-1362 les faits
mentionnés ici et de donner des renseignements sur quelques-uns de
ces personnages. Jean de Prie, seigneur de Buzançais, avait épousé
la fille unique d'Elie de Brosse et de la dame de Flet. Ils eurent
deux enfants, Jean et Eliette, qui hérita de son frère, mort sans
postérité, entre autres biens, des châteaux et terres d'Eguzon, de
Châteaueux et d'Arrablay. Elle mourut au mois de janvier 1366 n. s.,
après une vie extrêmement accidentée. Mariée à Pierre de Neillac
ou de Nailhac, chevalier, elle fut à plusieurs reprises convaincue
d'adultère et finit par quitter son mari pour vivre avec Artaud d'Uzès
ou d'Ussel, comme il est nommé dans les présentes lettres, auquel
elle livra ses châteaux et forteresses. Ce chevalier s'était adonné au
métier lucratif de chef de compagnie et entretenait dans ces repaires
des garnisons de brigands qui étaient la terreur du pays. Ils parcou-
raient les campagnes, pillant les habitants des villages, leur volant
leurs récoltes et leur faisant subir toute sorte de vexations. Le sire
de Malval était alors lieutenant du duc de Bourbon et gouver-
neur de son comté de la Marche. Sur les plaintes qui lui arri-
vaient de tous côtés contre Artaud et ses bandes, il réunit la
noblesse, le clergé et les bourgeois du pays, et il fut décidé dans
cette assemblée que l'on emploierait la force des armes pour réduire
les brigands et s'emparer de leurs places fortes.

Sur ces entrefaites, Artaud d'Ussel fut pris par une autre bande
d'aventuriers qui guerroyaient pour leur propre compte, et, pour
recouvrer sa liberté, il leur abandonna les châteaux d'Eliette de Prie,
et quitta le pays. Les nouveaux venus les occupèrent un long

tint et occupa le dit chastel du Boschet et les appartenances d'iceluy et le bailla de fait à un chevalier que on appelloit Artaut d'Ussel¹, des Marches de Bourgongne, lequel Artaut tint et occupa par certain temps le dit chastel, avequez lui grant quantité de gens d'armes, avec les quelx le dit Artaut fist moult de maulx en nostre dit royaume, et par especial au pais de Berry et tout le pais entour le dit chastel du Boschet, qui est assis en la duchie de Guienne, en la seneschalcie de Poitou²; après les quelles

espace de temps et continuèrent les dévastations. Enfin ils furent battus et leurs fortesses prises par les forces composées de nobles et de paysans que le gouverneur du comté avait réunis. Les châteaux saisis furent mis sous la main du comte de la Marche, pour payer les frais de cette expédition. C'était au mois de novembre 1362. Eliette n'avait pas suivi Artaud d'Ussel, mais elle continuait à mener une vie fort dissolue. Devenue veuve à cette époque par la mort de Pierre de Neillac, elle fut repoussée de tous ses parents et amis et tomba de degré en degré dans la dernière débauche et dans la misère. Alors, faisant un retour sur elle-même, elle s'adressa à Louis de Malval et lui proposa de lui faire une donation de tous les biens qui avaient été saisis, à condition qu'il pourvût à sa nourriture et à ses besoins jusqu'à sa mort. Celui-ci accepta le traité, mais ne pouvant la recevoir à Châtelus, où il demeurait avec sa femme, celle-ci ne voulant avoir aucune relation avec une personne si mal famée, bien qu'elle fût sa cousine, il lui assigna pour demeure sa maison de la Forêt, puis, quelque temps après, son château de Malval. Elle y fut traitée suivant sa condition. Ce fut là qu'elle mourut au mois de janvier 1366, comme nous l'avons dit. Le sire de Malval était alors absent. Le curé, considérant qu'Eliette était sous le coup d'une excommunication, parce qu'elle avait eu deux maris à la fois, refusa de l'inhumer en terre sainte et la fit enterrer dans les champs. Quand Louis de Malval en fut informé, il demanda à l'évêque de Limoges et obtint des lettres d'absolution qui lui permirent d'exhumer le corps de sa cousine et de le faire ensevelir dans l'église. Il fonda même une chapellenie pour le repos de son âme. Nous avons vu que, accusé par Guy de Chauvigny d'avoir extorqué à Eliette de Prie la donation de ses biens et de l'avoir ensuite empoisonnée, Louis de Malval parvint, après de longues années, à faire reconnaître son innocence par le Parlement de Paris. (Archives nat., X² 41, fol. 187 v^o-192 v^o.)

1. Il s'appelait plutôt d'Uzès, comme on trouve son nom écrit dans le registre du Parlement cité dans la note précédente. On connaît de lui une quittance de gages pour services militaires en Gascogne, datée d'Agen, le 29 octobre 1354; sur la légende du sceau, on distingue nettement S. ARTAUD D'USEYS, et dans le texte il est nommé Artaud d'Uzès, chevalier. (Demay, *Invent. des sceaux de la coll. Clairambault*, in-4^o, t. II, p. 270.)

2. On voit que les limites de la sénéchaussée du Poitou à cette époque s'étendaient assez avant dans le Berry.

choses les dessus diz Artaut et Heliote firent alience avecques un d'Angleterre, nostre ennemi, appelé Gautier Mellot, au quel royalment et de fait le dit chastel du Boschet il baillerent et delivrerent. Et après ce que la duchié de Guienne a esté baillée par nostre très chier seigneur et pere, que Dieux absoille, et nous au roy d'Angleterre et à son filz, le prince de Gales, noz ennemis, et que le dit chastel du Boschet fust mis en l'obeissance de noz diz ennemis, le dit Gautier Mellot est alez de vie à trespassement, tenent et possident le dit chastel, et institua son heritier Janequin Durant, anglois et nostre ennemi, au quel Janequin, entre les autres choses le dit Gautier laissa le dit chastel du Boschet, qui est situé ès frontieres et ou dyocese de Berry, combien qu'il soit en la dicte duchié et seneschalcie de Poitu, le quel Janequin depuis donna le dit chastel et les appartenances d'ycelui à Ysabele de Bret, sa fame, et à Sebile la Fuilhe, fille de la dite Ysabele, qui estoient du païs de Guienne. Les quelles [choses] ainsy veuez et considerez, le dit Perreau d'Oradour, pere du dit Joffoy, qui estoit et est hoir plus prochain de la ligne et du lignage du dit feu Pierre de Neillac ¹, chevalier, et cousin germain d'ycelui, et que par ce le dit chastel et appartenances du Bochet appartenoit et devoit appartenir à luy et aux siens, comme au plus prochain de lignage du dit feu Pierre de Neillac, fist tant qui prist et occupa le dit chastel et en bouta hors les Angloys et noz ennemis qui dedens estoient, et rendi et a rendu et mis le dit chastel avecquez cez appartenances en nostre obeissance, en la quelle lez dis supplians sont et ont volonté d'estre toujours à leur pooir, comme noz bons et vrais loyalz subgez. Pour les queles choses les diz supplians nous ont supplié que, considéré ce que dit est et que le dit Perreau, en recouvrant le dit chastel, perdi pluseurs de ses amis et

1. Ici et plus bas le registre porte par erreur Meillac.

gens, et que tant pour la prise du dit chastel comme pour la garde d'ycelui il ont bien fraié jusques à la somme de deux mille francs d'or et plus, par quoy les dis supplians sont moult apeticie de leur estat, il nous plaise de nostre grace et auctorité royal donner et octroier au dit Joffroy, fil du dit Perreau, pour lui et pour ses hoirs et successeurs, tout le droit et accion que nous avons et povons avoir, à la cause dessus dicte ou autres quelconques, ou dit chastel du Bochet et ces appartenances, tant en l'estanc de la Gabriere comme en toutes autres appartenances quelconques d'icelui. Les quellez choses dessus dictes considerées et afin que les supplians aient tousjours milleur voulenté de nous servir, et que par ce les autres soient plus enclinz de venir en nostre service et obeissance, nous au dit Joffroy le dit chastel du Bochet avec le dit estanc de la Gabriere et autres appartenances quelconques et appendences, et tout le droit et accion que nous avons et pourrions avoir ou dit chastel et appartenances, pour les causes dessus dictes ou quelconques autres, nous avons donné et donnons, de nostre certainne science et grace especial, par ces presentes, à tenir par le dit Joffroy, sez hoirs et successeurs et qui d'eux auront cause perpetuellement, le chastel, estanc et appartenances dessus dictes, comme leur propre chose, sauf et reservé à nous et à noz successeurs, roys de France, la souverainneté ou ressort du chastel et appartenances dessus dictes. Si donnons en mandement, parla teneur de cez presentez, à noz seneschalz de Limosin, Quercin et de Poitou, et à tous les officiers et justiciers de nostre royaume, presens et avenir, et à chascun d'eulz que le dit Joffroy mettent en possession et saisine, se mestier est, du dit chastel et appartenances, et en ycellez le gardent et deffendent et maintiengnent, et du dit chastel, estanc et appartenances dessus dictes le dit Joffroy, ses hoirs et successeurs et qui d'eulz auront perpetuellement cause, facent et sueffrent joir et user paisiblement, comme

leur propre chose, selon la fourme et teneur de nostre presente grace, senz leur faire sur ce ne souffrir estre fait aucun empeschement ou destourbier par quelconque maniere. Et pour ce que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné en nostre chastel du Lovre à Paris, ou mois de mars l'an de grace m. ccc. lxx, et de nostre regne le vii^e.

Par le roy. T. Hocye. — Visa.

DVIII

Don à Louis de Maillé de la forteresse du Puy-Milleroux qui appartenait à Louis d'Harcourt, vicomte de Châtellerault, partisan de l'Angleterre. Le sieur de Maillé s'était emparé lui-même de cette forteresse. (JJ. 102, Musée AEII^e 391, n^o 259, fol. 86.)

30 avril 1371.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que nous, considerans les bons et agreables services, les quelz nostre amé et feal Loys de Mailly¹, chevalier, nous a faiz en

1. Au début de la guerre, Louis de Maillé avait obtenu du roi le don de tout ce qu'il pourrait conquérir sur les Anglais en Guyenne, sauf les villes fermées (voy. la première pièce de ce volume). Froissart raconte la part qu'il prit à un fait d'armes important, vers la fin de l'année 1371. Guillaume de Longval, Alain de la Houssaye et Louis de Maillé, à la tête d'une troupe de Bretons, s'emparèrent de la forteresse de Montpont (Dordogne), « un castel merveilleusement fort ». Ils furent, quelque temps après, obligés de le rendre, à la suite d'un siège de plus de onze semaines dirigé par le duc de Lancastre, où ils firent preuve d'une grande bravoure. Maillé, grâce à son attitude énergique, obtint une capitulation honorable de Guichard d'Angle, chargé par le duc, irrité de cette longue résistance, de traiter de la remise de la place entre les mains du sire de Mussidan, qui en fut nommé capitaine. (Edit. Kervyn de Lettenhove, t. VIII, p. 63, 64, 66, 74 et 75.) La *Chronique normande*, qui rapporte le même fait, dit que la garnison française composée de Bretons était commandée par Foulque Boules, sire d'Assi (lisez Riboule, seigneur d'Assé, vol. précédent, p. 239 note) et Silvestre Budes (édit. A. et E. Molinier, p. 200). Elle ne parle pas de Louis de Maillé. Ce personnage était vraisemblablement un cadet de l'illustre maison tourangelles de Maillé, bien que l'on ne sache à quelle branche le rattacher. Le P. Anselme fait précéder la généalogie de cette famille de personnages isolés portant ce nom, parmi lesquels on trouve Louis de Maillé, chevalier, qui donna quittance à Limoges, le 14 juillet 1380, à Pierre Couchon, trésorier des guerres, de 270

pluseurs manieres, et par especial en ce qu'il a pris nagaires et miz à nostre obeissance la forteresce appelée le Peu Millerou estant ès frontieres de Guyenne, la quelle estoit de Loys de Harcourt, chevalier, nostre ennemi et rebelle, en la quelle prise le dit Loys de Mailly a grandement fraié et despendu du sien, et s'est mis en grant aventure de son corps et fait mettre ceulz de sa compaignie, eu aussi regart à la grant loyaulté et affection qu'il a monstre lui avoir envers nous et esperons qu'il monstre ou temps avenir, à ycellui de Mailly avons donné et donnons, de nostre auctorité royal et grace especial, par ces presentes, la dite forteresce et toutes les rentes, revenues, droiz, proffiz et emolumens qui à icelle appartiennent, en quelque maniere que ce soit, à avoir et tenir ycelle forteresce et toutes les appartenances dessus dictes par lui, ses hoirs, et successeurs perpetuellement. Toutesvoies il n'est pas nostre entencion que, se le dit Loys de Harecourt venoit à nostre obeissance et que la dite forteresce lui fust rendue et restituée par nous en aucune maniere, nous doions ou soions tenus faire recompensacion aucune pour ceste cause au dit Loys de Mailly. Et encores d'abondant avons voulu et octroyé, voulons et octroions, de nostre auctorité royal et grace especial dessus dite, que pour aidier à garder, maintenir et defendre la dite forteresce contre nos ennemis, et la tenir à nostre dite obeissance, que le dit Loys de Mailly puisse avoir, lever et recevoir, jusques à la Toussainz prochaine venant tant seulement, les raençons du païz, qui estoit raençonné à la dite forteresce. Si donnons en mandement par ces presentes au seneschal de Tourainne et à tous noz autres seneschalz, bailliz, officiers, justiciers et subgiez, ou à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à

livres pour ses gages et ceux de deux autres bacheliers de sa compaignie. Elle est scellée en cire rouge d'un sceau « anté et fascé de six pièces, brisé d'une bande ». (Acte du cabinet Clairambault, cité dans l'*Hist. géneal. de la maison de France*, t. VII, p. 498.)

chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que le dit Loys de Mailly il mettent et instituent de par nous, se mestiers est, en possession et saisine pour lui, ses hoirs et successeurs, de la dite forteresce, rentes, revenus et appartenances dessus dites, et en ycelle les gardent et maintiennent et de nostre presente grace les facent, laissent et sueffrent joir et user paisiblement, senz les molester ou empescher ou souffrir estre empeschez ou molestez en aucune maniere, en remettant et faisant remettre au premier estat et deu tout ce qui pour le temps avenir aura esté fait, comment que ce fust, au contraire. Et afin que ce soit ferme chose, etc. Sauf, etc. Donné à Paris en nostre chastel du Louvre, l'an de grace mil ccc. lxxi. et de nostre regne la viii^e, le derrenier jour du mois d'avril.

Ainsi signé : Par le roy. J. Tabari.

DIX

Promesse faite à Amaury et à Jean de Bauçay, chevaliers, de leur restituer leurs terres de Poitou et de Saintonge, usurpées par les Anglais, quand ces provinces seront replacées sous l'obéissance du roi de France. (JJ. 102, Musée AElII* 391, n° 12, fol. 10.)

Mai 1371.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que comme noz amez et feaulz chevaliers, Amaurry de Baussay et Jehan de Baussay ¹, son filz, aient pour le fait des guerres

1. Nous avons consacré dans les premières pages de ce vol. (p. 64, note 2) une notice à Jean de Bauçay ; nous allons grouper ici les quelques renseignements que nous avons recueillis sur son père. Amaury, seigneur de la Motte-de-Bauçay, était fils d'Hardouin II de Bauçay et d'Isabelle de Châteaubriant, fille de Bricard de Châteaubriant et de Marguerite de Parthenay. Leur contrat de mariage, qui porte la date du jeudi veille de saint Georges, 22 avril 1305, est conservé aux Archives nat. (*Original*, K. 1217, anc. 1258). En 1341, Amaury et un autre chevalier, nommé Jean de Bour, à la tête d'une troupe de gens armés, envahirent une grange près de Chinon et la mirent au pillage. Cette grange appartenait, avec haute et basse justice, à l'archevêque de Tours, qui poursuivit Amaury et ses com-

et pour estre et demeurer soubz nous et en nostre obeissance, perdu viii^e livrées de terre ou environ, que il avoient en la duchié de Guyenne, assises partie en le seneschaucie de Poitou et partie en le seneschaucie de Xantonge, et les quelles tient à present Gautier Speleton, nostre ennemi, si comme l'en dit ; nous, pour consideration des bons et agreables services que les diz chevaliers nous ont faiz et font chascun jour, et en recompensacion des dommages que il ont eus et encouruz par le fait de noz guerres, et de grant quantité de terre que il ont perdue, comme dit est, ou païs de Guienne, pour estre et demourer en nostre obeissance, leur avons donné et par ces presentes, de nostre puissance et auctorité royal, de certaine science et de grace especial, leur donnons à tous jours, pour euls, leurs hoirs et aians cause, toute leur dite terre que il avoient

plices au Parlement. Le procès dura plus de trois ans, depuis le 31 mai 1341, date d'un mandement adressé au bailli de Touraine pour faire ajourner les coupables (X^{1a}9, fol. 150 v^o). Le procureur général se joignit à l'archevêque. On trouve à la date du 18 juillet un très long arrêt entre les parties ; mais il ne prononce pas au principal. Le 28 mai 1344, la cour rendit encore un arrêt sur incident (X^{1a}9, fol. 475, et X^{1a}10, fol. 34). Amaury de Bauçay occupait encore le Parlement, trois ans plus tard, mais pour une affaire différente. Les exécuteurs testamentaires de Guillaume de Sainte-Maure, chancelier de France, lui avaient réclamé l'exécution de diverses transactions passées entre ce personnage et Isabelle de Châteaubriant. La mère d'Amaury était morte peu de temps avant (jugé du 28 mars 1347, X^{1a}11, fol. 159). Il avait épousé Aumur ou Enor de Maillé, veuve en premières noces de Guillaume de Pierres, dont il eut trois fils et deux filles. Il était mort sans doute le 26 novembre 1372, puisque le roi restitua alors à son fils Jean, et non à lui, les terres que les Anglais lui avaient enlevées (ci-dessous, à la date.) Voy. l'acte suivant qui est une restriction à la présente promesse.

Il a été question (p. 61, note 2) du procès de Jean de Bauçay à cause de sa femme contre Jacques Poussard, de la Rochelle. Un arrêt du 22 mai 1381 expose l'affaire. Fils de Laurent Poussard, Jacques était mineur lors de la mort de son père. Il eut pour tuteur Barthélemy Fouquier, bourgeois de la Rochelle, qui avait acheté pour son pupille 100 livres de rente assise sur une terre d'Aimery Sudre, beau-père de Jean de Bauçay. Celui-ci avait cessé de payer pendant trois ans et mourut pendant le procès soulevé à cette occasion devant le garde du sceau de la Rochelle. L'affaire ayant été reprise au Parlement contre son gendre, ce dernier fut condamné à payer à Jacques Poussard les 300 livres d'arrérages. (X^{1a} 31, fol. 53 v^o).

par avant en la dite duchié, et la quelle il ont perdue et que tient le dit Gautier, si et quant le dit pays, où elles sont assises se gaigneroit pour nous ou rendroit en nostre obeissance, non obstant quelconques dons par nous à faire des dites terres à quelconque personne que ce soit. Si donnons en mandement à tous noz justiciers, officiers et commissaires, presens et avenir; ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'euls, que les diz chevaliers facent et laissent joir de nostre presente grace et don, sanz aucun empeschement, et des dites terres, ou cas dessus diz, les mettent en possession et saisine, et en ycelles les gardent et maintiennent, en ostant tout empeschement qui mis leur seroit sur ce. Et que ce soit ferme chose, etc. Sauf, etc. Ce fu fait et donné au Bois de Vinciennes, l'an de grace mil ccc.lxx. et de nostre regne le vii^e, ou mois de may.

Par le roy en ses requestes. G. de Montagu.

DX

Don à Guillaume le Cuens du fort de la Motte-de-Bauçay, recouvré une seconde fois sur les Anglais. Il avait été rendu d'abord à son ancien propriétaire, Amaury de Bauçay, qui s'était engagé à le défendre et l'avait laissé reprendre. (JJ. 102, Musée AEII^e 391, n^o 135, fol. 49 v^o.)

6 juin 1371.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que comme jà pieça le fort de la Mote de Bauçay en la chastellenie de Loudun, appartenant à nostre amé chevalier Almarri de Bauçay, eust esté prins par nos ennemiz et depuis recouvré par nos gens, et à priere d'aucuns des amis du dit chevalier, nous li eussions rendu le dit fort à le garder à ses perilz, le quel de rechief à esté prins par nos dis anemis et recouvré seconde foiz par nos dictes gens, pour quoy le dit chevalier a perdu le dit fort, et nous est venu et esceu par sa forfaiture, comme dit est ; nous, pour consideracion des bons et agreables services que Guillaume

le Cunes ¹, cousin de nostre amé et feal chevalier et chambellain, Jehan de Buel ², nous a faiz en temps passé et

1. Le texte primitif portait le Quens. Ce mot a été effacé et remplacé par Cunes ou Cuves. Il faut lire sans doute le Cuens, en supposant une intervention de lettres ; mais le nom et le personnage n'en restent pas moins énigmatiques.

2. Nous avons dit quelques mots déjà des exploits de Jean de Bueil avec Guillaume des Bordes, Jean de Kerlouët, Louis de Saint-Julien et autres ses compagnons fidèles sur les frontières du Poitou, de la Touraine et de l'Anjou, en 1369, de sa participation à la prise de la Roche-Pozay, au combat près de Lusignan et à celui de Purnon (voy. notre vol. précédent, p. 390 note, 406 note, 419 note). Entre le 5 avril 1369 et le 8 mars 1370, son nom figure à plusieurs reprises dans les *Mandements de Charles V*, comme capitaine de cent hommes d'armes retenu au service du roi, ou pour le paiement de ses gages (L. Delisle, *Mandements*, n^{os} 510, 600, 646, 653). En avril 1369, le roi lui céda, en récompense de ses services, la terre de Vautournous dans le comté de Vendôme (peut-être Veautourneau, Indre-et-Loire), confisquée sur Louis Larchevêque, seigneur de Taillebourg (JJ. 400, n^o 461, fol. 144). Citons encore le don fait, le 18 juillet 1369, à Huguet d'Eschelles qui servait sous Jean de Bueil et avait perdu une terre sise au duché de Guyenne, grâce à sa fidélité à la cause française, du fief de la Forêt, sis en la *senéchaussée de Touraine, au lieu dit Touarsois, auprès de Saint-Germain-des-Prés*, confisqué sur Huguet de la Forêt, rebelle (JJ. 400, n^o 524, fol. 162). Dans Froissart, Jean de Bueil est mentionné souvent, particulièrement à l'occasion d'une bataille qu'il livra aux Anglais près de Prilly (Preuilly), en cette même année 1369 ou dans les premiers mois de 1370, et où Du Guesclin, non encore élevé à la dignité de connétable, aurait combattu sous sa bannière. Il assista au siège de Belleperche, sous les ordres du duc de Bourbon, assiégea la Roche-sur-Yon, en 1373. Rappelé par le roi dans le Nord et nommé capitaine de Saint-Quentin, il prit part au combat de Ribemont. Puis il servit encore au siège de Bécherel et à celui de Bergerac, en 1377, rejoignit le duc d'Anjou à Toulouse et accompagna ce prince en Italie. (Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. VII, p. 464 ; VIII, p. 259, 282, 286, 295, 342 ; IX, 4, 469 ; XII, 219, 220 ; XVII, 544.) Tous ces exploits attribués à Jean de Bueil doivent être partagés, ce semble, entre le père et le fils : Jean III, lieutenant-général au gouvernement de Touraine, chambellan du duc d'Anjou, qui avait épousé en premières noces Anne d'Avoir, sœur de Pierre, seigneur de Châteaufromont, sénéchal de Tours, et vivait encore en 1406 ; et Jean IV, né vers 1346, qui fut d'abord chambellan du roi et capitaine de cent hommes d'armes, puis sénéchal de Beaucaire et de Toulouse, capitaine-gouverneur du château de Loches en 1387, grand maître des arbalétriers de France en 1396, tué à la bataille d'Azincourt, en 1415, laissant plusieurs enfants de son mariage avec Marguerite de Clermont. (Carré de Busserolles, *Dict. géographique d'Indre-et-Loire*, t. I, p. 462-464.) La mention qui est faite de Jean de Bueil dans les présentes lettres et celle que l'on trouvera plus loin dans un acte d'août 1374, paraissent se rapporter plutôt à Jean IV. — Cf. la notice substantielle consacrée à Jean III et IV de Bueil par M. Delaville Le Roulx, *Comptes municipaux de la ville de Tours*, t. II, p. 313, 314.

esperons qu'il nous doie faire dores en avant en nos presentes guerres, en temps avenir, et à priere de nostre dit chambellain, à ycellui Guillaume avons donné et octroyé, donnons et octroyons parces presentes, de nostre certaine science, grace especial et auctorité royal, le dit fort de la Mote de Bauçay avesque toutes ses appartenances et appendences quelconques, à nous appartenans pour la cause dessus dite, jusque à la valeur de quarente livres de terre ou rente par an ou environ, à tenir et possider le dit fort et appartenances par le dit Guillaume, ses hoirs et qui de lui auront cause perpetuellement, hereditablement à tous jours mes, comme son propre heritaige, non ostant que le dit fort et appartenances deust avoir esté mises et apliquées en nostre demaine et de nostre couronne de France, ne ordenance, edit, status, usage ou oservance de nostre chambre des comptes, ne autres quelcunques à se contraires. Si donnons en mandement par ces presentes aus chenechaus de Tourainne, d'Ango et du Mainne, et à tous les autres justiciers de nostre royaume, ou à leurs lieu tenans, presens et avenir, et à chescun d'eus, si comme à lui appartendra, que le dit Guillaume ou son procureur pour lui mette ou faiset mestre, tantost ces lettres veues, reaument et de fait en possession et saisine du dit fort de la Mote de Bausay, appartenances et appendences dessus dites, et l'en facent, laissent et suelfrent ses hoirs, sussesseurs et qui de lui auront cause, joir et user paisiblement, perpetuellement et hereditablement à tousjours mes, sanz le molester ne souffrir estre molesté, etc. Et que se soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné en nostre chastel du Lovre lès Paris, le vi^e jour du mois de join l'an de grace mil ccc. LXXI, et de nostre regne l'uitemme.

Par le roy. J. de Vernon.

DXI

Permission de fortifier le prieuré de Guesne, dépendant de l'abbaye de Fontevrault. (JJ. 102, Musée AEII* 391, fol. 72, n° 211.)

Moût 1371.

... Karolus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, nos ex tenore supplicationis pro parte religiosarum abbatisse et conventus monasterii Fontisebrardi percepisse, quod pro eo quod religiose priorissa et conventus prioratus de Gayna ¹, membri ecclesie Fontisebrardi, intellexerunt quod regni inimici et pillardi regnum, potissime in partibus et frontieris Aquitannie, discurrentes, et qui jam in dicto loco et prioratu de Gayna fuerant ac plures ex religiosis et hominibus dicti loci ceperant et occiderant, et alias quamplurimas seditiones et scandala alia inibi fecerant, proposuerant dictum locum de Gayna retinere ac ejusdem ecclesiam, de bono et forti operagio lapideo constructam et edificatam, fortificare religiose ipse, loco ipso prius per milites, nobiles et alios in talibus expertos et cognoscentes visitato et per eosdem reperto et consulto bonum et utile esse, pro bono, utilitate et tuitione patrie et dictarum religiosarum, quod ecclesia dicti loci per tres leucas vel circa prope frontieras Aquitannie, et longe per quinque à fortalicio partem nostram tenente, situata, et in quo loco ipse religiose omnimodam altam, mediam et bassam habent jurisdictionem et justiciam, quam eciam tenent in baronia, fortificaretur et in tali et adeo forti statu poneretur, quod locus ipse et persone ejusdem, que sunt bene quinquaginta

¹ Le prieuré de Notre-Dame de Guesne ou de Gaine (canton de Monts-sur-Guesne, Vienne) avait été fondé de 1106 à 1109. (Epist. Roberti de Arbrissello, apud *Clypeus nasc. Fontebraaldi ordinis*, t. I, part. 2, p. 130.) La seigneurie de Guesne, ayant titre de châteltenie, appartenait au couvent.

religiose, Deo inibi famulantes, in eo tute possent manere et ab inimicorum et pillardorum discursibus et seviciis preservari, ecclesiam predictam fortificari inchoarunt et jam circa id suis propriis sumptibus processerunt in tantum quod in statu resistenti et defensibili contra inimicos existat ; nobis humiliter supplicantes ut, cum ipse ad ulteriorem dicti loci fortificationem et jam cepte perfectionem procedere absque nostra licentia non audeant, quinymo ex eo quod ea non obtenta ad ipsam fortificationem processerunt, formidant se et gentes suas posse per nos et nostros officarios impediri, sibi nostram in hac parte impartiri gratiam dignaremur. Nos igitur, consideratione habita ad predicta in favoremque dicte religionis, et ut religiose ejusdem ferventius et tutius divino insistere servitio animentur, dictam perficiendi fortificationem ac locum ipsum fortem faciendi et tenendi, sumptibus earumdem, dum tamen locus ipse per baillivum nostrum exemptionum ducatus Andegavensis, vel ejus locum tenentem, visitatus, ad hoc reperiatur habilis et ad id patrie utile existere, auctoritatem et licentiam impartimur. Insuper eisdem religiosis ac earum gentibus quicquid pene vel emende criminalis vel civilis erga nos, dictam ecclesiam, à nobis non habita prius licentia, contra nostras ordinationes regias vel aliàs, fortificando incurrerunt et incurrere potuerunt quoquomodo, eo casu, remisimus et remittimus penitus et quittamus, auctoritate nostra regia, ex certa scientia et de gracia speciali, memorato baillivo ceterisque officiariis et justiciariis nostris, modernis et futuris, et eorum cuilibet, ut ad eum pertinuerit, vel locum tenentibus eorumdem, dantes presentibus in mandatum quatinus dictas religiosas, et alios quos hoc tangit, nostra presenti gratia uti et gaudere pacifice faciant et permittant, nec eas, earum gentes, vel eorum alterum, premissorum occasione, contra tenorem presentium, inquietent vel impedian, seu inquietari, impediri vel molestari ab aliquo

de cetero paciantur, in corporibus sive bonis, sed quicquid in contrarium factum vel attemptatum invenerint, ad statum pristinum et debitum reducant et reduci faciant indilate. Quod ut firmum, etc. Nostro in aliis, etc. Datum Parisius in domo nostra Sancti Pauli, anno Domini millesimo ccc^o lxxi^o et regni nostri viii^o, mense augusti.

Sic signate : Recourt.

Per regem in suis requestis. Hugo. — Visa.

DXII

Restitution à Jeanne de la Grésille, femme de Guillaume Flory, de Poitiers, de la terre et des biens qui lui avaient été confisqués et donnés précédemment au sire de Maulévrier, à Guy Odart et à Jean de la Haye. (JJ. 102, Musée AEII^o 391, n^o 296, fol. 96.)

Août 1371.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, de la partie de Jehanne de la Gresille ¹, auctorisée de Guillaume Flory ², son mary, nous avoir esté exposé que,

1 Un de ses parents, Jean de la Grésille, possédait en 1376 le fief de Puyraveau, dans la paroisse de Saint-Jean-de-Sauves; il portait pour armes de gueules fretté d'argent. (E. de Fouchier, *La baronnie de Mirebeau*, in-8^o, 1877, p. 228 et 272.) Un autre, Pierre de la Grésille, chevalier, qui avait été fait prisonnier à plusieurs reprises et avait éprouvé des pertes considérables au service du roi, obtint en dédommagement, par lettres de juillet 1369, les biens confisqués sur Regnaut Bar et Jean de Rotoy, chevaliers, Jean Fouchère, Hurtaut de Lapopinaye et Hugues de la Forêt, écuyers, rebelles au roi et combattant dans les rangs anglais; ces biens étaient situés en Anjou et en Touraine (JJ. 100, n^o 527, fol. 162 v^o). Cf. aussi sur Pierre de la Grésille, Delaville Le Roulx, *Comptes municipaux de la ville de Tours*, t. II, p. 340.

2. Ce personnage appartenait à une famille notable de Poitiers, dont plusieurs membres avaient été honorés des premières fonctions municipales. A la notice que nous lui avons consacrée dans notre précédent volume (p. 384, note 1), nous ajouterons quelques mots relativement à un procès qu'il soutint, quelques années plus tard, contre Pierre de Saint-Perey, chevalier, ce dernier agissant en son nom et comme ayant le bail, à cause de sa femme, de Jean Doré, sieur de Riou. Guillaume Flory demandait à être maintenu en possession et jouissance d'un bois nommé la Chenaie de Coussay et d'une pièce de terre sise audit lieu de Coussay. Ledit chevalier y avait fait couper et appliqué indûment à son

comme la dite exposante, la quelle et ses devanciers sont nez du païs d'Anjou et en ycellui a tous ses amis, biens et chevance, eust pieça pris par mariage le dit Guillaume Flory, qui est du païs de Poitou, et pour ce ait convenu la dite exposante demourer ou dit païs de Poitou par aucun temps avec son dit mary, soubz umbre de la quelle demeure et de ce que l'en nous avoit donné à entendre que le dit Guillaume tenoit le parti de noz ennemis et que il estoit rebelle à nous, nous avons donné les biens de la dite Jehanne et de son dit mary, c'est assavoir au sire de Maulevrier ¹, à feu Guy Oudart ², chevalier, à Jehan de la Haye ³ et à autres, si comme l'en dit ; et pour ce, la

usage une grande quantité de bois. Le 2 juin 1374, le Parlement ordonna de remettre les choses en l'état jusqu'à nouvel ordre (X^{1a} 23, fol. 315 v°), et par sentence du 24 novembre 1375, il fut décidé que les parties produiraient vingt-quatre témoins et non plus, et qu'ils seraient examinés par des commissaires délégués par la cour (X^{1a} 25, fol. 3 v°). Nous n'avons plus trouvé, au delà de cette date, d'autres traces de cette procédure.

1. Renaud, sire de Maulévrier, était en procès en 1377 contre Miles de Matha, seigneur de Saint-Vivien, et Mabile de Maulévrier, sa femme, touchant la justice de Trèves (Trèves-Cunault, Maine-et-Loire). Arrêt du 29 août au Parlement (X^{1a} 26, fol. 201 v°). M. De-may cite une quittance de gages de ce Renaud, pour services rendus dans les guerres de Bretagne, donnée à Pontorson, le 22 octobre 1379. Le sceau représente un écu portant un chef timbré d'un heaume, cimé d'un levrier dans un vol, supporté par deux lions sur champ réticulé. (*Invent. des sceaux de la coll. Clairambault*, t. I, p. 620.) Ce sont les armes du dernier représentant de la famille féodale de Maulévrier, qui remontait à Foulques Nerra, comte d'Anjou. En effet, Renaud (que M. Célestin Port nomme Raoul) n'eut de sa femme, Béatrix de Craon, qu'une fille, Marie, laquelle porta la terre de Maulévrier, avec celle de Trèves et d'Avoir, à Jacques de Montbron, son mari, sénéchal d'Angoulême (1386), lieutenant-général pour le roi en Touraine, Maine et Anjou (1413), mort en 1422. (C. Port. *Dict. hist., géogr. et biogr. de Maine-et-Loire*, t. II, p. 621 ; le P. Anselme, *Hist. généal.*, t. VIII, p. 571.)

2. Guy Odart, seigneur de Mons et de Baslon, était mort déjà en mars 1370, suivant des lettres de cette date publiées ci-dessus (n° CCCXCIII) ; il vivait encore et était chambellan du duc d'Anjou, le 24 août 1369, époque où Charles V lui fit don, entre autres, d'une maison confisquée sur Guillaume Flory (vol. précédent, p. 384-386).

3. Jean de la Haye avait eu du roi une rente annuelle de 20 livres sur des biens confisqués, par lettres du 23 novembre 1369. (*Id. ibid.*, p. 430.) Nous le retrouverons plus loin, à l'occasion d'une rémission qui lui fut octroyée en mars 1376.

dite Jehanne, ou nom que dessus, nous a fait humblement supplier que nous, eu consideration ad ce que le dit Guillaume Flory, son mari, ne fu onques armé contrenous ne nos subgiez, ne ne leur ait porté dommage en quelque maniere que ce soit, et ad ce aussi que la dite Jehanne a delaissié le dit paiz de Poitou, pour venir, estre et demourer du tout nostre vraie subgecte et obeissante ou païs d'Anjou, et que elle a fait serement à nostre amé chevalier et chambellent, Jehan de Bueil. de estre et demeurer vraie obeissante à nous, senz esperance de retourner au dit païs de Poitou, nous lui vousissions rendre et restituer la dite terre et biens pour vivre soubz nous et tenir son estat, et revoquer et mettre au neant les dons et octrois fais d'iceulx biens aux dessus nommez et chascun d'eulx. Nous, eu regart aux choses devant dictes, inclinans à la supplication de la dicte Jehanne, à ycelle, de nostre certaine science et grace especial, avons rendu et delivré et par la teneur de ces presentes, ou cas dessus dit, rendons et delivrons à plain la dite terre, possessions et biens quelconques que eulz tenoient et possidoient avant les dons et octroiz faiz aux dessus diz, comme dit est, non obstant yceulz dons, les quelz nous, ou dit cas, rappellons et mettons du tout au neant par ces presentes. Si donnons en mandement par ces mesmes lettres au bailli des exemptions de Tourainne, d'Anjou et du Maine, au seneschal des diz païs et à tous les autres justiciers et officiers de nostre royaume, ou à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulz, si comme à lui appartendra, en committing, se mestiers est, au dit bailli des dites exempcions que de nostre presente grace et restitution facent et laissent joir et user paisiblement la dite Jehanne, en la remettant de nouvel royaument et de fait en saisine et possession de ses diz biens, heritages et possessions, ostenz tous empeschemens, et que ad ce contraingnent viguerousement les detenteurs d'iceulz, et que dores en avant ne seuffrent

e dessus, nous a fait humblement
considération ad ce que le dit
i, ne fu onques armé contre nous
r ait porté dommage en quelque
ce aussi que la dite Jehanne a
tou, pour venir, estre et demou-
subgeete et obeissante ou pais
erement à nostre amé chevalier
ueil. de estre et demeurer vraie
erance de retourner au dit pais
ions rendre et restituer la dite
oubz nous et tenir son estat, et
ant les dons et octrois fais
nmez et chascund'eulx. Nous,
dictes, inclinans à la suppli-
, à ycelle, de nostre certaine
ons rendu et delivré et par la
as dessus dit, rendons et deli-
ossessions et biens quelcon-
ossidoient avant les dons et
comme dit est, non obstant
s, ou dit cas, rappellons et
r ces presentes. Si donnons
s lettres au bailli des exemp-
et du Maine, au seneschal
res justiciers et officiers de
ux tenans, presens et avenir,
lui appartiendra, en commet-
lli des dites exemptions que
stitution facent et laissent
e Jehanne, en la remettant
en saisine et possession de
essions, ostez tous empes-
ignent viguerousement les
es en avant ne seuffrent

estre troublée ou empeschiée la dite Jehanne en aucune
maniere au contraire, mais tout ce qui seroit fait au
contraire mettent et ramenant au premier et deu estat.
Et pour ce que ce soit ferme, etc. Sauf, etc. Donné en
nostre hostel lez Saint Pol à Paris, l'an de grace mil ccc. lxxi.
et de nostre regne le viii, ou mois d'aoust.

Ainsy signé : Par le roy. J. de Remis.

DXIII

Don à Jeanne Chabot, sœur de Gérard, sire de Retz, des biens con-
fisqués sur des rebelles dans l'île de Bouin. (JJ. 100, Musée AEII*
391, n° 225, fol. 77.)

3 novembre 1371.

Charles, etc. Savoir faisons, etc, que, comme le seigneur
de Bugnon ¹ et sa femme, Symon Symes, Jehan Bouchet ²,
Aymery Bouchier ³, chevalier, et sa fille, Jehan de

4. Le 13 avril 1344, un Guillaume de Bugnon rendit aveu à Jean de France, comte de Poitou, pour un fief qu'il possédait dans la chàtellenie de Châteaumur. (Arch. nat., P. 594, fol. 77.) On trouve aussi, au 13 mars 1346, un Pierre de Bugnon, partie au Parlement avec le sire de Parthenay et sa femme, contre un prêtre nommé Nicolas Charron. Ce dernier était appelant d'une sentence du sénéchal de Poitou. La cour, de leur consentement, les renvoya par devant Jean Bonnet, procureur du roi en Poitou, qui fut chargé de prononcer en dernier ressort, tant sur les dépens qu'au principal (X^{1a} 10, fol. 353 v°).

2. Il s'agit peut-être de Jean Boschet ou Bouchet, qui fut doyen de Montaigu, puis de Talmont, et dont il a été question à plusieurs reprises dans nos deux précédents volumes (voy. t. II, p. 123, et t. III, p. 54, 83 et 320).

3. On trouve ce nom écrit Boucher, Bouchier ou Boschier, en latin *Boscherii*. Nous avons dit quelques mots, dans le vol. précédent (p. 124 note), d'un procès qu'Aimery Bouchier et sa mère, Marguerite Gaymard, soutinrent, en 1344, contre Jean de Châteignier, au sujet de la mouvance du Bois-Boschier. Quelques années auparavant, Roland Garnier, en qualité de curateur de Jean de Maire, fils de Guillaume de Maire, était appelant contre lui d'une sentence du lieutenant du bailli d'Anjou à la Roche-sur-Yon. (Permission de les faire assigner aux jours de Poitou du Parlement, le 23 juillet 1341, X^{1a} 9, fol. 159.) On trouve encore trace d'une affaire à laquelle Aimery fut mêlé. Le 8 juin 1342, la veuve et les héritiers de Jean Bouchier ou Boschier furent condamnés à payer des dépens, taxés à 25 livres 5 sous 15 deniers, envers Aimery, Pierre,

Sainte Fleur, chevalier ¹, et sa fille, se soient rendus noz rebelles et ennemiz, en tenant le parti de Edwart d'Angleterre et de Edwart de Gales, son filz ainsné, qui ont commencié et font guerre ouverte contre nous et noz subgiez, pour quoy tous les biens meubles et heritages des dessus nommés seanz en l'isle de Bouhain et ailleurs en nostre royaume, nous sont acquis et confisque par la forfaiture des dessus dis, les quieux sont demourans en Guienne avec noz dis ennemis, en leur donnant tout le confort et ayde qu'ilz puent contre nous et noz subgiez, .

Foulque et Jean Bouchier, en vertu d'un arrêt du Parlement du 4 avril précédent, rendu en faveur de ces derniers. Le sénéchal de Poitou reçut mandement de les faire payer, sous menaces de saisie et de vente de leurs biens (X^{1a} 9, fol. 244 v^o, 298).

1. Il faut lire sans doute Sainte-Flaive. Jean de Sainte-Flaive appartenait à une famille importante du Bas-Poitou, sur laquelle les auteurs sont muets, mais dont plusieurs membres sont nommés au cours du xiv^e siècle, dans les registres du Parlement. Jean était l'ainé des quatre fils de Regnaut de Sainte-Flaive, chevalier, et de Denise Guichard. Ses frères se nommaient Pierre, Thibaut et Raoul. Leur père mourut entre le 31 juillet 1339 (X^{1a} 9, fol. 64 v^o) et le 14 juillet 1341 (*id.*, fol. 200). A cette dernière date, sa veuve avait repris deux procès contre Guy Larchevêque, sire de Taillebourg, l'un au sujet d'une créance, l'autre touchant la haute justice du fief de Gouelle. On trouve encore trace de ces différends au 4 mai et au 15 juin 1342, aux 5 et 9 juin 1344 (X^{1a} 9, fol. 244 v^o, 297 v^o, 300 v^o, et X^{1a} 10, fol. 34 et 141 v^o). Jean et ses frères étaient alors mineurs. Thibaut de Sainte-Flaive, qualifié écuyer, le 18 mai 1355, obtint de la cour de terminer par un accord amiable un différend qu'il avait avec Amisse Boursard, veuve de Robert Guichard, chevalier (X^{1a} 16, fol. 21). Il vivait encore le 26 juin 1379 ; il portait à cette époque le titre de chevalier et était tuteur de ses deux neveux, Jean et Pierre, fils de Pierre de Sainte-Flaive, nommé plus haut. Ce dernier était mort vers 1372 et avait fondé par testament une chapellenie en l'église de Saint-Mathurin du cimetière paroissial de Luçon. Ses deux fils et son frère Thibaut, exécuteurs de ses volontés, affectèrent à la dotation de cette chapelle une rente annuelle de vingt livres et présentèrent comme chapelain Jean Boutaut, qui fut agréé par l'évêque de Luçon. Mais le fonds sur lequel cette rente avait été assignée produisait moins de vingt livres par an. Il en résulta entre le chapelain et le fondateur un litige qui fut tranché, le 8 décembre 1374, par un accord, dont le texte nous a été conservé avec l'arrêt du Parlement qui condamna les parties à se conformer aux clauses de ce contrat, le 26 juin 1379 (X^{1a} 28, fol. 196). Il est question dans cet accord de Pierre Boschet, doyen de Luçon. On trouve encore une mention de Jean de Sainte-Flaive le 18 mai 1400, dans un mandement relatif à un procès de Guillaume et Jean Buor, écuyers, contre lesire de Clisson (X^{2a} 12, fol. 428 v^o ; X^{2a} 13, fol. 325).

en commettant crime de lese majesté envers nous ; les quielz biens meubles et heritages puent bien valoir cinq cens livrées de terre ou rente par an au tournois ou environ, si comme l'en dit. Nous, pour consideracion des bons et agreables services que nostre amé et feal chevalier, feu Gerart, sire de Rays, nous a faiz en son vivant en noz presentes guerres, à nostre bien amée Jehanne de Rays¹,

1. Gérard VI Chabot, baron de Retz, de Machecoul, etc., fils de Gérard V et de Philippe Bertrand, dame de Roncheville, fille aînée de Robert, seigneur de Briqu береc, maréchal de France, avait épousé Marguerite, fille aînée et seule héritière de Jean III, comte de Sancerre, et de Marguerite, dame de Marmande, dont il n'eut point d'enfants. Il avait embrassé le parti de Charles de Blois contre le comte de Montfort. A la bataille d'Auray (29 septembre 1364), il commandait l'arrière-garde et fut fait prisonnier avec Du Guesclin. (Froissart, édit. S. Luce, t. VI, p. 154.) Il servit ensuite sous Jean Chandos en Espagne et contribua à la défaite d'Henri de Transtamare à Najera, 3 avril 1367 (*id.*, t. VII, p. 38). Les présentes lettres nous permettent de fixer la date de sa mort entre le 16 avril et le 3 novembre 1371. Dès 1370 il était rallié à la cause française et faisait partie de l'armée de Du Guesclin, le 28 janvier 1371 n. s., où il fit à Blois montre de sa compagnie, comprenant dix chevaliers bacheliers et soixante-seize écuyers. Le 16 avril suivant, il était à Dreux, toujours sous les ordres du connétable ; il y donna une quittance à Etienne Braque, trésorier des guerres, de 340 francs d'or « en prest sur les gages de luy banneret, un chevalier bachelier et vingt huit escuiers de sa compagnie, deservis et à deservir sous le gouvernement de mons^r le connestable de France ». (Dom Morice, *Hist. de Bretagne*, Preuves, t. I, col. 1645 et 1653.) A sa mort, sa sœur Jeanne devint dame de la baronnie de Retz. Elle se maria à François de Chauvigny, chevalier, qui fut à cause d'elle seigneur de Retz. N'en ayant point eu d'enfants, elle institua pour son héritier, en 1400, Guy de Laval, seigneur de Chailloy, à condition qu'il prendrait le nom et les armes de Retz, ce à quoi celui-ci acquiesça, et elle mourut le 16 janvier 1406. (*Dict. des familles de l'ancien Poitou*, t. I, p. 560.)

De 1362 à 1384, une autre dame portait aussi le titre de dame de Retz. C'était Philippe Bertrand, la mère de Gérard VI et de Jeanne, dont le douaire avait été assigné, après la mort de son mari, sur la terre de Saint-Hilaire-le-Vouhis (Vendée). Elle dut soutenir un procès à ce sujet contre Thibaut VII Chabot, seigneur de la Grève, qui s'était emparé et détenait indûment ladite terre et châtellenie. Le 12 mai 1374, Philippe Bertrand obtint du Parlement, à titre de provision, la moitié des revenus de Saint-Hilaire (X^{1a} 23, fol. 421 v^o). La contestation dura au moins sept ans. Le 28 avril 1379, la cour chargea Pierre Boschet, un des ses membres, de faire une enquête sur les prétentions des deux adversaires (X^{1a} 28, fol. 46). Enfin, le 23 décembre 1381, l'arrêt fut prononcé ; il était favorable à la dame de Retz et contient sur l'affaire des détails fort intéressants (X^{1a} 31, fol. 96 v^o).

nagaires seur de nostre dit chevalier, pour elle, ses hoirs et qui de li auront cause à tousjours mais, avons donné et octroyé, donnons et octroions par ces presentes, de nostre auctorité royal, certaine science et grace especial, les biens meubles et heritages des dessus nommez, estans es dis lieux et partout ailleurs en nostre royaume, qui nous sont et puent estre advenus et confisqueiz par la forfaiture des dessus nommez, comme dit est, jusques à la value des cinq cens livrées tournois de terre ou rente par an, comme dit est, à tenir et possider et en lever les fruis, prouffiz et revenues par la dicte Jehanne, ses hoirs et qui de li auront cause à tousjours mes, de son propre heritage. Si donnons en mandement par ces presentes au seneschal d'Anjou et du Mayne, et à tous noz autres officiers, presens et avenir, ou à leurs lieus tenans, et à chascun d'eulx, comme à li appartendra, que des biens et heritages dessus dis jusques à la value des dictes cinq cens livrées de terre ou rente, à nous ainsi advenues et appartenans, comme dit est, mettent ou facent mettre tantost et sans delay, ces lettres veues, en possession et saisine la dicte Jehanne ou son procureur pour elle, et d'iceux facent et sueffrent joir et user paisiblement, perpetuellement et hereditablement, elle, ses hoirs et qui de li auront cause, sans leur mettre ne souffrir estre mis en ce aucun empeschement, non [obstant] que ce deust estre appliqué et miz en nostre demaine et de nostre couronne de France, et ordenances quelconques à ce contraires. Toutesvoies n'est pas nostre entente que, se pour aucune cause il advenoit que nous rendissions ou faissions rendre les biens et heritages dessus dis aux dessus nommez, nous soions tenuz d'en faire aucune recompensation à la dicte Jehanne, ses hoirs ou aians de li cause. Et que ce soit ferme chose, etc. Sauf, etc. Donné à Paris en nostre hostel lez Saint Pol, le tiers jour de novembre l'an de grace mil ccc. soixante et onze, et de nostre regne le huitiesme.

Par le roy. J. de Vernon. — Visa.

DXIV

Denis Basin, en récompense des services rendus au roi, de la captivité et des pertes matérielles qu'il a subies de la part des Anglais, obtient une rente annuelle de 200 livres sur des biens confisqués, et entre autres le lieu de Belhomme en Poitou. (JJ. 103, n° 98, fol. 59.)

9 juin 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et advenir, nous avoir oye la supplication de Denys Basin, nostrepovre subget, contenant que comme il ait esté né et demourant ou pays de Guienne et ait esté toute sa vie bon et loyal françois, voulant et pourchçant de tout son povoir l'onneur et profit de nous et de nostre royaume, et fist et procura de reprendre le chastel de Broce ¹ et le mettre en nostre obeissance, le quel estoit detenuz et occupé par noz ennemis, et aussi induist les habitans de Saint Benoit du Saust à eulx rendre et mettre leur fort en nostre dicte obeissance, et, pour la hayne et occasion de ce, le dit suppliant a esté depuis un an en ça, à l'instigacion et pourchaz de Pierre Pillon, et d'autres nos ennemis, pris et detenu prisonnier à la Souzerraine ², où il a esté par l'espace de xiii. semaines en prison fermée et en deux paire de fers, par Jehan

1. Voy. sur la prise du château de Brosse par les Anglais, qui voulaient se venger de la défection du sire de Chauvigny, le vol. précédent, p. 413 note.

2. On trouve de curieux détails sur l'occupation de la Souterraine par les Anglais dans deux lettres de rémission, l'une de juillet 1378, l'autre de juillet 1379 (JJ. 112, n° 345, fol. 172 v°, et JJ. 115, fol. 84, n° 177). Les premières sont accordées à Roland Blanchard, habitant de cette ville, âgé de vingt-cinq ans, qui à l'âge de huit ans avait été enlevé par les Anglais et avait été obligé de les servir en qualité de page. Les secondes sont données en faveur de Pierre Maréchal, de Champagnac. Il avait fait partie d'une compagnie qui avait enlevé du bétail qu'emmenaient des Anglais de la garnison de la Souterraine et avait tué deux de ces pillards.

d'Evreux ¹, anglois, nostre ennemi, et mis à raençon de xiii^e francs, et avecques ce tous ses meubles et heritages pris et gastez par nos dis ennemis, les quelx povoient bien valoir trois mille livres, et pour paier la dicte raençon, et par les contraintes et griefs qu'il a euz en la dicte prison, ait convenu que le dit suppliant ait vendu à Oylle le Berthon, anglois demourant à la Souzterraine, trois tonneaulx de vin et trente sextiers de seigle de rente sur tous ses biens ; item à Laurance, femme de Jehan Grant et concubine du dit Jehan d'Evreux, trente sextiers de seigle et un tonnel de vin de rente sur tous ses biens,

1. Jean Devereux, suivant l'orthographe anglaise (d'Evrues, Froissart), chevalier anglais d'origine normande, fut l'un des plus valeureux compagnons du Prince Noir en Guyenne. En 1369, il était sénéchal de Limousin. Les chefs des compagnies anglaises qui s'étaient emparés par surprise du château de Belleperche, où se trouvait la duchesse de Bourbon, vers le milieu d'août de cette année, et avaient pris Sainte-Sévère en revenant de cette expédition, livrèrent cette dernière place à Jean Devereux. Pendant l'hiver suivant, au commencement de 1370, il tenait garnison à la Souterraine, au moment où Louis duc de Bourbon, dans le but de délivrer sa mère, vint mettre le siège devant Belleperche. Les assiégés lui envoyèrent demander secours, et comme il n'était pas en état de les aider efficacement, il se rendit à Angoulême, d'où il revint avec les comtes de Cambridge et de Pembroke, à la tête d'une forte armée. Ceux-ci, malgré leur nombre, ne purent forcer le duc de Bourbon dans ses retranchements et durent se contenter de faire évacuer Belleperche et d'emmener la duchesse, que Jean Devereux fut chargé d'escorter en Guyenne. (Froissart, édit. S. Luce, t. VII, p. LXXI, xci. 156, 214, 219.) On voit par les lettres publiées ici que ce dernier était encore à la Souterraine au milieu de l'année 1371. Quand les barons poitevins fidèles au prince de Galles étaient assiégés dans Thouars, en septembre 1372, Jean Devereux, alors à Niort, dont il était capitaine, s'efforça inutilement de leur porter secours. Il fut fait prisonnier au combat de Chizé, à la suite duquel Niort tomba au pouvoir de Du Guesclin. (*Id.* édit. Kervyn de Lettenhove, p. 164, 185, 209, 218, 220, 225-234.) Le duc de Berry, alors à la Souterraine, envoya, le 30 mars 1373, un message à la duchesse pour lui annoncer la nouvelle de la défaite et de la capture de ce redoutable adversaire. (Reg. de comptes KK. 251, fol. 93 v^o.) Cette date d'une authenticité incontestable prouve que Froissart, en fixant au 21 mars la bataille de Chizé, s'il n'est pas d'une exactitude absolue, ne s'éloigne pas sensiblement de la vérité en cette occurrence. Vers 1379, on retrouve Jean Devereux capitaine de Douvres, fonctions qu'il remplit pendant plusieurs années. En 1387, il devint connétable de Douvres et mourut en 1393 ou 1394. Les Devereux ont été les ancêtres des comtes d'Essex.

comme dit est ; item à Rose, mere de la dicte Laurance, plusieurs de ses heritages pour la somme de trente frans, et en la dicte prison a esté et est le dit suppliant si blecié des fers qu'il a euz en une jambe qu'il ne sera de toute sa vie qui ne sente. Et oultre furent en ycellui temps pris et emprisonnez par nos dis ennemis la fame et cinq enfans du dit suppliant, et raençonnez par yceulx nos ennemis à grant et excessive raençon et deux de ses vallès decapitez. Pour les quelles causes, le dit suppliant, sa femme et ses dis enfans sont desers et mis à povreté à tous jours, et en voie de vivre en mandicité, en grant misere et meschief, se par nous ne leur est pourveu de nostre grace, si comme il dient, requerans que, ces choses considerées et le grant peril de mort en quoy il s'est mis pour nostre service et garder sa loyauté envers nous, et aussi les grans pertes et dommages qu'il a souffers et soustenus pour nous, et pour aydier à le relever de ses dictes pertes et dommages, et afin que lui, sa femme et enfans puissent avoir de quoy vivre et soustenir leur estat soubz nous et en nostre obeissance, il nous plaise donner pour lui, sa dicte femme et enfans, et pour leurs hoirs ou aians cause d'eulx à tous jours, les rentes et heritages dessus dis par lui venduz, comme dit est, et tout le droit que les dis acheteurs y pevent avoir, et tous les autres heritages et biens des dis acheteurs que il ont en nostre royaume, et avecques ce tous les heritages et biens du dit Pillon et de Jehan son frere, de Symonne Garnaude, mere des femmes des dis Pillons, de Jehan Emat, de Denise, sa mere, de Guillaume de Dun, prestre, de Raymon Mignet, de Dun le Pailleteau, de Pierre Adjounet, de Jehan Adjounet et de Jehanne, leur mere, comme à nous confisquiez et acquis pour cause de ce que les dessus dis se sont, depuis que ceste darraine guerre commença entre nous et nostre ennemi d'Angleterre, tenus et portez pour nos ennemis et rebelles, et ont tenu et encores tiennent le parti d'iceulx nos ennemis ; et

avec ce nous plaise a eulx donner et octroyer, pour eulx, leurs hoirs et aians cause d'eulx à tousjours, le lieu de Belolme ¹ avecques ses appartenances assis en Poitou, le quel lieu fut jà pieça de Guillaume de Buffet ², et à present est Robert de Grantdonne nostre ennemi, anglois d'Angleterre, à nous appartenans et confisqués pour la cause dessus dite ; les quelles choses sont situées et assises ou dit païs de Guienne et pevent bien valoir deux cens livres de rente par an ou environ. Pour quoy nous, attendu et considéré ce que dit est, voulans au dit Denis Basin sur ce pourveoir et secourir de remede, et à lui et aux siens estendre nostre grace, à ycellui Denis, pour lui, ses dis hoirs et aians cause d'eulx, avons donné et octroyé, donnons et octroyons, de nostre auctorité royal et grace especial par ces presentes tous les heritages et rentes par lui venduz et transportez aus dis acheteurs, et tout le droit que yceulx acheteurs y pevent et pourroient avoir, avec tous les autres heritages et biens des dis acheteurs, que il ont et pevent avoir en nostre royaume, et aussi tous les heritages, biens, rentes et revenues de tous les autres dessus nommez estans en nostre dit royaume, à nous advenues et confisqués par la maniere que dessus est dit, à yceulx biens, rentes et heritages avoir, tenir et possider par lui, ses dis hoirs ou ayans cause de lui perpetuellement à tous jours mes, jusques à la dicte somme de deux cens livres de rente par an. Si donnons en mandement à nos amez et

1. Cette terre confisquée sur Robert de Grantonne, receveur de Poitou et de Saintonge, avait été donnée à divers autres serviteurs de Charles v, comme nous l'avons vu (ci-dessus, p. 64, note 2), et entre autres, par le duc de Berry à Renaud de Montléon, chevalier, seigneur de Touffou. Charles v confirma cette dernière donation le 16 décembre 1374, par lettres qui sont publiées plus loin, à leur date. Du Chesne dit que la seigneurie de Belhomme, qu'il appelle Bellosme, était située en la paroisse de Lavoux, près de Touffou. (*Hist. généal. de la maison des Chasteigners*, p. 240.) Cf. Redet, *Dict. topogr. de la Vienne*, v^o Belhomme.

2. Il s'agit sans doute de Guillaume de Buffet que nous avons vu prévôt fermier de Montmorillon, en 1338. (Voy. notre second volume, p. 145.)

feaulx gens de nos comptes à Paris, à nostre seneschal de Poitou et de Lymosin et à tous nos autres officiers, justiciers et subgiez, à qui il appartendra, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, presens et avenir, que de nostre presente grace et octroy laissent et seuffrent le dit Denis et ses dis hoirs, ou aians cause de lui, joir et user paisiblement, et au dit seneschal que des dis heritages, rentes et possessions mette ou face mettre en possession et saisine, et d'iceulx le face et laisse user et joir, selon la forme et teneur de nostre present octroy, sens ycellui empescher ou souffrir estre empesché en aucune maniere. Toutevoies, il n'est pas nostre entencion que, se la dicte Laurance, Rose sa mere, Pierre Pillon, Jehan son frere, Simone Garnaude, mere des femmes des dis Pillons, Jehan Emat, Denise sa mere, Guillaume de Dun, prestre, Raymon Mignet, de Dun, Pierre Adjounet, Jehan Adjounet et Jehanne leur mere dessus dis, venoient à nostre obeissance, pour quoy les dis heritages ou aucuns d'eulx leur feussent rendus, que nous soions tenuz d'en faire pour ce au dit Denis recompensacion aucune. Et afin que ce soit ferme chose et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Mante, le ix^e jour du mois de juing l'an de grace mil trois cens soixante et douze, et de nostre regne le neufviesme.

Par le roy. J. Tabari. — Visa.

DXV

Don à Jean de Chambly, dit le Hase, chevalier et maitre d'hôtel du roi, de deux cents livrées de terre de rente annuelle, à asseoir, après la réduction du Poitou, sur les fiefs possédés dans cette province par Robert Grantonne, receveur de Poitou pour le prince de Galles, et par Gautier Spridlington, chevalier anglais. (JJ. 403, n° 207, fol. 107.)

29 juillet 1372.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Quanto regie majes-

tati fervencius impensa sunt servicia, tanto sibi famulantibus dona decet se reddere meliora. Notum itaque facimus universis, presentibus pariter et futuris, quod ad nostram memoriam reducentes nedum utilia sed acceptabilia et laudabilia servicia nobis ac predecessoribus nostris per dilectum et fidelem nostrum militem et magistrum hospicii nostri, Johannem de Chambiaco, aliàs dictum le Hase¹, tam in guerris nostris, in quibus se et sua multis modis exposuit, et quarum facto quamplurimum dampnificatus extitit, quam eciam in ejus officio in quo nobis diu et fideliter servivit, impensa, et que per ipsum adhuc impendi speramus imposterum, et ob hoc volentes eundem aliquo favore meritorio prosecui, prout incumbit nobis rependere digna dignis, eidem militi, de nostris certa sciencia, gracia speciali auctoritateque regia ac plenitudine potestatis nostre regie, concessimus et donavimus, ac concedimus et donamus per presentes ducentas libratas terre annuales perpetuo et ad hereditatem, per ipsum militem et suos heredes et successores, ac causam ab eodem habentes et habituros, ac pro se et suis heredibus, successoribus ac causam ab ipso habentibus et deinceps habituris quoquomodo, capiendas, percipiendas, levandas,

1. Jean de Chambly, dit le Hase, chevalier et maître d'hôtel de Charles v, ne paraît pas avoir eu d'autre attache en Poitou que cette donation éphémère (voy. ci-dessus, p. 64, note). Il était en 1368 châtelain et garde du château de Vernon aux gages de 600 livres par an. Remplacé dans ce poste, le 23 avril 1369, par Lancelot de Bière, le roi lui donna, le 19 mai suivant, la charge de recevoir les montres de tous les gens d'armes, archers et arbalétriers, « qui sont et seront en ces presentes guerres ». (Delisle, *Mandements de Charles V*, p. 261, 265.) Le 5 mai 1371, il fut commis par Charles v pour accompagner et escorter jusqu'à Saint-Omer le cardinal de Cantorbéry, venu en ambassade à Paris, de la part d'Edouard III, et à raison de cinq francs par jour, pour « ses despenz et missions ou dit voyage ». (*Id.*, p. 398.) Jean de Chambly mourut avant le 31 août 1377. A cette date, sa veuve, Jeanne de la Roche, obtint du roi remise d'une amende de soixante livres parisis, à laquelle le Parlement l'avait condamnée. Il avait laissé une fille, Jacqueline de Chambly, qui était encore mineure au mois d'avril 1378. (*Id.* *Ibid.*, p. 830.)

explectandas, possidendas et habendas, nec non et eidem militi, pro se et suis supra dictis, ad utilitatem ac voluntatem ejusdem militis, ac ubilibet et insimul aut separatim et quocunque loco quo dicto militi placuerit, assidendas, deliberandas penitus et in integrum ac tradendas, dum, quando ac quamecuius in et sub obediencia nostra comitatus et patria Pictavenses reducti fuerint, in, de et super feodis, terris, redibenciis, redditibus, pratis, vineis, nemoribus, domibus, hospiciis, juribus, dominiis, proventibus et aliis rebus quibusvis ac possessionibus quibuscunque, quos, quas et que tenent et possident in senescallia Pictavensi Robertus Grantonne ¹, presbyter, dudum receptor ibidem pro principe Wallie, primogenito adversarii nostri Anglie, et nepos ipsius Roberti ac eciam Galterus dictus Spiriton², anglici, eorum [subditi], ac tenere et possidere comunitim aut particulariter ac quovis titulo, causa vel racione poterant et solebant, ac qualitercunque predicta nuncupentur et ubicunque situari possint, in unico loco sive diversis partibus, in senescallia Pictavensi supra dicta; que nobis omnia devenisse dicuntur in commissum, ex et pro eo quod ipsi Robertus, ejus nepos et Galterus parti dicti adversarii nostri in guerra, quam nobis noviter suscitavit, adhesisse testantur, sub ipsius semper obediencia manentes. Nos ex uberiori nostra gracia prefatum militem in possessione et saisina dictarum ducentarum librarum terre, per nos sibi concessarum, prout est superius expressum, presencium concessione et tradicionem, exnunc prout [extunc] investientes et eciam inducentes. Dantes in mandatis per presentes senescallo Pictavensi ceterisque justiciariis, procuratoribus et officiariis nostris, qui nunc sunt et pro tempore fuerint, ac loca tenentibus

1. Voy. la note 2 de la page 64 ci-dessus.

2. Gautier Spridlington. Cf. la notice consacrée à ce personnage, p. 5 du présent volume, note 2.

eorumdem, et cuilibet ipsorum, ut ad eum
quatinus dictas ducentas libratas terre, mo
predectis, eidem militi nostro tradant et
ipsis dictum militem et suos heredes et success
sam ab eodem habituris, uti et gaudere plenari
quovis impedimento cessante, faciant et per
viso quod, si voluerimus tradi et restitui pre
tori ejusque nepoti et Galtero, vel eorum he
aliis ad causam ipsorum, dictus miles vel alius
recompensationem aliquam à nobis petere,
successores nostri eam sibi facere minime ten
obstantibus donis per nos aut predecessores n
militi alias factis, quamvis in presentibus
[specialiter designata]. Quod ut firmum et stab
in futurum, nostrum hiis presentibus litteris si
mus apponendum. Salvo in aliis jure nostro et
quolibet alieno. Datum apud castrum Vincen
vicesima nona julii anno Domini millesimo
regni vero nostri nono.

Per regem. Yvo, — Visa,

DXVI

Restitution à Pierre Boschet, conseiller du roi, et à se
des biens de leur oncle, Jean Boschet, qui avait été m
les Anglais à Poitiers, sous prétexte qu'il conspirait
tre cette ville sous l'obéissance du roi de France. S
fisqués avaient été donnés en partie à Perceval d
Guichard d'Angle, au sire de Mauzé et à son frè
Thouars, Guy de la Forêt, Thibaut Chabot et J
s'étaient emparés du reste, sans y avoir aucun droit.
outre accordé la grâce de faire reconstituer leurs ti
priété brûlés et détruits. (JJ. 103, n° 317, fol. 157.)

Juillet 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France.
sons à tous, presens et avenir, nous avoir este

la partie de nostre amé et feal clerc et conseiller, maistre Pierre Boschet¹, disant que comme feu Jehan Bosohet, son

1. Un grand nombre de documents recueillis sur Pierre Boschet nous permettent de le suivre pendant cinquante ans de sa carrière. Il est qualifié bachelier en lois dans l'acte du 6 juin 1361, par lequel Louis, vicomte de Thouars, remit l'administration de ses biens entre les mains de sa femme et de sa fille (vol. précédent, p. 318, 320). Fuyant la domination anglaise, qui fut particulièrement fatale à sa famille, comme on le voit ici, il vint à Paris exercer la profession d'avocat au Parlement, titre qu'il prend encore dans les lettres de mai 1370 publiés ci-dessus (p. 63). Dès le mois de novembre de cette même année, il fut reçu conseiller clerc au Parlement, et le 29 avril 1389 il devint président de cette cour, à la place de Jean de Montagu, décédé, office qu'il occupa jusqu'à sa mort arrivée le 4 février 1411. Dans l'intervalle, il fut chargé par les rois Charles V et Charles VI de différentes missions, où il fut à même de déployer ses talents de juriconsulte et de diplomate.

Par lettres datées de Senlis, le 26 juin 1374, il fut envoyé en qualité de réformateur général dans les pays, cités et diocèses de Sens, Nevers, Troyes, Auxerre et Autun, pour examiner la gestion des officiers royaux qui s'étaient entremis du fait des aides et autres. (L. Delisle, *Mandements de Charles V*, p. 545.) A cette époque, il n'avait pas encore terminé ses études juridiques et pris ses grades, et ce n'est que vers 1382 qu'il s'adjuge le titre de docteur es lois et en décret. Au commencement de 1390, Pierre Boschet fut envoyé hâtivement à Dijon, on ne dit point pour quelle négociation, et par mandement du 11 février adressé aux généraux des aides, le roi lui alloua 80 francs d'or pour ses frais de voyage. (Bibl. nat., Cabinet des titres, pièces originales.)

La famille Boschet paraît originaire du diocèse de Luçon, du moins elle y possédait des biens importants. De Jean Boschet, habitant de Poitiers, on ne connaît guère que l'acte de dévouement à la cause française qui lui coûta la vie. On trouve bien dans les archives municipales de Poitiers un bail de la terre d'Amberre passé par la municipalité au profit d'un Jean Bouchet en 1345 ; mais on ne saurait affirmer que ce soit le même personnage. Non content de se faire restituer les biens confisqués par les Anglais sur cet oncle, Pierre Boschet voulut venger sa mort et poursuivit au Parlement plusieurs bourgeois de Poitiers qui avaient coopéré à son arrestation, et entre autres le célèbre Jean Regnault, qui était maire de cette ville lorsqu'elle fut reprise par Du Guesclin. Le différend fut soumis d'un commun accord à la décision arbitrale du premier président Guillaume de Sers et de l'abbé de Saint-Maixent, le 31 janvier 1373 n. s. (Arch. nat., X^{1e} 26) ; mais la sentence de ces juges nous est inconnue. Nous avons vu ci-dessus comment Pierre Boschet s'arrangea, le 5 décembre 1376, avec Renaud de Montléon, au sujet de la confiscation des biens de l'Anglais Robert de Grantonne, qu'il réclamait, ainsi que Renaud et Simon La Grappe.

A la mort de Guillaume d'Olonne, clerc et notaire du roi, Boschet produisit des titres pour être mis en possession d'une partie de sa succession. (Acte du 14 juillet 1377, X^{1a} 23, fol. 76 v^o.) Il revendiquait aussi le manoir du Colombier près Saint-Porchaire, comme provenant de l'héritage de son oncle Jean (X^{1a} 1469, fol.

oncle, par plusieurs noz ennemis anglois et autres malvueil-
lans de nous et de nostre royaume, rebelles et desobeis-

470 v°), contestation qui se termina par un compromis, le 22 août 1382 (X^{le} 45). Outre ce domaine, Boschet se fit adjuger encore, en janvier 1393, la terre de Sainte-Gemme, saisie sur Guillaume Ancelin et sa femme (JJ. 144, n° 67). Cet acte sera publié dans notre prochain volume. Cette terre de Sainte-Gemme avait été possédée par Jean Sanglier, chevalier, l'un des donataires des biens de Jean Boschet, mais avec lequel Pierre se réconcilia et entretenit même des relations d'amitié. Cette particularité sera notée ailleurs. Le 23 mai 1392, Pernelle, vicomtesse de Thouars, en reconnaissance des services que Pierre Boschet lui avait rendus, à elle et à ses prédécesseurs, lui concéda le droit de justice moyenne et basse dans la paroisse de Rigné. (*Dict. des familles de l'anc. Poitou*, t. I, p. 407.) Il possédait en outre le château du Puy-Ogier, l'hôtel du Boschet, un hôtel à Saint-Cyr-en-Talmondois, où il aimait à se reposer des fatigues de la vie parlementaire ; il était seigneur de la Chassée et possesseur de quelques petites terres dépendant de la châtellenie d'Argenton, sur lesquelles il prétendait, en opposition avec Guy d'Argenton, avoir le droit d'ériger des fourches patibulaires (X^{le} 37, fol. 335).

« Le 22 mai 1403, après la mort de Jean de Popincourt, le poste de premier président, qui revenait de droit à Pierre Boschet, fut attribué à Henri de Marle, troisième président. Le Parlement estima que son compétiteur « estoit bien aagiez et foible et maladiz », mais rendit hommage « à ses suffisances de science, de vertus et autres graces ». Il était effectivement de santé assez débile.... quelquefois même il ne pouvait prendre part aux travaux de la cour.... Sur la fin de sa carrière, son intégrité, jusqu'alors à l'abri de tout reproche, fut mise en suspicion ; le 2 septembre 1406, Jean Gendreau s'étant permis d'envoyer au duc de Berry un libelle diffamatoire contre le président Boschet, avec lequel il se trouvait en procès, fut condamné par la cour à lui faire amende honorable à genoux, sans préjudice d'une amende pécuniaire de dix livres. Jean Gendreau ne pouvant payer l'amende, ses biens furent saisis et adjugés à l'offensé, moyennant trente écus. Le greffier, Nicolas de Baye, enregistra le décès de messire Pierre Boschet, de nacion poitevin, docteur in utroque. » M. A. Tuetey a publié le testament de Pierre Boschet et l'a accompagné d'une notice substantielle, à laquelle nous avons emprunté ce passage et quelques-uns des renseignements qui précèdent. (*Testaments enregistrés au Parlement sous le règne de Charles VI*, coll. des Documents inédits, Mélanges, t. III, p. 352-361.) On voit dans ce même volume que Pierre Boschet avait été, en 1403, l'exécuteur testamentaire d'un de ses compatriotes, Pierre Philippeau, prieur de Saint-Eloi de Paris, fils de Guillaume Philippeau et de Laurence Bersuire, et neveu du fameux bénédictin Pierre Bersuire. (*Id.*, p. 334.)

Le testament de Pierre Boschet porte la date du 12 juin 1403, et il est suivi d'un codicille important du 16 janvier 1411. Ces documents sont remplis de détails intéressants sur la famille et les biens de cet éminent personnage. Il voulut être enterré en l'église de Saint-Fulgent en Poitou, auprès de son père, de sa mère et de son frère aîné. Son frère Jean, mort avant lui, avait laissé trois filles

sans, ait esté pris et mis en prison fermée en la ville de Poitiers, à la feste de Nostre Dame de mi aoust prochain venant aura deux ans, et soubz umbre de ce qu'il li surmettoient qu'il se vouloit rendre nostre subget et mettre la dicte ville de Poitiers en nostre obeissance, et de ce ou de semblables choses avoit traictié ou s'efforçoit de tenir pluseurs paroles à aucuns nos biens vueillans contre le proffit de Eddouart d'Angleterre, le mirent à mort très cruellement, disans qu'il avoit commis crime de lèse majesté, combien que de ce ne feust oncques par sentence convaincu, actaint ne condempné en aucune maniere, jà soit ce que par pluseurs fois noz dis ennemis le meissent pour lez choses dessus dictes en très cruele gehyne et inhumaine question ; en la quelle se aucune chose avoit confessé, ce auroit esté par force d'icelle gehyne, senz aucune perseverance. Et pour ce le dit Eddouart, ses gens et officiers ont, dès le temps dessus dit, donné, occupé et distribué tous les biens du dit maistre Jehan, meubles, immeubles, justices, seigneuries, terres, possessions, heritages, comme confisqués et acquis à eulx, sens oïr ne appeller nostre dit conseiller, Jehan, Aymeri, Maurice Boschès, freres, aux quelx les dis biens appartenoint et devoient appartenir. Neantmoins Perceval de Culoigne, Guichart d'Angle¹, chevalier, le sire de Mauzé, ou pais de Xanctonge, et Gauvain²

auxquelles leur oncle fit quelques legs. Le plus avantage fut son neveu Nicolas Boschet et les fils de celui-ci. Il leur légua le château de Puy-Ogier, l'hôtel du Boschet, la ville et appartenances de Sainte-Gemme, avec la haute, moyenne et basse justice, son hôtel de Saint-Cyr-en-Talmondois, etc. Beaucoup d'autres parents sont nommés dans ce texte précieux, où l'on rencontre en outre une quantité de dispositions pieuses en faveur d'établissements religieux de Paris et de Poitou.

1. Nous avons renvoyé la notice touchant Perceval de Cologne à un autre endroit de ce volume (lettres du 15 décembre 1372, relatives aux mêmes personnes et aux mêmes faits). Quant à Guichard d'Angle, il a été question de lui dans le volume précédent, p. 258 note, et dans celui-ci, p. 90 note.

2. Le sire de Mauzé était alors Renaud Chenin, qui avait épousé Jeanne, la seconde fille de Guichard d'Angle, laquelle se remaria en

son frere, aux quelx le dit Eddouart a donné et distribué partie des biens du dit maistre Jehan, tant meubles comme heritages, si comme l'en dit ; et aussi Miles de Thouars¹,

secondes noces à Antoine de Rochechouart, seigneur de Mortemart, dont elle était veuve en 1390. Elle fit son testament en 1402. (Beauchet-Filleau, *Dict. des familles du Poitou*, t. I, p. 66.) Renaud et Gauvain étaient fils de Guillaume Chenin, seigneur de Mauzé, qui vivait encore le 13 octobre 1361, comme le prouvent des lettres de Jean Chandos de cette date. (*Mém. de la Soc. des antiquaires de l'Ouest*, année 1855, p. 105.) Renaud fit sa soumission au duc de Berry, après la prise de Poitiers et avant le 20 septembre 1372. Ce prince lui donna en récompense, par lettres datées de Saint-Jean-d'Angély ce jour-là, une partie des biens confisqués sur son beau-père en Poitou, Saintonge et Angoumois, lettres qui seront publiées ci-dessous avec la confirmation de Charles V, en septembre 1373. Gauvain, son frère, avait épousé avant 1350 Jeanne des Glix, mal à propos nommée de Saint-Gelais par M. Beauchet-Filleau ; cette dame possédait un hébergement à Mazeuil. (E. de Fouchier, *La baronnie de Mirebeau*, p. 213.) Il était aussi seigneur d'Augé du chef de sa femme et vivait encore en 1395. On trouve dans les registres du Parlement un procès entre Gauvain Chenin, chevalier, Héliot Châteignier, Jean et Thibaut Béchillon, et Jean Labbé, d'une part, contre Hugues de Cologne, chevalier, tuteur de son neveu Jacques Chenin, seigneur de la Jarrie, d'autre. La première mention s'en trouve à la date du 15 mai 1375 (X^{2a} 8, fol. 405 vo). Le 17 juillet 1375, une transaction intervint entre Gauvain et Hugues (X^{1e} 31), mais ne mit pas fin à l'affaire. Le litige portait sur la tutelle que Chenin disputait à Hugues de Cologne, et sur l'administration du château et de la terre de la Jarrie, qui avait donné lieu entre les parties à des voies de fait. Le 5 août 1376, la cour ordonna que rétablissement serait fait en la main du roi des choses enlevées par ledit Gauvain dans la forteresse, autemps que lui et ses gens y pénétrèrent de force, et des fruits et revenus de ladite terre qu'il avait fait lever au préjudice du tuteur. (Mandement au bailli des exemptions de mettre cet arrêt à exécution, X^{1a} 25, fol. 241 vo.) Enfin les parties procédèrent à un accord définitif, le 17 mars 1377 n. s. (X^{1e} 34) Gauvain devint d'ailleurs seigneur de la Jarrie, par droit d'héritage, son neveu étant mort sans enfants avant le mois d'août 1413. Un acte du Parlement de cette date nous fournit ce renseignement parmi beaucoup d'autres sur plusieurs membres de la famille Chenin et sur ses alliances (X^{1a} 4789, fol. 511, 513).

1. Seigneur de Pouzauges (voy. sur ce personnage le vol. précédent, p. 171 note, et 423 note). Assiégé dans Thouars avec les autres barons poitevins, il avait fait sa soumission après la capitulation de cette ville. Le 10 octobre 1373, le duc de Berry lui envoya de Moutiers-les-Maufaits un messenger porteur de lettres à Tiffauges (KK. 251, fol. 129 v^o). Ce château de Tiffauges appartenait à Jeanne d'Amboise, veuve de Gaucher de Thouars, et cette dame en avait été expulsée de force par le sire de Pouzauges, Renaud son fils et leurs complices au nombre de vingt, nommés dans les procédures qui eurent lieu à ce sujet et dont il a été question précédemment déjà. L'arrêt du Parlement qui adjuge ce domaine à Jeanne d'Amboise et condamne les prétentions de Miles de Thouars est du

Guy de la Forest ¹, chevaliers, Thibaut Chabot ² et Jehan

10 juin 1374 (X^{1a} 23, fol. 422). La femme de celui-ci, Jeanne de Chabanais, avait été mariée en premières noccs avec Guillaume Maingot, seigneur de Surgères. Elle avait de ce premier lit une fille, Jeanne de Surgères, qui avait épousé Adhémar de Clermont, dont elle était veuve en 1377. Cette dame et son mari s'étaient engagés par acte passé, le 9 novembre 1368, sous le sceau de la cour de Saint-Maixent, à payer en divers termes 1275 livres pour le douaire de leur mère. Adhémar de Clermont était mort sans s'être acquitté de cette dette. Sa veuve, poursuivie au Parlement, fut condamnée à payer cette somme et les dépens à Miles de Thouars et à sa femme, par arrêt du 29 août 1377 (X^{1a} 26, fol. 199 v°).

4. Sans doute fils de Guy de la Forêt, mort avant 1343, et de Marguerite de Bauçay (voy. le vol. précéd., p. 54 note, et p. 381 note). Dans ce dernier endroit, il est cité à l'occasion du procès qu'il soutint contre Catherine de Machecoul, veuve de Pierre de Craon. Nous ajouterons ici que ce litige avait pour objet une rente promise par celle-ci sur la terre de la Limousinière à Marguerite de Machecoul, femme de notre Guy de la Forêt. (Assignation à comparaître au Parlement, 28 août 1378, X^{1a} 27, fol. 182; et arrêt du 21 juillet 1379, X^{1a} 28, fol. 210). Nous avons vu aussi que les biens de Guy ou Guyon de la Forêt avaient été confisqués et donnés en partie à Etienne Pasteaul, en septembre 1369. Il figure encore comme témoin dans un acte du 2 mars 1378, publié ci-dessous.

2. Thibaut VIII, seigneur de la Grève, fils de Thibaut VII, mort en 1355, et de N. de Machecoul. Son nom revient fréquemment sous la plume du greffier du Parlement de Paris. De toutes les affaires que nous avons relevées sur les registres de cette cour, nous n'en retiendrons que deux. Dès 1373, Thibaut reprit le procès intenté par son père à ses cousins au sujet de la terre de Chantemerle (voy. vol. précédent, p. 91, note 3). Duchesne dit qu'un arrêt de 1377 lui adjugea la possession de ce domaine. En effet, on trouve au 18 juillet de cette année un long arrêt entre les parties; mais il porte seulement que la demande de Thibaut est admissible, que ses adversaires devront déclarer s'ils reprennent le procès, présenter leurs pièces, et surtout un accord qu'ils prétendaient être intervenu entre eux et le père de Thibaut, et que ce dernier arguait de faux. En attendant, la terre de Chantemerle devait être administrée au nom du roi (X^{1a} 26, fol. 183). Le 29 août 1379, le litige n'était pas terminé, puisqu'à cette date la cour chargea deux conseillers, Jean Oujart et Jean de Folleville, de procéder à une nouvelle enquête (X^{1a} 28, fol. 96). L'affaire la plus curieuse est certainement celle que Thibaut eut plus tard avec ces mêmes cousins, Louis, Géheudin et Sebran, fils de Guillaume Chabot et de Jeanne Pourreau. Ceux-ci l'accusaient d'avoir pillé leur terre de la Roussière, en compagnie de Guillaume Crespin, écuyer, Pierre Hébert et Jean Cresson. (Ajournements, commissions des 27 juin et 6 décembre 1391, etc., X^{2a} 41, fol. 135, 136, 138, 142; X^{2a} 42, fol. 127, 144, 146 v°). Aimery Janvre, témoin en ce procès, et accusé de fausseté, était emprisonné au Châtelet le 4 février 1392. Le 19 février suivant, l'accusation portée contre Thibaut fut déclarée fausse. Sebran et Géheudin, en conséquence, furent condamnés à faire amende honorable, à payer une forte amende pécuniaire et les dépens, et les faux témoins à être tournés au pilori à Paris et à Parthenay (X^{2a} 41, fol. 307 v°).

Sengler¹, escuiers, et pluseurs autres, qui de fait, sens aucun don ou octroy du dit Eddouart, ont, detiennent et occupent l'autre partie des dis biens, possessions et heritages, sens en vouloir faire restitution aucune à nostre dit conseiller ne à ses dis freres, combien qu'il en aient fait contre [eux] pluseurs poursuites et demandes en la court du dit Eddouart et ailleurs; des quelz biens, possessions et heritages le dit maistre Jehan Boschet, pour le temps qu'il vivoit, avoit pluseurs lettres, instrumens, papiers et autres munimens, qui furent ars et destruis tant par noz diz ennemis, ou temps de sa prise, comme ou chastel de Peyroux et en l'abbaye de Jart², quant il furent

1. Jean Sanglier, seigneur de Sainte-Gemme en Poitou. En 1375, il était prisonnier à Tours, poursuivi pour certains crimes par le bailli des Exemptions de Poitou, Touraine et Anjou, et par Jean Bigot, chevalier. S'agissait-il de l'affaire de Mareuil, dont il est question quelques pages plus loin, dans une note relative à ce dernier? Sanglier en appela au Parlement, fut amené prisonnier à Paris, obtint son élargissement et fit élection de domicile chez Pierre Boschet, conseiller, clerc du roi, le 20 août 1375 (X^{2a} 8, fol. 422), ce qui fait supposer que non seulement ils étaient réconciliés, mais qu'il s'était établi entre eux des relations d'amitié (voy. ci-dessus, p. 122 note). La terre de Sainte-Gemme lui avait été apportée en mariage par sa femme Jeanne, fille de Jean de Poilhé, Pouilhé, Poilleu (le nom est écrit de ces différentes façons. Ce dernier était mort avant le 26 novembre 1374; il est dit jadis seigneur de Sainte-Gemme dans un acte de cette date. C'est un accord passé entre Jean Sanglier et sa femme avec Pierre Mignot, touchant le retrait que les premiers voulaient faire d'une rente de 40 setiers de froment que ledit Jean de Pouillé avait dû vendre au second. Cette acte fut passé devant Guillaume Goujon, garde du sceau aux contrats établi à Vouvent pour le sire de Parthenay, et fut entériné au Parlement de Paris, le 2 avril 1375. Parmi les témoins figure Geoffroy de Pouillé (Poilhé), curé d'Aubigny. (Arch. nat., X^{1c} 30.)

2. Si la date que nous donnons à ces lettres (juillet 1372) est exacte, et elle paraît inattaquable (voy. la note qui suit, p. 129), il est intéressant de constater que le château de Poix et l'abbaye de Jard furent repris sur les Anglais, bien avant la réduction des principales villes du haut Poitou. On trouve des renseignements sur l'incendie et la destruction des bâtiments conventuels de Lieu-Dieu-en-Jard dans un accord du 18 août 1384, conclu entre les religieux et Isabeau d'Avaugour, précisément au sujet de ces faits dont les moines voulaient faire remonter la responsabilité à ladite dame, parce que parmi leurs agresseurs se trouvaient quelques-uns de ses familiers et serviteurs. (Arch. nat., X^{1c} 49.)

pris par nos gens et mis en nostre obeissance, pour la quelle perte des dis instrumens et lettres les dis freres seroient en peril de perdre ou temps avenir leurs bons drois, possessions et heritages, qu'il ont ou doivent avoir, tant par la succession de leur dit oncle comme autrement, les quelx il ne pourroient monstrier ne enseingnier, si ce n'estoit par bons tesmoings creables, dignes de foy, qui pevent mourir et meurent de jour en jour, tant selon le cours de nature comme par nos presentes guerres qui sont ou dit pais. Et pour ce nous a supplié très humblement que comme les choses dessus dictes aient esté faites où très grant contempt et lesion de justice, grief, domage et desheritement de nostre dit conseiller et de ses dis freres, qui tout le temps de sa vie a esté et encores est en ferme propos d'estre bon et loyal françois, et ait très grant desir et affection de nous servir et de demourer en nostre vraie subjeccion et obeissance, nous, comme son souverain seigneur, lui vueillons sur les choses dessus dictes faire declaracion et pourveoir de grace. Nous, inclinans à sa supplicacion, aians pitié et compassion de la mort du dit maistre Jehan, son oncle, pour raison et bien de justice, considéré ce que dit est, avons dit, discerné et declairé et pour certaines et justes causes raisonnables qui à ce nous meuvent, de nostre grace especial, certaine science et auctorité royal, disons, discernons et declairons, par ces presentes, tous les dis biens du dit maistre Jehan Boschet, meubles, immeubles, possessions et heritages dessus dis, qu'il avoit et tenoit ou temps de sa prise, non estre ne avoir esté acquis ne confisqués au dit Eddouart, ne confiscacion aucune y avoir eu ne avoir lieu pour les causes dessus dictes, ne pour quelconques autres causes, voies, occasions ou manieres que ce soit, mais yceulx biens disons, discernons et declairons avoir esté, estre et appartenir à nostre dit conseiller et à ses dis freres dès le temps de la mort du dit maistre Jehan, leur oncle. Si donnons

en mandement au seneschal de Poitou, à tous commis et deputez sur le fait des confiscacions et à tous autres justiciers et officiers de nostre royaume, presens et avenir, au receveur et procureur du dit lieu, ordenez ou à ordonner ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, en comettant, se mestier est, que de nostre presente declaracion facent et sueffrent joir et user nostre dit conseilier et ses diz freres, et tous les biens, possessions et heritages du dit maistre Jehan Boschet, leur oncle, dont il avoit la saisine et possession paisible, ou temps qu'il fu prins par nos dis ennemis, avec tous les fruis, proffis et emolumens qui en sont yssus depuis le dit temps et istront doresenavant jusques à plaine restitution, ilz leur facent rendre, restituer et mettre à plaine delivrance, en contraignant à ce tous les detenteurs et empescheurs des diz biens, possessions et heritages riguerusement, ces lettres veues, sans faveur ou deport, par toutes les voies qu'il appartendra, non obstant les dons, distributions et occupacions des biens du dit maistre Jehan, faiz par le dit Eddouart aus diz Perceval de Culoigne, Guichart d'Angle, le sire de Mausé et Gauvain son frere, ne autres quelconques qu'il soient, les quelx nous rappellons, revocons et mettons du tout au nient par ces presentes, et volons qu'il soient de nulle force et valeur; et, de nostre habondant grace, voulons et nous plaist que tous les instrumens, lettres et autres munimens, que les dis freres ou l'un d'eulx diront ou affermeront par leurs seremens estre perdus, facent refaire et grosser par les notaires et tabellions qui autres fois les ont fais, selon la fourme et teneur de leurs papiers et registres, non obstant qu'il aient autrefois esté fais, et des lettres, instrumens, qui ès papiers et registres des dis notaires et tabellions ne pourront estre trouvez, qu'il examinent ou facent examiner, les parties appellées par devant eulx ou aucun d'eulx, à qui il appartendra, tous les tesmoins que les dis freres

vouldront sur ce produire, et les disposicions d'iceulx publient ou facent publier par tous les lieux qu'il appartiendra et à perpetuele memoire, à la conservacion de leurs dis biens, possessions et heritages. Car ainsi le voulons nous, pour consideracion des choses dessus dictes. Et que ce soit ferme et estable à tous jours, nous avons fait [mettre] nostre seel à ces lettres. Sauf nostre droit en autres choses et l'autrui en toutes. Donné au bois de Vincennes, l'an de grace mil ccc. LXXII, et de nostre regne le ix^e ¹.

Par le roy en ses requestes. Hennequin. G. de Seris.

DXVII

Don à André de la Ramée, écuyer, de la terre d'Ardenne et de tous les autres biens et revenus confisqués sur Simon Burleigh et Jean Hulale, Anglais, dans la châtellenie de Fontenay-le-Comte. (JJ. 103, n° 171, fol. 93.)

12 août 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, comme Symon de Burylay, chevalier, et Jehan Hulale², escuier anglois, qui ont tousjours tenu et tiennent le parti de nostre adversaire d'Angleterre, et l'ont servi en armes et servent en la guerre que il nous a nouvellement commancié, aient et tiengnent

1. Il n'y a point d'indication de jour ni de mois dans le registre du Trésor des chartes. Ces mêmes lettres ayant été enregistrées au Parlement, nous avons pu reconstituer la date entière, où, après les mots « de nostre regne le ix^e », on lit : « ou mois de juillet... Et au dos des dites lettres estoit escript ce qui s'ensuit : *Lecta et publicata in camera Parlamenti, die XXIII^a decembris anno Domini m° ccc° LXXII^o et in registris dicti Parlamenti de precepto curie registrata. Villemer.* » (Arch. nat., X^{1a} 23, fol. 8.)

2. Cet écuyer anglais parait être le même qui est nommé dans un acte de janvier 1373 ci-dessous, Jean Wilale. On trouve aussi la forme Willehale, qui est plus satisfaisante ; mais ces différences d'orthographe rendent fort difficile l'identification de ce personnage.

en la ville et chastellerie de Fontenay le Conte certains lieux, rentes et revenues, c'est assavoir le dit Symon le lieu d'Ardenne ¹, qui avec ses appartenances et appendances, tant en blez, vins, deniers, poulailles, terres, prez, justice, comme en autres choses, en tout pevent valoir quarante livres par an ou environ, et le dit Hulale certaines autres choses qui pevent valoir cinquante livres par an ou environ, les quelx et tous leurs autres biens meubles et heritaiges que il ont et tiennent en nostre royaume, en quelconques povoir et juridicion que il soient, nous sont acquis et nous appartiennent pour la cause dessus dicte, et nostre amé André de la Ramée, escuier, qui avant la dicte guerre, tenoit et avoit grant partie de ses biens, heritages et amis en la duché de Guienne, en l'obeissance de nostre dit adversaire, et qui pour nous y servir, les a tous laissez et nous y a servi diligenment et loyaument, en la compaignie de nostre chier et feal cousin le sire de Cligon ², et de nostre amé et feal chevalier et chambellain,

1. Nous avons noté dans le précédent volume, à propos de la donation d'Ardenne au maréchal Boucicaut (p. 140 note), les nombreux changements de seigneurs que ce fief eut à subir dans le cours du ^{xiv}^e siècle.

2. Olivier IV de Clisson (voy. le vol. précédent, p. 325 note), rallié à la cause française et devenu favori de Charles V, avait reçu de ce prince le commandement suprême des forces chargées de combattre les grandes compagnies qui infestaient la Beauce et la Sologne ; il fit son mandement entre Tours et Vendôme en mai 1368. (S. Luce, édit. de Froissart, t. VII, p. xxvii, note 1, 66, 304.) L'année suivante, il était lieutenant général en Bretagne pour Jeanne, veuve de Charles de Blois (acte du 9 mai 1369 ; dom Morice, *Hist. de Bretagne*, Preuves, t. I, col. 1631). Le même auteur a publié le traité d'alliance et de fraternité chevaleresque que Clisson contracta avec Du Guesclin, à Pontorson, le 24 octobre 1370 (*id.*, col. 1642). Dès lors fidèle compagnon du connétable, il le seconda dans toutes ses opérations militaires, et particulièrement dans les guerres de Poitou. Le 26 août 1371, étant lieutenant du roi dans les basses marches de Poitou et de Bretagne, Charles V lui donna commission et pouvoirs de lever une armée pour secourir Moncontour assiégée par les Anglais (*id.* col. 1666, et Delaville Le Roulx, *Comptes municipaux de la ville de Tours*, t. II, p. 340). Malheureusement, quand il fut prêt à entrer en campagne, la ville était au pouvoir des ennemis. Mais Clisson prit sa revanche l'année suivante et contribua avec Du Guesclin à la reprise de Moncontour. Le suivre dans toutes ses campagnes se-

Jehan de Bueil, et fait encores chascun jour. Nous, pour consideration des dis services et autres choses dessus dictes, avons donné, de grace especial et de nostre auctorité royal et certaine science, et donnons et octroions par la teneur de ces lettres au dit André, pour lui et pour ses hoirs et successeurs, et ceulx qui de lui auront cause, le dit lieu d'Ardenne avec ses dites appartenances et appendances, que le dit Symon tient, et les autres rentes et revenus que le dit Hulale tient en la ville et chastellenie du dit Fontenay le Conte, en la valeur de quatre vins dix livres tournois de rente par an dessus dictes, à tenir par lui et par ses dis hoirs et successeurs paisiblement et perpetuellement, cessant tout empeschement. Pourveu toutesvoies que, se par traictié d'accort ou autrement, leur

rait retracer l'histoire de la conquête du Poitou et de la Saintonge. Aussitôt après la capitulation de Thouars, c'est-à-dire au mois de décembre 1372, le sire de Clisson vint avec toute sa charge de gens d'armes mettre le siège devant Mortagne-sur-Sèvre (Froissart dit Mortagne-sur-mer, mais M. Luce a démontré la confusion dans laquelle le chroniqueur est tombé à ce sujet, *loc. cit.*, p. LXXVII, note 2). Jacques Clerh, capitaine anglais de cette place, se sentant incapable de résister longtemps, envoya un messenger secret à Niort pour demander à Jean Devereux de lui envoyer des renforts. Aussitôt celui-ci mit en campagne cinq cents lances qui chevauchèrent *couvertement* vers Mortagne, comptant bien surprendre les assiégeants. Mais Clisson, averti par ses espions de la marche des Anglais, leva le siège avant leur arrivée et retourna à Poitiers. (Edit. Kervyn de Lettenhove, t. VIII, p. 216-218.) Mortagne ne fut reprise que plus tard, comme nous le verrons dans la suite. Après la bataille de Chizé (21 mars 1373), quelques villes tenaient encore pour les Anglais en Poitou, entre autres la Roche-sur-Yon, dont ils s'étaient emparés dès le début de la guerre : mais elle ne tarda pas à être replacée sous l'obéissance du roi de France. Froissart, racontant les opérations qui amenèrent la capitulation de cette place, sans en préciser la date, comme c'est son habitude, parle de la levée de mille lances et de quatre mille hommes d'armes faite par le duc d'Anjou pour entreprendre ce siège et nomme parmi les capitaines Jean de Bueil, Guillaume des Bordes, Louis de Saint-Julien, etc. Ce n'est que dans une rédaction postérieure que le nom de Clisson est joint à cette liste (*id. ibid.*, t. VIII, p. 261, 262, 268, 269). Le registre de comptes de l'hôtel du duc de Berry nous fournit la preuve que celui-ci prit part effectivement au siège et à la reprise de cette place, de mai à juillet 1373. Le 1^{er} mai, le duc, étant à Poitiers, envoya un messenger porteur de lettres pour le sire de Clisson à la Roche-sur-Yon ; le 28 juin et le 23 juillet, de Niort, nouveaux messages pour la même destination. (Arch. nat., KK. 251, fol. 94 v°, 126 et 127.)

devoient les lieu, rentes, revenues et autres choses [dessus] dictes estre rendues en aucun temps avenir, le dit André ne nous en puisse demander, ne nous ne nos successeurs ne soions tenus de leur en faire aucune recompensacion. Si donnons en mandement, par la teneur de ces lettres, au seneschal de Poitou et à tous les autres justiciers de nostre royaume, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que le dit André ou son procureur pour lui mettent en possession et saisine des choses dessus dictes et l'en facent et laissent et ses dis hoirs et successeurs joir et user paisiblement et perpetuellement, cessant tout empeschement ou destourbier. Et que ce soit ferme chose et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné au bois de Vincennes, le xn^o jour d'aoust l'an de grace mil trois cens soixante et douze, et le ix^o de nostre regne.

Par le roy. Yvo. — Visa.

DXVIII

Amortissement d'une rente annuelle de quarante livrées de terre destinée à la dotation d'une chapelle que Marguerite de Flandres, vicomtesse de Châteaudun, projetait de fonder dans l'église Notre-Dame de Moncontour. (JJ. 110, n° 89, fol. 52.)

Août 1372.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Deo et ecclesie devotorum nostrorum fidelium proposita, presertim que divini cultus nominis concernunt augmentum, prosequi laudabile reputantes, eis libenter annuimus ut per hoc optato potiantur affectu. Notum itaque facimus universis, presentibus et futuris, quod, ad supplicacionem dilecte et fidelis nostre Margarite de Flandria ¹, vicecomitis Cas-

1. Marguerite, fille puinée de Jean de Flandres, seigneur de Crèvecœur, châtelain de Cambray, et de Béatrix de Châtillon, avait

triduni, desiderantis unam capellam seu capellaniam fundare in ecclesia Beate Marie de Moncontour¹ vel alibi, ad sue et suorum predecessorum et successorum animarum remedium et salutem, et ad ipsius dotacionem et fundacionem, vel ad alios pios usus, quadraginta libratas terre

épousé Guillaume 1^{er} surnommé le Grand, seigneur de la Ferté-Bernard, de Sainte-Maure, vicomte de Châteaudun, fils d'Amaury II de Craon. Il était seigneur de Moncontour du chef de sa mère, Isabeau de Sainte-Maure, et avait assigné, dès le 4 mai 1341, 1500 livres de douaire à Marguerite de Flandres, son épouse, sur la vicomté de Châteaudun (acquise du comte et de la comtesse d'Auvergne par Amaury de Craon, son père) et sur ses terres de Moncontour et de Marnes, ce qui fut confirmé par le roi au mois d'août suivant. Guillaume de Craon vivait encore en 1382 et eut de sa femme quatre fils et deux filles. (Le P. Anselme, *Hist. généal.*, t. VIII, p. 570 ; voy. aussi t. II, p. 744, et t. V, p. 7 ; E. de Fouchier, *Moncontour et ses seigneurs, Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, année 1880, p. 450 et s.)

1. A la date de ces lettres d'amortissement, il n'y avait guère qu'un mois que Moncontour avait été replacée sous l'obéissance du roi de France. Les Anglais l'avaient occupée plus d'une année. Au commencement de septembre 1371, la place était défendue par une petite garnison française commandée par Jourdain de Cologne. Froissart ajoute Pierre de la Grésille ; mais nous trouvons ce dernier parmi les chevaliers de l'armée de secours. Thomas de Percy, à la tête de 3000 hommes d'armes et accompagné des principaux barons poitevins, vint l'assiéger et s'empara du château après six jours de résistance, dix jours, suivant d'autres ; la garnison, sauf son chef, fut massacrée et remplacée par 500 Anglais sous le commandement de Jean Cressewell et de David Hollegrave. (Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. VIII, p. 86-90.) A la nouvelle de l'attaque de Thomas Percy, Louis de Sancerre, maréchal de France, qui défendait la Touraine, et Olivier de Clisson, lieutenant du roi en Basses-Marches, reçurent l'ordre de concentrer à Tours une armée capable de débloquer la ville et d'en faire lever le siège. Des forces importantes furent mises sur pied du 1^{er} au 6 septembre, et les Français eurent bientôt réuni une armée aussi nombreuse que celle des assiégeants. Cependant, malgré la rapidité des opérations, elle ne fut prête à agir qu'après la prise de Moncontour (voy. Delaville Le Roulx, *Comptes municipaux de la ville de Tours*, t. II, p. 340-341 ; Delisle, *Mandements de Charles V*, in-4°, n° 813, 814 ; *Catalogue Joursanvault*, Techener, 1838, in-8°, t. II, p. 281). L'année suivante, après avoir repris Chauvigny, Lussac et Montmorillon, Du Guesclin et Clisson vinrent attaquer Moncontour, et après quatre jours de préparatifs de siège et deux jours de combat, les Anglais capitulèrent et sortirent de la place, abandonnant au vainqueur leurs armes et tout ce qu'ils possédaient. (Froissart, *ibid.*, VIII, p. 148-154 ; Cabaret d'Orville, *Chronique du bon duc Loys de Bourbon*, édit. Chazaud, p. 88-89). Cet heureux événement se produisit, selon toute apparence, dans la première quinzaine de juillet 1372 ; il est antérieur de plusieurs jours au siège de Sainte-Sévère, dont la prise eut lieu à la fin de ce mois.

seu annui et perpetui redditus ad turonenses donare et assignare, per capellanum instituendum ibidem, vel alios quibus assignate fuerint, perpetuo possidendas ; nos volumus et dicte Margarite concessimus de nostris speciali gracia, auctoritate regia et certa sciencia, et concedimus per presentes ut dictas quadraginta libratas terre seu annui et perpetui redditus ad turonenses acquisitas, vel acquirendas per ipsam Margaritam, eciam in feudo et justicia, quas pro fundacione et dotacione dicte capelle seu capellanie, vel aliàs, ad augmentum laudis divini nominis, duxerit assignandas, capellani ibi instituendi vel alii quibus ad opus hujusmodi assignate fuerint, ad nutum dicte Margarite et eorum successorum, tenere et possidere possint et valeant pacifice, perpetuo et quiete, absque eo quod ipsas vel partem quamlibet earumdem vendere seu alienare, vel aliàs extra manus suas ponere, vel nobis aut successoribus nostris financiam propter hoc solvere quomodolibet cogi possint ; nos etenim financiam nobis indè debitam, cujuscunque summe vel valoris, eidem Margarite donavimus et remisimus, de nostris gracia et sciencia supradictis. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Parisius, mense augusti anno Domini m. ccc. lxxii. et regni nostri nono.

Per regem. Yvo.

DXIX

Confirmation du don fait par Jean duc de Berry, comte de Poitiers, à Jean le Page et à Guillaume Regnault, secrétaires de Du Guesclin, des manoirs et hébergements de la Forêt-Nesdeau, de Vis, de Belhomme, de Fontenay et d'autres biens ayant appartenu à feu Robert Grantonne, receveur de Poitou pour le roi d'Angleterre. (JJ. 104, n° 33, fol. 14.)

12 septembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir

faisons à tous, presens et avenir, nous avoir veules lettres de nostre très chier et amé frere le duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitiers et nostre lieutenant ès dis pais et en pluseurs autres, saines et entieres, seellées de son seel en las de soie et en cire vert, contenans la fourme qui s'ensuit :

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitiers ¹, de Masconnois, frere et lieute-

1. Ces lettres sont du 8 août 1372. Jean duc de Berry avait fait son entrée à Poitiers la veille dans l'après-midi, c'est-à-dire le jour même ou le lendemain de la reddition de cette ville à Du Guesclin. Antérieurement à cette date et depuis le commencement de la guerre, il n'avait pris qu'une part indirecte aux événements de Poitou. Sa présence n'y est signalée dans aucun texte pendant les années 1369, 1370, 1371, et les sept premiers mois de 1372. Son itinéraire que nous avons dressé pour cette période d'après les documents officiels, et particulièrement d'après les registres de comptes de son hôtel, nous apprend que, sauf les trois jours qu'il passa à Limoges à la fin d'août 1370 et deux voyages qu'il fit à Avignon en mars-avril 1371 et en mai 1372, il résida continuellement en Berry, en Auvergne ou à Paris. Jusqu'au moment où Du Guesclin prit la direction des opérations militaires dans notre province, le duc de Berry paraît avoir eu plus de confiance dans les négociations que dans les armes. Le registre de ses comptes contient un grand nombre de mentions de sommes payées aux agents qu'il entretenait dans toutes les parties de son vaste apanage, où les Anglais étaient encore les maîtres. Au 20 avril 1372 encore, on trouve une quittance de Jean Adeuil, son échanson, et de Jean Chevaleau, écuyer, demeurant à Poitiers, pour une somme de 80 livres tournois qu'ils avaient reçue, « tant comme don du duc qu'en recompense des frais, missions et despens qu'ils ont faiz en poursuivant certains traités ou pays de Poitou » (KK. 251, fol. 75).

Cependant, dès le mois de novembre 1369, Charles v avait rendu à son frère le comté de Poitou, pour le tenir en accroissement d'apanage (acte daté de Paris, original scellé, Arch. nat., J. 185 A, n° 22). D'autres lettres du roi datées de Paris, le 3 mai 1370, et adressées aux sénéchaux de Touraine, Poitou et Maine, portent que le duc de Berry lui a fait foi et hommage pour le comté de Poitou (*id.*, J. 185 B, n° 29). Nous allons énumérer les autres documents officiels concernant ce prince, qui se trouvent dans les layettes du Trésor des chartes et les registres de la Chambre des comptes entre les années 1369 et 1372: 1° Paris, 5 février 1369 n. s., Charles v institue Jean, duc de Berry et d'Auvergne, son lieutenant général pour le fait de la guerre ès parties de Berry, d'Auvergne, de Bourbonnais, de Forez, de Sologne, de Touraine, d'Anjou, du Maine, de Normandie, d'entre les rivières de Seine et de Loire, de Masconnais et de Lyonnais, excepté dans ce pays les fiefs du duc de Bourgogne, et lui donne pouvoir d'assembler des gens d'armes pour résister aux compagnies qui étaient sur le royaume et à tous

nant de monseigneur le roy ès dis païs et en pluseurs autres. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, pour consideracion et en remuneracion des bons et agreables services que Jehan le Page et Guillaume Regnaut ¹, secretaïres de nostre très chier et bien amé Bertran de Guesclin, duc de Mouline, connestable de France, ont fais à mon dit seigneur et à nous en la conquête des païs de Guienne, de Poitou et de Xantonge, nouvellement faite, si comme de ce nous sommes souffisanment enformez, nous, de nostre certaine science et grace especial, et de l'auctorité et puissance royal dont nous usons, à yceulx Jehan et Guillaume avons donné et octroïé, et par la teneur de ces presentes lettres, donnons et octroïons les

autres (orig. J. 188 B, n° 5, Chambre des comptes, P. 2294, fol. 730) ; — 2° Paris, 22 décembre 1369. Les pays d'Angoumois, Saintonge et Poitou sont ajoutés à ceux dont il a la lieutenance générale (orig. J. 188 B, n° 6). On voit qu'il commandait en réalité dans la moitié du royaume ; — 3° Paris, février 1370 n. s. Permission de Charles V au duc de Berry de donner en mariage à sa fille Bonne 4000 livres de rente à assigner sur des terres de Poitou, en particulier sur Melle, Chizé, Civray et Villeneuve (orig. scellé, J. 185 A, n° 19) ; — 4° de Paris, 25 août 1372. Don de 12000 francs d'or fait par le roi à son frère, en récompense des services rendus et dépenses faites aux prises de Sainte-Sévère, de Chauvigny, de Poitiers, etc. (Delisle, *Mandements de Charles V*, p. 472) ; — 5° 16 avril 1373 n. s. Mandement de Charles V aux élus établis en Auvergne pour la guerre, de payer 8000 livres tournois au duc de Berry, en compensation des frais qu'il a faits pour la conquête de la Guyenne. (Arch. nat., K. 49, n° 59.)

1. Nous ne saurions dire si le secrétaire de Du Guesclin appartenait à la famille Regnault de Poitiers, qui avait fourni deux maires à cette ville vers cette époque, Jean et Pierre, que nous rencontrerons plus loin dans ce volume. En tout cas, il ne saurait être question du frère de ce dernier, qui se nommait aussi Guillaume, mais était décédé du temps que les Anglais étaient encore maîtres de Poitiers. D'ailleurs, on trouve presque toujours Guillaume Regnault et Jean le Page mentionnés dans les montres du connétable parmi les écuyers bretons de sa compagnie. (Voy. notamment celle reçue à Caen, le 1^{er} décembre 1370, et pour l'année 1371, celles des 1^{er} mai, 1^{er} juin, 1^{er} août et 1^{er} octobre, qui ont été publiées par dom Morice, *Hist. de Bretagne*, Preuves, t. I, col. 1645, 1651, 1652, 1654 et 1657.) Le 31 mars 1380, Guillaume Regnault était encore secrétaire de Du Guesclin et contresigna en cette qualité un mandement du connétable, daté de Bayeux et adressé à Jean le Flament, trésorier des guerres. (*Id.*, Preuves, t. II, col. 335.)

manoirs ou herbergemens de la Forest Nesdeau, de Vis, de Belhousme ¹, de Fontenay avec leurs appartenances, que souloit tenir feu messire Robert de Grantonne, jadis prestre, receveur de Poitou pour nostre ennemi d'Angleterre ou son filz, et tous les biens, tant meubles comme heritages, que le dit feu messire Robert, tant en son nom comme ou nom de Guillaume Yves, son nepveu, filz de sa suer, avoit acquises, et que ilz avoient et avoir povoient conjointement et diviseement ès dictes contez de Poitou et de Xantonge, tant herbergemens, maisons, cens, rentes, devoirs en blez, en vins et en deniers, desmes, vinages, terrages, hommages, feages, justices, juridicions, seignouries haultes, basses, moiennes, avec quelconques leurs domainnes, vignes, terres, prez, pastures, boys, hayes, arbres chargeans et non chargeans, estans, eaues, garennes, en eau et en terre, moulins, coulombiers, comme quelconques autres choses, comment que elles soient nommées, devisées ou appellées en quelconques lieux, fiez, arrerrefiefs, parroisses, justices, juridicions et seignouries, que ycelles choses soient assises, non obstant que elles ne soient declairiées en ces presentes, jusques à la valeur et estimacion de deux cens cinquantes livres de rente ; c'est assavoir à assiete et coustume de pais, où les dictes rentes sont assises, à avoir et tenir par les dis Jehan et Guillaume, et leurs hoirs, et de ceulx qui auront leur cause perpetuellement par heritage, c'est assavoir à chascun d'eulx la moitié des diz biens, pour en faire dores en avant toute leur plaine volonté, comme de leur propre chose à eulx acquise par droit heritage ; les quelles choses sont forfaites, confisquées et acquises à mon dit seigneur et à nous, par ce que les dis messire Robert de Grantonne et

1. En ce qui touche la confiscation des biens de Robert de Grantonne et les nombreuses donations dont ils furent l'objet, voy. ci-dessus, p. 64, note 2, et pour la terre de Belhomme particulièrement p. 116, note 1.

Guillaume Yves, son nepveu, estoient nez de la nacion et du païs d'Angleterre, et tenans le party du roy d'Angleterre et de ses adherens, ennemis de mon dit seigneur et de son royaume. Si donnons en mandement aux seneschaulx de Poitou et de Xaintonge, et à tous les autres justiciers, officiers et subgès du roy, mon dit seigneur, et de nous en celles parties, et à chascun d'eulx, si comme à li appartendra, que les diz Jehan et Guillaume, ou leurs deputez sur ce ou nom d'eulx ils mettent ou facent mettre en saisine et possession des dictes choses et de chascune d'icelles, et les en facent joir royaulment et de fait, la quelle chose nous voulons ainsi estre faite, et à yceulx Jehan et Guillaume le avons octroyé et octroions, non obstans quelconques ordenances, mandemens ou deffenses et lettres, ou autres dons impetrez ou à impetrer au contraire. Et que ce soit ferme chose et estable à tous-jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses le droit de monseigneur le roy, le nostre et l'autrui en toutes. Données à Poitiers, le viii^e jour d'aoust l'an de grace mil trois cens soixante et douze.

Les quelles lettres et tout le contenu en ycelles nous aians fermes, estables et agreables, ycelles, tout ainsi comme elles sont contenues, spécifiés et esclarcies ès lettres de nostre dit frere plus à plain, voulons, loons, greons, ratiffions, approuvons et par la teneur de ces presentes lettres confermons, et, se besoing ou mestier est, de nouvel les donnons aux dessus nommés Jehan le Page et Guillaume Regnaut, de nostre certaine science et grace especial, à avoir, tenir et possider les dictes terres, possessions et revenues quelconques, jusques à la valeur des deux cens cinquante livres de terre annuele et à l'assiete dessus dicte, par les dessus dis, leurs hoirs, successeurs et qui d'eulx auront cause perpetuellement, comme de leur propre chose, avec les biens meubles, comme

dessus est dit. Si donnons en mandement aux seneschaulx de Poitou et de Xantonge, et à leurs lieux tenans presens et avenir, et à chascun d'eulx, comme à lui appartendra, que les dessus dis Jehan le Page et Guillaume Regnaut mettent en saisine et possession de toutes et chascunes les choses dessus dictes, circonstances et dependences d'icelles, jusques à la valeur et estimacion des deux cens cinquante livres de rente dessus dictes, et les en facent, seuffrent et laissent doresenavant, eulx et leurs hoirs joir et user paisiblement, tout selon la fourme et teneur des lettres de nostre dit frere dessus transcrittes. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Donné à Paris, le xi^{e} jour de septembre l'an de grace mil trois cens soixante et douze, et de nostre regne le neufviesme.

Par le roy. J. de Vernon.

DXX

Don à Gilles Malet et à Jean de Vaudétar, valets de chambre du roi, de deux mille cinq cents livres parisis à prendre sur les biens qui avaient appartenu à l'Anglais Gautier Spridlington, dans les sénéchaussées de Poitou et de Saintonge. (JJ. 103, n° 308, fol. 144.)

29 septembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que nous, pour consideration des bons et agreables services que nous ont fais ou temps passé et font encores chascun jour nos amez vallez de chambre, Gilet Malet ¹ et Jehan de Vaude-

1. Célèbre surtout comme garde de la librairie de Charles V, et par l'inventaire qu'il en dressa en 1373, Gilles Malet, qui était valet de chambre du roi dès avant le mois d'avril 1365 (L. Delisle, *Mandemens de Charles V*, p. 145), ne touche à l'histoire du Poitou

tar¹, [et] esperons qu'ilz facent ou temps avenir, à yceulx Gilet et Jehan conjointement avons donné et octroïé, donnons et octroions de grace especial par ces presentes tout ce que tenoit, avoit et possidoit, et pavoit avoir, tenir et possider, tant en meubles, heritages, rentes, re-venues, justices haultes, moïennes et basses, et autres

que par la présente donation. On verra dans la note de la page suivante, qu'il n'en eut point la jouissance effective. Nous ne saurions mieux faire que de renvoyer le lecteur aux renseignements fournis sur ce personnage par M. Delisle, dans son savant ouvrage le *Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale* (coll. de documents publiés par la ville de Paris, 4 vol. gr. in 4^o, t. I, p. 21-23, 46, 48, 55, 102, et t. III, p. 333). Gilles Malet fut établi châtelain et capitaine du château de Beaumont-sur-Oise, aux gages de 300 livres, par lettres du 17 mars 1380 n. s., et choisi par Charles V pour l'un des exécuteurs de son testament, avec Jean de Vaudétar et plusieurs autres, acte daté de Beauté-sur-Marne, le 16 septembre de la même année. (*Mandements de Charles V*, p. 925, 949; voy. le même ouvrage, *passim*.) Gilles Malet mourut en janvier 1411, laissant de Nicole de Chambly, sa femme, deux fils, Jean et Charles. Nous ajouterons quelques renseignements inédits à ceux que l'on trouve dans les deux ouvrages que nous venons de citer sur le garde de la bibliothèque de Charles V. Un mandement du Parlement du 17 janvier 1376 n. s. nous apprend qu'il était seigneur de Châtou et de Villepêche, et prélevait cinquante livres de rente annuelle sur les terres, justices et seigneuries de Clichy-la-Garenne et de Courcelles. (Procès à ce sujet, Arch. nat. X^{1a} 25, fol. 183 v^o.) Dans un arrêt de 1392, il est qualifié de maître d'hôtel du roi Charles VI et châtelain de Pont-Sainte-Maxence (X^{2a} 11, fol. 317 v^o). Un compte de sa veuve, Nicole de Chambly, se trouve dans le ms. fr. 2700 de la Bibliothèque nationale. Enfin M. J. Guiffrey a signalé dernièrement et décrit une pierre gravée, conservée à Soisy-sous-Etiolles, représentant les enfants de Gilles Malet, dont messire Jean Malet, chambellan du roi. (*Bulletin du Comité des travaux historiques*, 1883, p. 186.)

1. Le nom de Jean de Vaudétar et celui de Gilles Malet sont inséparables; on les trouve nommés ensemble dans une quantité de mandements de Charles V (voy. ces nombreuses mentions dans la publication de M. L. Delisle). Fils de Guillaume de Vaudétar qui possédait l'office de crierie de la ville de Paris, Jean en fut mis en possession, après la mort de son père, puis le céda au roi moyennant 4000 livres. (*Mand. de Charles V*, p. 479.) On cite une belle bible offerte par lui à ce prince en 1371; il prit part aussi, en 1380, à un inventaire des meubles du roi, où sont mentionnés bon nombre de manuscrits. (*Cabinet des mss.*, p. 36, 54, 375.) Jean de Vaudétar, seigneur de Pouilly et de Persan, avait été anobli en 1373, suivant un auteur récent; son nom lui venait du fief de Vaudétard à Issy près Paris. On trouve d'autres renseignements touchant sa famille et ses biens dans une étude intitulée : *Un fief de l'abbaye de Saint-Magloire à Issy*, par M. Gustave Le Clerc. (*Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, t. IX, p. 287 et s., 294.)

noblesses et seignories, comme autres choses quelconques, Gautier Sparlington, anglois d'Engleterre, es seneschaucies de Poitou et de Xanctonge, jusques à la valeur de deux mille et cinqcens livres pairisis, les quelles choses nous appartiennent par la fourfaiture et confiscacion du dit Gautier ¹, nostre ennemi et rebelle, et se est armé et a

1. Charles v et le duc de Berry avaient, chacun de son côté, disposé des biens confisqués de Gautier Spridlington, comme de ceux de Robert de Grantonne (ci-dessus, p. 64), en faveur de plusieurs personnes de leur entourage, dont ils voulaient récompenser les services. Nous donnons dans ce volume les textes de plusieurs de ces donations. Il en existait encore beaucoup d'autres, comme on va le voir. Geoffroy Budes, Geoffroy de Kerimel et Geoffroy Payen particulièrement avaient été gratifiés de la totalité des biens de Gautier Spridlington et de sa femme Colette, veuve en premières nocces de Philippon Boulenger, Poitevin. Ces trois chevaliers bretons, que nous retrouverons ailleurs, étaient des compagnons d'armes de Du Guesclin. La donation leur avait été faite en 1372 par Jean duc de Berry, comte de Poitou, et confirmée par le roi le 21 avril 1373, par lettres passées à la Chambre des comptes de Paris. Nous en avons vainement cherché le texte. Charles v ratifiait purement et simplement la libéralité de son frère, renouvelant, en tant que besoin, le don intégral en faveur des trois Geoffroy, pour eux et leurs héritiers, et ce « nonobstant quelxconques dons par luy faiz, par ses lieutenans ou autres aians pouvoir ad ce ... à Jehan de Baussay, chevalier, à maistre Yves Derian, secretaire, à Gilles Malet et à Jehan de Vaudetar, ses varlés de chambre, et à mons. Jehan La Personne, lors seneschal de Poitou ». En conséquence Geoffroy de Kérimel et ses codonataires avaient pris de fait possession de la dite confiscation et s'en étaient approprié les revenus et profits, ce qui paraissait être leur droit. Mais les deux valets de chambre du roi ne l'entendaient point ainsi. Ils opposaient leur titre à celui des possesseurs réels et, lors d'un voyage à Paris de Geoffroy de Kérimel, à la fin de l'année 1374, ils lui firent faire sommation par un huissier du Parlement d'avoir à se dessaisir à leur profit ; sur son refus, ils l'assignèrent à comparaître devant la cour, pour le 27 janvier 1375 n. s. Charles v, voulant éviter un procès scandaleux entre ses serviteurs pour cette double donation contradictoire, dont il était l'auteur, fit venir vers lui Kérimel, Malet et Vaudétar et les engagea à trancher le différend par des concessions réciproques. Kérimel remontra que le duc de Berry, en les gratifiant ainsi, lui et ses deux compagnons, pour les récompenser des services qu'ils lui avaient rendus à la « conquête des pays de Poitou, Saintonge et Angoumois », en avait parfaitement le pouvoir, puisque le roi lui avait donné le comté de Poitou et de Saintonge, et que Charles v avait reconnu ce droit, en leur confirmant la donation « de quelque valeur que les diz biens, hotels, domaines, etc., puissent estre. » Ayant obtenu que ses titres fussent reconnus supérieurs à ceux de ses adversaires, il déclara que, se faisant fort pour Geoffroy Budes et Geoffroy Payen, il ne demandait pas mieux que de transiger. Finalement il fut décidé

tenu et tient notoirement contre nous et nostre royaume le parti de Edduart d'Engleterre et de Edduart, son ainsné fils, nos ennemis et adversaires, à avoir, joir et tenir les dis biens, rentes, heritages et autres choses, jusques à la valeur dessus dicté, par nos dis vallès de chambre conjointement ou par parties, ainsi que entr'eulx ilz les voudront partir et deviser, et par leurs hoirs et successeurs et aiens cause d'eulx perpetuellement, et en faire leur volenté et prouffit comme de leur chose. Si donnons en mandement aus seneschaus de Poitou et de Xanctonge et à tous nos autres officiers, justiciers et subgiez, presens et advenir, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que nos dis vallès de chambre ou leurs procureurs pour eulx et en leurs noms portans ces presentes, ilz mettent pour eulx et leurs hoirs [et] aiens cause d'eulz, en la maniere que dit est, en possession et saisine des dis biens, rentes, heritages et autres choses dessus dictes, et d'iceulx les facent et lessent joir et user paisiblement, sans faire ou souffrir estre fait, contre la teneur de ces presentes, delay, destourbier ou empeschement aucun, ores ne pour le temps avenir, en aucune maniere, non contrestans quelconques dons fais et à faire d'iceulx biens, rentes et heritages par nous, nostre très amé frere, le duc de Berry, conte de Poitiers, de Xanctonge et d'Angoulesme, et nostre lieutenant ès dictes parties, et nos autres lieux tenans ou autres aiens pouvoir ad ce, les quelx nous ne voulous estre d'aucun effect à l'encontre de nostre present don, et aussi non obtans autres dons fais

d'un commun accord que Kérinel et ses compagnons donneraient 500 francs d'or à Gilles Malet et à Jean de Vaudétar, moitié à la mi-carême et moitié à Quasimodo suivans, et que ceux-ci, en retour, les tiendraient quittes de toute revendication, les laisseraient joir en paix des biens en question, et leur remettraient, en gage de sincérité, les lettres du roi, dont ils avaient voulu se prévaloir. Cet accord fut ratifié au Parlement, le 29 janvier 1375 n. s. (Arch. nat., X^{ie} 30). On voit que de la sorte Gilles Malet et Jean de Vaudétar ne jouirent jamais de l'effet des lettres publiées ici.

à nos dis vallès de chambre par nos predecesseurs et nous, et qu'il ne soient exprimez en ces presentes, et ordenances, mandemens ou defenses ad ce contraires. Et adfin que ce soit ferme chose et estable à tous jours, avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné en nostre chastel du boys de Vincennes, le **xxix^e** jour de septembre l'an de grace mil trois cens soixante et douze, et de nostre regne le **ix^e**.

Par le roy . J. Tabari.

DXXI

Rémision accordée à Jean Brumen, qui s'était emparé d'une nef venant de Portugal, sur laquelle se trouvait, entre autres marchands, Jean Bonnin, natif des environs de Poitiers, considéré comme rebelle et partisan des Anglais. (JJ. 103, n° 215, fol. 110.)

Septembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, de la partie de Jehan Brumen, nostre sergent d'armes, nous avoir esté signifié que, environ la feste de la Nativité nostre Seigneur l'an de grace mil ccc. **Lxx**, Guillaume Morfouace ¹, Jaquet le Bouchier et le dit exposant, maistres de trois barges

¹ Guillaume Morfouace se fit connaître par d'autres aventures. Avec Robert de Guité, chevalier, et quelques autres il s'empara de la ville de Saint-Malo par surprise : ils gardèrent les clefs des portes, destituèrent les officiers de l'évêque, en mirent d'autres à leur place, etc. Voy. un mandement de Charles v à Olivier de Clisson, son lieutenant en Bretagne, de faire restituer la garde de la ville à l'évêque et au chapitre, en date du 1^{er} octobre 1374. (Dom Morice, *Hist. de Bretagne*, Preuves, t. II, p. 86.) Ce personnage figure dans des montres d'écuyers de Bretagne pour l'année 1379-1380 (*id.*, col. 396, 401, 402, 410, 412), servant sous le connétable Du Guesclin. On trouve aussi une quittance de gages par lui donné à Pontorson, le 8 septembre 1379, et scellée de son sceau : écu portant un besant ou un tourteau, penché, timbré d'un heaume cimé d'une tête d'homme barbu, supporté par deux lions. Il se qualifie écuyer. (Demay, *Invent. des sceaux de la coll. Clairambault*, t. I. p. 684.)

d'armée es parties de Bretagne vers l'ille de Bast, là où il estoient alez, en entencion de grever nos ennemis, prindrent une nef appelée *Corpesaint* que par la mer l'en amenoit du royaume de Portugal, en la quelle nef estoient et furent par eulx trouvez Jamet Labourie, Jehan de Canigo, les enfans de Lorgeril, Gautier de Mes, Manin Quatriex, Jehan Bonin et pluseurs autres, avec certaine quantité de vins, de billon et d'autres choses, et ycelle nef et choses qui dedens estoient menerent en l'ille de Brehac, en la terre de nostre très chiere cousine la duchesse de Bretagne ¹, en la quelle isle [par] Jamet, Manin et autres dessus nommez fu opposé la dicte prinse avoir esté et estre mains deuement faite, pour ce [que] ilz se disoient noz subgès et bien vueillans. De la partie d'iceulx exposans Guillaume et Jaquet fu respondu que le roy de Portugal, de quel royaume la dicte nef venoit, estoit lors ennemi de nostre très chier cousin et bien vueillant le roy d'Espagne, et allié à Edouart d'Angleterre, nostre ennemi ; aussi en la dicte nef n'avoit aucune chartre partie, par la quelle apparoir peust dont il amenoient la dicte nef, ne où il la vouloient mener, et par ce [estoit] vraie presumpcion que ilz l'avoient emblée ou pilliée, et avec ce, supposé que les dis Manin, Jamet et autres dessus nommés, exepté le dit Jehan Bonin qui en la dicte nef avoit xvii. tonnaux de vin, fussent nos subgez et bien vueillans de nous, toutevoiz avoient il mis et acompagné avec eulx le dit Jehan Bonin, nez d'empres

1. Jeanne, duchesse de Bretagne, comtesse de Penthièvre et de Goëlo, vicomtesse de Limoges, dame d'Avaugour, de Mayenne, etc., surnommée *la boiteuse*, née en 1319, mariée, par traité passé à Paris le 4 juin 1337, à Charles de Blois ou de Châtillon, dit *le saint*, qui avait été déclaré duc de Bretagne aux droits de sa femme, par arrêt des pairs de France, le 7 septendre 1341. Charles de Blois fut tué, comme on sait, au combat d'Auray, le 29 septembre 1364. Sa femme lui survécut vingt ans ; elle mourut le 10 septembre 1384, et fut enterrée dans le chœur de l'église des Cordeliers de Guingamp. (Le P. Anselme, *Hist. général.*, t. I, p. 450, 451.)

Poitiers ⁴, et lors demourant en la ville de la Rochelle, que lors occupoit Edouart de Gales ou ses gens, dont s'ensuioit le dit Jehan Bonin estre nostre ennemi ou rebelle, et par ce la dicte prinse avoit esté et estoit justement faicte, et finalement après plusieurs altercacions fu accordé entr'eulx que, parmi certaine quantité de vins et somme d'argent, qui lors par les dis maistres furent baillés realment et de fait aux dis Jamet, Manin et autres leurs consors, dont dessus est faite mencion, yceulx Jamet, Manin et autres dessus nommés quicterent et quicte clamerent à tous jours les dis maistres de la dicte prinse et des vins, billon, nef et marchandises que il prindrent et eurent par devers eulx, et en approuvant la dicte prinse avoir esté justement faicte, promistrent à non venir contre la dicte quantité, ainçois s'obligerent à leur garantir vers tous et contre tous, si comme par certain instrument sur ce fait peut apparoir; mais ce non obstant, les dis Manin Quatriex, Gautier de Mez et autres ont trait en cause le dit exposant, pour raison de leurs biens et marchandises que ilz dient avoir esté prins en la dicte nef, et des dommages et despens que ilz se dient y avoir pour ce souffers, et contre lui s'efforcent de faire proceder criminellement, combien que il n'ait pas deservi estre ainsi traictié, attendu ce que dit est,

4. Ce nom avec le prénom de Jean est très commun en Poitou à cette époque, mais l'on ne saurait identifier avec certitude le personnage dont il est question dans ces lettres avec aucun de ceux que nous allons citer. Un Jean Bonnin, échevin de Poitiers, avait été commis par Jean Chandos, le 23 septembre 1361, garde du sceau royal établi aux contrats à Poitiers, pour ladite ville, la châtellenie et son ressort. (Bardonnnet, *Procès-verbal de délivrance, etc.*, p. 147 et 149.) On trouve encore : 1° Jean Bonnin, l'un des fermiers de l'impôt de six deniers pour livre établi en Poitou et en Limousin, à la date de 10 octobre 1351 (*Archives de la ville de Poitiers*, H. 4) ; 2° Jean Bonnin, écuyer, seigneur de Monthomar, fils de Joubert, tué à la bataille de Poitiers, fut gouverneur de la haute et basse Marche (Beauchet-Filleau, *Dict. des familles du Poitou*, t. I, p. 396) ; 3° enfin, Jean Bonnin, l'un des gardes de la monnaie de Poitiers, en 1358 et jusqu'au 27 mai 1359 (voy. notre volume précédent, p. 162, note).

sy comme il dit, suppliant, comme contre nos ennemis il nous ait loyalement et longuement servi en nos guerres, tant par mer comme par terre, nous sur ce lui vueillons eslargir nostre grace. Nous adecertes au dit exposant le fait dessus dit et toute peine et offense corporelle, criminelle et civile que pour ce puet avoir encouru envers nous, lui avons remis, quieté et pardonné ou dit cas, remettons, quietons et pardonnons, de certaine science et grace especial, et aus pais, à sa bonne renommée et à ses biens, quelconques le restituons, en imposant sur ce silence perpetuel à nostre procureur ou procureurs, sauf toutefois le droit de partie adverse à poursuivre civilement. Pour quoy nous donnons en mandement à nos amez et feaulx amiral et visamiral, et à tous nos justiciers, officiers et subgès, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que le dit exposant facent et sueffrent joir de nostre presente grace, et au contraire ne le moles- tent et ne sueffrent estre molesté comme que ce soit, et ses biens pour ce prins, saisis, levez ou arrestez lui mettent ou facent mettre à pleine delivrance. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf nostre droit en autres choses et l'autrui en toutes. Donné au bois de Vincennes, ou mois de septembre l'an de grace mil ccc. lxxii, et de nostre regne le ix^e.

Par le roy, en ses requestes. Henry.

DXXII

Lettres patentes accordant aux ouvriers de la Monnaie de Poitiers la jouissance des privilèges octroyés par le roi Jean aux ouvriers des Monnaies du serment de France. (JJ. 104, n° 47, fol. 20).

Septembre 1372.

**Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus uni-
versis, tam presentibus quam futuris, nos litteras inclite**

recordacionis domini et progenitoris nostri in cera viridi et filis cericeis sigillatas, formam que sequitur continentes : Johannes, Dei gracia Francorum rex, etc. ¹. Quibus litteris suprascriptis nobis, ex et pro parte operariorum et monetariorum Monete nostre Pictavensis de juramento Francie, nuper existencium subditorum et in obediencia Eduardi de Anglia, inimici nostri, presentatis, iidem operarii et monetarii nostri nobis humiliter supplicarunt ut, cum ipsi semper fuerint et sint de dicto Francie juramento, et ad nostram veram et meram obedienciam de novo sint reducti, debeantque privilegiis, libertatibus et franchisiis, ceteris operatoribus et monetariis de dicto juramento concessis, uti et gaudere de presenti, ipsas litteras ac omnia et singula in eisdem contenta, quantum eos et quemlibet ipsorum tangit tangereque possit, revocare ² et gracieose confirmare vellemus. Nos autem, predecessorum nostrorum vestigia insequentes, ipsorum supplicancium petitioni favorabiliter annuentes, volentesque dictis privilegiis, immunitatibus et libertatibus aliis, ipsis supplicantibus de dicto juramento Francie per dominos predecessores nostros Francorum [reges] prefatos concessis et, ut dictum est,

1. Suivent les lettres du roi Jean du mois de novembre 1350, qui confirment celles de Philippe de Valois, données en avril 1337. Les privilèges qu'elles confèrent aux ouvriers des monnaies du serment de France sont considérables. Leurs causes, soustraites aux juridictions ordinaires, sont commises aux maîtres des Monnaies, sauf les cas de meurtre, de vol et de rapt ; ils sont exemptés de « toutes tailles, de toutes coustumes, de tous peages, passages, centiesme, cinquentiesme, chaucies, osts, chevauchies et généralement de toutes subventions, exactions et impositions, quelles que elles soient. » Ces lettres sont publiées dans le recueil des *Ordonnances*, t. II, p. 339, et celles de Charles V étendant la jouissance de ces privilèges aux ouvriers de la Monnaie de Poitiers le sont également, t. V, p. 527. Le même volume, p. 504, renferme un mandement du roi aux généraux maîtres des Monnaies, qui prescrit la reprise du travail dans l'atelier monétaire de cette ville et décide qu'il y sera frappé les mêmes espèces d'or et d'argent que dans les autres Monnaies du royaume. Cet acte, daté du 16 août 1372, est extrait des registres de la Cour des Monnaies.

2. Sic. Il faut lire sans doute « *renovare*. »

confirmatis, ipsos uti et gaudere, predictas litteras ac omnia et singula in eisdem contenta, rata habentes, eas volumus, laudamus, approbamus, ratificamus et de nostra speciali gracia, sciencia et auctoritate regia renovamus, ac eciam quatenus usi sunt, et ex ampliori gracia volumus et ipsis supplicantibus concessimus et concedimus ut ipsi et quilibet ipsorum, in signum dicte nostre specialis salve gardie, in et super terris, locis, grangiis, domibus, possessionibus, rebus et bonis suis quibuscunque, penuncellos seu baculos nostros regios per iudices et officarios nostros, in casu eminentis periculi, apponi facere possint. Dantes, tenore presencium, in mandatis dilectis et fidelibus nostris gentibus nostrum presens, et que in futurum tenebunt Parlamentum, gentibus nostris compotorum, necnon senescallis, baillivis, prepositis ac eorum loci tenentibus, ac universis subditis regni nostri, omnibusque et singulis commissariis super premissis et ea tangentibus deputatis et deputandis, et cuilibet eorumdem, prout ad eum pertinerit, quatinus dicta privilegia, libertates et immunitates, secundum formam et tenorem dictorum privilegiorum, teneant et observent, ac teneri faciant et observari, visis presentibus seu eorum copia, sub sigillo regio confecta, indilate, faciantque et permittant dictos operarios et monetarios dictis privilegiis et libertatibus, ac eciam concessione super dictis penuncellis, eisdem supplicantibus per nos facta, pacifice uti et gaudere, et ad hoc rebelles et inobedientes viriliter compellendo, factaque in contrarium, si que sint vel fuerint, ad statum pristinum reducendo. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Datum et actum Parisius, in castro nostro Lupere, anno Domini millesimo ccc. lxxii. et regni nostri nono, mense septembris.

Per regem, in suis requestis. N. Gaignart.

DXXIII

Don à Imbaud, sire du Peschin et de Combronde, chambellan du comte de Poitiers, des château, ville et châtellenie de Sainte-Néomaye, alors tenus et occupés contre le roi par le sire de Musidan. (JJ. 103, n° 294, fol. 138.)

27 octobre 1372.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod, attentis laudabilibus et gratis serviciis per dilectum et fidelem nostrum Ymbaudum, dominum de Peschino et de Combronda ¹, scutiferum, cambellanum carissimi germani nostri Johannis, ducis Biturie et Alvernie, comitis Pictavensis, Xantonensis et Engolismensis, nobis et dicto germano nostro, in recuperacione dictorum comitatuum et aliàs diversimode impensis, prout de hiis sumus ad plenum certificati, nos, pro nobis nostrisque successoribus, in remuneracionem dictorum servitorum, eidem Ymbaudo tanquam benemerito, castrum, villam et castellaniam de Sancta Neomadia senescallie Pictavensis ac ressorti de Sancto Maxencio, quod quidem castrum ac villa et castellania predictæ ad nos, ratione forefacture

1. Ecuyer originaire de l'Auvergne, Imbaut du Peschin était déjà chambellan de Jean, duc de Berry, le 7 juillet 1359. Il reçut à cette date, de Toulouse, commission de son maître, ainsi que Jean de Montagu, le Galois de la Baume et deux autres, d'aller prendre possession du comté de Mâcon, que le roi Jean avait joint, au mois de mai précédent, à l'apanage de son troisième fils. (Original scellé aux Arch. nat., J. 185^a, n° 3.) Charles V avait déjà reconnu ses services par le don en perpétuel héritage de toute la terre et appartenances de Paiguillon (peut-être Péguilhan) « estans en nostre royaume », confisquées à cause de la rébellion du seigneur de l'endroit qui tenait le parti du prince de Galles. (Lettres données au Mont-Sainte-Catherine de Rouen, en septembre 1369 (JJ. 100, n° 18, fol. 15.) Le nom d'Imbaud du Peschin figure fréquemment sur le registre des comptes du duc de Berry, dont il avait toute la confiance, et qui le chargea à maintes reprises de missions secrètes et de négociations. Sainte-Néomaye n'était pas encore rentrée sous l'obéissance de Charles V, à la date de ces lettres, comme il est formellement dé-

seu rebellionis domini de Moussidean¹, notorie adversarii nostri et inimici, de presenti castrum, villam et castel-

claré dans le corps de l'acte. Imbaud du Peschinne put jouir de cette donation, car il mourut vers le 15 février 1373. Le duc de Berry fit les frais de son enterrement à Bourges. On trouve un mandement de ce prince, à la date du 16 février 1373, ordonnant le paiement de 242 livres 7 sous 7 deniers à Guillaume de Chauvigny, son secrétaire, « pour plusieurs parties contenues en ung rolle escript et signé de sa main, qu'il a mises par le commandement de monseigneur pour faire l'obsequ de feu Ymbaut du Peschin. » (Registre des comptes de Jean duc de Berry, aux Arch. nat., KK. 251, fol. 101.) Il laissait de sa femme, Blanche Boutillier, plusieurs enfants qui étaient encore mineurs le 6 février 1378, époque où fut rendu au Parlement un arrêt entre cette dame et Béraud Dauphin (X^{1a} 27, fol. 110 v°). Une quittance des gages d'Imbaud du Peschin, chambellan du duc de Berry, pour services de guerre en Auvergne et en Bourbonnais, est revêtue du sceau de ses armes, où l'on distingue un écu à la croix ancrée, penché, timbré d'un heaume, cimé d'une tête de femme dans un vol, supporté par un lion et un griffon dans un quadrilobe. Cette quittance est datée de Saint-Pourçain, le 12 avril 1370 n. s. (G. Demay, *Inv. des sceaux de la coll. Clairambault*, t. II, p. 55.)

1. Raymond de Montaut, seigneur du fort château de Mussidan en Périgord, dont les ruines qui subsistent encore attestent l'importance, l'un des acteurs les plus en vue de la guerre de Cent Ans, fut, parmi les barons de Gascogne, l'un des serviteurs les plus constants du roi d'Angleterre. Nous avons dit quelques mots (vol. précédent, p. 364), et il sera question encore, dans un autre endroit, du traité qu'il conclut avec Charles d'Artois, comte de Longueville, par lequel il promettait de le servir contre tous ses ennemis, sauf Edouard III et ses fils, et en gage duquel il reçut le château et la châtellenie de Sainte-Néomaye, appartenant à Charles d'Artois du chef de sa femme, Jeanne de Baucay. Après avoir combattu à Cocherel, où il fut blessé, le sire de Mussidan séjourna quelque temps en Angleterre et accompagna le prince de Galles en Espagne; il assista à la bataille de Najara, le 3 avril 1367. (Froissart, édit. S. Luce, t. VII, p. 9 et 39.) Après la prise de Bourdeilles par les comtes de Cambridge et de Pembroke, il en fut nommé capitaine (mai 1369); il détenait encore à la fin de cette année la châtellenie d'Aubeterre, que Louis duc d'Anjou déclara confisquée et donna à Hélié de Labatut par acte daté de Toulouse, novembre 1369. (*Id. ibid.*, p. LXX, note 2.) Il faisait partie de l'armée du prince de Galles qui assiégea et prit d'assaut Limoges, le 19 septembre 1370, et fut, en récompense de sa conduite, nommé capitaine de Montpont et l'un des gouverneurs de la Gascogne. Quand la cause anglaise était déjà perdue en Poitou et que les barons du pays restés fidèles au Prince Noir étaient assiégés dans Thouars, leur dernier refuge, le sire de Mussidan s'efforça encore de tout son pouvoir de leur porter secours. (Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. VIII, p. 71, 75, 110, 209.) On perd sa trace pendant quelques années. Puis, en 1377, pendant que le duc d'Anjou et Du Guesclin faisaient le siège de Bergerac, un combat fut livré non loin de là à Eymet (Dordogne), où les Anglo-Gascons

laniam predictas per modum rebellionis et inobediencie contra nos occupantis, pertinere noscuntur, cum ejusdem castri, ville et castellanie dominio, territorio, proprietate, juridicione alta, media et bassa ac mero et mixto imperio, vassallis, hominibus, subditis, homagiis, feodis, retrofeodis et omnibus redditibus, proventibus, exitibus, domibus, possessionibus, terris, pratis, pascuis, aquis, molendinis, stagnis, nemoribus, usagiis, usibus, saisinis, juribus, libertatibus et accionibus ad hujusmodi castrum, villam et castellaniam spectantibus, aliisque earumdem castri, ville et castellanie pertinenciis universis, usque tamen ad quingentas libratas terre, secundum usum et consuetudinem patrie assidendas, dedimus et concessimus, ac donacione pura et irrevocabili damus et concedimus per presentes, de certa sciencia, auctoritate regia et gracia speciali, per ipsum Ymbaudum suosque heredes et successores imperpetuum, castrum, villam et castellaniam de Sancta Ncomadia predictas cum dictis eorum pertinentiis in hereditatem perpetuam possidendas. Quapropter dilecto nostro senescallo Pictavensi ceterisque justiciariis nostri regni vel eorum loca tenentibus, presentibus et futuris, et eorum cuilibet, ut ad eum perfinerit, preci-

furent battu et le sire de Mussidan fait prisonnier. Pendant sa captivité, il se décida à embrasser le parti français. Le duc d'Anjou le présenta à Charles V, qui fit tout pour se l'attacher définitivement et le combla de faveurs. (*Id.*, t. IX, p. 10, 14, 17, 22, 45.) Il existe, à la date du 28 mars 1378 n. s., un mandement du roi portant ordre de payer à un orfèvre de Paris, Jean Broulart, une somme pour achat de vaisselles, entre autres « pour deux douzaines d'escuelles d'argent pesans XXXVI. mars v. onces, à VI. francs et II. solz parisis le marc, III. frans vi. s. vii. d. tournois, que nous avons donnez au sire de Musidan; et pour un gobelet et une aiguere d'argent dorez, que nous avons donnez à un chevalier de la compaignie d'iceluy seigneur, pesans v. mars III. onces et VI. esterlins, à I. frans le marc, LIII. frans I. s. III. d. tournois » (*Delisle, Mandements de Charles V*, p. 827). Froissart raconte d'une façon curieuse comment, après être resté un an et plus à Paris, Raymond de Montaut fut pris de remords, s'enfuit de nuit avec deux compagnons et retourna se mettre au service des Anglais (édit. Kervyn de Lettenhove, t. IX, p. 116), auxquels il demeura désormais fidèle; car on le retrouve avec eux à Bordeaux, en 1395.

pimus et mandamus committendo, si sit opus, ut prefatum Ymbaudum, seu ejus procuratorem pro ipso immediate, dum castrum, villa et castellania predictae nostre obediencie et subjeccioni suberunt ¹, in realem et corporalem possessionem castri, ville et castellanie et pertinenciarum predictarum ponant et inducant realiter et de facto, ac nostra presenti gracia et donacione uti et gaudere faciant et permittant pacifice et quiete. Dantes preterea in mandatis hominibus et vassallis castri, ville, castellanie et pertinenciarum predictarum, ut ipsorum quilibet fidelitatis juramentum et homagium, que ratione earumdem castri, ville, castellanie et pertinenciarum, prestare tenetur, prestet et faciat prefato Ymbaudo, modo et forma in talibus consuetis, non obstantibus aliis donis per predecessores nostros vel nos eidem Ymbaudo actenus factis, quodque hiis presentibus non specificentur, ordinacionibus, defensionibus et mandatis factis vel faciendis in hac parte. Ita tamen quod ad aliquam compensationem dicto Imbaudo faciendam minime teneamur, si predictum dominum de Mussidan ad nostram obedienciam reverti contingat et ob hoc restitutionem rerum expressatarum superius obtinere. Et ut premissa perpetuo firmitatis robur obtineant, presentes litteras nostri sigilli fecimus appensione muniri. Nostro in aliis et alieno semper in omnibus jure salvo. Datum Meleduni, die xxvii, octobris

¹ La prise de Sainte-Néomaye fut opérée avant le mois de mars 1373, par Alain de Beaumont, alors capitaine de Saint-Maixent. En récompense, le duc de Berry et Charles V lui firent don du château et de la châteltenie, par lettres de cette date publiées plus loin. On remarquera qu'il n'y est même point fait allusion à la présente donation faite en faveur d'Imbaud du Peschin, ce qui prouve qu'elle demeura sans effet. L'occupation anglaise d'abord, puis la mort du donataire arrivée peut-être avant la prise du château, en tout cas fort peu de temps après, l'empêchèrent de profiter de cette libéralité. Le don de Sainte-Néomaye à Alain de Beaumont fut confirmé par le roi, le 10 février 1377. L'acte en sera publié à cette date, et l'on trouvera en cet endroit une note sur les destinées de cette châteltenie au xiv^e siècle, et sur ses changements successifs de seigneurs.

anno Domini millesimo ccc. septuagesimo secundo, et regni nostri nono.

Per regem, domino cardinale Belvacensi ¹ presente: J. Tabari.

DXXIV

Confirmation des lettres d'avril 1358 déclarant que l'abbaye de Saint-Maixent sera désormais placée dans le ressort de la châtellenie de Loudun. (JJ. 103, n° 297, fol. 139 v°.)

26 novembre 1372.

Karolus, Dei gracia Francorum rex Notum facimus universis, presentibus et futuris, nos infrascriptas vidisse litteras nostras, tempore quo regnum nostrum regebamus, videlicet antequam ad ipsius regni apicem essemus sublimati, confectas, formam que sequitur continentes: Karolus, regis Francorum primogenitus, regnum regens, dux Normannie et dalphinus Viennensis, etc...². Nos autem litteras suprascriptas omniaque et singula in ipsis contenta, potissime cum dictus comitatus Pictavensis nunc extra manum nostram regiam existat, prout erat tempore date litterarum prescriptarum, rata habentes et grata, et volentes ut religiosi abbas et conventus monasterii Sancti Maxencii in Pictavia et eorum abbacia ³, de quibus fit mencio in

1. L'évêque de Beauvais était à cette époque Jean d'Augerant (24 septembre 1368-janvier 1375); mais il s'agit ici de son prédécesseur immédiat, Jean de Dormans, cardinal, chancelier des rois Jean et Charles v, mort à Paris, le 7 novembre 1373.

2. Le texte de ces lettres d'avril 1358 est publié dans le volume précédent, sous le n° CCCXIX, p. 263. La présente confirmation se trouve dans le recueil des *Ordonnances*, t. V, p. 545.

3. L'abbé de Saint-Maixent était alors Guillaume de Vezançay, de *Vesansaio*. Il appartenait à une famille noble des environs qui possédait à cette époque la seigneurie de Vairé. Le premier acte où on le rencontre est l'hommage qu'il rendit au prince de Galles, le 15 décembre 1353. Pendant la domination anglaise, il fut garde du sceau aux contrats de Saint-Maixent, et chancelier de Gascogne pour Edouard III. En 1373, Charles v le nomma membre de son Conseil

dictis litteris suprascriptis, prioresque hujusmodi abbacie et homines eorumdem litteris predictis, privilegiis, statutis, ordinacionibus et ressorto in eisdem contentis et declaratis, utantur perpetuo de cetero, prout et quatenus ipsi et eorum quilibet eisdem usi fuerint, hactenus uti consueverint, eas et ea volumus, laudamus, approbamus, ratificamus et de certa sciencia, auctoritate regia et gracia speciali, tenore presencium, confirmamus. Mandantes harum serie universis nostris et regni nostri justiciariis et officariis, modernis et futuris, vel eorum loca tenentibus et eorum cuilibet, ut ad eum pertinuerit, quatinus ipsos religiosos abbatem et conventum prioresque dicte abbacie et homines eorundem, et quemlibet ipsorum, nostra presenti gracia et confirmacione uti et gaudere faciant et permittant perpetuo pacifice et quiete, ipsos in contrarium nullatenus vexando aut molestando, nec vexari seu molestari permittendo quomodolibet per quemcumque; et si quid contra tenorem presencium factum vel attemptatum fuerit imposterum, id ad statum pristinum et debitum reducant aut reduci faciant indilate. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Actum et datum Parisius, in castro nostro de Lupera, die xxvi^a mensis novembris, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo secundo et regni nostri nono.

Chanac. — Per regem, in suis requestis. J. de Sanctis.

privé. Il mourut le 17 mars 1381 et fut inhumé, selon le livre des anniversaires, devant l'autel de Notre-Dame, entre les deux piliers. (A. Richard, *Chartes et documents pour servir à l'histoire de l'abbaye de Saint-Maixent*, t. XVI des Archives hist. du Poitou, introduction, p. LXXIVII.)

DXXV

Confirmation des privilèges de l'abbaye de Saint-Maixent ¹. (JJ. 103, n° 302, fol. 142.)

26 novembre 1372.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, presentibus et futuris, quod nos volentes dilectos nostros religiosos, abbatem et conventum monasterii [Sancti Maxencii²] in Pictavia, qui nuper ad obedienciam nostram, relicta parte adversariorum nostrorum, deveniunt, ob hoc frui remuneratione aliquali, ut ceteri parcium predictarum incole ad exhibendum nobis obedienciam, ad quam nobis tenentur, facilius moveantur, volumus, statuimus et ordinamus, eisdemque religiosis et eorum monasterio seu abbacie, necnon omnibus prioribus et prioratibus ejusdem monasterii, eorumque et cujuslibet ipsorum hominibus, in favorem ecclesie et intuitu premisorum, concessimus et tenore presencium concedimus, de nostris certa sciencia, auctoritate regia et gracia speciali, ut ipsi et eorum quilibet omnibus et singulis donis, jurisdictionibus, franchisiis, libertatibus, privilegiis, immunitatibus et saisinis, quibus ipsi et eorum quilibet, tam conjunctim quam divisim, ab illo tempore citra quo ducatus Aquitanie terreque et patrie Engolismensis, Xanctonie et Pictavie Edouardo Anglie, adversario nostro, fuerint assignati, usque ad primam diem mensis septembris ultimo preteriti³, qua die dicti religiosi se nostre dicioni subierunt, et

1. Ces lettres sont publiées dans le recueil des *Ordonnances*, t. V, p. 545.

2. Mots omis par le clerc chargé de la transcription.

3. La ville de Saint-Maixent ouvrit en effet ses portes à l'armée française le 1^{er} septembre 1372, et non plusieurs jours après la réduction de la Rochelle (8 septembre), comme le prétend Froissart. Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, qui depuis trois jours avait rejoint à Poitiers son frère le duc de Berry, faisait partie de l'expé-

dictam obedienciam nobis exhibuerunt, usi fuerunt et gavisi, et ipsa die utebantur et gaudebant, pacifice de cetero perpetuis temporibus gaudeant et utantur, et in ipsis manuteneantur et conserventur. Quocirca Engolismensi, Xantonensi, Pictavensi et Lemovicinii senescallis universisque nostris et regni nostri justiciariis et officiariis, modernis et futuris, vel eorum locatenentibus et eorum cuilibet, ut ad eum pertinuerit, tenore presencium, mandamus quatinus ipsos religiosos, monasterium seu abbaciam Sancti Maxencii priores, prioratus et homines predictos, et eorum quemlibet conjunctim et divisim, nostris presentibus statuto, ordinatione, gracia et concessione uti et gaudere de cetero perpetuis temporibus faciant et permittant pacifice et quiete, ipsos vel eorum aliquem in contrarium nullatenus molestando, vexando, impediendo seu perturbando, aut

dition. Le mercredi 1^{er} septembre, il assista à la messe dans l'église de Saint-Maixent, à laquelle il laissa une aumône, puis il mit le siège devant le château-fort de cette ville, qui ne se rendit qu'au bout de trois jours. Le duc de Bourgogne en partit le samedi 4 et alla coucher à Frontenay-l'Abattu. M. Ernest Petit, auteur d'un *Itinéraire de Philippe le Hardy*, dont le Comité des travaux historiques a décidé et commencé la publication, a extrait de son précieux recueil et imprimé d'avance, avec l'intention amicale de venir en aide à mon travail d'annotation, une plaquette intitulée : *Campagne de Philippe le Hardy (1372)*, où j'ai puisé ce renseignement précis et beaucoup d'autres. Cette importante publication est on ne peut plus utile pour redresser les erreurs chronologiques de Froissart et des autres chroniqueurs ; elle est composée entièrement sur des comptes et autres documents d'une authenticité absolue, recueillis principalement dans les belles archives de la Côte-d'Or. Je ne puis donner à mon savant ami une meilleure preuve de reconnaissance qu'en lui faisant de fréquents emprunts.

Quelques jours après la réduction de Saint-Maixent, Alain de Beaumont, compagnon d'armes de Du Guesclin, que nous retrouverons ailleurs, en fut nommé capitaine. Par acte passé en l'abbaye, le 28 septembre, à l'heure de vêpres, il se fit remettre les clés, « omnes et singulas claves », de la porte Charraud, « pro evitandis » « quam plurima pericula et ut predicta villa Sancti Maxencii melius et securius ab hostibus malivolis teneretur », s'engageant par serment à les restituer à l'abbé qui en avait la garde de temps immémorial, à la saint Luc prochaine (18 octobre) et non plus tard. (Coll. dom Fonteneau, t. XVI, p. 281.) Les fonctions officielles et de confiance que Guillaume de Vezançay avait remplies auprès du prince de Galles (voy. la note 3 de la p. 153) peuvent expliquer et justifier cette mesure de précaution.

vexari, molestari, impediri seu quomodolibet perturbari permittendo, et quicquid contra tenorem presencium actemptatum esse reppererent, ad statum pristinum et debitum reducant aut reduci faciant indilate, aliis graciis sive donis aut privilegiis aliàs per nos seu predecessores nostros eisdem religiosis seu eorum monasterio concessis, quas et que hic volumus haberi pro expressis, non obstantibus quibuscunque. Quod ut perpetuo firmitatis robur obtineat, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Actum et datum Parisius, in castro nostro de Lupera, die xxvi^a mensis novembris, anno Domini millesimo ccc^o lxxi^o et regni nostri nono.

Chanac. — Per regem, in suis requestis. J. de Sanctis.

DXXVI

Restitution à Jean de Bauçay, chevalier, de la terre qu'Amaury, son père, avait été contraint d'abandonner à Gautier Spridlington. (JJ. 103, n^o 367, fol 177 v^o.)

26 novembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, considéré la requeste de Jehan de Baussay, chevalier, fils de Almaurry de Baus-say ¹, chevalier, contenant que entre plusieurs grans pertes et dommages que son dit pere ot et soustint pour le fait de noz guerres, ès quelles il nous a bien longuement et loyau-ment servi, il fu prins par noz ennemis englois et tenuz prisonnier à Clavieres ² près de Poitiers, ès fers et en la

1. Voy. sur ces deux personnages les n^{os} CCCXCXVI et DIX ci-dessus. Les présentes lettres sont la ratification de la promesse que leur a faite le roi en mai 1371 (ci-dessus, p. 91).

2. Les faits dont il est ici question sont peut-être antérieurs en partie, du moins en ce qui touche la captivité d'Amaury, au traité de Brétigny. Nous avons vu que Clavières tomba entre les mains des Anglais dès les premiers jours de l'année 1357 (vol. précédent, *Introduction*, p. XL).

fosse tellement et si durement que il le convint raençonner à la somme de sept mille viez escus de Philippe, pour lesquels paier et soy acquitier de plusieurs obligations où il estoit obligiez à cause de sa dicte raençon, il vendi à Phelipon le Boulengier six vins sextiers de fourment de rente à la mesure de Lodun, par le pris de cinq cens frans, parmi ce que le dit Almaurry povoit retraire la dicte vente et rente dedans certain temps, pendant lequel le dit Phelipon moru, et se remaria sa femme à Guäntier Sparlinton, anglois, tenant le parti de Eddouart d'Angleterre, le quel Gautier fut forment requis de par le dit Almaurry qu'il le receust au retrait de la dicte rente, ainsi comme le dit Phelipon, paravant mari dela dicte femme, lui avoit promis et accordé, dont il ne vout riens faire, mais une foys escript par ses lettres au dit Almaurry qu'il alast parler à lui à Poitiers, lequel cuidant que ce fust en bonne entencion et qu'il le vousist traictier amiablement de ce qu'il avoient à faire ensemble, y ala, et si tost comme il y fu le dit anglois le print par sa force et le detint prisonnier jusques à ce qu'il li eust delaissée toute sa terre qu'il avoit en Guyenne, c'est assavoir ès seneschaucies de Poitou et de Xantonge, et autrement ne le vout delivrer ; et la dicte terre a le dit anglois tenue jusques à nagerres que le país est venuz à nostre obeissance, qu'il s'en est departis et ralez à l'obeissance du dit Edouart d'Angleterre, par quoy ses biens sont demourés au país et en nostre pover, entre les quelx est la dicte terre, et pour ce nous sont demourés confisqués ; en nous humblement suppliant que le dit Jehan de Baussay, comme il et son dit pere nous aient ou temps passé, au plus diligenment et curieusement qu'il ont peu, servi et exposé leurs corps contre noz ennemis et en noz guerres, et par ce moult fraié et perdu, et encores y est et sert ycellui suppliant soubz le gouvernement de nostre connestable, nous, afin qu'il ne demeure desherités de la dicte terre de son dit pere, le veillons à ycelle resti-

tuer. Nous qui le dit suppliant des pertes et services dessus dis voulons aucunement estre remuneré, en recompensation d'iceulx, au dit suppliant avons donné et octroyé, donnons et octroions, de nostre certaine science, auctorité royal et grace especial, par ces presentes, la terre dessus dicte avec ses appartenances, la quelle fu au dit Almaury, son pere, et la quelle tenoit ainsi le dit anglois, comme dit est. Et donnons en mandement à tous noz officiers et justiciers, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, ou à leurs lieux tenans que la dicte terre ilz li baillent et delivrent, et d'icelle et de nostre present don et grace le facent et laissent user et joir paisiblement, sans l'empeschier ou souffrir estre molesté ou empeschié au contraire, non obstant dons fais ou à faire ou temps avenir de la dicte terre. Et pour que ce soit ferme et estable chose à toujours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf ès autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, l'an de grace mil ccc.LXXII, et de nostre regne le ix^e, le xxvi^e jour du mois de novembre.

Recourt. — Par le roy, en ses requestes. Hu ,o.

DXXVII

Lettres données en faveur d'Agnès Forget, veuve du s^r Mercereau, de Fontenay-le-Comte. Ses biens saisis, après la réduction de cette ville, parce qu'elle avait épousé en secondes noces un Anglois nommé Henry Abbot, lui sont restitués, avec permission de résider dans le royaume. (JJ. 103, n° 254, fol. 128 v°.)

Novembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, de la partie de Agnès Forgete, née de la Ferté Milon, [nous avoir esté exposé] que comme jà pieça Clement Forget, jadis son oncle, l'eust menée en la ville de Fontenay le Conte en Poitou, et là

fust mariée à un homme appelé Mercereau ¹, qui estoit du dit pais, et furent ensemble par aucun temps, depuis lequel ycellui Mercereau soit alez de vie à trespassement, et après ce la dicte exposant estant vefve fust ² mariée à un anglois appelé Hienrry Abbot, qui fust pris de nos gens à la prise du chastel du dit Fontenay, et ne le vit puis ycelle exposant ³, du quel englois elle a un filz de l'aage d'environ huit ans; et soit ainssi que, pour la bonne et vraie amour que les habitans de la dicte [ville] de Fontenay avoient et ont à nous et à nostre très chier et amé frere le duc de Berry, conte de Poitiers, ycelle ville soit nagnerres mise en l'obeissance de nous et de nostre dit frere, le quel a donné à nostre amé et feal connestable de France la dicte ville et chas-tellerie de Fontenay ⁴, et aussi a donné à ses gens et autres

1. On remarque un Jean Mercereau sur la liste des habitants de Fontenay-le-Comte qui prêtèrent serment de fidélité au prince de Galles, le 2 octobre 1361, lors de la prise de possession de cette ville par Jean Chandos, commissaire du roi d'Angleterre. (Bardonnnet, *Procès-verbal de délivrance*, etc., p. 164.) Des lettres de janvier 1373 ci-dessous nous apprennent que le prénom du premier mari d'Agnès Forget était précisément Jean.

2. Ici un membre de phrase biffé : « *Par force et contrainte du prince de Galles ou de ses gens qui lors tenoient la dicte ville de Fontenay.* » A la marge, en regard de ces mots, on lit : « *corrigé par Monseigneur.* »

3. « *Et mieulx croit que il soit mort que autrement,* » mots également barrés et semblable mention à la marge.

4. Tous les historiens et généalogistes mentionnent le don de la ville et châtellenie de Fontenay-le-Comte, fait par Charles V à Bertrand Du Guesclin, sans en préciser la date. Nous avons vainement cherché le texte de ces lettres. On verra dans une note de ce volume, à l'occasion d'un autre acte de restitution à la même Agnès Forget de ses biens de Fontenay, que cette ville se rendit le 9 octobre 1372, et que le château fut pris le lendemain. La donation rappelée ici était donc toute récente ; la date doit en être fixée à la fin d'octobre ou au commencement de novembre. Si l'on ne retrouve plus les lettres de donation en faveur de Du Guesclin, on possède en revanche l'acte de cession qu'il fit au duc de Berry, le mardi 1^{er} décembre 1377, des châtellenies de Fontenay-le-Comte et de Montreuil-Bonnin, ainsi que de trois mille livres de rente que le comte de Poitou avait promis au connétable de lui asseoir dans lesdites châtellenies ou au plus près, savoir : 2000 livres en héritage et 1000 livres à titre purement viager. Cet abandon se fit moyennant 25000 francs d'or que Du Guesclin déclare et reconnaît lui avoir été payés. Il ordonne dans le même acte à Alain de Burlion, son ca-

tous les biens meubles et heritages que tenoient les Anglois et leurs femmes qui demouroient en ycelle ville de Fontenay, par vertu des quels dons tous les biens meubles et heritaiges de la dicte exposante ont esté pris, occupés, donnez et distribuez¹, aussi bien ceulx de son chief comme autres et tellement que il ne li est rien demouré dont elle et son dit [filz] puissent vivre, et pour ce soit en aventure de querir son pain et d'estre mendiant par le país, se par nous ne li est pourveu. Si nous a fait humblement supplier que, comme elle soit povre femme, née de nostre royaume et fust ² mariée au dit englois, comme dit est, et aussi que ses biens empeschez et donnés elle avoit, tenoit et possidoit de son cousté, avant le mariage d'elle et du dit anglois, lui voullons sur ce eslargir nostre grace et li octroier que elle et son dit filz puissent doresnavant demourer et converser paisiblement là où bon leur semblera en nostre royaume, comme nos vraiz subgiez et obeissans. Nous, ces choses considerées, aiens de la dicte exposant pitié et compassion, enclinans à sa supplicacion, li avons octroïé de grace especial et de nostre auctorité royal, ou cas dessus dit, que elle ait et tiegne les heritages, maisons, terres, prés, vignes et autres heritages que elle avoit, possidoit et tenoit de son chief et cousté, avant le mariage de elle et du dit anglois ; les quels heritaiges nous avons donnez ³

pitaine et châtelain de Montreuil-Bonnin, et à Pierre Maigny (*alias* Perrot Maingny), son capitaine et châtelain de Fontenay, de mettre le duc de Berry ou ses gens en saisine desdites villes, châteaux et châtellemies, sans attendre autre mandement. (Acte passé par-devant notaires à Paris, original scellé, Arch. nat., J. 185*, n° 39.) Cette cession fut enregistrée à la Chambre des comptes. (Mémoires reconstitués, P. 2295, p. 531.)

1. Des lettres de Du Guesclin, datées de Marans, en septembre 1372, donnent à Perrot Maingny, son écuyer, les biens qu'Henry Abbot, le second mari d'Agnès Forget, possédait dans la châtellenie de Fontenay-le-Comte. Elles sont publiées ci-dessous avec une confirmation de Charles V, datée de janvier 1373.

2. Le mot *contrainte* a été biffé, comme plus haut.

3. Des lettres de janvier 1373 publiées ci-dessous réduisent cette restitution de moitié, ou du moins la règlent d'une manière différente.

à la dicte exposante de nostre dicte grace, et donnons par ces presentes, à tenir, joir et possider perpetuellement à tous jours mais par elle, ses hoirs, successeurs et ceulx qui de elle ont ou auront cause, sans contredit, difficulté ou empeschement, non contrestant quelconques dons fais par nous, par nostre dit frere ou par autres, d'iceulx heritaiges, à autres personnes, les quels nous rappellons et mettons au nient. Et en ampliant nostre dicte grace, nous plaist et voulons que la dicte exposant et son dit filz vieignent en nostre dit royaume, là où bon lui semblera, demourer et converser, comme nos bons et vraiz subgiez et obeissans, et non autrement. Et nous par ces mesmes lettres donnons en mandement au seneschal de Poitou et à tous nos autres justiciers et officiers, presens et avenir, à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que de nostre presente grace facent, seuffrent et laissent joir et user paisiblement la dicte Agnès, exposant, ses hoirs, successeurs et qui de elle ont ou auront cause, contre la teneur de la quelle nostre grace ne les travaillent, molestent ou empeschent par quelque maniere que ce soit, ores ne ou temps à venir, et se es diz heritages avoit arrest ou empeschement, nous voulons estre ostez sans difficulté, et nous mesmes en cecas les en oston par ces presentes. Et pour ce que ce soit chose ferme et estable à tousjours mais, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit, et l'autrui en toutes. Donné à Paris, l'an de grace mil trois cens LXXII. et le ix^e de nostre regne, ou mois de novembre.

Par le roy, en ses requestes. Baudoin. — A Boistel.

DXXVIII

Confirmation des lettres de Du Guesclin, portant donation à Simon La Grappe, écuyer, huissier d'armes du roi, de tous les biens qui avaient appartenu à Robert de Grantonne, prêtre anglais, dans

la châtellenie de Fontenay-le-Comte. (JJ. 103, n° 341, fol. 167.)

Novembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir veu lettres de nostre amé et feal connestable, contenant la fourme qui s'ensuit :

Bertram Du Guesclin, duc de Mouline, connestable de France, à tous presens et avenir, salut. Savoir faisons que, en remuneration des bons et agreables services que nostre bien amé Symon La Grappe¹, escuier, huissier d'ar-

1. Simon La Grappe n'eut point que les terres situées dans la châtellenie de Fontenay-le-Comte, car, dans une contestation qu'il eut avec Renaud de Montléon, chevalier, au sujet précisément de la possession des biens provenant de Robert de Grantonne, il se dit « *ad justum titulum existentem in possessione et saisina plurium locorum, domorum, terrarum, censuum et aliorum hereditagiorum que condam fuerant Roberti de Grandonne, presbyteri de Anglia, et ejus nepotis, apud Sanctum Maxencium et alibi in dicta senescallia Pictavensi.* » A la suite d'une sentence du sénéchal de Poitou, condamnant les prétentions de Simon La Grappe, Jean de la Chaussée, sergent du duc de Berry, lui signifia d'avoir à se dessaisir de ses biens et d'en mettre Renaud en possession. Il en appela alors au Parlement. Arnaud de Corbie et Etienne de La Grange, présidents en cette cour, furent chargés d'examiner le bien ou le mal fondé de cet appel. Le procureur du duc de Berry prétendait que Simon avait laissé passer trois mois, c'est-à-dire les délais légaux pour interjeter appel, et que la sentence du sénéchal devait être exécutée. Le demandeur s'excusa sur le service du roi à la guerre qui l'avait empêché d'introduire son instance en temps voulu. La cour jugea, le 31 août 1375, que les lettres de relief d'appel produites par l'huissier d'armes du roi étaient bonnes et suffisantes, et que sa cause serait maintenue et examinée au Parlement. Puis, le 13 septembre suivant, les deux présidents ajournèrent à la prochaine session, aux jours du bailliage de Vermandois, bien que les parties ne fussent point de ce pays, Simon La Grappe, huissier d'armes du roi, damoiseau, demandeur, Renaud de Montléon, chevalier, défendeur, Eudes Fouboucher, procureur du comte de Poitou, et enfin Pierre Boschét, conseiller du roi, « *qui in locis, domibus, terris, censibus et hereditagiis de quibus superius fit mentio, jus et rationem se habere pretendit* » (X¹^a 24, fol. 100 v° et 288 v°). Nous ne savons comment cette affaire se termina. La dernière trace que nous en ayons trouvée est du 5 décembre 1376. Renaud de Montléon et Pierre Boschét, parce qu'ils étaient « cousins et grans amis, et pour leur amour continuer », convinrent que celui des deux qui obtiendrait arrêt à son profit, serait tenu de payer à l'autre cent francs d'or sur les biens litigieux. La cour autorisa cet accord, le 5 décembre 1376 (X¹^a 33).

mes du roy monseigneur, a fais au roy mon dit seigneur et à nous en ces guerres, fait encores de jour en jour et esperons que face ou temps avenir, nous, de nostre certaine science, de grace especial et de l'auctorité et puissance royal à nous atribuée et dont nous usons, à ycellui comme à bien desservi, avons donné et octroïé et par la teneur de ces presentes donnons et octroïons à heritage perpetuel, pour lui et pour ses hoirs, et pour ceulx qui auront sa cause, toutes et chascunes les choses, tant meubles comme heritages, herbergemens, maisons, terres, vignes, prés, pastures, bois, haies, arbres chargens et non chargens, ayves, estans, garennes, cens, rentes, feages, hommages, justices, juridicions, seignories, comme quelconques autres choses, qui furent mons. Robert de Grantonne, prestre anglois, sises celles choses en nostre chastellenie de Fontenay le Conte, à avoir et tenir, poursoir et exploicter du dit Symon, de ses hoirs et de ceulx qui auront sa cause, pouden faire dores en avant toute sa plaine volenté, comme de son propre heritage; les quelles choses estoient confisquées par ce que le dit mons. Robert de Grantonne a tenu et tient le parti du roy d'Angleterre et de ses adhe-rens, ennemis du roy mon seigneur et de nous. Si donnons en mandement aux capitaines, seneschal, procureur et receveur pour nous en la dicte chastellerie, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que le dit Symon ou son procureur pour lui, il mettent en possession et saisine des dictes choses et chascune d'icelles royalment et de fait, et des rentes, drois, proffis et emolumens qui y appartiennent, le facent, seuffrent et laissent joir et user paisiblement et sans contredit, quar ainsi le voulons nous estre fait et au dit Symon le avons octroïé et octroïons de grace especial, se mestier est, non obstant quelconques dons, graces, ordonnances, mandemens ou deffenses, et lettres de nous empetrées ou à empetrer au contraire. Donné à Surgieres, soubz nostre seel en las de soye et cire

vert, pour ce que ce soit ferme chose et estable à tous jours mais, le treziesme ¹ jour du mois de septembre l'an mil CCC. LXXII.

Les quelles lettres de nostre dit connestable dessus transcriptes et toutes les choses en ycelles contenues, jusques à la valeur de deux cens livrées de terre annuele à tournois, à l'assiete du dit païs, nous louons, approuvons et de nostre certaine science et grace especial confermons par ces presentes, et les terres et possessions, rentes et revenues dessus dictes, jusques à la valeur de deux cens livres de terre annuele dessus dictes, avecques les biens meubles dessus dis, sans pris et estimacion, avons, pour consideracion des dis services, au dit Simon donné et donnons de nouvel, de nostre grace especial, par ces presentes, se mestier est, à tenir, avoir et possider les dictes terres et possessions et revenues quelconques, jusques à la valeur de deux cens livres de terre annuele et à l'assiete dessus dictes, par le dit Simon, ses hoirs et successeurs et qui d'eulx auront cause perpetuelment, comme leur propre chose. Si donnons en mandement par ces presentes au seneschal de Poitou et à tous les autres justiciers et officiers de nostre royaume, presens et avenir, si comme à eulx et à chascun d'eulx appartendra et pourra appartenir, en commettant, se mestier est, que le dit Symon ou son procureur pour lui mettent et facent mettre en possession et saisine des dictes terres, possessions et revenues, jusques à la valeur de deux cens livres de terre annuele et à l'assiete du païs, avecques les biens meubles du dit Robert dessus dis, et d'iceulx biens le dit Simon, ses hoirs et successeurs et

1. Ce quantième semble devoir être rectifié. S'il est ici en toutes lettres, il pouvait fort bien être sur l'acte original en chiffres romains. Le copiste aura lu XIII. alors qu'il y avait XVIII. Le siège de Benon auquel Du Guesclin prit part, dura trois jours, du dimanche 12 au mercredi 15 septembre. Immédiatement après, c'est-à-dire le lendemain, il vint assiéger la forteresse de Surgères, opération qui se prolongea jusqu'au 19 septembre, jour de la reddition de cette place. (Ernest Petit, *Campagne de Philippe le Hardi* (1372), p.10.)

aiens cause d'iceulx perpetuellement facent et seuffrent joir et user paisiblement, comme de leur propre chose, selon la forme et teneur des lettres de nostre dit connestable et ces presentes, sans leur faire sur ce ne souffrir estre fait aucun empeschement ou destorbier, non obstant quelconques autres dons par nous ou autres à faire des dictes terres, possessions et biens à quelconques autres personnes, ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et afin que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Donné en nostre chastel de Meleun, ou mois de novembre l'an de grace mil trois cens soixante et douze, et de nostre regne le ix^e.

Par le roy. T. Hocie.

DXXIX

Confirmation du don fait par Jean, duc de Berry et comte de Poitou, à Alain Taillecol, dit l'abbé de Malepaye, des biens qu'avaient possédés en Poitou trois Anglais nommés Thomelin Hauteburn, Willeloing et Willehall. (JJ. 104, n° 131, fol. 61.)

8 décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir veu les lettres de nostre tres chier et amé frere le duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, de Xanctonge et de Angolmoys ét nostre lieutenant es diz pays et en pluseurs autres, saines et entieres et seellées de son seel en las de soye et en cire vert, non vicieuses, non cancellées en aucune maniere, contenans la forme qui s'ensuit :

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Masconnois, de Poitou, de Xaintonge et de Engolmoys, et lieutenant de monseigneur le roy es dis pays et es pais des Montaignes d'Auvergne, de Foroy, de Bour-

bonnois, de Saulaugne, de Touraine, d'Anjou, du Maine et de Normandie d'entre les rivières de Saine et de Loire, de Lyonnais et de Masconnois, savoir faisons à tous, présents et avenir, que nous, considerans les bons et agréables services que nostre bien aimé Alain de Taillecoül¹, autrement dit abbé de Mallepaie, esquier d'escurie de monseigneur le roy, a fait à mon dit seigneur et à nous en ses guerres ou temps passé, fait de jour en jour, dont par experience nous est apparu et appart evidentment, en la presente conquête du pais de Guienne, et esperons qu'il [face] ou temps avenir, à ycellui Alain avons donné et

1. La première mention que nous avons trouvée de ce curieux personnage qui était un chef de compagnie, originaire de Bretagne, est du 20 octobre 1364. On lit dans un mandement de Charles V de cette date, ordonnant de payer à Alain de Taillecoül, 200 francs d'or : « Nous envoyons nostre bien aimé esquier d'escurie, l'abbé de Malepaie, avec lui quarante cinq glaives et vint archiers de sa compagnie, es parties de Coustantin, pour nous servir en ces presentes guerres ». (L. Delisle, *Mandements de Charles V*, p. 53.) On cite ensuite une quittance de lui datée d'Angers, le 2 avril 1366. (Hay du Chastelet, *Hist. de Bertrand Du Guesclin*, p. 341 et 342.) Il occupait alors le fort de Bréviande en Sologne (JJ. 109, n° 192). En 1369, l'abbé de Malepaye avait de sa retenue un chevalier, trente écuyers et dix-huit archers. Dans un mandement à Jean Le Mercier, trésorier des guerres, le 16 août de cette année, Amaury de Craon ordonne de payer les gages d'un certain nombre de gens d'armes qu'il avait réunis sous ses ordres pour aller lever le siège de la Roche-sur-Yon. Alain de Taillecoül était du nombre, avec Pierre de Craon, Pierre de Mathefelon, Amaury de Clisson, Guy de Laval et Jean de Kerlouët. La place s'étant rendue avant que ceux-ci fussent assemblés, ils furent envoyés vers le duc de Bretagne pour combattre les Anglais partis de Château-Gonthier. (Dom Morice, *Hist. de Bretagne*, Pr., t. I, col. 1632.) Le 26 juin 1371, par une quittance donnée devant Conches, l'abbé de Malepaye reconnut avoir reçu 60 francs d'or pour les services qu'il avait rendus avec 9 écuyers pendant le siège de cette ville. Outre la donation dont il est question ici, Charles V lui abandonna, par lettres du 9 novembre 1372, des biens sis à Dampierre en Aunis et un hôtel à la Rochelle, confisqués sur Jean de Ludham, receveur de Saintonge pour le prince de Galles (JJ. 103, fol. 179 v°). Plus tard, on retrouve Alain de Taillecoül guerroyant en Basse-Normandie et en Bretagne. M. Demay mentionne deux quittances de gages émanées de lui, l'une datée de Valognes, le 20 novembre 1378, l'autre de Pontorson, le 22 octobre 1379. Les sceaux apposés au bas de ces actes nous font connaître les armoiries de l'abbé de Malepaye : écu à la fleur de lys, accompagné de six étoiles en orle, penché, timbré d'un haume. (*Invent. des sceaux de la coll. Clairambault*, t. II, p. 227.)

octroïé, et par la teneur de ces lettres donnons et octroïons, de nostre grace especial et certaine science, et de l'auctorité de mon dit seigneur le roy, de la quelle nous usons en ceste partie, les biens meubles et heritaiges que Thomelin Hautebourne, Willeloing et Willehalle, de la nacion d'Angleterre, tenoient et possidoient ou pays de Poitou, par avant ce que le dit pays venist à l'obeissance de mon dit seigneur et de nous, appartenans et venus en forfaiture à mon dit seigneur et à nous par l'ennemistié et rebellion des dessus diz, tenans le parti de nos ennemis, et tous leurs biens meubles qu'ilz avoient ou dit pays de Poitou, c'est assavoir les dis heritages, tant terres, vignes, cens, rentes, revenues, drois, devoirs, fiez, rerefiez, hommes, hommages, justice haute, moienne et basse, juridicions, usaiges, boys, garennes, prés, rivières, salines, estances, moulins, maisons et edifices, comme autres choses quelconques appartenans pour lors aus dessus dis et que ilz avoient et tenoient pour lors ou dit pais de Poitou, jusques à la valeur de troys cens livres de rente à l'assiete et selon la coustume du pays, et les biens meubles jusques à la valeur de cent livres tournois pour une foys, à tenir, avoir et possider les dis heritaiges par le dit Alain, ses hoirs, successeurs et aians cause de lui à tous jours mais, comme leur propre demainne ou patremoine d'ancienneté, des quelx nous lui avons delivré et delivrons la possession et saisine par l'octroy de ces lettres. Si donnons en mandement par la teneur d'icelles au seneschal de Poitou et à tous les autres justiciers de mon dit seigneur et de nous, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, ou à leurs lieutenans, que le dit Alain ou son procureur pour lui mettent et instituent royalment et de fait en saisine et possession corporele des choses dessus dictes et de chascune d'icelles, et en facent et seuffrent joir et user paisiblement à tous jours mès, lui, ses hoirs, successeurs et aians cause, comme

de leur propre heritage, sens les faire ou souffrir en ce empescher ou destourber en aucune maniere quelconque, ores ne pour le temps avenir; et aux gens des comptes de mon dit seigneur le roy à Paris, aux nostres et à chascun d'eulx, pour tant comme à li appartendra, que nostre present don et octroy ilz enregistrent et expedient en la maniere qu'il appartient. Car ainsi nous plaist il estre fait, non obstant que nagaires par nos autres lettres nous aions donné au dit Alain, sa vie durant, la terre d'Andilli ¹ avec le petit fief le Roy, enclave en partie de la terre de Damperre en Aunis, si et en la maniere que messire Guichart d'Angle, chevalier, la souloit tenir en la valeur de cinq cens livres de rente, et aussi non obstant que nagaires par nos autres lettres nous li aions aussi donné à heritage les biens meubles et heritages que messire Jehan de Luddan, prestre de la nacion d'Angleterre, tenoit nagaires et possidoit à Dampierre en Aunis, avec un hostel qu'il avoit en la ville de la Rochelle ², tout en la valeur de cinq cens livrées de terre quant à heritage et à deux cens livres quant aux meubles, et autres choses ad ce contraires. Et que ce soit ferme chose et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Sauf en autres [choses] le droit de mon dit seigneur le roy, le nostre et l'autrui en toutes. Donné à Poitiers, le vii^e jour d'aoust l'an de grace mil trois cens soixante et douze ³.

1. La donation que Jean, duc de Berry, rappelle en cet endroit fut confirmée à Alain de Taillecol par lettres de Charles v, datées du 9 novembre 1372 (JJ. 103, n° 374, fol. 179 v°).

2. Ce Jean de Luddan, *alias* Ludon, Ludent et mieux de Ludham, était receveur pour le prince de Galles en Saintonge et en Aunis, et avait été gratifié de biens considérables dans ces pays. On trouvera plus loin une nouvelle donation de ses terres confisquées faite par Charles v au sire de Parthenay (acte du 23 décembre 1372). Il possédait aussi à la Rochelle une maison, dite la maison de Fessac, qui fut donnée par le roi à Guillaume de Sérís, premier président du Parlement de Paris (JJ. 103, fol. 120).

3. Nous ne connaissons point de document français daté de Poitiers en 1372, antérieurement à celui-ci. On peut affirmer avec certitude, comme nous allons le démontrer, que le duc de Berry fit son

Les quelles lettres dessus transcriptes et tout le contenu en icelles nous, aians fermes, estables et agreables, ycelles, tout ainssi comme elles sont contenues, spécifiées et esclarcies es lettres de nostre dit frere plus à plain, voulons, greons, ratiffions et par la teneur de ces presentes lettres confermons, et, se besoins ou mestier est, les donnons de nouvel à nostre dit escuier, de nostre oertaine science et grace especial. Si donnons en mandement au

entrée dans cette ville le 7 août même, dans l'après-midi. Du Guesclin ne dut l'y précéder que de quelques heures, tout au plus d'une journée. La reddition de Poitiers peut donc être fixée, presque à coup sûr, au 6 août 1372, ou plutôt au samedi 7, dès le matin. Cuxelier, qui se trompe sur l'année, est bien informé quant au jour de la semaine, puisqu'il dit : « Quant Poitiers se rendit, ce jour fut *Samedis*. » (*Chronique rimée de Du Guesclin*, édit. Charrière, t. II, p. 269.) Nous sommes heureux de constater que M. Luce dans sa très savante édition de Froissart, dont le huitième volume vient de paraître (janvier 1888), est arrivé à une conclusion identique à la nôtre sur ce point et en ce qui concerne les faits principaux de la conquête du Poitou.

Examinons les événements des jours précédents. A la fin du mois de juillet, le duc de Berry faisait avec le connétable le siège de Sainte-Sévère ; il était arrivé devant la place au plus tard le 29. Ce jour et le lendemain, il écrivit à la duchesse sa femme, demeurée à Mehun-sur-Yèvre. Outre le corps d'armée qu'il avait amené, le duc s'était fait précéder ou accompagner d'un convoi de 4000 viretons garnis de fer qu'il avait commandés à Jeannin Ogier, de Bourges (mandement du 26 juillet) et de dix tonneaux de vin. (Reg. de comptes, KK 251, fol. 97). Le 31 juillet, il envoya à Paris Christian de Beaurepaire, messenger à cheval, pour annoncer au roi la prise de Sainte-Sévère. (*Id.*, fol. 89 v°). Ce fut donc ce jour-là, ou la veille au plus tôt, que la place succomba après un assaut terrible. Le lendemain 1^{er} août, le duc de Berry fit payer à Gilet Meroier et à Jean Gaucher, marchands de Bourges, « 11^e de fustz de glaive et xv fers de glaive », à destination du Poitou ; ces armes furent menées le 4 de Bourges, à Cluys. (*Id.* fol. 99.) Ces citations tendent à prouver que le connétable et le duc de Berry avaient décidé qu' aussitôt maîtres de Sainte-Sévère, ils iraient opérer en Poitou.

Au dire de Froissart, Du Guesclin étant encore à Sainte-Sévère, fut mandé en toute hâte à Poitiers par un message secret du parti français de cette ville ; il partit sur-le-champ avec une élite de trois cents lances par des chemins couverts et détournés, et fit trente lieues d'une traite en une demi-journée et une nuit (édit. Luce, t. VIII, p. 60, 61). Dans ce récit, le vrai et le faux doivent être mêlés ; malheureusement on ne peut faire la part exacte de l'un et de l'autre. Si la marche de Du Guesclin avait été si rapide, comment expliquer que le duc de Berry soit arrivé à Poitiers presque en même temps que lui ? Ne serait-il pas vraisemblable de supposer que les deux chefs, par une stratégie habile, partirent en même temps de Sainte-Sévère, chacun par une route différente, le connétable avec

seneschal de Poitou et à tous les autres justiciers et officiers de nostre royaume, ou à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui apparten-dra, que le dit nostre escuier ou son procureur pour lui mettent et instituent royaulment et de fait en saisine et possession de toutes et chascunes les choses dessus diot-tes, circonstances et deppendences d'icelles, et en facent et seuffrent dores en avant nostre dit escuier et ses hoirs

l'élite dont parle Froissart, élite destinée à surprendre la ville, avant qu'elle n'ait reçu de renforts, et le duc de Berry avec le gros de l'armée, marchant dans une direction plus au sud, pour donner le change aux ennemis, et au besoin leur couper le chemin de Poi-tiers, sans toutefois les provoquer au combat en rase campagne.

Les forces anglaises réunies à Charroux sous les ordres du capital de Buch pour secourir Sainte-Sevère, n'ayant pas eu le temps de mettre leur dessein à exécution, avaient juré de ne rentrer dans leur garnison qu'après avoir livré combat à l'armée française. (Frois-sart, édit. S. Luce, t. VIII, p. 58.) Il fallait donc se tenir sur ses gardes. Le duc de Berry fit soigneusement éclairer sa route. Le 2 août, il fit donner à Vézian de Lomagne, son chambellan, 32 sous 6 deniers, pour remettre à un messenger qui avait été envoyé « en espie » du côté de la Souterraine et ailleurs (KK. 251, fol. 89). Le 4 et le 5 août cependant, le comte de Poitou était encore à Cluis (arr. de la Châtre, canton de Neuvy-Saint-Sépulcre, Indre); il quitta certai-nement cette localité le même jour, et le 6 au soir, il arrivait à Chauvigny (cette ville avait été reprise par Du Guesclin vers le commencement du mois précédent, ainsi que Lussac et Montmorillon; Froissart, édit. citée, VIII, p. 51); il y était encore le lendemain dans la matinée, car il existe des lettres de lui, datées de cette ville le 7 août, portant don de 100 livres tournois de rente sur la recette du Poitou, en faveur de Guyot de Lezignac, qu'il retint en même temps comme écuyer de son écurie. (Original, J. 189 A, n° 4). Dans l'après-midi du même jour, comme on le voit ici même, le duc ar-riva à Poitiers, et le lendemain 8 août, il envoya un de ses huissiers de salle à Charles V, pour lui annoncer la reddition de cette ville (KK. 251, fol. 89). Le duc de Berry trouva à Poitiers le connétable, dont l'entreprise hardie avait pleinement réussi, et le duc de Bourbon. Les jours suivans, pendant que ses lieutenans et l'armée étaient employés à des expéditions contre les forteresses anglaises du voisi-nage et en Saintonge, il s'occupa activement d'organiser l'adminis-tration de la ville et du pays reconquis, tout en pressant son frère Philippe, duc de Bourgogne, de venir se joindre à lui. Le 17 août, il lui envoya un message pressant à Nevers. (*Id. ibid.*) Ce prince arriva à Poitiers le samedi matin 28 août. Alors commença une campagne de trois mois, pendant laquelle Du Guesclin, Clisson et les trois ducs, agissant tantôt ensemble, tantôt séparément, repri-rent les trois quarts des villes de Poitou et de Saintonge encore détenues par les Anglais, chaque jour amenant une capitulation ou un assaut. (Ernest Petit, *Campagne de Philippe le Hardi* (1372), p. 8 à 14.)

et successeurs joir et user paisiblement à tousjours mès, jusques au pris, valeur et estimacion dessus diz, et tout selon la forme et teneur des lettres de nostre dit frere dessus transcriptes ; car ainsi le voulons nous estre fait, non obstant quelconques autres dons fais par nous, nostre dit frere ou autres, des choses [dessus] dictes, depuis la date des lettres de nostre dit frere, à quelconques autres personnes que ce soient, soubz quelconque forme de paroles, ne aussi dons par nous ou nostre dit frere autres fois faiz à nostre dit escuier, et que en ces lettres n'en soit faite expresse mencion, ordenances, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Donné en nostre chastel du Louvre lès Paris, le viii^e jour de decembre, l'an de grace milccc. LXXII, et de nostre regne le ix^e.

Par le roy. J. de Vernon.

DXXX

Confirmation du don fait par le duc de Berry à Jean de Saumur, bourgeois de Saint-Jean-d'Angély, des biens de Guichard d'Angle et du seigneur de Castillon situés en Saintonge. (JJ. 104, n° 46, fol. 20.)

10 décembre 1372.

Karolus, Dei gracia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Major, burgenses et habitatores ville Sancti Johannis Angeliacensis nobis humiliter supplicaverunt ut, cum ad ipsorum supplicationem carissimus frater et locum tenens noster, duc Biturie et Alvernie, comes Pictavensis, Matisconensis, Angolismensis et Xantonensis, minagium cum suis juribus, appartenenciis, dependentiis et emolumentis universis quibuscunque dicti minagii dicte nostre ville Sancti Johannis Angeliacensis,

Johanni de Salmurio, burgensi ejusdem ville, dederit et concesserit per suas litteras, quarum tenor dicitur esse talis :

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, d'Angolesme, de Xanctonge et de Masconnois, à tous, presens et avenir, salut. Comme par le don du dit pais de Xanctonge à nous fait par monseigneur le roy, tous les biens, tant meubles comme heritages que le seigneur de Castillon ¹ et messire Guichart d'Angle ², chevalier, ennemi, rebelle et tenant le parti du roy d'Angleterre, adversaire de mon dit seigneur et de nous, souloient tenir en nostre dit pais, nous soient venuz et escheuz par confiscacion, savoir faisons que nous, pour consideracion des bons et agreables

1. Il s'agit peut-être de Florimond de Lesparre, dont il sera question ailleurs et que l'on trouve qualifié « seigneur de Castelhon et viconte d'Orte » dans un sauf-conduit qu'il eut du roi d'Angleterre, « *in regnum Anglie veniendo pro arduis negotiis statum Aquitanie concernentibus* ». (Th. Carte, *Catalogue des rôles gascons*, in-fol., t. I, p. 79.)

2. Guichard d'Angle était alors prisonnier en Espagne. Chargé d'aller demander du secours au roi d'Angleterre, il en revint avec le comte de Pembroke et une armée estimée à vingt mille hommes à destination de la Rochelle. La flotte espagnole mise au service du roi de France par Henri de Transtamare, composée de « XIII grosses galées toutes armées et fretées », commandée par Ambroise Boccanegra, l'un des meilleurs amiraux de l'époque, était venue jeter l'ancre devant ce port, barrant la route à la flotte anglaise. Pembroke n'hésita pas à livrer bataille. Les deux armées navales se heurtèrent dans un combat terrible, le 23 juin 1372. La flotte anglaise fut complètement détruite; pas un vaisseau ne s'échappa. Tous les Anglais qui ne furent pas tués en combattant ou noyés restèrent prisonniers des Castillans. Pembroke, Guichard d'Angle, Jean de Harpedenne, sénéchal de Saintonge, et beaucoup d'autres personnages de marque furent au nombre de ces derniers. Mis aux fers et emmenés en Espagne, ils y furent traités rigoureusement et n'obtinrent leur mise en liberté moyennant une forte rançon, que dans les premiers mois de l'année 1375. (Froissart, édit. S. Luce, t. VIII, p. xxiv et suiv., 36 et s., 165, 166.)

Le chroniqueur rapporte que tant qu'il fut prisonnier, les possessions de Guichard d'Angle furent respectées par Du Guesclin et ses compagnons d'armes. Ceux-ci, vainqueurs à Chizé et maîtres de Niort, se dirigeaient vers Château-Larcher, où se tenait Jeanne Payen de Montpipeau, dame de Pleumartin, femme de Guichard. Cette dame demanda au connétable un sauf-conduit pour aller trouver le

services que nostre amé Jehan de Saumur, bourgeois de nostre ville de Saint Jehan d'Angely, nous a fais ou temps passé, fait de jour en jour, et esperons qu'il face ou temps avenir, nous à ycellui Jehan avons donné et octroïé, par la teneur de ces presentes, donnons et octroions, de nostre certaine science et grace especial, tout les droiz que les [dessus] nommez prenoient et ont acoustumé de prendre ou minage et ville de Saint Jehan d'Engeli, avecques tous les droiz et proffiz appartenans et descendans du minage, de quelque valeur et estimacion qu'il soient, à tenir, avoir joir et possider hereditablement et perpetuellement par le dit Jehan de Saumur, ses hoirs et successeurs, et ceulx qui de lui auront cause. Si donnons en mandement à nostre seneschal de Xantonge et à tous nos autres justiciers et officiers, presens et avenir, et à leurs lieux tenans, si comme à eulx et à chascun d'eulx appartendra et pourra appartenir, que le dit Jehan mettent et facent tenir en possession et saisine du dit minage et appartenances, à nous appartenans et confisqueiez, comme dit est, et en ycelle possession et saisine le gardent et maintiennent, en faisant le dit Jehan joir et user paisiblement de nostre dit don. Mandons en oultre à tous noz officiers, justiciers et

duc de Berry à Poitiers ; il le lui accorda et dirigea son armée d'un autre côté. Le duc de Berry reçut très gracieusement la dame de Pleumartin et lui promit que, tant que son mari serait prisonnier en Espagne, elle demeurerait en paix dans son château, et qu'il ne serait point fait de guerre ni à elle ni à ses gens, ni sur ses terres, pourvu que de leur côté ils ne fissent aucun acte hostile. « Car, ajoute Froissart, quoique messires Guichars fust bons Engles, si n'estoit il point trop hays des François. » (*Id. ibid.*, t. VIII, p. 115, 116.) Guichard d'Angle montra bien qu'il entendait rester *bon Anglais*. Quand il eut recouvré la liberté, loin de faire sa soumission à Charles V, il alla s'établir en Angleterre, où Richard II, dont il avait été gouverneur, le combla de faveurs et le créa comte d'Huntington. Le 26 avril 1377, par lettres datées de Westminster, il eut commission d'aller traiter de la paix avec le roi de France. (Rymer, *Fœdera*, t. III, part. II, p. 1076.) Guichard vécut encore trois ans à la cour d'Angleterre. Il fit son testament à Londres le 25 mars et y mourut le 4 avril 1380. (Dugdale et Froissart, édit. Kervyn de Littenhove, t. IX, p. 240-241.)

subgiez que au dit Jehan obeissent et entendent, en exercent, prenant et cueillant le dit minage. Sauf toutevoies en autres choses le droit de mon dit seigneur, le nostre et l'autrui en toutes. Et que ce soit ferme chose et estable, nous avons fait mettre à ces lettres nostre seel. Donné en nostre ost devant Surgieres, l'an de grace mil ccc. LXXII, ou mois de septembre ¹.

Nos illam donationem et hereditagii concessionem per dictum fratrem nostrum dicto Johanni [factam], ratam et gratam habere vellemus; nosque ea propter notum facimus quod nos dictorum majoris, burgensium et habitancium supplicacioni favorabiliter annuentes, predictum Johannem de Salmurio in dicta donacione et concessione dicti minagii, de qua superius fit mencio, juxta doni et litterarum dicti fratris et locumtenentis nostri, de quorum originali liquebit, quas ratificamus, tenorem volumus remanere, ac eidem Johanni et suis heredibus illud minagium cum juri-

1. Benon ayant été pris d'assaut, le 15 septembre 1372, après un siège de trois jours, et Du Guesclin ayant vengé la mort de son écuyer favori tué la nuit précédente pendant son sommeil, en faisant mettre à mort tous les Anglais qu'il trouva dans la place, si l'on en croit le récit de Froissart, confirmé par celui de Cabaret d'Orville, la forteresse de Surgères fut attaquée dès le lendemain. L'armée était commandée par les ducs de Berry et de Bourgogne, mais le connétable en dirigeait réellement les opérations. Le siège les retint quatre jours sans désemparer; la ville se rendit seulement le dimanche 19 septembre. Ces dates absolument sûres nous sont fournies par l'*Itinéraire du duc de Bourgogne*, dressé à l'aide des comptes de son hôtel par M. Ernest Petit. (*Campagne de Philippe le Hardi*, p. 10.) Ainsi tombe l'assertion de Froissart que Du Guesclin trouva Surgères sans défenseurs; suivant lui, la garnison anglaise, redoutant le sort de Benon, aurait évacué la place avant l'arrivée des Français. (Edit. S. Luce, t. VIII, p. 88.) La date des lettres du duc de Berry données « en l'ost devant Surgères » doit donc être fixée entre le 16 et le 19 septembre 1372. D'après l'*Itinéraire* cité, Saint-Jean-d'Angély ne fit sa soumission que le lendemain de la prise de Surgères, c'est-à-dire le 20 septembre.

C'est pendant le siège de Surgères, la veille de la capitulation, que fut conclue entre le duc de Berry et les chevaliers poitevins enfermés à Thouars, la trêve par laquelle ces derniers s'engagèrent à faire leur soumission le 30 novembre suivant, s'ils n'étaient secourus par le roi d'Angleterre ou le prince de Galles. Il sera question de ce traité dans la note suivante.

bus universis ex ampliori gracia, ex nostris certa sciencia et auctoritate regia, damus et concedimus per presentes, per eundem tenendum, possidendum et exercendum perpetuum in hereditagium. Senescallo Xanctonensi moderno et futuro, vel ejus locumtenenti, mandamus quatinus supradictum Johannem de minagio ac juribus, pertinentiis, commodis et emolumentis ad illud pertinentibus, uti et gaudere, et ipsum in possessionem et saisinam illius minagii corporalem et realem instituat pacifice et defendat. Proviso tamen quod, in casu quo prefati rebelles ad nostram obedienciam venirent, volumus quod dictum minagium cum juribus suis universis ad eos reveniat. Quod ut firmum et stabile perseveret, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Nostro in aliis et alieno in omnibus jure salvo. Datum Parisius, in castro nostro de Lupera, decima die mense decembris anno Domini millesimo ccc. LXXII^o, et regni nostri nono.

DXXXI

Ratification des articles du traité conclu entre les ducs de Berry et de Bourgogne, le connétable Du Guesclin et le sire de Clisson, au nom du roi Charles V, d'une part, et plusieurs prélats et seigneurs de Poitou et de Saintonge, d'autre, pour la réduction et la soumission de ces deux provinces ¹. (JJ. 103, n° 361, fol. 174.)

15 décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, comme par l'accort

1. Ce document capital, négligé par les éditeurs du recueil des *Ordonnances des rois de France* (voy. ci-dessous p. 211, note), n'est autre que la confirmation du traité qui fut accordé aux trois états de Poitou et de Saintonge en conséquence de la reddition de Thouars, le 1^{er} décembre 1372, à Loudun. Le registre des comptes de l'hôtel du duc de Berry nous fournit la preuve que ce prince, maître de Poitiers (7 août), eut recours aux négociations pour obtenir la soumission des barons poitevins restés fidèles au parti anglais. Dès le 10 août, il dépêcha vers deux de leurs chais, le

iori gracia, ex nostris certa sciencia
nus et concedimus per presentes, per
ossidendum et exercendum perpe-
Senescallo Xanctonensi moderno et
nenti, mandamus quatinus supra-
minagio ac iuribus, pertinentiis,
ntis ad illud pertinentibus, uti et
ssessionem et saisinam illius mina-
m instituat pacifice et defendat.
casu quo prefati rebelles ad nos-
irent, volumus quod dictum mi-
universis ad eos reveniat. Quod ut
erret, nostrum presentibus litteris
Nostro in aliis et alieno in omni-
risius, in castro nostro de Lupera,
embris anno Domini millesimo
i nono.

DXXXI

aité conclu entre les ducs de Berry
ble Du Guesclin et le sire de Clis-
v, d'une part, et plusieurs prélats et
aintonge, d'autre, pour la réduction
ux provinces¹. (JJ. 103, n° 361, fol.

mbre 1372.

Dieu roy de France. Savoir
enir, que, comme par l'accort

é par les éditeurs du recueil des
voy. ci-dessous p. 211, note), n'est
té qui fut accordé aux trois états
conséquence de la reddition de
Loudun. Le registre des comptes
fournit la preuve que ce prince,
recours aux négociations pour
s poitevins restés fidèles au par-
a vers deux de leurs chefs, le

et traité naguerres fais par nostre très chier et très amé
frere, le duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitiers, de

vicomte de Châtelleraut et le sire de Parthenay, son écuyer et
échanson, Jean Adeuil, porteur de propositions de paix (KK 251,
fol. 90). Un instant ébranlés et découragés par la chute imprévue
de leur capitale, ceux-ci cependant refusèrent alors de traiter et
promirent aux lieutenants du prince de Galles de continuer la
résistance. Pendant que l'armée anglaise se concentrait dans Niort
et que les contingents gascons, sous la conduite du capitaine de Buch,
se retiraient à Saint-Jean-d'Angély, pour se tenir prêts à toute
éventualité, les Poitevins s'enfermaient dans Thouars. Les seigneurs
de France vinrent les assiéger. Le récit de Froissart, dont la chro-
nologie est si confuse, ne permet pas de déterminer le jour exact
où les Français se présentèrent sous les murs de la ville. Suivant
lui, les opérations commencèrent quatre jours après la reddition de
Fontenay-le-Comte qui eut lieu en réalité le 10 octobre, mais qu'il
avance de plus d'un mois. Les assiégeants se contentèrent de bloquer
la place, trop forte et trop bien défendue pour être prise d'assaut,
et après quinze jours de pourparlers, les assiégés se décidèrent à
accepter une trêve qui devait durer jusqu'au jour de saint Michel,
29 septembre. (Edit. Luce, t. VIII, page LI, 89-98.)

La vérité en ce qui concerne cette trêve est toute différente. Elle
ne fut point signée à Thouars, mais à Surgères, pendant le siège de
cette dernière ville (ci-dessus, page 175, note), et elle ne devait expirer
que le 30 novembre, jour de saint André. Cette date donnée par les
Grandes Chroniques (t. VI, p. 336), est confirmée par un passage du
traité que nous publions ici (ci-dessous, p. 187). D'ailleurs le texte de
la convention de Surgères subsiste ; il est conservé dans un re-
gistre de la Chambre des comptes d'Anjou (Archives nat. P. 1334¹,
fol. 23 ; voy. aussi Bibl. nat., ms. fr. 20684, p. 138), et il vient d'être
publié par M. Siméon Luce (édit. de Froissart, t. VIII, appen-
dice, pièce I, p. CLV). La trêve fut conclue le samedi 18 septembre,
veille de la capitulation de Surgères, entre le duc de Berry, comte
de Poitou, lieutenant du roi, d'une part, les évêques de Maillezois et
de Luçon et plusieurs seigneurs, stipulant au nom des habitants du
Poitou, sujets du roi d'Angleterre, d'autre part. L'article prin-
cipal de cette convention portait que si, le 30 novembre suivant,
Edouard III ou le prince de Galles ne se trouvaient pas devant
Thouars avec des forces capables d'obliger les Français à lever le
siège, les signataires du traité, leurs sujets et alliés feraient leur
soumission dès le lendemain et rentreraient en l'obéissance du roi
de France. Les événements avaient marché depuis le 10 août. Bien
des villes de Poitou et de Saintonge, la Rochelle en tête (8 septem-
bre), avaient ouvert leurs portes aux armées françaises ; Jean de
Grailly, capitaine de Buch, et Thomas de Percy, sénéchal anglais de
Poitou, avaient été faits prisonniers à l'affaire de Soubise (23 août) ;
Du Guesclin, Clisson, les ducs de Bourgogne et de Bourbon mar-
chaient de succès en succès. La cause anglaise était donc fort com-
promise. La convention de Surgères lui enlevait encore une bonne
partie de ses meilleures soutiens, les chevaliers poitevins, réduits
ainsi à l'inaction dans Thouars pendant deux mois et demi.

Libre de ce côté, le duc de Berry employa le temps qu'il avait
devant lui à reconquérir une à une les villes et places fortes de

Xaintonge et d'Angolesme, nostre lieutenant ès dis pais, et nostre très chier et très amé frere, le duc de Bourgogne,

Poitou et de Saintonge qui étaient encore au pouvoir des Anglais. Le duc de Bourgogne, qui était venu le rejoindre à Poitiers, le 28 août, le duc de Bourbon, Du Guesclin et Clisson lui prêtèrent un concours efficace dans cette campagne, dont chaque jour fut marqué par une victoire, et qui fit rentrer successivement en l'obéissance de Charles V, plus des trois quarts du pays. De son côté, Edouard III ne perdait pas son temps. Il avait levé une armée considérable, destinée d'abord à débloquer la Rochelle, à laquelle se joignirent les troupes déjà préparées par le duc de Lancastre, et avec laquelle il s'embarqua lui-même à destination du Poitou. Froissart estime les forces anglaises réunies en cette circonstance, à 400 vaisseaux, 4000 hommes d'armes et 10000 archers. (Edit. Luce, t. VIII, p. 94.) Repoussée par des vents contraires, cette flotte ne put gagner les côtes et fut obligée de rentrer dans les ports anglais. Thomas de Felton, d'autre part, avait convoqué à Bordeaux la chevalerie de Gascogne et vint à Niort renforcer le petit corps d'armée anglaise, commandé par Jean Devereux, le sire d'Agorisses, Jean Cressewell, etc. Réunis, ils formaient plus de 1200 lances; mais ils étaient incapables d'arrêter les progrès de Du Guesclin et même de porter un secours efficace à ceux de Thouars, bien qu'ils leur aient offert de combiner une sortie et une double attaque contre l'armée française.

Quand le 30 novembre arriva, les Français, fidèles au rendez-vous, vinrent camper devant Thouars de tous les points de la province et des provinces voisines. Cette armée était imposante, et toute résistance était réellement impossible. Aux ducs de Berry, de Bourgogne et de Bourbon, aux troupes commandées par Du Guesclin et Clisson, s'étaient joints le duc de Lorraine, les comtes d'Alençon, du Perche, et beaucoup d'autres. Froissart porte toutes ces forces réunies à 15,000 hommes d'armes et 30,000 fantassins. (*Id.* p. 97, 311.) Ce chiffre est évidemment exagéré, comme c'est la coutume du chroniqueur, quand il s'agit de l'armée française; mais ne fût-elle que de la moitié ou même du tiers, c'était plus qu'il ne fallait pour rendre vains les efforts des Poitevins unis aux Anglais et aux Gascons. Cependant les barons enfermés dans Thouars hésitaient encore; ils étaient partagés en deux camps, l'un se prononçant pour la capitulation, l'autre persistant dans les idées de résistance. Toutefois le parti de la soumission prévalut. Le mercredi matin 1^{er} décembre, l'armée française était encore aux champs devant Thouars. Le soir, la place était en son pouvoir. Des lettres hâtives annonçant cette heureuse nouvelle furent aussitôt adressées au roi. (E. Petit, *Campagne de Philippe le Hardi en Poitou et en Saintonge*, p. 18.) La campagne était terminée; les ducs et les principaux chefs de l'armée se dirigèrent vers Paris par divers chemins, et ils y étaient tous arrivés, comme on le voit par la date de ce traité, avant le 15 décembre. Le duc de Berry était allé d'abord à Bourges, où il était le 8. (Voy. son itinéraire en tête de ce volume.) Le duc de Bourgogne arriva à Paris le 11; ce jour-là, Du Guesclin, qui l'y avait précédé, revint au-devant de lui à Bourg-la-Reine avec plusieurs chevaliers et écuyers, et tous arrivèrent le soir à Paris « en cour devers le roi. » (E. Petit, *op. cit.*, p. 19.) A ce

nostre amé et feal connestable, Bertran du Guesclin, duc de Mouline, et nostre amé et feal cousin, le sire de Cliçon, avec plusieurs prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres des dis païs de Poitou et de Xantonge, pour eulx, pour leurs alliés, subgés et leurs terres, les quelz prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs et dames, et autres dessus dis par les dis traitié et accort sont retournés et venus de nouvel en nostre obeissance et subjection, et soubz ycelles ont mis et rendus leurs villes, chasteaux, forteresces, leurs subgiés et leurs terres, et veulent et ont promis et accordé demourer à tousjours mais, nos diz freres, connestable et sire de Cliçon leur aient accordé et octroié, pour nous et en nostre nom, plusieurs pions et articles ci après contenus et declarés; nous, considerans le très grant et bonne affection et volenté que yceulx prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs et autres dessus diz nous ont en ce monsté et monstrent, et aussi en ratiffiant, approvant et confermant les dis accort et traitié fais avec eulx par nos diz freres, connestable et sire de Cliçon dessus dis, yceulx pions et articles avons, de nostre certaine science, auctorité et puis-

témoignage on peut joindre celui du greffier du Parlement de Paris: « Samedi XI décembre 1372. Ce jour retournèrent de la conquête du Poitou, Xantonge et Angoloisme et la Rochelle, et entrèrent à Paris noz seigneurs les dux de Berry, Bourgoigne et Bourbon, et plusieurs autres barons et seigneurs en leur compagnie, et aussi le connestable de France. Et lors Pieret d'Auvillier, escuier, amena le capital de Buch, messire Guillaume (sic) de Percy et le sire de Mareuil, et autres prisonniers gascoins et anglois. Le dit Pieret avoit pris en bataille le dit capital, etc. — Dimanche XII. Ce jour le duc de Berry fist hommage au roi de la conté de Poitiers, et le sire de Partenay et autres barons du Poitou firent serment de feauté au roi, et par especial d'estre contre le roy d'Angleterre et ses enfans, etc., au Louvre à Paris. » (Arch. nat., X¹ 1470, fol. 6.)

L'itinéraire du duc de Berry montre que ce prince retourna à Bourges dans les premiers jours de janvier et que, sauf quelques pointes en Auvergne, il séjourna en Berry les mois de janvier, février et mars; il ne revint à Poitiers que dans la première moitié d'avril et resta en Poitou jusqu'à la fin de l'année 1373.

Au 1^{er} décembre 1372, les Anglais occupaient encore en Poitou huit places fortes au moins : Niort, Chizé, Mortagne, la Roche-sur-Yon, Lusignan, Gençay, Mortemer et Château-Larcher.

sance royal, accordés et octroïés aus dis prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres dessus diz, pour eulx, leurs subgiés, adherens, alliez et leurs terres, et les habitans des diz pays, et, par la teneur de ces presentes, les leurs accordons et octroions, en la fourme et maniere qui s'ensuivent :

1. C'est assavoir que les dis prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres dessus diz des dis païs de Poitou et de Xantonge ¹, qui sont venus et retournés en nostre obeissance, comme dit est, et leurs hoirs et successeurs ou aians cause d'eulz, leurs villes, chasteaus, forteresces, terres, pays et subgés seront et demouront doresenavant et perpetuellement annexés, unis et adjoints à nous, à la couronne de France, ou à nostre dit frere, le duc de Berry, conte des dites contés, ou à ses enfans, sans ce que par nous ou eulx, ou les successeurs de nous ou d'eulz, il puissent estre mis, bailliés, alienés ou transportés en autres mains ou en autres obeissance ou subjection de quelconques autres personnes, quelles que elles soient, pour quelconques causes ou occasion, ne en quelconque maniere que ce soit.

2. Item, et pour ce [que] ou temps de la guerre qui a esté et encores est entre nous et nostre adversaire d'Angleterre, par les dessus dis prelas, barons, seigneurs, dames et autres dessus diz et leurs subgiez et alliez, et habitans des diz pays, les quelz ont tenu le parti de nostre dit adversaire

1. On peut connaître les noms des principaux seigneurs poitevins et saintongeais qui signèrent le traité du 1^{er} décembre, en se reportant à la convention de Surgères, en tête de laquelle un certain nombre sont désignés nominativement. Ce sont les évêques de Maillezais et de Luçon, la vicomtesse de Thouars, le sire de Parthenay, le vicomte de Châtellerault, Miles de Thouars, seigneur de Pouzauges, Renaud de Vivonne, Jacques de Surgères, Guy, seigneur d'Argenton, Renaud de Thouars, Guy de la Forêt, Aimery d'Argenton, le sire d'Aubeterre, Hugues de Vivonne, Aimery de La Roche, André Bonnaut, Perceval de Cologne, Lestrange de Saint-Gelais, Jean de Machecoul, Guillaume d'Appelvoisin, le sire de Nieul (Maurice de Volvire), etc. (S. Luce, édit. Froissart, t. VIII, appendice, p. CLV.)

ès païs dessus dis, pour ce que par le traité pieça fait entre feu nostre très chier seigneur et pere, que Dieu absoille, et le roy d'Angleterre, les païs dessus diz avoient esté bailliés et delivrés au dit roy d'Angleterre et estoient les dessus dis devenus ses hommes et subgiez, ou du prince de Gales son filz, au quel il avoit donné les diz païs, pevent avoir esté par le fait de la dicte guerre ou autrement, ou temps passé, commis pluseurs desobeissances et rebellions, et pluseurs crimes en pluseurs manieres envers nous ; nous, pour consideracion des choses dessus dictes, avons aus dessus diz prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres dessus diz, et à tous leurs subgiez, alliez et adhe-rens, et habitans du dit pays, qui sont retournés et venus en nostre dicte obeissance et subjection, comme dit est, et chascun d'eulz, quittié, remis et pardonné, et, par la teneur de ces presentes, de nostre plaine puissance et auctorité royal, de nostre certaine science et de grace especial, leur quittons, remettons et pardonnons toutes les dictes rebel-lions et desobeissances, se aucunes en ont faites, et tous les crimes, delis, excès et malefices par eulz ou aucuns d'eulz, s'aucuns en ont commis et perpetrés, durant la guerre dessus dicte ou autrement, en quelque maniere que ce soit, avec toute peine, amende et offense corporele, criminele et civile que il pevent avoir encouru envers nous ou nostre dit frere, conte des dis païs, pour cause des crimes, delis, excès et malefices dessus dis, se aucuns en ont commis, pour le fait de la dite guerre ou autrement, comme dit est, soient crime de lese majesté, murtres, ravisemens et vio-lemens de femmes, sacrileges, larrecins, pilleries, roberies, arsins, rançonemens ou autres quelconques, comment que il soient nommés, jà soit ce que il ne soient mie declarés, spécifiés ou exprimés en ces presentes ; et les res-tituons et chascun d'eulz à leurs bonnes renommées, leurs pays et à leurs biens, non obstans quelconques dons que nous ou noz lieux tenans en aions fais. Et sur ce impo-

sons silence perpetuel à tous noz justiciers, procureurs, officiers et à tous autres, et voulons que il en demeurent quittes, delivrés et paisibles envers nous, nostre dit frere le duc de Berry, conte des dites contés, et à tous autres qui aucune chose leur en vouroient ou pourroient demander, sans ce que il en puissent jamais estre approchiés, inquietés, molestés et empeschiés en aucune maniere.

3. Item, voulons et leur octroions que toutes les villes, chasteaux, forteresses et autres possessions, heritages, terres et biens immeubles, quelz que il soient, estans en nostre royaume et en nostre pooir et de nos subgiez et alliés, ou d'aucuns d'eulx, qui jadis furent aus dis prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres dessus diz, de leurs subgiez, alliés et habitans des dis pays, et de leurs predecesseurs ou d'aucun d'eulx, qui pour l'occasion et soubz l'ombre de la dite guerre ont esté données ou transportées par nous, noz dis freres, nos lieux tenans, nostre dit connestable, nos mareschaus ou autres quelconques, pour quelconque cause et par quelques personnes que elles soient empeschiées, soient et seront mises au delivre aus prelas, barons, seigneurs, dames et autres dessus diz, et alliés et subgiez, et à chacun d'eulx, pour tant comme il lui puet touchier, et leur seront bailliées, rendues et restituées en telle maniere que il en puissent joir et ycelles possider et exploitier à plain et au delivre, si comme eulx et leurs predecesseurs en ont acoustumé à joir et qu'il en jouissoient paravant les dis empeschemens, en ostant yceulx empeschemens mis par quelque personne et pour quelconque cause que ce soit; parmi ce toutevois que pareillement toutes les villes, chasteaus et autres terres, possessions, heritages et biens quelconques immeubles, quelz que il soient, appartenans ou [qui] jadis furent à aucuns prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames, nobles, bourgeois ou autres noz subgiez, qui ont tenu nostre parti, ou de leurs predecesseurs, ou d'aucuns d'eulx, estans et seans

ès dis païs de Poitou et Xantonge et ou pays de Guienne, au pooir de nostre dit adversaire ou de son dit filz, qui par eulx ou leurs enfans, ou lieux tenans, connestable, mareschaux ou officiers quelconques, ou par quelconques autres esté donnés ou transportés, pour occasion et soubz umbre de la dicte guerre, à quelconque personne et pour quelconque cause que ce soit, aus dis prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres habitans dez païs dessus diz, à leurs alliés ou subgiés, ou à aucuns d'eulz seront rendus, restitués et delivrez à noz dis subgiés, à qui ycelles villes, forteresses, terres, possessions, heritages et biens immeubles furent et appartindrent, ou à leurs predecesseurs, comme dit est, et leur en seront les dis empeschemens mis par quelque personne ou pour quelconque cause que ce soit, osté, et pour en joir et exploitier à plain et au delivre, en la maniere que eulx et leurs predecesseurs en jouissoient et usoient avant les empeschemens dessus dis.

4. Item, se aucuns des parens des dis prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis, ou de leurs subgiés et alliés sont alés de vie à trespassement durs les dictes guerres ou paravant, les biens des quelz trespassez assis ou aseans en nostre royaume ou ailleurs, en nostre pooir ou de nostre dit frere, le duc de Berry, appartenans aus dis prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis, ou leurs subgiés ou alliés, à aucuns d'eulx par la succession des dis defuns, ou autrement, les quelz biens ont ou pooient avoir esté donnés par nous ou par noz diz freres, connestable et sire de Cliçon, comme nostre lieu tenant, ou aucun d'eulx, ou par autres, ou autrement empeschiés, en telle maniere que yceulx prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis, leurs subgiés et alliés, ou aucuns d'eulz, n'en pevent ou ont peu joir, les diz empeschemens, quant en nous est ou à nous puet appartenir, et quant à ceulx qui ont cause de

nous, de nos dis freres, connestable, sire de Cliçon ou de noz lieux tenans ou officiers quelconques, leurs seront ostés realment et de fait, et les dis biens delivrés par telle maniere que les dis prelas, gens d'église, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis, et leurs dis subgiez et alliés, et chascun d'eulx, pour tant comme illi puet touchier et appartenir, en porront joir yceulx et possider et exploitier delivreement, par telle maniere que les dis trespassés en joissoient ou devoient joir, ou temps de leur trespassement et par avant. Et aussi samblablement sera fait, de leur costé, des biens des parans d'aucuns de nos subgiés, adherens et alliés, qui par nostre dit adversaire d'Angleterre, ses enfans, lieutenans ou officiers quelconques, auroient esté donnés aus prelas, gens d'église, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis, ou à leurs subgiez et alliés, ou à aucuns d'eulz, comme dessus est dit.

5. Item, voulons et leur avons octroïé et octroions par ces presentes que tous les dons et octrois des imposicions, guies ou tailles fais aus dis prelas, barons, seigneurs, dames et autres dessus nommés, ou aucuns d'eulx par nostre dit adversaire d'Angleterre, ses dis enfans ou lieux tenans, ou aucuns d'eulx, pour les reparacions, gardes ou fortificacions de leurs chasteaus ou forterescées, vaudront, tendront et auront leur plain effect par le temps et jusques en la fin du terme de l'octroy ou don de nostre dit adversaire, ses enfans ou lieusténans, se il ne passent oultre cinq ans avenir, ou quel cas il vaudront et tendront, et les auront jusques au dit terme de cinq ans prochains avenir, à compter de la date de ces presentes, et ans dedens, se à mains de temps furent octroïées.

6. Item, voulons et avons octroïé et octroions aus dis prelas, gens d'église, barons, seigneurs et dames et autres dessus dis et leurs subgiez et alliés, que il seront et sont quittes et delivrés de tous les fruis et levées que il ont eus, levez et receus ou temps passé des terres, possessions, heri-

tages et choses à eulx données, comme dit est, sans ce que aucun leur en puisse riens demander.

7. Item, et ne seront les dis prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis, leurs subgiés et alliés, ou aucuns d'eulx, tenus ne contrains à delaissier ou delivrer les terres et choses qu'il ont et tiennent pour cause des dons dessus dis, en quelque pays, pooir ou jurisdiction qu'il soient, jusques à tant que il aient leurs chastiaux, villes et autres biens seans et estans en nostre pooir et jurisdiction, ou au pooir de nostre dit frere de Berry ou de nos subgiés et alliez, et se aucun empeschement leur estoit mis, que il leur soit osté et mis au delivre.

8. Item, et que se aucuns dons et octrois ont esté fais par nous, par nos dis freres, connestable, lieutenans ou mareschaus, ou l'un d'eulx, ou autres, d'aucuns des biens des dis prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis, de leurs subgiés et alliés, ou se il ont esté pris et mis en nostre main, pour cause de la dicte rebellion ou autrement, depuis la trieve ou soufrance qui par nos dis freres, connestable et sire de Cliçon, comme nostre lieutenant, ou aucuns d'eulx, fu accordée et donnée à Lodun ¹ ou ailleurs, nous voulons et leur octroions que il

1. Dans un acte du mois de février 1376 n. s., on trouve une addition importante à ce passage : « Depuis la trieve ou souffrance qui par noz diz freres, connestable et sire de Cliçon, comme nostre lieutenant, ou aucun d'eulx fu accordé ou donné à Lodun, le ix^e jour de juillet dernier passé... » Cette trêve qui n'est mentionnée nulle part ailleurs, et sur laquelle nous ne pouvons fournir aucun détail, aurait donc été conclue après la reprise de Moncontour par Du Guesclin et Clisson. Le lendemain 10 juillet, le connétable était à Chinon, d'où il data la donation faite à Alain Saisy des château, ville et chatellenie de Mortemart, confisqués sur Aimery de Rochechouart, à cause de sa rébellion (JJ. 103, fol. 77, n° 141). Quelques jours après, il alla opérer sa jonction avec le duc de Berry et mettre le siège devant Sainte-Sévère (arr. de La Châtre, sur l'Indre), qui eut lieu certainement dans la seconde quinzaine de juillet.

Cette date du 9 juillet offre par conséquent un point de repère important pour les opérations du connétable. Elle nous est fournie par des lettres d'abolition données à Paris en faveur d'un chevalier nommé Guillaume Gardras, seigneur de Libeau en Saintonge, qui avait tenu le parti anglais. Charles v déclare qu'il

soient nulz et de nul effect, et que les possidens d'iceulz seront contrains par nous ou nostre dit frere, le duc de Berry, conte des dis païs, ou nos officiers, à yceulx biens bailler et delivrer à ceulx à qui il appartenoient ou temps et par avant les dis dons, afin que des dis biens donnés il puissent joir à plain et au delivre; et seront ceulx qui aucune chose en ont pris ou levé contrains à leur rendre et restituer.

9. Item, et se il avenoit que guerre fust meue ès dis pays de Poitou et de Xantonge par nostre dit adversaire, ses enfans ou aucuns de leurs païs, ou d'autres leurs subgiez et alliés qui, ou nom d'eulx, porroient faire guerre aus dis prelas, gens d'église, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis, leurs subgiés et alliés, ou aucuns d'eulx, nous et nostre dit frere de Berry les garderons et defendrons, si comme nous ferons et sommes tenus de garder et defendre nos autres subgiez.

10. Item, et se il avenoit que les dis prelas, gens d'église, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis perdissent pour la dicte guerre aucuns de leurs chastiaus, villes, forterescs, terre ou pays, nous et nostre dit frere de Berry les ayderons, si comme nous ferions nos autres subgiez.

11. Item, voulons et octroions que les dis prelas, gens d'église, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis et leurs subgiez et alliés soient et demeurent quittes, deschargiés et delivrés, eulx et leurs hoirs et successeurs, et tous autres dont il seroient tenus de prendre la defense de leurs biens, de toutes tailles, impositions, prinses de blez, de vins, bestes et autres choses, d'abus de justice fais par eulx, ou aucuns d'eulx, en leurs terres et pooir, et sur leurs subgiés ou alliés, en quelque païs et en quelque

entend que ce personnage jouisse du bénéfice du traité de réduction du Poitou et de la Saintonge, et il vise particulièrement les articles 2, 3 et 8, dont il reproduit intégralement le texte (JJ. 108, fol. 97, n° 160).

temps, et contre quelconque personne que ce soit, sans ce que l'en leur puisse jamais riens demander pour le temps passé jusques au jour de la saint Andrieu darreniere passée ¹.

12. Item, et leur avons octroïé et octroions que, [se] depuis les accors et convenances faites entre feu nostre très chier seigneur et pere, que Dieux absoille, et nostre dit adversaire, ses enfans, alliés et subgiez, aucuns procès avoient esté fait en la court de nostre parlement ou en autres de nos cours, ou de nos freres dessus dis, par nous ou aucuns de nos subgiez, ou de nos dis freres ou de noz (*sic*) contre les prelas, gens d'église, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis, ou contre leurs alliés et subgiez ou les predecesseurs d'eulz ou d'aucuns d'eulx, ou sur leurs biens, yceulx procès et tout ce qui s'en est ensuy et pourroit ensuir, jusques au jour de la date de ces presentes, seront mis et les mettons au neant, et ne voulons yceulx estre d'aucun effect, mais voulons et octroions que les dessus dis prelas et gens d'église, barons, seigneurs, dames et autres, et leur subgiez et alliés, soient receus à leurs raisons et defenses et soient en tel estat comme il estoient et devoient estre au temps des dis accors et paravant.

13. Item, et voulons, accordons et octroions aus dis prelas, gens d'église, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis, et à leurs alliés et subgiez, que eulx et tous leurs païs soient doresenavant tenus en leurs usages, franchises, libertés et coustumes anciennes, telles comme le roy saint Loys, jadis roy de France, et le conte Alphons, jadis conte de Poitou, tindrent et avoient accoustumé à tenir leurs predecesseurs, et leurs dis pays et subgiez, sans ce que chose qui ait esté ou soit faite au contraire par nous, nostre

1. Le 30 novembre, terme fixé à la trêve conclue à Surgères le 18 septembre précédent, à laquelle il est fait allusion en cet endroit et deux pages plus loin. (Voir la note en tête de ces lettres de confirmation, p. 177.)

dit frere de Berry, ou nos predecesseurs, ou par autres, ou chose qui s'en soit ensuie depuis le dit temps, leur face ou porte prejudice, ou que nous ou nos officiers, nous en puissions aydier, ores ne ou temps avenir.

14. Item, et avec [ce] voulons et avons octroié et octroions aus prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis, et leurs alliés et subgiez que, se eulx ou aucuns d'eulx, pour leurs fais ou de leurs predecesseurs, estoient ou sont tenus et obligiés en aucunes restes de deniers ou autres choses envers nous, ou nostre dit frere de Berry, ou en la chambre de nos comptes, ou de nostre dit frere, ou envers aucuns nos officiers qui à present sont ou ont esté, de nostre temps et de nostre dit frere, ou de nos predecesseurs, à cause des dis offices, par quelque cause que ce soit, que ceulx qui obligiez ou tenus en seroient, en soient et demeurent quictes et en paix, et leurs pleges, s'aucuns en y a, et les en tenrons et ferons tenir quittes envers tous ceulx qui aucune chose leur en porroient demander.

15. Item, et voulons et avons octroié et octroions aus prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres dessus [dis], que eulx et chascun d'eulz soient et demeurent franchement et delivreement, sans nul empeschement ou contradicion aucune, en saisines et possessions de choses et drois que il tiennent à present, et que eulx et leurs predecesseurs ont acoustumé à tenir ou temps passé, c'est assavoir à cause de leur ancien heritage, que il tiennent paisiblement, et de ce que il porront monstrier à ceste cause à eulz appartenir, et voulons et leur octroions que il en joissent paisiblement et sans empeschement aucun.

16. Item, et leur avons accordé et octroié, si comme ont fait nos dis freres, connestable et cousin, que les damages qui leur ont esté fais depuis et contre la soufrance qui leur fu octroïée jusques à la saint Andrieu passée, leur seront amendés et que il seront desdommagiés de tout ce qui leur

a esté pris contre la dicte soufrance, dont il porront ensaignier souffisanment, à ce contraindrons ou ferons contraindre tous ceulx qu'il appartendra.

17. Item, et aus prelas, gens d'eglise, barons, seigneurs, dames et autres dessus dis, et leurs alliés et subgiés, et tous les habitans des pais de Poitou et de Xantonge dessus dis, les quelz sont par le dit traité de leur bonne volenté venus et retournés en nostre obeissance et subjection, avons de bon cuer et de bonne volenté, quittié, remis et pardonné, et leur quittons, remettons et pardonnons toute hayne, ire, malivolence, courous et rancune, s'aucunes avons eu ou que nous poons avoir eu contre eulx ou aucuns d'eulx, pour cause de la rebellion ou desobeissance, s'aucunes en ont faites à nous ou à noz gens et officiers, en tenant aussi le parti de nostre adversaire, et pour quelque autre cause que ce soit, et les avons et recevons en nostre benivolence et en nostre bonne grace.

18. Item, et toutes les choses dessus dictes et chascune d'icelles, si comme elles sont contenues et devisées, nous promettons à tenir et accomplir en bonne foy et en parole de roy, et à ycelles faire tenir et accomplir par nos dis freres, connestable et sire de Cliçon, et par tous autres à qui il appartendra, sans venir ou faire ou souffrir [estre fait] encontre par nous ne par autre, en quelque maniere que ce soit.

Si donnons en mandement et estroitement enjoignons à nos amés et feaulx gens tenant nostre present parlement et qui tendront nos parlemens à venir, aus seneschaus de Poitou et de Xantonge, et à tous nos justiciers et officiers, et les justiciers de nostre royaume, ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que les choses dessus dictes il tiengnent et gardent et accomplissent, et facent par tous ceulx à qui il appartendra, garder, enteriner et accomplir, sans faire ou souffrir par aucuns estre fait le contraire, et les prelas, gens d'eglise, barons,

seigneurs, dames et autres dessus dis, et leurs alliés et subgiez, et les habitans des dis pays et chascun d'eulz, facent et laissent joir et user paisiblement de tous nos oc-trois et graces dessus dictes et de chascunes d'icelles, en rappelant et faisant rappeler et remettre au premier es-tat et deu tout ce que il trouveront estre fait contre les choses dessus dictes, ou aucunes d'icelles, et contre la te-neur de ces presentes, en contraignant à ce viguerouse-ment et deuement tous ceulx qu'il appartendra et qui à ce feront à contraindre. Et pour que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Ce fu fait et donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, le xv^e jour de decembre l'an de grace mil ccc. lxxii, et le neufviesme de nostre regne¹.

Par le roy, en son conseil. G. de Montagu².

DXXXII

Confirmation du traité conclu entre le duc de Berry et le connéta-ble Du Guesclin, d'une part, et Louis d'Harcourt, vicomte de Châtellerault, d'autre, pour régler les conditions de la rentrée de ce dernier en l'obéissance du roi de France. (JJ. 403, n° 365, fol. 176 v°.)

15 décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir fai-sons à tous, presens et avenir, que nous avons veu lettres dont la teneur s'ensuit :

1. Voy. ci-dessous, p. 211, la note relative à l'omission du texte de ce traité par les éditeurs des *Ordonnances des rois de France*.

2. A la suite de ce traité on lit sur le registre : « *Item similis carta pro domino de Pertiniaco* ». Il y eut un traité spécial conclu le 1^{er} décembre entre Louis d'Harcourt, vicomte de Châtellerault, le duc de Berry et Du Guesclin, agissant au nom du roi. C'est l'acte qui suit immédiatement, confirmé le 15 décembre par Charles v. Il n'en fut point de même sans doute pour le sire de Parthenay, la mention de la chancellerie que nous notons paraissant indiquer qu'une expédition du traité général fut faite en son nom personnel.

A tous ceulx qui verront et oïront ces presentes lettres, Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitiers, d'Angolemois, de Xantonge et de Masconnois, et lieutenant de monseigneur le roy ès dis pais et ressors d'yceulz, et en pluseurs autres parties de son royaume, et Bertran du Guesclin, duc de Moline et connestable du roy de France, nostre seigneur, salut. Savoir faisons que ce sont les accors et convenances fais entre nous par les noms et titres declairiés, d'une part, et messire Loys de Harecourt, viconte de Chastelleraut¹, d'autre.

1. Le viconte de Châtelleraut étant resté fidèle aux Anglais après la déclaration de guerre, Charles V déclara ses biens confisqués, et fit don entre autres des terres de Mazères (Mezières-en-Brenne) et de l'Île-Savary, dont il est question dans cet acte, à Jean viconte d'Harcourt, son neveu, par lettres de novembre 1369 (ci-dessus, n° CCCCLXXXI, p. 18). Le prince de Galles, de son côté, ayant saisi les biens situés dans sa principauté appartenant à des serviteurs du roi de France, avait gratifié le viconte d'une partie des possessions d'Alais de Brisay en Poitou (vol. précédent, p. 409), et sans doute des terres de la duchesse d'Athènes, comme nous le verrons tout à l'heure. Châtelleraut fut, parmi les villes importantes du Poitou, l'une des premières qui tomba au pouvoir des Français. Un matin, Jean de Kerlouët, Guillaume des Bordes et Louis de Saint-Julien s'en emparèrent par escalade. Pris à l'improviste et réveillé en sursaut, Louis d'Harcourt n'eut que le temps de se sauver en chemise sur le pont de la ville, que ses gens avaient fortifié et dont il resta maître pour le moment. (Froissart, édit. S. Luce, t. VII, p. xc, 242 et 398.) Différents passages du registre de comptes du duc de Berry fournissent la preuve que la prise de Châtelleraut eut lieu dans les premiers jours de juillet 1370, et que ce prince, de concert avec les capitaines qui avaient exécuté ce hardi coup de main, ne négligea pas les travaux nécessaires pour mettre la place en état de résister à une attaque probable. Le 8 juillet, le duc, alors à Bourges, reçut la nouvelle du succès de Kerlouët par un héraut du Baudran de la Heuse. « A Roger Piquet, héraut du Baudrin de Leuse, qui a porté lettres à mon dit seigneur, faisant mencion que noz gens avoient pris Chastelleraut que les ennemis tenoient, pour don dud. seigneur fait ou dit Rogier, pour une fois tant seulement... le viii^e jour du dit mois, x livres tournois » (KK. 251, fol. 26). Le même jour, le duc expédia à Châtelleraut le roi des hérauts de Berry porter des félicitations et des ordres aux vainqueurs, et le 23 juillet, il y renvoya un courrier qui lui avait apporté à Nonette des lettres de la part de Louis de Saint-Julien, avec un message pour Jean d'Armagnac, à Châtelleraut, dont il devait attendre la réponse (*id.*, fol. 38 v°). Le 30 septembre suivant, Jean de La Haye, *maître de la mine* de Charles V, chargé d'une mission du roi pour Châtelleraut, passa à Mehun-sur-Yèvre et à Bourges pour prendre les ordres du duc de Berry, et

C'est assavoir que, pour cause de plusieurs et grans domages que le dit viconte avoit euz et soustenus par les gens de nostre part à la prise de ses chasteaus de Mazeres, de l'Ile Savary et autres fors qu'il pooit avoir en pays de Touraine, les quelz furent pris avant ces guerres commenciées ou autrement, et aussi pour faire vuider certains capitaines que le dit viconte a en ses fors de Guienne, nous avons donné et octroié au dit viconte dix mil frans d'or de bon et loyal pois, une fois à paier, c'est assavoir que, si tost qu'il entrera en l'obeissance du dit nostre sire le roy et de nous et en y entrant cinq mille, et les autres cinq mille dedens la feste de Pasques prochaine venant¹. Et aussi li

le 24 octobre, à son retour, il revint auprès du duc lui rendre compte de ce qui avait été fait (*id. ibid.*, fol. 28).

Nous avons vu qu'à la fin de mars ou au commencement d'avril 1371, le viconte de Châtellerault perdit encore une de ses forteresses du Poitou, le Puymillieroux, enlevé par Louis de Maillé (ci-dessus, n° DVIII, p. 97). Louis d'Harcourt n'en demeura pas moins fidèle au prince de Galles jusqu'à la capitulation de Thouars. Les lettres publiées ici donnent les conditions de sa soumission à Charles V. Il devint dès lors conseiller du duc de Berry aux gages de cinq francs d'or par jour (compte de 1373, KK. 251, fol. 120 v°).

1. Le second paiement de 5000 livres, qui devait être effectué à Pâques 1373, ne le fut que deux ans plus tard. En effet, un accord passé, le 11 mars 1374 n. s., entre Jean, comte de Poitou, d'une part, et Jeanne d'Eu, comtesse d'Etampes, duchesse d'Athènes, autorisée de Louis, comte d'Etampes et d'Eu, son second mari, d'autre part, stipule ce qui suit : ladite dame s'engage à payer au viconte de Châtellerault 5000 francs d'or, complément des 10000 fr. qui lui avaient été promis par le duc de Berry et par Du Guesclin, pour prix de son retour à l'obéissance du roi de France. Jean de Besdon, écuyer, fondé de pouvoirs de Louis d'Harcourt, prend de son côté l'engagement de bailler et délivrer à Jeanne d'Eu tous les châteaux, forteresses, terres, revenus qui appartenaient à ladite dame en Poitou et que le viconte de Châtellerault a tenus, tient ou fait tenir. Une donation du prince de Galles peut seule expliquer cette possession. La comtesse d'Etampes promet en outre de ne point instituer dans lesdits châteaux de capitaines qui ne seraient du pays de Poitou ou de France, et de leur faire prêter serment à elle, ou au duc de Berry. Elle prend encore d'autres engagements relatifs à la succession de ses terres de Poitou qui devaient revenir après sa mort à M^{me} de Sully et à la fille unique de celle-ci, fiancée de Charles de Berry, comte de Montpensier, fils de Jean duc de Berry. (Original scellé, aux Arch. nat., J. 185, n° 33.) Les principaux fiefs que possédait en Poitou Jeanne d'Eu, duchesse d'Athènes, étaient Sainte-Hermine, Prahecq et une partie de la forêt de Chizé. (Voy. le t. II de ce recueil, p. 164 note, 310 ets.).

avons promis et accordé de li faire rendre et delivrer toutes et chascunes ses villes, chasteaus et autres forterescs que il avoit et pooit avoir ou temps de par avant ces guerres commencées, ou pays de Tourayne ou ailleurs, quelque part qu'ilz soient tenus et occupés des gens de nostre part ou d'autres gens, s'il les avoient pris et occupé durans ces guerres ou paravant, et d'icelles villes, chasteaus et autres forterescs lui bailler ou faire bailler à lui ou à ses deputés, saisine et possession reaument et de fait. Et en oultre li avons promis et accordé que, toutesfois et quantesfois que la ville et chastel de Saint Sauveur le Viconte ¹ vendra et se rendra à l'obeissance du dit monseigneur le roy ou d'autres ses subgiés, soit par force, par traitié ou par achat ou volonté ou autrement, par quelconque voie et cause que ce soit, le dit monseigneur le roy le donra au dit viconte avec toutes ses appartenances et appendances, quelque part que elles soient, et tous les profis, revenues et emolumens d'icellui ; et dès maintenant, ou nom de lui et pour lui, les li donnons, venu à l'obeissance comme dessus est dit, et li en fera l'en bailler saisine et possession reaument et de fait, à tenir le cours de sa vie. Et de ces choses, si comme elles sont dessus declarées, lui avons promis faire donner lettre au dit monseigneur le roy, seellée en las de soie et cire vert. Les quelles choses dessus dictes, si comme elles sont ci dessus devisées et declarées,

1. Louis d'Harcourt avait obtenu, en conséquence sans doute du traité de Surgères, la promesse de l'usufruit de la vicomté de Saint-Sauveur, promesse que Charles V ratifia le 20 novembre 1372. (Arch. nat., J. 211, n° 39. Voir aussi L. Delisle, *Hist. de Saint-Sauveur*, p. 206-208.) On voit encore, par un mandement du roi au bailli des Exemptions de Poitou, Touraine, Anjou et Maine, daté du 8 janvier 1373 n. s., ordonnant de payer au vicomte de Châtellerault les sommes qui lui étaient dues en exécution du traité du 18 septembre, que celui-ci avait eu soin de se réserver les rançons ou *appâs* levés sur un certain nombre de paroisses du Poitou, à cause de ses châteaux de Châtellerault, de Gironde et de la Touche, entre cette date et le 30 novembre suivant. (Arch. nat., P. 4334¹, fol. 24 ; Bibl. nat., fonds de Brienne, t. XXIX, fol. 297.)

nous et chascun de nous, par les noms et titres dessus declarés, en renonçant au bénéfice de division, lui avons promis et promettons en bonne foy, par nous et chascun de nous, à li donner, tenir, garder, enteriner et accomplir et non venir encontre. Et jusques à tant que les choses dessus dictes et chascunes d'icelles lui soient enterinées et accomplies, nous li avons promis et accordé, voulons et accordons que toutes les villes, chasteaus, forterescs et terres, quelque part que elles soient, et comment que elles soient nommées et appellées, que le roy d'Angleterre ou le prince [de Gales] ou autres des seigneurs d'Angleterre et de leur part, lui auront donné ou pays de Guienne ou ailleurs, qu'il les tiengne, possede, explecte et joysse des proufis, revenues et emolumens d'icelles paisiblement et entierement, sans ce que en aucune maniere il li soient empeschié, et serions tenus de li oster l'empeschement, se mis y estoit par aucune maniere. En tesmoing des quelles choses et afin que elles soient vaillables et estables, nous et chascun de nous avons fait mettre et apposer nos seelz à ces presentes. Donné à Lodun, le premier jour du mois de decembre l'an mil ccc. lxxii¹.

Les quelles lettres et les choses contenues en ycelles nous avons fermes et agreables, et les confermons et accordons par ces presentes, et les voulons tenir et enteriner en la maniere et soubz la declaracion qui s'ensuit, c'est assavoir que, jusques à ce que nostre amé et feal chevalier, Loys de Harecourt, viconte de Chastelleraut, nommé ès lettres dessus transcriptes, sera païé de la somme de dix mil frans à lui accordée et promise par les dietes lettres, et que

1. C'est à Loudun, dans l'église des Frères Mineurs, le 1^{er} décembre, que les seigneurs qui avaient signé la convention de Surgères et venaient en conséquence de rendre Thouars au roi de France, firent leur prestation solennelle de foi et hommage au duc de Berry et à Du Guesclin. (Note à la suite du traité de Surgères, publié par M. S. Luce, Froissart, t. VIII, p. clv, et *Chronique* éditée par Secousse, *Recueil de pièces sur Charles II, roi de Navarre*, p. 651)

ses terres, possessions et heritages, tenues et occupées par les gens de nostre part ou nos subgiez, lui seront rendues et delivrées, si comme il est contenu ès dictes lettres, et nonmie le chastel de Saint Sauveur le Viconte qui n'est mie tenu par noz gens, mais le tiennent noz ennemis, il tendra et possedera, et ne sera tenu de rendre ne restituer les terres, chasteaus, villes et forteresces par don à lui fait par nostre adversaire d'Angleterre, le prince son filz ou autres de ses gens ou officiers. Et quant le dit chastel de Saint Sauveur le Viconte sera revenu en nostre main, nous le donrons au dit Loys, si comme ès lettres dessus transcriptes est contenu. Et que ce soit ferme chose et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui. Donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, le xv^e jour de decembre l'an de grace mil ccc. LXXII. et de nostre regne le ix^e.

Par le roy, à la relacion du conseil. G. de Montagu.

DXXXIII

Lettres d'abolition données en faveur d'Isabelle d'Avaugour, vicomtesse de Thouars, dame de Talmont, et de ses sujets de Poitou, de Saintonge et d'Angoumois. (JJ. 103, n^o 354, fol. 171 v^o.)

15 décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, comme durant la guerre d'entre nous et nostre adversaire d'Angleterre ès pays de Guienne, de Poitou et de Xantonge, pluseurs prelaz, barons, nobles, gens de bonnes villes et autres habitans des diz pais, les quelz par le traictié et accort fait pieça entre feu nostre très chier seigneur et pere, que Dieu absoille, et nostre dit adversaire avoient esté baillez et delivrez à nostre dit adversaire, aient tenu le parti de

nostre dit adversaire et ne soient mie tantost venuz et retournes en nostre obeissance et subjection, si comme il deussent, pour la quelle cause il pevent avoir encouru nostre indignacion, et aussi leur pourroit on imposer que il auroient fait et commis desobeissance et rebellion et autres crimes contre nous et noz gens, et entre les autres nostre très chiere et amée cousine Ysabeau d'Avaugour, vicontesse de Thouars et dame de Talemont ¹, la quelle a

1. Elle était veuve sans enfants de Louis, vicomte de Thouars, qui mourut en janvier 1370. Fille d'Henri IV, seigneur d'Avaugour, et de Jeanne d'Harcourt, elle avait épousé en premières noces Geoffroy de Châteaubriand. Tous ses biens, en quelque partie du royaume qu'ils fussent, ayant été confisqués, ceux qu'elle possédait en Normandie avaient été donnés à Louis, duc d'Anjou, frère de Charles V, par lettres de ce prince, datées du 12 septembre 1371, où on lit qu'elle s'était « rendue rebelle et ennemie » du roi « en tenant le parti de Edwart d'Angleterre et de Edwart de Gales, son filz aîné, qui ont commencé et font guerre ouverte... qu'elle est demourant en Guienne avecques les diz ennemis, en leur donnant tout le confort et aide qu'elle puet, etc., en commettant crime de lèse majesté... » (Arch. nat., P. 1345, cote 633.) En même temps que les lettres d'abolition publiées ici, Isabelle d'Avaugour avait obtenu la restitution de ses terres de Normandie et cinq cents livres tournois de rente qu'elle prenait sur l'échiquier de Rouen, ainsi que des terres de « *Rie, Trungy et Landelles, les quelles sont de son douaire à cause du seigneur de Chastiaubriant, jadis son mary.* » Il y est dit déjà, comme cela est répété plus bas, que dès le 9 septembre précédent, elle avait fait volontairement sa soumission et remplacé sous l'obéissance du roi ses châteaux, villes, forteresses, terres et pays qu'elle possédait en Poitou et ailleurs. (Lettres du 15 décembre 1372, dans le reg. JJ. 103, n° 356, fol. 172.)

Outre ces terres, Isabeau d'Avaugour en possédait de très considérables dans le bas Poitou, à cause de son douaire, telles que Talemont, Château-d'Olonne, Brandois, Curzon, Olonne, les Sables et Château-Gaucher. Elle les engagea en 1373 au duc d'Anjou qui les garda à peine trois ans (Arch. nat., P. 1334¹), et elle dut soutenir à leur sujet un long procès contre sa belle-fille Pernelle, vicomtesse de Thouars, et le second mari de celle-ci, Tristan Rouault. Dans un jugé du 6 juin 1377, il est ordonné que les parties présenteront leurs faits et que des commissaires seront nommés pour s'enquérir de leur vérité (X^{1a} 26, fol. 172 v°-174 v°). Cet arrêt de procédure, qui paraissait favorable aux prétentions de Pernelle et de Tristan, rencontra une vive opposition de la part d'Isabelle, et ne put sortir son effet, pour cause de violences et de toute sorte d'obstacles. A l'instigation de celle-ci, les vassaux refusèrent l'hommage, les capitaines des villes et les officiers de la douairière refusèrent de prêter serment et d'ouvrir les portes des châteaux. Par un mandement rempli de détails curieux, le Parlement enjoignit à Philippe Mainsart, chevalier, à Jean Oujart, conseiller clerc, et au bailli

la plus grant partie de sa terre ou pays de Poytou et environ, ait par aucun temps et aussi ont ses gens, hommes et subgez esté et demouré en l'obeissance et subjection de nostre dit adversaire, et comme nostre dicte cousine, de sa bonne et pure voulenté, soit, dès le ix^e jour de septembre derrenier passé, retournée et ait mis ses chastiaux, villes, forteresses, terres et pays en nostre obeissance et subjection¹, et y vout et a promis y demourer à touz jours mais ; nous avons à nostre dicte cousine, pour lui et touz ses gens, et ses hommes et subgez de sa dicte terre, assise ou dit pays de Poytou, de Xantonge et d'Angoulesme, et du pais d'environ, et à chascun d'eulx, avons quittié, remis et pardonné, [quittons, remettons] et pardonnons toute

des Exemptions de notifier de nouveau l'arrêt à Isabelle d'Avaugour et de la sommer de s'y conformer. (Acte du 13 juillet 1378, X^{1a} 27, fol. 64 v°). A la fin d'août 1379, l'affaire n'était pas terminée ; une nouvelle commission fut adressée à deux conseillers au Parlement pour procéder à une seconde enquête (X^{1a} 28, fol. 102). Un acte du 12 avril 1389 paraît se rattacher encore aux mêmes contestations. C'est la ratification faite par Isabelle d'Avaugour d'un accord fait en son nom par Juhel d'Avaugour, d'une part, Jean Royrand, sénéchal de Talmont, et Pierre Pachaut, châtelain du lieu, pour et au nom de Tristan, vicomte de Thouars, et de sa femme, d'autre, à cause d'une part de douaire sur une terre située en la châtellenie d'Olonne, qu'Isabelle disait tenir en vertu de son premier mariage, et que lesdits vicomte et vicomtesse lui disputaient depuis longtemps, mais qu'ils lui cèdent enfin pour qu'elle en jouisse sa vie durant. (Coll. dom Fonteneau, t. XXVI, p. 307.)

Isabelle d'Avaugour soutint encore deux autres procès devant la même cour, le premier contre Jacques de Surgères, dans lequel sa cause était liée à celle de Guy de Laval (ajournement à la prochaine session et promesse d'accord, le 28 juillet 1380, X^{1a} 29, fol. 88) ; le second contre l'abbaye de Lieu-Dieu-en-Jard, en matière criminelle (arrêt de procédure du 30 août 1380 et ajournement du 29 juillet 1381 ; X^{2a} 9, fol. 198 v°). Les religieux la rendaient responsable d'un incendie et de la démolition de leurs bâtiments conventuels. Isabelle d'Avaugour transigea avec eux le 18 août 1384 (X^{1c} 49, à la date), comme nous l'avons vu ailleurs (ci-dessus, p. 126, note 2). Un autre différend que cette dame eut avec Jeanne dame de Retz, touchant la saisie des terres de la Mothe-Achart et de la Chapelle-Maurière, se termina aussi par un accord amiable, le 5 juillet 1390. (X^{1c} 61). Elle fit son testament le 4 juin 1400.

1. On doit sans doute voir dans cette date du 9 septembre celle de l'occupation par les Français de Talmont, la principale place de la vicomtesse douairière de Thouars.

haine, indignacion, rancune et malivolance, que nous avons et poons avoir contre elle et ses dictes gens, hommes et subgez, pour occasion des choses dessus dictes, et les recevons en nostre bonne grace et bienveillance. Et avec ce, de nostre plaine puissance et auctorité royal, de certaine science et de grace especial, luy quittons, remettons et pardonnons par ces presentes toutes desobeissances et rebellions, et tous autres crimes, excès et malefices, s'aucuns ont par elle, ses gens, hommes et subgez esté commis durant la dicte guerre envers nous, ou païs dessus dit et sur noz subgez, soient ores crimes de lese magesté, murtres, ravissemens, violemens, sacreleges, larrecins, pilleries, roberies, arsins, rançonnemens de gens, de villes, de pays, ou autres quelconques, comment que il soient appelez, jà soit ce qu'il ne soient mie specifiez, declarez ou exprimez en ces presentes, avec toute paine, amende et offense corporelle, criminele et civile, que il puent avoir pour ce encouru, et les restituons et chascun d'eulx à leurs bonnes renommées, à leurs païs et à leurs biens, et sur ce imposons scilence à noz procureurs et à touz noz justiciers et officiers, et à touz autres, et voulons que il en demeurent quittes et delivrés, sans ce que aucuns les en puissent, ou aucuns d'eulx, poursuivre, ou aucune chose leur en demander, ores ne ou temps avenir, ne que il en puissent estre aprouchiez, molestez, ou empeschez en aucune maniere, en corps ou en biens. Sy donnons en mandement au seneschal de Poitou et à touz noz autres justiciers et officiers, et à touz les justiciers de nostre royaume, ou à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que nostre dicte cousine et ses gens, et ses hommes et subgez, et chascun d'eulx, ils facent et laissent joir et user paisiblement de nostre presente remission et grace, et contre la teneur d'icelle ne les molestent, travaillent ou empeschent, ou facent travaillier, molester ou empeschier en

corps ou en biens, en aucune maniere, ores ne ou temps avenir, mais rappellent et facent rappeller et mettre au premier estat et deu tout ce que il trouveront estre fait au contraire, et leurs heritages, possessions et biens immeubles, se pour occasion des choses dessus dictes ou aucunes d'icelles ont esté pris, saisis, arrestés ou empeschés par nous, noz justiciers et officiers, ou autres, leur rendent, restituent et delivrent, et facent rendre, restituer et delivrer tantost et sans delay. Et que ce soit ferme chose et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Ce fu fait et donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, le xv^e jour du mois de decembre l'an de grace mil ccc. lxxii. et de nostre regne le ix^e.

Par le roy, en son conseil. G. de Montagu.

DXXXIV

Restitution à Pierre Boschet, conseiller du roi, et à ses trois frères des biens de leur oncle Jean Boschet, mis à mort par les Anglais, ladite restitution faite en vertu du traité par lequel le Poitou et la Saintonge firent leur soumission à Charles v. (JJ. 103, n° 343, fol. 167 v°.)

15 décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, comme par le traictié et accord nagueres fait par nos très chiers et très amez le duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitiers, Engoulesme et Xaintongne, nostre lieu tenant ès dis païs, et le duc de Bourgongne, nostre amé et feal connestable et nostre amé et feal le seigneur de Clichon, et autres de nos gens, avec les prelatz, gens d'esglise, barons et autres nobles des dis païs de Poitou et de Xaintonge, pour eulx et leurs alliez et subgiez, sur le fait et pour la cause de leur venue et retour en nostre obeissance, toutes les terres, possessions, rentes, revenues et heritages des dis prelas, gens d'esglise, barons,

nobles, bourgeois et autres habitans quelconques des païs de Poitou et Xainctonge dessus dis, ou de leurs predecesseurs, lesquelx nous, nos dis, freres, connestable, lieutenant ou autres quelconques avons donnez ou transportez à quelconques personnes que ce soit, leur doivent estre rendues, baillées, restituées et delivrées, et ycelles leur avons rendues, restituées et delivrées à plain, non obstans quelconques dons ou transpors fais d'iceulx à quelconques personnes et pour quelconque cause que ce soit ; et que semblablement toutes les terres, rentes, revenues, possessions, heritages d'aucuns de nos subgiez et de leurs predecesseurs, et qui ont tenu nostre parti depuis la guerre commencée entre nous et nostre adversaire d'Angleterre, qui par nostre dit adversaire, ses filz, ses lieuxutenans ou officiers ont esté donnez ou transportez en aucuns de leurs alliez, qui ont tenu leur parti durant la dicte guerre, seront rendus, restituez et delivrez à nos dis subgés qui ont tenu nostre parti, comme dit est, non obstans quelconques dons fais d'yceulx à quelconque personne et pour quelconque cause que ce soit, si comme ou dit traictié est plus à plain contenu ; et il soit ainsi que nostre dit adversaire, le prince son filz ou autres ses lieuxutenans ou officiers aient donné ou transporté les terres, rentes, revenues, possessions et heritages de feu maistre Jehan Boschet, le quel estoit nostre vray subget et bien veillant et le firent mourir senz cause, à Parceval de Culoigne ¹ et autres, les

1. Nous avons, dans nos précédents volumes, rencontré les noms de plusieurs membres de cette famille poitevine (voy. notamment t. II, p. 293-295, et t. III, p. 20 et 53), mais nul d'entre eux ne joua un rôle aussi en vue que celui-ci. Un arrêt du Parlement nous apprend que Perceval était fils et principal héritier de Geoffroy de Cologne (de Coulonges, suivant l'identification proposée par M. Luce), chevalier, et de Pernelle Le Brun, et qu'il avait un frère nommé Hugues. (Archives nat., X^{1a} 35, fol. 11 v^o.) Ce Geoffroy le père est, suivant toute apparence, le même qui figure à plusieurs reprises dans des procédures criminelles, comme complice de Jean de Beaumont, sire de Bressuire, entre le 11 mars 1353 et le 8 août 1355 (voy. notre tome II, p. 294 note).

quielx, par vertu des dis dons ou autrement, de fait et de leur volenté, detiennent et occupent les dictes terres, rentes,

Perceval de Cologne passa plusieurs années de sa jeunesse dans l'île de Chypre ; il était chambellan de Pierre 1^{er} de Lusignan, roi de Chypre et de Jérusalem, qui commença à régner le 10 octobre 1359 et périt assassiné le 17 janvier 1369, et il ne revint en France qu'après la mort tragique de son maître. (L. de Mas-Latrie, *Histoire de Chypre*, 1^{re} partie, Documents, t. I, p. 274.) Jean d'Arras, secrétaire du duc de Berry, dans sa *Mélusine* ou histoire fabuleuse de la maison de Lusignan, invoque le témoignage de ce chevalier à propos des légendaires apparitions de Mélusine sous forme de serpent, chaque fois qu'un événement funeste était sur le point de se produire dans la destinée des Lusignan : « Et encores plus avant, dit-il, il y a ung chevalier poitevin, nommé messire Perceval de Couloigne, qui fut chambellan du bon roy de Chypre, qui dist et jura à monseigneur [Jean, duc de Berry], et a fait par plusieurs foiz, qu'il estoit en Chypre avecques le roy, auquel roy la serpente s'apparu, et le dit au dit Perceval en telle manière : « Perceval, dist le roy, je me donne « trop fort. — Pourquoi, monseigneur, dist le chevalier ? — Par ma « foy, dist le roy, pour ce que j'ay veu la serpente de Lusignan qui « s'est apparue à moi ; si ay grand paour qu'il ne me viengne aucune « perte dedans brief jour, ou à Perrin mon filz ; car ainsi s'appert elle, « quant aucuns des hoirs de Lusignan doivent mourir, à eulx ou en « la forteresse ». Et jura mons^r Perceval à monseigneur que, dedans le tiers jour après, la dure aventure que chacun scet lui advint, dont ce fu pitié », (Edit. Ch. Brunet, dans la *Bibliothèque elzévirienne*.)

De retour dans son pays, Perceval de Cologne se joignit aux principaux barons de Poitou et servit fidèlement le prince de Galles pendant la campagne de 1369-1372 ; il ne retourna pas à l'obéissance du roi de France avant la capitulation de Thouars (1^{er} décembre 1372). Nous dirons quelques mots de la part qu'il prit à ces guerres, d'après Froissart, qui le qualifie de « moult sages et bien imaginatis chevalier, et bien entangagiés. » Au mois de septembre 1369, il accompagne avec les sires de Pons et de Parthenay, Guichard d'Angle, etc., le comte de Pembroke qui, pour se venger de l'échec qu'il avait subi peu de temps auparavant à Purnon, fit une pointe en Anjou à la tête de cinq cents lances et de quinze cents hommes de pied, et tenta de s'emparer de Saumur. Robert de Sancerre et Jean de Bueil défendaient la ville avec des forces suffisantes, et repoussèrent les Anglais ; ceux-ci se rabatirent sur les Ponts-de-Cé et sur l'abbaye de Saint-Maur-sur-Loire, dont ils s'emparèrent ; ils fortifièrent ces deux places et y laissèrent de fortes garnisons qui s'y maintinrent l'hiver et l'été suivants, au grand dommage des pays voisins. (Froissart, éd. S. Luce, t. VII, p. 189.) Perceval de Cologne fit aussi partie de l'expédition du prince de Galles, quand celui-ci vint mettre le siège devant Limoges qui avait fait, quelques jours avant, sa soumission au duc de Berry, et prit d'assaut cette malheureuse cité, 19 septembre 1370 (*id. ibid.*, p. 243). Nous le retrouvons peu de temps après au siège de Montpont sous le duc de Lancastre, et à la prise de Moncontour (1371) dirigée par Thomas de Percy, sénéchal de Poitou pour le prince de Galles. Jourdain de Cologne, un de ses parents sans doute, capitaine de cette dernière ville, fit une résistance courageuse mais inutile (*id. ibid.*, t. VIII, p. 17-18). Quand Bertrand Du Guesclin assiégeait Sainte-Sévère, Perceval fit

revenues, possessions et heritages du dit feu maistre Jehan, les quielz dons ou aucuns d'iceulx leur ont esté, si comme

partie de l'armée réunie à la hâte par Thomas de Percy et le capital de Buch pour secourir la place, mais qui arriva trop tard (*id.* p. 57). Après la soumission de Poitiers et les succès foudroyants du connétable, les barons de Poitou, étonnés et découragés, durent se replier sur Thouars, et y furent investis. Ce fut alors Perceval de Cologne, le chevalier *bien enlangagiés*, qui leur persuada de demander une trêve aux assiégeants et de leur promettre de se rendre, si au bout de deux mois le roi d'Angleterre ou l'un de ses fils n'étaient venus à leur secours (*id.*, p. 64, 99-101). Peu de temps après avoir fait sa soumission, il témoigna de la sincérité de ses sentiments en allant avec le sire de Clisson assiéger la Roche-sur-Yon que les Anglais occupaient encore. (*Id. ibid.*, p. 139.)

Notre chevalier gagna rapidement les bonnes grâces du duc de Berry, qui le prit à son service, ainsi que son frère, dès les premiers mois de l'année 1373 ; il figure à maintes reprises sur les registres de comptes de l'hôtel de ce prince, où parfois il est appelé familièrement messire Perceval : « A messire Perceval, pour reste de ses gaiges, XIII livres X sols ; — à messire Hugues son frere, pour semblable cause, XXI livres II solz. (Comptes de 1373, Arch. nat., KK. 251, fol. 135.) Ce prince le créa même son sénéchal en Poitou, en remplacement d'Alain de Beaumont, et l'on trouve sur les listes de sénéchaux les plus autorisées que Perceval de Cologne exerça cet office en 1374 et 1375. Les documents assez abondants que nous avons recueillis sur ce personnage n'apportent aucun élément chronologique nouveau pour la durée de son sénéchalat. Nous avons un acte de 1374 et un autre de 1375, où son nom n'est point accompagné de cette qualité. Le 6 mai 1374, le duc de Berry envoya de Clermont par « Pierre Rougier, messenger, porter lettres en Poitou à la vicomtesse de Thouars, à messire Perceval de Coulongne et à plusieurs autres. » (KK. 252, fol. 127.) Le 17 juillet 1375, il est mentionné dans un accord conclu au Parlement de Paris entre Hugues de Cologne, son frère, tuteur de Jacques Chenin, d'une part, et Gauvain Chenin, d'autre, touchant la possession de la Jarrie que le premier réclamait pour son pupille (X^{1c} 31 ; voy. aussi un autre accord pour le même objet, en date du 17 mars 1377, *id.*, X^{1c} 34). Perceval était-il sénéchal à ces dates ? L'absence de qualification sur les deux documents que nous venons de citer ne permet pas certainement de trancher la question par la négative, mais elle autorise le doute. Ce que l'on ne peut nier, c'est qu'il ait été réellement sénéchal. Dans un acte de novembre 1378 publié ci-dessous, il est dit formellement que le fait, dont il y est question, eut lieu alors que Perceval de Cologne *estoit seneschal de Poitou*. En attendant d'autres preuves, on peut toujours admettre qu'il remplit ces fonctions de juin 1374 à juin 1375. Alain de Beaumont, d'ailleurs, était encore sénéchal en mars 1374.

Le duc de Berry avait donné à Perceval de Cologne une autre marque de sa faveur, en lui confirmant la donation que lui avait faite le prince de Galles d'une partie des biens confisqués sur Jean Boschet, comme on le voit ici. Mais ces biens ayant été restitués d'une façon générale à Pierre Boschet, notre personnage devait s'en dessaisir, quitte à se faire donner une compensation. Il fallut cependant que le litige fût porté au Parlement. Ce procès se termina le 1^{er} novembre 1377, par un accord amiable, au moyen duquel Perceval

En dit, confermez par nostre dit frere de Berry ; et les
quelx heritages appartiennent et doivent appartenir, à cause

renonça purement et simplement au don et à la confirmation ; en revanche, Pierre Boschet lui fit abandon et remise des rentes, fruits et revenus qu'il avait levés sur lesdits biens (qui ne sont d'ailleurs point spécifiés autrement), depuis qu'il en avait été mis en possession. En 1379, Perceval de Cologne eut l'occasion de rendre au comte de Poitou de nouveaux services militaires, les hostilités ayant été reprises en Guyenne. Il était alors à la Rochelle avec Renaud et Hugues de Vivonne, Renaud de Thouars, et Jacques de Surgères. Un partisan des Anglais, nommé Héliot de Plassac, capitaine du fort de Bouteville, à la tête d'une bande d'Anglais et d'aventuriers, ravageait la campagne entre Saint-Jean-d'Angély et la Rochelle. La garnison de cette dernière ville se porta à sa rencontre et le défit après un combat acharné, où il demeura prisonnier. Bouteville, à la suite, tomba entre les mains des Français. (Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. IX, p. 119-120.)

De 1383 à 1396, Perceval de Cologne soutint un assez grand nombre de procès au Parlement. Nous allons les énumérer chronologiquement, en faisant remarquer que, durant cette période, son nom est presque toujours accompagné du titre de chambellan du roi. Le premier en date est celui qui nous révèle sa filiation. Il était engagé dès avant le mois de novembre 1383 contre ses cousins germains, Pierre et Jeanne Brun ou Le Brun, enfants mineurs, sous la tutelle de Marguerite Trousseau, de Geoffroy Le Brun, écuyer, et de Philippe d'Avoir, touchant la succession de ces derniers. Il dura plusieurs années (novembre 1383, continuation de cause, X^{1a} 1472, fol. 157 ; 6 décembre 1386, arrêt de procédure, X^{1a} 35, fol. 11 v° ; 15 janvier 1388, profits de plusieurs défauts adjugés à Perceval, X^{1a} 1474, fol. 178 v°). Dans l'intervalle, il perdit un autre procès contre Gérard de Maumont, seigneur de Tonnay-Boutonne, et fut condamné, le 10 mai 1385, à lui restituer des joyaux dont mention était faite dans des lettres d'obligation litigieuses entre eux, ou à payer l'estimation qui en serait faite, ainsi que les dépens de l'affaire. Le 19 août suivant, l'estimation en fut faite par la cour et fixée à 300 francs d'or. (X^{1a} 1472, fol. 359 v°, 366 v°, 367 et 376.)

Vers cette époque encore, il avait assigné Pierre Gabart et sa femme au sujet de la possession de deux maisons. (Plaidoirie du 18 mai 1386, et arrêt ordonnant enquête et recréance, le 3 septembre suivant, X^{1a} 1473, fol. 135 et 220.) Le 4 juillet 1388, la cour retient un quatrième procès de Perceval de Cologne contre le s^r de Crissé et Marguerite de Thouars, sa femme, et leur ordonne de faire leurs preuves (X^{1a} 1474, fol. 191 v°). Au 9 août 1389, on trouve un acte contenant choix d'arbitres dans un litige qu'il soutenait contre Yolande du Retail, veuve de Jean d'Orillé (X^{1e} 59). Enfin nous avons à signaler un dernier accord confirmé par le Parlement, le 11 avril 1396, conclu entre Perceval de Cologne, d'une part, Geoffroy Le Povre, dont il a été question dans notre précédent volume (p. 395), et ses cinq enfants, Jean, Geoffroy, Aimery, Perrotte et Guillemine. La femme de Geoffroy, décédée alors, se nommait Jeanne de Vendel. Perceval leur réclamait plusieurs rentes de blés, vins et deniers, longuement énumérées, qui se levaient à Thouars et aux environs. Pour mettre fin au différend, Le Povre et ses fils lui cèdent et abandonnent « les hebergemens et appartenances du bois de Sanzay, l'oustel et gain-

de succession hereditaire, à nostre amé et feal clerc et conseiller maistre Pierre Boschet, Jehan, Aymer et Maurice Boschés freres, neveux du dit feu maistre Jehan Boschet, et aus quelx il doivent estre rendus, restituez et delivrez, comme à eulx appartenans, si comme dessus est dit ; nous à yceulx maistre Pierre, Jehan, Aymer et Maurice Boschez, freres, et à chascun d'eulx, pour tant comme il li puet touchier et appartenir, avons rendu, restitué et delivré, et par ces presentes, de nostre plaine puissance et auctorité royal, de certaine science et de grace especial, leur rendons, restituons à plain toutes les dictes terres, rentes, revenues, possessions et heritages du dit feu maistre Jehan, leur oncle, quelconques il soient et où qu'il soient assiz, et voulons que il en joissent comme des leurs propres, ainsi comme faisoit le dit feu maistre Jehan au temps qu'il vivoit, non obstans les dis dons fais d'yceulx au dit Perceval, et autres par nostre dit adversaire, ses filz, lieux tenans ou officiers dessus dis, les quelx nous declaron et decernons avoir esté et estre nulz et de nulle valeur, et les revocons, cassons et adnullons, se mestier est, avec tout ce qui se en est ensui, et aussi non obstans la dicte confirmacion ou

gnerie de Baigneux, appelée la gaingnerie de la Couldraye, tenuz à foy et hommage lige du seigneur de Monstreuil Bellay ». En échange, Perceval de Cologne leur cède « l'hebergement appelé la Vacherie, seant en la ville de Chavennes. et un pré séant en la riviere d'Argenton. » Dans cet acte, Perceval s'intitule seigneur de Puygné (Pugny, Deux-Sèvres), chevalier et chambellan du roi. (Archives nat., X^{te} 71.)

Du Chesne, qui a donné un fragment de la généalogie des Cologne, nous apprend que Perceval était en outre seigneur du Breuil-Bernard et de Pierrefite, et qu'il fut capitaine de Fontenay-le-Comte. D'après ce savant auteur, il avait épousé une Jeanne de la Grésille dont il n'eut point d'enfants, et mourut à quatre-vingts ans, laissant tous ses biens à Haliette sa sœur, mariée à Jean, dit Guillaume d'Appelvoisin, seigneur de Chaligné, laquelle vivait encore en 1422. Hugues de Cologne, le frère de Perceval, eut deux femmes, Marie de Lezay et Isabeau Chabot, et un fils unique, Jacques de Cologne, seigneur de Lezay, décédé sans lignée. (*Hist. généal. de la maison des Chasteigniers*, p. 107.) M. Ledain donne la liste des fiefs relevant de la baronnie de Bressuire possédés par Perceval de Cologne, dont il cite des aveux et hommages des années 1402 et 1411. (*Hist. de Bressuire*, 1866, in-8°, p. 395 et 417.)

confirmacions, dons ou octrois fais ou à faire au dit Perceval et autres par nostre dit frere de Berry ou autres, les quielx, et tout ce qui s'en est ensui, nous avons revoqué et rappellé, revocons, rappellons et mettons au niant, et ne voulons yceulx avoir eu ne avoir aucun effect, en quelque voie ou maniere que ce soit. Si donnons en mandement au seneschal de Poitou, à tous nos justiciers et officiers, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, et commettons, se mestier est, que les terres, rentes, revenues, possessions et heritages dessus diz facent tantost et sans delay, ces lettres veues, bailler, rendre, restituer et delivrer aus dis maistre Pierre, Jehan, Aymer et Maurice, ou à leur certain commandement, et d'iceulx et des proufis et levez et emolumens d'iceulx les facent et laissent joir et user paisiblement dores en avant, sens leur faire ou souffrir estre fait en ce destourbier ou empeschement aucun, le quel, se il treuvent estre mis, l'ostent et le facent oster et remettre au premier estat deu, et avec ce contraignent ou facent contraindre, par toutes voies et manieres deues, les dis occupants et detenteurs des dis heritages, possessions, rentes, revenues et terres, et chascun d'eulx et tous autres à yceulx baillier et delaissier, rendre et restituer et delivrer aus dis freres, et à cesser de tous empeschemens que il li ont mis et mettront ou temps avenir, non obstans quelconques oppositions ou allegacions et appellacions frivoles, et lettres subreptices à ce contraires. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui. Ce fu fait et donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, le xv^e jour de decembre l'an de grace mil cccclxxii. et de nostre regne le ix^e ¹.

Par le roy. G. de Montagu.

1. Ces lettres sont une confirmation de celles du mois de juillet précédent (n° DXVI, p. 120), basée sur le traité récemment inter-

DXXXV

Lettres par lesquelles le roi prend à sa charge une rente de deux mille cinq cents livrées de terre assignées sur les châteaux, terres et châtellenies de Semblançay et de Saint-Christophe, que le sire de Parthenay devait payer au comte d'Harcourt, et pour laquelle un procès était pendant entre eux au Parlement. (JJ. 104, n° 68, fol. 33.)

15 décembre 1372.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, presentibus pariter et futuris, quod cum, prout intelleximus, certa causa, lis vel processus moti fuerint et pendeant jam pridem vel movere sperentur aut possent in nostra curia Parlamenti, inter dilectum et fidelem consanguineum nostrum, comitem Haricurie, ex parte una, et dilectum et fidelem militem nostrum, dominum de Partiniaco¹, ex altera, ratione duarum milium et quingentarum

venu entre le roi et les trois états du comté de Poitou, dont un article stipule la restitution des terres et biens confisqués. Pierre Boschet, en sa qualité de conseiller au Parlement, obtint qu'elles fussent transcrites sur les registres de cette cour : « *Lecta et publicata fuit presens littera in camera Parlamenti, et de precepto curie registrata* » (X¹ 23, fol. 9). A la suite se trouve un mandement de Jean de France, duc de Berry, daté de Paris le 16 décembre 1372, qui ne figure pas sur le registre du Trésor des Chartes. Il est adressé aux sénéchaux de Poitou et de Saintonge et leur enjoint de considérer comme non avenues non seulement les lettres du don fait par Edouard III, roi d'Angleterre, ou son fils le prince de Galles, à Perceval de Cologne et autres chevaliers, des biens confisqués sur Jean Boschet, mais même des confirmations accordées par lui duc de Berry, et de mettre à exécution, sans aucune réserve ni restriction, les lettres du roi données la veille en faveur de Pierre Boschet et de ses trois frères, sans souffrir qu'aucun empêchement fût apporté à ladite exécution par Perceval de Cologne ou tout autre détenteur desdits biens (*id. ibid.*, p. 9 v°), le tout enregistré au Parlement, le 23 décembre 1372, en même temps que les lettres de juillet précédent.

1. Guillaume VII Larchevêque, sire de Parthenay (1358-1401), fils aîné de Jean I^{er} et de Marie de Beaujeu. (Voy. le t. II de ce recueil, p. 346, et le t. III, p. 134, 306, 368, 371, etc.) Pendant l'occupation du Poitou par les Anglais, il fut au premier rang et, rendit d'importants services au prince de Galles. Froissart et, d'après le chroniqueur, M. B. Ledain (*Histoire de la ville de Parthenay*, in-8°, 1858, p. 180-193) ont retracé suffisamment cette période de sa vie. Au

libratarum terre vel redditus, quas dictus comes Haricurie sibi deberi contendit seu asserit assignatas fuisse super castris, castellanis et terris de Samblanseyo atque Sancti Christophori in Turonia ¹, ad causam maritagii avie comitis supradicti, quondam comitisse Haricurie et sororis prefati domini de Partiniaco ², ac ratione arreragiorum et leveia-

lendemain de la reprise de Poitiers, le duc de Berry avait député son écuyer et échanson Jean Adeuil près du sire de Parthenay, du vicomte de Châtelleraut et d'autres seigneurs influents du parti anglais, pour tâcher d'obtenir leur retour à l'obéissance du roi. (Mandement et quittance du 10 août 1372, KK. 251, fol. 90.) Mais cette négociation échoua. Le sire de Parthenay suivit les autres barons poitevins à Thouars, et ce ne fut que lors de la capitulation de cette ville qu'ils firent ensemble leur soumission à Charles v. Dès lors il servit fidèlement ce prince et travailla avec Du Guesclin et Clisson à chasser les Anglais des dernières forteresses qu'ils occupaient dans le pays. Froissart raconte que, pour se venger de sa défection, les Anglo-gascons qui étaient venus renforcer la garnison de Niort, s'en retournant prendre leurs quartiers d'hiver en Guyenne, au mois de décembre 1372, ravagèrent et brûlèrent les possessions du sire de Parthenay, sauf les lieux fortifiés. (Edit. S. Luce, t. VIII, p. 104.) Le registre des comptes de l'hôtel du duc de Berry porte de nombreuses traces des relations qui existèrent entre ce prince et Guillaume Larchevêque, dans le courant de l'année 1373. Fréquemment le comte de Poitou lui envoie des messages à Parthenay et à Niort. Voyez notamment au 14 mai, au 7 juin, au 4 et au 10 août (KK. 251, fol. 95, 125 v°, 127 v°). Voy. aussi des lettres d'obligation de l'an 1374, pour une somme de 6000 livres souscrite par le sire de Parthenay à Jean, duc de Berry (J. 382, n° 6). En ce qui concerne la restitution de Semblançay, on voit par un acte de février 1374 n. s. que Guillaume en jouit désormais sans contestation. Le roi accordant des lettres de rémission pour un meurtre à Geoffroy Maleau, habitant de Semblançay et sujet du sire de Parthenay, donne « auctorité, congé et licence au dit sire de Parthenay et de Saint Blansay de lui faire grace » (JJ. 105, n° 172, fol. 100). Nous donnerons dans un autre endroit des extraits des registres du Parlement relatifs à Guillaume Larchevêque, pour les années qui suivent.

1. Les terres de Semblançay et de Saint-Christophe, confisquées pendant la guerre, avaient été données au comte d'Harcourt en novembre 1369 (ci-dessus, n° CCCCLXXX et CCCCLXXXI, p. 17 et 18), et restituées par le fait du traité conclu avec les barons poitevins enfermés dans Thouars. Les présentes lettres sont à la fois la conséquence de ce traité et l'exécution d'une clause de la donation faite au comte d'Harcourt, portant que si les biens confisqués venaient à être rendus à leur premier propriétaire, le roi serait tenu de dédommager le donataire.

2. Isabelle Larchevêque de Parthenay avait épousé Jean iv, comte d'Harcourt, vicomte de Châtelleraut. Ce mariage avait eu lieu, d'après les auteurs, le 22 juillet 1315, et Isabelle était la cin-

rum redditus prefati, nos, vigore certi tractatus nuper facti per carissimos et fideles fratres nostros, ducem Biturie et Alvernie, comitemque Pictavie, Xanctonensem et Engolismensem, ac ducem Burgundie, necnon dilectum et fidelem constabularium nostrum et dilectum et fidelem militem nostrum, dominum de Cliçonio, cum prefato domino de Partiniaco ac pluribus prelatis, proceribus, nobilibus et habitatoribus aliis patriarum Pictavie et Xantonie predictarum, super ipsorum reversione ad nostram obedienciam et subjectionem, aliisque de causis ad hoc nos moventibus, promisimus atque promittimus per presentes, de nostra certa sciencia, eidem domino de Partiniaco et suis quod de dictis duabus milibus et quingentis libris terre vel redditus ac arreragiorum inde debitis erga prefatum comitem ac omnes alios, sive sint descendentes sive collaterales ejusdem, quibus in eisdem jus aliquod competeret, competit seu competere potest in presenti vel futuro quovismodo, nos prefatum dominum de Partiniaco, heredes successoresque suos, et causam ab ipsis habentes, defendemus et ipsos servabimus quitos, liberos et indemnes, causamque et defensionem ejusdem seu ipsorum pro ipso domino de Partiniaco et suis suscipiemus in nobis, et ipsas suscipimus per presentes, per nos nostris periculo et sumptibus defendendas, dictaque castra et castellanias exoneramus et promitti-

quième enfant de Guillaume VI de Parthenay, c'est-à-dire la tante et non la sœur, comme il est dit ici, de Guillaume VII. Il a été question de cette dame à plusieurs reprises dans nos deux précédents volumes, et nous nous en sommes tenu aux renseignements fournis par les généalogistes, tels que le P. Anselme et MM. Beauchet-Filleau. Nous nous contenterons de signaler cette contradiction, l'assertion que l'on trouve dans le présent texte, quoique formelle, ne nous paraissant pas suffisante pour infirmer celle des auteurs précités. Isabelle de Parthenay était morte avant le mois de juin 1358 (vol. précédent, p. 265), dans un âge relativement avancé, puisque son fils aîné Jean V, comte d'Harcourt, celui qui fut décapité à Rouen en 1355, avait assisté à la bataille de Crécy. Guillaume VII, d'autre part, ne mourut qu'en 1401. L'écart de ces dates met entre eux une telle différence d'âge qu'elle rend bien invraisemblable le degré de parenté mentionné ici.

mus exonerare et servare quittas, liberas et immunes de redditu vel terra predictis, super ipsis, ut premittitur, assignatis. Mandantes dilectis et fidelibus nostris gentibus nostrum presens tenentibus parlamentum et qui futura nostra parlamenta tenebunt, quatinus onus et defensionem dicte cause, litisve seu processus predicti in statu in quo sunt per nostrum procuratorem generalem assumi et ipsas defendi nostris sumptibus et periculo, ut prefertur, visis presentibus, faciant, cui eciam dicto procuratori nostro damus, per presentes, in mandatis quatinus onus et defensionem dicte cause seu causarum, loco nostri et pro nobis, in se suscipiat dictumque dominum de Partiniaco et suos inde libere recedere et exonerari penitus permittendo. Quia sic fieri volumus et de nostris plenitudine potestatis regie, et ex certa sciencia et speciali gracia concedimus, volumus ac eciam ordinamus, rigore stili, usus, consuetudinisve, ordinacionibusque, mandatis vel inhibicionibus litterisque subrepticiis ad hoc contrariis non obstantibus quibuscunque. Quod ut robur obtimeat perpetuum, litteras presentes sigilli nostri fecimus appensione muniri. Salvo in aliis jure nostro ac eciam alieno. Actum et datum Parisius, in castro nostro Lupare, xv^a die mensis decembris anno Domini millesimo ccc^o septuagesimo secundo, regni vero nostri nono.

Per regem, in suo consilio. G. de Montagu.

DXXXVI

Lettres de rémission accordées à Herbert Berlant ¹, seigneur des Halles de Poitiers, qui, après avoir suivi le parti anglais, venait de faire sa soumission au roi Charles v. (JJ. 104, n^o 190, fol. 82 v^o.)

15 décembre.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir fai-

1. Herbert III Berlant, fils aîné d'Herbert II, mort en 1357, et de

sons à tous, presens et avenir, que, comme par le traitié et accort nagaires fais par noz très chiers et très amés freres le duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, de Xanctonge et d'Angolesme, et le duc de Bourgongne et noz autres gens, avec les prelas, gens d'eglise, barons et autres nobles des diz pays de Poitou, de Xanctonge et d'Angolmois, pour eulz, leurs alliez et subgiez, et les habitans des diz pays, les quelz sont de nouvel venus et retournés en nostre obeissance, ait esté accordé, et nous aussi par noz lettres sur ce faites, par les quelles nous avons generaument voulu et consenti, accordé et confirmé les diz traitiés et accors, que aus diz prelas, gens d'eglise, barons, nobles, habitans et sugiés des pays dessus diz, les quelz par le dit traictié sont venus et retournés en nostre obeissance et subjection, comme dit est, et à chascun d'eulz ont esté et sont quictiés, remis et pardonnés, et nous aussi leur avons quicté, remis et pardonné toutes rebellions, desobeissances, et tous les crimes, delis, excès et malefices par eulz ou aucuns d'eulz, s'aucuns en ont commis et perpetrés, durant la guerre d'entre nous et nostre adversaire d'Angleterre, ou autrement, en quelque maniere que ce soit, soient ores crimes de lese majesté, murtres, ravissemens et violemens de femmes, sacrileges, larrecins, pilleries, roberies, arsins, rançonnemens ou autres quelsconques, comment que il soient nommés, jasoit ce que il ne soient autrement déclarés

Jeanne d'Aux, était seigneur des Halles de Poitiers, fief dont il a été question à plusieurs reprises dans nos précédents volumes. Par lettres du 25 août 1372, données à Poitiers, Jean duc de Berry avait accordé déjà à Herbert III la confirmation d'autres lettres du 6 mars 1360 n. s., par lesquelles il lui avait concédé la foire de la mi-carême de cette ville, avec pouvoir de contraindre les marchands à porter aux Halles leurs denrées et marchandises. (Archives de la ville de Poitiers, D. 10.) Herbert n'eut point d'enfant mâle. Le nom de sa femme est inconnu ; le présent texte nous apprend qu'elle avait ses biens dans le comté de Ponthieu, dont elle était sans doute originaire. Sa fille Jeanne épousa Jean Méricion, conseiller et maître des comptes du roi, dont le fils, Jean, prenait le titre de seigneur des Halles dans une transaction du 4 janvier 1456. (Beauchet-Filleau, *Dict. des familles du Poitou*, t. I, p. 304.)

ne spécifiés, avec toute paine, amende et offense corporelle, criminelle et civile que il pevent pour ce avoir encouru, et les aiens restitués à leurs bonnes renommées et à leurs pays, et les aiens restitués à plain à leurs biens generaument, non obstans quelsconques dons que nous ou noz lieutenans ou aucuns d'eulz en aiens fais; et avec ce, par le dit traité ait esté accordé que toutes leurs villes, chastiaus et forterescs, et autres possessions, heritages, terres et biens immeubles, quelz que ils soient, estans en nostre royaume et en nostre pooir, et de noz subgiez et alliés, ou d'aucuns d'eulz, qui jadis furent aus diz prelas, gens d'eglise, barons, nobles et habitans des diz pays et de leurs predecesseurs, ou aucuns d'eulz, et les quelz, pour occasion et soubz umbre de la dicte guerre, ont esté donnés ou transportés par nous, noz diz freres, noz lieutenans, nostre connestable, noz mareschaus ou autres quelsconques, pour quelconque cause et par quelque personne que ilz soient empeschiés, sont et seront mis au delivre aus dis prelas, gens d'eglise, barons, nobles et habitans dessus diz, et à chascun d'eulz, pour tant comme il li puet touchier, et leur seront bailliés, rendus et restitués en telle maniere que il en puissent joyr et iceulz possider et exploitier à plain et au delivre, si comme eulz et leurs predecesseurs en ont accoustumé à joir, et que il en joyssioient paravant les diz empeschemens, en ostant yceulz empeschemens mis par quelque personne et pour quelconque cause que ce soit, si comme ou dit traité est plus à plain contenu ¹.

Et pour ce, de la partie de Herbert Bellent, escuier du

1. Tous ces considérants ont été publiés dans le recueil des *Ordonnances*, t. V, p. 557, pour tenir lieu du traité lui-même, dont le texte publié plus haut (n° DXXXI, p. 176) était resté ignoré de Secousse. Il prétend que les lettres de Charles V confirmant ce traité « ne se sont pas conservées ». Elles lui étaient passées sous les yeux, sans attirer son attention; car d'autres actes extraits du registre où se trouve le texte en question, ont été publiés dans les *Ordonnances*, ce qui prouve que le dépouillement en avait été fait, et de plus qu'il l'avait été assez légèrement.

pays de Poitou, seigneur des Hales de Poitiers, nous ait esté humblement supplié que, comme par le dit traité il soit venu et retourné en nostre obeissance et subjection avec les autres prelas, gens d'église, barons, nobles et autres habitans des diz pays, le quel, tant à la cause de li comme de sa femme, a plusieurs heritages, possessions, rentes, revenues et biens immeubles, tant èsdiz pays comme au Crotoy et environ ou pays de Pontieu, les quelz li sont empeschiez, detenus et occupés par aucuns, par vertu de dons, que l'en leur en puet avoir fais, ou autrement, si comme il dit, nous, selon la fourme et teneur du dit traité et en le comprenant en ycelui, l'en veillons faire joir et user, si comme font les autres habitans des diz pays, qui par le dit traité sont venus et retournés en nostre obeissance et subjection, comme dit est; nous, ce considéré, avons au dit suppliant, ou cas dessus dit, quieté, remis et pardonné, et par ces presentes, de nostre plaine puissance et auctorité royal, de nostre certaine science et de grace especial, li quietons, remettons et pardonnons toutes les rebellions, desobeissances et tous autres crimes et delis dessus diz, se aucuns en a commis, comme dessus est dit plus à plain, et le restituons à sa bonne renommée et à son pays, et à touz ses heritages, possessions, rentes et revenues, et biens immeubles, où que il soient en nostre royaume et en nostre pooir, et tant les siens propres comme ceulz qui li appartiennent à cause de sa femme, et voulons que il en joyssent doresenavant tout en la fourme et maniere que dit est dessus. Si donnons en mandement au gouverneur de la dicte conté de Pontieu et à tous noz autres justiciers et officiers, et les justiciers de nostre royaume, ou à leurs lieus tenans et à chascun d'eulz, si comme à lui appartendra, que de nostre presente remission et grace facent et laissent joir et user paisiblement le dit suppliant, sans le molester ou empeschier, ou souffrir estre molesté ou empesché aucunement au contraire, et avec ce

li rendent et restituent, ou facent rendre et restituer, tantost et sans delay, tous ses diz heritages, possessions, rentes et revenues et biens immeubles à lui appartenans, à cause de li et de sa dicte femme, comme dessus est dit, et à ce contraignent ou facent contraindre viguerousement et deument tous les detenteurs, occupeurs et possesseurs d'iceulz, non obstans quelsconques dons, que nous ou noz lieus tenans et officiers dessus diz, ou autres, leur en aiens fais, pour quelconque cause et en quelque maniere que ce soit, comme dessus est dit, et rappellent et facent rappeler et remettre au premier estat et deu tout ce que il trouveront estre fait contre la teneur de ces presentes. Et que ce soit ferme chose et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui. Ce fu fait et donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, le quinziesme jour de decembre l'an de grace mil ccc. soissante et douze, et le nueviesme de nostre regne.

Ainsi signé : Par le roy, en son conseil. Montagu.

DXXXVII

Charles v donne au sire de Parthenay les terres de Dompierre en Aunis et de Laleu près la Rochelle, en paiement d'une somme de quinze mille sept cents florins à l'écu qui lui était redue sur un ancien compte, alors qu'il était lieutenant pour le régent entre la Loire et la Dordogne, et d'autres sommes qui avaient été prélevées indûment, le mois précédent, sur ses terres et sur ses sujets par les gendarmes du roi. (JJ. 103, n° 353, fol. 171.)

23 décembre 1372.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, presentibus et futuris, quod, cum dilectus et fidelis noster dominus de Perteniaco, miles, à nobis peteret summam quindecim mille et septingentorum florenorum ad scutum de cugno carissimi patris nostri per nos, occasione cujusdam servicii per ipsum, tempore quo re pi

regimen habebamus, exhibiti circa custodiam et deffensionem patriarum inter riparias Ligeris et Dordonie existencium, in quibus eumdem militem locumtenentem dicti patris nostri et nostrum constitueramus, sibi debitam¹, prout per finem certi compoti per ipsum militem cum gentibus nostris ad hoc deputatis super hoc facti, ac cedulas quas super hoc à dictis gentibus nostris reportavit, hec melius possunt apparere, peteretque insuper dictus miles certas pecuniarum summas et bona occasione certarum redemptionum et ipsarum augmentacione per gentes nostras armorum, circa mensem novembris ultimo preteritum, in dictis partibus existentes captas et levatas, sive capta et levata, durante certo tractatu seu treugis et sufferencia procuratis cum dicto domino de Pertiniaco pluribusque aliis dictarum partium nobilibus per carissimos fratres nostros, duces Biturie et Burgundie, ac fidelem nostrum connestabularium Francie factis et initis², sibi restitui, que, virtute dicti tractatus et certe promissionis super hoc per dictos fratres et connestabularium nostros sibi facte, nos et dictos fratres nostros idem miles asserit obligatos; nos, in recompensacionem et acquitacionem finalem dicte summe quindecim mille cum septingentis florenis ad scutum, ac dictorum bonorum et redemptionum et ipsarum augmentacione per gentes nostras predictas in terris dicti domini de Perteniaco et subdi-

1. Ce compte remontait aux années 1358-1361. Nous avons vu (vol. précédent, p. 306) que Guillaume VII de Parthenay fut nommé, avec Boucicaut, lieutenant-général des pays de Touraine au delà de la Loire, de Poitou et de Saintonge, en deçà de la Charente, par lettres de Charles, régent de France, données à Meaux, le 22 mai 1358. (Archives de la ville de Poitiers, C. 11.) Le 3 juin suivant, le roi Jean, prisonnier à Londres, donna commission au maréchal Boucicaut, à Guillaume Larchevêque, au sénéchal de Poitou et à l'abbé de Saint-Cyprien, de requérir tous les prélats et gens d'église, nobles, communes et habitants de la province, de se cotiser dans le plus bref délai pour aider à payer sa rançon. (*Id. ibid.*, I, 6.)

2. C'est-à-dire pendant la durée de la trêve conclue à Surgères, du 18 septembre au 30 novembre précédents (ci-dessus, p. 177 note).

torum suorum sic captorum et levatorum, ut dictum est, nec non omnium et singulorum aliorum in quibus dicto domino de Perteniaco, tam ad causam suam quam quondam patris sui, nos et dicti fratres et connestabularius nostri, aut alter ipsorum, predictarum convencionum virtute vel aliis quibuscumque de causis, usque ad presentem diem possemus teneri, prefato domino de Perteniaco, pro se et suis heredibus et successoribus ac causam habentibus et habituris perpetuo, dedimus et concessimus, damusque et concedimus, de nostris certa sciencia et gracia speciali, per presentes, locum, feodum et terram de Dampere en Auniz, que solebat obtinere Johannes de Ludon¹, presbyter anglicus, nec non locum, terram et feodum de l'Aleu prope Rupellam, quod obtinere solebat Guichardus d'Angle², miles, inimicus noster rebellis. Que quidem loca, terre et feoda nobis, eo quod predicti Johannes et Guichardus patrem³ foveant contra nos inimicam, tamquam confiscata et prescripta obvenerant, cum dictorum locorum redditibus, censibus, nemoribus, aquis, molendinis, justicia, feodis, hommagiis ac juribus et pertinenciis aliis quibuscumque, per dictum dominum de Perteniaco ejusque heredes et successores, ac causam ab ipsis habentes et habituros perpetuo, loca et terras cum suis juribus et pertinenciis quibuscunque predictis tenendas, possidendas et habendas ac de ipsis disponendas ad suam omnimodam, tamquam de re sua propria, voluntatem. Quibus mediantibus, dictus

1. Le Fief le Roi, enclave de la terre de Dompierre, confisqué aussi sur Jean de Ludham, avait été donné déjà par le duc de Berry à Alain de Taillecol, dit l'abbé de Malepaye, donation confirmée par Charles V, le 9 novembre 1372. (Voy. ci-dessus, p. 169, note 1.)

2. D'autres biens provenant de Guichard d'Angle ou de sa femme, revendiqués à la fois par le sire de Parthenay et par le vicomte et la vicomtesse de Thouars, ayant droit, par suite d'un échange, de Godemart de Linières, donnèrent lieu à un procès porté au Parlement de Paris. (Curieux plaidoyers des 17 mai et 13 juin 1379, X^{1a} 1474, fol. 202 et 209.)

3. Sic. Il faut corriger ce mot et lire sans doute *patriam*.

dominus de Perteniaco nos, dictos fratres et connestabularium nostros, et nostros successores, de predictis sibi hic et suis dictis subditis debitis et que deberi possent per suas patentes litteras quietavit penitus et quietos esse voluit et immunes. Quapropter dilectis et fidelibus gentibus camere compotorum nostrorum Parisiensis ac senescallo Pictavensi, ceterisque justiciariis et officariis regni nostri, presentibus et futuris, et cuilibet eorumdem, prout ad ipsos pertinuerit, damus tenore presencium in mandatis committendo, si sit opus, quatinus dictum dominum de Perteniaco, vel ejus gentes et procuratores pro ipso in possessionem locorum, terrarum et pertinenciarum de Dempere et de Laleu predictarum, cum juribus et pertinenciis ipsorum predictis, ponant et inducant, et deffendant inductum, ipsumque, heredes et successores suos predictos, ac causam ab ipsis habentes et habituros, dictis terris, locis et pertinenciis universis ipsorum uti et gaudere faciant et permittant pacifice et quiete, juxta presencium formam et tenorem, donis de terris, locis et pertinenciis de Dempere et Laleu predictis, per nos aut alios quoscunque alios, nec non aliis donis per nos dicto domino de Perteniaco factis et faciendis non obstantibus quibuscunque. Volumus insuper et dicto domino de Perteniaco concessimus et concedimus per presentes quod, si dictum locum de Laleu cum suis pertinenciis per nos, quibuscunque de causis nos moventibus, dicto Guichardo restituere contingeret in futurum, quod dictus dominus de Perteniaco nichilominus dictum locum de Laleu, cum suis pertinenciis teneat, possideat et habeat, nec ipsum teneatur de facto restituere, vel ipsius possessionem dimittere, donec de dicto loco et ejus pertinenciis in pecunia numerata aut aliàs per nos fuerit compensatus. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, sigillum nostrum hiis presentibus duximus apponendum. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Parisius, die xxiii. de-

cembris anno Domini millesimo ccc^o septuagesimo secundo, regnique nostri ix^o.

Per regem. T. Hocie.

DXXXVIII

Confirmation du don octroyé par Jean, duc de Berry, comte de Poitiers, à Tristan Rouault, de tous les biens de son cousin, Bêthis Rouault, qui restait attaché au service de l'Angleterre. (JJ. 103, n^o 360, fol. 173 v^o.)

23 décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. A tous presens et avenir, salut. Savoir faisons que nous avons vueuz les lettres de nostre très chier et très amé frere le duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, Xaintonge, Angommois et de Masconnois, scellées en las de soye et cire vert, contenans la fourme qui s'ensuit :

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, Xaintonge, Angommois et de Masconnois, lieutenant de monseigneur le roy ès dis païs et en plusieurs autres parties de son royaume, à tous presens et advenir. Nous avons receu l'umblé requeste de nostre amé et feal chevalier, messire Tristain Rouaut¹, contenant

1. Fils aîné d'André Rouault, seigneur de Boisménart et de la Rousselière, et de Marie de Montfaucon, il servait dès 1356, n'étant encore qu'écuyer, sous Guichard d'Angle, alors sénéchal de Saintonge. Tristan, dont la noblesse ne remontait qu'à un demi-siècle (nous avons publié dans notre premier volume, p. 150, l'anoblissement octroyé à son grand-père, peut-être même seulement à son père, André Rouault, par le sire de Parthenay, en 1317), eut la fortune extraordinaire d'épouser l'héritière de la vicomté de Thouars et de devenir ainsi l'un des trois plus puissants seigneurs de Poitou. La date de son mariage n'a jamais été exactement établie. Les généalogistes disent qu'il eut lieu après 1376 et avant 1378, c'est-à-dire vers 1377. (Beauchet-Filleau, *Dict. des familles du Poitou*, t. II, p. 725, 853.) Sans espérer d'arriver à une précision rigoureuse, nous allons citer des documents qui permettent d'avancer quelque peu l'époque de cette union. Le 7 septembre 1373, Tristan Rouault était à Thouars, et il y reçut un messenger du duc de Berry. (KK. 251, fol. 128 v^o.) Peut-être était-il capitaine du château, ou lieutenant du duc dans la vicomté. Pernelle de Thouars était alors veuve d'Amaury IV de Craon, depuis cinq mois à peine. Le 29 juillet

comme Bestis Rouaut ¹, cousin et parent du dit chevalier,

1374, plaidant contre Louis de Sully, sire de Craon à cause de sa femme, touchant les villes, châteaux et forteresses de Mareuil, de Puy-Béliard, du Bois-Pouvreau, de Chantonay, etc., elle était encore veuve (X^{1a} 23, fol. 458). C'est le 28 mai 1376 que nous trouvons pour la première fois Tristan Rouault qualifié de vicomte de Thouars. A cette date, il poursuivait le sire d'Argenton, à raison de certains hommages que celui-ci niait lui devoir (X^{1a} 25, fol. 215 v^o). Son mariage, que l'on peut fixer à la fin de l'année 1375, d'après cet acte du Parlement, lui mit sur les bras une quantité considérable d'affaires judiciaires. Le même jour, 28 mai 1376, il reçut la notification de reprise de deux autres procès entamés par sa femme avant qu'il l'eût épousée, le premier contre le sire de Châteaubriant, le second contre Louis de Sully (X^{1a} 25, fol. 216). Comme ce dernier touche plus spécialement la vicomtesse de Thouars, nous en parlerons ailleurs dans une note spéciale relative à cette dame. Des autres procès soutenus par Tristan Rouault, nous nous contenterons de donner une énumération sommaire : 1^o le 6 juin 1377, arrêt entre lui et Isabelle d'Avaugour, veuve de Louis vicomte de Thouars (X^{1a} 26, fol. 172 v^o) ; il a été question de cette affaire ci-dessus, p. 196, note. — 2^o Différend avec Guillaume Larchevêque, sire de Parthenay, touchant la possession des terres de Laleu et de Loumeau (actes des 29 août 1379, 3 et 9 avril et 5 septembre 1380 ; X^{1a} 28, fol. 96 v^o ; X^{1a} 29, fol. 32, 39 v^o et 106) ; — 3^o avec le même, au sujet de la Chèze-Giraud (acte du 29 août 1379 ; X^{1a} 28, fol. 98) ; — 4^o contre Jeanne de Tigné, femme de Jean de Beauvau, chevalier, Albin Prévôt, Pierre Macé, Olivier Brion, Aimery de la Haye, etc., accusés de rébellion, excès et maléfices (mandements des 23 novembre 1383 et 26 mai 1384 ; X^{2a} 11, fol. 19 v^o et 34) ; — 5^o contre les maire, pairs et échevins de la Rochelle, relativement à la juridiction de Benon, dont le comté fut donné par le roi avec Frontenay-l'Abattu au vicomte et à la vicomtesse de Thouars, en septembre 1378, donation dont le texte est publié plus loin (arrêt du 21 mars 1380 n. s., X^{1a} 29, fol. 131 v^o et 135) ; — 6^o Lettres importantes du 18 août 1380, concernant des terres de Tristan, vicomte de Thouars, tenues de Jean duc de Berry, comte de Poitou (X^{1a} 29, fol. 99). — 7^o Procès de Tristan Rouault contre Jean Minier et autres officiers du roi de Sicile, touchant la justice de Saint-Généroux (Deux-Sèvres), que ceux-ci avaient attaqué à main armée (arrêt de juillet 1385, X^{2a} 11, fol. 186 v^o).

Tristan, vicomte de Thouars, accompagna Charles vi en Flandre en 1380, et assista au siège de Bourbourg, avec seize chevaliers et cent trente et un écuyers, dont il fit montre le 6 août 1383, et pour lesquels il reçut ses gages, le 20 août suivant. (G. Demay. *Inventaires des sceaux de la Coll. Clairambault*, t. II, p. 240.) Il servait encore le 20 juillet 1385 et l'année suivante, comme le prouvent plusieurs quittances de gages. Dom Fonteneau a recueilli des lettres de Charles vi, du 19 mai 1383, qui lui accordent 3000 florins d'or par an, à prendre sur la recette des aides, pour l'indemniser des dommages que la guerre lui a fait essuyer (t. XXVI, p. 305). Tristan fit son testament le 15 mars 1390, et mourut sans postérité. Son frère cadet, André, seigneur de Boisménart et de la Rousselière, continua la lignée.

1. Lancelot Rouault, dit Béthis, suivant le P. Anselme (*Hist.*

soit ennemi et rebelle de monseigneur le roy et de nous, et ait tenu et encores tiengne le parti de Edouart d'Engleterre et de Edouart son filz, en commettant crime de lese-magesté, et par ce soient tous les biens du dit Bestis Rouaut, meubles et heritages, à mon dit seigneur confisqués et forfais, il nous plaise donner au dit chevalier tous les dis meubles et heritages du dit Bestis, comme confisqués et forfais pour les causes dessus dites. Savoir faisons que nous, de grace especial, certaine science et auctorité royal, dont nous usons en ceste partie, en recompensacion des bons et agreables services que a fait à mon dit seigneur et nous le dit messire Tristain, en retournant et soy remettant en la bonne et vraie obeissance de mon dit seigneur et de nous, et que nous esperons que encores nous doie faire ou temps avenir, au dit messire Tristain avons donné et octroïé, et par la teneur de ces presentes donnons et octroions tous les dis biens muebles et heritages du dit Bestis Rouaut, quieux et où qu'il soient, c'est assavoir maisons et autres lieux, cens, rentes, heritages et revenues quelconques, avec toutes juridicions, justices, fois, hommages, censives, terres, bois, prés, fours, moulins, estans et generalment tous les dis biens et heritages quelconques du dit Bestis, à yceulx avoir, tenir, joir et possider

général., t. VII, p. 97), était le fils aîné de Clément (*alias* André, celui qui fut anobli en 1317) et de Jeanne de Thorigny. Il avait épousé Marie de Volvire, fille de Maurice, seigneur de Nieul, et de Marie Chabot, au sujet de laquelle il était en procès contre Hervé de Volvire, chevalier, le 3 août 1377. (Autorisation de se faire représenter par procureurs, X^{1a} 26, fol. 89 v^o.) Les registres du Parlement mentionnent encore un différend qu'il eut avec Jean Larchevêque, seigneur de Retz, et Jeanne Chabot, sa femme. Il s'agissait de l'hébergement de la Chaune. Béthis avait eu gain de cause devant le sénéchal de Poitou. L'affaire portée au Parlement, Pierre Gougou, capitaine, et Jean Mâçon, bailli de la dame de Retz, qui avaient été emprisonnés, furent élargis jusqu'au bon plaisir de la cour, le 2 avril 1386 n.s. (X^{2a} 12, fol. 15), et de nouveau le 12 mars 1378 (*id.*, fol. 67). Un an après, la cour ordonna que les parties présenteraient leurs faits au principal et que des commissaires seraient nommés pour s'enquérir de la vérité (arrêt du 19 mars 1379, X^{1a} 28, fol. 163 v^o). On trouve encore, à la date du 20 août 1380, une notification de reprise de ce même procès (X^{1a} 29, fol. 102).

par le dit messire Tristain, ses hoirs et successeurs, et de lui aians la cause paisiblement, ores et pour le temps avenir, comme de sa propre chose et demaine, tant comme le dit Bestis tendra le dit parti de nos ennemis et se rendra nostre ennemi et rebelle tant seulement. Car, ou cas et si tost que ycellui Bestis vouldra retourner et retournera en nostre bonne obeissance, il est de nostre entencion et volenté qu'il retourne à tous ses dis biens meubles et heritages quelconques, sans ce que le dit chevalier pour ce nous puist, doie ne soions tenus, mon dit seigneur ne nous, à lui faire aucune restitution, ores ne pour le temps avenir. Si donnons en mandement, par la teneur de ces presentes, de par mon dit seigneur et nous, à noz amez et feaulx seneschaus de Poitou, Xaintonge, Angommois, et à tous autres justiciers, officiers et subgés de mon dit seigneur et nostres, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulz, présents et avenir, que de nostre present don et grace facent et sueffrent le dit messire Tristain, ses hoirs et successeurs et de lui aians la cause, joir et user paisiblement, comme de leur propre chose, ne contre la teneur d'icelles ne les empeschent ne seuffrent estre empeschés en aucune maniere, mais de tous les dis biens, cens, rentes, heritages quelconques et revenues mettent et facent mettre le dit messire Tristain en possession et saisine paisible, en debouttant tous yceulx tous autres detempteurs, non contrestant quelconques dons que par nous ou autres à quelque personne que ce soit, auroient esté fais des dis biens, et les quieux ou cas dessus dit nous mettons du tout au neant. Car ainsi le voulons nous estre faiz pour le dit messire Tristain. Sauf et réservé en autres choses le droit de mon dit seigneur et nostre, et l'autrui en toutes. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre à ces presentes nostre seel secret, en l'absence de nostre grant. Donné à Paris, ou mois de decembre en l'an de grace mil trois cens soixante et douze.

Les quelles lettres de nostre dit frere dessus transcriptes et toutes les choses contenues en ycelles, nous avons agreables et ycelles loons, approvons et de nostre puissance, certaine science et auctorité royal, par la teneur de ces presentes, confermons, et se mestiers est, tous les dis biens et heritages, cens, rentes et autres choses dessus dictes donnons de nouvel au dit Tristain, ses hoirs et successeurs et de lui aians cause, à perpetuel heritage, par les condicions, forme et maniere contenuez ès dictes lettres de nostre frere, et voulons et mandons à tous nos justiciers, officiers et subgez, que des choses dessus dictes et chascunes d'icelles le dit Tristain, ses hoirs et successeurs, sueffrent et facent joir, par la maniere comme dessus, paisiblement, sans lui donner ne souffrir estre donné aucun empeschement. Sauf en autres choses nostre droit, et l'autrui en toutes. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Donné à Paris, le xxiii^e jour de decembre l'an de grace mil ccc. lxxii. et le ix^e de nostre regne.

Par le roy, à vostre relacion. J. Villers.

DXXXIX

Ratification des lettres de Jean, duc de Berry, qui confirment celles de Philippe Auguste de novembre 1201 et de 1222, en faveur de la ville de Poitiers ¹. (JJ. 199, n° 252, fol. 145.)

Décembre 1372.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus uni-

1. Ces lettres et les deux suivantes ne figurent pas à la Chancellerie sur le registre de 1372, mais seulement en vidimus dans des lettres de confirmation données par Louis XI à Toulouse, au mois de mai 1463, des privilèges accordés par ses prédécesseurs aux habitants de Poitiers. Elles ont été publiées dans la collection des *Ordonnances des rois de France*. t. XV, p. 673-682. Il nous a semblé, du moment qu'elles sont enregistrées au Trésor des Chartes et qu'elles rentrent par conséquent dans le cadre de notre recueil, qu'il y avait tout intérêt à les publier dès maintenant, c'est-à-dire à leur véritable date, plu-

versis, presentibus pariter et futuris, nos vidisse litteras karissimi germani nostri ducis Bituricensis et Arvernie, comitis Pictavensis, Xantonensis et Angolimensis, per dilectos et fideles nostros majorem et scabinos ville nostre Pictavensis et pro parte communitatis ejusdem nobis presentatas, formam seu tenorem qui sequitur continentes :

Johannes, regis Francie filius, dux Biturie et Auvergnie, comes Pictavensis, Xantonensis et Angolimensis. Notum facimus universis, presentibus pariterque futuris, nos vidisse duas patentes litteras bone memorie Philippi, quondam regis Francie, tenores qui sequuntur continentes :

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gracia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod Alienor, regina quondam Anglie, reddidit et confirmavit hominibus de villa Pictavis libertates et jura sua que antecessores eorum habuerunt et tenuerunt, tempore avi et patris et aliorum predecessorum ejusdem Alienor ;

1. Videlicet de filiabus suis maritandis et de omnibus aliis feminis que maritande erant in quocunque loco voluerint¹, aut extra villam Pictavis, aut infra villam.

2. Concessit eciam eis quod, quando aliquis eorum ad finem vite sue perveniens, elemosinam suam divisam

tôt que de ne les donner qu'à l'époque de leur confirmation, bien qu'elles aient été publiées plusieurs fois et que l'on en trouve un assez grand nombre de copies, comme nous l'indiquons dans les notes qui suivent.

Pour compléter la série des lettres octroyées par Charles v en faveur de la commune de Poitiers, après la remise de la ville sous son obéissance, nous signalerons encore une « exemption pour dix ans des tailles, subsides, gabelles, quart, treizième et autres subventions », qui portait la date du 30 décembre 1372, et dont le texte n'a pas été conservé. Le titre seul nous en est connu par une mention d'un inventaire des Archives de Poitiers de l'an 1506 (*Arch. de Poitiers*, M. 13. Inventaire dressé par M. L. Rédet, publié par MM. A. Richard et Barbier, in-8°, 1883, p. 233 et 311).

1. Variante « fuerint. » (*Cartul. de Philippe-Auguste*, Bibliothèque du Vatican, ms. Ottoboni 2796, fol. 25. — Voy. ci-dessous, la note 2, p. 224.)

habuerit, plenarie et integre teneatur; et qui in elemosinam illam violentiam fecerit à domino ville Pictavis defendatur, custodiatur et teneri cogatur.

3. Ad hoc eciam eis concessit quod nulli eorum qui fidejussores standi juri dare voluerint et potuerint de aliquo forifacto quod in villa fecerint, nisi multrarii, seu proditores, seu latrones fuerint, capiantur nec vi retineantur, nec manus in eos vel in res eorum violenter mittantur.

4. Ad hoc, eisdem concessit quod, si aliquis extraneus in villam Pictavis venerit causa ibi manendi, quamdiu ibidem manserit, has predictas libertates habeat ita libere et quiete, sicut alii homines in villa manentes habent et tenent.

5. Insuper, concessit universis hominibus de Pictavi et eorum heredibus imperpetuum communiam juratam apud Pictavim, ut tam ipsius jura quam sua propria melius defendere possent et magis integre custodire, salva tamen et retenta fidelitate ipsius Alienor, et salvo jure ejus et heredum suorum, et jure sancte ecclesie.

6. Preterea, statuit et concessit predictis hominibus Pictavensibus ut omnes libere et usitate consuetudines ville Pictavis, quas antecessores eorum et ipsi, sub ipsius et predecessorum suorum dominio, hactenus habuerunt, eis et eorum heredibus inviolabiliter observentur, et ut ad ipsas manutenendas et ad jura sua, et ipsius Alienor et heredum suorum, defendendas, vim et posse communie sue, quando necesse fuerit, contra omnem hominem, salva fidelitate ejusdem Alienor, et salvo jure suo et heredum suorum, et salvo jure sancte ecclesie, exerceant et apponant.

7. Nos autem, ad petitionem predictorum hominum nostrorum de Pictavi, jura et libertates et omnia supradicta jura, salva fidelitate nostra et heredum nostrorum, et salvo jure sancte ecclesie et nostro, eis concedimus in perpetuum.

Et ut hoc perpetuum robur obtineat, sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato presentem paginam confirmamus. Actum apud Dymon ¹, anno ab Incarnatione Domini m° cc. quarto, regni vero nostri anno vicesimo sexto. Astantibus in palatio nostro quorum nomina subscripta sunt et signa. Dapifero nullo. S. Guidonis buticularii. Signum Mathei camerarii. Signum Droconis constabularii. Data vacante cancellaria, per manum fratris Garini ².

Item. — In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod, pro bono pacis, concedimus et donamus dilectis nostris burgensibus Pictavensibus communiam infra muros Pictavenses, salvo jure ecclesiarum et dominorum qui terras ibi habent, et curias et justiciam.

2. Concedimus eis etiam quitanciam, quantum ad nos pertinet, de propriis mercaturis suis per totam terram quam Henricus, quondam rex Anglie, tenuit, preter quam in comitatu Ebroyensi et in Vulcassino Normannie, et preter quam apud Paciacum, et preter quam in terra Hugonis de

1. Une copie de 1241 conservée aux Archives communales de Poitiers, A. 5, donne comme nom de lieu *Dæn*. Le registre 199 du Trésor des Chartes porte *Dominum* en toutes lettres. C'est la copie de la Bibl. du Vatican, citée dans la note précédente, qui fournit la leçon préférable Dymon (Dixmont, Yonne), localité où séjourna Philippe-Auguste une partie du mois de novembre 1204, comme nous le font connaître d'autres actes de ce prince. (Cf. L. Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, n° 875 et suiv.)

2. Pour les diverses autres copies de cet acte, voy. Delisle, *op. cit.*, n° 876. Il a été publié dans la collection des *Ordonnances*, t. XI, p. 290, d'après une des copies du cartulaire de Philippe-Auguste, autrefois conservée à la Bibliothèque nat., sous le n° 9852^a, aujourd'hui aux Archives nat., JJ. 23 ; par Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 435, d'après le vidimus donné par le prince de Galles, le 5 mars 1364 n. s. ; par M. A. Giry, *Les établissements de Rouen*, etc., t. II, p. 147, sur le ms. Ottoboni 2796, fol. 25, de la Bibl. du Vatican, texte dont nous nous sommes servi pour rectifier notre registre du Trésor des Chartes en quelques endroits.

Gornayo, et preterquam apud Pontem Archie, et superius versus Franciam.

3. Concedimus eciam eis ut habeant placita de hereditatibus et catallis suis et convencionibus factis apud Pictavis, salvis curiis dominorum qui ibi terras habent; qui domini habent curias et justiciam hominum suorum in civitate Pictavensi tenendas.

4. Super debitis mutuatis apud Pictavis, si cives Pictavenses debitorem infra Pictavis invenerint, ex quo de equo suo debitor descenderit, catallum et harnesium suum per majorem, propter debitum suum, arrestare poterunt, quousque recognoverit debitum vel negaverit, nisi tamen ita sit quod per submonicionem nostram illuc venerit, vel in exercitum, vel nisi de familia nostra sit. Quod si debitum cognoverit, in communia de eo jus fiet ad diem; si vero illud negaverit, jus de eo fiet coram ballivo nostro apud Pictavis, et ballivus noster de eo securitatem accipiet ad diem veniendi et jus ibi coram ipso faciendi. Et si debitor, vel ille qui convencionem fecerit Pictavis, non venerit Pictavis ad diem, si in justicia et potestate nostra sit, ballivus noster compellet securitatem inde receptam ad veniendum Pictavis et super hoc juri parendum coram ballivo nostro Pictavensi.

5. Nullus civium Pictavensium potest appellari ab aliquo latrone, confesso vel convicto, vel deprehenso, vel falsionario, vel ab aliquo qui legem non habeant.

6. Contra omnes legitimos homines et legales testes respondebunt, sicut alii de Pictavia.

7. Preterea cives Pictavenses cogere non poterimus ad custodiendum prisiones in carcere, nec alibi, nisi tantummodo quousque illos tradiderint ballivo nostro, si eos ceperint.

8. Nullum insuper ipsorum cogere poterimus ad custodiendum monetam vel vicecomitatum, vel aliud ministerium nostrum, nisi id facere debeat ratione feodi quod

inde teneat, vel aliquid habeat propter quod debeat ad hoc compelli.

9. Nec nos cogemus eosdem cives ad reddendum nobis tallium per consuetudinem, nisi sponte sua nobis dare voluerint.

10. Preterea, vinum quod apud Pictavis in tabernis capietur ad opus nostrum, ad forum capietur quo aliis vendetur. Illud autem quod non erit in taberna, per quatuor legitimos homines civitatis super fidem et sacramentum eorum appreciabitur, et precium inde redditur.

11. Preterea, cives predicti cum mercaturis suis, de quocumque loco venientes in domania nostra, poterunt eas licite vendere ad detallium vel alio modo, et eas chargiare et dechargiare, portare vel reportare ubicumque voluerint pacifice et quiete, quantum ad nos pertinet, in tota terra quam Henricus, quondam rex Anglie, tenuit, preter quam in terris quas superius excepimus.

12. Nullus, nisi manens fuerit apud Pictavis, poterit dechargiare vinum in cellario, vel in domo apud Pictavis, propter illud revendendum; sed nos poterimus ibidem vina dechargiare ad opus nostrum et garnisionum nostrarum et facere revendi vina garnisionibus pro renovando.

13. De mercaturis que de ultra mare veniunt apud Pictavis, nullus extraneus poterit emere ad revendendum nisi per cives Pictavenses. Quod si quis fecerit, medietas mercature erit nostra, et altera medietas civium Pictavensium, pro forisfacto.

14. Item, nullum de civibus Pictavensibus cogere poterimus ad contrahendum matrimonium, nisi de voluntate sua.

15. Volumus etiam quod nullus eorum possit reptari de usura; nec jureia fiat super eum, vel super heredes ejus post mortem suam.

16. Preterea, si quis de communia fuerit in prisonia

nostra vel monasterio, vel se absentaverit pro aliquo delicto, volumus quod major custodiat catalla ejus in manu sua, et ballivus noster inde habeat quoddam scriptum et major aliud, donec judicetur, et si dampnatus fuerit, catalla erunt nostra.

17. Item, major habebit omnes submoniciones hominum communie sue, et illos habebit ad jus; nec aliquis in eos manum apponat, sine majore vel serviente suo, nisi hoc sit pro placito quod pertineat ad comitem Pictavensem; et tunc ballivo nostro debet major auxilium impendere ad justiciam faciendam de hominibus communie, si fuerit exinde requisitus.

18. Item, non nisi per marescallum nostrum poterunt cives predicti volentibus hospitari apud Pictavis denegare hospicia nostra, nisi ipsi eis forisfecerint, vel nisi cives rationabilem causam ostenderint quare id facere non debeant.

19. Cives Pictavenses singulis annis eligere debent majorem et duodecim scabinos et duodecim juratos, qui omnes jurabunt coram nobis vel ballivo nostro quod fideliter custodient nos et vitam nostram et honorem nostrum, et membra nostra et jura nostra. Et hec electio fiet in termino quo solet hactenus fieri.

20. Et quando major electus fuerit, veniet ad nos fidelitatem prenotatam nobis factururus; vel si mandaverimus ballivo nostro Pictavensi ut fidelitatem ejus recipiat, major tenetur facere fidelitatem coram ballivo nostro Pictavensi, sicut predictum est.

21. Preterea, sciendum est quod cives predicti nobis debent exercitum et equitacionem ultra Ligerim, in omnibus locis in quibus homines nostri de feodis Pictavie nobis debent exercitum et equitacionem.

22. Libertates autem et immunitates premissas civibus predictis concedimus, quandiu nobis et heredibus nostris adherebunt et quandiu nostram et heredum nostrorum

observabunt fidelitatem, salva nobis justitia latronis, homicidii, sanguinis, raptus et multri, et salvo conductu curie nostre.

Quod ut perpetue stabilitatis robur obtineat, presentem paginam sigilli nostri auctoritate et regii nominis karac-
tere inferius annotato confirmamus. Actum Aneti, anno dominice Incarnationis m^o cc^o vicesimo secundo, regni vero nostri quadragesimo quarto. Astantibus in palacio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. Buticulario nullo. Signum Bartholomei camerarii. Signum Mathei constabularii. Data vacante (*Monogramme*) cancellaria ¹.

Nos vero dictas litteras et omnia alia et singula in eisdem contenta, rata habentes et grata, ea volumus, laudamus, approbamus, et de nostra certa scientia et speciali, maturo super hiis habito consilio, confirmamus, perpetuo valituras. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Senescallo nostro Pictavensi, ceterisque justiciariis nostris et eorum loca tenentibus, presentibus pariterque futuris, tenore presentium, dantes in mandatis quatinus dictos cives de omnibus et singulis in dictis litteris contentis uti et gaudere pacifice faciant et permittant, nec ipsos aut eorum alterum contra nostre presentis gracie et confirmacionis tenorem, inquietent, vexent aut perturbent, inquietari, vexari seu perturbari nunc et imposte-

1. L'original de ce diplôme est conservé aux Archives communales de Poitiers, A. 4, et nous l'avons reproduit ici au lieu de la copie du registre JJ. 199 (dont il ne diffère que très peu d'ailleurs), d'après l'édition de M. A. Giry, *Les établissements de Rouen*, etc., t. II, p. 151. Ce texte avait été publié antérieurement dans la collection des *Ordonnances*, t. XII, p. 301, d'après deux copies du cartulaire de Philippe-Auguste; par Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 435 et s., d'après le vidimus donné à Poitiers, le 5 mars 1364, par le prince de Galles; et par Teulet, dans l'inventaire des *Layettes du Trésor des Chartes*, t. I, n° 1553, p. 552, d'après une copie du milieu du XIII^e siècle. (Arch. nat., J. 192, n° 3.) — Cf. L. Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, in-8°, 1856, n° 2178.

rum à quoquam quomodolibet pacientur. Quod ut perpetue roboris stabilitati firmetur, presentes litteras nostras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum Parisius, mense decembris anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo secundo.

Quas quidem litteras et omnia et singula in eis contenta rata et grata habentes, ea laudamus, ratificamus, approbamus et ex certa sciencia, auctoritate regia et speciali gracia, tenore presencium confirmamus. Universis et singulis justiciariis et officiariis regni nostri, ac eorum locatentibus, presentibus et futuris, et cuilibet ipsorum, dantes in mandatis quatinus dilectos nostros majorem et communitatem predictam et alios quorum intererit, nostra presenti confirmatione et gracia uti et gaudere faciant pacifice et quiete, non permittentes aliquid contra tenorem presentium fieri vel eciam actemptari. Volentes insuper ac liberaliter concedentes quod transcripto autentico seu copie presentium litterarum sub sigillo regis confectarum, adhibeatur in judiciis et extra, sicut et ipsis originalibus litteris, plena fides. Et ut premissa perpetue stabilitatis robur obtineant, sigillum nostrum hiis presentibus mandavimus apponi. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Parisius, in castro nostro de Lupara, anno Domini millesimo tricentesimo septuagesimo secundo, et regni nostri nono, mense decembris ¹.

DXL

Lettres de sauvegarde accordées par Charles v aux habitants de Poitiers, pour leurs personnes et leurs biens. (JJ. 199, n° 252, fol. 148.)

Décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir fai-

1. A la suite sur le reg. JJ. 199, en dehors par conséquent des confirmations de Charles v et du duc de Berry, sont insérées les lettres

sons à tous, presens et avenir, que nous, à la supplicacion de noz amez et feaulx les maire, eschevins, bourgeois, conseillers jurez et de toute la commune de nostre ville de Poitiers, les quelx comme noz bons, vraix et loiaulx subgectz se sont soubzmis de nouvel et liberalment à nostre subgection et obeissance et ont voulenté et entencion de y estre et perpetuellement demourer. Et par ainsi considerans leur bonne et vraye affection, ayans inclinacion de nous condescendre à leur dicte supplicacion, affin que quant ilz se verront par nostre puissance estre gardez en leurs droiz et maintenuz en paix et tranquillité, et preserverez de toutes oppressions, ilz aient plus grant desir de garder leur loyaulté envers nous et de y tous jours fermement perseverer, iceulx maire, eschevins, bourgeois, conseillers, jurez et tous autres qui sont ou seront de la dicte commune, tant conjointement comme diviseement, avons pris et mis, prenons et mettons, de nostre auctorité royal, certaine science et grace especial, avec tous les biens appartenans à la dicte communauté, et leurs autres biens particuliers, leur famille et autres choses et possessions quelxconques estans en nostre royaume, à la conservacion de leur droit tant seulement, en la protection et especial sauvegarde de nous et de noz successeurs à tous jours mais, par ces presentes, par la teneur des quelles nous mandons et commettons au seneschal de Poictou qui est ou sera pour le temps advenir, ou à son lieutenant, que aus diz maire et eschevins, bourgeois et conseillers, et tous autres dessus diz, il deppute, toutes fois que le cas advendra et qu'il en sera requis, ung ou plusieurs de noz sergens, qu'ilz

d'Édouard prince de Galles, qui confèrent au maire de Poitiers la juridiction civile et criminelle sur tous les habitants de la ville, sauf seulement les cas de lèse-majesté et les crimes de fausse monnaie et de falsification de sceau (Cognac, 17 octobre 1369). Elles ne pourront figurer dans notre recueil qu'à la date du 17 mars 1424, époque de la première confirmation royale dont elles furent l'objet. Cf. Giry, *Les établissements de Rouen*, t. I, p. 367, 370.

soient leurs gardiens; aus quelx gardiens et à chascun d'eulx nous mandons et commettons, par ces mesmes presentes, que les diz maire, eschevins, bourgeois et conseilliers jurez, et chascun d'eulx, les biens de leur dicte commune et autres biens particuliers, leur famille, possessions et autres choses quelzconques à eulx appartenans, deffendent de toutes injures, violences, griefz, oppressions, molestacions, force d'armes, puissance de laiz et quelzconques autres nouvelletez indeues, et les gardent et maintiengnent en leurs justes possessions, franchises, libertez, usaiges, coustumes et saisines, ès quelles ilz les trouveront estre et leurs predecesseurs avoir esté paisiblement d'ancienneté, et ne permettent à l'encontre d'eulx, des biens de leur dicte commune et autres biens particuliers, leurs familles, choses et possessions, aucunes injures ou violences indeues estre faictes, les quelz, si ilz se treuvent avoir esté ou estre faictes au contraire, ou prejudice d'eulx et de nostre dicte sauvegarde, si les remettent ou facent remettre au premier estat et deu, et à nous et à partie faire pour ce [payer] amende convenable; et de toutes les personnes, des quelles ilz ou aucuns d'eulx requerront à avoir asseurement, le leur facent donner bon et loyal, selon la coustume du pais, par ceulx à qui il appartendra. Et signifient et publient nostre presente sauvegarde aux personnes et aux lieux dont de par les diz maire, eschevins, bourgeois et conseillers jurez, et autres dessus diz, et chascun d'eulx seront requis, en mettant noz penonceaulx ès lieux, maisons, biens et autres possessions d'eulx et de leur dicte commune, affin que aucun ne se puisse d'ignorance sur ces choses excuser; et deffendent expressement de par nous à tous ceulx dont ilz seront requis par les dessus nommez et chascun d'eulx, sur certaines peines et amendes à appliquer à nous, que aus diz maire, eschevins, bourgeois et conseillers jurez, et autres dessus diz,

aux biens de leur dicte commune, à leurs autres biens particuliers, leurs familles et autres choses et possessions quelzconques ilz ne meffacent en aucune maniere, et tous les desobeissans et enfraignans nostre dicte sauvegarde, ou qui aus diz gardiens ou à l'un d'eulx feroient injures ou violences, ou aucunement en faisant leur office sur ce desobeiroient, adjournent à certains jours et compettans, devant les juges à qui par raison la congnoissance en devra appartenir, en certiffiant iceulx juges des diz adjournemens et de tout ce que fait en auront sur ce, aus quelz juges mandons, par la teneur de ces presentes, que sur les choses dessus dictes ilz facent ainsi qu'il appartendra entre les parties bon et brief accomplissement de justice. Et en oultre, avons donné et donnons aus diz gardiens et à chascun d'eulx par soy plain pouvoir, auctorité et mandement especial, par ces presentes, de faire toutes autres choses touchant nostre presente sauvegarde, qui pevent et doivent appartenir à office de bon gardien. Toutes voies nous ne voulons pas que eulx ou aucuns d'eulx s'entremettent aucunement de chose qui requiert congnoissance de cause. Et aussi n'est pas nostre entencion que aucun de la dicte commune se puisse aider ou joir de nostre presente sauvegarde contre nostre très amé frere le duc de Berry et conte de Poictiers, à present leur seigneur sans moien, et contre aucun autre d'icelle commune. Si donnons en mandement à tous noz justiciables et subgectz que aus diz gardiens et à chascun d'eulx, en faisant les choses dessus dictes et chascune d'icelles, obeissent et entendent dilligement et prestant aide, conseil et confort, se mestier est et requis en sont. Et d'abondant, en leur ampliant nostre dicte grace, voulons et declarons que au vidimus de ces dictes presentes, fait et collationné soubz seel royal, soit adjoustée plaine foy comme au propre original d'icelles. Et afin que ce soit chose ferme et estable perpetuellement, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres.

Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes.
Donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, l'an de grace
mil ccc. LXXII ¹ et de nostre regne le neufiesme, ou mois de
decembre ².

DXLI

Lettres qui confèrent la noblesse aux maire, échevins et conseil-
lers de la ville de Poitiers, alors en exeroice, ainsi qu'à leurs suc-
cesseurs, et à leur descendance masculine et féminine. (JJ. 199,
n° 252, fol. 146.)

Décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir fai-
sons à tous, presens et avenir, que nous, considerans la très
grant loyaulté et obeissance, la très bonne volenté et
affection que tous jours ont eu à la coronne de France et
à nous, noz bien amez le maire, les douze eschevins et
les douze conseillers jurez de la commune et ville de
Poictiers, qui ont esté ou temps passé et sont encores, et du
nombre des quelx sont à present Jehan Bigot, maire, Aymery
d'Airon ³, Guillaume Gaignolleau, Jehan Regnault,
Simon Mourraut et Jehan de Taunay, ⁴ les quelz ont esté

1. Le copiste de la chancellerie a écrit par erreur cccc. LXXII, au lieu de ccc. LXXII.

2. Edit. *Ordonnances des rois de France*, t. XV, p. 680. Les Archives communales de Poitiers possèdent un vidimus de ces lettres de sauvegarde de l'an 1424, A. 24, et il s'en trouve aussi une copie dans la collection de dom Fonteneau, t. XI, p. 549.

3. Le texte fautif en cet endroit porte *Darion*. C'est d'Airon ou d'Ayron qu'il faut lire. Il a été question de ce personnage dans un acte du 8 février 1348 n. s., publié dans notre second vol., p. 432. Elu maire en 1352, il aurait conservé cette charge sans discontinuer jusqu'en 1366, d'après la liste publiée par Thibaudeau, d'accord avec celle du ms. 20084 de la Bibliothèque nationale. Nous avons eu plus d'une fois l'occasion de constater l'erreur de cette assertion et l'impossibilité matérielle du fait.

4. Jean de Taunay, ainsi que Jean Regnault et Jean Bigot, obtinrent à la même date des lettres spéciales d'anoblissement, qui sont publiées ou analysées à la suite de celles-ci. Pour ce qui est des autres personnages nommés dans le présent acte, il est difficile de savoir la date exacte de leur mairie, par suite des erreurs gros-

maires de la dicte ville et à present sont du nombre des douze eschevins, et aussi leur bon port, leur bon estat et bon gouvernement, tant en commun comme de leurs personnes singulieres, les quelz ont esté et sont recommandez de très grant bien, honneur et commandable souffisance, et de très pourveue ordonnance, adornez de nobles vertuz et autres dignes et louables merites. Considerans aussi les grans et bons services que ilz ont fait à noz predecesseurs et à nous, ou temps passé, et esperons que ilz facent ou temps advenir ; actendu aussi et considéré que pour le gouvernement de la dicte ville a esté d'ancienneté, et esperons que il sera aussi ou temps advenir, acoustumé de estre et excercer les diz offices de maire, eschevins et conseillers jurez des plus notables et bonnes personnes, de bonne vie et honneste conversacion et plaines de grans vertuz et merites, affin que ce soit exemple aux autres habitans de la dicte ville, quant ilz verront les dessus diz estre essaucez, eslevez et preferez en haultesse, honneur, preeminance et dignité, iceulz maire, eschevins et conseillers jurez, et les diz Jehan Bigot, maire, Aymery d'Airon, Guillaume Gaiguolleau, Jehan Regnault, Simon Mourraut et Jehan de Taunay, qui à present sont du nombre dessusdit, et tous ceulx qui ou temps advenir et perpetuellement seront,

sières contenues dans les listes publiées ou inédites. Le nom de Gaiguolleau est aussi un nom défiguré. L'original, suivant M. Baridonnet, porte Gargoulleau ; ce n'est que dans les vidimus de Charles VII et de Louis XI qu'il a été débaptisé. Le nom de cette famille est en effet Gargouilleau. Elle alla s'établir à la Rochelle et l'un de ses membres en fut maire, l'an 1577 ; une rue de cette ville porte son nom. Guillaume était échevin de Poitiers en septembre 1361, lors de la remise des clefs de la ville à Jean Chandos, et figure sur le *Procès-verbal de délivrance*, sous le nom de Guillaume Gorgouilleu. (*Mémoires de la Société de Statistique des Deux-Sèvres*, 2^e série, t. VI, 1866, p. 146.) Guillaume Gargouilleau avait été maire en août 1337 (Arch. municipales de Poitiers. E. 2) ; il a été dit un mot de lui dans notre précédent volume (t. III, p. 145, note, 395 note). Quant à Simon Mourraut ou Mouraut, nous avons vu dans l'introduction de ce même volume qu'il était maître particulier de la monnaie de Poitiers en 1359 (p. xxviii et xxix, note 2).

avec toute leur lignée descendant, née et à naistre de loyal mariage, masculine et feminine, nonobstant qu'ilz ne sont mie ou aient esté nez, extraiz ou procreez de noble sanc, de nostre certaine science, auctorité royal, pleine puissance et grace especial, avons anobliz et anoblissons par ces presentes ; et leur octroyons et voulons que ilz soient tenuz et repputez dès maintenant et à tousjours mais pour nobles en jugement ou fait d'armes et ailleurs, en quelxconques lieux que ce soit, et que eulx et leurs enfans masles et leur dictelignée masculine, procréée et approcreer puissent et quant il leur plaira estre par quelxconques autres chevaliers aornez d'ordre et estat de chevalerie. Et avec ce eulx et toute leur dicte lignée masculine et feminine, et chascun d'eulx, puissent acquérir et conquister par tout le royaume de France, et s'aucuns ont desjà acquestez, tenir, avoir et possider fiefz, arrierefiez, terres, possessions, heritaiges, justices, seigneuries et quelzconques autres choses nobles et de noble condicion, sans ce que pour ce ilz soient jamaiz tenuz de paier aucune finance à nous ne à noz successeurs roys de France. Laquelle finance, quelle et combien grande que elle soit ou puist monter, nous, de nostre auctorité et puissance dessus dicte, leur avons quictée, remise et donnée, quictons, donnons et remectons, par la teneur de ces presentes. Et avec ce leur octroyons et voulons qu'ilz joissent de tous privileges, droiz, immunitiez, franchises, coustumes, libertez, usaiges et de toutes autres choses, comme font et ont acoustumé et doivent faire chevaliers et escuiers et autres nobles du dit país et de nostre dit royaume. Donnons en mandement au seneschal de Poictou et à tous les justiciers, officiers et subgetz de nous et de nostre dit royaume, ou à leurs lieutenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, que les diz maire, eschevins et conseillers jurez, et les dessus nommez, qui à present sont et tous leurs successeurs ès diz offices, qui ou temps advenir seront, et toute leur

dicte lignée, et chascun d'eulx, facent et laissent joir et user de nostre presente grace et de nostre present octroy, sans leur faire ou souffrir estre fait au contraire destourbier ou empeschement aucun, le quel se ilz treuvent estre fait, si les rappellent et facent rappeler et mettre au premier estat et deu. Et pour ce que les diz maire, eschevins et conseillers jurez et les dessus nommez, et leurs successeurs ne pourroient mie bonnement ou aiseement ces presentes monstrar, quant ilz voudroient ou mestier leur seroit, pour ce qu'elles touchent et pourront toucher plusieurs personnes, et leurs successeurs ou temps advenir, nous voulons et leur avons octroyé et octroyons que au transcript ou vidimus de ces presentes, soubz sceaulx royaulz confectes, soit adjoustée plaine foy, et que ilz leur baillent, prouffitent et aient tel effect comme à l'original. Et que ce soit ferme chose et estable à tous jours mais, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, l'an de grace mil ccc. soixante et douze, et de nostre regne le neufiesme, ou mois de decembre¹.

DXLII

Lettres d'anoblissement octroyées à Jean Regnault, bourgeois et ancien maire de Poitiers. (JJ. 104, n° 43, fol. 19.)

Décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir

1. L'original de ces lettres est conservé aux Archives municipales de Poitiers, A. 19. Dom Fonteneau en a pris copie sur un vidimus existant parmi les Archives du Chapitre de Saint-Hilaire de Poitiers, et elles figurent dans sa collection, t. XI, p. 553. Les éditeurs des *Ordonnances des rois de France* en ont publié le texte, t. V, p. 563, d'après une autre source encore, celle du Parlement, mais sur une copie de la fin du xvi^e siècle. Henri III ayant confirmé les privilèges des maire et échevins de Poitiers, fit insérer dans sa déclaration les lettres primitives, qui furent ainsi enregistrées à

faisons à tous, presens et avenir, que nous aians en memoire la parfaite loyaulté et vraie obeissance que es temps passez a eu à nos predecesseurs et à nous nostre bien amé Jehan Regnault', bourgeois et habitant de nostre ville et cité de

nouveau. (Reg. anc. coté NN, aujourd'hui aux Arch. nat., X^{1a} 8637, fol. 118.) Le texte des *Ordonnances* ne diffère point d'ailleurs d'une façon sensible de celui que nous donnons ici d'après le registre de la chancellerie de Louis XI.

1. Il était maire en 1371-1372. Dans une notice que lui consacre l'auteur de l'*Armorial des maires de Poitiers* (ms. fr. 20084 de la Bibl. nat.), on lit : « Cette année la ville de Poitiers se rendit au roi de France contre l'avis et consentement dudit Regnault, maire. Les habitants à son insu envoyèrent quérir Du Guesclin, qui tenait la ville de Saint-Sever en Limousin assiégée, lequel y vint incontinent et y entra pour le roi. Regnault fut contraint de se réfugier à la cour d'Edouard prince de Galles, comme étant de faction anglaise ». Cette assertion a été reproduite par tous les historiens du Poitou sans exception, qui l'ont d'ailleurs puisée dans Froissart, dont voici le texte. Après avoir qualifié Jean Regnault de « bon et loyal homme », il dit : « Li communauté et les eglises et aucun riche homme de la ville se voloient tourner françois, et Jehans Regnault, qui maires en estoit, et tout li officer dou prince et aucun aultre grant riche homme ne s'i voloient nullement accorder, pour quoi il en furent en tel estri que priès fu le combatre ». Le chroniqueur ajoute que, se doutant que le parti français cherchait à faire entrer Du Guesclin dans la ville, il envoya un messenger à Thomas de Percy lui dire de se hâter de revenir à Poitiers. Mais celui-ci arriva trop tard ; la ville avait fait sa soumission. (Edit. S. Luce, t. VIII, p. 60-62.) En présence des lettres d'anoblissement pour les maires de Poitiers en général, et du rappel qui y est fait de Jean Regnault, en présence surtout de ces lettres particulières qui lui décernent la noblesse, en insistant précisément sur les services qu'il rendit au roi pendant qu'il exerçait la première magistrature de sa ville natale, on peut dire que ce bruit calomnieux tombe de lui-même et que la légende propagée de siècle en siècle est à jamais détruite.

Jean Regnault était échevin de Poitiers le 21 septembre 1361, au moment de la prise de possession du pays par Jean Chandos au nom du roi d'Angleterre. (Bardonnnet, *Procès-verbal de délivrance*, etc., p. 147.) Il est certain qu'il resta dans sa patrie pendant l'occupation anglaise et même après la reprise des hostilités ; mais il ne fit qu'imiter en cela l'exemple de presque toute la noblesse et de la bourgeoisie poitevine. Ses sentiments français se réveillèrent dans les premiers jours du mois d'août 1372, et il reçut avec joie, comme tous ses concitoyens, Du Guesclin et le comte de Poitou. On peut même dire, d'après nos documents, qu'il leur facilita leur tâche. D'ailleurs il encourut si peu la disgrâce du duc de Berry et du roi qu'il fut maire de nouveau en 1374. Les listes des maires de Poitiers donnent en 1372, 1373 et 1374, le nom de Jean Bigot, et portent qu'il eut pour successeur immédiat en 1375 Pierre Regnault. Mais voici un document qui nous permet de rectifier cette erreur. Le 16 septembre 1374, Charles V fit bailler et délivrer comptant par

Poitiers, le quel ou temps passé a esté maire d'icelle ville, et aussi les bons port, estat et gouvernement que il a mis ou dit office de maire pour le temps que il le exerçoit, comme autrement, et semblablement que il est personne de commendable vie et honneste conversacion, et adornez et garnis de nobles vertuz et autres dignes et louables merites, pour quoy il doit estre eslevé, preferé et essaucié en honneur, dignité et preeminence; considerans aussi les grans et bons services que il a faiz à nos dis predecesseurs et à nous ou temps passé en pluseurs manieres, ainsi que de ce sommes acertenez, et esperons qu'il face ou temps avenir, icellui Jehan Regnault avecques toute sa lignée descendente, née et à naistre de loyal mariage, masculine et feminine, non obstant qu'il ne soit mie ou ait esté nez, extraiz ou procreez de noble sanc, de nostre certaine science,

ses clerks et conseillers, Hue de la Roche, Bertrand Duclos et son valet de chambre Jean de Vaudétar, à Guillaume Larchevêque, sire de Parthenay, et à Jean Regnault, qualifié *maire de Poitiers*, par manière de prêt, la somme de 6000 francs d'or. Ceux-ci s'obligèrent à la rendre à la S. André suivante. Mais le duc de Berry déclara que cette dette lui incombait et voulut que l'obligation lui fût passée par les généraux sur le fait des aides pour la guerre en déduction des 47000 francs que Charles V lui avait promis, en récompense des comtés de Saintonge et d'Angoumois, dont il s'était dessaisi quelque temps avant. Et en effet, le 11 mars 1375, le duc de Berry donna quittance de cette somme et en déchargea son « compagnon » le sire de Parthenay et Jean Regnault, maire de sa ville de Poitiers. (Arch. nat., J. 382, n° 6.) Un fait qui a pu contribuer à accréditer la légende de la défection de Regnault, c'est le procès que lui intenta Pierre Boschet, qui l'accusait d'avoir coopéré à l'arrestation de son oncle Jean Boschet, soupçonné de conspirer en faveur du parti français, et que les Anglais avaient mis à mort en 1370, comme nous l'avons vu ci-dessus, p. 121 et note.

On trouve le nom de Jean Regnault pour la première fois dans un acte du 30 avril 1353, publié dans notre précédent volume, p. 145. Le 10 octobre 1355, il était l'un des fermiers de l'impôt des six deniers pour livre, et reçut en cette qualité mandement de payer aux maire et habitants de Poitiers, conformément aux lettres du maréchal de Clermont, lieutenant du roi en Poitou, du 6 octobre précédent, la somme de 400 livres qu'il leur avait accordées pour fortifier la ville. (Archives mun. de Poitiers, H. 4.) Il figure encore dans un grand nombre d'actes scellés des années 1386 et 1387, conservés dans le même dépôt, où l'on voit qu'il portait pour armes un chevron chargé de trois coquilles et accompagné de trois étoiles, deux en chef et une en pointe. (*Id.*, J. 16, 216 et suiv.)

auctorité royal, plaine puissance et grace especial, avons anobliz et anoblissons par ces presentes, et à lui et à sa dicte lignée masculine et feminine, procréée et à procreer, avons octroyé et octroyons que ilz soient tenuz et reputez doresenavant et à tousjours mais pour nobles en jugement, en faiz d'armes et ailleurs, en quelconques lieux que ce soit, et que lui et ses enfans masles et leur dicte lignée puissent, quant il leur plaira estre par quelconques autre chevalier aornez d'ordre et estat de chevalerie, et avecques ce que eulx et toute leur dicte lignée masculine et feminine, et chascun d'eulx, puissent acquerir et conquerer par tout nostre royaume, et se aucuns ont desjà acquestez, tenir, avoir et possider à tous jours fiefs, arrerefiefs, terres, possessions, heritages, justices, seigneuries et quelconques autres choses nobles et de noble condition, senz ce que pour ce ilz soient jamais tenuz de paier aucune finance à nous ne à noz successeurs roys de France, la quelle finance, quelle et combien grande que elle soit ou puist monter, nous, de nostre auctorité et puissance dessus dictes, leur avons quittée, remise et donnée, quittons, donnons et remettons, par la teneur de ces presentes. Et avecques ce leur octroions et voulons que il joissent de tous privileges, droiz, immunitez, franchises, coustumes, libertez, usaiges et de toutes autres choses, comme font et ont acoustumé et doivent faire chevaliers et escuiers, et autres nobles du dit païs et de nostre dit royaume. Donnons en mandement au seneschal de Poitou et à tous les officiers, justiciers et subgiez de nous et de nostre royaulme, ou à leurs lieuxtenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, que le dit Jehan Regnault et toute sa dicte lignée, et chascun d'eulz facent, laissent et seuffrent joir et user paisiblement de nostre presente grace et de nostre present octroy, senz leur faire ou souffrir estre fait au contraire destoubier ou empeschement aucun, le quel se il treuvent estre fait, si le rappellent ou facent rappeler et mettre au premier estat

et deu. Et ad fin que ce soit chose ferme et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, l'an de grace mil ccc. LXXII. et de nostre regne le neufviesme, ou mois de decembre.

Par le roy, en son conseil. J. Tabari.

DXLIII

Anoblissement pour Jean Bigot, maire de Poitiers. (JJ. 104, fol. 19.)

Décembre 1372.

Item une pareille nobilitation pour Jehan Bigot ¹, à pre-

1. Jean Bigot fut également maire l'année suivante, si l'on peut ajouter quelque foi aux listes existantes. Celle du manuscrit 20084 de la Bibl. nat. porte son nom encore à l'année 1374. Nous avons démontré, dans la note précédente, que c'est une erreur et que Jean Regnault fut de nouveau maire cette année-là. L'anoblissement personnel de Jean Bigot mentionné ici coupe court aux prétentions émises dans un mémoire sur la famille Bigot, dont parlent MM. Beauchet-Filleau (*Dict. des familles de l'anc. Poitou*, t. I, p. 350, 351). Jean fut seigneur de Clazay et épousa, suivant le même auteur, Agnès de La Forêt, dame de Brion, qui lui donna trois fils. Ses armes étaient échiquetées d'argent et de gueules.

Un Jean Bigot, chevalier, appelé parfois le Bigot (nous ne saurions dire s'il s'agit du maire ou d'un personnage différent), eut plusieurs affaires au Parlement, dont une fort curieuse, que nous avons déjà mentionnée dans une note du précédent volume, p. 352. Dans la première, il s'agit de cas civils et criminels non spécifiés; Jean Bigot avait pour adversaires Alaudon Vigier et André Levraut, écuyers de Poitou, qui étaient appelants d'une sentence du connétable et s'étaient constitués prisonniers à Paris. Par mandement du 16 décembre 1373, la cour les élargit jusqu'à nouvel ordre (X² 8, fol. 344 v°). Les faits de la seconde remontent à une époque antérieure à la réduction du Poitou, et on pouvait opposer à Bigot l'amnistie générale qui avait été accordée, en décembre 1372, par le traité conclu entre le roi et les trois états de la province. Ce procès criminel avait été porté en appel du siège du bailliage des Exemptions de Poitou, Touraine et Anjou, au Parlement de Paris. Jean Bigot était châtelain de Mareuil (nous avons dit Moreille précédemment; les textes latins portent *castrum de Marolio* ou *de Morolio*) pour Amaury sire de Clisson, du temps que les Anglais étaient maîtres du Poitou. Un jour, pendant qu'il était à la messe dans l'église de la localité, des hommes d'armes qui s'étaient introduits dans

sent maire et bourgeois de nostre ville et cité de Poitiers.
Signé et donné comme dessus ¹.

DXLIV

Lettres d'anoblissement octroyées à Jean de Taunay, bourgeois et
ancien maire de Poitiers. (JJ. 104, n° 44, fol. 19.)

Décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir

la place par ruse, les uns couchés dans des charrettes recouvertes de fagots, les autres portant sur leurs épaules des barils de vin, le firent prisonnier, s'emparèrent du château et dépouillèrent le châtelain de tout ce qu'il y possédait. Celui-ci poursuivait Pierre de Velors, Jean Pascaud, Jean Meschin, Jean de La Forêt, Gilles Berchou, sieur de Puiset, et Jean de Bègues, « *super facto capcionis persone sue, ablacionisque bonorum suorum et aliorum dampnorum, necnon occupationis castri de Marolio in Pictavia, cujus erat capitaneus, dum ducatus Aquitanie erat in manibus principis Wallie* ». Il avait été retenu prisonnier pendant dix-huit mois et estimait à 8,000 francs la valeur des biens qui lui avaient été enlevés; il réclamait en outre 3,000 francs et 100 marcs d'argent qu'il avait dû payer pour sa rançon. Un accord intervint, le 10 juin 1376, entre le demandeur et les quatre premiers accusés. Ceux-ci s'engagèrent à lui payer en trois termes la somme de 900 francs d'or pour ses dommages et intérêts (X^{1a} 32). Gilles Berchou et Jean de Bègues n'avaient point accepté cette convention, et les poursuites continuèrent contre eux et plusieurs autres. Le 18 février 1380 n. s., ils furent de nouveau ajournés au Parlement (X^{1a} 29, fol. 214), et l'affaire n'était pas terminée le 16 juin 1385. A cette date, on trouve de curieuses plaidoiries. Les défenseurs prétendent qu'ils ont agi d'après l'ordre du sénéchal de Poitou, parce que, malgré un traité conclu entre le prince de Galles et le sire de Craon, la garnison de Mareuil courait sus aux marchands qui passaient dans le voisinage et ruinait le pays, que d'ailleurs le château fut par eux remis entre les mains du sire de Craon qui en confia alors la garde à Jean de Rougemont, chevalier de Bourgogne. Ils disaient encore que cette mission ne leur avait rien rapporté, « et s'aucune chose en orent, ce fu par l'ordenance du seneschal de Poitou ». Bigot répond que lors de cette affaire, il y avait guerre ouverte et déclarée entre la France et l'Angleterre, et qu'il n'était pas licite aux défenseurs d'obéir aux ordres du sénéchal anglais, et que d'ailleurs ils ne faisaient pas foi de leur commission par écrit. Ceux-ci répliquent et disent qu'en l'an 1370, il « *n'y avoit nul tant fut grand, fut viconte de Thouars, ou sire de Partenay, qui osast desobeir au seneschal de Poitou* ». (X^{1a} 1472, fol. 286.) En 1375, Jean Bigot, chevalier, soutenait un troisième procès criminel contre Jean Sanglier, seigneur de Sainte-Gemme, dont nous avons dit un mot ailleurs, dans une note relative à ce dernier personnage.

1. Ces lignes suivent immédiatement sur le registre du Trésor des Chartes les lettres données en faveur de Jean Regnault.

faisons à tous, presens et advenir, que nous, aians en memoire la parfaite loyaulté et vraie obeissance que ès temps passez a eu à noz predecesseurs et à nous nostre bien amé Jehan de Taunay ¹, bourgeois et habitant de nostre ville et cité de Poitiers, le quel ou temps passé a esté maire d'icelle ville, et aussi les bons port, estat et gouvernement que il a mis ou dit office de maire, pour le temps que il l'exerçoit, etc. ².

1. Jean de Taunay avait été maire l'an 1370 (ms. cit. *ad ann.*). Sur ce personnage les renseignements sont rares. Nous avons trouvé des traces de démêlés qu'il eut avec son frère Guillaume, touchant la moitié par indivis d'une maison sise à Poitiers, rue de l'Orberie, qui avait appartenu à leur père. Cette moitié avait été mise sous la main du roi durant le procès pendant au Parlement. Jean, qui avait la propriété non contestée de l'autre moitié et l'habitait depuis longtemps avec sa femme, ses enfants, sa famille, tandis que son frère n'était pas marié et n'avait par conséquent pas le même train de maison, pria la cour de lui accorder mainlevée et de ne pas le contraindre à changer de demeure. Un arrêt du 30 juillet 1378 lui donna satisfaction, à condition qu'il déposerait, à titre de garantie, entre les mains d'une tierce personne à désigner, une somme équivalente à la valeur de la moitié litigieuse (X^{1a} 27, fol. 68 v^o). Le procès n'en continua pas moins entre les deux frères. Le 10 juillet 1380, le Parlement, considérant que le sénéchal de Poitou pour le duc de Berry avait jugé la cause en première instance, et que l'appelant l'avait portée directement à la cour, « *obmisso medio magnorum dierum ducis Bituricensis* », renvoya cette affaire à la prochaine session des Grands Jours du comté de Poitou (X^{1a} 29, fol. 84 v^o). Cependant nous retrouvons les parties en présence au Parlement à la session suivante. Leur cause fut plaidée le mardi 18 décembre 1380. Guillaume de Taunay, dans sa réplique, dit, entre autres choses, « que leur pere estoit un des plus riches homs de Poitou et tenoit bien v^o livrées de terre et avoit bien xii^c mars d'argent en billon et grant quantité de vesseille, et xxii^c pieces d'or des florins qui couroient il a xxx ans... et dit que, quant le duc de Lancastre print Poitiers, leur pere ne perdi du sien que xxx. florins qu'il avoit oublié en sa maison, et pour les guerres les heritages n'ont point meins valu... » (X^{1a} 1471, fol. 420 r^o et v^o). C'était sans doute la fille de ce Jean de Taunay qu'avait épousée en troisièmes nocces Denis Gillier.

2. Ces lettres sont enregistrées *in extenso*, mais comme le texte en est parfaitement identique à celui des lettres d'anoblissement de Jean Regnault, il n'a pas paru utile de le reproduire ici.

DXLV

Confirmation du traité de soumission au roi Charles v conclu avec les habitants des îles de Ré et d'Aix, sujets des sires de Craon et de Thouars et de l'abbé de Saint-Michel-en-l'Herm, par Jean de Rye et Morelet de Montmor. (JJ. 103, n° 379, fol. 183.)

Décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu, roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, comme en la prise ou rendue des yles de Ré, d'Ays et de Leis du pays de Xantonge, qui nagaires, par la grace de Dieu et l'ayde de noz bien amez Jehan de Rie, seigneur de Balençon ¹,

1. Jean III de Rye (telle est l'orthographe la plus ordinaire de son nom), fils de Jean II et d'Antoinette de Salins, appartenait à une des plus anciennes maisons de Bourgogne. La terre de Balençon, qu'il tenait de sa mère, resta dans sa famille jusqu'au milieu du XVII^e siècle que s'éteignit la branche aînée. Jean III avait épousé Yolande de Belvoir, dont il eut deux fils, et fit son testament en 1384. (Voy. sa généalogie dans Moréri, *Le grand Dictionnaire hist.*, t. IX, p. 445.) Parmi les actes qui le concernent, nous citerons deux quittances de gages, l'une datée d'Amiens, le 11 novembre 1355, pour services de guerre non spécifiés, l'autre, d'Autun, le 16 mars 1376 n. s., à la poursuite des routiers. (Bibl. nat., ms. Clairambault, reg. 95, p. 7377, 7379.) Dans un autre acte du 12 novembre 1380, il est question d'un voyage qu'il venait de faire en Espagne. (*Id. ibid.*, p. 7381.) Sur cette mission, cf. le Religieux de Saint-Denys, t. I, p. 127, 441. Les sceaux apposés au bas de ces trois actes représentent un écu à l'aigle, penché, timbré d'un heaume cimé d'un vol. Les supports sont tantôt deux lions, tantôt deux aigles.

Jean de Rye était, avec Jacques et Morelet de Montmort, l'un des principaux chefs de la flotte française placée sous le commandement d'Owen de Galles, et dont les exploits pendant les mois de mai, juin, juillet et août 1372 et jusqu'à la prise de la Rochelle (8 septembre), sont rapportés par Froissart et son savant commentateur M. Luce (voy. t. VIII, p. xxvii-xxxii). La prise de Ré, dont la date (26 août) est fournie par le traité publié ici, forme un épisode de cette expédition maritime, épisode que notre chroniqueur a passé sous silence. Jean de Rye rendit encore des services d'un autre ordre aux rois Charles V et Charles VI. M. Douët d'Arcq a publié dans son *Recueil de pièces inédites sur le règne de Charles VI* (tome I, p. 6), les instructions données à l'évêque de Langres et à Jean de Rye, envoyés en 1380 en ambassade vers le comte de Foix. En 1384, ce dernier était chambellan de Philippe le Hardi et gouverneur du comté de Bourgogne. Selon Froissart, il fut tué en Espagne à la bataille d'Aljubarrota, 1385. (Edit. Kervyn de Lettenhove, t. XI, p. 180, 316.)

nostre chevalier et conseiller, de Morelet de Montmor ¹, et d'autres leurs alliez noz bien vueillans, sont revenuz et ramenez à nostre obeissance et subjection, certaines promesses aient esté faictes par les diz nostre dit conseiller et Morrelet de Montmor, pour nous, aus habitans des dites yles, ou aucuns d'eulx pour touz, par la maniere que plus à plain est contenu en unes lettres seellées soubz les seaulx du dit nostre conseiller et du dit Morrelet, des quelles la teneur s'ensuit :

1. Le 19 juillet 1372, le nom de Morelet de Montmor figure dans une quittance de gages d'hommes d'armes. Le 12 mai 1387, on le retrouve qualifié de chevalier, capitaine du château et bastide du Louvre, et le 1^{er} juillet 1388, châtelain et concierge du château du Louvre. Les sceaux apposés au bas de ces trois actes portent exactement les mêmes armoiries : écu parti de plains à la bordure engrêlée, penché, timbré d'un heaume cimé d'une tête d'homme coiffé d'un bonnet, supporté par deux lions; dans le champ deux **M**. (G. Demay, *Invent. des sceaux de la coll. Clairambault*, t. I, p. 674.) Morelet était le frère de Jacques de Montmor qui fut capitaine et gouverneur de la Rochelle, de 1374 à 1380. La mention de son institution en qualité de gouverneur de la Rochelle et des pays d'Aunis, de Saintonge et d'Angoumois est consignée, à la date du 27 juillet 1374, dans les Mémoires de la Chambre des comptes. (Arch. nat., P. 2295, p. 193.) Le même registre contient la donation de l'île d'Oléron faite par le roi, le 23 mars 1373 n. s., à Jacques et à Morelet de Montmor. (*Id.* p. 117.)

M. S. Luce a découvert aux Archives nat. le compte détaillé des dépenses des deux frères, depuis le 2 juillet jusqu'au 16 décembre 1372. Ce document important permet de contrôler le récit de Froissart en ce qui touche l'expédition maritime d'Owen de Galles, le combat de Soubise (23 août) où furent pris le capital de Buch et Thomas de Percy, victoire à laquelle Jacques et Morelet de Montmor prirent une large part, et les difficultés auxquelles donnèrent lieu la garde de Jean de Grailly que les Espagnols disputaient aux Français. Les deux frères tinrent le capital enfermé dans une galée mouillée à Oléron, du 23 août au 12 septembre, puis ils le conduisirent à Paris sur l'ordre du roi; mais ils restèrent avec leur prisonnier environ six semaines à Saint-Maixent, en attendant le connétable. Ils arrivèrent à Paris le 11 décembre, et gardèrent encore Jean de Grailly pendant dix jours (Luce, *édit. de Froissart*, t. VIII, p. xxviii, note 1, p. xxxvii, note 2, XLVI, note 2, et Arch. nat., J. 475, n° 100).

Jacques de Montmor accorda, en qualité de gouverneur de la Rochelle, des lettres de rémission à Jean le Saulnier, qui furent confirmées par Charles V, en juin 1376 (JJ. 109, fol. 37 v°). Il eut à soutenir un procès au Parlement contre Nicolas Gaillard, bourgeois de la Rochelle, qui l'accusait de l'avoir tenu en prison sans motif. (Actes à ce sujet des 26 août 1376, 21 juillet 1377, 29 février et 14 mars 1380, X² 9, fol. 46, 61 v°, 62, 190 v°, 192 v°.)

A tous ceulx qui ces presentes lettres verront et orront, Jehan de Rie, seigneur de Balençon, chevalier et conseiller du roy nostresire, et Morrelet de Montmor, salut. Savoir faisons que en nostre venue ès parties de Xaintonge pour conquerre, au plaisir de Dieu, le païs par fait de guerre ou autrement, et ycellui et le peuple illec habitant convertir et mettre à la subjection et obeissance du roy nostre sire, ainsi comme par raison estre doivent, nous sommes arrivez et descenduz ès ysles de Ré, d'Ais et de Leis, du dit païs de Xaintonge, et après ce que nous et les habitans ès dites ysles eumes eu assez debaz, par fait de guerre et autrement, les diz habitans requierent avoir parlement à nous, et nous distrent que l'une partie d'iceulx des dictes ysles estoient subgez de noble homme messire de Craon et de madame de Thouars ¹ sa femme, et les autres estoient subgez de l'abbé et convent de Saint Michau en Lers ²,

1. Amaury IV de Craon avait épousé Pernelle de Thouars, fille aînée et héritière de Louis, vicomte de Thouars, qui était décédé en janvier 1370, et il porta après son beau-père le titre de vicomte de Thouars. Le présent acte où il est mentionné comme vivant encore, le 26 août 1372, prouve que nous avons raison de tenir pour suspecte la date du 30 mai 1371 assignée par le P. Anselme à la mort du sire de Craon. (Voy. notre vol. précédent, p. 351 note.) Parmi les autres titres postérieurs à cette époque, relatifs à Amaury IV, nous citerons les suivants. Le 7 juillet 1371, une transaction fut passée entre lui, agissant comme vicomte de Thouars, à cause de sa femme, d'une part, et Thomas, seigneur de Chemillé et de Mortagne, au nom de Marguerite de Thouars, sa femme, sœur de Pernelle, au sujet de la succession de Louis, vicomte de Thouars, père desdites dames. (Collection dom Fonteneau, t. XXVI, p. 291.) Le 11 novembre 1372, Amaury assigna à Guillaume de Craon, seigneur de Marcillac, la châtellenie de Jarnac-sur-Charente. (Archives de M. le duc de La Trémoille, fonds de Craon.) Un autre acte, conservé dans le même fonds, nous apprend qu'il était décédé avant le 17 août 1373. Ménage dit que la mort d'Amaury IV arriva le 30 mars 1373 (*Hist. de Sablé*, p. 258). On voit que cette date est très admissible; elle est d'ailleurs empruntée à l'Obituaire des Cordeliers d'Angers, suivant un extrait de ce manuscrit fait au XVI^e siècle, et touchant divers membres de la maison de Craon, extrait qui est aujourd'hui en possession de M. le duc de La Trémoille. Le sire de Craon ne laissait aucune postérité. Sa veuve, Pernelle de Thouars, épousa en secondes noces Tristan Rouaut, comme nous l'avons dit ailleurs (ci-dessus, p. 217, note 1.)

2. A cette date, l'abbé était sans doute Hugues 1^{er} que le Gallia

et à eulx, ou autres personnes aiant pouvoir souffisant d'eulx et de chascun d'eulx, selon ce que à lui appartenoit, avoient fait foy et serement de leur estre bons, vraiz et loyaux subgez, soubz l'obeissance du roy d'Engleterre et du

christ. mentionne d'après deux actes, l'un de 1366, l'autre de 1377 (t. II, col. 1420). L'abbé, non nommé, de Saint-Michel-en-l'Herm et l'abbaye étaient en procès, quelques années plus tard, contre Raymond d'Aubefort, prieur de Loix, de *Legibus*, et son frère, Pierre d'Aubefort, au sujet de certaines redevances. Le 3 août 1378, le prieur et son frère, qui étaient appelants d'une sentence du gouverneur de la Rochelle, obtinrent leur élargissement; le 1^{er} septembre 1379, deux conseillers au Parlement furent commis pour procéder à une enquête (X^{1a} 27, fol. 73; X^{1a} 28, fol. 104, 105). L'affaire paraît terminée par un long arrêt de la cour, daté du 14 avril 1380 (X^{1a} 29, fol. 247).

On nous pardonnera de retourner de plusieurs années en arrière pour dire quelques mots d'un autre procès en matière criminelle intenté, l'an 1356, par l'abbaye de Saint-Michel contre Catherine Fortin, dame du Puy-du-Fou, et Pierre du Puy-du-Fou, son fils, rendus responsables d'une attaque à main armée contre un religieux de l'abbaye, attaque accomplie par une bande dirigée par Jean du Puy-du-Fou, écuyer. La cause avait été portée d'abord devant le sénéchal de Poitou, aux assises de Fontenay-le-Comte, puis dévolue au Parlement, sur mandement du roi. Voici l'exposé des faits, extrait de l'arrêt rendu par la cour en faveur de l'abbaye, le 25 juin 1356. Jean du Puy-du-Fou, ou plutôt une troupe composée de ses familiers et gens de sa suite, armés comme pour le combat, s'étaient mis en embuscade sur la route royale, tout près de l'hébergement du Puy-du-Fou, le jour des Cendres de l'année 1355 a. s., guettant le passage de frère Jean d'Oireval, moine et procureur de Saint-Michel. Ils l'assaillirent traitreusement, le jetèrent à bas de sa monture, l'accablèrent de coups et de blessures, et le laissèrent pour mort sur la place, la main gauche totalement tranchée. Non contents de cela, ils lui volèrent son cheval, sa ceinture, une mallette contenant 25 florins d'or à l'écu de divers coins, son épée du prix d'un écu et divers autres objets qu'il portait avec lui. Une circonstance aggravante, c'est que le religieux était sous la sauvegarde du roi qui protégeait spécialement l'abbaye. Le sénéchal de Poitou, chargé de l'information, fit arrêter un nommé Jean Deschevaux (*de Equis*) qui était, lors du crime, de la suite de Jean du Puy-du-Fou (ce dernier était en fuite ou décédé, car il n'est point partie au procès), l'envoya sous bonne garde à Paris, où il fut enfermé dans les prisons du Châtelet. Le Parlement instruisit son procès. Il avoua avoir participé au meurtre, et il fut condamné à restituer l'épée du moine ou sa valeur, sept florins d'or à l'écu et trente livres tournois pour sa part envers l'abbaye, aux frais du procès, à deux cents livres de dommages-intérêts, et enfin à être pendu au gibet de Paris, sentence qui fut exécutée. Les religieux de Saint-Michel-en-l'Herm étaient en outre reconnus bien fondés à poursuivre les autres auteurs de ce crime et à demander une réparation pécuniaire à Catherine Fortin et à son fils, Pierre du Puy-du-Fou (X^{2a} 6, fol. 308 v^o).

prince, son ainsné filz, sens eulx en departir en aucune maniere ne rendre les forteresses de la dicte ysle à quelconques personnes, fors à eulx, ou à leur certain commandement, selon ce que à un chascun d'eulx appartenoit, sans leur congié et licence et especial commandement, et que dure chose leur seroit eulx vertir et tourner en autre obeissance, sans autre provision et dispensacion avoir sur ce des diz sire et dame de Craon et du dit abbé. Et pour ce, après les diz debaz, nous et les diz habitans et biens aians ès dites ysles, avons fait les convenances et accordances qui s'ensuivent :

Premierement, les diz habitans et biens aians, pour eschever toute guerre et le peril qui, pour raison de la guerre, leur povoit ensuir, se sont mis et renduz en l'obeissance du roy nostre sire, et ont juré et promis aux sains ewangilles de Dieu en noz mains, nous prenans et recevans le serement, pour et ou nom du roy nostre dit seigneur, que ils seront et demourront perpetuellement doresenavant bons, vrais et loyaux françois et subgez du roy, nostre dit seigneur, et en son obeissance, et en nostre presence ont prins la voix du roy, nostre dit seigneur, et mis ses penons et bannieres ès forteresses des dites ysles, parmi ce que nous leur avons promis, convenancié et accordé, promettons, convenançons et accordons les choses qui s'ensuient. Et premierement, que le dit serement par eulx fait aus diz seigneur et dame de Craon et au dit abbé, comme dessus est dit, nous leur ferons quictier entierement par le roy, nostre dit seigneur, et leur ferons quittier et remettre toute peine corporele, criminelle et civile que, pour cause du dit serement non gardé, ils pourroient avoir encouruz vers le dit seigneur et dame de Craon, et vers le dit abbé et vers chascun d'eulx, en tant comme il lui touche et puet toucher et appartenir.

Item, que les prouffis et emolumens, revenues et drois.

qui appartenoint et appartiennent aus diz seigneur et dame de Craon et au dit abbé, et à chascun d'eulx en droit soy, leur demourront enterinement, toutevois en faisant les diz seigneur et dame et le dit abbé l'omage et le devoir qu'il sont tenuz de faire au roy nostre seigneur pour raison des dictes yles, chascun endroit soy, de la seignourie qui lui appartient.

Item, et que nous ferons les diz habitans et bien aians estre tenuz et traictiez par le roy nostre dit seigneur, et les tendrons et traicterons comme ses bons, vrais et loyaux subgez, sans ce que pour la rendue que ils ont fait au roy nostre sire des dictes ysles, ou pour ce que ils se sont mis en sa subjection et obeissance, ne pour autre cause quelconques, l'en leur prengne leurs corps ne leurs biens, ne leur face aucun grief ou prejudice, en aucune maniere.

Item, que se les diz habitans et biens aians, ou aucuns d'eulx ont fait, perpetré ou commis ou temps passé aucuns crismes ou autres deliz, pour occasion des quelz eulx ou aucuns d'eulz eussent encouru aucune peine corporelle, criminele ou civile, tant pour raison de crime de lese majesté, de murtre, de larcin, d'encendiment et de ravissement, de violence ou de rapine, comme de autres cas quelconques, criminelz ou civilz, des quelz il eussent eu remission, ou temps passé, du roy nostre sire ou d'autres seigneurs quelconques, aians povoir à ce, que nous leur ferons les dictes remissions estre confermées par le roy nostre dit seigneur, et se remission n'en avoient eu, nous les leur ferons estre données de nouvel plainnieres par nostre dit seigneur, sauf le droit d'autrui à poursuivre civilement tant seulement.

Item, que eulx et chascun d'eulx demourront et seront gardez en touz les previleges, franchises, possessions, saisines et observences [qui] leur seront gardeez entierement, sens aucune chose enfreindre, muer ou innover, pour raison de ce que il ont esté en l'obbeissance du dit prince

et contre le roy nostre sire, ne par puissance desordonnée ne autrement, pour quelconques raison que ce soit, mais se aucune chose a esté faicte, atemptée, muée ou innovée au contraire, nous leur ferons estre ramené au premier estat et deu, sans ce que en aucune maniere il leur puist estre tourné à consequence.

Item, que conjointement et deviseement ils seront en la protection et sauvegarde especial du roy nostre sire, seellée en laz de soye et cire vert, sans ce que de la dicte sauvegarde ils se puissent aidier l'un contre l'autre en aucune maniere.

Item, que l'en ne pourra mettre aucun capitaine ou capitaines, ou gens d'armes ès forteresses des dictes ysles ne en aucune d'icelles, sans la voulenté et consentement des diz habitans et bien aians, toutevoies se ce n'estoit pour raison de neccessité, pour la garde et deffense des dictes ysles et du pays d'environ, selon la coustume ancienne.

Item, que l'en ne contraindra les diz habitans ne aucun d'eulz à faire ost ne chevauchée, ne à issir hors du pays par mer ne par terre, sinon selon la coustume encienne des dictes ysles.

Item, que l'en ne mettra ès dictes ysles aucune imposition ou subvencion, sens le consentement des diz habitans et bien aians, se la dicte imposition n'estoit accordée par tout le royaume de France ou en la seneschaucie de Xanctonge, tenuz et gardez sur ce les privileges, usaiges et anciennes coustumes des ysles.

Item, que l'en ne fera aucune provision estre faicte ès dictes ysles par nulz capitaines, seneschaux ou autres officiers ou commissaires du roy nostre sire, ne par autres personnes quelconques par mer ne par terre, se non en paiant comme de marchant à marchant, et selon la coustume ancienne des roys de France.

Item, que se aucuns des diz habitans et bien aians, de quelconques estat ou condicion que ils soient, estoient ou

sont absens des dictes ysles, et ne aiant esté presens à ces presentes convenances, que pour ce il ne leur tournera à aucun prejudice, mais seront compris ès dictes convenances et auront licence de retourner ès dictes ysles jusques au terme de Noel prouchain venant et que, durant le dit temps, ils et chascun d'eulx pourront aler seurement par les dictes ysles et par touz les autres lieux du royaume de France, sans ce que pour ce l'en leur puist arrester leurs corps ne leurs biens en aucune maniere, ne que pour l'absence d'eulz ès dictes ysles, leurs biens puissent estre confisquez et acquis au roy nostre sire, ne à autres quelconques.

Toutes les quelles choses dessus escriptes et chascunes d'icelles nous leur avons promis et juré, promettons et jurons de leur estre tenues et faire estre gardées à nostre pouvoir, sans enfreindre par le roy nostre dit seigneur et de leur en faire estre données, à nostre pouvoir, lettres seellées en laz de soye et en cire vert, si bonnes et si prouffitables comme faire se pourront à leur prouffit. Et ainsi nous et chascun de nous, en tant comme à lui appartient ou puet toucher et appartenir, toutes les choses dessus dictes et chascune d'icelles tendrons et garderons bien et loyaument, et ferons estre gardées par ceulx des dictes flotes et par chascun d'eulx inviolablement, sans enfreindre. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre noz seaulx à ces lettres. Donné en l'Isle de Ré, le xxvi^e jour d'aoust l'an de grace mil ccc. soixante et douze.

Nous, pour consideration des promesses que yceulx nostre conseiller et Morlet ont faites pour nous aus diz habitans, et la vraye obeissance que yceulx habitans nous ont demonstrée, en ce que si begninement sont retournés par devers nous, voulans pour ce les dictes promesses estre gardées et tenues, afin que les habitans des dictes ysles soient plus estrains et enclins de demourer touzjours en nostre subjection et obeissance, icelles voulons, loons,

approuvons, accordons, greons et ratifions et, par ces presentes, de nostre certaine science et grace especial, confermons. Donnans en mandement au seneschal de Xantonge et à touz noz autres justiciers, officiers ou commissaires, qui ad present sont et pour le temps avenir seront, et à leurs lieutenans et à chascun, pour tant comme à lui appartiendra, que les diz habitans des dictes ysles, ou aucun d'eulx ne contraignent ou seuffrent estre contrains en aucune maniere contre la teneur du dit traictié et promesses, ores ne ou temps avenir, mais de ce les facent et seuffrent joir et user paisiblement, sens empeschement aucun, en remettant au premier estat et deu tout ce qui fait seroit ou auroit esté au contraire. Et que ce soit chose ferme et estable à touz jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, l'an de grace mil ccc. lxxii. et de nostre regne le ix^e, ou moys de decembre ¹.

Par le roy, en ses requestes. Hannequin.

DXLVI

Don au sire de Parthenay des biens de ses sujets qui ont été confisqués pour crime de lèse-majesté, ou qui le seront jusqu'à la fête de la Purification prochaine. (JJ. 103, n° 357, fol. 172 v°.)

Décembre 1372.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, presentibus et futuris, quod nos, consideracione servicionum per dilectum et fidelem nostrum dominum de Perteniaco, militem, et ejus predecessores nobis et predecessoribus nostris, retroactis temporibus, guerras presentes precedentibus, laudabiliter impensorum, quodque

1. Le texte de ces lettres a été publié dans la collection des *Ordonnances des rois de France*, t. V, p. 564.

per dictum militem qui ex zelo pure devocionis et fidei, quem ad nos et regiam nostram magestatem semper habuit, juribus superioritatis nostre ducatus Aquittanie agnitis, ad fidem et obedienciam nostram se reduxit, impendi speramus in futurum, prefato domino de Parteniaco, pro se et suis heredibus et successoribus, et causam ab ipsis habentibus perpetuo, bona mobilia et immobilia quecumque et in quibuscunque rebus consistant, nobis pertinentibus causa et occasione criminis lese majestatis erga nos et nostram regiam magestatem [per] subditos dicti militis quoscunque commissa, et usque ad instans festum Purificacionis beate Marie imposterum committenda, tam in feodis quam retroscodis et ressortis quibuscunque dicti militis, et in quacunque parte regni nostri predicta bona consistant, dedimus et concessimus, damusque et concedimus, de nostris certa sciencia et auctoritate regia, per presentes, per ipsum dominum de Perteniaco suosque heredes et successores, et causam ab ipsis habentes et habituros perpetuo, dicta bona mobilia et immobilia ad nos causa et occasione predictis pertinentia et que pertinere poterunt, hinc ad festum Purificacionis predictum, tanquam bona sua propria tenenda, possidenda et habenda. Quapropter dilectis et fidelibus gentibus Camere compotorum nostrorum Parisius, senescallo Pictavensi ceterisque justiciariis et officariis regni nostri, presentibus et futuris, prout ad ipsos et eorum quemlibet pertinuerit, damus tenore presentium in mandatis quatinus dictum dominum de Pertiniaco, heredesque et successores suos, et causam ab ipsis habentes et habituros perpetuo, nostra presenti gracia uti et gaudere faciant et permittant pacifice et quiete. Non obstantibus quibuscunque donis de dictis bonis, sic nobis predictis de causis pertinentibus et aquisitis, ac usque ad dictum festum Purificacionis aquirendis, per nos aut locum tenentes nostros vel alios, aliis personis factis, donis et graciis per nos dicto domino de Perteniaco

factis, et faciendis quibuscunque. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, sigillum nostrum hiis presentibus duximus apponendum. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Parisius, mense decembris anno Domini millesimo ccc. LXXII, regni vero nostri nono.

Per regem. T. Hocie.

DXLVII

Lettres d'abolition accordées à maître Jehan Rivaut, à la requête de Jean duc de Berry, comte de Poitou, et remise des peines qu'il avait encourues pour avoir tenu le parti du roi d'Angleterre. (JJ. 103, n° 366, fol. 177.)

Décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, tant pour contemplacion de nostre très chier et très amé frere, le duc de Berry et d'Auvergne, comme pour consideracion de pluseurs bons et agreables services que nous a fais maistre Jehan Rivaut¹ par pluseurs fois, et des quelx nous sommes et

1. Jean Rivaut avait été retenu en qualité de conseiller du roi d'Angleterre par Jean Chandos, lorsqu'il prit possession de la ville de Poitiers, le 23 septembre 1361. (Bardonnnet, *Procès-verbal de délivrance*, etc., p. 149.) Le 10 juillet 1368, il passa un bail à rente d'une maison sise rue de l'Aiguillerie, paroisse de Saint-Didier, avec Guillaume Gaboreau, agissant au nom et comme procureur de la commune de Poitiers, moyennant une redevance annuelle de cent sous tournois. (Archives municipales de Poitiers, JJ. 1, p. 179.) Envoyé cette année même en ambassade, avec Guillaume de Sérès, par le prince de Galles, auprès d'Urbain v, pour obtenir l'adhésion du pape à un impôt que le fils d'Edouard III voulait établir sur les dîmes inféodées dans son duché d'Aquitaine, il avait été arrêté, à son retour, par le bailli de Mâcon, la guerre venant d'être déclarée entre Charles v et l'Angleterre. (Voy. ci-dessous la note relative à Guillaume de Sérès, acte du 8 janvier 1373.) On ne sait combien de temps Jean Rivaut demeura prisonnier et comment il parvint à recouvrer sa liberté. Il existe des lettres du 7 avril 1370 par lesquelles le roi déclare ses biens confisqués et en donne une partie sise à la Rochelle et ailleurs, pour constituer une rente annuelle de 200 livres au profit de Bernard Caut, chanoine de Paris, collecteur du pape (JJ. 102, fol. 10). Dans un acte de février 1377, ce même Jean Rivaut est qualifié d'avocat au Parlement de Paris (JJ. 110, n° 131, fol. 81 v°). Voy. aussi notre volume précédent, p. 409, note.

avons esté acertenez par la relacion de nostre dit frere, de nostre connestable ¹ et de pluseurs autres, aux quelx nous [avons] adjousté et adjoustons plaine foy, nous avons pris et receu en nostre bonne grace ycelui maistre Jehan, et lui avons remis et pardonné toute indignacion quelconque, que il pavoit avoir encouru vers nous pour occasion de ce qu'il avoit tenu le parti de Edouart d'Angleterre et de Eddouart, son filz, noz ennemis, ou autrement, par quelque occasion ou voie que ce feust, avecques toutes peignes corporele, criminele et civile, lesquelles il puet ou pavoit avoir encouru vers nous, pour occasion de ce ou autrement, par quelque cas, crime ou malefice que ce feust, se aucuns par aventure en avoit commis et peptrez, supposé qu'il concernassent ou touchassent crime de lese majesté, en le remettant et restituant à tous ses biens quelconques, qui par occasion de ce qu'il a tenu le parti de noz diz ennemis auroient esté pris, saisis, arrestés ou donnez par nous, noz lieutenans ou autres [ayans] pavoir à ce ; et les quelx dons ainsi fais de ses biens par nous ou autres, nous dès maintenant pour lors revocons, anulons et du tout les mettons au neant, et tout ce qui s'en est et puet estre ensuy, par la teneur de ces presentes, et ycelui avons remis et restitué, et par ces presentes remettons et restituons à ses biens, estat, fame et renommée, se en aucune maniere avoit esté ou estoit, ores ou pour temps passé, deturpée. Sidonnons en mandement par la teneur de ces presentes à noz amez et feaulx, gens tenens nostre parlement à Paris, aus seneschaulx de Poitou et d'Angolmois, et à tous noz autres justiciers, officiers et subgiez, qui ores sont et pour le temps avenir seront, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulx, que le dit maistre

1. Du Guesclin avait un écuyer du nom de Rivaut, qui, s'étant échappé des mains des Anglais qui le détenaient prisonnier à Gençay, reçut en don du duc de Berry une somme de soixante sous tournois, le 16 juin 1373 (KK. 251, fol. 122 v°).

Jehan de nostre presente remission et grace seuffrent et facent joir et user plainement et paisiblement, ne contre la teneur d'icelles ne l'empeschent, contraignent ou molescent, ne le seuffrent estre contraint, empeschié ou molesté en aucune maniere, ores ou pour le temps avenir, en corps ne en biens, mais tout ce qu'il trouveront, et chascun en droit soy, avoir esté fait ou attempté au contraire, le remettent tantost et sans delay au premier estat et deu. Car ainsi le voulons nous et l'avons octroié et octroions estre fait pour le dit maistre Jehan, de grace especial, certaine science et auctorité royal. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Donnée en nostre chastel du Louvre à Paris, ou mois de decembre l'an mil ccc.LXXII, et le ix^e de nostre regne.

Par le roy. J. Villers.

DXLVIII

Lettres de rémission accordées à Pierre Maillé et à Jean Mangot, de Parthenay. Poursuivis pour fausse monnaie sous l'administration anglaise, ils prétendaient avoir déjà obtenu leur pardon. (JJ. 103, n° 326, fol. 162.)

Décembre 1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir receu l'umblé supplicacion de Pierre Maillé et de Jehan Mango, habitans à Partenay, contenant que comme, pour le temps que le prince de Gales tenoit le pais de Guienne en sa main, le procureur du dit prince en Poitou, les eust poursuy et mis en procès en la court du seneschal de Poitou sur ce que il leur imposoit que ils avoient usé et mis en fait de change et en autres manieres par marchandise, de monnoie d'autre coing et aloy que de celle de Guienne, taillée et marquée

du coing du dit prince, et que celle monnoie estoit faulse et contrefaite, et concludoit le dit procureur contre les diz supplians ad ce que ilz feussent punis et leurs biens acquis et confisqués au dit prince ; contre les quelles choses furent proposées plusieurs justifications et defenses de la partie des dis supplians, les quelles oyes et sceue la verité de leur bonne fame et renommée, et par le bon rapport de nostre amé et feal le sire de Partenay, du quel les dis supplians sont subgez sans moien, le seneschal de Poitou ¹, qui lors estoit lieutenant du duc de Lencastre, lieutenant de Edouart d'Angleterre et du prince dessus dit, leur donna lettres de pardonance, en les mettant hors de tous procès, et leurs corps avecques tous leurs biens leur mist à plaine delivrance, et les restitua à leur bonne fame et renommée et à leurs païs, si comme ilz dient. Neantmoins yceulx supplians, pour demourer en plus grant sceureté et ad fin que pour ces choses ne soient aucunement molestez en corps ou en biens, ou temps avenir, nous ont fait requérir que, comme ilz soient desirans de nous servir loyaument doresenavant en nos guerres et ailleurs, comme bons et loyaux subgez, nous leur vueillons faire samblable grace et pardonance. Pour ce est il que nous, inclinans à leur supplication, à yceulx supplians et à chascun d'eulx, de nostre grace especial, certaine science, auctorité royal et plaine poissance, quittons, pardonnons et remettons toute peine et offense corporelle, criminele et civile que, pour cause ou occasion des choses dessus dictes et de leurs circonstances, ilz pévent avoir encouru ou cas dessus dit, et les restituons à leurs bonnes fames et renommées, au païs et à leurs biens ; et à tous nos procureurs, commissaires et officiers quelconques imposons silence perpetuel en ceste partie. Si donnons en mandement à tous les justiciers de nostre royaume,

1. Thomas de Percy avait remplacé Jean Chandos comme sénéchal de Poitou en janvier 1370 n. s.

presens et avenir, à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que de nostre presente grace les facent jouir et user paisiblement, sans les molester ou souffrir estre molestés en corps ne en biens, contre la teneur d'icelle. Et pour que ce soit ferme chose et estable à tous-jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donnée en nostre chastel du Louvre à Paris, l'an de grace mil ccc. lxxii. et le ix^e de notre regne, ou mois de decembre.

G. Guerout. Par le roy, en ses requestes. P. Briet.

DXLIX

Restitution faite aux religieux de Notre-Dame des Châtelliers d'une maison et ses appartenances, sise à Mornay, dans la châtellenie de Mirebeau, laquelle avait été confisquée sur eux trois ans avant et donnée à Pierre Boudery. (JJ. 103, n° 307, fol. 143 vo.)

1372.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir que, oye la supplicacion de noz amez et feaulx les religieux, abbé et convent de Nostre Dame de Chastelliers ¹ en Poitou, contenant comme une maison avecques ses appartenances et appendences assise à Mornay et environ, en la chastellerie de Mirebeau, la quelle maison fu de feu Perrin Bouderrri, appartenist aux dis religieux à cause de leur dit moustier, et avant ces presentes et darrenieres guerres en feussent en possession et saisine paisibles, depuis le commencement des quelles guerres, pour ce que les diz religieux demouroient en leur dit moustier en

1. Hugues fut abbé de Notre-Dame des Châtelliers du 20 novembre 1369 à mars 1373, au moins. (Louis Duval, *Cartulaire de l'abbaye de Notre-Dame des Châtelliers*, publ. dans les *Mémoires de la Société de statistique des Deux-Sèvres*, 1872.) Ces dates sont les dates extrêmes des documents qui le mentionnent.

Guienne, soubz l'obeissance du prince de Walles, nostre ennemi, nous yceulx religieux pour ceste cause reputans noz ennemis et rebelles, eussions donné les dictes maison et appartenances, comme par ce forfais et à nous confisqués, à Pierre Bouderr¹ et à ses hoirs et successeurs, pour les causes contenues en noz lettres sur ce faites, et ainsi que en ycelles est plus à plain contenu ; le quel Bouderr¹ en a prins et receu les levées et fruiz depuis trois ans en ça que nous les li donnasmes, et ycelles posside et detient comme sienes, et il soit ainsi que les dis religieux, en la conqueste du dit pais de Poitou par nous faite nouvellement, soient revenus à nostre subjeccion et obeissance, ainsi qu'il avoient tousjours désiré et desiroient, si comme ilz dient, supplians humblement que avecques ce que receus les avons benignement en nostre grace, remis et pardonné toute offense que ou temps passé ilz povoient avoir encouru envers nous, pour avoir demouré en l'obeissance de nostre dit ennemi, comme il aient esté telement endommagiez pour le fait des dictes guerres, que à paines ont de quoy vivre au service divin faire en la dicte abbeie, nous les vueilliens restituer à leur droiz et heritages qu'il avoient, et dont il joissoient paravant les dictes guerres darrenieres. Nous, inclinans favorablement à la supplicacion des diz religieux en ceste partie, mesmement que ès graces, dons et alienacions que fait avons ou temps passé des biens des

1. Un Pierre Boudré, bourgeois de la Rochelle, qui était maire de cette ville précisément en cette année 1372 (Arch. nat., J. 475, n° 1002), avait épousé Marion, veuve d'Aimery Gallet, qui avait une fille de ce premier lit nommée aussi Marion. Louis de Buffet avait obtenu du duc de Lancastre, dont il était favori, des lettres portant défense de la marier à d'autre qu'à lui, prétendant que plusieurs des parents de cette fille la lui avaient fiancée. Pierre Boudré se fit dispenser de cette obligation par Charles V qui lui accorda la permission de marier sa belle-fille comme bon lui semblerait, par lettres du 10 mars 1374 n. s. (JJ. 405, fol. 419 v°). L'emploi indifférent des formes *e* et *i* pour la finale des noms propres, à cette époque, dans nos provinces, nous fait supposer que Pierre Boudré et Pierre Bouderr¹ pourraient bien être le même personnage.

dis religieux et d'autres, pour lors demourans en l'obeissance de nostre dit ennemi, nous avons reservé en nostre conscience ou expressement ès lettres que octroié en avons, de en ordener à nostre bon plaisir au prouffit de ceulx de qui estoient les diz biens avant les dictes guerres, eulx retournes en nostre feaulté et obeissance, ou autrement de nostre grace especial, certaine science et auctorité royal, pour contemplacion du service divin, la dicte maison avecques ses appartenances et appendences avons restitué et par ces lettres restituons à plain, donnans de nouvel, se mestier est, ou cas dessus dit, aux dis religieux, à tenir et possider par eulx et leurs successeurs religieux ou dit lieu, à tous jours mais perpetuellement, en la fourme et maniere qu'il les tenoient et en joissoient par avant les dictes guerres, non obstant le don que nous en feismes au dit Pierre Bouderrri, ou quelconque autre transport ou alienacion que fait en aions, pour quelconques causes, les quelx nous rappellons et mettons du tout au nient. Si donnons en mandement au bailli des Exemptions de Touraine, d'Anjou et du Maine, et à tous nos autres justiciers et officiers, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, ou à leurs lieux tenans, que les diz religieux de Chastelliers et leurs successeurs, religieux du dit lieu, facent et sueffrent paisiblement joir et user de nostre presente grace, sens les faire ou souffrir par quelconques estre empeschiez ou molestez contre la teneur d'icelle, ores ou pour le temps avenir. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, l'an de grace mil ccc. Lxxii. et de nostre regne le ix^e 1.

F. de Metis. Es requestes de l'ostel, du commandement du roy. P. Cadoret.

1. Il n'y a point d'indication de jour ni de mois.

DL

Institution d'un marché, le lundi de chaque semaine, et de trois foires par an à Saint-Georges-de-Rex, accordée à la requête de Jean de Châteignier, chevalier, seigneur dudit lieu. (JJ. 103, n° 368, fol. 177 v°.)

2 janvier 1373.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, comme le chastel et la ville de Saint Georges de Resse, en la seneschaucie de Saintonge, assis à trois lieues de la ville de Nyort, laquelle tiennent encores à present noz ennemis ¹, ayent esté et encores soient chascun jour moult dommagés et moult gastés pour cause de noz guerres tant passées comme presentes, et ou pays d'environ yceulx chastel et ville soient plusieurs villages qui soloient estres pueplés et bien multipliez de gens, les quieux pour cause des dictes guerres se

1. Niort se rendit à Du Guesclin, vainqueur à Chizé, quelques jours après cette bataille, c'est-à-dire le 27 mars 1373, mais non sans coup férir, comme Froissart paraît le dire, puisque l'intrépide écuyer broton Jean de Kerlouët fut tué devant les murs de la place. (S. Luce, édit. de Froissart, t. VIII, p. LXII.) Au lendemain de la reddition de Poitiers à Du Guesclin, les derniers soutiens de la cause anglaise, déconcertés par ce coup soudain et imprévu, tinrent conseil et résolurent cependant de continuer la résistance. Ils divisèrent leurs forces en trois corps d'armée : l'un, composé des barons poitevins, alla s'enfermer dans Thouars, où il capitula, comme on sait, le 30 novembre 1372. L'autre, formé plus spécialement avec les contingents gascons, se retira à Saint-Jean-d'Angély, sous le commandement de Jean de Grailly, captal de Buch, qui fut battu et fait prisonnier, devant Soubise, par Owen de Galles, Jacques et Morelet de Montmor, le 23 août. (S. Luce, édit. de Froissart, t. VIII, p. xxxvii et xxxviii, notes.) Le troisième, comprenant surtout des Anglais, choisit Niort comme place de refuge et base d'opérations. Dans la première quinzaine de décembre, ce dernier, qui avait été renforcé considérablement en novembre par des compagnies amenées de Guyenne, pour secourir Thouars, se scinda de nouveau en deux portions. Les Gascons retournèrent prendre leurs quartiers d'hiver en Guyenne, et il resta à Niort une garnison anglaise forte d'environ mille hommes, sous le commandement de Jean Devereux. Ce fut cette petite armée qui vint se faire battre sous les murs de Chizé, avec la garnison de cette ville, par Du Guesclin, le 21 mars 1373.

sont retraiz ou dit chastel, les quiex villages sont moult loing des lieux où sont les foires et marchiez, pour quoy grant travail et grant grief est aus habitans de yceulx villages d'aler achater à deux ou trois grans lieues de leurs hostelx ce qui leur est necessaire, et aussi n'a ou dit pays, ne environ près à trois lieues, aucun marchié qui y soit au jour du lundi, pour quoy grant aise et grant prouffit seroit aus dis habitans de environ les dis chastel et ville de Saint George que ou dit lieu de Saint George eust marchié, chascun lundi, et trois foires par trois jours en l'an, si comme par nostre amé et feal chevalier, Jehan de Chasteignier¹, seigneur des diz chastel et ville de Saint George, le quel est de nouvel venu à nostre obeissance, nous a esté signifié, en nous suppliant humblement que les dis marchié et foires li vousissions octroier. Nous, eue consideracion à tout ce que dit est, enclinans gracieusement à la supplicacion de nostre dit chevalier, li avons octroié et octroions par ces presentes, de nostre auctorité royal, de nostre certaine

1. Jean II, seigneur de Saint-Georges-de-Rex, la Moilleraye, la Salle-d'Aitré, Amuré, etc. (1327-1379), fils aîné de Simon de Châteignier et de Letice de La Guierche, épousa Isabeau de Gourville, dame de Lindois. (A. Du Chesne, *Histoire général. de la maison des Chasteigniers*, 1634, in-fol., p. 87-102). Après avoir servi fidèlement le prince de Galles pendant toute la durée de l'occupation anglaise, il avait fait sa soumission au roi de France et au duc de Berry, lors de la capitulation de Thouars. Aux renseignements que nous avons donnés sur ce personnage dans nos volumes précédents (t. II, p. 331, note, t. III, p. 123, note et *alias*), nous ajouterons seulement que le procès qu'il soutint en 1377 contre Geoffroy Paute et Pierre son fils, Alice Paute et le mari de celle-ci, Pierre du Breuil, avait trait à la succession de Guillaume de Gourville, père de sa femme, et à des biens situés en Poitou. Le Parlement renvoya l'affaire par-devant le gouverneur de la Rochelle ou le bailli des Exemptions de Poitou, Touraine et Anjou, le 12 mars 1377 (X^{4a} 26, fol. 40 v^o). Il est question, dans un autre endroit du présent volume, d'un Jean Châteignier, écuyer, à propos de démêlés qu'il eut avec Marguerite Quentin, de Saint-Maixent, et Hélié Vigier, son troisième mari ; mais il est, selon toute apparence, différent de celui dont il est question ici. Nous avons cité un acte du Parlement du 28 juillet 1380 (vol. précédent, p. 124, note), où figure aussi Jean Châteignier, écuyer, que nous avons identifié à tort avec Jean II, seigneur de Rex, qui est qualifié chevalier dans les présentes lettres, c'est-à-dire au commencement de l'année 1373.

science et grace especial, pour lui, ses hoirs et successeurs, et ceulx qui de lui auront cause, qu'il puisse d'ores en avant faire et establir apperpetuité, en sa dicte ville de Saint George, un marchié qui y soit et dure à tous jours mès, chascun lundi, et aussi y puisse mettre et establir trois foires par trois [jours] en l'an, c'est assavoir chascune foire par un jour en tel temps comme il verra que il sera plus aisié et plus proufitable pour les habitans du pays, sens prejudice d'autrui, et qu'il ait la juridicion et [co]herecion des marchans et de tous autres delinquans ès dis marchiez et foires, selon l'usage et coustume du dit pays ¹. Si donnons en mandement par ces presentes au seneschal de Saintonge, ou à son lieutenant, et à tous autres noz justiciers et officiers qui à present sont et seront ou temps avenir ou dit pays, et à chascun de yceulx, que de nostre dicte grace laissent et facent user et joir paisiblement et perpetuellement le dit chevalier, ses hoirs et successeurs ou dit lieu de Saint George, sens leur y mettre ne souffrir estre mis ores ou ès temps avenir aucun empeschement. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousjours mès, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donnée à Paris, en nostre chastel du Louvre, le secont jour de janvier l'an de grace mil ccc. LXXII. et de nostre regne le ix^e.

Par le roy, en son conseil. P. Blanchet.

1. A. Du Chesne, qui a donné le texte de ces lettres dans l'*Hist. géneal. de la maison des Chasteigniers* (in-folio, Paris, 1634, p. 96), cite à cette occasion d'autres lettres du duc de Berry, datées du 22 juillet 1373, portant la même concession de foires et marché en faveur de Jean de Châteignier, et il ajoute : « A quoy neantmoins il y eut empeschement formé tant de la part des habitants de Saint-Jean-d'Angély que de ceux de Frontenay-l'Abbattu. Mais le roi Charles V lui octroya encore d'autres lettres au mois de septembre 1375, par la vertu et autorité desquelles et d'un mandement de Jacques de Montmor, chevalier, lors gouverneur et capitaine de la ville et châtellenie de la Rochelle, enfin iceux marché et foires furent publiez et establis. » (*Id. ibid.*, p. 97, 98.)

DLI

Confirmation du don de la terre de Dompierre-sur-mer fait à Jean Chauderier, bourgeois de la Rochelle, en récompense de ses services et aussi parce qu'il y avait des droits à cause de sa femme, Jeanne de Parthenay, fille de Guy Larchevêque, seigneur de Taillebourg, à laquelle elle avait été assignée comme dot par son père; et révocation des autres dons qui avaient été faits de cette terre au sire de Parthenay, à Guillaume de Sérís, à Alain de Taillecol, dit l'abbé de Malepaye, etc. (JJ. 104, n° 51, fol. 23.)

8 janvier 1373.

Karolus, Dei gratia Francorum rex. Nostras alias literas dilecto et fideli nostro Johanni Chaudererii, burgensi ville nostre de Rupella, nos concessisse meminimus, quas eciam sanas et integras vidimus, formam seu tenorem qui sequitur continentes :

Karolus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis, presentibus pariter et futuris, quod cum occasione rebellionis per Edwardum de Anglia et Edwardum, ejus filium, se gerentem ducem Aquittanie, contra nos nuper facte, ipsum ducatum et alias terras, quas ipsi de Anglia in regno nostro et sub nostra superioritate et ressorto ante dictam rebellionem tenere et possidere dicebantur, provida ac matura consilii nostri deliberacione habita, declaraverimus predio nobis causa forefacture confiscatas et applicatas fuisse, et tam propter rebellionem quam guerram per eos et alios adherentes adversus nos et dictum regnum nostrum suscitatum, ipsos ac dictos sibi adherentes inimicos nostros et dicti regni nostri reputemus et de facto verissimiliter teneamus; et ob hoc omnes terras et possessiones, quas prefati adherentes in dicto ducatu et alibi tenent et possident forefecerint et sint nobis ipse perpetuo acquise, ad nostramque pervenerit noticiam quod Johannes de Ludham, presbiter anglicus, ad presens receptor dicti Edwardi in Xanctonia,

adheret dictis de Anglia contra nos, sicut potest¹ ; quapropter, terra de Dompnopetro prope villam nostram Rupelle ceteraque ipsius bona, que tenet et occupat, ad nos tanquam confiscata pertineant, cum suis pertinenciis universis. Nos, animadvertantes grata, placida et laudabilia servicia, nedum nostris predecessoribus², sed et nobis à longevis citra temporibus ante tractatum pacis inter clare memorie dominum genitorem nostrum et dictum Edwardum jam dudum habite, per dilectum nostrum Johannem Chaudererii³, burgensis dicte ville nostre de

1. Dans le registre on lit *post*, mot qui n'a pas de sens en cet endroit.

2. Le texte porte *successoribus* et beaucoup d'autres incorrections que nous avons dû corriger.

3. Jean Chaudrier ou Chaudrier, l'un des personnages les plus marquants de l'histoire de la Rochelle, dans la seconde moitié du xiv^e siècle, fut quatre fois maire de cette ville, particulièrement d'avril 1370 à avril 1371 et d'avril 1373 à avril 1374. Anobli par acte du régent Charles, daté de Paris, juillet 1359, les considérants de ses lettres de noblesse lui font le plus grand honneur. Il y est dit qu'il avait rendu au roi des services éminents, spécialement à la reprise des villes et forteresses de Rochefort, de Salles, de Fourras et autres, dont les Anglais s'étaient emparés, reprise à laquelle il avait participé et assisté en personne, étant capitaine de gens d'armes et de pied de la ville de la Rochelle et du pays voisin. (Arch. nat., JJ. 90, n° 265, fol. 137 v°.) L'année suivante, au mois d'octobre, le régent lui accorda, à Boulogne-sur-mer, de nouvelles lettres qui lui conféraient l'ordre de chevalerie, à lui et à sa postérité mâle, par ordre de primogéniture (JJ. 88, fol. 73). A cette époque, ses concitoyens l'avaient député à Calais vers le roi Jean, avec Guillaume de Sérís, Pierre Buffet et plusieurs autres, pour protester contre la cession de leur ville à l'Angleterre, stipulée par le traité de Brétigny. Ils eurent beau remontrer que la Rochelle, par sa position et son commerce, était trop utile à l'Etat pour qu'on pût songer à l'aliéner, leurs instances furent vaines. Il fallut obéir à la dure nécessité. (Arcère, *Hist. de la Rochelle*, t. I, p. 246-247.) On ne trouve pas le nom de Jean Chaudrier sur la liste des habitants qui prêtèrent serment au prince de Galles, le 6 décembre 1360, lors de la remise de cette ville au commissaire anglais, Bertrand de Montferrand. Il était sans doute encore absent à ce moment. Ses sentiments patriotiques du reste ne se démentirent pas, comme on le voit ici, et s'il revint habiter son pays sous la domination anglaise, ce fut avec l'intention bien arrêtée de saisir toutes les occasions de servir la cause française. Ce fut grâce à un stratagème qu'il imagina de concert avec le maire de la ville, Pierre Boudré, que la Rochelle fut reprise de vive force sur les Anglais, le 8 septembre 1372, par ses propres habitants qu'ils avaient fait armer, feignant d'en avoir reçu l'ordre directement du roi d'Angleterre, dans le but de

Ruppella, multimode et fructuose impensa, prout sumus ad plenum certificati, prefato Johanni, licet absenti et in dicta villa de Ruppella nunc commoranti, pro se heredibusque et successoribus suis et ab eo causam in futurum habentibus et habituris, predictam terram nobis, sicut premittitur, confiscatam et acquisitam cum ipsius terre omni dominio, proprietate, juridicione alta, media et bassa, mero et mixto imperio, vassallis, hominibus, subditis, homagiis, feudis, retrofeudis, censibus, redditibus, proventibus, exitibus, domibus, possessionibus, terris, pratis, pascuis, aquis, molendinis, stangnis, nemoribus, usagiis, usibus, saisinis, juribus, libertatibus, accionibus, ad dictam terram spectantibus, aliisque pertinenciis suis, cujus quidem terre et ejus pertinenciarum quater centum librarum rendualium vel circa valor annuus esse potest, dedi-

les opposer à l'armée de Du Guesclin. (*Id. ibid.*, p. 254, et Froissart, édit. S. Luce, t. VIII, p. XLII, 75 à 80.)

Le 10 juillet 1376, Jean Chaudrier, chevalier, alors gouverneur de la Rochelle, et son lieutenant Jean Maignen, étaient en procès au Parlement de Paris contre le grand prieur d'Aquitaine et le commandeur de Bourgneuf, au sujet du marché créé dans la ville de Dompierre, dont il lui est fait don par les lettres que nous publions ici. (Arch. nat. X^{1a} 25, fol. 232 v^o.) Ce marché avait été institué par lettres patentes de mai 1375 (JJ. 407, fol. 12). Notre personnage était encore ajourné, le 23 juillet 1378, au Parlement avec Pierre Joubert et un autre, par le sire de Parthenay, appelant d'une sentence rendue sur incident par le gouverneur de la Rochelle. La cour annula l'appel et renvoya les parties devant ledit gouverneur, pour juger au principal (X^{1a} 27, fol. 70).

Jean Chaudrier avait épousé, comme on le voit dans la seconde partie des présentes lettres, Jeanne Larchevêque, alors défunte. Elle était fille de Guy Larchevêque, sire de Taillebourg et avait laissé à son mari cinq enfants mineurs : Hélié, Louis, Jeanne, Catherine et Marguerite. Le 14 octobre 1369, était mort sans enfants Guyard de Thouars, dont les biens devaient revenir à part égale à ses trois cousins germains, Louis vicomte de Thouars, Jean de Thouars et Guy de Taillebourg. La part de ce dernier fut retenue indûment par le vicomte de Thouars et par sa fille Pernelle. Ainsi lésé dans les intérêts de sa femme et de ses enfants, Chaudrier intenta un procès à l'héritière de Thouars et à son mari devant la juridiction anglaise. Un mandement d'Edouard III à Thomas de Felton, sénéchal de Guyenne, du 18 février 1372, lui ordonnant de juger le procès de Jean Chaudrier contre Amaury de Craon, vicomte de Thouars, au sujet de la succession de Guy de Thouars,

mus et concessimus, et ex certa sciencia, speciali gracia et regie potestatis plenitudine, damus et concedimus liberaliter per presentes, prefatam terram cum dictis suis pertinenciis per ipsum Johannem, ac dictos heredes et successores suos tenendam, retinendam, possidendam ac perpetuis temporibus, tanquam rem suam propriam, pacifice obtinendam, nichil retinentes in premissis, nisi dumtaxat homagium pro terra hujusmodi nobis et nostris successoribus debitum, pro superioritate et ressorto prestandum. Quod ut firmum et stabile perpetuo remaneat, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum in castro nostro Vincennarum, decima

seigneur de Mauléon, a été publié dans le tome II, p. 289, des *Archives historiques du Poitou*. Puis, après le retour du Poitou à la couronne de France, le Parlement fut saisi de cette contestation. Dès le mardi 24 mai 1373, la cause était appelée devant la cour. Le vicomte de Thouars opposa alors à Chaudrier des lettres d'état qu'il avait obtenues en faisant valoir que « les guerres et forteresses d'esnemis estoient encores en sa terre, en quoy il li convenoit estre grandement occupé. » Le 22 juin, la cour renvoya l'affaire aux jours de Poitou du prochain Parlement. Elle ne fut plaidée que le 22 juin 1377. Pernelle de Thouars était alors remariée à Tristan Rouaut. Chaudrier exposa « sa demande et généalogie et conclut que les mariez soient condamnez et contrains à lui bailler et delivrer la tierce partie des terres de feu messire Guyard avec les fruiz qui en ont esté levés. » La cour commit Jean Oujart et Jean de Folleville pour faire une enquête, le 23 décembre 1378, et ce fut seulement le 3 août 1381 que l'arrêt définitif fut rendu, condamnant le vicomte et la vicomtesse de Thouars à restituer les biens de ladite succession et les revenus qu'ils en avaient perçus indûment depuis le 14 octobre 1369 (X^{1a} 1470, fol. 20 v^o, 48, 262 r^o et v^o; X^{1a} 28, fol 9 bis; X^{1a} 31, fol. 78). Jean Chaudrier était mort au commencement de l'année précédente, et ses enfants encore mineurs étaient alors sous la tutelle de Jean du Puys ou du Poys, bourgeois de la Rochelle. Son fils aîné, Hélie, dut aussi soutenir un procès contre Raymond de Mareuil qui lui disputait la possession de la terre de Dompierre. Voy. à ce sujet un arrêt du Parlement en date du 16 février 1380 n. s. (X^{1a} 29, fol. 122 v^o). Une des filles de Jean Chaudrier épousa plus tard Jean de Cintré, chevalier (peut-être Saintré, fils de Jean de Saintré, le célèbre sénéchal d'Anjou), ce que nous apprend un autre arrêt de la cour rendu au criminel, le 13 janvier 1392 n. s., entre Nicolas Gaillard, de la Rochelle, et Jean de Cintré, où il est question aussi d'Hélie Chaudrier (X^{2a} 41, fol. 288 v^o et 306).

sexta mensis maii anno Domini millesimo ccc^o septuagesimo, et septimo regni nostri ¹.

Notum igitur facimus quod nos, attentis tam placidis quam fructuosis per dictum Johannem nobis prestitis serviciis, ex quibus nos sibi teneri quamplurimum reputamus, volentes, tam ex hoc quam aliis certis et justis causis nos ex certa sciencia moventibus, donum nostrum predictum ac omnia et singula in prefatis litteris comprehensa, vim et effectum firmiter habere, donum ipsum predictaque omnia et singula, modo et forma quibus in eisdem litteris continetur, laudamus, approbamus, ratificamus ac ex certa sciencia, auctoritate regia et speciali gracia nostreque regie majestatis plenitudine, tenore presentium, confirmamus, ac ea firma et valida declaramus et decernimus, perpetuis temporibus duratura, ac preterea dictam terram cum dictis suis pertinenciis dictum donum nostrum continuando, tam consideracione premissorum quam ex eo quod ipse Johannes, virtute certe donacionis per defunctum Guidonem Archiepiscopi, dominum de Tailleburgo, defuncte Johanne de Partenayo ², sue filie, quondam dicti Johannis uxori, pro dote sua, inter alia ab olim sibi facte, in ipsa terra ejusque pertinenciis jus, ut audivimus, asserit et vendicat se habere, donamus et conferimus de novo, si sit opus, quibuscunque donis aut assignacionibus sub quacunque forma verborum et quacunque occasione seu causa, dilectis et fidelibus nostris domino de Partenayo, Guillelmo de

1. Ces lettres du 16 mai 1370 sont transcrites une seconde fois, sans la confirmation, sur le même registre, n^o 54, fol. 25, avec la signature : « Per regem. J. Tabari. »

2. Jeanne était la quatrième et dernière enfant de Guy Larchevêque, sire de Taillebourg, fils puîné de Guillaume VI, seigneur de Parthenay, et de Marguerite de Thouars, sa seconde femme. Jeanne d'Amboise, dame du Parc, était sa mère. Les généalogistes (Beauchet-Filleau, *Dict. des familles du Poitou*, t. II, p. 497) n'ont point connu ce mariage.

Ceris ¹, militi et consiliario nostro ac primo presidenti

1. Guillaume de Sérís, de la Rochelle, avait été député vers le roi Jean à Calais, le 15 août 1360, avec quatre autres bourgeois, pour protester contre la cession de cette ville à l'Angleterre. (Froissart, édit. Luce, t. VI, p. xvii, note 6.) Le 6 décembre suivant, il assistait avec le maire et les principaux habitants à la remise des clefs de la Rochelle à Pierre de Montferrand, commissaire d'Edouard III. (Bardonnet, *Procès-verbal de délivrance*, etc.) Dès lors il est qualifié de chevalier. Pendant la domination anglaise et jusqu'à la fin de l'année 1368, il resta dans son pays et fut employé à plusieurs reprises pour les affaires du prince de Galles. Institué avec Jean Chandos, le 20 juillet 1366, gardien des terres et seigneuries de Poitou et de Saintonge que le duc d'Orléans avait cédées à Thomas de Wodestock (Rymer, *Fœdera*, t. III, p. 794), il fut ensuite envoyé à Rome, vers le mois d'avril 1368, pour obtenir l'adhésion du pape Urbain v à un impôt sur les dîmes inféodées que le prince de Galles avait fait établir par un Parlement réuni à Saintes. A son retour, menacé d'être arrêté par les officiers de Charles v, il aurait été réduit, suivant Froissart, à se cacher dans l'abbaye de Cluny, pendant cinq ans, et finit par se faire Français. (Edit. Luce, t. VII, p. xxxv et note, xlv et note 3.) Nous sommes en mesure de rectifier cette dernière partie du récit du chroniqueur. Guillaume de Sérís fut bel et bien arrêté par le bailli de Mâcon. Les détails de cet épisode du voyage de l'ambassadeur du prince nous sont fournis par des lettres de remission accordées en février 1377 n. s. à Renaud de Germolles, écuyer, l'un des auteurs de l'arrestation. Ce dernier expose que lui « avec aucuns autres, du commandement d'Estienne du Fay, chevalier, lors bailli de Mascon, lequel bailli avoit prins feu Guillaume de Seris, chevalier, jadis president, et maistre Jehan Rivaut, advocat en nostre Parlement de Paris, qui lors estoient ambaxeurs, messaigers et de l'obeissance de feu Edouart, jadis prince de Gales, ou temps qu'il tenoit la duchie de Guyenne, et venoient des parties de Romaine de par devers le pape Urbain,... poursuytant et si diligemment un appellé Jehan Lucas et les autres gens de la compagnie des diz ambaxeurs, qui estoient eschappez et que le dit bailli n'avoit pu prenre, que il les print près du port de Digoin, ou bailliage de Mascon, ensemble leurs choses et lettres, et les mena ou dit bailli, ou chastel de Mascon, ou quel lieu il furent mis en prison en fers et en ceps, et bailla le dit exposant les dites lettres qu'il leur avoit ostées audit bailli, les quelles ycellui bailli nous aporta à Paris, pour veoir s'il y avoit chose qui fust contre nous et nostre royaume. Aucuns de ceulx qui ainsi furent prins, ou leurs amis qui sont genz puissans au dit lieu de la Rochelle, l'ont menacié de le faire traire en cause, travailler et punir, soubz umbre de ce qu'il dient que la guerre n'estoit pas encore ouverte entre nous et nostre dit adversaire... » Renaud de Germolles était à cette époque de la garnison de la Rochelle. (JJ. 110, n° 131, fol. 81 v°.) Nous ne savons si Guillaume de Sérís, remis en liberté, se rendit à l'abbaye de Cluny. Mais ce qui est absolument certain, c'est qu'il ne put y rester cinq ans. Il se rallia sans difficulté, étant donné ses anciens sentiments français, à la cause de Charles v, et pour le récompenser, ce prince lui donna la charge éminente de premier président au Parlement de Paris, où il fut institué le 17 juin 1371 (X^{1a} 1469, fol. 457). Le roi l'avait gratifié déjà, le 26 août 1370, du château et de la terre de

in Parlamento nostro Parisius , Mauricio de Parcu ¹,
militi et cambellano nostro , Raymundo de Marolio ²,

Benon, à cinq lieues de la Rochelle, encore tenus, il est vrai, par les Anglais; mais la donation lui en fut confirmée le 25 septembre 1372 (JJ. 103, fol. 109). Dans ces lettres, les services rendus par Guillaume de Sérís à la cause nationale sont longuement énumérés et précisés.

Charles v lui fit don en outre, au mois de mai 1371, de mille livrées de terre ou de mille livres parisis de rente annuelle, en attendant qu'il pût recouvrer le château de Benon (JJ. 102, n° 272, fol. 92 v°); puis, le 27 août 1372, douze jours avant la reddition du château de la Rochelle, mais alors que la ville s'était déjà prononcée pour le retour à l'obéissance du roi de France, ce dernier fit présent au premier président d'une maison, appelée la maison de Fessac, sise à la Rochelle et confisquée sur Jean de Ludham (*alias* Ludent), prêtre anglais et receveur de Saintonge pour le prince de Galles (JJ. 103, fol. 120). Guillaume de Sérís ne jouit pas longtemps des faveurs du roi. Il mourut à Lyon, au retour d'un voyage à Rome, le 3 octobre 1373, et le Parlement assista en corps à ses obsèques, qui furent célébrées à Paris, le 23 novembre suivant. (X^{1a} 1470, fol. 56 v°). Sa veuve, Honorée Brun ou le Brun, fut constituée tutrice de leurs enfants mineurs: Jean, Guillaume, l'rançoise, Jeanne et Marguerite, par lettres du 29 avril 1374. Le même jour, Etienne de Sérís, prêtre, et Bernard de Marteaux furent nommés curateurs de leurs biens, tandis que Jean Boileau avait été chargé, le 8 du même mois, de dresser l'inventaire des biens laissés à Paris par le premier président. (Arch. nat., X^{1a} 23, fol. 317 r° et v°, 336.)

Guillaume de Sérís avait un neveu, nommé Étienne Poissonnat, huissier d'armes de Charles v, sur qui rejaillit la faveur dont ce prince avait honoré son oncle. Il lui fit don de plusieurs maisons à la Rochelle, les 22 juin et 2 septembre 1373 (JJ. 104, fol. 114 v° et 140 v°), et 200 francs d'or le 28 décembre 1374. (Delisle, *Mandements de Charles V*, p. 564.) Le testament d'Etienne Poissonnat, daté du 16 août 1407, a été publié par M. Tuetey; il contient d'autres renseignements intéressants sur la famille, les biens et la sépulture de Guillaume de Sérís, dont le second fils, nommé aussi Guillaume, était alors conseiller au Parlement. (*Testaments enregistrés au Parlement de Paris sous Charles VI*, Documents inédits, Mélanges, t. VI, p. 451 et s.)

1. Maurice du Parc, chevalier, est dit gouverneur de la Rochelle, le 7 mai 1375, dans des lettres de rémission accordées à Jean du Parc, son neveu (JJ. 107, fol. 10). On trouve aussi son nom dans les registres de comptes du duc de Berry. Le 11 juillet 1373, ce prince envoya de Poitiers un chevaucheur porter des lettres à Yvain de Galles et à Maurice du Parc, à la Rochelle et à Soubise (KK. 251, fol. 127).

2. Des lettres du 16 février 1370 n. s., enregistrées au Trésor des Chartes, portent don à Raymond de Mareuil d'une terre sise à Dompierre-sur-mer et des autres acquêts faits en Saintonge par un prêtre anglais, receveur de cette province pour le prince de Galles (JJ. 100 n° 288, fol. 84). Ce personnage avait déjà reçu du roi Jean le château, la ville et la châtellenie de Rochefort et ses dépendances. (Acte daté du Louvre, octobre 1355, JJ. 84, n° 303, fol. 158.) Coupable d'un homicide à Châteauneuf-sur-Charente, il avait obtenu

militi, Alano Taillecol, aliàs vocato l'abbé de Mallepaye ¹, Yvoneto Le Corric ² et quibuscunque aliis personis, cujuscunque status aut condicionis existant, de terra hujusmodi ejusque pertinenciis per nos aut germanos et locumtenentes nostros, vel alios quoscunque super hoc potestatem habentes, factis non obstantibus in hac parte. Quocirca dilecto et fideli nostro gubernatori prefate

pour ce fait des lettres de rémission, au mois d'octobre 1360 (JJ. 88, fol. 54 v°). Après la déclaration de guerre à l'Angleterre, Raymond de Mareuil avait été l'un des premiers, parmi les rares grands vassaux du Limousin et du Poitou, qui avaient adhéré à l'appel du comte d'Armagnac contre le prince de Galles. Son adhésion est du 29 juin 1369 (original, J. 642, n° 16³); le texte en a été publié par M. S. Luce (édit. de Froissart, t. VII, p. LXXXVIII, note 2). Aussi fut-il comblé de faveurs par Charles V. Dès le mois de juillet suivant, il reçut un don de 2,000 livres de rente annuelle, et comme gage le château et la châtellenie de Courtenay (JJ. 100, n° 223, fol. 65 v°). Puis ce fut la terre de Dompierre. On trouve dans Froissart des détails sur la part qu'il prit aux opérations militaires des années suivantes. Jean, duc de Berry, l'employa à des négociations délicates, comme on le voit par l'extrait suivant des comptes de son hôtel : « A Imbaut du Peschin, chambellan monseigneur, L. livres qu'il avoit prêté à mondit seigneur pour accomplir de paier la somme de IIc francs qu'il donna ja pieça à messire Rayment de Mareull, chevalier, pour faire certains et secrez services qu'il avoit promis faire à mon dit seigneur, par mandement du XXI^e avril » 1371 (KK. 251, fol. 33). Il s'agissait, selon toute apparence, des négociations qui avaient eu lieu en juillet et août 1370 entre le duc de Berry et l'évêque de Limoges pour la reddition de cette ville. Le 27 octobre 1380, on retrouve la mention de Raymond de Mareuil dans les registres du Parlement, à l'occasion des lettres de rémission qui lui furent octroyées pour incarcération et mauvais traitements sur la personne de Nicolas Gaillard, bourgeois de la Rochelle, affaire dans laquelle se trouvait impliqué Jacques de Montmor, gouverneur de cette ville (X^{2a} 9, fol. 200). Gaillard lui intenta néanmoins un procès en réparation civile, qui durait encore le 17 juin 1391. (Arrêt de cette date, X^{2a} 11, fol. 285 v°.)

1. Par acte du 9 novembre 1372, le roi fit don à Alain de Taillecol, dit l'abbé de Malepaye, son écuyer d'écurie, de biens sis à Dompierre en Aunis et d'un hôtel à la Rochelle, le tout ayant appartenu à Jean de Ludham, receveur de Saintonge pour le roi d'Angleterre (JJ. 103, fol. 179 v°).

2. Yvon le Corric avait reçu en outre du roi un hébergement sis à la Rochelle, rue de la Chandellerie, en récompense des services qu'il avait rendus lors de la remise de cette ville sous l'obéissance de Charles V, septembre 1372 (JJ. 103, fol. 136). On voit par ces diverses citations un nouvel exemple des contradictions et par suite du défaut de valeur des donations royales faites dans ces circonstances.

ville nostre de Rupella ceterisque justiciariis et officiariis nostris et eorum locatenentibus, presentibus et futuris, damus tenore presentium in mandatis, si opus fuerit, committendo, ut prefatum Johannem, pro se dictisque heredibus et successoribus suis, dono et concessione nostris hujusmodi uti et gaudere pacifice faciant, ac in realem et corporalem possessionem prefate terre ejusque pertinenciarum ponant et inducant, aut poni et induci mandent et faciant realiter et de facto, ipsumque in eadem manuteneant et defendant, amotis superius nominatis et quocumque alio detentore, quosquam nos tenore presencium amovemus, et ipsum de dicta terra cum pertinenciis suis, pro se et suis, per tradicionem presencium investivimus et investimus. Dantes preterea in mandatis omnibus vassallis et subditis dicte terre et pertinenciarum ipsius, et eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, ut de cetero fidelitatis juramentum et homagium que ratione dicte terre prestare tenentur, prefato Johanni et suis prestant et facient, et eidem et suis, tanquam veris dominis, in omnibus obediant, modo et forma in talibus consuetis, et nos eosdem vassallos ac homines, et eorum quemlibet ab homagio hujusmodi nobis prestando, dum modo predicto Johanni et suis heredibus et successoribus ipsum prestant et facient, absolvimus perpetuo et quitamus, donis aliis per dictos predecessores nostros et nos eidem Johanni actenus factis, si que sint, quamquam hiis presentibus minime specificentur, ordinacionibusque, defensionibus et mandatis factis vel faciendis non obstantibus quibuscunque. Et ut premissa omnia robur perpetue stabilitatis obtineant, sigillum nostrum hiis presentibus apponi mandavimus. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Parisius, in castro nostro de Lupara, octava die mensis januarii anno Domini millesimo ccc. septuagesimo secundo, et regni nostri nono.

Per regem, in suo consilio. J. Tabary.

DLII

Confirmation, sauf certaines réserves, des lettres par lesquelles Jean, duc de Berry et comte de Poitou, remet Louis Larchevêque, sire de Taillebourg, en possession de terres litigieuses entre celui-ci et le procureur du roi depuis le temps de Philippe de Valois, et qui avaient été pour ce fait saisies. Elles étaient comprises entre le pont de Taillebourg et un fossé près de Bussac, le long du cours de la Charente. (JJ. 104, n° 56, fol. 26 v°.)

24 janvier 1373.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, presentibus et futuris, nos vidisse litteras formam que sequitur continentes :

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, comte de Poitou, de Masconnois, d'Angolesme et de Xantonge, lieutenant de monseigneur le roy ès dis pais et en plusieurs autres parties de son royaume. A tous ceulx qui ces presentes verront, salut. Entendue la supplicacion de nostre bien amé Loys Larcevesque, seigneur de Talhebourc ¹, contenant que comme ses predecesseurs, dont il

1. Fils aîné de Guy Larchevêque, seigneur de Taillebourg, et de Jeanne d'Amboise, dame du Parc, marié en premières nocces à Jeanne de Montberon, aliàs de Matha, il eut pour seconde femme Jeanne de Beaumont, veuve de Béraud ou Barthélemy de La Haye, seigneur de Mallièvre, qu'il épousa entre le 6 avril 1375 et le 28 janvier 1378. (Voy. vol. précédent, p. 393 note.) Ses biens furent confisqués en 1369, parce qu'il restait au service du prince de Galles, après la guerre déclarée, et sa terre de Vautournous, dans le comté de Vendôme, fut donnée à Jean III de Bueil par lettres de Charles V, données à Paris, au mois d'avril de cette année (JJ. 100, n° 461, fol. 144). On voit ici qu'il avait fait sa soumission au duc de Berry avant les autres barons de Poitou, enfermés alors dans Thouars. La restitution de ses biens en fut la conséquence. Louis Larchevêque était à Taillebourg, le 13 septembre 1373, où il reçut par messager des lettres du comte de Poitou (KK. 251, fol. 128 v°). Il tenait de la succession de son père le château d'Apremont (Vendée), dont il a été question précédemment (t. II de ce recueil, p. 331 note). Une contestation qu'il eut avec sa sœur Isabelle de Parthenay, remariée au vicomte de Rochechouart, au sujet de la possession de ce château, de la terre d'Apremont et de ses dépendances, fut jugée en sa faveur par la cour de la vicomté de Thouars. Le vicomte et la vicomtesse, maintenant leurs prétentions, portèrent l'affaire au Par-

a cause, aient esté seigneurs à droit et à domaine de terres,

lement. La cour, par arrêt du 2 août 1376, ordonna que ces derniers seraient tenus de restituer les droits et revenus qu'ils avaient indûment perçus, et dont enquête serait faite par un commissaire spécial, et qu'en attendant, le château d'Apremont serait mis sous la main du roi (X^{1a} 25, fol. 69 v^o; voy. aussi au 23 août suivant, *id.*, fol. 249).

Vers cette même époque, le sire de Taillebourg était poursuivi par Rose André, dame de Champdolent. Il s'était emparé, dans les premiers mois de l'année 1374, du château de Champdolent appartenant à cette dame; à la tête d'une troupe armée évaluée à cent hommes environ, il s'était approché de la place et, la trouvant trop forte pour qu'une attaque pût réussir, il avait usé de ruse et était parvenu à ses fins. Nous n'entrerons point dans les détails, bien qu'ils soient curieux, parce qu'ils nous mèneraient trop loin. Le gouverneur de la Rochelle reçut, le 12 août 1374, des lettres du roi, qui lui prescrivaient d'informer sur ces faits (X^{1a} 23, fol. 356). Ajourné au Parlement, le sire de Taillebourg ne se présenta pas; la cour adjugea défaut contre lui à Rose André et donna gain de cause à cette dame, condamnant son adversaire aux dépens de l'affaire par arrêt du 7 septembre 1377 (X^{2a} 9, fol. 77, et X^{1a} 26, fol. 206).

Nous dirons encore quelques mots d'un autre procès fort intéressant que Louis Larchevêque soutint devant la même cour, en qualité de tuteur de Berthelon de La Haye, fils du premier lit de sa seconde femme, Jeanne de Beaumont, contre Jean de La Martinière, capitaine du château de Mortagne-sur-Sèvre. Malheureusement nous n'avons point trouvé la fin de cette affaire, que l'arrêt seul aurait pu nous faire connaître à fond. Jean de La Martinière accusait d'injures, excès et voies de fait le sire de Taillebourg et plusieurs de ses officiers de Mortagne pour Berthelon de La Haye, tels que Guillaume de la Voirie, Pierre Biron, Jean Grenée, Geoffroy Petit et Pierre Forestier. De fait, Jean de La Martinière, naguère détenu prisonnier par les seigneur et dame de Taillebourg « au château de Mortagne en Poitou », fut amené à Paris en vertu de lettres royaux par lui impétrées. Vue au Parlement l'information faite contre lui, il obtint son élargissement par la ville et dedans les bastides, jusqu'à la volonté de la cour, sous les peines et soumissions accoutumées, et élut domicile en l'hôtel de Jean Lamy, son procureur à Paris, outre Grand-Pont, le 13 janvier 1378 n. s. (X^{2a} 10, fol. 56 v^o). Le 28 janvier, mandement fut adressé au bailli des Exemptions pour faire une nouvelle enquête (X^{2a} 9, fol. 108 v^o). A la même date, on trouve quelques arrêts de procédure qui n'apprennent que peu de chose (X^{2a} 10, fol. 58; X^{1a} 1471, fol. 8 v^o). Le 6 et le 31 août, autres mandement; il est ordonné que La Martinière répondra en personne aux articles des maléfices proposés contre lui par le sire de Taillebourg, présentera les siens par-devant les commissaires et comparaitra personnellement à la cour, le jour de la réception de l'enquête (X^{2a} 9, fol. 117 et v^o, X^{2a} 10, fol. 67). Le 10 mars 1379, il se représenta au Parlement et fut de nouveau élargi, partout cette fois, à la volonté de la cour (X^{2a} 10, fol. 76 v^o). Le 5 mai suivant, l'enquête fut reçue à juger (fol. 83); mais, comme nous l'avons dit, l'arrêt n'a pu être trouvé. Le sire de Taillebourg mourut un peu avant le 25 juin 1395; à cette date fut fait le partage de sa succession entre ses enfants.

es, des lettres par lesquelles
ou, remet Louis Larchevêque.
on de terres litigieuses entre
puis le temps de Philippe de
lit saisies. Elles étaient com-
et un fossé près de Bussac; le
104, n° 56, fol. 26 v^o.)

373.

rex. Notum facimus uni-
os vidisse litteras formam

de Berry et d'Auvergne,
s, d'Angolesme et de Van-
r le roy es dis pais et en
yaume. A tous ceulx qui
ndue la supplicacion de
ue, seigneur de Talbe-
es predecesseurs, dont il

neur de Taillebourg, et de
arié en premières nocces à
il eut pour seconde femme
ou Barthélemy de La Haye.
le 6 avril 1375 et le 25 jan-
ote.) Ses biens furent con-
ervice du prince de Galles,
autournous, dans le comté
eil par lettres de Charles V,
tte année (JJ. 100, n° 461,
ommission au duc de Berry
rmés alors dans Thouars-
séquence. Louis Larchevê-
1373, où il reçut par mes-
251, fol. 128 v^o). Il tenait
l'Apremont (Vendée), dont
ce recueil, p. 331 note).
r Isabelle de Parthenay.
t sujet de la possession de
es dépendances, fut jugée
Thouars. Le vicomte et la
portèrent l'affaire au Par-

hommages, nobleces, rentes, domaines, possessions et autres choses assises dès le pont de Talhebourg, ainsi comme le court de l'ayve de la Charante emporte en alant envers Xaintes, jusques à un fossé près de Bussac, la dicte Charante entre deux, ainsi comme la dicte terre est divisée anciennement, et pour cause de certain debat qui jà pieça fu entre le procureur de mon doubté seigneur et ayeul, monseigneur le roy Philippe, que Dieux absoille, d'une part, et le sire de Tailhebourg, qui lors estoit, d'autre, souz couleur ou autrement indeuement de ce que on supposoit que les predecesseurs du dit sire de Talhebourg avoient commis abus [de] justice ou autrement [en] la dicte terre, le dit sire de Talhebourg et ses predecesseurs ont esté dessaisis de leur dicte terre et n'en ont peu joir, en leur grant grief, prejudice et dommage, à ce qu'il dit, et nous a requis que sur ce lui veuillons pourveoir de convenable remede. Pour quoy nous, eue consideracion aus [choses] dessus dictes et aus bons services que le dit de Talhebourg et ses predecesseurs ont fait à mon dit seigneur et à nous, et à noz predecesseurs, et esperons qu'il fera ou temps avenir, à ycellui comme bien deservi avons donné et octroié, donnons et octroions par ces presentes, et à ses hoirs et successeurs hereditablement, les dictes terres, noblesses, hommages, rentes, domaines, possessions et autres choses sus dictes, en quoy ja pieça le dit debat entre le dit procureur et le dit sire de Talhebourg qui lors estoit, non obstant le dit debat et procès faiz sur ce et que les choses fussent commisses et à nous ou à noz predecesseurs aquses, les quelx debat et procès nous revoquons et annullons par ces presentes. Item, et lui donnons et octroions, à li et à ses hoirs et successeurs, la terre et appartenances de Chenac¹ et

1. On lirait plutôt ici *Cheirat*, mais plus bas, dans la confirmation, le même nom de lieu paraît bien écrit *Chenac*, leçon qui nous a paru plus satisfaisante.

le lieu, terres et appartenances de Richemond avec le minage de la ville de Saint Jehan d'Angeli, à nous appartenant par confiscacion pour ce que les hoirs du feu sire de Chasteilhon en Medouc¹ et Thomasse sa femme, qui ycelles choses tenoient et esplectoient en leur vivant, sont ennemis et rebelles de mon dit seigneur et de nous, à avoir, tenir et posséder, user, exploicter, prendre, cuillir, percevoir et recevoir avec tous les proffis, revenues et emolumens, hommages, nobleces, droictures et autres appartenances et choses quelconques, par le dit sire de Talhebourc et les siens hoirs et successeurs franchement et paisiblement. Et des dictes choses par nous à lui ainsi données li avons baillié saisine, en obstant et expellant tous autres detenteurs d'icelles, les quelx nous oston par ces presentes. Si donnons en mandement au seneschal de Xantonge, ou son lieutenant, present et avenir, que le dit sire de Talhebourc, ou son procureur pour lui, mettent et induent royaument et de fait en saisine et possession des dictes choses par nous à lui données, et d'icelles et chascune d'elles, et des proffis, revenues et emolumens à ycelles appartenans, le laissent, facent et seuffrent user hereditablement et à li rendre par les subgiez et personnes à ce tenus, sans le molester ou empeschier, ou souffrir estre empeschié en aucune maniere. Car ainsi le voulons et l'avons octroié au dit sire de Talhebourc, de certaine science et grace especial, et de l'auctorité et puissance royal dont nous usons, non obstant quelconques donacions faictes ou à faire. Et afin que ces choses soient fermes et perpetuellement valables au proffit du dit sire de Talhebourc, de ses hoirs et successeurs hereditablement, li avons donné ces lettres [seellées] de nostre seel secret, en absence du grant, en la de soye et cire vert. Donné à nostre ville de Xantes, le xxiiij^e jour de septembre l'an mil trois cens

1. Voy. ci-dessus, p. 173, note 1.

soixante et douze¹. Sauve en autres choses le droit de mon dit seigneur et [de] nous, et l'autrui en toutes. Donné comme dessus.

Nos igitur litteras suprascriptas, universa et singula in eis contenta, rata et grata habentes, ea volumus, laudamus, approbamus et de speciali gracia, auctoritate nostra regia et certa sciencia, tenore presencium, confirmamus. Mandantes senescallo Xantonensi ceterisque justiciariis nostris, presentibus et futuris, vel eorum loca tenentibus, et eorum cuilibet, ut ad eum pertinuerit, quatinus prenominationum dominum de Tallebourc suosque heredes et successores premissis sibi donatis uti faciant perpetuo pacifice et quiete, prescriptasque litteras exequantur, proviso quod terre, hommagia, nobilitates, redditus et possessiones alie, super quibus debatum seu processus aliàs motus fuit [inter] procuratorem regium et dominum de Tallebourc, qui tunc erat, ut predicitur, non fuerint de antiquo dominio corone nostre, et quod, si loca et terre de Chenac et Richemondie cum minagio, de quibus fit mencio in litteris supradictis, reddi et restitui via tractatus et pacis seu aliàs debeant dictis heredibus in futurum, nullam indè recompensationem facere teneamur. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Parisius, die xxiiii^a januarii anno Domini m. ccc. lxxii. et regni nostri nono.

Per regem. Yvo.

1. Le duc de Bourgogne était aussi à Saintes le vendredi 24 septembre, d'après son itinéraire. La mention des comptes de ce prince ne porte pas expressément que la ville se rendit ce jour-là, mais c'est fort probable. (E. Petit, *Campagne de Philippe le Hardi*, p. 11.) Quant au duc de Berry, il était encore le 28 septembre à Saintes, d'où il envoya un messenger à Imbaut Du Peschin à Saint-Jean-d'Angély. (KK. 251, fol. 91.)

DLIII

Confirmation du don fait par le connétable Du Guesclin à Perrot Maingny, son écuyer, de tous les biens qu'avaient possédés dans la ville et la châtellenie de Fontenay-le-Comte les Anglais Jean Wilale et Henry Abbot. (JJ. 103, n° 371, fol. 178 v°.)

Janvier 1373.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir veu les lettres de nostre amé et feal connestable, Bertran de Guesclin, duc de Mouline, contenans la fourme qui s'ensuit :

Bertran de Guesclin, duc de Mouline, connestable de France, à tous presens et avenir, salut. Savoir faisons que, pour et en remuneracion des bons et agreables services que nostre bien amé escuier Perrot Maingny ¹ a fais au roy monseigneur en ces presentes guerres et autrement, soubz nostre gouvernement, fait encores de jour en jour, et esperons qu'il face ou temps avenir, nous, de nostre certaine science et grace especial, et de l'auctorité

1. Aliàs Mainguy et, dans l'acte qui suit, Maigni. Quand Charles v fit don au connétable, en reconnaissance des services qu'il lui avait rendus en Poitou, des villes, châteaux et seigneuries de Fontenay-le-Comte et de Montreuil-Bonnin, Pierre ou Perrot Maigny fut nommé capitaine et châtelain de Fontenay, et il conserva ce poste jusqu'au 1^{er} décembre 1377, date de la cession de ces deux châtellenies au duc de Berry; il est même chargé dans cet acte de remettre Fontenay aux mains des officiers du prince (J. 185^a, n° 39). Cet écuyer fidèle servit Du Guesclin jusqu'au dernier jour; il figure comme témoin dans le testament du connétable fait au siège devant Châteauneuf-de-Randan, le 7 juillet 1380. (Dom Morice, *Hist. de Bretagne*, Preuves, t. II, col. 288.) Après la mort de son maître, il se mit au service du duc de Bretagne. Le 4 novembre de cette même année, on le trouve à Pontorson, où il fournit une montre pour neuf écuyers de sa compagnie, engagés sous Pierre de la Roche-Rousse, de cette date jusqu'au 1^{er} février suivant. (*Id. ibid.*, col. 262 et 411.) M. Demay cite deux quittances de ses gages pour services de guerre en Bretagne, la première du 8 novembre 1380 et la seconde du 25 février 1381. Elles sont scellées du sceau de ses armes : écu portant un chef au lion brochant, le tout chargé de trèfles. (*Invent. des sceaux de la collect. Clairambault*, t. I, p. 578.)

et puissance royal à nous attribuée et dont nous usons, à ycellui escuier avons donné et octroïé, et par la teneur de ces presentes donnons et octroïons par heritage perpetuel tous les biens meubles ¹ et heritages que Jehan Wilale et Henry Abot diviseement ² avoient et avoir poyoient en la ville et chastellenie de Fontenay le Conte, comme forfais, confisque et acquis au roy monseigneur, par ce que les diz Jehan et Henry sont anglois et se sont portez comme ennemis du roy monseigneur et de son royaume, à avoir et tenir, poursoirs (*sic*) et exploitier du dit Perrot et de ses hoirs, et de ceulx qui auront sa cause, pour en faire d'ores en avant toute sa pleine volenté, comme de sa propre chouse, à lui acquise par droit heritage. Si donnons en mandement à tous les justiciers souverains et autres officiers en la dicte ville et chastellenie de Fontenay, qui à present sont et pour le temps avenir seront de par le roy monseigneur, et à messires Gieffroy Kerrimel ³ et Gieffroy

1. Voy. ci-dessus les lettres du 12 août 1372 (p. 129), où ce personnage est nommé « Jean Hulale, escuier anglois. »

2. En marge du registre, à cet endroit, on lit : *Sic est*.

3. Ces deux compagnons d'armes de Du Guesclin, amis inséparables, étaient sans doute lieutenants du connétable en Poitou, ce qui explique la mission dont ils sont chargés ici. Le nom de Geoffroy Kerimel se trouve écrit de bien des façons différentes : Kaerrimiel, Karesmiel, Quaremiel, Queremel et Carimel. Il était de la paroisse de Louannec, au diocèse de Tréguier, comme il nous l'apprend lui-même par la déposition qu'il fit dans l'enquête pour la canonisation de Charles de Blois, à Angers, aux mois de septembre et d'octobre 1371 ; il avait alors vingt-huit ans. (Lobineau, *Hist. de Bretagne*, t. II, p. 542 et s., 563.) Il avait assisté tout jeune à la bataille de Cocherel. En septembre 1371, il avait sous ses ordres quarante écuyers dans l'ost du sire de Clisson, réunie pour le siège de Montcontour. (Delaville-Le Roulx, *Comptes municipaux de la ville de Tours*, t. II, p. 340.) Il prit aussi une part glorieuse au combat de Chizé, le 21 mars 1373. (Froissart, édit. Siméon Luce, tome VIII, p. LXI, 111-114, 312.) En 1381 et en février 1383 n. s., on retrouve Geoffroy Kerrimel avec le titre de maréchal de Bretagne. (Lobineau, *op. cit.*, t. II, p. 619, 638.) Comme il avait soutenu le parti de Jean, duc de Bretagne, et servi son maître contre Charles VI, ses biens et héritages de Poitou, Saintonge et Anjou avaient été saisis. Ils lui furent restitués par lettres données à Compiègne, le 29 septembre 1381, conformément au traité conclu à Guérande, le 15 janvier précédent, entre le duc et le roi de France. (JJ. 149, n° 356, fol. 212 v°.)

Budes¹, chevaliers, en l'absence des disjusticiers et officiers, et à chascun d'eulx qui sur ce sera requis, que d'iceulx biens meubles et heritages et de chascun d'iceulx ilz mettent le dit Perrot, ou son procureur pour lui, en saisine et possession reaulment et de fait, et des revenues,

1. Geoffroy Budes, chevalier, seigneur du Plessis-Budes, était le second fils de Guillaume Budes et de Jeanne Du Guesclin, la plus jeune sœur de Robert Du Guesclin, père du connétable. Geoffroy était donc le cousin germain de Du Guesclin ; il avait quatre frères et deux sœurs. La généalogie de cette ancienne famille bretonne, tige des comtes de Guébriant, dont l'un fut maréchal de France au ^{xviii}^e siècle, se trouve dans le P. Anselme (*Hist. généal. de la maison de France*, t. VII, p. 523 et s.). Sylvestre Budes, le frère aîné de Geoffroy, est plus connu, et son nom revient souvent sous la plume de Froissart. Ce fut aussi un fidèle compagnon de Du Guesclin, qu'il suivit en Espagne avec deux de ses frères, parmi lesquels était Geoffroy. Ce dernier témoigna aussi dans le procès de canonisation de Charles de Blois, et sa déposition est d'autant plus précieuse qu'elle nous fournit les renseignements les plus circonstanciés sur un épisode intéressant de la vie de notre héros et sur le siège d'Ussel, où il servit sous le connétable, pendant le carême de 1371. Il y fut grièvement blessé, ayant la hanche gauche et le bras droit brisés, et resta étendu dans les fossés du château, quand la nuit venue força les assaillants à se retirer. Ses compagnons d'armes, après bien des recherches, le trouvèrent à moitié enseveli dans la neige qui tombait par rafales au milieu de l'obscurité, et le pressèrent de venir avec eux. Mais il ne pouvait bouger, encore moins se mettre en selle. Il invitait ses compagnons à prévenir la garnison du château pour qu'on vint le prendre prisonnier, quand ils eurent l'idée d'invoquer le nom de Charles de Blois et de lui faire un vœu. Le blessé se trouva mieux presque aussitôt et fut en état de monter à cheval, guérison qui fut attribuée à un miracle du Bienheureux. (Lobineau, *Hist. de Bretagne*, t. II, p. 563.) Complètement remis de ses blessures, Geoffroy assista au siège de Bécherel au mois d'août de la même année. Il fut aussi, dix-huit mois plus tard, avec son frère Sylvestre, l'un des héros du combat de Chizé. Dans l'une des nombreuses actions auxquelles il prit part, Geoffroy avait fait prisonnier un Anglais de marque que le duc de Berry lui acheta 460 francs, comme nous l'apprend le curieux extrait suivant des comptes de ce prince : « A messire Geoffroy de Budes, chevalier, en rabat et deduction de la somme de ⁱⁱⁱⁱ^e LX frans, en quoy mondit seigneur luy estoit tenuz pour cause de la raençon de Lionet de Pannevaire, anglois, prisonnier du dit chevalier ; le quel prisonnier mondit seigneur a retenu par devers luy en ses prisons, yci par mandement dud. seigneur et quictance du dit chevalier, donné le xvii decembre [1372], et lettres de l'obligation en quoy mondit seigneur estoit obligez audit chevalier, données le xxx^e jour d'aoust l'an dessus dit, tout rendu à court... ⁱⁱⁱⁱ^e livres. » (Arch. nat., KK. 251, fol. 87 v^o.)

Charles v avait fait don à Geoffroy Kerimel et à Geoffroy Budes de la maison ou hôtel de Bellefoye en Poitou (voy. ci-dessus, p. 60,

prouffis et emolumens qui y appartiennent le facent, seuffrent et laissent joir et user paisiblement et sans aucun contredit ; car ainsi le voulons nous estre fait , et au dit Perrot l'avons octroïé et octroions, non obstant quelconques autres dons , mandemens, ordenences, defenses et lettres de nous, données ou à donner, au contraire. Et que ce soit [ferme] chose et estable ou temps avenir, nous avons fait appouser nostre seel à ces presentes. Sauve le droit du roy monseigneur en autres chouses et l'autrui en toutes. Donné à Marenz, ou mois de septembre l'an de grace mil ccc. Lxxii ¹.

note 1). En 1378-1379, ceux-ci durent soutenir un procès contre Jean Gouffier, écuyer, qui se prétendait possesseur et légitime propriétaire de ce domaine. Ils'y était introduit avec ses gens par ruse et mettait tout en œuvre pour en percevoir les revenus. Les deux Geoffroy le poursuivirent au Parlement pour enfreinte de la sauvegarde royale, sous laquelle ils étaient placés par leurs lettres de donation. Gouffier invoquant un titre plus ancien, ils répondaient qu'ils étaient en juste possession et légitime saisine de l'hôtel depuis un temps suffisant pour prévenir toute revendication. La cour invita les demandeurs à introduire leur instance, le 13 juillet 1378 (X^{1a} 27, fol. 63), puis, le 15 janvier 1379, elle décida qu'il serait donné suite à leur plainte et que les possessions litigieuses seraient mises et administrées sous la main du roi, pendant la durée du procès. Il fut arrêté aussi qu'on procéderait à l'information et que chacune des parties pourrait produire vingt témoins au maximum. Assignation leur fut donnée aux jours de Poitou du prochain Parlement (X^{1a} 28, fol. 137), où on ne les retrouve pas. Geoffroy Budes et Geoffroy Kerimel avaient eu encore en don les biens de Gautier Spridlington, à cause desquels ils eurent un procès à soutenir au Parlement contre Gilles Malet et Jean de Vaudétar (ci-dessus, p. 141, note).

On a vu précédemment que Budes et Kerimel eurent une autre affaire devant la même cour, en 1377, contre Aimery Sudre, bourgeois de la Rochelle, et Hippolyte de Bauçay, sa femme (ci-dessus, p. 61, note 2). Ils figurent aussi tous les deux sur un grand nombre de montres de chevaliers, écuyers et gens d'armes de la compagnie de Du Guesclin. (Dom Morice, *Hist. de Bretagne*, Preuves, tomes I et II, *passim*.)

1. Froissart rapporte qu'après la prise d'assaut du château de Benon et le massacre de la garnison, Du Guesclin assiégea Marans dont les défenseurs, soudoyers allemands, sous le commandement d'un nommé Wisebare, redoutant un traitement semblable, s'empressèrent de rendre leur forteresse et s'enrôlèrent au service du roi de France. La date de la prise de Benon doit être fixée au 15 septembre, suivant l'itinéraire de Philippe le Hardi, duc de Bourgogne. Ce serait par suite le 16 ou le 17 que Marans aurait

Les quelles choses dessus transcriptes et le contenu en ycelles nous greons, louons, ratiffions et de nostre pleine puissance, auctorité royal, certaine science et grace especial, les confermons, par la teneur de ces presentes. Et en ampliant nostre grace, pour ce que nous sommes enfourmez deuement par nostre amé et feal connestable que le dit Perrot nous a faiz pluseurs grans et notables services en la conquete du duchié de Guienne, en sa compaignie et ailleurs, en pluseurs et diverses manieres, toutes les choses dessus dictes, si comme elles sont contenues et declarées ès dictes lettres, qui souloient bien valoir pour le temps passé de rente annuelle cent livres ou environ, nous les donnons de nouvel au dit Perrot, se mestier est, perpetuellement, pour lui, pour ses hoirs et ceulx qui auront cause de lui. Et declarons par ces presentes nostre present don et de nostre dit connestable valoir, tenir et avoir son plein effect par devant tous autres dons, les quelz, se aucuns en avons fais, nous les rappellons, annullons et mettons du tout au neant. Si donnons en mandement à tous les justiciers et officiers en la dicte ville et chastellenie de Fontenay, qui à present sont et pour le temps avenir seront, à Gieffroy Kerrimel et Gieffroy Budes, chevaliers, et à chascun d'eulz qui sur ce sera requis, que le dit Perrot, ou ceulx qui auront cause de lui, mettent en possession et saisine des choses dessus dictes et de chascunes d'icelles realment et de fait, et d'icelles le laissent et facent joir et user paisiblement, comme de son propre heritage, en deboutant et mettant hors tout autre detenteur, aiant noz lettres ou autres de

ouvert ses portes. Mais le document précité n'indique aucun séjour en cette localité pour le mois de septembre 1372, et l'affirmation du chroniqueur ne peut être contrôlée. La date des présentes lettres ne la contredit point, mais elle ne lève pas non plus le doute au sujet du jour. M. Luce pense que la démonstration sur Marans dut plutôt suivre l'affaire de Soubise (voy. ci-dessus, p. 244, note) et aurait eu lieu dans les trois ou quatre premiers jours de septembre. (Edit. de Froissart, t. VIII, p. xlix, note.)

noz lieutenans ou capitaines sur ce, devant ou après la date de ces presentes. Car ainsi le voulons nous et l'avons octroïé et octroions au dit Perrot, en faveur de nostre dit connestable, qui sur ce nous a supplié et requis, et pour consideration des bons services et autres choses dessus dictes. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné au Louvre lez Paris, l'an de grace mil ccc. LXXII et de nostre regne le ix^e, ou mois de janvier.

Par le roy. N. de Veires.

DLIV

Restitution à Agnès Forget, veuve en premières noccs de Jean Mercereau, de Fontenay-le-Comte, de la moitié des biens meubles et héritages confisqués sur elle et sur Henry Abbot, Anglois, son second mari. (JJ. 104, n° 7, fol. 7 v°.)

Janvier 1373.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir receue l'umblé supplicacion de Agnès Forgete, femme Henry Abbot, anglois, contenant que, comme de la ville de la Ferté Milon, là où elle fu née, feu Climent Forgete, son oncle, l'eust menée à Fontenay le Conte en Poitou, là où il demouroit, et l'eust illec mariée à feu Jehan Mercereau, après le trespassement du quel, nostre très chier seigneur et pere, que Dieux absoille, eust bailliée aus Anglois la duchié de Guienne et fait mettre en leur obeissance, et tantost après ce que yceulx Anglois orent prinse la possession du dit duchié et de la dicte ville de Fontenay estant en ycellui, le dit Henry trouva la dicte Agnès vefve, qui par la simplece d'elle l'espousa ; et ont eu durant le mariage un bel filz, qui peut avoir d'aage environ huit ans ; pour l'amour du quel filz et pour pourveoir à sa vie et sustance

ou temps avenir, les dis conjoins ont fait pluseurs petiz acquests, et il soit ainsi que il a pleu à nostre Seigneur Jhesu Crist que la dicte ville de Fontenay, après et avec pluseurs autres, soit revenue et retournée à nostre obeissance, et l'aient les habitans d'icelle rendue amiablement à nostre très chier et feal frere le duc de Berry¹, nostre

1. Suivant Froissart, Fontenay-le-Comte n'aurait été pris qu'après un siège de plusieurs jours par les ducs de Berry, de Bourgogne et de Bourbon et le connétable Du Guesclin. Revenant de Surgères, où ils étaient entrés sans coup férir, ils « chevauchierent, dit-il, devant un moult fort lieu et bien gardé, nommé Fontenay-le-Comte, où la femme de monsieur Jean de Harpedane — (la seconde, c'est-à-dire Catherine Sénéchal, fille de Guy Sénéchal, seigneur de Mortemer (ci-dessus, p. 58, note); Jean de Harpedenne avait épousé en premières noces Jeanne de Clisson, sœur d'Olivier IV de Clisson, le compagnon d'armes de Du Guesclin, mais ce ne fut pas elle, comme le suppose à tort M. Benjamin Fillon (*Jean Chandos*, Fontenay, 1856, p. 31), qui dirigea la défense de Fontenay-le-Comte) — se tenoit et avoec lui pluseurs bons compagnons, qui ne furent à che commencement noient effraé de tenir la forteree contre les François... Si assegerent la ville et le chastel par bonne ordenance, et puis ordenerent enghien et les assirent par maniere en advisant comment il les poroient conquerre. Si y firent pluseurs assaus... escarmuces et grans apertises d'armes, et y ot moult de gens blechiés; car priés tous les jours y avoit aucuns fais d'armes, et souvent par II ou par III estours. » Si ceux de Fontenay avaient pu espérer d'être secourus, ils eussent bien tenu trois ou quatre mois, car la place était forte, et ils avaient de tout à foison. Enfin, menacés d'être tous passés au fil de l'épée, s'ils se laissaient prendre de force, et ne voyant « confors de nul costé, » ils traitèrent avec le connétable et obtinrent de se retirer avec leurs armes à Thouars, où se tenaient tous les chevaliers de Poitou qui servaient le roi d'Angleterre. Les Français entrèrent alors à Fontenay et y établirent capitaine un chevalier nommé Renaud de Lazy, puis ils retournèrent à Poitiers. (Edit. S. Luce, t. VIII, p. XLIX-L, 88, 89, 309.)

Evidemment Froissart tenait ses renseignements de quelque personnage intéressé à exagérer la défense des Anglais en cette circonstance. Nous voyons ici que la ville se rendit *amiablement*, ce qui exclut toute idée de résistance sérieuse, et en ce qui concerne la prétendue sortie de la garnison se dirigeant avec ses armes sur Thouars, on peut opposer à cette affirmation le fait mentionné dans des lettres de novembre 1372 (ci-dessus, p. 160) et répété plus bas, qu'Henry Abbot demeura parmi les prisonniers anglais faits lors de l'entrée des Français dans Fontenay. Cabaret d'Orville, dans sa *Chronique du bon duc Loys de Bourbon*, nous paraît plus près de la vérité, lorsqu'il rapporte que l'armée des ducs arrivant près de la ville, on leur annonça qu'une partie de la garnison « estoit issue pour aller gagner sur François, » et qu'ils se hâtèrent pour trouver la place dépourvue, ce qui arriva. Ce chroniqueur parle bien

lieutenant ès dictes parties, pour nous et en nostre nom ; le quel nostre frere et lieutenant a donné à nostre amé et feal conseiller le connestable de France, la dicte ville et chastellenie¹, et aussi a donné à ses gens et autres tous les biens meubles et heritaiges que tenoient les Anglois et leurs femmes, demourans en la dicte ville de Fontenay, par vertu et soubz umbre du quel don, Pierre Maigni², breton, a prins, saisis et arrestés, et appliqués à ses usaiges tous les heritaiges des dis conjoins, et d'iceulx s'est bouté en possession et saisine, en boutant hors la dicte Agnès et son dit petit

d'un assaut, mais sans résistance et qui amena immédiatement la prise de cette place. (Edit. Chazaud, pour la Société de l'hist. de France, 1876, in-8°, p. 37.)

L'itinéraire de Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, pendant sa campagne de Poitou, nous permet de fixer la prise de Fontenay-le-Comte au 9 octobre 1372. On y trouve ces renseignements courts, mais précis et authentiques, que les ducs étaient devant Niort les 7 et 8 octobre, qu'ils couchèrent à Prahecq le 8 et furent à Fontenay le samedi 9. Ce jour, les habitants de la ville capitulèrent, mais le château résista et ne fut pris de vive force que le lendemain dimanche. (Ernest Petit, *Campagne de Philippe le Hardi en 1372*, p. 11.) Ces dates absolument certaines nous font toucher du doigt les erreurs de la chronologie de Froissart. Il rapporte à tort, comme nous l'avons vu, à la Saint-Michel (29 septembre) la capitulation de Thouars, et, par une contradiction flagrante, il fait évacuer sur cette ville encore occupée par les chevaliers fidèles au prince de Galles la garnison anglaise de Fontenay-le-Comte, dont la prise n'eut lieu que les 9 et 10 octobre.

1. Il a été question ci-dessus de la donation de Fontenay-le-Comte à Du Guesclin. Deux documents signalés dans le tome 1^{er} des *Archives historiques du Poitou*, p. 124 et 125, se rapportent à ce fait. Le premier est un mandement de Charles V, du 24 décembre 1372, accordant au connétable une somme de 3.000 francs d'or à prendre sur les recettes des châtellenies de Fontenay-le-Comte, Niort et Montreuil-Bonnin, pour la solde des gens de guerre sous ses ordres. Le second est un acte du même roi, du 12 mai 1373, « disant que, pour accomplissement du poiement de la somme de XXI. mil francz, il se fust obligié à messire Bertran Du Guesclin luy bailler en gardes plusieurs chasteaux et forterescs en Poitou, tenuz en son obeissance; celle de x. mil francz acquitée, il veult que le dict messire Bertran aiet par maniere de gage la ville et chasteau de Fontenay le Conte jusques au poiement de la somme de XI mil restant. » Le connétable jouissant dès le mois de novembre 1372 de Fontenay, comme on l'a vu, cet acte n'est qu'une confirmation de l'engagement à lui fait par le roi, après la réduction de cette ville. (Voir ci-dessus, p. 160 et note 4.)

2. Sur Pierre ou Perrot Maingny, voir la note de la p. 277 ci-dessus.

filz, povres et mis hors de tous leurs biens meubles et heritages, en telle maniere que riens ne leur est demouré, qui est contre raison, considéré que le dit Henry, depuis le mariage d'entre eulx, a esté bon et loyal marchant, en entencion de demourer avec sa femme et son enfant, comme [bon] et loyal marchant, combien que ou dit chastel de Fontenay il fut prins des François et mis à deux cens frans de rançon, et que la dicte Agnès est vraie françoise de nativité et a tousdis esté en cuer et conscience et encores est. Neantmoins le dit Maingni, breton, et autres ont tant mis à povreté la dicte Agnès et son petit filz que elle est venue avec son dit filz demourer à Paris, et y demeure en aventure de querir son pain, elle et son dit filz, se de nostre grace ne li est pourveu. Si nous a humblement supplié, comme elle soit née de nostre royaume et ait tousdiz esté et soit bonne françoise en cuer, comme dit est, et fust mariée au dit Henry par sa simplece, et ne doit avoir forfait ne perdre la moitié des dis conquests et son dit enfant l'autre moitié, attendu que elle ne scet ou le dit Henry est quant à present, nous lui vueillions rendre les diz heritages ainsi acquestez comme dit est, et donner, se mestiers est, pour la vie d'elle et de son dit filz soustenir. Nous, ces choses considerées, aians pitié et compassion de la dicte Agnès, à ycelle avons octroyé et octroions par ces presentes, de certaine science, grace especial, nostre auctorité et puissance royal, ou cas dessus dit, que elle ait, tiengne et posside toute la moitié des biens qui furent à elle et son dit mary¹, se aucuns en sont en estre (*sic*) ; c'est

1. Les lettres de novembre 1372 (n° DXXVII, p. 159) restituèrent à Agnès Forget les biens qu'elle possédait en propre avant son second mariage. Elles ne furent peut-être pas expédiées, car on remarque sur le registre de nombreuses ratures et surcharges. Si on doit considérer celles-ci comme la rédaction définitive, on remarquera qu'elles apportaient une restriction au don fait par le connétable à son écuyer Pierre Maingny, don confirmé cependant par le roi dans les lettres qui précèdent.

assavoir de tous les heritages, terres, maisons, prés, vignes, cens, rentes et autres possessions quelconques, conquis et acquistés par le dit Henry et elle, depuis le mariage d'entr'eulx, les quelz nous lui avons donnez et donnons par ces presentes, de nostre dicte certaine science et grace especial, à tenir, joir, user et exploiter perpetuellement, sens rappel par elle, ses hoirs, successeurs et aians cause d'elle, sens contredit, difficulté ou empeschement aucun, non obstant quelconques dons, fais par nous, nostre dit frere ou autres, d'iceulx biens meubles et heritages au dit Maingni ou autres personnes quelconques; lesquelx nous rappellons, adnullons et mettons du tout au neant. Si donnons en mandement au seneschal de Poitou et à tous les autres justiciers de nostre royaume, ou à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que la dicte Agnès facent et laissent joir et user paisiblement de nostre dicte grace, ses hoirs, successeurs et aians cause, et contre la teneur d'icelle ne les contraignent ou molestent, ou sueffrent estre contrains ou molestez en aucune maniere, en corps ne en biens. Et se aucuns d'iceulx biens estoient prins ou occupez par quelque personne que ce soit, nous voulons et commandons les diz occuppemens estre ostez, et nous par ces presentes les en oston à plain. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Donné à Meleun, l'an de grace mil trois cens soixante et douze, et de nostre regne le neufviesme, ou mois de janvier.

Chanac. — Par le roy en ses requestes. R. de Beaufou.

DLV

Confirmation du don fait par le connétable Du Guesclin à Alain Saisy, écuyer, seigneur de Mortemart, des fortresses, châteaux et terres de Vivonne, de Cercigny, de Saint-Vertunien, de Saint-Ger-

main et autres, que possédait Aimery de Rochechouart, tant en Poutou qu'en Limousin. (JJ. 104, n° 38, fol. 16.)

Janvier 1373.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir veu les lettres de nostre amé et feal connestable Bertran de Guesclin, duc de Mouline, contenans la fourme qui s'ensuit :

Bertran de Guesclin, duc de Mouline, connestable de France, à tous ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. Savoir faisons que, en remuneracion de partie des bons et agreables services que nostre bien amé Alain Saisi¹, escuier,

1. Alain Saisy, écuyer breton, compagnon d'armes de Du Guesclin, avait prêté serment de fidélité en 1371 à Jean, duc de Bretagne. (Acte mentionné par dom Morice, *Hist. de Bretagne*, Preuves, t. II, col. 33.) Il est appelé ici seigneur de Mortemart, parce que, le 10 juillet 1372, à Chinon, le connétable lui avait déjà fait don de ce fief important de Limousin, confisqué aussi sur Aimery de Rochechouart. Charles V avait confirmé cette première donation par lettres du 22 juillet suivant (JJ. 103, n° 141, fol. 77). Quand Aimery de Rochechouart eut enfin fait sa soumission au roi de France, après la bataille de Chizé, il voulut rentrer en possession deses biens, comme le portait une clause des lettres d'abolition. Alain les lui disputa vivement, au moins en ce qui concernait Mortemart, ce qui donna lieu à un long procès au Parlement, dont on trouve les premières traces le 25 mai 1375 (X^{1a} 1470, fol. 150 v°) et le 12 décembre suivant (X^{1a} 25, fol. 7), et qui ne fut terminé par arrêt de la cour que le 6 avril 1379. Pendant ce temps, il s'était produit des incidents curieux qui nous sont révélés par ce document important. Outre les lettres de don du connétable et la confirmation royale qui étaient ses seuls titres, Alain Saisy arguait des frais considérables qu'il avait faits pour réparer et fortifier le château dont Du Guesclin l'avait créé capitaine, avant de lui en donner la propriété. Dans sa plaidoirie, il énumère ses services et le grand nombre de forteresses qu'il avait aidé son chef à reprendre sur les Anglais, et estime à plus de 6,000 francs les sommes qu'il avait consacrées aux travaux de défense de son château. Ayant accompagné le connétable en Bretagne, il avait laissé la garde de Mortemart à son frère Jean Saisy, avec une bonne garnison de gens d'armes. Alors Aimery de Rochechouart s'était créé des intelligences dans la place, avait négocié avec une partie de la garnison et s'étant approché secrètement du château, ses partisans l'y avaient introduit, pendant que Jean Saisy était à l'église; puis il en avait expulsé de vive force ce dernier et les hommes qui lui étaient restés dévoués. Aimery fit valoir dans sa réponse les services qu'il avait rendus au roi de France, avant le traité de Brétigny, déclarant que, s'il avait servi l'Angleterre et accompagné le prince de Galles dans sa campagne d'Espagne et dans d'autres expéditions, il y était obligé par la foi jurée, après la

seigneur de Mortmar, a fais au roy monseigneur et à nous, tant ou fait de la guerre comme autrement, et fait encores chascun jour en ces presentes guerres en nostre compaignie et ailleurs, et esperons qu'il face ou temps avenir, nous au dit Alain Saisy avons donné et octroïé, donnons et octroïons par ces presentes à tousjours mais perpetuellement et à heritaige, pour lui et pour ses hoirs et ayans cause de lui, la forteresce, chastel ou fort de Saint Ventrigen, estant ou païs de Lymosin, avecques les terres, prez, vignes, bois, estans, garennes, eauës, pescheries, cens, rentes en blés, deniers, poulailles, moulins, dismes, terraiges, hommes, hommages, toute justice et seigneurie quelconques, et tous autres drois, prouffis, emolumens et revenues quelconques, appartenans et appendans au dit chastel ou forteresce de Saint Ventrigen, quelconques choses que se soient ou puissent estre, le chastel [de] Cerceigné, la ville, forteresce et appartenances de Vivone ¹ en Poitou, Saint

cession de son pays, et que dans le fond de son cœur il désirait redevenir français. Il en cherchait les moyens, quand il fut fait prisonnier avec quelques Anglais dans l'île de... (le nom est illisible, mais on remarquera que ce fait est en contradiction avec le récit de Froissart, d'après lequel Aimery de Rochechouart aurait été pris au combat de Chizé). Cet événement, dit-il, le réjouit fort, parce qu'il lui fournissait le moyen de faire sa soumission à Charles V, ce qu'il fit de son plein gré. En récompense, le roi lui accorda abolition pour le passé et lui restitua les châteaux, terres et biens qui lui avaient été enlevés. Quant à sa rentrée en possession de Mortemart, elle s'était accomplie pacifiquement et du consentement de Jean Saisy. Il avait aidé celui-ci à en emporter tout ce qui lui appartenait et lui avait fourni les chariots nécessaires. C'était au contraire Alain Saisy qui, furieux d'avoir été dépossédé, était venu l'attaquer à Mortemart et avait blessé plusieurs de ses serviteurs. Finalement, la cour reconnut les droits d'Aimery de Mortemart et lui donna gain de cause par cet arrêt du 6 avril 1379 (X^e 28, fol. 283 et s.).

1. La terre de Vivonne appartenait à Aimery II de Rochechouart du chef de sa première femme, Jeanne, fille aînée de Jean II d'Archiac, seigneur de Saint-Germain-sur-Vienne, qui n'eut point d'enfant mâle. Ce dernier lui-même la tenait de sa mère, Marie Chasteignier, qui, devenue veuve de Savary IV de Vivonne, se remaria avec Jean I^{er} d'Archiac et lui apporta la terre de Vivonne, sur laquelle sa dot était sans doute assise, ce qui autorisa son fils du second lit à porter le titre de seigneur de Vivonne. (Beauchet-Filleau, *Dict. des familles de l'anc. Poitou*, t. I, p. 81.) Le deuxième fils du second lit d'Aimery II de Rochechouart, qui continua la lignée, se qualifiait seigneur de Mortemart, de Vivonne et de Saint-Germain.

Germain, Verac et toutes les terres, possessions et appartenances que souloit tenir messire Aymery de Rochechouart ¹, chevalier, tant en Poitou, Lymosin, comme en la duchié de Guienne, non obstant que en ces presentes

1. Aimery II de Rochechouart, seigneur de Mortemart, de Cernigny, Saint-Germain, etc., fils d'Aimery I^{er}, dont il a été question dans le vol. précédent (p. 162 et note), et d'Ayde de Pierrebuffière. On ne sait à quelle date exactement il perdit son père. Les généalogistes, après l'avoir mentionné dans un acte de 1365, disent qu'il fut tué à l'assaut de Surgères. De quel assaut est-il question? Lors de la réduction de la Saintonge et du Poitou, à la fin de l'année 1372, Du Guesclin s'empara de Surgères, le 19 septembre, après un siège de quatre jours. (*Campagne de Philippe le Hardi en Poitou et Saintonge*, p. 10.) Mais il y a beaucoup d'apparence qu'Aimery I^{er} était mort bien avant cette date. Quant à Aimery II, il fut armé chevalier par Jean Chandos, pendant l'expédition du prince de Galles en Espagne, où il prit part à la bataille de Najara. Froissart, qui rapporte ce fait et qualifie Aimery de « très bon chevalier », dit aussi que, fidèle au parti anglais, même après la capitulation de Thouars, il ne suivit pas l'exemple des autres barons poitevins qui firent alors leur soumission, mais qu'il se retira à Niort, et qu'il assista dans les rangs anglais à la bataille de Chizé (21 mars 1373), où il tomba entre les mains du vainqueur. (Edit. Siméon Luce, t. VIII, p. 111-114, 312). On a vu dans la note qui précède que cette dernière assertion paraît inexacte. Quoi qu'il en soit, ce fut vers ce temps, et après avoir été fait prisonnier, que le seigneur de Mortemart se décida à se remettre sous l'obéissance du roi de France. Les lettres d'abolition et de restitution de ses biens confisqués que lui accorda Charles V portent la date du 29 avril 1373 (JJ. 104, fol. 73). Dès lors on le trouve qualifié dans les actes conseiller et chambellan du roi. En mai 1379, il obtint des lettres de rémission pour avoir enfermé et fait mourir sa première femme, Jeanne d'Archiac, dans la tour du château de Veyrac ; elle avait avoué ses relations avec un écuyer non nommé, qui l'avait rendue mère (JJ. 115, fol. 26 v^o). En 1382, Aimery de Rochechouart poursuivait Jean de Clermont, vicomte d'Aunay, en payement d'une somme de 2,000 francs qu'il lui devait. Celui-ci, prisonnier au Châtelet de Paris, fut élargi sous caution le 30 avril de cette année, jusqu'au lundi suivant, à peine d'être déclaré déchu de ses défenses (X^{2a} 10, fol. 142 v^o). Aimery fut institué sénéchal de Limousin, le 21 novembre 1384 (anc. mémorial E de la Chambre des comptes, fol. 41). Il rendit hommage au duc de Berry, comte de Poitou, le 17 août 1386, fut créé capitaine général en Poitou et Saintonge par lettres de ce prince, datées du 19 décembre 1392, fit son testament le 22 février 1393, élut sa sépulture aux Cordeliers de Poitiers et mourut au mois de février 1397. Il avait épousé, en secondes noces, Jeanne d'Angle, dame de Montpipeau (par donation d'Amaury Pean ou Payen, chanoine de Chartres, son oncle), fille de Guichard d'Angle et de Jeanne Payen de Montpipeau. La généalogie de la famille de Rochechouart donnée par le P. Anselme, t. IV, p. 676 et s., a été reproduite textuellement par La Chenaye-Desbois.

ne soient toutes particulièrement nommez et exprimez, confisquées et acquises les dictes choses au roy mon dit seigneur par la rebellion et desobeissance du dit messire Aymery de Rochechouart, nagaires seigneur des diz lieux, pour ce que lonc temps il a esté et est rebelle, ennemi et desobeissant du roy monseigneur, et tenant le parti du prince de Gales, à avoir, tenir, user et possider et exploitier les dictes choses du dit Alain Saisy, de ses hoirs et de ceulx qui auront cause de lui dorés en avant à tous jours mais, ainsi et en la maniere que le dit messire Aymery de Rochechouart les souloit tenir, avoir, posseder et exploitier par avant la dite rebellion; et en avons mis et mettons le dit Alain en possession et saisine, aux charges [et] devoirs acoustumés. Si donnons en mandement par ces presentes aux seneschaux de Lymosin, Poitou, Xantonge pour le roy mon dit seigneur, qui à present sont et pour le temps avenir seront, et à tous nos autres justiciers, ou à leurs lieutenans, et à chascun d'eulx, que des diz chasteaulx et forteresses, et des drois, proufis, emolumens et revenues qui y appartiennent et pevent appartenir, comme dessus est dit, facent, seuffrent et laissent le dit Alain Saisy, ses hoirs ou ceulx qui de lui auront cause, joir, possider et user paisiblement et sans aucun contredit ou empeschement, en deboutant tout autre detenteur ou empescheur d'icelles choses, qui ne les auroit du don du roy mon dit seigneur ou de nous, par lettres precedentes en date de cestes. Mandons aussi et commandons, de par le roy monseigneur et de par nous, aus capitaines des lieux et fors dessus diz que, sur paine de desobeissance envers mon dit seigneur et envers nous, que au dit Alain ou à son certain commandement pour lui, il baillent et delivrent la possession et saisine des dis fors, chasteaulx, lieux et appartenances, pour en ordener à sa pleine volenté, comme de sa propre chose, ainsi comme bon lui samblera. En tesmoing de la quelle chose, nous avons fait mettre nostre seel

à ces presentes lettres. Sauf le droit du roy monseigneur en autres choses et l'autrui en toutes. Donné à Poitiers, le ix^e jour du moys d'aoust l'an de grace mil CCC. LXXII.

Nous, considerans les bons et agreables services que le dit escuier nous a fais en nos dictes guerres, en plusieurs manieres, si comme il nous a esté tesmoingné par nostre dit connestable, en remuneration des diz services et pour contemplacion de nostre dit connestable, qui sur ce nous a supplié et requis, les lettres dessus transcriptes et le contenu en ycelles avons agreables, et ycelles loons, greons, ratiffions, approuvons et de nostre auctorité et pleine puissance royal, certaine science et grace especial, les confermons, par la teneur de ces presentes, et toutes les choses et chascune d'icelles contenues ès dictes lettres, qui souloient bien valoir pour le temps passé de rente annuele huit cens livres ou environ, si comme l'en dit, donnons de nouveau au dit Alain perpetuellement, pour lui et pour ses hoirs, et pour ceulx qui auront cause de lui, et par la maniere dessus dicte. Si donnons en mandement par ces presentes aux seneschaux de Lymosin, de Poitou et de Xantonge, et à tous nos autres justiciers et officiers, qui à present sont et pour le temps avenir seront, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, que des choses dessus dictes et de chascune d'icelles laissent et facent posseder, joir et user paisiblement le dit Alain, ses hoirs et successeurs, et ceulx qui de lui auront cause perpetuellement, senz contredit ou empeschement aucun, et par la fourme et maniere contenues ès lettres dessus transcriptes. Car ainsi le voulons nous, non obstant quelcunques autres dons faiz par nous ou noz predecesseurs, roys de France, au dit Alain, et qu'il ne soient en ces presentes exprimez ou declarez, ordenances, mandemens ou deffenses, faites ou à faire, au contraire. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours mès, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses

nostre droit et l'autrui en toutes. Donné ou mois de janvier
l'an de grace mil ccc. LXXII, et le ix^e de nostre regne.

Par le roy. N. de Veires.

DLVI

Restitution faite à Nicolas Hary, graveur de la Monnaie de Poitiers,
de ses biens de Paris qui lui avaient été confisqués parce qu'il
était resté pendant la guerre à Poitiers, sous l'obéissance du
roi d'Angleterre. (JJ. 104, n° 69, fol. 33.)

Janvier 1373.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir
faisons à tous, presens et avenir, que, oye la supplicacion
de Nicolas Hari¹, contenant comme long temps paravant
que le pays de Poitou, de Xantonge et de Lymosin feus-
sent delivrez par nostre très chier seigneur et pere, que
Dieux absoille, à Eddouard d'Angleterre, nostre ennemi, par
le traictié de paix qui fu fait entre eulx, le dit suppliant se
feust partiz de nostre bonne ville de Paris, dont il est nez
et y avoit son domicile, pour aler nous servir ès dis pais en
l'office de la taille des coings de nos monnoies en yceulx
pays, où il li convenoit demourer pour cause des dis service
et office, avecques sa femme et ses enfans, et y a demouré,
c'est assavoir en la ville de Poitiers, soubz l'obeissance de
nostre dit ennemi, jusques à tant que, après ces presentes
guerres meues et seurvenues entre nous et nostre dit en-
nemi d'Angleterre, la dicte ville de Poitiers avecques les
pays dessuz diz sont revenuz à notre obeissance, et encores
y demeure; et pour cause de ce qu'il demouroit par delà,

1. Ses maisons de Paris confisquées avaient été données, en jan-
vier 1371, à Guillaume Fouquaut (voy. ci-dessus n° DV, p. 88). Dans
ce premier acte, il est nommé Colin Héry. Ce personnage ne doit-il pas
être identifié avec un Nicolas Ory, orfèvre à Poitiers, qui acheta,
le 10 juillet 1374, deux écuellen d'argent de la fruiterie du duc de
Berry? (Comptes de l'hôtel de ce prince, KK. 252, fol. 1 v°.) Les gra-
veurs des monnaies exerçaient souvent en même temps la profes-
sion d'orfèvre.

en l'obeissance de nostre dit ennemi, certaines maisons, heritaiges et possessions qu'il avoit en nostre dicte ville de Paris aient esté pris et mis en nostre main par nostre receveur de Paris, comme forfais et confisqués, et par le dit receveur levez et exploitez à nostre proffit par certain temps, unis à nostre demaine, et depuis exposez en vente, si comme l'en dit, et il soit ainsi que le dit Nicolas soit revenu de nouvel à nostre vray obeissance, avecques les autres bourgeois et habitans de nostre dicte ville de Poitiers, ainsi que tous jours l'avoit désiré; aux quelx et aux autres habitans des bonnes villes et pays d'environ, semblablement revenus à nostre obeissance, nous avons octroïé de nostre grace especial, que chascun retourne à ses heritages qu'il avoit en nostre royaume, au commencement des dictes guerres, non obstant quelconques dons, transpors ou alienacions qui fais en aient esté par nous, nos lieutenans ou autres, si comme il dit, que de nostre dicte grace nous li vueilliens faire restituer ses dictes maisons et heritaiges. Nous, recordans la dicte grace generale avoir fait aux dis habitans des pais dessus diz, revenuz de nouvel à nostre dicte obeissance, au dit Nicolas Hari, de nostre dicte grace especial et en ycelle ampliant, et de nostre certaine science et auctorité royal, avons rendu, delivré et restitué, et ou cas dessus dit, rendons, delivrons et restituons à plain ses dictes maisonset heritages, et des droiz de nostre demaine et aussi de nostre recepte de Paris, se en aucune maniere y ont esté mis ne appliquez, les oston du tout par ces presentes. Mandans par la teneur d'icelles à nos amez et feaulx les gens de noz comptes à Paris, au Prevost de Paris, et au dit receveur, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que de nostre presente grace facent et seuffrent le dit Nicolas Hari, pour lui, ses hoirs, successeurs et aians cause, joir et user paisiblement, en lui delivrant et faisant delivrer entierement ses dictes maisons et heritages, et ostant tout empeschement qui mis y est, non obstant quelconques dons,

alienacions ou transpors, soubz quelconque tiltre, qui en aient esté fais par nous, noz lieux tenans ou autres, et ordenances, mandemens ou defenses à ce contraires. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, l'an de grace mil ccc. LXXII, et de nostre regne le ix^e, ou moys de janvier.

F. de Metis. — Par le roy en ses requestes. P. Cadoret.

DLVII

Rémision accordée à Drouin de Saint-Omer qui, fait prisonnier par la garnison anglaise de Craon, avait procuré aux ennemis du roi des vivres et des vêtements, pour obtenir la remise d'une partie de sa rançon. (JJ. 104, n° 115, fol. 55.)

Mars 1373.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que de la partie de Drouin de Saint Omer nous a esté exposé que, comme XIII. ans a ou environ le dit exposant, estant en la compagnie de plusieurs nos bons et loyaux subgiez, chevaliers et escuiers du pays du Maine, qui pour lors chevauchioient pour resister à la male volenté de nos ennemis de la garnison de Cron¹, eust esté pris par yceulx ennemis, moult durement navré et mené en la garnison de Cron, où il fu en grant

1. Cron a été, suivant M. Rédet (*Dict. topogr. de la Vienne*), la forme la plus usitée du nom de Craon (canton de Moncontour, Vienne), pendant les derniers siècles. Cette raison et l'absence de renseignements sur une occupation de Craon (Mayenne) par les Anglais en 1359 (M. S. Luce cite au contraire des documents prouvant que cette dernière place était alors occupée par une garnison française, *Hist. de Du Guesclin*, p. 489), nous font supposer qu'il s'agit plutôt ici de la première de ces localités. Craon devrait donc être ajouté à la liste des forteresses qui tombèrent entre les mains des Anglo-Gascons entre la bataille de Poitiers et le traité de Brétigny, liste que nous avons essayé de dresser dans l'Introduction du précédent volume, p. XL et suiv.

peril de mort, et après ce yceulx ennemis le mirent à rençon à la somme de vii^e viex escus de Phelippe, un cheval, unes plates et deux paire de gantelés, pour la quelle rençon paier lui convint vendre la plus grant partie de sa terre et autres biens, et soy obligier envers plusieurs personnes aux quelz il est encores tenuz, et il soit ainsi que en paiant sa dicte rençon, afin d'estre plus tost delivré, il, en acquit et rabat de sa dicte rançon, porta, vendi et administra à nos dis ennemis plusieurs vivres, harnas, pourpains, botes, chaucés, chapperons et autres neccessitez, pour le quel fait nostre bailly des Exempcions de Touraine, ès assises par lui tenues au dit lieu à la Chandeleur derrenierement passée, fist arrester le dit exposant, au quel, après les dictes assises tenues, il fist faire serement qu'il lui diroit verité, la quelle chose ycellui exposant lui accorda en confessant les choses devant dictes, pour la quelle confession et aussi que le dit bailly impose à ycellui exposant que sur ce que dit est il se rapporta sur un appelé Colin le Savetier, demourant à Cron, ycellui bailli s'efforce de tenir le dit suppliant, qui pour ce est prisonnier eslargi, en procès par devant lui et traire à amende, si comme il dit. Si nous a humblement fait supplier que, comme il ait fait ce que dit est en acquit de sa dicte rençon, comme plusieurs du païs faisoient en cas de peril, ou autrement eussent esté en peril de mort, et ait tousjours esté et encores est de bonne vie et renommée et conversacion honeste, sans aucun autre villain cas, blasme ou reprouche, nous sur ce lui vueillons estandre nostre grace. Nous adécertes, eue consideration aux choses devant dictes, inclinans à la supplication d'icellui exposant, à ycellui exposant tout le dit fait ou fais, avec toute peine et amende corporele, criminele et civile, en quoy, pour occasion des choses devant dictes, il peut ou pourroit avoir offensé envers nous, ou cas dessus dit, avons quitté et pardonné, et par la teneur de ces presentes lettres, de nostre certaine science, grace especial, plaine

puissance et auctorité royal, remettons, quittons et pardonnons. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nostre dit bailli des Exemptions de Touraine, d'Anjou et du Mainne, et à tous les autres justiciers, officiers et subgiez de nostre royaume, ou à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eux, si comme à lui appartendra, que le dit exposant facent, sueffrent et lessent joir et user plainement et paisiblement de nostre presente grace et remission, en mettant au neant tous procès fais ou encommenciez sur ce contre le dit exposant; les quelx nous ou dit cas annullons, en imposant sur ce silence perpetuel à nostre procureur ou dit bailliage et à tous autres. Et voulons que son corps, biens, se aucuns sont pour ce pris, saisissez ou arrestez, lui soient mis à plaine delivrance. Et pour ce que ce soit ferme chose à tousjours, nous avons fait mettre nostre [seel] à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, l'an de grace mil ccc. lxxii, et de nostre regne le ix^e, ou mois de mars.

Gregorius. — Par le conseil tenant les requestes à Paris.
J. Vernon.

DLVIII

Don à Alain de Beaumont du château et de la châtellenie de Sainte-Néomaye, et des terres en dépendant, d'une valeur de six cents livres de rente, confisqués sur le sire de Mussidan, rebelle. Alain de Beaumont avait pris et remis ledit château en l'obéissance du roi. (JJ. 107, n° 194, fol. 91 v°.)

Mars 1373.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, que comme le sire de Mucidan¹, du quel nous sommes seigneur

1. Raymond de Montaut, sire de Mussidan, avait reçu Sainte-Néomaye en gage de Charles d'Artois et de Jeanne de Bauçay (voy. notre vol. précédent, p. 361, note, et la notice consacrée à ce personnage dans le présent volume, p. 150).

souverain et droiturier, se soit rendu nostre rebelle et desobeissant en ce que il a tenu le parti de nostre adversaire d'Angleterre, en la guerre que il nous a nouvellement meue, et se soit armez et ait fait guerre contre nous et noz subgiez, comme adherent, allié et de l'obeissance de nostre dit adversaire, en commettant crime de lèse majesté envers nous, par quoy le chastel et chastellenie de Sainte Enomoye en Poitou, que il tenoit, et toutes les autres terres et possessions que il tenoit et tient en nostre royaume, en quelque pover et juridicion que ce soit, nous sont acquis et confisqueiz ; nous, pour consideracion des bons et loyaulx services que nostre amé et feal chevalier, Alain de Beaumont ¹, nous a faiz en noz guerres et fait

1. Chevalier breton, qui ne paraît avoir aucun lien de parenté avec les Beaumont de Bressuire ; il était neveu de Du Guesclin et avait un frère nommé Jean. Tous deux avaient accompagné leur oncle en Espagne. Dans les premiers mois de 1370, ils assiégeaient Soria, bourg qui avait été donné par don Enrique à Du Guesclin, mais refusait de reconnaître celui-ci comme seigneur. Du Guesclin était venu renforcer ses neveux, quand il reçut de Charles V plusieurs messages pressants pour rentrer en France. Après la prise de Soria, il vint en effet retrouver le duc d'Anjou à Toulouse, dans la première quinzaine de juillet. (S. Luce, édit. de Froissart, t. VII, p. xcxvii, note.) Alain et Jean le suivirent et prirent part à toutes ses campagnes. Nous ferons remarquer que dans plusieurs montres du connétable des années 1370 et 1371, on trouve parmi les chevaliers sous ses ordres deux Alain de Beaumont ainsi désignés : *Mons^r Alain de Beaumont l'ainé, et mons^r Alain seigneur de Beaumont* (1^{er} déc. 1370, à Caen ; 1^{er} mai 1371, à Pontorson ; 1^{er} juin 1371, à Bourges ; dom Morice, *Hist. de Bretagne*, Preuves, t. 1^{er}, col. 1644, 1650 et 1651). Qu'il s'agisse de l'un ou de l'autre de ces deux chevaliers, les documents relatifs à Alain de Beaumont que l'on trouvera dans ce volume et ceux dont il va être question se rapportent à un seul et même personnage.

Un acte de novembre 1378 publié plus loin contient de nombreux détails sur les exploits d'Alain de Beaumont en Poitou pendant les années 1371 et 1372, et notamment sur la prise de Melle, de Lezay, de Chefboutonne et d'autres places voisines, faits importants dont nous essaierons de déterminer la date. Il fut nommé capitaine du château et de la ville de Saint-Maixent, après la capitulation du château, c'est-à-dire dans les premiers jours de septembre 1372. Nous avons vu en effet (ci-dessus, p. 155, note 3) que Saint-Maixent ouvrit ses portes à l'armée française le 1^{er} septembre, et que le château résista pendant trois jours. Alain de Beaumont avait eu part à ces succès ; le 28 septembre suivant, il s'engageait en qualité de capitaine de la ville et du château, par acte passé devant notaire, à rendre

chascun jour, et esperons que encores fera ou temps avenir, le quel a pris et mis le dit chastel en nostre obeissance, à ycellui Alain avons donné et octroïé, de grace especial, de certaine science et de nostre [auctorité] royal, et, par la teneur de ces lettres, donnons et octroions, pour lui et pour ses hoirs et successeurs, et aianz cause de lui, le chastel et chastellenie dessus diz, avec toutes leurs appartenances et appendences, en la valeur de six cens livres de terre à tournois, à tenir par lui et par ses diz hoirs et successeurs ou aianz cause perpetuellement et à tousjours. Si donnons en mandement à touz les justiciers de nostre royaume, presens et avenir, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, si comme

dans un certain temps fixé, à Guillaume de Vezançay, abbé de Saint-Maixent, les clefs de la porte Charraud, qui lui avaient été remises pour les nécessités militaires, mais qui étaient ordinairement sous la garde de l'abbé. (Collection dom Fonteneau, t. XVI, p. 281.) C'est vers cette époque, mais postérieurement au 27 octobre, comme on a pu le voir dans l'acte de donation à Imbaud du Peschin (ci-dessus, p. 149), qu'il convient de placer la prise de Sainte-Néomaye, dont les présentes lettres de Charles V attribuent tout le mérite à Alain, et que lui-même dit ailleurs avoir exécutée à ses propres coûts et dépens. (Arch. nat., X¹^a 1472, fol. 292.) La donation du château et de la châtellenie de Sainte-Néomaye, qu'Alain de Beaumont conserva pendant quinze ans, lui fut confirmée et amplifiée le 10 février 1377 par lettre du roi qui sera publiée à sa date. Nous renvoyons à cet endroit tout ce qui a trait aux divers possesseurs de ce domaine et au procès qui fut la conséquence de la libéralité royale.

Alain, au témoignage de Froissart, assista au combat de Chizé, le 21 mars 1373, où Du Guesclin remporta une victoire si complète sur les Anglais. (Edit. S. Luce, t. VIII, p. 111-114, 312.) Pour reconnaître ses éminents services, le duc de Berry lui conféra les fonctions de sénéchal de Poitou. Sur la liste de ces officiers, le nom d'Alain de Beaumont figure entre Jean La Personne, vicomte d'Aunay, et Perceval de Cologne (pour ce dernier voy. ci-dessus, p. 200, note), mais on ne connaît pas la date de ses provisions ni l'époque précise où il fut remplacé. On sait seulement qu'il n'en exerçait pas encore la charge le 4 juillet 1373 et que, le 26 octobre suivant, il en portait le titre. En effet, à cette première date, Jean de France envoya de Poitiers un messenger, porteur de lettres pour messire Alain, pour le sénéchal, et pour le receveur de Poitiers, qui se trouvaient alors réunis à Saintes. (Registre de comptes de l'hôtel du duc, KK. 251, fol. 94 v^o.) Le 21 juillet suivant, c'est avec Jean de Beaumont, le frère, que le duc de Berry correspond de Niort ; il lui envoie un chevaucheur à Sainte-Néomaye, où il était encore le 30, et le 20 août à Saint-Maixent. (Id. *ibid.*, fol. 127 r^o et v^o.) Le 14 octobre 1373, le duc avait

à lui appartendra, que le dit Alain ou ses genz pour lui mettent et tiengnent en possession et saisine des diz chastel et chastellenie et appartenances, en la valeur dessus dicte, et l'en facent et lessent et ses diz hoirs et successeurs joir et user paisiblement et perpetuellement, cessant tout empeschement. Et toutes voies nostre entencion est que, se par traictié de paix ou autrement estoit accordé que la dicte forteresse fust rendue ou temps avenir au dit sire de Mucidan, ou aus aianz cause de lui, le dit Alain ne nous en puisse demander, ne nous ne soions tenuz de lui en faire aucune recompensacion. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Saufen autres choses nostre droit et l'autrui

rendu à Poitiers une ordonnance portant injonction aux commissaires chargés de lever certaines impositions dans les châtellenies de Poitiers, de Chauvigny, de Mortemer, de Gençay, de Château-Larcher, et dans plusieurs paroisses y dénommées, d'apporter sans délai à Poitiers les sommes reçues par eux, et le 26, daté de la même ville, l'on a un mandement d'Alain, *sénéchal de Poitou*, pour l'exécution de cet ordre. (Archives de la ville de Poitiers, I. 7, carton 23.) Il remplissait encore les mêmes fonctions, le 14 mars 1374, comme le prouve l'extrait de compte suivant : « A messire Alain de Beaumont, seneschal de Poitou, que monseigneur (le duc de Berry) fit paier pour ses despens faiz à Vovent, mardi XIII^e jour de mars, qu'il ala en sa compagnie veoir madame de Partenay, vi livres tournois. » (KK. 252, fol. 18 v^o.) Nous le retrouvons ensuite au siège de Bergerac (1377), sous les ordres du duc d'Anjou et du connétable. (Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. IX, p. 4 et suiv.) A la fin de l'année suivante, il était retenu pour servir en Guyenne et en Bretagne avec quarante hommes d'armes de sa compagnie et 200 fr. pour son état par mois. (Voy. lettres du 13 février 1379 n. s., L. Delisle, *Mandements de Charles V*, p. 895.) Après la mort de Du Guesclin, il s'attacha à Olivier de Clisson, assista à l'entrée de la reine Isabeau de Bavière à Paris (1389) et fut l'un des arbitres des différends entre le duc de Bretagne, le comte de Penthievre et Clisson, en 1394-1395. (Froissart, *id.*, t. XIV, p. 21 ; t. XV, p. 208.) On trouve encore des lettres de Charles VI, permettant à Alain de Beaumont de fortifier son hôtel du Molay-Bacon, au bailliage de Caen, 2 juillet 1387 (JJ. 131, n^o 79, fol. 44 v^o). Ses armes étaient : *trois pieds de biche au bâton en bande brochant ; penché, timbré d'un heaume couronné et cimé d'un pied de biche dans un vol, supporté par un lion et un dragon ailé ; dans le champ, deux trèfles*, comme on le voit sur son sceau appendu au bas d'une quittance de gages desservis pendant la chevauchée de Bourgbourg, le 6 septembre 1383. (G. Demay, *Inventaire des sceaux de la coll. Clairambault*, t. I, p. 83.)

en toutes. Donné à Paris, ou moys de mars l'an de grace m. CCC. LXXII, et le ix^e de nostre regne¹.

Par le roy. Yvo.

DLIX

Confirmation des lettres de sauvegarde octroyées par le roi Philippe de Valois à l'abbaye de Saint-Jouin-de-Marnes. (JJ. 104, n° 138, fol. 63 v^e.)

Avril (avant le 8) 1373.

Karolus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis, modernis et posteris, nos litteras carissimi et dilectissimi domini ac avi nostri Philippi, quondam Franco-rom regis, predecessoris nostri, vidisse sub hiis verbis :

Philippe, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à touz, presens et avenir, que comme nous de nostre auctorité royal et puissance, en ensuians les fais et les euvres, etc. Donné à Poissy, l'an de grace mil CCC. trente trois ou moys de novembre².

Quas quidem litteras ac omnia et singula in eis contenta prefati religiosi, abbas et conventus monasterii Sancti Joyni de Marnis³, qui per tempus aliquod domino Eduardo

1. L'original scellé de ces lettres est conservé dans les layettes du Trésor des chartes (Archives nat., J. 481^a, n° 92) et nous a servi pour collationner le présent texte. La donation de Sainte-Néomaye à Alain de Beaumont par Jean duc de Berry, comte de Poitou, suivit et ne précéda pas le don royal, ce qu'il est bon de noter. Elle est datée de Poitiers, le 13 avril 1373. (*Id. ibid.*, n° 93.) La confirmation de ces actes sera publiée ci-dessous, au 10 février 1377.

2. Ces lettres sont publiées dans le premier volume de notre recueil, sous le n° CLXXXII, p. 430.

3. L'abbaye de Saint-Jouin-de-Marnes, de l'ordre de Saint-Benoît, existait déjà au vi^e siècle. Son origine est controversée. Elle était située près de Marnes, bourg du Mirebalais, en allant vers Thouars, entre deux rivières, le Thouet et la Dive. Jean, moine de Montmajour, prieur de Notre-Dame de Cherlieu, fut institué abbé de Saint-Jouin par bulle du pape Urbain v, la première année de son pontificat, c'est-à-dire en 1362. Il est encore mentionné aux années 1375 et 1383. (*Gallia christ.*, t. II, col. 1273.) Sous les abbés qui le précédèrent, au milieu du xiv^e siècle, l'abbaye eut d'importants procès au Parlement. Il a été question déjà des poursuites qu'elle dirigea contre

de Anglia, vel principi Walliarum, filio suo, hostibus nostris et regni ¹ subfuerunt, superioritate tamen erga nos omnimode reservata, per regiam celsitudinem, pro se et suis successoribus, in eodem monasterio gracie ratificari et confirmari nobis humilime supplicarunt ; nos autem animadvertentes maximum dilectionis fervorem, quem nobis iidem supplicantes de facto quamplurimum dicuntur os-

Guillaume de Craon, vicomte de Châteaudun, en réparation des dommages qu'il lui avait causés (vol. précédent, p. 252, note). En 1342, un différend avec le vicomte de Thouars portait sur le ressort du temporel de l'abbaye de Saint-Jouin. Ses causes devaient-elles être portées à Poitiers, à Thouars, comme le voulait le vicomte, ou à Loudun, comme le prétendaient les religieux ? En attendant le jugement de la cour et le procès pendant, le sénéchal de Saintonge reçut ordre de la comprendre dans son ressort, par mandement du 24 juillet 1342 (X^{1a} 9, fol. 255 v^o), renouvelé le 13 août 1343. (*Id.*, fol. 396.) On ne connaît pas l'issue de cette affaire, quoique un arrêt favorable sur certains points aux religieux ait été rendu le 4 mai 1342. (*Id.*, fol. 302.) Les mêmes parties étaient en cause, à la même époque, touchant le prieuré de Saint-Georges près Montaignu. Le vicomte de Thouars était appelant d'une sentence de Jean Du Port et de Guillaume Beutin, commissaires délégués du sénéchal de Poitou. Une commission donnée par le Parlement à deux conseillers, Artus de Pommeure et Ferry Briard, contient des renseignements importants sur cette affaire (actes des 22 déc. 1340, 23 et 25 juin 1341, X^{1a} 9, fol. 155 r^o et v^o, 156). Il s'agissait aussi du ressort du temporel de ce prieuré que le vicomte de Thouars revendiquait. Le procureur du roi se joignit aux religieux de Saint-Jouin et au prieur ou prévôt de Saint-Georges. Plusieurs arrêts rendus furent favorables à ceux-ci, quoique non définitifs, le 4 mai et le 28 juin 1342 (X^{1a} 9, fol. 301, 303, 334 v^o). Olivier de Clisson et Jeanne de Belleville, sa femme, avaient émis aussi des prétentions sur le ressort du temporel de Saint-Georges. L'abbé de Saint-Jouin et le procureur du roi maintenaient qu'il devait ressortir sans moyen au siège de Fontenay-le-Comte ; Jeanne de Belleville prétendait que le prieuré avait toujours relevé au temporel de son château de Montaignu. Olivier de Clisson ayant été justicié et ses biens, ainsi que ceux de sa femme, confisqués, le roi, ou plutôt son fils aîné, Jean duc de Normandie, à qui avaient été donnés ces biens, avec le comté de Poitou, reprit le procès pour son compte, mais il le perdit. La cour, par arrêt du 10 mars 1348, décida que les religieux seraient du ressort de Fontenay-le-Comte (X^{1a} 12, fol. 100 v^o). — On trouve encore un mandement du Parlement dans une affaire de l'abbé de Saint-Jouin-de-Marnes contre Jean Lesvin. Le premier était appelant d'une sentence de Jean de Rumilly, assesseur du sénéchal du duc d'Anjou. Il y est question de Jean Janvre, sergent de ce prince. Acte du 9 juillet 1380. (X^{1a} 29, fol. 85 v^o.)

1. Le texte fautif porte : « Qui per tempus aliquod domino Eduardi de Anglia, vel principis Walliarum, filii sui, hostium nostrorum et regni, subfuerunt.

tendisse, gravamina incompassiva guerrarum nostrarum occasione innumerabiliter supportando, in tantum quod nimia egestate de presenti cogi prospiciuntur, tenorem integrum litterarum ipsarum superius insertarum, auctoritate nostra regia et speciali gracia, nostreque plenitudine potestatis, ratificamus, laudamus, approbamus, ac presencium serie perpetuo confirmamus, ipsaque volumus inviolabiliter teneri et observari temporibus successuris ; baillivo Exempcionum et ressortorum nostrorum in comitatu Pictavensi ceterisque justiciariis, officiariis et subditis nostris vel eorum loca tenentibus, modernis et futuris, et eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, firmiter injungendo, mandantes quatinus prefatos religiosos, presentes et successuros in eodem monasterio, nostra presenti gracia et confirmacione uti pacifice faciant et gaudere permittant, contradicionibus quibusvis penitus cessantibus et rejectis. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, presentes litteras sigilli nostri caractere jussimus communiri. Nostro in aliis et alieno in omnibus juresalvo. Datum et actum Parisius, mense aprilis, anno Domini millesimo ccc^o septuagesimo secundo, et regni nostri nono, ante Pascha ¹.

Per regem, ad relacionem consilii. J. Chesnel.

DLX

Amortissement d'une rente annuelle de soixante setiers de froment, donnée à l'église et au chapitre de Sainte-Croix de Loudun par Jean de La Jaille, chevalier, maître d'hôtel d'roi, et Jeanne Gormont, sa femme, qui y avaient élu leur sépulture et voulaient y faire célébrer chaque jour une messe pour le repos de leurs âmes. (JJ. 104, n^o 167, fol. 73.)

Avril 1373.

Karolus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis, presentibus pariter et futuris, ad perpetuam rei

1. Cette confirmation a été imprimée dans le recueil des *Ordonnances des rois de France*, d'après la même source, t. V, p. 610.

memoriam. Regalis providencie circumspecta benignitas desideria justa favore congruo prosequi consuevit, et votis eorum qui a rationis tramite non dissonant, sed potius divini cultus augmentum respiciunt et animarum conferunt ad salutem, libenter se exhibet propiciam et benignam. Cum itaque, prout ex insinuacione dilecti nostri Johannis de La Jaille ¹, militis, magistri hospicii nostri, et Johanne Gormonde, ejus uxoris accipimus, ipsi ad Dei laudem honoremque et augmentacionem ecclesie Sancte Crucis de Loduno ², in qua quidem ecclesia predicti conjuges suam humanam elegerunt devote sepulturam, ipsam ecclesiam capitulumque et canonicos in eodem personalem residenciam facientes, de sexaginta sextariis frumenti annui et perpetui redditus, ad mensuram de Loduno, valentibus, juxta communem estimacionem patrie, quindecim libratas turonensium redditus vel circa, pro una missa qualibet die in eadem ecclesia, ob animarum ipsorum et predecessorum suorum refrigerium et salutem, per dictos canonicos celebranda, dotare proponant, dum tamen in admortisacione eorum nostrum beneplacitum gracie prebere velimus, quod requirunt. Nos eorum laudabile propositum commanda[n]tes et, quantum possumus, approbantes, de Altissimi misericordia confidentes et sperantes nos bona spiritualia facilius adipisci, si ad premissa manus

1. Jean de La Jaille était capitaine de Loudun en octobre 1360, nous l'avons vu dans des lettres de rémission en sa faveur publiées dans le précédent volume, p. 290-292. Dans la notice que nous lui avons consacrée à cet endroit, nous avons dit qu'il avait épousé, après la mort de Jeanne Gormont, sa première femme, la veuve de Pierre de Palluau, seigneur de Montrésor, Yseult de Sainte-Maure, mariage qui avait eu lieu avant le 31 août 1375. Or, le 7 août de l'année précédente, Jean de La Jaille était déjà le mari de cette dame, et il était en procès avec ses enfants du premier lit (X^{1a} 23, fol. 363 v^o). On trouve encore un mandement relatif à cette affaire le 26 janvier 1376 n. s. (X^{1a} 25, fol. 136 v^o).

2. Voy. dans les registres du Parlement un différend entre le chapitre de Sainte-Croix de Loudun et Raoul, seigneur de Razilly. Acte du 27 mai 1376, portant ajournement au lundi après l'octave de la Madeleine (X^{1a} 25, fol. 215 r^o et v^o).

nostras porrigamus adjutrices, dictos sexaginta sextarios frumenti annui et perpetui redditus ad opus predictum, tenore presencium, mediante financia moderata, amortisamus, prefatisque conjugibus ex liberalitate nostre celsitudinis regie, auctoritate nostra certaue sciencia, et ex uberiori gracia speciali, concedimus per presentes ut ipsi dictam ecclesiam capitulumque, et canonicos predictos, de dictis sexaginta sextariis frumenti annui et perpetui redditus, ad mensuram et estimacionem predictas, sine tamen feodo et justicia, simul vel per partes dotare valeant, quodque capitulum et canonici, sive illi ad quos regimen illius ecclesie pertinuerit, aut poterit in futurum pertinere, predictos sexaginta sextarios frumenti redditus, ut premititur, ad opus predictum erogatos et amortisatos, retineant et perpetuo valeant in manu mortua licite retinere et habere pacifice pariter et quiete, absque eo quod aliquid de ipso redditu vendere vel alienare, aut quoquomodo extra manus suas ponere, teneantur aut eciam cogi possint quomodolibet in futurum. Mandantes dilectis et fidelibus nostris gentibus Camere compotorum nostrorum Parisius, ceterisque justiciariis regni nostri et eorum locatenentibus, presentibus et futuris, quatinus dictos conjuges capitulumque et canonicos ecclesie predicte Sancte Crucis nostra presenti gracia uti [et] gaudere perpetuo faciant et quiete, ordinacionibus, statutis, consuetudinibus, editis seu mandatis ad hoc contrariis non obstantibus quibuscunque. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum in castro nostro de Lupera, anno Domini millesimo ccc. lxxiii. et regni nostri decimo, mense aprilis ¹.

Chanac. — Per regem, in suis requestis. G. Lesesne.

1. Après le 17, Pâques tombant ce jour-là en 1373 et la 40^e année du règne commençant le 8 avril 1373.

DLXI

Lettres portant que les causes de l'abbaye de Saint-Maixent ne seront plus portées à Loudun, mais qu'elles le seront à Chinon, devant le bailli des Exemptions d'Anjou et de Touraine t. (JJ. 104, n° 248, fol. 105 v°.)

27 juillet 1373.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, presentibus et futuris, quod, cum religiosi viri abbas et conventus monasterii Sancti Maxencii in comitatu Pictavensi, eorumque cause et querele, tam per privilegia eis per predecessores nostros Francorum reges concessa, et postmodum per nos confirmata, quam de usu et consuetudine, quibus [retroactis] temporibus usi fuerunt, ressortiri consueverint coram baillivo et iudice nostro Turonensi in sede nostra regia apud Lodunum, dictamque sedem postmodum, certis de causis ad hoc nos moventibus, nuper in villam nostram de Chinon transtulerimus, propter quod religiosi memorati, formidantes ne de rigore, secundum dictorum privilegiorum tenorem, ac usus et consuetudines supra dictos, possent aut deberent apud dictam sedem de Chinon ressortiri eo modo quo apud Lodunum ressortiebantur¹ consueverant, nobis humiliter supplicarunt ut eis velimus nostram super hoc gratiam impartiri, ne dicta privilegia ob hoc invalida fore videantur. Quocirca, nos premissa considerantes, nec non ob reverenciam gloriosi confessoris sancti Maxencii, cujus corpus in dicto monasterio collocatur, eciam laudabilibus et gratuitis serviciis nobis per dilectum et fidelem consiliarium nostrum, Guillelmum, abbatem dicti monasterii³, nobis, ad honorem et utilitatem

1. Ces lettres ont été publiées dans le recueil des *Ordonnances des rois de France*, t. V, p. 625, d'après le texte du registre de la Chancellerie.

2. Sic. Il faut lire *ressortiri*.

3. Guillaume IV de Vezançay, abbé de Saint-Maixent. (Voy. ci-dessus, p. 153, note 3.)

nostri ac corone Francie, multipliciter impensis, consideratis et attentis, dicta privilegia ampliare volentes, eisdem religiosis de gracia speciali, certa sciencia et auctoritate regia, concessimus per presentes ut ad sedem nostram predictam de Chinon, coram baillivo et iudice nostro regio, aut ejus locumtenenti, ressortiantur et ressortiri debeant eo modo quo ressortiebantur aut ressortiri consueverant apud Lodunum, absque eo quod ob hoc privilegiis suis predictis in aliquo derogari valeat; quinymo volumus ipsos religiosos predictis privilegiis, libertatibusque et franchisiis suis in dicta sede de Chinon uti et [gaudere] posse, quatenus in dicta sede de Loduno utebantur aut uti poterant et debebant, privilegiis supradictis in omnibus aliis clausulis suis, in suis virtute et robore manentibus. Quocirca dilectis et fidelibus gentibus Parlamenti nostri, baillivo Exempcionum ducatum Andegavensis et Turonensis, ceterisque justiciariis regni nostri, aut eorum locatenentibus, presentibus et futuris, et eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, mandamus quatinus prefatos religiosos gracia et concessione nostris presentibus uti et gaudere faciant et permittant, ipsos in contrarium nullatenus molestando vel impediendo, molestari seu impediri à quoquam permittendo; inhibemusque per presentes baillivo Exempcionum comitatus Pictavensis, aut ejus locumtenenti, presenti et futuro, ne contra dictorum privilegiorum ac presencium gracie et concessionis nostrarum predictarum tenorem, religiosos memoratos aliququaliter impediatur vel molestetur, quinymo ipsos eisdem uti faciat et gaudere. Quod ut firmum et stabile maneat perpetuo, sigillum nostrum litteris presentibus duximus apponendum. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum in castro nemoris Vincennarum, xxvii^a die julii anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo tercio, et regni nostri decimo.

Per regem, in suo consilio. J. d'Ailly.

DLXII

Par une ordonnance antérieure, le siège du bailliage des Exemptions de Poitou ayant été placé à Saint-Maixent, et l'abbé dudit lieu ayant remontré que cette création était contraire aux privilèges de l'abbaye, le roi lui accorde que ledit siège ne restera pas plus de deux ans dans la ville abbatiale et que le bailli ne connaîtra point des causes du ressort de l'abbaye ¹. (JJ. 104, n° 249, fol. 106.)

27 juillet 1373.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, comme naguerrres nous eussions voulu et ordené par nos autres lettres ² que le siege de nos Exempcions de Poitou seroit et se tenroit par nostre bailli des dictes Exempcions ³ en la ville de

1. Ces lettres ont été publiées dans le recueil des *Ordonnances des rois de France*, t. V, p. 626, d'après la même source.

2. « Ces lettres ne se trouvent point dans les Registres de ce temps. » (Note des éditeurs des *Ordonnances*.)

3. Le même recueil contient, à la date approximative de décembre 1370, un règlement pour la juridiction du bailli des ressorts et exemptions de Touraine, d'Anjou et du Maine, portant qu'il aura son siège à Tours et à Chinon (t. V, p. 369); et au 8 octobre 1371, une ordonnance de Charles V, touchant les droits royaux étant de la compétence dudit officier (*id.*, p. 428). Vers la fin de l'année 1372, ou au commencement de 1373, les exempts du comté de Poitou furent placés sous la juridiction du même bailli qui prit le titre ordinaire de *bailli des Exemptions de Touraine, Anjou, Maine et Poitou*. Le 3 septembre 1372, il ne s'intitulait encore que bailli des Exemptions des duchés d'Anjou et de Touraine et comté du Maine (*id.*, p. 523). On trouve sur les mémoriaux de la Chambre des comptes du 21 mai 1373 mention de la remise des sceaux des Exemptions de Poitou et de Saint-Maixent à Jean de La Tuille, bailli des Exemptions. (Arch. nat., P. 2295, fol. 133.) Celui-ci était déjà bailli des Exemptions de Touraine, Anjou et Maine en 1370; il avait succédé à Jean de Brion. (Delaville-Le Roulx, *Comptes municipaux de la ville de Tours*, t. II, p. 182, note.) C'est sur sa requête que fut rendue l'ordonnance du 8 octobre 1371, dont nous venons de parler. Jean de La Tuille fut créé, le 6 avril 1374, réformateur général des aides ès parties de Picardie (vidimus, JJ. 119, n° 131, fol. 80 v°); il n'en continua pas moins à porter le titre de bailli des Exemptions de Touraine, Anjou, Maine et Poitou, joint à celui de réformateur, comme le prouve une quittance de lui délivrée au receveur de Vermandois, à Soissons, le 1^{er} août 1374. Le sceau appendu à cet acte porte un écu à la croix ancrée, penché, timbré d'un heaume cimé

Saint Maxent, appartenant aux religieux, abbé et convent du dit lieu, qui sont ressortissans à nous sans moyen et exemps de nostre très chier frere le duc de Berry et d'Auvergne, et conte de Poitou, et eussions mandé au dit bailli des dictes Exempcions que d'ores en avant il y mist et tenist son dit siege, si comme ce et autres choses sont plus à plain contenues en nos dictes lettres ; et depuis les dis religieux nous aient fait exposer que par privileges à eulx octroiez par nos seigneurs predecesseurs, roys de France, et par nous confermez, et aussi par pluseurs fais et raisons nous ne povons ne devons metre ne faire tenir nostre dit siege en la ville de Saint Maxent, et que en ce il seroient grevez et grandement dommaigiez, et que nostre dicte ordenance est et seroit contre les dis privileges et les libertés et franchises de la dicte eglise, dont il ont tous jours oy et usé. Savoir faisons que nous, considerans les choses dessus dictes et les bons et agreables services que le dit abbé nous [a] fais ou temps passé, et esperons que il nous face ou temps avenir, et aussi pour la reverence du glorieux saint monsieur saint Maxent, qui repose en la dicte eglise, avons octroyé et octroyons, de grace especial, certaine science et auctorité royal, par ces presentes, aux dis religieux que jusques à deux ans tant seulement, à compter de la date de ces presentes, le dit siege sera en la dicte ville de Saint Maxent, et non oultre les deux ans dessus dis. Et leur avons octroié et octroyons, de nostre dicte grace, que au dit lieu de Saint Maxent le dit bailli ne pourra cognoistre de nulle cause, fors tant seulement des causes touchans les autres exemps de Poitou, forclus les causes touchans le ressort des dis religieux de Saint Ma-

d'un chien assis, supporté par une dame et un lion. (Bibl. nat., ms. Clairambault, reg. 108, p. 8463.) Toutefois, il fut remplacé dans les fonctions de bailli des Exemptions, vers les derniers mois de cette année, par Thomas d'Armeville, dont il sera question plus loin, dans un acte de novembre 1377. Ce dernier eut lui-même pour successeur, vers cette époque, Pierre Aillembourse.

xent, [dont] le bailli cognoistra à Chinon en Touraine tant seulement, ou en autre [lieu] là ou nostre dit siege de Chinon seroit ou temps avenir ordené, selon la fourme des dis privileges octroyez par nous ou noz dis predecesseurs aux dis religieux. Et ou cas que le dit bailli ou nos autres gens et officiers feroient ou s'efforceroient de tenir le dit siege ou exercer juridicion ou dit lieu, oultre les deux ans dessus dis, nous dès maintenant rappellons et mettons du tout au neant tout ce qui par eulx ou l'un d'eulx seroit fait, et le reputons fait de privé personne, et voulons que il n'ait aucun effect. Et ainsi l'avons promis et promettons aux dis religieux, et voulons que se aucune chose est faicte au contraire, ce ne leur puist porter aucun prejudice. Si donnons en mandement par la teneur de ces presentes à noz amez et feaulx gens de nostre Parlement, au bailli des dictes Exempcions et à tous nos autres justiciers et officiers, ou à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que les diz religieux facent et laissent joir et user paisiblement de nostre presente grace et octroy, et leur defendons par ces presentes que, contre la teneur de ces presentes ou de leurs privileges, libertés et franchises dessus dictes, ne les molescent ou empeschent, facent, seuffrent ou laissent estre molestez ou empeschiez au contraire. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable perpetuellement et à tousjours mais, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf nostre droit en autres choses et l'autrui en toutes. Donné en nostre chastel du bois de Vincennes, le xxvii^e jour du mois de juillet l'an de grace mil ccc. lxxiii, et de nostre règne le x^e.

Par le roy en son conseil. J. d'Ailly.

1. Voy. les lettres qui précèdent, portant que les affaires de l'abbaye ne seront plus portées à Loudun, mais à Chinon, devant le bailli des Exemptions.

DLXIII

Amortissement d'une rente annuelle de soixante livres accordé au religieux de Notre-Dame de la Réau, pour les dédommager des maux de toute sorte que leur avait attirés de la part des Anglais leur dévouement à la cause française. (JJ. 104, n° 247, fol. 105 v°.)

Juillet 1373.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Pietatis et meritis credimus opus agere, si ad ea que divinis augmentum prestant obsequiis et fidelium devociones exequantur, gratiam nostri regiminis solitam prebeamus. Sane requestam humilem dilectorum nostrorum religiosorum virorum, abbatibus et conventus monasterii Beate Marie de la Reau¹, in ducatu Acquitanie, ordinis Sancti Augustini, Pictavensis diocesis, recepimus, continentem quod, cum ipsi jam pridem nos tanquam eorum superiorem et naturalem dominum recognoscendo, eorum monasterium, tunc temporis fortificatum, una cum eorum bonis omnibus nostre obediencie et subjectioni duxerint submittendum, in eodem fortalicio gentes nostros armorum et omnes quoscunque fideles nostros, qui dictum fortaliciu intrare volebant contra nostros adversarios liberaliter recipiendo et eis de bonis suis, secundum eorum possibilitatem ministrando, et deinde dicti adversarii nostri occasione hujusmodi multos ipsorum religiosorum, per eos captos, in carceribus mori et aliquos decapitari fecerunt, et ultra hoc quasi omnia ipsorum bona destruxerunt, ac domos et loca eo-

1. L'abbaye de Notre-Dame de la Réau, de l'ordre de Saint-Augustin, fondée au commencement du XIII^e siècle, était située sur la rive du Clain, dans la paroisse de Saint-Martin-Lars, à dix lieues de Poitiers et à deux lieues de Charroux. On ne connaît le nom d'aucun abbé entre 1305 et 1434. (*Gallia christ.*, t. II, col. 1346.) Le présent acte qui fournit des renseignements curieux sur les maux que cet établissement eut à souffrir de la part des Anglais, n'en a que plus de prix.

rumdem dampnabiliter combuxerunt, et per inhumanitatem ipsorum adversariorum ad talem statum sunt redacti quod ipsi de quo vivant non habent nec servicium divinum in dicto monasterio, propter eorum inopiam, continuare possint, nisi per nos et pias bonarum gencium elemosinas eisdem succurreretur de remedio oportuno, nobis humiliter supplicarunt ut, cum multe pie persone eorum paupertatem et inopiam attendentes, aliquos redditus eisdem dederint, et alie ipsis alios redditus elargiri proponant usque ad summam sexaginta librarum annui et perpetui redditus, quos possidere non possent, gracia et pia elemosina nostris à nobis super hoc non obtentis, quatinus hujusmodi gratiam eisdem dignaremur super hoc misericorditer elargiri. Nos premissa considerantes, cum ipsis sic depauperatis pio compacientes affectu, et ut ipsorum orationibus participes existamus, eisdem religiosis auctoritate regia, certa sciencia et gracia speciali, concessimus et concedimus, per presentes, ut dictos redditus sic acquisitos et imposterum acquirendos, usque ad summam seu valorem sexaginta librarum annui et perpetui redditus, ad usus et utilitatem ipsorum et eorundem monasterii, et ad augmentationem diviniservicii convertendos, tenere et possidere valeant perpetuis temporibus, tanquam suam rem propriam ecclesiasticam, absque eo quod ipsi de presenti vel pro tempore futuro, ad ponendum in toto vel in parte extra manus suas aliququaliter cogi possint; nostramque eisdem gratiam ampliando, omnem financiam, ad quamcunque summam ascendat, ad quam possent propter hoc nobis vel successoribus nostris teneri, intuitu pietatis eisdem religiosis damus et remittimus per presentes. Dantes tenore presencium in mandatis dilectis et fidelibus gentibus Camere compotorum nostrorum Parisius, ceterisque justiciariis et officiariis nostris, presentibus et futuris, et eorum cuilibet, quatinus dictos religiosos hujusmodi nostra gracia et concessione uti et gaudere faciant et per-

mittant, ipsos in contrarium nullatenus molestando vel molestari aliquo modo permittendo. Quia sic fieri volumus, consideracione premissorum, usu, statuto, ordinacionibus et mandatis nostris et dicte Camere in contrarium editis non obstantibus quibuscunque. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Nostro in aliis et in omnibus quolibet alieno jure salvo. Datum et actum in castro nostro nemoris Vincennarum, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo tercio, et regni nostri decimo, mense julii.

Per regem. N. de Veires.

DLXIV

Confirmation du don fait par le duc de Berry, comte de Poitou, à Jean Ysoré, sire de la Varenne, et à Regnaut Chenin, sire de Mauzé, chevaliers, de tous les biens, terres et châteaux confisqués sur Guichard d'Angle, rebelle, leur beau-père, dans les sénéchaussées de Poitou, de Saintonge et d'Angoulême. (JJ. 104, n° 331, fol. 137.)

Septembre 1373.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir veu les lettres de nostre très chier frere le duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, contenans la forme qui s'ensuit :

Jehan, filz de roy de France, duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou et de Masconnois, d'Angoulesme et de Xanctonge, et lieutenant de monseigneur le roy es dis pais et pluseurs autres parties de son royaume, à tous presens et avenir, salut. Comme pour cause du don à nous fait par monseigneur le roy [des contés] de Poitou et de Xanctonge, les chasteaulx, terres, possessions et autres biens de messire Guichart d'Angle, chevalier, ennemi et rebelle de mon dit seigneur et de nous, nous appartient par confiscacion, savoir faisons que, pour les bons services que messire

Jehan Ysoré¹, seigneur de la Varenne, et messire Regnaud Chenin, sire de Mauzé², chevaliers, ont fait à mon dit seigneur et à nous, et espérons qu'il feront ou temps avenir, à yceulx et à leurs hoirs et successeurs avons donné et octroïé, donnons et octroions par ces presentes les chasteaulx, forterescs, terres, rentes, possessions et autres biens, tant meubles que heritages quelconques, qui furent messire Guichart d'Angle et qu'il avoit et tenoit, par soy ou par autres, ès seneschauciées de Poitou, Xanctonge et Angolesme, et ailleurs, au pouvoir de mon dit seigneur et de nous³, des quelles choses la succession appartient aus dis

1. Jean Ysoré, qui fut chambellan de Charles vi et auquel ce prince rendit la seigneurie de Pleumartin, confisquée sur son beau-père, avait épousé Jeanne, fille aînée de Guichard d'Angle et de Jeanne Payen de Montpipeau. Il y avait peu de temps qu'il avait fait sa soumission au duc de Berry, sans doute après la prise de Poitiers. En 1371, pour faire sa cour au prince de Galles, qui avait confisqué la seigneurie de Touffou sur Renaud de Montléon, et fait consentir, à force de menaces, ce dernier à la donner au bâtard d'Angle, Ysoré abandonna les prétentions qu'il avait sur ce fief ; mais il les reprit plus tard et chercha par tous les moyens à les faire valoir, pendant la minorité de Renaud II de Montléon, en 1385. (Du Chesne, *Hist. généal. de la maison des Chasteigniers*, p. 240, et *Preuves*, p. 115.) On conserve aux Archives de la Vienne un aveu rendu à l'évêque de Poitiers par Jean Ysoré, seigneur de Pleumartin, à raison de l'hébergement de la Gouffrandière (série G., liasse 57). Il vivait encore le 4 avril 1388, comme le prouve un acte de cette date publié dans le *Cartulaire de l'évêché de Poitiers*, ou *Grand-Gauthier*, par M. Redet. (Archives hist. du Poitou, t. X, p. 197.)

2. Le sire de Mauzé avait reçu en don du prince de Galles une partie des biens de Jean Boschet qui avait été mis à mort par les Anglais à Poitiers, parce qu'ils le soupçonnaient d'avoir des intelligences avec les partisans de la cause française. Ces biens avaient été restitués, à la fin de 1372, aux neveux de celui-ci. (Voy. ci-dessus, n° DXXXIV, p. 199, et la note 2 de la p. 123.) La soumission du sire de Mauzé à Charles v devait être aussi, par conséquent, de date récente.

3. Parmi les biens de Guichard d'Angle, il en était qui relevaient du sire de Parthenay, compris par conséquent dans l'acte de donation accordée à celui-ci par le roi au mois de décembre 1372 (ci-dessus n° DXLVI, p. 251). Quelques-unes des terres dont le sire de Parthenay avait pris possession, en vertu de ces lettres, étaient revendiquées par le vicomte et la vicomtesse de Thouars. Elles provenaient de Godemart de Linières qui les avait engagées à la femme de Guichard d'Angle. Celle-ci depuis en avait fait transport à son mari. C'est du moins ce que prétendait Guillaume de Parthenay. La vicomtesse de Thouars soutenait que l'acte en question

chevaliers, à cause de leurs femmes, filles du dit messire Guichart, à ce qu'il dient, [à] avoir, tenir, posséder et exploiter par les dis chevaliers et leurs hoirs et successeurs heritablement, par vertu du dit don, franchement et paisiblement. Et des choses par nous à eulx données les avons mis en saisine et possession, en deboutant tous autres detenteurs d'icelles, les quelx nous oston et expellons par ces presentes, non obstant quelconques donacions d'icelles par nous faites ou à faire, les quelles nous revoquons et adnullons par ces presentes. Si mandons et commandons aus seneschaulx de Poitou et Xanctonge, ou à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à tous autres justiciers et officiers de mon dit seigneur et de nous, qui sur ce seront requis, que les dis chevaliers, ou leurs procureurs pour eulx, il mettent et induient reaument et de fait en saisine et possession des dis chasteaulx, forteresces et autres terres et choses dessus dictes, et d'icelles et des profis d'icelles, et qui y appartiennent, les laissent, facent et seuffrent user et joir, et à eulx respondre, paisiblement et heritablement, sens les empeschier ou souffrir estre empeschiez, en aucune maniere. Car ainsi le voulons et l'avons octroyé aus dis chevaliers, de certaine science et grace especial, et de l'auctorité et puissance royal dont nous usons. Et afin que ces choses soient fermes et perpetuellement valables au profit des dis chevaliers, de leurs hoirs et successeurs, leur avons donné ces nos lettres, seellées de nostre seel secret, en absence du grant, en las de soie et cire vert. Donné à nostre ville de Saint Jehan d'Angely, le xx^e jour de septembre l'an milccc. lx. et douze ¹.

n'était pas valable, et que son père, Louis de Thouars, avait acquis du sire de Linières par échange les terres litigieuses. Les raisons des parties sont exposées avec développement dans des plaidoiries des 17 mai et 13 juin 1379. (X^{1a} 1471, fol. 202 et 209.)

1. C'est la date même de la reddition de Saint-Jean-d'Angély aux ducs de Berry et de Bourgogne, date qui nous est fournie par les registres de comptes de ce dernier, cités dans les *Itinéraires des*

Les quelles lettres dessus transcriptes et tout le contenu en ycelles nous loons, ratifions, approuvons et par ces presentes, de nostre certaine science, grace especial et auctorité royal, confermons, et voulons que les dis chasteaulx, forterescs, terres, possessions et autres biens quelconques dessus devisés, aus quelx les dis chevaliers, à cause de leurs dictes femmes, deussent et doivent succéder, se le dit Guichart d'Angle feust mort avant ce que il les eust forfais, comme dessus est dit, soient et demeurent aus dis chevaliers, à leurs dictes femmes, et à leurs hoirs et aians cause, et que d'iceulx et des proffis et yssues d'iceulx il usent et joissent paisiblement, non obstant quelconque don ou octroy fait des choses dessus dictes à autre personne quelconque, depuis la date de ces presentes lettres. Si donnons en mandement, par ces meismes lettres, aus bailli de Chartres, de Cepoy et des ressors et Exemptions de Poitou et de Xantonge, et à tous nos autres justiciers et officiers, ou à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que les dis chevaliers ou leurs procureurs pour eulx il mettent ou facent mettre de par nous, ou dit cas, reaument et de fait en saisine et possession des dis chasteaulx, forterescs, terres, possessions, biens quelconques dessus declairiez, et d'iceulx et des dis proffis et yssues d'iceulx, et aussi de nostre presente grace et confirmacion, facent et laissent joir et user les dis chevaliers, leurs femmes et leurs hoirs, successeurs et ayans [cause] paisiblement et sans aucun empeschement, et tout ce qui seroit fait au contraire et contre la teneur de ces presentes, mettent ou facent mettre sans delay au neant et à pleine delivrance. Toutevoie nostre entente n'est pas que, se par aucune maniere le dit Guichart revenoit aus

ducs de Bourgogne, par M. Ernest Petit (*Campagne de Philippe le Hardi*, etc., p. 10). Les deux ducs séjournèrent à Saint-Jean-d'Angély le 20 et le 21 septembre, en compagnie de Clisson et de Du Guesclin

choses dessus dictes, nous, ne nos successeurs, soions tenuz à en faire aus dis chevaliers, ne aucun d'eulx, restitution aucune. Et pour que ce soit ferme chose et estable à tous-jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné en nostre chastel du Louvre, l'an de grace mil ccc. lxxiii. et de nostre regne le x^e, ou mois de septembre.

Par le roy, vous present. J. de Remis.

DLXV

Confirmation des lettres de rémission accordées par le comte de Poitou à Jean Delacroix, de Provins, qui, après avoir suivi de force les Anglais, avait fait sa soumission au sénéchal de Poitou. Grâce à lui, Guillaume Gabet, chanoine de Mirebeau, prisonnier au château de Montignac, avait recouvré sa liberté sans payer de rançon. (JJ. 105, n° 145, fol. 83 v^o.)

Octobre 1373.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, nous avoir veu les lettres dont la teneur s'ensuit :

Jehan, fils de roy de France, duc de Berri et d'Auvergne, conte de Poitou, de Xanctonge et d'Engomois ¹, lieute-

1. Le duc de Berry séjourna à Poitiers et en Poitou du commencement d'avril au 8 novembre 1373, en mars et avril 1374, et de juillet à novembre de la même année. (Voy. son itinéraire en tête de ce volume.) Nous signalerons ici quelques actes de son gouvernement à cette époque. Le 27 août 1373, il manda au maire de Poitiers de défendre, sous des peines sévères, aux gens d'armes qui étaient dans la ville d'en sortir pour prendre du fourrage, du blé, de l'avoine, des bestiaux ou des étoffes, à l'exception du foin et de la paille. (Acte daté de Poitiers. Arch. municipales, E. 14.) Des lettres de ce prince, datées de la même ville, le 14 octobre suivant, portent injonction aux commissaires chargés de lever certaines impositions dans les châellenies de Poitiers, de Chauvigny, de Mortemer, Gençay et Château-Larcher, et dans plusieurs autres paroisses, d'apporter sans délai à Poitiers les sommes reçues par eux. (*Id.*, I. 17.) Par autres lettres données à Mirebeau, le 3 mars 1374 n. s., le duc de Berry fit défense expresse au maire de Poitiers de laisser entrer en ville aucuns gens d'armes, quels qu'ils soient, si ce n'est par son ordre. (*Id.*, E. 15.)

On voit ici que la Saintonge et l'Angoumois faisaient partie de

nant de monseigneur le roy ès diz pays et en plusieurs autres parties de son royaume. Savoir faisons à tous, presens et avenir, [que] Jehan Delacroix, de Provins, nous a exposé, disans que au temps que le prince de Gales chevaucha en Espagne pour grever le roy d'Espaigne et son pays, les Anglois eussent prins le dit Jehan et le vouloient mettre à mort, se il ne leur paiast grande rançon, ou que ycelle rançon il gaingnast avec eulx, en les servant telle part qu'il voudroient et à leur volenté ; et pour eschiver la mort, il leur promist qu'il les serviroit bien et loyaument à son povoir, jusques à tant qu'il eust gaingné sa rançon ; les quelx menerent le dit Jehan en plusieurs lieux et especial ou chastel de Montignac, en nostre conté d'Engoumois, combien que le dit Jehan diet qu'il n'ot oncques vray propos d'estre anglois ne porter damage à mon dit seigneur, ne à nous, ne à nos subgiez. Et combien qu'il ait par plusieurs fois chevauchié avec les diz Anglois et ait prins plusieurs prisonniers et fait plusieurs autres pilleries et roberies, bouter feux et mettre gens à mort, il le faisoit contre sa volenté, ou autrement, s'il ne le feist, il le meissent à mort. Et pour la très grant affection qu'il avoit de venir à l'obeissance de mon dit seigneur et de nous, religieux homme frere Guillaume Dudevois, chamberier de Saint Germain des Prés lez Paris, et monsieur Guillaume Gabet ¹, chanoinne de

l'apanage de Jean de France. Il fit rétrocession de ces deux comtés au roi par acte de septembre 1374. (Arch. nat., *Chambre des comptes*, P. 2295, p. 275.) En échange, Charles v fit don à son frère de 47,000 francs d'or et de la rançon qu'il pourrait tirer de Thomas de Percy. (Lettres de mars 1375 n. s., J. 382, n° 5.) Ce célèbre chevalier anglais, qui avait succédé à Jean Chandos comme sénéchal de Poitou en 1370, avait été fait prisonnier par les Français à la fin de juillet ou au commencement d'août 1374, et conduit au duc de Berry (KK. 252, fol. 22, 28 v°, 31).

1. La captivité de Guillaume Gabet au château de Montignac ne parait pas devoir remonter à l'expédition du prince de Galles en Espagne ; elle doit être plutôt reportée aux années 1369 ou 1370, alors que le Mirebalais, frontière entre le Poitou occupé par les Anglais, et la Touraine, où se concentraient les forces françaises, était le théâtre de la guerre. Il y avait eu au commencement du

Nostre Dame de Mirebeau, qui estoient prisonniers au dit chastel de Montignac, il a delivré et mis hors du dit chastel, sans paier rançon, et s'en est venuz devers nous pour estre et demourer en l'obeissance de mon dit seigneur et de nous, et a fait le serement à nostre seneschal de Poitou d'estre bon et loyal envers mon dit seigneur et nous, si comme nostre dit seneschal nous a fait relacion de vive voix ; si nous a humblement supplié que le voulsissons pardonner et sur ce faire nostre grace. Pour quoy nous, considéré les choses dessus dictes et l'affection que le dit Jehan [a] à deservir à mon dit seigneur et nous, nous, ou dit cas, au dit Jehan de Provins avons pardonné, quittié et remis, pardonnons, quittons et remettons par ces presentes, de l'auctorité royal et certaine science, toute paine et amende corporelle, criminelle et civile, qu'il povoit avoir encouru envers mon dit seigneur et nous, pour cause et occasion des choses dessus dictes, sauve droit de partie à poursuivre civilement, si elle y estoit ; et l'avons remis et remettons par ces presentes à son bon fame et bonne renommée, à son pays et à ses biens. Si mandons à tous seneschaulx, justiciers et officiers de mon dit seigneur et de nous, et à chascun pour soy, si comme à lui appartendra, que le dit Jehan de Provins facent et laissent joir et user paisiblement de nostre presente grace, sans le empeschier en corps ne en biens, en aucune maniere, et aux procureurs de mon dit seigneur et de nous imposons perpetuel scilence sur tous les cas dessus dis et sur chascun d'eulx. Et afin que ce soit ferme chose et estable à tousjours mais, nous avons fait mettre et appouser nostre seel à ces presentes. Donné en nostre ville de Poitiers,

xiv^e siècle un prévôt de l'église de Poitiers du nom de Guillaume Gabet, sur lequel les archives de cette ville renferment un assez grand nombre de documents. (Voy. *l'Inventaire de ces archives* par M. Rédet, publ. par MM. A. Richard et Ch. Barbier, pour la Société des Antiquaires de l'Ouest, Poitiers 1883, in-8°, n^{os} 447, 449, 473, 481, 1913, 1914.)

l'an de grace mil ccc. lxx. et treze, ou moys de septembre.

Les quelles lettres dessus transcriptes et tout le contenu, nous, ycelles aians agreables, louons, ratiffions et approuvons, et de nostre grace especial et auctorité royal, par ces presentes, confermons. Et donnons en mandement à tous les justiciers, officiers et subgiez de nous et de nostre royaume, à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, presens et avenir, chascun comme à lui appartendra, que de nostre presente confirmation le facent, souffrent et laissent joir et user, et contre la teneur d'icelle ne l'empeschent en aucune maniere, en corps ou en biens, et ce qui seroit fait au contraire, le mettent à delivrance et à estat deu. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, l'ande grace mil ccc. lxxiii. et de nostre regne le x^e, ou mois de octobre.

Par le roy, à la relacion du conseil. J. de Coiffy.

DLXVI

Lettres portant don de rançon et rémission en faveur de Guyon Grassin, habitant de Poitiers, en récompense d'un secret militaire qu'il avait révélé au roi. Après avoir servi sous le duc de Lancastre, il avait été fait prisonnier et mis à rançon au profit de la comtesse d'Artois, au moment où il rentrait faire sa soumission. (JJ. 105, n° 42, fol. 32.)

28 novembre 1373.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et advenir, que, comme Guyon Grassin, habitant de nostre ville de Poitiers, ait servi par aucun temps en Guienne et en Angleterre le duc de Lancastre ¹, et

1. Jean de Gand, comte de Richmond, puis duc de Lancastre, 4^e fils d'Edouard III, roi d'Angleterre, né à Gand en 1340, accompagna le prince de Galles, son frère, dans l'expédition d'Espagne,

demouré avec lui en Angleterre et aussi en Bretaingne, depuis que nostre dicte ville se fust rendue à nostre obeissance, et quant le duc de Lencastre passa ceste darraïne fois en nostre royaume, ycellui Guyon fust passez par deça, en entencion de venir devers nous, pour soy soubzmettre à nostre obeissance et nous dire plusieurs choses secretes touchans le fait de nostre guerre, et pour ce faire et accomplir, se fust venus rendre à un fort appelé Nyelles ès parties de Picardie, quant le dit duc se desloga de devant ycellui fort, toutes voies le dit Guyon fust pris et retenus du capitaine d'icellui fort comme prisonnier, et en fut mener à Saint Omer, et illecques mis ès fers et finalement raençonné au profit de nostre cousine la contesse d'Artois ¹, ou d'autres, en six vins francs ; et depuis ces choses soient venues à nostre congnoissance par son pourchas ; pour quoy nous, aians voulu avoir le dit Guyon devers nous, et pour

en 1367. Le 8 octobre 1370, son père lui fit don de la Roche-sur-Yon. (Acte publié dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest*.) Après son mariage avec Constance, fille de Pierre le Cruel, il prit le titre de roi de Castille. Quand le prince de Galles malade quitta le Poitou en 1371, pour aller rétablir sa santé en Angleterre, il laissa le duc de Lancastre à sa place, et celui-ci ne put qu'assister, sans y porter remède, aux défaites multipliées de ses lieutenants sur le continent. Dans l'espoir de relever le prestige des armes anglaises, il conçut le plan de l'expédition hardie, rappelée dans les présentes lettres. Débarqué à Calais, le 20 juillet 1373, à la tête de vingt-cinq ou trente mille hommes, il fit traverser la France à cette armée pour gagner Bordeaux ; mais ce voyage ne fut marqué aussi que par des revers ; sans avoir pu livrer une seule grande bataille, ce qu'il espérait sans doute, harcelé tout le long de sa route par des troupes bien commandées et habituées aux guerres d'embuscade, il arriva dans la capitale de la Guyenne, ayant perdu les trois quarts de ses effectifs. Dans un acte du 4 avril 1373, relatif au ravitaillement de Lusignan, le duc de Lancastre s'intitule roi de Castille et lieutenant du roi de France et d'Angleterre ès parties d'Aquitaine. (J. Delpit, *Documents français en Angleterre*, t. I^{er}, 1847, p. 491.) Il vivait encore en 1389, et cette année, le roi Richard II fit revivre en sa faveur le titre de prince d'Aquitaine.

1. Isabelle de Melun, veuve de Pierre, comte de Dreux, fille de Jean de Melun, comte de Tancarville, grand chambellan de France, et d'Isabelle, dame d'Antoing, sa seconde femme, avait épousé, par contrat du 11 juillet 1362, Jean d'Artois, surnommé *sans terre*, comte d'Eu et de Saint-Valery (août 1321 – 6 avril 1386). Elle mourut l'an 1389.

ce feismes expressement commander par l'un de noz gens à Andrieu le Mazuyer, escuier, qui l'avoit en garde, que comment qu'il fust il le nous admenast, le quel Andrieu, par nostre dit commandement à lui fait, l'admena et fist venir à Paris en sa compaignie. Et ainsi lui venu, nous feismes parler à lui aucuns de noz gens, que nous com-meismes pour savoir son entencion sur les paroles qu'il nous vouloit dire, et nous en rapporter ce qu'il trouveroient. Les quelx noz gens nous aient fait leur rapport, dont nous avons esté bien contens. Nous, ces choses considérées, veans la bonne volenté que le dit Guyon a eu comme nostre bon et loyal subget de revenir, tantost qu'il a peu, à nostre dicte obeissance et laisser noz dis ennemis, et aussi qu'il a juré aus saintes ewangilles d'estre doresen-avant bon, vray et loyal subget et obeissant de nous et de nostre royaume, à icellui avons donné et donnons sa dicte raençon, de la quelle nous ferons tant par devers nostre dicte cousine ou autres, à qui il appartendra, qu'il devra souffire, et par ainsi l'avons mis et mettons, de grace especial et certaine science, et nostre auctorité royal, du tout au delivre et hors de la garde et des mains du dit escuier. Et en oultre au dit Guyon avons remis, quietié et pardonné, quittons, remettons et pardonnons, de nostre auctorité royal, certaine science et grace especial dessus dictes, par ces presentes, toute peine et amende corporelle, criminele et civil, en quoy il pourroit estre encheu envers nous, pour cause et occasion des choses dessus dictes ou aucunes d'icelles. Et l'avons remis et remettons à son pays, à sa bonne renommée et [à] ses biens quelconques, en imposant à tous les justiciers de nostre royaume scilence perpetuel, qui à cause de ce que dit est lui voudroient demander aucune chose. Si donnons en mandement au gouverneur de nostre bailliage d'Amiens, à tous nos seneschaux, baillis et autres officiers et justiciers dessus diz, et à tous autres à qui il pourra touchier et appartenir, ou à

leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, presens et advenir, que le dit Guyon il laissent, facent et seuffent joir et user paisiblement des choses dessus dictes et chascune d'icelles, et contre la teneur de ces presentes ne l'empeschent ou seuffrent estre empeschié, arresté ou molesté en corps ou en biens pour jamès, en remettant ou faisant remettre au premier estat et deu tout ce qui seroit trouvé estre fait au contraire. Et adfin que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, le xxviii^e jour de novembre l'an de grace mil trois cens soixante et treze, et le x^e de nostre regne.

Par le roy. J. Tabari.

DLXVII

Lettres de rémission accordées à Jean Regnart qui, pendant l'occupation anglaise, s'était rendu coupable d'homicide sur la personne de frère Jean Gauteron, moine de l'abbaye de Saint-Michel-en-l'Herm. (JJ. 105, n° 6, fol. 13 v°.)

Novembre 1373.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et avenir, à nous avoir esté signifié de la partie de Jehan Regnart ¹ que, jasoit ce que nous ayons fait remission ou pardon general aus habitans et subgiez du pays de Poitou de tous les crimes, excès et delicts sentans leze majesté, et autres que il avoient commis et perpetré, et des quelx il avoient esté consentans ou complices, faiz et avenuz jusques à ce que derrainement le

1. Le 14 mai 1379, Jean Renard ou Regnard était appelant au Parlement avec Jean Imbert, Jean Guillot, Guillaume de Joux, Guillaume Bourjaud, d'une sentence rendue en faveur de Jean Boutoul, écuyer, par le lieutenant du bailli des Exemptions au siège de Luçon dans une affaire criminelle non spécifiée (X^e 9. fol. 158).

pays de Poitou a esté remis en nostre subjection et vraye obeissance, neantmoins il se doubte que par aucuns nos officiers ou autres il ne soit molestez ou empeschiez, ores ou [au] temps avenir, pour occasion du fait perpetré de chaude cole en la personne de frere Jehan Gauteron¹, moine de l'abbaye de Saint Michiel en l'Air, dont mort s'est ensuie en la personne du dit frere Jehan Gauteron, au temps que Eddouart de Gales occupoit le dit pays; pour cause du quel procès fu fait contre lui par les gens du dit Edouart, combien que le dit signifiant soit du dit païs de Poitou et que le fait dessus dit soit venu avant ce que la dicte remission general feust faite, et par ycelle remission doye proufiter au dit signifiant, qui en general y est et doit estre compris, comme les autres habitans du dit pays, si comme il dit, en nous humblement suppliant à lui sur ce gracieusement pourveoir. Nous adecertes, pour consideration de ce que dit est, au dit signifiant, ou cas dessus dit, avons remis, quictié et pardonné, de certaine science et grace especial, remettons, quictons et pardonnons le dit fait et toute paine et offense corporelle, criminele et civile, que pour ce peut avoir encouru envers nous, si et en tant comme le dit signifiant et le dit fait sont et pevent estre compris ou entenduz en la dicte remission general, et que la dicte remission leur peut en ce aidier et valoir. Et parmi ce le restituons au pays, à sa bonne renommée et à ses biens quelconques, sauf le droit de partie civilement tant seulement, en imposant sur ce silence à nostre procureur, non obstant informacions, enquestes, procès et bannissemens, ou appeaux sur ce fais, paravant la dicte re-

1. Une Jeanne Gauteron avait épousé Georges Bersuire, de la famille sans doute du fameux bénédictin Pierre Bersuire. Ils étaient morts tous deux avant le 2 août 1375. Le règlement de leur succession donna lieu à des difficultés. Parmi les héritiers qui se la disputaient, nous relevons les noms de Nicolas Bersuire et de Jean Boucaut. (Actes du Parlement, 2 août 1375 et 21 mars 1380, X^{1a} 24, fol. 79 v°; X^{1a} 29, fol. 21 v°.)

mission ; les quelx en ce cas nous ne voulons sortir ne [avoir] aucun effect ne prejudice au dit signifiant, en ceste partie. Pour quoy nous donnons en mandement au bailli des Exempcions de Touraine, d'Anjou, de Poitou et du Maine, et à tous les autres justiciers de nostre royaume, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que le dit signifiant facent et laissent joir et user de nostre presente grace, sans le molester au contraire, en corps ne en biens. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf nostre droit en toutes choses et l'autrui en toutes. Donnée à Paris, en nostre hostel lez Saint Pol, l'an de grace mil ccc. lxxiii. et de nostre regne le x^e, ou mois de novembre.

A. Boistel. — Es requestes de l'ostel. S. de Caritate.

DLXVIII

Restitution à Jeanne de Bauçay des terres et forteresses de la Mothe-Fresneau et de Nuaillé, réservé au roi le droit de pourvoir à leur sûreté et d'y mettre garnison. Elles avaient été confisquées sur le sire d'Aubeterre, rebelle, qui les tenait du don de Charles d'Artois, second mari de Jeanne de Bauçay. (JJ. 105, n° 180, fol 102 v^o.)

31 janvier 1374.

Charles, par la grace de Dieu roy de France. Savoir faisons à tous, presens et advenir, que comme, ainsi que entendu avons, les forteresses et terres de la Mote Fresneau et de Nuaillé¹, appartenans à nostre amée cousine Jehanne

1. Ces terres étaient devenues la propriété de Jeanne de Bauçay par droit de succession, à la mort de Guillaume de Bauçay, c'est-à-dire vers 1355. Il en a été question ci-dessus, à l'occasion du don qui en fut fait, au mois de mai 1370, par le roi à Jean de Bauçay (n°CCCCXCVI, p. 61). Les présentes lettres donnèrent lieu à un procès qui fut porté au Parlement de Paris, entre le sire d'Aubeterre, d'une part, Jeanne de Bauçay et son mari, Charles d'Artois, d'autre. La cour ordonna, par arrêt du 22 janvier 1378 n. s., que les parties pro-

de Bauçay, comme son propre heritage, ainsi que elle dit, les quelles ont esté ès mains du sire d'Aubeterre, nostre rebelle et ennemi, soient de present retournées et mises à

céderaient sur le fond de l'affaire et qu'en attendant que la question fût réglée, les deux châteaux et forteresses seraient placés sous la main du roi et administrés en son nom par des commissaires (X^{1a} 27, fol. 104 v^o). Nous allons analyser les raisons que l'on fit valoir de part et d'autre. La comtesse de Longueville exposa que depuis la mort de son oncle, Guillaume de Bauçay, qui n'avait point fait de testament et dont elle était la plus proche héritière, elle avait joui pendant plus de douze ans sans contestation des terres de la Mothe-Fresneau et de Nuailé. Au bout de ce temps, elles avaient été occupées indûment par Gadecilde (*alias* Guardrade) Raymond, alors seigneur d'Aubeterre, ennemi du roi, qui les détint durant les guerres et jusqu'à sa mort. Du Guesclin s'en étant emparé par la force des armes et les ayant replacées sous l'obéissance du roi, Charles V les restitua à Jeanne de Bauçay, légitime propriétaire, par lettres scellées de cire verte sur las de soie (ce sont les lettres que nous publions ici). Jeanne en fit, à ce titre, hommage au duc de Berry, comte de Poitou, de qui elles relevaient, hommage dont il lui fut donné acte. D'ailleurs, avant cette reconnaissance officielle de son droit, ces terres avaient été rendues de fait à ladite dame par le commissaire auquel le connétable en avait confié la garde. Elle en avait joui ainsi pendant plusieurs années. Puis Jean Raymond d'Aubeterre parvint à mettre la main sur ces châteaux et perçut les revenus des terres, contre la volonté et malgré les sommations de Jeanne. Elle demandait en conséquence que la cour la maintint dans sa possession et fit cesser l'usurpation.

Le sire d'Aubeterre répondit que ses prédécesseurs avaient toujours été fidèles au roi de France, et que s'ils avaient servi l'Angleterre, ce fut en vertu du traité de Brétigny et sur l'ordre exprès du roi Jean. Gadecilde d'Aubeterre, chevalier valeureux, en récompense de services importants rendus à Charles d'Artois, avait reçu de lui et de sa femme une donation en bonne forme de Nuailé et de la Mothe-Fresneau, ce dont Jeanne de Bauçay se gardait bien de parler. Jean Raymond, ayant hérité de son frère, était donc fondé à réclamer la propriété de ces deux terres, et son titre ne pouvait être contesté. Il donne ensuite des détails intéressants sur sa conduite pendant les guerres qui aboutirent à la délivrance du Poitou, de l'Aunis et de la Saintonge, détails que nous devons laisser de côté. Jeanne de Bauçay répliqua que la donation faite à Gadecilde par son mari devait être annulée parce que le donataire n'avait point rempli ses engagements. La cour n'en jugea pas ainsi. Elle donna au contraire gain de cause complet à Jean d'Aubeterre et le déclara seul et légitime possesseur de Nuailé et de la Mothe-Fresneau, par arrêt du 5 mars 1379 (X^{1a} 28, fol. 147). Le sire d'Aubeterre prenait le titre de seigneur de ces deux fiefs dans deux autres procès qu'il soutenait au Parlement, le 4 septembre 1380, contre l'abbaye de Saint-Cybard, touchant la justice de Palluau, et contre l'abbaye de la Grâce-Dieu, au sujet du fief de la Buze (X^{1a} 29, fol. 104 v^o.)

nostre seigneurie et obeissance, nous, oye la supplication de nostre dicté cousine, contenant elle avoir esté et estre très grandement dommagée pour cause et occasion de nos guerres en ses terres et subgiez, pour quoy il nous plaise à elle faire rendre et restituer ses dictes terres, pour en joir et user paisiblement et les lui donner et octroyer, se mestier est, de nouvel, comme à nous forfaites et confisquées pour la rebellion et desobeissance du dit sire d'Aubeterre, le quel s'est monstré et monstre continuellement nostre ennemi et rebelle, et a tenu et tient le parti de nos ennemis d'Angleterre à l'encontre de nous et de nostre royaume ; le quel sire d'Aubeterre tenoit et possidoit , comme dit est, les dictes forterescs et terres, pour cause de don à lui fait par Charles d'Artoys, mary de nostre dicté cousine, et de son consentement, à icelle nostre cousine et à ses hoirs et successeurs perpetuellement, considéré que les dictes terres et forterescs ont esté et estoient, paravant que le dit sire d'Aubeterre les eust, de son propre heritage, comme dessus est dit, avons donné et octroié, donnons et octroions de certaine science et grace especial, par ces presentes, les dictes terres et forterescs, et voulons que d'icelles et des drois, profiz et emolumens qui y appartiennent elle et ses diz hoirs et successeurs en joissent et usent doresenavant à tousjours perpetuelement. Pourveu toutesvoies que les dictes forterescs seront tenues et gardées [par] personnes noz feaulx et subgiez, telz comme bon nous samblera et qu'il nous plaira à y commettre, pour la seurté d'icelles forterescs, et les tenir en nostre obeissance, tant comme nos guerres dureront, aus despens des rentes, revenues et autres profis et emolumens d'icelles terres. Si donnons en mandement à nostre gouverneur qui est à present ou sera ou temps avenir en nostre ville de la Rochelle et pays d'Aunys, et à tous nos autres officiers, justiciers et subgés, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulx, presens et advenir, que nostre dicté cousine et ses

dis hoirs et successeurs laissent, facent et seuffrent joir et user paisiblement et senz contredit des dictes forterescs, rentes, revenues et autres emolumens et profis d'icelles terres, et contre la teneur de ces presentes ne seuffrent aucun empeschement ou destourbier estre mis ès choses dessusdictes ou aucunes d'icelles. Toutevoies, ou cas que le dit sire d'Aubeterre revendroit en nostre obeissance et se rendroit nostre subget, pour quoy, par traictié ou autrement, les dictes forterescs et terres lui fussent par nous rendues et restituées, il n'est pas nostre entencion que à cause de ce nous soiens tenus d'en faire aucune restitution, ores ne ou temps advenir, à nostre dicte cousine ne aus siens. Et adfin que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, le derrenier jour de janvier l'an de grace mil ccc. LXXIII. et de nostre regne le x^e.

Par le roy, present le sire de Chevreuse. J. Tabari.

DLXIX

Lettres de rémission accordées à Jeannette Labrete, poitevine, retenue prisonnière dans les prisons du Chapitre Notre-Dame de Paris, puis au Châtelet, parce qu'elle avait gardé un sachet rempli de pièces d'or qu'elle avait trouvé. (JJ. 105, n° 252, fol. 138 v°.)

Janvier 1374.

Charles, etc. Savoir, etc., nous avoir oy l'umble supplication de Jehannete Labrete, povre damoiselle des parties de Poitou, grosse d'enfant, disant que, cinq mois a ou environ, elle feust venue en nostre bonne ville de Paris et se feust herbergiée en l'ostel du Barillet devant l'église des Mathelins ¹, ou quel hostel elle sejourna par aucun temps,

1. L'église des Mathurins à Paris était située non loin du palais

en attendant que certaines gens d'armes se departissent, qui lors estoient sur les champs entre Saint Mor et Saint Fiacre, où elle avoit entencion d'aler, et d'illec à Saint Maturin de Larchamp ; la quelle suppliante trouva d'aventure en un jour de mecredi au soir, emprès les almaires du dit hostel du Barillet, un certain sachet que elle senti soubz son pié, ou quel sachet il avoit la somme de soixante frans et quatorze moutons d'or, le quel sachet elle leva de terre et pour ce que aucun n'en faisoit plainte ou semblant, le porta soubz le chevez de son lit, où elle gesoit ou dit hostel du Barillet, où elle se tint du dit jour de mecredi jusques au vendredi après ensivant, ou quel jour elle prinst congié de son hostel et se departit pour aler ou dit pelerinage. Et pour ce que le dit hoste ne autres gens d'armes qui leens estoient logiez ne faisoient aucune demande ou clameur du dit sachet ne des florins qui y estoient, emporta ycelli sachet ; et son dit hoste la convoia jusques au dehors de Paris, pour elle adrechier et lui monstrier et enseigner le chemin que elle devoit tenir ; et chemina tant que elle ala au dit pelerinage de Saint Maturin ; et ainsi que elle tenoit son chemin sur les champs, le bailli ou prevost de Grez en Gastinoiz aloit après elle, monté à cheval, qui mist main à elle de par nous, en lui imposant que elle avoit emblé ou pris le dit sachet de florins ou dit hostel, auquel prevost elle respondit que il estoit verité que elle avoit trouvé au tast de son pié le dit sachet, et sans ce que onques en eust denier osté, le rendi au dit prevost, en lui requérant que il vouldist interroguier celui qui faisoit la dicte poursuite et sceust à dire quantes pieces d'or il avoit ou dit sachet, le quel respondi que il y avoit soixante frans sans plus dire ; et depuis le dit prevost fist ouverture du

des Thermes et du même côté, dans la rue aussi nommée alors et jusqu'à ces dernières années, rue des Mathurins. C'est aujourd'hui la rue du Sommerard. (Voy. Jaillot, *Recherches critiques sur la ville de Paris*, t. V, quartier Saint-André-des-Arts, p. 100.)

dit sachet et y trouva la dicte somme de soixante frans et quatorze moutons. Et pour ce que elle fut prinse sur la terre et jurisdiction de nos amez le doyen et chapitre de l'eglise Nostre Dame de Paris, elle fut mise en leurs prisons, où elle fut detenue par l'espace de trois sepmaines, et depuis fut envoyé querir par nostre Prevost de Paris et fut mise de-rechief ès prisons de nostre Chastellet, où elle a demouré toute grosse d'anfant, en très grant povreté et misere, par l'espace de xix. sepmaines, et encore est. Si nous a fait humblement requerer que, comme elle ait paiciaument souffert l'aspreté et misere des dictes prisons par l'espace de vint et trois sepmaines et que elle rendit les dis sachet et florins par la maniere que dit est, si tost que il lui furent demendés, nous lui vuillons sur ce eslargir nostre grace et misericorde. Nous adecertes, attendu la qualité du fait, à ycelle povre suppliante ou dit cas, avons remis, quitté et pardonné, et par ces presentes lui quittons, remettons et pardonnons, de certaintescience et grace especial, toute peine et amende corporelle, criminele et civile, que pour cause et occasion de ce que dit est elle puet estre encourue envers nous, en quelque maniere que ce soit, en la restituant à plain à sa bonne fame, renommée, au pais et à ses biens. Si donnons en mandement au Prevost de Paris et à tous les autres justiciers de nostre royaume et à leurs lieutenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que la dicte suppliante facent et seuffrent joir et user paisiblement de nostre presente grace et remission, en mettant son corps et ses biens, pour ce prins et detenuz, à plaine delivrance. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf nostre droit en autres choses et l'autrui en toutes. Donné en nostre chastel du Bois de Vincennes, l'an de grace milccc. lxxiii. et de nostre regne le diesieme, ou mois de janvier.

Chanac. — Par le roy en ses requestes. G. Lesesne.

DLXX

Rémission accordée à Jean Carnarin, connétable du fort de la Garnache, qui, dans un moment de colère, avait frappé à mort son valet, Jeannin Lemoine, parce que celui-ci avait mis le feu par imprudence en la maréchaussée dudit fort. (JJ. 105, n° 322, fol. 173 v°.)

16 mai 1374.

Charles, etc. Savoir faisons, etc., nous avoir receue l'umblé supplicacion à nous faite pour la partie de Jehan Carnarin¹, conestable du fort de la Garneche, contenant que comme pour ce que un sien varlet, nommé Jehannin Le Moyne, le quel il avoit nourri longuement, avoit par simplece ou comme mal soigneux laissé une chandelle ardoir en la mareschaucie du dit suppliant, le premier jour de caresme derrain passé, de la quelle chandelle le feu se estoit pris en la dicte mareschaucie, et se n'eust esté Prigent de Quirat qui le dit feu estaint, tous ses chevaux eussent esté ars, le dit suppliant eust esté moult courrouciez et esmeuz, et lui estant en ce courroux eust trouvé le dit Jehannin alant à l'abevroer hors de la porte de la Garneche, monté sur l'un des chevaux d'icellui suppliant pour le mener abevrer, au quel vallet, le quel le dit suppliant n'avoit veu depuis le dit feu ainsi avenu, il eust donné deux cops d'une verge ou bastonnet que il tenoit en sa main. Et lors le dit vallet et le cheval sur le quel il estoit monté passerent outre, et le dit suppliant geta la dicte verge ou bastonnet après le dit vallet, et par meschief en fu feru du bout qui estoit agu et le atteingni en la teste et y fist une

1. Jean Carnarin faisait partie de la compagnie d'Olivier de Clisson, dont la montre fut reçue à Vannes, le 1^{er} janvier 1376 n. s., au nombre de trente-cinq chevaliers et de 165 écuyers. (Dom Morice, *Hist. de Bretagne*, Preuves, t. II, col. 101.) Il figure de nouveau dans trois autres montres de la même année, datées de Vannes les 1^{er} février, 1^{er} mars et 1^{er} juin, publiées par le même auteur; il est nommé parfois dans ces actes Jean de Karnarin. Il servait encore sous Clisson le 1^{er} août 1380, comme on le voit dans un acte daté du château de Josselin. (*Id. ibid.*, col. 102, 104, 173, 254.)

petite plaie, et en convint le vallet emporter du lieu et puis jut malade deux jours ou environ, et après ce ala de vie à trespasement ; requerant que, comme au dit vallet n'eust aucune hayne precedente et nele cuidast pas assener dont tel meschief se deust ensuir, fors que afin de le corriger, par quoy il fust plus soingneux ou curieux autresfois de garder la chandelle, car il amoit le dit varlet parfaitement, nous lui vueillons faire grace sur ce. Nous adecertes, considerans les choses dessus dictes et les bons services que le dit suppliant nous a fais en nos guerres, esperons qu'il nous face encores ou temps avenir, voulans rigueur de justice temperer par misericorde, à icellui suppliant le dit fait et toute paine corporelle, criminele et civile, que pour ce il pourroit avoir encouru, lui avons remis, quicté et pardonné et de nostre auctorité royal, certaine science et grace especial, remettons, quittons et pardonnons ou cas dessus dit, et au país, à sa bonne fame et renommée et à ses biens le restituons ; et, se aucuns appeaux ou procès estoient pour ce fais contre lui, nous les rappellons et anulons, et quanque il s'en est ensui ou pourroit ensuir, satisfaction faite à partie premierement. Donnons en mandement à tous seneschaux, baillifs, prevostz, vicontes et autres justiciers et officiers de nostre royaume, leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, presens et avenir, que le dit suppliant facent, sueffrent et leissent joir et user à plain de nostre presente grace et remission, sans le molester ou souffrir estre molesté doresenavant pour celle cause ; et se aucune chose estoit pour ce empeschiée du sien, si lui mettent ou facent mettre au delivre, veues ces presentes, sans delay. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, le xvi^e jour de may l'an de grace mil ccc. lxxiii. et de nostre regne le xi^e.

Par le roy. J. Regis.

DLXXI

Lettres de rémission octroyées à Thibaut Gracien, sénéchal de l'abbé de Saint-Maixent, à Jean Gracien, son fils, et à Jean Ogier, coupables d'homicide sur la personne de Jean Nepveu, à la suite d'une querelle provoquée par ce dernier à cause d'une décision contraire à ses intérêts, rendue à la prévôté de Saint-Maixent, et dont il rendait responsable ledit Thibaut Gracien. (JJ. 105, n° 307, fol. 164.)

Mai 1374.

Charles, etc. Savoir, etc., à nous avoir esté exposé de la partie de Thibaut Gracien ¹, son filz, Jehan Gracien ², et de Jehan Ogier ³, que en karesme derrenier passé, Jehan Verneschau, qui par aucun temps avoit demouré avec aucunes genz d'armes de Bretagne, et autres emblerent de nuit, si comme on dit, troiz selles et troiz bridez qui estoient, si comme on disoit, de Jehan Nepveu ⁴, et pour ce le dit Verneschau se

1. Ce personnage fut garde du scel royal à Saint-Maixent en 1361 et en 1367.

2. Vers cette époque, un Etienne Gracien était procureur de Jean, duc de Berry, en Poitou, et est mentionné avec cette qualité dans les registres du Parlement, le 4 août 1377 et le 21 janvier 1378 (X^{2a} 10, fol. 48 v°, 50 et 58). Il sera question de lui ci-dessous dans une note relative à Pierre Regnault, maire de Poitiers, à propos d'un acte de juin 1378. Dans un acte du 17 décembre 1395, il figure avec le titre d'assesseur du sénéchal de Poitou. (Archives de la ville de Poitiers, D.11.)

3. Fils de Pierre Ogier, il avait affermé, plusieurs années auparavant, avec Geoffroy Vendier le vieux et Raoul Bigot, dit Berthelot, le droit de pêche dans les douves du château de Saint-Maixent, moyennant soixante sous tournois, pour un an, et gagna un procès au Parlement contre Etienne Clavel, maître des eaux et forêts de la sénéchaussée de Poitou, qui prétendait leur interdire ce droit. (Arrêt du 43 avril 1351 ; Arch. nat., X^{1a} 13, fol. 100.)

4. On trouve en 1348 un Jean Neveu qui était appelant de deux sentences rendues contre lui et en faveur de Jean de Charnizay, par Guillaume Langlois, lieutenant du sénéchal de Poitou et commissaire du comte de Forez, alors lieutenant du roi en Poitou. L'appel fut annulé par le Parlement du consentement des parties, à condition que Jean Neveu répondrait péremptoirement au principal, devant ladite cour (26 février 1348). Deux jours après, les parties furent ajournées pour le lundi après Quasimodo, pour examiner la question de dommages que Jean Neveu réclamait à Jean de Charnizay, et il fut ordonné que, pendant la durée du procès, les terres, maisons et héritages litigieux seraient placés et administrés sous la main du roi, avec injonction au demandeur d'en remettre les fruits et revenus au commissaire chargé de cette administration. (X^{1a} 12, fol. 94 et 110.)

absenta de la ville de Saint Maixent, et si tost comme il vint à la notice du dit Thibaut, lors seneschal de nostre amé et feal conseiller, l'abbé de Saint Maixent, que le dit Verneschau avoit biens meubles en la dicte ville, en un logis qui est en la jurisdiction du dit abbé, le dit Thibaut, comme seneschal, fist mettre les biens du dit Verneschau en la main de la court du dit abbé, et après ce un jour environ Pasques derrainement passées, quant l'en tenoit les droiz de la prevosté de Saint Maixent, le dit Jehan Nepveu vint et dist au dit Thibaut, qui estoit en la dicte prevosté et ycelle tenoit, en la presence du lieutenant du seneschal de Poitou et de plusieurs sages et autres estans en la dicte court, ces paroles : « Thibaut, vous avez fait mettre en arrest les biens de Verneschau, qui m'embla mes selles, dont il m'en fault une et une bride; rendez les moy où me faites baillier les biens du dit Verneschau. » Au quel le dit Thibaut respondi qu'il ne le povoit faire de raison, sanz appeller partie, ou par cry, ou autrement deuement. Toutesfoiz lui dist le dit Thibaut que, se le lieutenant du seneschal de Poitou et le conseil ordenoient qu'il le deust faire, il le feroit volentiers. Et en demanda le dit lieutenant aviz au conseil, qui là estoit present, par le quel conseil fut trouvé qu'il ne le devoit faire de raison. Maiz ce non obstant; le dit Jehan Nepveu dist lors au dit Thibaut que il en faisoit à sa guise. Lequel Thibaut lui dist que il ne povoit faire la requeste du dit Nepveu. Et de ce non contens, le dit Nepveu lui dist qu'il mentoit et que il en seroit desdommagez sur lui, et que se il le povoit trouver à son gré, que il l'en paieroit bien. Et ces choses estant en cellui estat, le dit Jehan le Nepveu, le jeudi après le dymenche que l'en chanta en sainte eglise *Jubilate*, xxvii^e jour d'avril derrainement passé, dist à Marion Minete et à autres que, se il povoit trouver le dit Thibaut, il le mettroit mort. Ou quel jour, à heure de vespres, le dit Thibaut estant à la fenestre de Guillaume Casse, en la maistre rue de la dicte ville et le

plus publique lieu de la diete ville, avec plusieurs autres personnes, le dit Jehan le Nepveu, meu de male volenté et en propoz d'acomplir son dampnable propos, dist au dit Thibaut : « Auray je ma selle et ma bride ? » Et après ce que le dit Thibaut lui ot dit que c'estoit raison que il l'eust, le dit Nepveu lui dist : « Que ne le faitez vous dont, ou me bailliés les biens du dit Verneschau », — et le dit Thibaut lui dist que il ne les avoit pas, et que ilz estoient en la main de la court du dit abbé, et que l'endemain il alast devers le dit Thibaut, là où le conseil seroit assemblé, et que il lui en feroit tant que il lui devroit souffire. Et là survint le dit Jehan Gracien. Et au dit Thibaut ycellui Jehan le Nepveu dist : « Vous servés de parolles ou voulés avoir les biens par vostre maistrise », et en ce disant, se arresta un pou, et le dit Thibaut pour doubte se arresta. Et s'en vouloit departir, maiz le dit Jehan le Nepveu le suy, et en le suyant disoit au dit Thibaut ces parolles : « Vous estes faulx, mauvaiz et trahitez. » Au quel Jehan Nepveu, le dit Jehan Gracien dist : « Vous dictes mal, mon pere n'est faulx ne mauvaiz ne trahitez. » Le quel Jehan le Nepveu dist au dit Jehan Gracien : « En parle tu ? » Et en ce disant lui donna si grant coup du poing sur les dens que à pou qu'il ne le fist cheoir. Et tantost le dit Nepveu tray sa dague sur les diz Thibaut et Jehan Gracien, qui mirent main à leurs conteaulx et les tindrent nuz en leurs mains, afin que ne leur courust sus le dit Jehan le Nepveu ; et tousjours le poursuivit en les voulant mettre à mort. Et ainsi comme le dit Nepveu faisoit ceste poursuite, le dit Jehan Gracien, doubtant que le dit Nepveu ne courust sus à son dit pere pour le occire, meu de nature que enfant doit deffendre son pere, se mist entre le dit le Nepveu et son dit pere, et tenoit son coutel au poing, en disant qu'il ne se tirast point à lui ne au dit Thibaut aussi ; maiz le dit Nepveu d'un coutel que il tenoit fery le dit Jehan Gracien, dont il fut durement navrez et qui

piz est, le dit Jehan Nepveu de rechief fery d'une dague par le corps ycellui Jehan Gracien, qui pour eschever le peril de la mort, se ahert au dit Nepveu, et eulx deux se tindrent ensemble et l'un l'autre ferirent de couteaulx, et en repellant force par force, le dit Jehan Gracien le fery d'un coutel par le ventre ; autrement le dit Jehan Gracien n'eust peu evider (*sic*) et le dit Thibaut estoit assez loignet en soy retraiant ; maiz lui, meu de nature que pere doit à son enfant, ne se vouloit departir ne laisser son filz ainsi mettre à mort. Et à ces choses estoient pluseurs bonnes genz et entre les autres le dit Jehan Ogier, de la dicte ville, cousin de la femme du dit Thibaut et afin et ami de lui. Et pour ce que le dit Jehan Ogier veoit que l'en n'y povoit mettre remede, print un bâton, et pour ce que il veoit que le dit Nepveu feroit ycellui Jehan Gracien de sa dague par le corps, doubtant que il ne le meist à mort, le fery du dist baston sur l'espaule tellement que il chey et, se il n'eust ce fait, les diz Nepveu et Gracien eussent tué l'un l'autre sanz partir de la place. Le quel Jehan le Nepveu, pour occasion du coup que le dit Gracien en soy deffendant lui donna, moru troiz ou quatre jours après le dit fait. Pour occasion du quel fait, avenu plus par la coulpe du dit Nepveu et sanz haine precedent de la partie des diz signiffians, qui volontairement sont venuz en nostre obeissance, et qui, pour cause de noz aidez et autrement, ont mout frayé du leur, doubtent pour ce estre molestez ou empeschiez, si comme ilz dient, en nous humblement suppliant, comme en leurs autres faiz ilz aient esté et soient de bonne vie et renommée, sanz avoir esté convaincuz ne atains d'autre meffait, nous sur ce leur vueillons eslargir nostre grace. Nous adecertes, pour consideracion de ce que dit est, aus diz exposans avons remis, quictié et pardonné le fait dessus dit, et de grace especial remettons, quictons et pardonnons ou cas dessus dit, avec toute paine, amende et offense corporele, crimi-

nele et civile, que pour ce pevent avoir encouru envers nous, et les restituons au païs, à leur bonne renommée, se pour ce est amenrie, et à leurs biens quelxconques, sauf le droit de partie à poursuivre civilement. Et en ampliant nostre dicte grace, donnons congïé et licence aus haults justiciers, à qui il appartient, que, sanz prejudice d'eulx ne de leur jurisdiction, il leur puissent faire, se besoing est, grace. Pour quoy nous donnons en mandement à touz noz justiciers et à touz les autres justiciers de nostre royaume, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que les diz esposans facent et seuffrent joir et user de nostre presente grace, sanz les molester au contraire en corps ne en biens, et leurs biens pour ce prins, saisiz, levez, arrestez ou empeschiez, leur mettent ou facent mettre à plaine delivrance. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donnè à Paris, ou moys de may l'an de grace mil trois cens soixante et quatorze, et le x^r de nostre regne.

J. Blondeau. — Es requestes de l'ostel. Henry.

DLXXII

Vidimus et confirmation des lettres de Philippe le Hardi, du mois d'août 1275, portant ratification de certaines conventions passées entre Alfonse, comte de Poitiers, et l'abbaye de Maillezais, relativement aux foires de ce lieu, par acte de juin 1263. (JJ. 105, n° 373, fol. 201.)

Juin 1774.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, nos litteras domini Philippi bone memorie, quondam Francorum regis, predecessoris nostri, ex cera viridi et in filis sericeis sigillatas, vidisse, tenorem qui sequitur continentes :

Philippus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos litteras clare memorie quondam Pictavie et Tholose comitis, patruï nostri, vidimus sub hac forma :

Alfonsus, filius regis Francie, comes Pictavie et Tholose, universis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum viri religiosi, abbas et conventus Mallesiacenses ¹, ordinis Sancti Benedicti, Pictavensis diocesis, consueverint habere nundinas apud Mallesiacum, iidem abbas et conventus, utilitate sui monasterii pensata, voluerunt et concesserunt, volunt eciam et concedunt quod exnunc in perpetuum ibidem nullas habeant nundinas, nec antiquas innovare nec novas de novo instituere valeant in futurum, in recompensacione quarum et ut dictum monasterium in hac parte servemus indempne, de bonorum consilio ac de voluntate et assensu eorundem, volumus, concedimus et ordinamus ut iidem abbas et conventus habeant et possideant in perpetuum libere et quiete quicquid habebamus et possidebamus, seu habere et possidere debebamus in parvo feodo de Colungiis in Alnisio, possessionem et proprietatem domini et justicie cujuslibet, tam alte quam basse, sicut eam ibidem habebamus, in ipsos totaliter transferrantes. Volumus eciam concedimusque de sexaginta solidis in quibus nobis tenebantur dicti religiosi apud Corsaum, racione garde, et de sexaginta tribus jalleatis vini, in quibus nobis tenebantur, annuatim percipendis apud Dannum Petrum, sint in perpetuum liberi et immunes. Prefati vero abbas et conventus quittant nos

1. Guillaume III était abbé de Maillezais dès 1260. Le 17 octobre de cette année, il souscrivit des lettres d'Olive, dame de Ceresey, femme de Jean Chasteigner, par lesquelles elle fit cession du Bourgneuf à son mari. (André Du Chesne, *Hist. généal. de la maison des Chasteigners*, in-fol., Preuves, p. 29). Il était encore à la tête de ce monastère en 1271, suivant le *Gallia christiana*, dont les auteurs cependant ne donnent cette date que sous réserve, t. II, col. 1369.

et nostros quoscunque de omni dampno, quod ratione predictarum nundinarum incurrerunt et incurrere poterunt, omne peccatum, si quod nos et nostri occasione predicta incurrimus, quantum possunt et ad ipsos pertinet, nobis et nostris penitus remittentes; se et suos successores ad premissa in futurum fideliter observanda specialiter obligantes. Et promittunt bona fide quod nec per se nec per alios contra premissa aliquatenus venient in futurum. In cujus rei testimonium et munimen, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Salvo jure quolibet alieno. Actum apud Longumpontem, anno Domini m^occ^o sexagesimo tercio, mense junii.

Nos autem divine pietatis intuitu, ad supplicationem dictorum abbatis et conventus, omnia et singula premissa, prout in suprascriptis litteris continentur, rata et grata habentes et eciam approbantes, eadem concedimus et auctoritate regia confirmamus. Salvo in aliis jure nostro et jure in omnibus alieno. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini millesimo cc^o septuagesimo quinto, mense augusto.

Quas quidem litteras ac omnia et singula in eis contenta nos, rata et grata habentes, ea volumus, laudamus, ratificamus, approbamus et de nostris speciali gracia et regia auctoritate, quatinus eisdem usum est, tenore presentium, confirmamus. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Parisius, anno Domini millesimo ccc^o septuagesimo quarto, regni vero nostri undecimo, mense junii.

Chanac. — In requestis, per consilium Parisius existens.
P. Cadoret.

DLXXIII

Lettres de sauvegarde octroyées à l'évêque, au chapitre et à l'église cathédrale de Maillezais ¹. (JJ. 105, n° 403, fol. 205.)

Juin 1374.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos predecessorum nostrorum vestigiis inherere volentes, totis desideramus affectibus regni nostri subditos et precipuè personas ecclesiasticas in pacis tranquillitate fovere, ut eo libencius valeant Domino famulari et ad divinum servicium intendere devocius astringantur, quo per regalem potentiam ab invasionibus, oppressionibus, inquietacionibus, injuriis et violenciis noverint se defensas. Eapropter nos, ad supplicacionem dilectorum nostrorum episcopi et capituli ecclesie cathedralis Malleacensis, in protectione ac salva et speciali gardia regia, tam in capite quam in mem-

1. Ces lettres sont publiées dans le recueil des *Ordonnances des rois de France*, t. VI, p. 14, et dans l'*Hist de l'abbaye de Maillezais*, par l'abbé Lacurie (in-8°, 1852, p. 382). Voici comment cet auteur expose les circonstances qui donnèrent lieu à l'octroi de ces lettres de sauvegarde : « Bien que l'Aunis, la Saintonge et le Poitou fussent rentrés sous l'obéissance du roi de France, une poignée d'aventuriers commandés par Héliot de Plessac, maître du château de Bouteville dans la Haute-Saintonge, tenait la campagne et faisait de fréquentes incursions jusque sous les murs de la Rochelle, dévastant la campagne et rançonnant les châteaux isolés et surtout les monastères. Dans cette extrémité, Charles V accorda des lettres de sauvegarde à l'évêque et au chapitre de Maillezais. » (*Op. cit.*, p. 114-115.) Nous ferons remarquer que, d'après Froissart (édit. Kervyn de Lettenhove, t. IX, p. 119-120) et d'après l'*Hist. de la Rochelle* du P. Arcère, les exploits d'Héliot de Plessac seraient postérieurs d'environ deux ans à la date de ces présentes lettres. Le *Gallia christiana* (t. II, col. 1372) et l'abbé Lacurie ne nous font point connaître le nom du personnage qui occupait le siège épiscopal de Maillezais en juin 1374. Entre l'évêque Guy, « que nous voyons paraître en 1360 » (p. 114), et Pierre de Thury en 1382, on ne trouve ni date ni nom dans ces deux listes incomplètes. Mais un acte d'octobre 1375, publié plus loin dans une confirmation du 9 avril 1379, nous apprend que Guy était encore évêque de Maillezais à cette époque.

bris, una cum eorum familiaribus atque bonis suis omnibus quibuscunque, ab antiquo existentibus, ipsos episcopum et capitulum, presentes et futuros, ecclesiamque predictam, tam in capite quam in menbris, ac dictorum episcopi et capituli familiares hominesque de corpore, si quos habent, cum eorum bonis et rebus universis ex habundanti in nostris protectione et salva et speciali gardia suscipimus et ponimus per presentes, de gracia speciali, et eisdem gardiatores deputamus speciales gubernatorem ville nostre de Rupella ac baillivum nostrum Exempcionum senescallarum Turonensis, Andegavensis, Pictavensis et Angolismensis, presentes et futuros, vel locatenentes eorundem, quibus et eorum cuilibet, prout ad eum pertinerit, mandamus, ac dicto gubernatori, quo ad possessiones et bona dicte ecclesie existentes, et defensores commorantes in senescallia et ressorto Xanctonensi committimus, nec non dicto baillivo, quo ad possessiones et bona ipsius ecclesie existentes et defensores commorantes in senescalliis Pictavensi et Angolismensi, ac ressortis earundem, eciam committimus per presentes quatinus predictos episcopum et capitulum, tam in capite quam in membris, ac singulares personas dicte ecclesie nec non familiares ipsorum et homines predictos, atque omnia quecunque bona sua defendant seu defendi faciant ab omnibus injuriis, violenciis, gravaminibus, oppressionibus, molestacionibus, vi armorum, potencia laycorum ac inquietacionibus et novitatibus indebitis quibuscunque, et in suis justis possessionibus, usibus, juribus, franchisiis, libertatibus et saisinis, in quibus ipsos esse suosque predecesores fuisse pacifice ab antiquo invenerint, sub eisdem protectione ac salva et speciali gardia nostris manuteneant et conservent, nec permittant in personis ipsorum familiariumque et hominum predictorum aliquas injurias, aut in maneriis et bonis suis indebitas novitates fieri vel inferri, quas, si factas esse vel fuisse, in presentis

nostre salve gardie et ipsorum prejudicium, invenerint, ad statum pristinum et debitum reducant seu reduci [faciant], ac nobis et parti emendam condignam propter hoc fieri et prestari, dictamque salvam gardiam nostram, ubi oportu- num fuerit, solenniter publicare, et in signum ejusdem penuncellos nostros seu baculos regios in et super locis, domibus, rebus et possessionibus, juribus, juridicionibus et bonis eorundem ac cujuslibet ipsorum in terra que jure scripto regitur, et alibi in casu eminentis periculi, situatis, apponi faciant et procurent; inhibentes seu inhibere fa- cientes, ex parte nostra, omnibus personis, de quibus fuerint requisiti, sub certis et magnis penis, nobis appli- candis, ne eisdem aut eorum familiaribus hominibusque predictis, grangiis, domibus, possessionibus, rebus aut bonis suis quibuscunque, quomodolibet forefacere presu- mant. Et si in casu novitatis inter ipsos aut familiares eo- rundem et homines predictos et alios, racione bonorum dicte ecclesie quorumcunque, aliquod oriatur debatum, ipsum et rem contenciosam ad manum nostram, tanquam superiorem, ponant seu poni faciant, et per ipsam facta recredencia illi ex partibus cui de jure fuerit facienda, par- tes debatum facientes, et eciam hujusmodi salve gardie in- fractores et contemptores, et qui in contemptum ejusdem predictis gardiatoribus, aut eorum alteri, seu deputandis ab ipsis, vel eorum altero, injuriam fecerint vel offensam, sive qui eis inobedientes fuerint vel rebelles, adjornent seu adjornari faciant coram ipsis, processuros super hoc, ut jus erit. Si vero dicti episcopus et capitulum, aut singulares persone dicte ecclesie, vel aliqui de suis fami- liaribus et hominibus predictis, ab aliquo vel aliquibus assecuramentum habere voluerint, illud eisdem prestari faciant bonum et legitimum, juxta patrie consuetudinem et prout de racione fuerit faciendum. Omnibus autem justiciariis et subditis regni nostri, presentibus et futuris, damus tenore presentium in mandatis quatinus prefatis

gubernatori et baillivo, et eorum cuilibet, ac deputandis ab ipsis, vel eorum altero, in premissis et eorum singulis pareant efficaciter et intendant, prestantque auxilium et favorem, si opus sit et super hoc fuerint requisiti. Quod ut firmum et stabile perpetuo permaneat in futurum, presentes litteras sigilli nostri munimine jussimus roborari. Nostro in aliis et quolibet alieno in omnibus jure salvo. Datum et actum Parisius, anno Domini millesimo ccc. lxxiii. et regni nostri undecimo, mense junii.

Per consilium Parisius existens. Jacobus Segart.

DLXXIV

Lettres de sauvegarde octroyées à l'évêque, au chapitre et à l'église de Luçon. (JJ. 105, n° 404, fol. 205.)

Juin 1374.

Alia similis et taliter signata pro episcopo et capitulo ecclesie cathedralis Lucionensis ¹.

DLXXV

Lettres de rémission en faveur de Jean Perout, dit de la Chenau, écuyer, et de deux de ses serviteurs, coupables de meurtre sur la personne de Jean Rigale, qu'ils avaient rencontré traversant les terres labourées dudit écuyer avec trois charrettes et d'autres bouviers. (JJ. 105, n° 464, fol. 238.)

Juillet 1374.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que de la partie de Jehan Perout, *aliàs* de la Chanau, es-

1. Le texte de ces lettres n'est point dans le registre, mais on doit le supposer exactement conforme à celui qui précède en faveur de l'église de Maillezais. Quel était l'évêque de Luçon en juin 1374 ? L'évêque Elie est nommé une seule fois à l'année 1373 (*Gall. christ.*, t. II, col. 1410) et son successeur Guillaume, dit de La Rochefoucauld, ne paraît pas dans les actes avant le 17 mars 1381 n. s. (Coll. dom Fonteneau, t. VIII, p. 159.)

cuier du païs de Poitou, nous a esté exposé que, au jour de la feste de saint Pere et saint Pol apoustres derrainement passé, Jehan Landeis, serviteur ou metayer du dit escuier, et Perrot Perout, *aliàs* de la Chanau, familier ou serviteur d'icellui escuier, trouverent trois charetes chargées, attelées de buefs, trespassans parmi certaines terres du dit escuier, labourées et cultivées, et en lieu de deffois¹ où il n'avoit point de chemin, en la justice fonciere d'icellui escuier, les queles charetes conduisoient et menoient Jehan Rigale et autres bouviers jusques au nombre de environ huit personnes, ausquelx Rigale et autres bouviers les dis metayer et Perrot dirent que il avoient offendu de ainsi charier, sans le congié d'icellui escuier, parmi ses dictes terres labourées et en sa dicte terre fonciere, et que il l'amenderoient au dit escuier et lui renderoient le dommage que sur ce lui avoient fait, et leur requierent que ainsi le feissent. Et pour ce que entierement il en furent refusant et contredisans, et que il ne voudrent aus dis familiers et serviteurs du dit escuier obeir ne baillier gage, il voudrent mettre en arrest les dites charretes pour les dis dommages et amende, si comme il leur loisoit à faire par la coustume du païs. Mais les dis Rigale et autres bouviers ne le voudrent par leur grant oultrage et rebellion souffrir. Et pour occasion de ce, debat se mut entre eulx et tant que le dit Rigale et aucuns des autres bouviers prindrent et saisirent par leur force les dis deux serviteurs ou familiers d'icellui escuier, par telle maniere et si violemment au corps, en les grevant et malfaisant, que il ne se povoient defendre ne avoir vertu contre eulx, par ce que les dis bouviers estoient plus que les dis familiers ou serviteurs n'estoient. Et pendent et durant ce debat, riote et tenement, aucuns autres d'iceulx bouviers charioient et mettoient hors les dictes trois charretes de la dicte

1. *Defois, deffois* ou *desfois*, défense, interdiction.

terre fonciere et juridicion du dit escuier. Et pour la très grant noise, debat et cri que il avoient et faisoient ensamble, le dit escuier qui d'ellec estoit assez près, qui rien n'en savoit d'icellui debat et riote, fors par leur dit cri et murmure, vint hastivement à eulx. Et quant il vit et apperçut ses dis familiers et serviteurs en son droit gardant ainsi mal traictiez, grevez inhumainement et tenus leurs corps par grant force d'iceulx bouviers, et mesmement d'icellui Rigale, doubtant que grant peril et inconvenient ne s'ens[uient] entre eulx, ycellui escuier, courcié et esmeu de chaleur, sens fait apensé, print un des esguillons de l'un d'iceulx bouviers, dont il chassoit les dis bues, et en repellant la force que iceulx Rigale et autres bouviers faisoient à ses dis serviteurs et familiers, en son droit gardant, et en les defendant, en feri aucuns d'iceulx bouviers et mesmement le dit Rigale sur sa teste un coup ou deux au plus, qui paravant avoit esté malade, de la quelle maladie icellui escuier estoit ignorant et non savoit ; et moru icellui Rigale à deus briefs jours après. Pour occasion du quel fait, les dis escuier et ses dis deux familiers ou serviteurs se sont trais arriere et absentez du pays, pour doubte de rigueur de justice. Suppliant que, comme le dit escuier avant le fait n'eust aucune haine ou debat au dit Rigale, et ne le congneust ne sceust rien de sa dicte maladie, et soit le dit fait soudainement advenu sans agait apensé, et mesmement par l'outrage d'icellui Rigale et des autres bouviers, et que ce n'est pas vraysemblable à penser que le dit escuier vouldist perpetrer la mort du dit Rigale, en le ferant d'icellui esguillon, mesmement que il en feri aussi des dis autres bouviers en cas semblable, qui n'en sont pas mors, et nous ayent le dit escuier et feu son pere, en son vivant, servi comme nos vrays subgiez en nos guerres, ès quelles nous esperons encores icellui escuier nous servir bien et loyaument, et aussi que, pour occasion d'icelles, feu le pere du dit escuier est mort ès mains des An-

glois, nos ennemis, et soient les dis escuiers, ses serviteurs et familiers, de bonne vie, renommée et honneste conversacion, sens avoir esté repris, convaincus ou ac-tains d'autre villain meffais, nous leur veillons sur ce im-partir nostre grace. Nous adecertes, inclinans à l'umblé supplicacion du dit escuier, attendues et considerées les choses dessus dictes, et afin que le dit escuier sente et apperçoive à lui profiter les services à nous fais par son dit pere et lui, ayans esperance que encores nous serve bien et loyaument, à iceulx escuier, Jehan Landeys et Perrot, ses familiers ou serviteurs, et à chascun d'eulx, pour tant comme à lui touche, ou cas dessus dit, avons remis, quictié et pardonné, et par la teneur de ces pre-sentes lettres et de nostre grace especial et auctorité royal, remettons, quictons et pardonnons le fait dessus dit, avec toute paine, offense et amende corporelle, criminele et civile que eulx et chascun d'eulx puent estre ou avoir encouru envers nous, et les restituons à leurs bonne fame, renommée, au païs et à leurs biens quelconques, satisfac-tion premierement faite à partie. Si donnons en mande-ment au gouverneur de la Rochelle et au bailli des Exemp-cions et ressors de Touraine, d'Anjou, du Maine et de Poitou, et à tous les autres justiciers et officiers de nostre royaume, ou à leurs lieux tenans, presens et advenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que les dis escuier, Landeys et Perrot et chascun d'eulx, pour tant comme à lui touche, facent, seuffrent et laissent joir et user plainement et paisiblement d^e [nostre] presente grace et remission, et au contraire ne les empeschent ou moles-tent, ne [ne] seuffrent estre empeschiez ou molestez en corps ne en biens, en aucune maniere, mais leur corps, se pour ce estoient emprisonnez, ou aucuns de leurs biens prins, saisissez, levez ou arrestez, que il leur mettent ou facent mettre tantost et sans delay à plaine delivrance. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons

fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, l'an de grace mil ccc.LXXIII. et le xi^e de nostre regne, ou mois de juillet.

Gregorius. — Es requestes de l'ostel. Mauloue.

DLXXVI

Lettres de rémission accordées à Pierre de La Trémoille qui, dans une rixe à Paris, avait tué Jean de Saint-Yon, boucher. (JJ. 105, n° 537, fol. 269 v°.)

29 août 1374.

Charles, etc. Savoir faisons à tous, presens et avenir, que, comme le jour au soir de la feste Nostre Dame, en cest present mois d'aoust, Pierre de La Tremouille ¹ qui avoit soupé cheux Jehan de Bonnes ², prevost des marchans de nostre ville de Paris, et pluseurs autres compaignons de la dicte ville de Paris, entre les quelx estoient Jehan de Hangest, Jehan Culdoe, filz de Jehan Culdoe l'ainsné ³, nagueres prevost des dis marchans, Jehan Cuer,

1. Troisième fils de Guy v de La Trémoille, seigneur de Vazois et de Lussac-les-Eglises, et de Radegonde, fille de Guillaume Guenant, seigneur des Bordes, il était frère de Guy et de Guillaume de La Trémoille, dont il a été question ci-dessus (n°DIV, p. 84), et fut chef de la branche des barons de Dours. Conseiller et chambellan de Charles vi et du duc de Bourgogne en 1390, il épousa Jeanne de Longvilliers, vivait encore en 1426 et laissa trois fils et trois filles. (Beauchet-Filleau, *Dict. des familles de l'anc. Poitou*, t. II, p. 760.)

2. Jean de Bonnes, avant d'arriver à la Prévôté des marchands, avait été échevin de Paris de 1369 à 1372. Le 16 juillet 1369, Charles v le chargeait de recevoir les montres du duc de Bourbon, et le 3 octobre suivant il l'envoyait à Decize dans le même but. Le 31 octobre 1371, il eut encore une commission analogue pour une compagnie d'arbalétriers génois destinée à servir sous le sire de Clisson. (L. Delisle, *Mandements de Charles v*, n°557, 558, 591, 828.)

3. Jean Culdoë l'ainé avait été le prédécesseur de Jean de Bonnes; il exerçait la charge de prévôt des marchands en 1371-1372, et figure en cette qualité avec divers seigneurs et plusieurs autres bourgeois de Paris qui avaient donné leur signature en garantie d'un emprunt de 100,000 francs d'or fait par le roi à des marchands d'Avignon, le 19 juillet 1371. (*Id. ibid.*, n° 861.) Jean Culdoë fils devint aussi prévôt des marchands de Paris en 1380. (Dom Félibien, *Hist. de la ville de Paris*, in-fol., t. II, p. 687.)

Symonnet, nostre chaufecire, au quel Symonnet ledit Pierre de La Tremouille avoit accordé coucher en son hostel, en retournant de cheux le dit Jehan de Bonnes, et alant cheux nostre dit chaufecire, eussent encontré Jehan Martel, un autre boucher et un changeur de Paris, le quel Jehan Martel eust dit aux dis Jehan Culdoe et nostre chaufecire qu'il l'avoient fait crier pour mort par les carrefours de nostre dicte ville, et qu'il leur feroit plus grant villenie que celle que faicte lui avoient, eomme dit est; et pour ce, feussent meuz debat et courroux entre le dit Jehan Martel et le dit Jehan Cuer, et tant qu'il desmantirent l'un l'autre, et que ycellui Jehan Cuer le volt ferir d'un coustel, dont le dit Pierre de La Tremouille le empescha; et d'illec, à la requeste du dit nostre chaufecire, le dit Pierre de La Tremouille fust alez avec lui en hostel de Hennequin Lescot, ou quel hostel il eussent prins chascuns une espée; et après ce le dit Jehan Cuer et tous les dis autres compaignons fussent alez en l'ostel du dit changeur dessus dit, excepté toutevoies le dit Pierre de La Tremouille, qui demoura à quatre maisons près d'icellui hostel en les attendant; et ou dit hostel eussent depecié un quarrel et fait certains autres despis et oultrages; et avec ce, pour ce que [le] varlet du dit changeur dist au dit Jehan Cuer que, se son maistre fust en son dit hostel, il ne osassent faire ce qu'il faisoient, ycellui Jehan Cuer eust feru et navré le dit varlet d'un coutel, sans mort et sens mehaing; et sur ce fussent departiz et retournez là où le dit Pierre de La Tremouille les attendoit, et fussent tous ensemble alez en l'ostel du dit nostre chaufecire, où ycellui Pierre avoit promis coucher. Et eulx estans en icellui hostel, le dit Jehan Culdoe, filz du dit Jehan Culdoe l'ainsné, eust dit et juré que jamais il ne dormiroit jusques à tant qu'il eust esté rompre les huis des diz bouchers et changeur; pour la quelle chose et afin que le dit Jehan Culdoe ne peust partir du dit hostel de nostre chaufecire, on l'en fist

fermer la porte d'icellui hostel. Et quant il vit qu'il n'en pourroit issir, il sacha son coutel, et dist qu'il s'en feroit par la poiterine qui ne laisseroit partir, et pour ce on li osta son dit coutel; et lors il commença à crier si haut que le dit Pierre de La Tremouille dist que on l'en laissast partir tout seul. Et lors deux des diz compaignons, dont l'un estoit cousin germain du dit Jehan Culdoe eussent dit au dit Pierre de La Tremouille que pour Dieu on ne laissast partir icellui Jehan Culdoe seul, car il se feroit tuer, en le priant qu'il voussist aler avec eulx; car se il y estoit le dit Jehan Culdoe se garderoit plus de meffaire. Le quel Pierre de La Tremouille y ala, parmi ce que le dit Jehan Culdoe lui promist et jura qu'il ne heurteroit point aux huis des dis bouchiers et changeur, ne leur sonneroit mot. Et avec ce fist le dit Pierre de La Tremouille porter avec eulx une torche ardent, afin que à chascun peust apparoir qu'il ne vouloient meffaire à aucun. Et quant il approcherent la rue ou les diz bouchiers et changeur demouroient, ceulx qui dedans estoient leur gitierent pierres; pour quoy le dit Jehan Cuer hurta à un des dis huis d'un demi glaive, et issirent hors deux de ceulx qui dedens estoient, dont l'un s'adreça vers le dit Pierre de La Tremouille, l'espée ou poing toute nue. Et lors icellui Pierre de La Tremouille, doubans que ycellui qui s'adreçoit vers lui, comme dit est, le quel, si comme on dit, on appelloit Jehan de Saint Yon, boucher, le meist à mort, feri et navra ycellui de Saint Yon en la teste d'une espée qu'il avoit, si que ycellui Jehan de Saint Yon, que pour lors ilne cognoissoit, chut à terre, et avec ce en passant le feri et navra encores de la dicte espée en la jambe. Et sur ce se de partirent le dit Pierre de La Tremouille et tous les autres en qui compaignie il estoit. Pour occasion de la quelle fereure et navreure, le dit Jehan de Saint Yon est, dedans les huit jours ensivens, alez de vie à trespasement, si comme on dit. Et le dit Pierre de La Tremouille, doubans

prison et rigoureuse justice, a esté appellez à nos drois et s'est mis en lieu saint et renduz fuittiz, si comme par aucuns ses amis nous a esté signifié, en nous suppliant, comme le dit Pierre de La Tremoille, quant il parti de cheux nostre dit chaufecire, n'eust au dit Jehan de Saint Yon rencune ou maltalant aucuns, ne quant il vint vers icellui Pierre et fu ferus et navrez, comme dit est, sceust que ce fust ycellui Jehan de Saint Yon, nous, considéré ce que dessus est dit, vousissons à ycellui Pierre de La Tremoille faire grace sur le dit fait et avoir de lui pitié et compassion.

Nous, pour consideracion des choses dessus dictes et pour contemplacion de nostre très cher frere le duc de Bourgongne, du quel nos bien amez Guy de La Tremoille, chevalier, et Guillaume de La Tremoille, cscuier, freres du dit Pierre de La Tremoille, sont chambellans, et l'ont longuement et grandement servi et servent chascun jour, à icellui Pierre de La Tremoille avons quittié, pardonné et remis, quittons, pardonnons et remettons, ou cas dessus dit et que sur le dit fait il aura fait ou fera satisfaction convenable aux amis du dit Jehan de Saint Yon, par la teneur de ces lettres, de grace especial et de nostre auctorité real et plainne puissance, le dit fait, ensemble les diz appeaux et toute paine corporelle, criminelle et civile que pour occasion d'iceulx fait et appeaulx il puet avoir encouru, et le restituons au païs, à sa bonne fame et renommée et à ses biens. Si donnons en mandement à nostre prevost de Paris et à tous les autres justiciers de nostre royaume, presens et avenir, ou à leurs lieutenans et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que de nostre presente grace il facent et laissent le dit Pierre de La Tremoille paisiblement joir et user, et contre la teneur d'icelle ne le contraignent, molestent ou empeschent, ou seuffrent estre contraint, molesté ou empeschié, en corps ou en aucune maniere, mais son corps et ses biens, se au

contraire estoient prins, saisis, empeschiez ou detenuz, lui mettent ou facent mettre au delivre, sans delay et autre mandement attendre. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Saufen autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Ce fu fait au Bois de Vincennes, le vint nuefiesme jour du mois d'aoust l'an de grace mil ccc.lxxiiii. et de nostre regne le xi^e ¹.

Par le roy. J. Blanchet.

DLXXVII

Confirmation des lettres de sauvegarde accordées par Philippe le Bel au prieuré de Cheffois, de l'ordre de Saint-Augustin, au diocèse de Poitiers. (JJ. 105, n° 497, fol. 252 v°.)

Août 1374.

Karolus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, nos infrascriptas vidisse litteras, formam que sequitur continentes :

Philippus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus, etc., quod cum religiosi viri, prior et fratres de Cavafaya, etc. Actum Parisius, anno Domini m.ccc. nono, mense januarii².

Verum quia per translacionem de ducatu Turonensi per nos carissimo germano nostro duci Andegavensi et Turo-nensi³ factam, baillivo Turonensi ablata est potestas gardiatio-rem specialem dictis religiosis nostro nomine deputandi, formidant verisimiliter ipsi religiosi à nonnullis eorum

1. Ces lettres de rémission sont imprimées dans une publication récente de M. le duc de La Trémoille : *Livre de comptes* (1395-1406). *Guy de La Trémoille et Marie de Sully*, publ. d'après l'original par Louis de La Trémoille. Nantes, Emile Grimaud, 1887, in-4°, Appen-dice, III, p. 149.

2. Ces lettres de Philippe le Bel sont publiées dans le premier volume de ce recueil (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 63) ; elles le sont également, avec le vidimus que nous donnons ici, dans la collection des *Ordonnances des Rois de France*, t. VI, p. 33.

3. Louis de France, duc d'Anjou, second fils du roi Jean, avait été investi, le 16 mai 1370, du duché de Touraine en échange du comté du Maine et de la châtellenie de Loudun.

vicinis et aliis graviter opprimi et eorum jura detrimenta pati, nisi more solito auctoritate nostra gardiator specialis deputetur eisdem, sicut dicunt, supplicantes ut ad deputandum et assignandum eisdem gardiatorem, more diucius observato, baillivum Exempeionum et ressortorum Turonensium, Andegavensium et Cenomannensium, vel ejus locum tenentem, loco dicti quondam baillivi Turo-nensis, committere et dictas litteras suprascriptas in aliis confirmare dignemur. Quocirca nos personas divino cultui mancipatas et eorum jura, sub nostre majestatis virga, à pressuris et gravaminibus indebitis preservari volentes, et ut piis operibus et divinis misteriis in dictorum religionis monasterio celebrandis participes effici mereamur, baillivo dictarum Exempeionum et ressortorum, aut ejus locum tenenti, qui nunc est et qui pro tempore fuerit, mandamus et ex causis predictis comittimus ut eisdem religionis aliquem servientum nostrorum ydoneum, speciale ipsorum gardiatorem, quociens eis necesse fuerit et super hoc fuerit requisitus, nostro nomine deputet et assignet, dictas litteras suprascriptas et contenta in eis in omnibus aliis suis punctis, auctoritate nostra regia et de speciali gracia, confirmantes. Quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Nostro in aliis et alieno in omnibus jure salvo. Datum Parisius, anno Domini millesimo ccc.lxxiii. regni vero nostri undecimo, mense augusti.

Gregorius. — In requestis hospicii. S. de Caritate.

DLXXVIII

Lettres de rémission accordées à Jean Mosset, de Saint-Maixent, qui avait dérobé cinq boisseaux et demi de blé au moulin de Courdevant, pour subvenir à la nourriture de sa femme et de ses trois petits enfants. (JJ. 105, n° 574, fol. 288 v°.)

Septembre 1374.

Charles, etc. Savoir, etc., de la partie de Jehan Mosset,

demourant à Saint Maxent en Poitou, en la parroche Saint Martin, povre et simple laboureur, chargé de femme et de trois petis enfans, nous avoir esté exposé que le xxvii^e jour d'aoust derrain passé ou environ, icellui exposant entra et se bouta par nuit, environ jour couchant, ou molin de Coillidevant, assis jouxte la dicte ville de Saint Maxent, par le pertuis parmi le quel la roe du dit molin tournoit, et là print et osta furtivement cinq boisseaux et demi de blé ou environ de la mosture du dit molin, à la mesure du dit lieu, qui bien pooient et pueent valoir vint solz parisis ou environ, les quelx cinq boisseaux et demi il emporta couvertement en sa maison, pour secourir à la nourriture de lui, de sa femme et enfans, aux quelx par sa povreté et pour les dommages qu'il a eus par le fait de nos guerres, il ne puet mie bien administrer leurs necessitez ; et après ce, les muniers et gardes du dit molin qui trouverent le dit blé avoir ainsi esté osté et emporté du dit molin, cercherent et sivyrent tant la trace du dit blé, ou chemin par le quel le dit exposant l'en avoit emporté, que yceulx cinq boisseaux et demi de blé il trouverent en la maison du dit exposant, et les recouvrerent et prirent enterinement par devers eulx. La quelle chose vint tantost à congnoissance de justice, dont pour ce ses biens ont esté saisis, inventorisez et empeschiez par les gens et officiers gouvernans la juridicion des dis religieux, des quelx le dit exposant estoit et est hoste et justiciable. Pour occasion du quel fait, icellui exposant doubtant estre prins et emprisonnez, pour ce s'est absentez du pais ou quel, jasoit ce que aucun fors que justice ne s'en face partie contre lui, il n'oseroit retourner, se par nous ne lui estoit sur ce pourveu de nostre grace, si comme il dit ; suppliant que nous, eue consideracion à la petite valeur du dit blé et ad ce qu'il est povres et simples homs, et que onques mais il ne fu attains ne convaincus d'aucun autre villain cas, mais a tousjours esté et est homme

de bonne vie et renommée en tous cas, fors que du dit fait, du quel il est moult repentens et a très ferme esperance et volenté de soy en garder doresenavant, lui veulions sur ce eslargir nostre grace et misericorde. Nous adecertes, les choses dessus dictes considerées, aians du dit suppliant et de sa femme et enfans pitié et compassion en ceste partie, le fait dessus dit et toute paine et amende corporelle, criminelle et civile, en quoy le dit suppliant est et puet estre encourus pour icelli fait, lui avons, de grace especial et de nostre auctorité royal, quittié, pardonné et remis, quittons, pardonnons et remettons par ces presentes, ou cas dessus dit, et le dit suppliant avons remis et remettons au pais et à sa bonne renommée, et à ses biens, sattisfacion faicte avant toute euvre à partie civilement tant seulement. Si donnons en mandement au bailli des ressors et Exempcions d'Anjou, du Maine et de Poitou, et à tous les autres justiciers et officiers de nostre royaume, à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que de nostre presente grace et remission facent et laissent jouir et user paisiblement le dit suppliant, sans le molester ou empeschier, ou souffrir estre molesté ou empesché en corps ne en biens, en aucune maniere, au contraire, et ses dis biens ainsi prins ou empeschiez, comme dit est, lui mettent et facent mettre à plaine delivrance, tantost et sans delay. Et que ce soit ferme et estable à tousjours mais, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Donné à Paris, l'an de grace mil ccc.LXXIII. et le xi^e de nostre regne, ou mois de septembre.

Hetomesnil. — Par le conseil estant à Paris. S. de Caritate.

DLXXIX

Nouvelle confirmation du don fait par le duc de Berry, comte de Poitou, à Renaud de Montléon, chevalier, des biens que possédaient pendant la domination anglaise, dans la sénéchaussée de Poitou, Robert de Grantonne et son neveu, jusqu'à concurrence de trois cents livres de rente. (JJ. 406, n° 117, fol. 70.)

16 décembre 1374.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, comme jà pieça nostre très chier et amé frere le duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitou, eust donné par ses lettres à tousjours perpetuellement, à nostre amé et feal Regnaud de Montleon ¹, chevalier, pour consideracion

1. La famille de Montléon, dont nous avons rencontré les noms de plusieurs membres dans nos précédents volumes, paraît avoir été plus puissante au XIII^e siècle qu'au XIV^e. Le premier chef de cette maison connu des généalogistes, Guy I^{er}, fit cession et transport à Philippe III, roi de France, en juillet 1284, du château et de la baronnie de Montmorillon, moyennant 1,200 livres tournois et en plus cent vingt livres de rente annuelle assises sur différents domaines en Poitou. L'acte original en est conservé dans les layettes du Trésor des chartes, avec la ratification de Luce de Montmorillon, mère de Guy, et autres pièces annexes. (Archives nat., J. 480, n° 26-28, 31-32.) Guy I^{er} avait eu à pourvoir dix enfants, sept fils et trois filles, ce qui explique le morcellement de ses possessions. Son fils aîné, Guy II, vendit à son tour le château de Montléon à Gautier de Bruges, évêque de Poitiers, l'an 1295. Ce château était situé à Chauvigny, près de l'église collégiale de Saint-Pierre ; c'était l'un des quatre châteaux historiques de cette ville.

Renaud de Montléon, dont il est question dans la présente donation, était fils aîné de Jean, dit Guy IV. Comme les aînés de la famille, ses ancêtres, il était seigneur de Touffou et possédait en outre Abain, Nozières et divers autres fiefs. Il fut chambellan de Charles V et de Louis duc d'Anjou, chambellan et grand maître de la maison de Jean duc de Berry, comte de Poitou, maître d'hôtel de Charles VI, gouverneur de Mirebeau, etc. Quand la guerre recommença entre la France et l'Angleterre, l'an 1369, il fut l'un des premiers parmi les rares hauts barons poitevins qui se soumirent dès le début à l'autorité de Charles V, et offrit ses services à Jean de France, auquel son frère venait de rendre le comté de Poitou, encore occupé par les Anglais. Ce prince l'employa en diverses missions, spécialement à la négociation qu'il avait entamée avec Jean de Cros, évêque de Limoges, pour la reddition de cette ville. A la date du 15 août 1370, on voit dans le registre de comptes de l'hôtel du duc un don de cent livres tournois à Renaud de Montléon, chevalier, en

des bons et agreables services que ycellui chevalier avoit fait et faisoit chascun jour à nous et à nostre dit frere, et en recompensacion de touz ses biens, ou la plus grant partie d'iceulx, qu'il avoit perduz par le fait de noz guerres,

récompense des services qu'il a faits et fait chaque jour, « en poursuivant certains traités que mond. seigneur a commencés en Limousin » (KK. 251, fol. 26 v^o). Six jours après, Limoges se rendait au duc de Berry, mais pour retomber, moins d'un mois plus tard, sous les coups et sous le joug du prince de Galles. Peut-être Renaud était-il dans la ville et concourut-il à sa défense, quand elle fut prise d'assaut (19 septembre 1370); toujours est-il qu'il fut pris par les Anglais vers cette époque. Pour se venger de sa défection, ils fixèrent sa rançon à un prix fort élevé, 3,650 livres, lui firent subir toute sorte de mauvais traitements et le retinrent en captivité pendant seize mois, malgré les efforts de ses parents et de ses amis pour négocier sa délivrance. Sa femme, Orable de Preuilly, fille d'Eschivard vi, baron de Preuilly, seigneur de la Rochepozay, et d'Isabeau de Brizay, se dévoua en cette circonstance et fit tant par ses démarches et ses prières qu'elle obtint du duc de Berry un don de 400 livres pour aider à payer la rançon de son mari. La quittance de cette dame est du 29 juin 1371. Jean de France fit payer en outre les dépenses et les frais du voyage qu'elle fit pour venir solliciter sa générosité : « A la femme feu Jardin, hostesse de la Fleur de Liz, à Mehun-sur-Yevre, pour les fraiz et despens que ma dame Horable, femme messire Regnaud de Montleon, chevalier, prisonnier des Anglois, a faiz en son hostel par certain temps, en actendant certaine finance que mon dit seigneur lui avoit donnée pour aidier à paier la rençon dud. chevalier, par mandement dud. seigneur et quittance de lad. femme, donné le vendredi après la S. Jacques et S. Christophe CCCLXXI, rendue à court, viii livres tournois » (KK. 251, fol. 69 v^o, 86 v^o). Renaud sortit de captivité vers le mois de décembre 1371. A cette époque, il obtint de Charles v des lettres de rémission pour deux écuyers de ses amis, Guillaume de Cercelles, fils d'Aymon de Cercelles, et Guillaume de Cheneroche, qui « par mauvais conseil avoient suivi et conversé moult longuement avec les compagnies, ennemis, pillars, robeurs, maldrieux, estans en nostre royaume .. » et étaient « venuz de nouvel et de très bon cuer à nostre obeissance... » (JJ. 103, n^o 6 et 7, fol. 7 v^o et 8).

Pendant qu'il était prisonnier, Renaud de Montléon avait été contraint, sous peine de mort, de donner son consentement à la donation que le roi d'Angleterre fit à Jean d'Angle, chevalier, dit le bâtard d'Angle, de la seigneurie de Touffou. Jean Ysoré avait fait abandon, à cette occasion, au prince de Galles de certains droits qu'il prétendait avoir sur cette terre. Touffou, estimée à 300 livres de revenu annuel, était, depuis un temps immémorial, le fief principal des seigneurs de Montléon. Aussi Renaud tenait par-dessus tout à rentrer en possession de cet héritage. La remise du pays sous l'obéissance du roi de France lui en facilita les moyens, et Charles v, pour le récompenser de ses services et de ce qu'il avait souffert pour sa cause, lui restitua le domaine paternel, dès le mois de novembre 1372. C'est dans les lettres de restitution qu'il est dit que Renaud

les terres et heritages qui ensuient, c'est assavoir le lieu de Belhomme avecques ses droiz et appartenances quelzconques, que tenoit lors Robert de Grandonne ¹, prestre, né

resta seize mois environ prisonnier des Anglais, « où il souffrit moult de miseres et de povretés », et que nous avons puisé une partie des détails qui précèdent. Elles ont été publiées par Du Chesne (*Hist. géneal. de la maison des Chasteigners*, in-fol., Preuves, p. 113). Les registres de comptes de l'hôtel du duc de Berry renferment bon nombre de renseignements sur les rapports de Renaud de Montléon avec le comte de Poitou. Le 28 octobre 1372, ce prince l'envoie d'Angers à Paris, chargé d'une mission secrète près du roi (KK. 251, fol. 99). Le 19 janvier 1373, il reçoit dix francs pour ses frais d'un voyage entrepris pour le duc, de Bourges en Poitou (fol. 100 v°). Le 14 mai suivant, le duc de Berry lui envoie par messenger spécial une lettre datée de Poitiers (fol. 95), et le 12 août une autre dépêche de Saint-Maixent, à Mirebeau, dont il avait été nommé capitaine (fol. 127 v°). Un an après, il fut encore chargé d'aller conférer avec le duc d'Anjou, à la Réole, « touchant le fait de messire Thomas de Percy, » qui venait d'être fait prisonnier, et il écrivit, le 8 septembre 1374, à Jean de France, alors à Paris, pour lui rendre compte de sa mission. Ce voyage dura du 3 août qu'il était parti de Lusignan, au 21 septembre, date de son retour à Poitiers (KK. 252, fol. 28 v°, 37). Ses gages comme maître d'hôtel du duc de Berry figurent sur ce même registre de l'année 1374.

Nous mentionnerons encore un accord, conclu à Poitiers, le 6 novembre 1375, entre Renaud de Montléon, seigneur de Touffou, chevalier, et maître Jean de Londres. Celui-ci remet à Renaud 50 livres d'arrérages sur les 150 livres à lui dues par ledit chevalier pour sa rente de 20 livres, à cause de l'achat qu'il vient de faire de l'hébergement de la Galicherie, tenu en fief dudit Renaud à un florin de devoir, à muance de seigneur et d'homme. (Bibl. nat., mss. lat. 9230, n° 72.)

Renaud de Montléon mourut en 1385, laissant d'Orable de Preuilly un fils, Renaud II, qui continua la postérité, et deux filles : 1° Orable de Montléon, mariée d'abord à Hugues Odart, seigneur de Mons, puis à Jean de Cramaud, seigneur de la Chapelle-Belloin ; 2° Béatrix, qui épousa Guillaume Petit, seigneur de Saint-Chartre. (Voy. la généalogie de Montléon dans Du Chesne, *op. cit.*, p. 231-245. Cf. aussi E. de Fouchier, *La baronnie de Mirebeau*, p. 138, 139, 204, 205, 274.)

1. L'on a vu ci-dessus (p. 65, note, et p. 163, note), que cette donation donna lieu en 1375 à un procès entre Renaud de Montléon, Simon La Grappe, huissier d'armes du roi, et Pierre Boschet, tous trois donataires universels des biens que Robert de Grandonne avait possédés en Poitou : Pierre Boschet, par lettres de Charles V, de mai 1370 (n° CCCXCXVII ci-dessus) ; Simon La Grappe, par don de Du Guesclin, confirmé par le roi en novembre 1372 (n° DXXXVIII), et Renaud de Montléon, par lettres du duc de Berry, comte de Poitou, confirmées ici. Le sénéchal de Poitou, saisi de l'affaire, avait jugé en faveur de ce dernier. Le procès fut porté en appel au Parlement, et nous n'avons pas trouvé la décision suprême. Aux renseignements que nous avons précédemment fournis sur cette

d'Angleterre, et toute la terre, cens, censives, maisons et autres heritages que le dit prestre et son neveu avoient lors en seneschauciée de Poitou, tant à cause d'acquisicion comme autrement, retenu par devers nostre dit frere le fief souverain et ressort des diz heritaiges, le quel don ainsi fait par nostre dit frere au dit chevalier, ycellui chevalier dit nous li avoir confirmé par noz autres lettres. Nous, à la supplicacion dudit Regnaut de Montleon qui tousjours a tenu nostre parti et a esté bon et loyal françois, pour consideracion des bons et agreables services qu'il nous a faiz ou temps passé en pluseurs manieres et esperons qu'il face ou temps avenir, et en recompensacion des pertes et dommaiges qu'il a euz et soustenuz par noz guerres, à ycellui chevalier avons donné et donnons de nouvel, se mestier est, de certaine science et grace especial, par ces presentes, les lieux, terres et heritages dessus declairez, que souloient tenir et avoir en la dicté seneschauciée de Poitou, tant d'acquisition comme autrement, le dit Robert de Grandonne, prestre, et Awilnen (*sic*) de Grandonne, son dit neveu, nez d'Angleterre, comme dit est, jusques à l'estimacion et valeur de trois cens livres de rente par chascun an, à l'assiete du dit païs de Poitou, à tousjours perpetuellement, pour lui, ses hoirs, successeurs et aianz cause de lui ou temps avenir, ou cas toutevoies que les diz lieux, terres et heritaiges ne sont de nostre demainne, retenuz et reservez par devers nous touz droiz de souveraineté royal qui à cause d'iceulx nous pevent et doivent appartenir. Et en oultre voulons et decernons, et

affaire, nous ajouterons qu'elle était introduite au Parlement, dès le 16 mai 1374, par Simon La Grappe contre le duc de Berry, qui, disait-il, avait donné ces terres *iniquement* (X^{1a} 1470, fol. 146). Dans sa plaidoirie du 17 décembre 1375, le même La Grappe prétend que les biens de Grantonne ayant été confisqués au roi pour crime de lèse-majesté, il n'appartenait pas au duc de Berry de les donner, d'autant qu'alors il n'était pas lieutenant du roi, mais que c'était le connétable, etc. (*Idem*, fol. 187).

de noz dictes grace especial et certaine science, avons octroïé et octroions au dit chevalier, par ces mesmes lettres, nostre dit don valoir, tenir, sortir et avoir son plain effect du jour de la date de noz dictes autres lettres de la confirmation du don fait par nostre dit frere au dit chevalier, comme dit est, en rappellant et annullant touz autres dons faiz des diz lieux, terres et heritages, depuis le dit jour, par nous ou par autres à quelxconques autres personnes que ce soit. Si donnons en mandement par ces presentes à noz amez et feaulx les genz de noz comptes à Paris, au bailli des Exemptions de Tourainne, d'Anjou, du Mainne, de Poitou, de Xantonge et d'Angolmois, et à touz noz autres justiciers et officiers, presens et avenir, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, si comme à lui appartenra, que de nostre presente grace, don, octroy et decret facent, seuffrent et lessent, ou cas dessus dit, le dit chevalier, ses hoirs, successeurs et aianz cause de lui, joir et user paisiblement et à plain des lieux, terres et autres heritaiges dessus declairez jusques à la valeur de la dicte rente de trois cens livres par an, à la dicte assiete, le mettent ou facent mettre royaument et de fait en possession et saisine, se mis n'y est et il en sont requis, osté tout autre detenteur d'iceulx, contre la teneur de ces presentes, senz faire ou souffrir ycellui chevalier, ses diz hoirs, successeurs et aianz cause de lui, molester ou empeschier par quelconques contre la teneur de nostre dicte grace, don, octroy et decret en aucune maniere, ores ou pour le temps avenir. Et que ce soit ferme chose et estable à tous jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Meleun, l'an de grace m. ccc. lxxiii. et de nostre regne le onziesme, ou mois de decembre, le xvi^e jour d'ycellui mois.

Toutevoies, ou cas que par traictié de paix ou autrement nous restituerions les dictes terres et heritages aus diz prestre et Awilnen, son neveu, nostre entencion n'est pas

d'en faire aucune recompensacion au dit chevalier. Donné comme dessuz.

Par le roy. T. Graffart.

DLXXX

Lettres de rémission accordées à Guillaume Archambaut, marchand de Pons, qui avait mis dans la circulation, à Parthenay, des monnaies blanches frappées au coin de l'archevêque de Lyon. (JJ. 106, n° 108, fol. 62.)

Décembre 1374.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, de la partie de Guillaume Archambaut, povre homme, marchant demourant en la ville de Pons, à nous avoir esté exposé comme nagueres il feust alé en la ville de Lyon sur le Roone, pour marchander et guaingner sa povre vie et sustentacion de lui, sa femme et enfans, qui ont esté et sont desers et exillez par les presentes guerres, en la quelle ville il print certaine quantité de monnoie blanche, du coing de nostre très chier et amé cousin l'arcevesque de Lyon, jusques à la valeur de trois cenx livres parisis ou environ, qu'il apporta en la ville de Partenay en Poitou, où il alloua et mist de la dicte monnoie six vins livres ou plus, et en la dicte ville de Partenay furent les dictes six vins livres de la dicte monnoie arrestées et prises en nostre main par Guillaume Fournier, nostre sergent, et ycelles baillées et portées au maistre de nostre monnoie de Poitiers, pour convertir à nostre proffit, comme forfaites et acquises à nous, et le dit Guillaume arrêté pour ledit fait ¹. Après le quel arrest, ycellui Guillaume doubtant

1. Un autre habitant de Pons, Etienne Soreau, obtint également des lettres de rémission, en avril 1376, pour le même fait. En voici un extrait qui renferme quelques détails nouveaux et nous apprend que Guillaume Archambaut ne jouit pas longtemps de ladite grâce. Soreau expose que « comme à la my aoust derrainement passé ot un an ou environ, feu Guillaume Archambaut, jadis mercier et le

longue detencion de prison et rigueur de justice, se parti et absenta de la dicte ville de Partenay, non obstant le dit arrest, et se transporta ès pays de Poitou et de Xaintonge, et ès diz pais a alloué et miz et fait mettre et allouer par ses genz et familiers le surplus de la dicte somme de trois cenx livres parisis de la dicte monnoie. Pour les quelz faiz, combien que ycelle monnoie ne soit fausse, mais pour ce que on dit elle estre de courte taille et le dit exposant avoir exedé et fait contre noz ordonnances faites sur le fait de noz monnoies, par avant et depuis le dit arrest, et pour ycellui arrest brisié et enfraint, comme dit est, ycellui exposant s'est absenté et n'oseroit retourner au pais ne y demourer, se sur ce ne lui estoit pourveu de nostre grace et misericorde; et pour ce nous a humblement supplié, comme il ait tousjours esté preudons, de bonne vie et renommée et de honneste conversacion, senz avoir esté reprins ne aprochié d'aucun villain meffait, nous lui vueillonz sur ce impartir nostre dicte grace et misericorde. Pour quoy nous, attendues les choses dessus dictes, pour amour et contemplacion de nostre chier et amé cousin le sire de Pons ¹, qui par plusieurs foiz nous en a escript et supplié à

dit exposant feussent partiz pour aler ensemble en marchandise, et quant il furent à Lion sur le Roone, yceulx Estienne et Guillaume changierent certaine somme de florins en la monnoie de l'archevesque de Lion, et après retournerent à Partenay et achaterent certaine quantité de draps, et en faisant le paiement eulx furent arrestez avec la dicte monnoie et menez devant la justice du lieu; et pour ce que le dit Guillaume relata et jura par son serement que le dit exposant n'en estoit en rienz coupables, fors tant que il avoit sa part en l'argent, il fu delivré et le dit Guillaume fu detenu jusques à II. ou III. jours ou environ, après quoy il s'en departi senz licence ou autrement, et quant il trouva le dit exposant, lui bailla sa partie, la quelle il et sa femme ont depuis employée et allouée», etc. (JJ. 108, n° 245, fol. 140).

1. Renaud VI, seigneur de Pons et de Ribérac, vicomte de Turenne et de Carladez, avait fait acte de soumission au roi de France dès le mois de mai 1369. (Cf. S. Luce, édit. de Froissart, t. VII, p. LXXXVIII, note 2.) Sur un compte de Jean Le Mercier, trésorier des guerres, du 1^{er} mars 1370 au 1^{er} mars 1371, on trouve cette mention : « A mons. Regnault, sire de Pons, chevalier, lequel est naguères venu en l'obeissance du roy et a mis sa dicte ville de

grant instance, au dit Guillaume Archembaut, ou cas dessus dit, avons quittié, remis et pardonné et par ces presentes, de certaine science et grace especial et de nostre autorité royal, quittons, remettons et pardonnons toute peinne, amende et offense corporele, criminele et civile, que il a ou peut avoir encoru envers nous, commant que ce soit, pour cause et occasion de la dicte monnoie par lui et ses genz et familiers prise, mise et alloée en nostre royaume contre noz ordonnances, comme dit est, et du dit arrest par lui brisié et enfraint, et le restituons à plain à sa bonne renommée, à son pais et à ses biens quelconques, en imposant sur ce à nostre procureur silence perpetuel. Si donnons en mandement par ces mesmes lettres aus generaulx maistres de noz monnoies, au bailli des Exempcions de Touraine, d'Anjou, du Maine, de Poitou et de Xanctonge et de Engolmois, au maistre particulier de nostre monnoie de Poitiers et à touz noz autres justiciers et officiers, presens et avenir, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que de nostre presente grace facent, seuffrent et laissent le dit Guillaume Archembaut joir et user paisiblement et à plain, senz le faire ou souffrir par quelconques molester ou empescher en aucune maniere contre la teneur d'icelle, ores ou pour le temps avenir. Et que ce soit ferme chose et estable à touz jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Meleun sur Seine, l'an de grace mil trois cenx soixante et quatorze et de nostre regne le onziesme, ou moys de decembre.

Par le roy. T. Graffart.

Pons et ses autres forteresses à l'obeissance du roy, et armé pour la garde de sa dite ville 150 hommes d'armes ». (Bibl. nat., mss. fr. 20684, p. 424.)

DLXXXI

Lettres de rémission accordées à Guillaume Marchès, qui avait contrefait le sceau d'Émery de Belosac, châtelain de la Garnache, et en avait scellé deux quittances, et pour ce crime avait été banni à perpétuité. (JJ. 105, n° 561, fol. 283 v°.)

1374 (après le 8 avril).

Charles, etc. Savoir, etc., à nous avoir esté exposé par les amis charnelx de Guillaume Marchès que, pour ce que il a nagaires confessé en jugement par devant nostre amé et feal chevalier et lieutenant, le sire de Clisson ¹, ou son seneschal de la Garnache, que il avoit seellé ou contrefait d'une pareille ou semblable empreinte au seel ou signet

1. Olivier IV, fils aîné d'Olivier III de Clisson, décapité à Paris en 1343, et de Jeanne de Belleville, succéda à Du Guesclin dans l'office de connétable de France, le 28 novembre 1380; il mourut au château de Josselin, le 23 avril 1408. Nous avons vu que le roi Jean lui avait restitué les terres de la Garnache et de Beauvoir-sur-Mer, autrefois confisquées sur son père et sa mère, par lettres datées de septembre 1361 et publiées dans le volume précédent (p. 324-327). Dans une transaction passée avec le duc de Berry au sujet de l'hommage des châteaux et châellenies de la Garnache, Montaigu, Châteaumur, Palluau, et les Deffens, en 1384, il est dit que le sire de Clisson avait succédé auxdites terres par la mort de Louise de Châteaubriant. (Arch. nat., J. 382, n° 7.) Olivier de Clisson avait émis la prétention que ces seigneuries devaient rester en dehors du comté de Poitou et contestait au duc de Berry le droit d'y lever des impôts. Ce différend fut réglé par des lettres de Charles VI, données à Vernon, le 30 juillet 1387, ordonnant que les aides devaient se lever dans les terres du connétable comme dans les autres parties du Poitou. (Original scellé, J. 186 A, n° 69). Le procès-verbal de Renaud de Vivonne, sénéchal de Poitou, relatant l'exécution de cette ordonnance, donne les noms des capitaines arrêtés pour refus de paiement et fournit d'autres renseignements curieux pour l'histoire de ces localités. Il porte la date du 28 août 1387. (*Id.*, n° 73.) Nous aurons occasion ailleurs encore de signaler d'autres documents intéressants à la fois le Poitou et Olivier IV de Clisson, et de parler des procès importants qu'il eut à soutenir au Parlement : 1° contre Guy, seigneur d'Argenton, en 1385-1386 (X^{2a} 10, fol. 242 v°-218; X^{2a} 41, fol. 202); 2° contre Jacques de Surgères, seigneur de la Flocellière, en 1386 (X^{1a} 35, fol. 47); 3° contre Guillaume et Jean Buor, écuyers, en 1400, ce dernier et le premier, en matière criminelle (X^{2a} 12, fol. 428 v°, et X^{2a} 13, fol. 325).

de feu Emery de Belosac ¹, jadis chastellain du dit lieu de la Garnache, deux quittances de trois sextiers et mine de blé ou environ, à la mesure de la dicte Garnache, au proufit et par la fraude de lui Guillaume, et une autre de douze frans d'or au proufit et ou nom de Jehan Bardonneau, et par sa dicte confession le dit seel et seellées ont esté dis et déterminés feaux par jugement, le dit seneschal a icellui Guillaume à tousjours mais, sur poine de mort, forbanny et deporté de toute la contée et pays de Poitou, par quoy icellui Guillaume qui est de bon et honnable lignage, et tout le temps de sa vie en tous autres cas s'est loyaument portés et gouvernés, comme homs de bonne vie et renommée, et qui simplement, sans nulle question de fait de sa pource volenté, non cuidans avoir en ce aucune chose ou au moins très pou meffait, confessa les dictes quittances avoir seellées, comme dit est, est en peril et aventure de demourer à tous jours mais deshonorés et destruis en corps et en biens, et soy desvoier et aler en essil par desconfort, en grant diffame et vitupere de ses dis amis charnelx, se de nostre benigne grace ne lui estoit sur ce pourveu, si comme il dient, implorans et requerans sur ce humblement icelle. Pour quoy nous, qui tousjours voulons rigueur de justice estre moderée par nostre grace, considéré ce que dit est et les griefs et oppressions que par le fait de nos ennemis et nos guerres les gens du dit pays ont longuement porté, par quoy il ne doivent estre si rigoreusement traictiés : à icellui Guillaume Marchès, de nostre grace especial, plaine puissance, auctorité et magesté royal, ou cas dessus dit, avons quittié, remis et pardonné, et

1. Dans les nombreuses montres des chevaliers et écuyers de la compagnie du sire de Clisson, entre les années 1372 et 1380, publiées par dom Morice, figurent les noms de Jean, Macé, René et Thibaut de Belosac ou Belozac. (*Hist. de Bretagne*, in-fol., Preuves, t. II, col. 15, 30, 100, 102, 103, 172, etc., etc.)

par la teneur de ces presentes, quittons, remettons et pardonnons le dit fait et faux seellés, avec le dit ban et toute paine criminele et corporelle, que pour ce pourroit avoir encouru, sattisfait avant toute œuvre civilement aus parties domagées, et le restituons et remettons à plain à sa bonne fame, renommée et à son pays et estat, pourveu que sur la teneur de ces presentes il se mettera et estera à droit pour respondre et amender civilement le dit fait, selon la qualité d'icellui et quantité de ses biens, nostre procureur à ce appelé pour nostre droit en ce garder. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nostre dit chevalier et lieutenant, à son dit seneschal et à tous les autres justiciers, officiers et subgiez de nostre royaume, presens et avenir, et à chascun d'eulx, ou à leurs lieux tenans, que de nostre presente grace et remission facent, sueffrent et laissent le dit Guillaume user et joir paisiblement, sans son corps molester doresenavant au contraire. Et que ce soit à tousjours ferme chose et estable, nous avons à ces presentes lettres fait mettre nostre seel. Sauf en autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Donnée en nostre chastel de Meleun sur Saine, l'an de grace mil ccc. LXXIII, et le XI^e de nostre regne ¹.

Blondel. — Es requestes de l'osté. P. Vaasseur.

DLXXXII

Confirmation des lettres par lesquelles le connétable Du Guesclin, en vertu du traité de reddition du fort de Gençay, maintient la femme et la fille de messire d'Agorissart, seigneur dudit lieu de Gençay, en possession et jouissance des biens et héritages

1. La onzième année du règne de Charles v commençant le 9 avril 1374, et Pâques n'étant tombé en 1375 que le 22 avril, la date de cette pièce se trouve comprise entre le 9 avril 1374 et le 8 avril 1375.

qu'elles tenaient en Poitou pendant l'occupation anglaise. (JJ. 106, n° 249, fol. 136.)

22 février 1375.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, nous avoir veu les lettres de nostre amé et feal connestable, contenans ceste fourme :

Bertran du Guesclin, conte de Longueville et connestable de France. Savoir faisons à touz que, en faisant le traictié entre nous, d'une part, et messire d'Agorysars, seigneur de Gençay, et le capitaine, connestable, receveur et autres angloys, tenans le dit fort de Gençay ¹, d'autre, de vuidier

1. Ces lettres de Du Guesclin, du 17 février 1375 n. s., nous fournissent, à quelques jours près, la date de la capitulation de Gençay, la dernière place forte que les Anglais occupaient encore en Poitou. Adam Chel, seigneur d'Agorisses ou d'Agorissart, avait réussi à s'y maintenir plus de deux ans après que cette province était redevenue française (voy. ci-dessus, p. 42 et note, et pour sa femme et la fille de celle-ci, mentionnées plus bas, p. 58, note, et les lettres du 7 avril 1376 ci-dessous). Le duc de Berry, de 1373 à 1375, avait vainement essayé, à plusieurs reprises, de s'emparer de Gençay. Il tenait cette forteresse assiégée à l'aide de bastides qu'il avait fait élever devant ses murs pour empêcher la garnison de se ravitailler ; mais il ne put empêcher celle-ci de faire des courses dans les environs et de causer au pays beaucoup de maux. Le siège paraît cependant avoir été permanent, comme pour le château de Lusignan, depuis le mois d'avril 1373 (peut-être avant), jusqu'au jour de la reddition. Le 17 mai 1373, le duc de Berry envoya un messenger à Gençay, sans doute au capitaine qui dirigeait les opérations du siège (KK. 251, fol. 95). Le 16 juin suivant, il fit don de 60 sous tournois au sieur Rivaut, écuyer de Du Guesclin, qui avait réussi à s'échapper des mains des Anglais de Gençay, dont il était prisonnier. (*Id.*, fol. 122 v°.) Le 14 juillet de la même année, un mandement du comte de Poitou ordonnait de contraindre les habitants de localités voisines à payer leur quote-part d'une somme de 2,000 francs d'or pour les frais d'une bastille construite devant le château de ladite ville. (Arch. de la ville de Poitiers, C. XVII, n° 6, p. 67.) Nous ne savons si dans l'intervalle Gençay eut à soutenir un ou plusieurs assauts, ou si les assiégeants se contentèrent de bloquer la place. L'important document publié ici nous apprend que Du Guesclin était revenu en Poitou pour diriger le siège et que la forteresse se rendit à la suite d'une capitulation, évitant les conséquences d'une attaque de vive force.

Voici un fragment de description du château de Gençay, cent ans plus tard, d'après un acte authentique de juin 1484, conservé dans le *Chartrier de Thouars*. « ... Nous avons trouvé et veu avoir audict lieu de Gençay ung chastel de grant et sumptueux edifice, fort et de grant deffence, basti en triangle, et à chascun des troys

et rendre le dit fort en nostre main dedans certain terme, comme plus à plain est contenu ès lettres sur ce faites, nous, de nostre certaine science et grace especial, et de l'auctorité et puissance royal à nous attribuée et dont nous usons, avons octroyé, promis et accordé et par la teneur de ces presentes, octroyons, promettons et accordons au dit messire d'Agory (*sic*), avec pluseurs autres choses contenues ou dit traictié, que sa femme et sa fille, leurs hoirs et ceulx qui d'eulz auront cause, auront et tendront doresenavant perpetuellement par heritage touz les proffiz, revenues et emolumens de tous et chascun les heritages que le dit messire d'Agory et elle tenoient au temps que le pays estoit en l'obeissance du prince de Gales, à avoir et tenir à tousjours et exploicter et en faire toute leur plainne volenté, comme de leur propre chose. Si donnons en mandement à touz les justiciers et officiers du roy de France, ou à leurs lieutenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que les dictes dames et chascune d'icelles il mettent en saisine et possession d'icelles choses, et les en facent joir paisiblement et senz aucun contredit, non obstant quelconques dons, promesses ou accordances qui en aient esté faites à autres, et lettres, subreptices de nous données ou à donner au contraire, les quelles nous revocons. Et que ce soit ferme chose et estable ou temps avenir, nous avons fait appouser le seel de nostre secret à ces presentes, en l'absence de nostre grant. Donnée devant le dit fort de Gençay, le xvii^e jour de fevrier l'an mil trois cens soixante et quatorze ¹.

coingz une grosse tour, ayant en chascune d'icelles troys voltes de pierre, et a viz en chascune d'icelles. Aussi est au devant dudit chastel le pont levys, la porterie et ung portal garny de deux tours, etc., etc. » (*Inventaire de François de La Trémoille*, 1542, publié par Louis de La Trémoille, Nantes, 1887, n^o 4, p. 141.)

1. Les lettres de Du Guesclin furent confirmées une seconde fois par Charles vi en janvier 1398 (JJ. 153, n^o 94, fol. 46). Cette confir-

Les quelles lettres dessus transcriptes et toutes les choses dedanz contenues, nous, ayans fermes et agreables, ycelles voulons, louons, approvons et de nostre auctorité royal et certaine science, par la teneur de ces presentes, confermons, et voulons avoir et sortir leur plain effect. Donn[ans] en mandement à touz les justiciers de nostre royaume, presens et avenir, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que la dicte dame et sa fille nommées ès dictes lettres, et leurs hoirs et successeurs facent et laissent joir et user paisiblement et perpetuellement des proffiz, revenues et emolumentz de touz les heritaiges, des quelz les lettres font mencion, selon la teneur de la promesse et accort que nostre dit connestable leur a fait sur ce et de ses dictes lettres dessus transcriptes, cessant tout empeschement ou contredit. Et que ce soit ferme chose et estable à touz jours mais, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, le xxii^e jour de fevrier l'an de grace m. ccc. lxxxiii. et de nostre regne le xi.

Par le roy. Yvo.

DLXXXIII

Lettres de Charles v portant confirmation des droits de son frère Jean sur les duchés de Berry et d'Auvergne, le comté de Poitiers et les terres de Chizé, de Civray et de Mello, sauf la souveraineté royale et réservée aux juges royaux la connaissance des cas intéressant les droits du roi et les affaires des églises cathédrales et de celles qui sont de fondation royale, ou qui ne doivent point

mation fut accordée sur la recommandation instante du roi d'Angleterre, en faveur de Radegonde Béchet, femme d'Adam Chel, s^r d'Agorisses. Il n'est pas dit qu'elle fût veuve ; mais son retour en Poitou, après une longue absence, le donne à supposer. Charles vi relève ladite dame du temps qu'elle a séjourné en Angleterre, où elle avait suivi son mari, et déclare que cela ne nuira pas à l'exécution des lettres de Du Guesclin. Au besoin, il lui fait don à nouveau desdites terres, châteaux, revenus et autres possessions.

être séparées du domaine de la couronne ¹. (JJ. 106, n° 258, fol. 139.)

3 mars 1375.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, nous avoir receue la requeste ou supplicacion à nous faicte et bailliée de la partie de nostre très chier et très amé frere le duc de Berry, contenant que, comme nous lui aions donné la conté de Poitiers avec touz ses droiz, colacions de benefices et toutes autres noblesses et dignitez quelxconques, à les tenir en pairie, foy et hommage de nous, senz riens en retenir, fors souverainneté et ressort, et nousait pleu le lesser joir et user paisiblement, en la forme et maniere que contenu est ès lettres du don par nous à lui fait sur ce, sanz y riens changier ne interpreter au contraire, et selon ce que noz predecesseurs, roys de France, ont laissé tenir la dicte conté et user en ycelle, ou temps passé, ses predecesseurs contes de Poitiers; attendu ce que nostre dit frere de Berry, nostre frere le duc de Bourgoingne et nostre connestable jurerent et promisdrent aus genz d'eglise, seigneurs et communes du pais de Poitou, quant il vindrent derrainement à nostre obeissance, de les tenir en leurs anciens usages, franchises et libertez, senz attemper ne faire aucunes nouvelletez au contraire, et de ce leur donnerent leurs lettres, les quelles nous depuis leur avons confirmées à perpetuité, par les nostres en laz de soie et cire vert ²; et avecques ce par les lettres du don fait par feu nostre très chier seigneur et pere, dont Dieux ait l'ame, à nostre dit frere de Berry des

1. L'original de ces lettres se trouve en plusieurs expéditions dans les layettes du Trésor des chartes (J. 181, n° 91, et J. 185^b, n° 34, J. 382, n° 4). Elles ont été publiées dans le recueil des *Ordonnances des rois de France*, t. VI, p. 96, avec un vidimus du duc de Berry, daté de mars 1375, tiré des registres du Parlement, qui porte actuellement la cote X^{1a} 860². Notre texte est la reproduction de l'original.

2. Il est question ici du traité du 15 décembre 1372, conclu avec les trois états de Poitou, après la capitulation de Thouars, publié ci-dessus, n° DXXXI, p. 176 et suiv.

duchiez de Berry et d'Auvergne ¹, ycelles duchiez lui feussent et eussent esté données avecques touz leurs droiz quelxconques à tenir en pairie, foy et hommage de nostre dit pere et de ses successeurs roys de France, sanz riens y retenir, fors souverainneté et ressort, et la garde des eglises cathedraux et autres de fondacion royal, avecques collacions de benefices vacans en regale; neantmoins, nostre dit frere de Berry estant hostaige en Angleterre pour feu nostre dit seigneur et pere, il nous ait pleu ès pais dessus diz mettre certains bailliz ², les quelz ne doivent avoir jurisdiction ne cognoissance en yceulx pais, fors tant seulement des eglises cathedraux et de celles qui sont fondées de fondacion royal, si comme il dit. Requerant nostre dit frere par nous lui estre sur ce pourveu de remede et mander à noz diz officiers que de ce faire se desistent doresenavant, en mettant au neant les exploiz qu'il ont faiz au contraire, excepté seulement ceulx dont nous avons retenu la cognoissance et ès lieux là où faiz doivent estre, ou autrement lui vueillons pourveoir sur ces choses, selon ce et par la maniere que raison donra et que bon nous samblera, afin d'eschever touz plaiz, procès et riotes, qui pour occasion de ce pourroient ou temps avenir seurvenir. Nous adecertes, considerées les choses dessus dictes et que nostre dit frere s'est begnignement du tout soubzmis à nostre bonne voulenté et ordonnance, par grant et meure deliberacion de nostre conseil, que pour ce avons fait assembler par plusieurs foiz, lui avons, de nostre certaine science et auctorité royal, octroié, ordonné, voulu et accordé, et par la teneur de ces presentes, octroions, ordonnons, voulons et accordons que il, ses hoirs, succes-

1. Jean II avait donné à son fils les duchés de Berry et d'Auvergne par lettres d'octobre 1360, en dédommagement du comté de Poitou, cédé à l'Angleterre par le traité de Brétigny (JJ. 91, fol. 102, n° 203). Charles VI fit expédier en décembre 1380 des lettres de confirmation de ce don en faveur du duc de Berry. (Original. J. 187, n° 9.)

2. Les baillis dits des Exemptions.

seurs et aianz cause joissent et usent paisiblement et perpetuellement, à tousjours mais, des demainnes, justices, noblesses, seigneuries et autres droiz des dictes duchiez de Berry et d'Auvergne, de la conté de Poitiers, de la terre de Chiset, de Sivray et de Melle ¹, à lui appartenans, reservé toutevoies et retenu à nous en especial et par exprès la foy, hommage, ressort et souverainneté des dictes duchiez, conté et pais dessus diz, et autres choses qui s'ensuient. C'est assavoir que nous seul et pour le tout aurons la cognoissance, ressort et souverainneté de toutes les eglises cathedraux des dictes duchiez et pais de Poitou, et de toutes autres eglises de fondacion royal, et autres exemptes par privileges, parriages ou autrement, par avant les dons ou transpors faiz des dictes terres et pais à nostre dit frere, que elles ne puissent estre separées, departies ou estre mises hors de la couronne de France. Et avecques ce, aurons la

1. Les villes, châteaux, terres et seigneuries de Melle, Chizé et Civray avaient appartenu à Philippe duc d'Orléans, comte de Valois et de Beaumont, après avoir été confisqués sur Raoul II comte d'Eu, connétable de France, décapité à Paris, le 19 novembre 1350. Ce prince les avait cédés à Thomas de Wodestock, l'un des fils d'Edouard III, par don pur et simple fait à Londres, le 27 avril 1363. Puis, par traité du 4 novembre 1371, le roi d'Angleterre disposa de Chizé, Melle et Civray en faveur de Jean de Montfort, duc de Bretagne. (Voy. notre vol. précédent, *Introduction*, p. XLVIII, XLIX.) Après la reprise du Poitou, ces terres firent partie, avec le comté de Poitou, de l'apanage de Jean duc de Berry. Avant qu'il n'en eût la possession effective, le comte de Poitou avait assigné sur Civray, Melle et Chizé une rente de 4,000 livres qu'il avait promise comme dot de sa fille Bonne, et obtenu de Charles V la ratification de cet engagement, par acte daté de Paris, février 1370 n. s. (Original, J. 185A, n° 19.) Bonne de Berry épousa : 1° en décembre 1376, Amé VII, comte de Savoie ; 2° en décembre 1393, Bernard VII, comte d'Armagnac, connétable de France (voy. son contrat, J. 186A, n° 74) ; elle mourut le 30 juin 1434. La terre de Villeneuve-la-Comtesse, qui avait aussi appartenu à Raoul, comte d'Eu, puis au duc d'Orléans, fut jointe aux trois autres pour parfaire la dot de la fille du duc de Berry, et cette dame en eut la jouissance au moins jusqu'à la mort de son père. On possède un mandement de juin 1403, par lequel le duc ordonne à son receveur de Poitou de payer les revenus des châteaux de Melle, Chizé, Civray et Villeneuve à son gendre le comte d'Armagnac et à sa fille Bonne de Berry (J. 186A, n° 75). Puis en novembre 1410, le même prince fit une nouvelle assignation à sa fille des revenus de ces chatellenies, sauf celle de Villeneuve, qui fut alors remplacée par Gençay. (*Id.*, n° 76.)

cognoissance de touz les droiz royaulx, sanz ce que nostre dit frere ou ses successeurs, par vertu des lettres du don à lui fait par feu nostre dit seigneur et pere des dictes duchiez de Berry et d'Auvergne, ou autrement, à cause de la dicte cognoissance desdictes eglises et droiz royaulx, puissent à nous ou noz successeurs jamais demander recompensacion aucune ; et exerceront la jurisdiction tant reelle comme personnelle en toutes les causes des dictes eglises et chascune d'icelles, et aussi en touz cas touchanz les droiz royaulx, noz bailliz des Exempcions par nous deputez ou à deputer, ou leurs lieux tenans, et tendront leurs sieges ès lieux qui par nous ou nostre court leur sont ou seront ordonnez ès dictes duchiez et conté de Poitou, hors du dit demayne et de la seignorie de nostre dit frere de Berry et de ses subgiez, et des villes de Poitiers et de Saint Maxant, ès quelles, pour faveur et contemplacion de nostre dit frere, nous, de grace especial, ne voulons estre mis siege royal, sanz ce que des causes des dictes eglises ou des droiz royaulx dessus diz nostre dit frere ou ses officiers puissent avoir court ou cognoissance, en aucune maniere. Et de ces choses sera tenuz nostre dit frere nous faire baillier ses lettres bonnes et convenables, seellées de son grant seel, ainsi comme plus plainnement le nous a promis, octroié et accordé. Si donnons en mandement et expressement enjoignons et commandons, par ces presentes, à touz noz lieux tenans, seneschaulx, bailliz, prevoz et à touz noz autres justiciers et officiers quelxconques, presens et avenir, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, que nostre dit frere le duc de Berry il facent, lessent et seuffrent joir et user paisiblement et perpetuellement de nostre presente grace et octroy, en executant, chascun pour tant comme il lui touche, nostre dicte ordonnance, et contre la teneur d'icelle ne seuffrent nostre dit frere, ses genz ne officiers estre molestez, troublez ne empeschez en aucune maniere. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours,

nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf nostre droit en autres choses et l'autrui en toutes. Donnée à Paris, le iii^e jour de mars l'an de grace m. ccc. lx. et quatorze, et l'onzieme de nostre regne.

Ainsi signée : Par le roy. H. d'Aunoy.

DLXXXIV

Rémission accordée à Jean Bourniot, qui avait dérobé deux hémines d'orge, croyant qu'elles appartenaient à des hommes qui avaient saccagé ses vignes, à l'instigation de l'abbé de l'Etoile, et pour se venger d'eux. Reconnaissant son erreur, il avait d'ailleurs restitué tout ce qu'il avait pris. (JJ. 107, n° 68, fol. 31.)

Mai 1375.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, nous avoir receu l'umble supplicacion de Jehan Bourniot, contenant commant, ès vendanges derrenierement passées, Vincent Gusiau, Benoit d'Availle, Pierre Pauget et Perrot Ferroneau, et plusieurs autres, de leur volenté desraisonnable et par le commandement de l'abbé de l'Estele¹, de nuit, lui absent, se transporterent en ses vignes, prindrent et firent amener de sa vendenge jusques à la value de x. livres ou environ, qui estoit la plus grant partie de sa chevance, et pour cause de ce, ou moys de fevrier ensivant, il ala de nuit ou villaige d'Espinace, en la maison de un appelé Huguet Coudurier, et par sa simplesse print et emporta deux amines d'orge ou environ, cuidant que elles feussent aus dessus diz, qui sa vendenge lui avoient ostée ; depuis,

1. Abbaye de l'ordre de Cîteaux, dont la fondation remonte au commencement du xiii^e siècle. L'abbé et les religieux de l'Etoile avaient été condamnés à 4,000 livres de dommages et amende par sentence d'Ameil de Lezay, agissant comme lieutenant du sénéchal de Poitou. Le Parlement, sur appel, annula la sentence, sauf réserve au procureur général d'introduire une nouvelle instance devant ledit sénéchal. Arrêt du 5 juin 1341 (X^{ta} 9, fol. 152). Le *Gallia christiana* nomme parmi les abbés de l'Etoile Pierre de Benasié que l'on rencontre en 1363 et 1370, et Philippe III, en 1372 et 1398 (t. II, col. 1354).

pour ce que il sceut que elle n'estoit mie leur, la rendi et restitua à celui à qui elle estoit, senz en tourner rien en son prouffit. Et pour occasion de ce, il se doubte d'estre approuchié ou actaint en aucune maniere. Si nous a supplié que sur ce lui vueillonz estandre nostre grace. Et nous, inclinans à sa supplicacion, lui avons quittié, remis et pardonné, quittons, remettons et pardonnons par ces presentes, ou cas dessus dit, de nostre auctorité royal et de grace especial ledit fait, avec toute peine corporele, criminele ou civile, ès quelles il [est] ou peut estre pour ce encouru envers nous. Si donnons en mandement, par ces mesmes lettres, au seneschal de Poitou et à touz noz autres justiciers, et officiers, et à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que le dit Jehan il facent joir et user paisiblement de nostre presente grace, quittance et remission, sanz le molester ou souffrir estre molesté en aucune maniere au contraire, en corps ne en biens ; et se aucuns de ses biens estoient pour ce prins, detenuz, saiziz ou arrestez, lui rendent et facent rendre et mettre à plainne delivrance, sanz aucun delay. Et que ce soit chose ferme et estable, nous avons fait mettre nostre seel en ces presentes. Sauf nostre droit en autres choses et l'autrui en toutes. Donné à Paris, l'an de grace m. ccc. lxxv. et de nostre regne le xii^e, ou moys de may.

Es requestes de l'ostel. H. Blanchet. — Gregorius.

DLXXXV

Lettres d'abolition octroyées à Guillaume de Chaunay, chevalier, et à quatre autres Poitevins, que les officiers du comte de Poitou poursuivaient pour un meurtre accompli du temps de l'occupation anglaise, au mépris de l'amnistie générale accordée par le roi après la soumission du Poitou. (JJ. 107, n° 147, fol. 66 v°.)

. Juin 1375.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, que

de la partie de nostre amé et feal Guillaume de Chaunay¹, chevalier, Huguet de Teilh, Pierre de La Forest², Jehan Brachart et Elyot de la Brosse, du païs de Poitou, nous a esté exposé que comme nous, quant le dit païs derrainement fut remis en nostre obeissance, aus prelaz, genz d'eglise, barons, seigneurs, dames, et à touz leurs subgiez, aliez, adherens et touz autres habitanz du dit païs, ainsi retournez et venuz en nostre obeissance, et à chascun d'eulx eussions et aions remis, entre autres choses, quittié et pardonné toutes rebellions et desobeissances par eulx à nous faictes, et touz les crimes, delicts, excès et malefices par eulx ou aucuns d'eulx commis et perpetrez, durant la guerre d'entre nous et nostre adversaire d'Angleterre ou autrement, en quelque maniere que ce soit, avec toute peinne, amende et offense corporelle, criminelle et civile que il pevent avoir encouru envers nous et nostre très chier frere le duc de Berry et d'Auvergne, conte de Poitiers, pour cause des crimes, excès, delicts et malefices dessus diz, soient crimes de lese magesté, murtres, ravissemens, violacions de femmes, sacrileges, larrecins, roberies, arsins,

1. En 1353 et en 1376, on trouve quelques renseignements sur Guillaume de Chaunay, chevalier, dans les registres du Parlement. A cette première date il poursuivait Pierre Guyet et Denis des Isles « *super pluribus gravibus et enormibus excessibus et criminibus per predictos Petrum et Dionisium, ac eorum complices, dicta militi factis et illatis* » ; mais il ne put les faire comparaître ni arrêter et dut se contenter de les faire déclarer défaillants et, à plus d'un an d'intervalle, d'obtenir deux mandemens de la cour ordonnant au sénéchal de Poitou de les ajourner de nouveau sous peine de bannissement et de confiscation de leurs biens, 14 mars 1353 et 2 avril 1354 (X^{2a}, 6, fol. 27, 93 v^o, 94). Le 27 juin 1376, le Parlement annula et mit à néant un appel que Guillaume de Chaunay avait interjeté de l'auditoire du sénéchal de Poitou contre le duc de Berry et ses officiers (X^{1a} 25, fol. 225 v^o). Suivant Du Chesne, Guillaume de Chaunay était seigneur de Champdenier et fils de Guillaume, seigneur de Javarzay, et de Jeanne de Champdenier ; il avait deux sœurs : Aiglive, mariée à Lestrangle de Saint-Gelais, et Jeanne mariée à Jean de Vivonne. Tous trois se portaient, en 1379, héritiers d'Aimery de Champdenier, leur oncle maternel, mort sans lignée (*Hist. général. de la maison des Chasteigners*, p. 100.)

2. Sur ce personnage ou son homonyme, voy. le volume précédent, p. 24, note 2.

raençonnnemens et autres quelxconques, comment qu'il soient nommez, jà soit ce que il ne feussent pas declairiez ne exprimez en nostre dicte remission, et sur ce eussions et aions imposé silence perpetuel à touz noz justiciers, procureurs, officiers et autres, sanz ce qu'il puissent jamais estre approchiez ou inquietez en aucune maniere, si comme plus à plain est contenu en noz lettres sur ce faictes en cire vert et en laz de soie, les quelles ont esté leues et publiées generalment ou dit païs de Poitou ; et les diz exposans aient esté et soient du païs de Poitou, comme dit est, et avec les autres genz du païs de Poitou soient retournez et venuz en nostre obeissance, quant nostre dit païs de Poitou y fu mis et retourné, et soient avec les genz et habitanz du dit païs comprins en nostre dicte remission, et par ce leur doie la dicte remission profiter et valoir ; autrement il seroient de pire condition que les autres generalment comprins en la dicte remission. Neantmoins, les genz et officiers de nostre dit frere en sa conté de Poitiers ou autres se sont efforciez et efforcent de mettre et tenir en procès les diz exposans, et de arrester et de empeschier leurs biens, soubz umbre de ce que il maintiennent que, ou temps que nostre dit adversaire d'Angleterre ou Edouart de Gales, son ainsné filz, occupoit le païs de Guienne et par especial le dit païs de Poitou, les diz exposans ou aucuns d'eulx, du consentement ou mandement d'aucuns yceulx exposans, batirent le dit (*sic*) Jehan Faymoreau, et pour ce qu'il dient que mort s'est ensuie du dit fait, veulent proceder criminelment contre eulx, combien que le dit fait feust et soit advenu en la personne du dit Jehan Faymoreau, en l'an de grace m.ccc.lxxi. ou environ, ou quel temps nostre dit adversaire ou son dit filz tenoit et occupoit le dit païs, et avant ce qu'il feust retourné et mis à nostre obeissance ; et pour ce sont comprins en ycelle general remission ; et que les diz signifians aient fait paix et satisfacion à partie bleciée,

si comme il dient ; en nous humblement suppliant, comme le dit de Chaunay nous ait loyaulment servi et serve en noz guerres, et les diz exposans aient esté et soient de bonne vie et renommée et honneste conversacion, nous sur ce leur vueillions eslargir nostre grace. Nous adecertes, pour consideracion de ce que dit est, aus diz exposans et à chascun d'eulx, ou dit cas, avons remis, quittié et pardonné, de grace especial, remettons, quittons et pardonnons le dit fait, avec toute peinne, amende et offense corporelle, criminelle et civile, que pour ce pevent avoir encouru envers nous. Et les restituons au païs, à leur bonne renommée, se pour ce est amenie, et à leurs biens quelx-conques ; sauf le droit de partie à poursuivre civilement tant seulement. Si donnons en mandement au bailli des Exempcions de Tourainne, de Poitou, d'Anjou et du Maine, et à touz les autres justiciers de nostre royaume, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que les diz exposans facent et seuffrent joir et user de nostre presente grace, senz les molester au contraire en corps ne en biens. Et se aucuns de leurs biens estoient pour ce prins, saisiz, levez, arrestez ou empeschiez, leur mettent ou facent mettre à plaine delivrance, en imposant sur ce silence perpetuel à touz ceulx à qui il appartendra. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à touzjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donnè à Paris, ou moys de juing l'an de grace m. ccc. lxxv. et de nostre regne le douziesme.

Es requestes de l'ostel. Henry. — Filleul.

DLXXXVI

Lettres de rémission accordées à Guillaume Bruillet, marchand de marée à Fontenay-le-Comte, et à sa femme, complices du meurtre de Pierre d'Aunay, aussi marchand de marée audit lieu. Le conétable Du Guesclin leur avait déjà octroyé rémission pour ce fait,

ainsi qu'à Nicolas Audoineau, principal auteur du meurtre. (JJ. 107, n° 321, fol. 161.)

Juillet 1375.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, de la partie de Guillaume Bruillet, clerc, et de sa femme, marchanz de poissons, nagueres demourans à Fontenay le Conte, nous avoir esté exposé que, comme à l'entrée du mois de mars derrenierement passé ou environ, à un jour de vendredi, eulx et Nicolas Audoinea et sa femme, marchanz de poissons, leurs compaignons, eussent envoié un leur varlet querre une somme de poisson au port de Sables, pour le vendre en la dicte ville de Fontenay, le samedi ensuivant du dit vendredi, et il soit ainsi que Pierre d'Aunoy ¹, du dit lieu de Fontenay, marchand de poisson, se feust partiz du dit port avec le dit varlet, et en amenant par nuit leurs poissons au dit Fontenay, le dit Pierre, meu de male convoitise et plain de l'ennemi, indigné envers le dit varlet de ce qu'il mettoit peine de venir aussi tost comme lui au dit lieu de Fontenay, afin que ses diz maistres ne perdissent la vente de leur poisson, se feust efforciez de murdrir et occirre le dit varlet, le quel pour eschever la mort, laissa aler sa beste chargée là ou elle vout et s'en fouy ès douhes du fort de Naliers, qui est sur le chemin en venant du dit port à la dicte ville de Fontenay, et pour doubte du dit Pierre, le dit varlet ne se osa partir du dit lieu de Naliers qui est

1. Pierre d'Aunay, Guillaume Bruillet (écrit, par suite d'une faute de lecture, Boulhet) et un Guillaume Audoineau, parent de Nicolas Audoineau, nommés dans les présentes lettres, figurent sur la liste des notables habitants de Fontenay-le-Comte qui prêtèrent serment de fidélité, le 2 octobre 1361, en l'église Notre-Dame de la dite ville, au roi d'Angleterre, entre les mains de Jean Chandos, son lieutenant. (Bardonnnet, *Procès-verbal de délivrance*, etc., p. 163.) On trouvera d'autres détails sur le meurtre de Pierre d'Aunay dans la sentence d'absolution rendue par Guy, évêque de Maillezais, en faveur de Nicolas Audoineau, le 3 octobre 1375. Elle est publiée ci-dessous dans une confirmation accordée le 9 avril 1379 par Charles v.

distant du dit lieu de Fontenay de iij. lieues ou environ, jusques à tant qu'il feust grans jours, et le dit Pierre atacha la beste du dit varlet à un buysson au dehors du dit lieu de Naliers, et toute nuit s'en ala au dit lieu de Fontenay, pour vendre son poisson plus chierement, avant que le dit varlet et les autres marchanz poissonniers y arrivassent. Et quant ce vint à la cognoissance des diz exposans et du dit Nicolas, leur compaignon, et de sa femme, il furent moult courrouciez contre le dit d'Aunay, tant pour l'injure qu'il avoit faite à leur dit varlet comme pour le dommaige qu'il avoient soustenu par la coulpe du dit d'Aunay, en la demeure de leur poisson qu'il n'avoient pas eu à temps competant qu'il le peussent avoir vendu. Et pour ce et aussi pour doubte que autres foiz ycellui d'Aunoy ne injuriast ou feist destourbier au dit varlet en alant au dit port ou en retournant d'icellui, il firent tant par devers le prevost du dit lieu de Fontenay, ou son lieutenant, que le dit Pierre fu adjournez pour donner asseurement au dit varlet. Neantmoins, ycellui Pierre d'Aunay, le dimanche ensuiant sur le tart, en la cohue du dit lieu de Fontenay, commença à tancer et rioter aus diz exposans, en usant contre eulx de injurieuses et deshonnestes paroles, disant au dit Guillaume que il estoit larron prouvé et qu'il avoit emblé xv. franz d'or, et à sa dicté femme que elle estoit putain et que elle alast soy faire trayner par les mareschaussies à ses valez, et trais-sirent les diz Guillaume et Pierre l'un contre l'autre, mais il ne se navrerent mie parce que entre eulx se mirent plusieurs genz qui les en garderent, entre les quelz estoit la dicté femme du dit Nicolas, compaignon des diz exposans, la quelle par courroux et ire de ce appella le dit Pierre pissechien, en lui disant qu'il ne disist pas injure aus diz exposans, et le dit Pierre lui dist telz moz : « Alez vous ent, ribaude, puante, punaise, camuse ». Sur la quelle riote survint le dit Nicolas, son mary, et par courroux des

dites injures et diffâmes qu'il oy dire à sa dicte femme et du dit dommaige que lui avoit fait le dit Pierre, comme dit est, et mesmement d'un clou de rue qu'il bouta ou pié de sa beste, que conduisoit le dit varlet en venant du dit port de Sables, afin que elle ne peust aler ne estre si tost comme la sienne au dit lieu de Fontenay, ycellui Nicolas le fery d'un coutel qu'il avoit en la gorge, dont mort se ensuy assez tost après. Du quel fait nostre amé et feal connestable, seigneur de la dicte ville de Fontenay, en la quelle fu perpetré le dit fait, leur ait, comme nostre lieu tenant ou dit pais, pour consideracion de la bonne vie et renommée des diz Guillaume et Nicolas, et de leurs femmes, et de ce que onques mais il ne furent reprins d'aucun autre villain fait, quictié, pardonné et remis par ses lettres en laz de soye et cire vert, si comme l'en dit. Suppliant les diz Guillaume et sa femme que, comme ou dit fait il n'aient onques feru cop et n'en soient coupables autrement que dessus est devisé, nous leur vueillons sur ce faire grace et misericorde. Nous adecertes, eu regart et consideracion aus choses dessus dictes et à la grace que a sur ce faite nostre dit connestable, comme nostre lieu tenant, le fait dessus dit et toute peinne, amende et offense corporele, criminele et civile, en quoy les diz Guillaume Bruillet et sa dicte femme, et chascun d'eulx, sont et puevent estre encouruz envers nous pour ce que dit est, leur avons et à chascun d'eulx quictié, pardonné et remis, quictons, pardonnons et remettons, de grace especial, par ces presentes, et de nostre auctorité royal, ou cas dessus dit, et les remettons au pais, à la dicte ville, à leur bonne renommée et à leurs biens, satisfacion premierement faite à partie civilement tant seulement, en imposant sur ce silence perpetuele à touz noz justiciers et officiers. Si donnons en mandement au bailli des Exempcions de Touraine, d'Anjou, du Maine et de Poitou, au seneschal de Xanctonge et à touz noz autres justiciers et officiers,

à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que le dit Guillaume et sa dicte femme, et chascun d'eulx, facent, sueffrent et laissent joir et user paisiblement de nostre presente grace, et contre la teneur d'icelle ne les contraignent, molestent ou empeschent, ne facent ou sueffrent contraindre ou molester, en quelque maniere que ce soit, ains, se leurs corps ou d'aucun d'eulx, ou leurs biens sont ou estoient pour ce prins, detenuz ou empeschez, si les lui mettent et facent mettre à plaine delivrance tantost et senz delay. Et que ce soit ferme chose et estable à touz jours mais, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Donné à Paris en nostre hostel lez Saint Pol, ou moys de juillet l'an de grace m. ccc. lxxxv. et de nostre regne le xii^e.

Es requestes de l'ostel. J. Greelle. — Praelles.

DLXXXVII.

Rémision en faveur de Girardin de La Poype, qui avait servi contre la France sous Charles d'Artois, en Poitou et en Touraine, et avait pris part aux excès commis par sa bande. (JJ. 107, n° 284, fol. 138.)

Octobre 1375.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, nous avoir esté signifié de la partie de Girardin de La Poype ¹, escuier, que par long temps il a esté serviteur de nostre très chier et amé cousin Charles d'Artois, conte de

1. La famille de La Poype ou de La Poipe est originaire de Dauphiné. La Chenaye-Desbois a donné sa généalogie. Le nom de Girardin n'y figure point à cette époque. Suivant ce recueil, Girard de La Poype, seigneur de Serrières et de Tossieu, mourut en 1336, laissant cinq filles et un seul fils, Jean, qui testa le 24 avril 1397. (*Dictionnaire de la noblesse*, t. XI, p. 485.)

Pesenas ¹, et cedit temps durant, en la compaignie de Gascoins et autres estanz avecques le dit nostre cousin et soubz son gouvernement, il a esté à Champigny ² et ailleurs ou païs de Guienne et de Tourainne, là où plusieurs vivres et autres biens ont esté prins sur plusieurs noz subgiez et autres, desquelx vivres et biens il a aidié à despendre partie, sanz ce qu'il ait bouté feux, violé ne ravi femmes, ne murdri aucun, ne commis autre crime. Et pour ce doubte le dit signifiant que il n'en soit molestez ou empeschiez ou temps avenir, si comme il dit, en nous humblement suppliant, comme, pour occasion de son dit service de nostre dit cousin, il ait convenu faire ce que dit est et n'aist entencion de renchoir en telx euvres, ainçoiz ait volenté et affection de nous loyaument servir, tant en noz gueres comme autrement, nous sur ce lui vueillions eslargir nostre grace. Nous adecertes, pour consideracion de ce que dit est, qui ne voulons en ceste partie garder rigueur de justice au dit signifiant ou dit cas, avons remis, quictié et pardonné, et de grace especial remettons, quictons et pardonnons les diz faiz, avecques toute peinne et amende corporelle, criminelle et civile, que pour ce il puet avoir encouru envers nous, et satisfait premierement et avant toute euvre à partie bleciée, nous le restituons au païs, à sa bonne renommée et à ses biens quelxconques, parmi ce que devant celui de noz juges qui cognoistre

1. Charles d'Artois, comte de Longueville et de Pézenas, 5^e fils de Robert III d'Artois, comte de Beaumont-le-Roger, et de Jeanne de Valois, fille puinée de Charles de France, comte de Valois. Il fut fait prisonnier à la bataille de Poitiers. Nous avons dit quelques mots de sa rébellion et des excès commis par ses partisans, dont les principaux furent le sire de Mussidan et le sire d'Aubeterre, dans le précédent volume, p. 280 note, 360 et note 2. Il sera question ci-dessous de sa femme, Jeanne de Bauçay, et des démêlés au sujet de sa terre de Sainte-Néomaye avec Alain de Beaumont, de 1381 à 1385. Charles d'Artois mourut entre ces deux dates. (Voy. plus loin, sous le n° DCII, des lettres du 10 février 1377 n. s.)

2. Il s'agit de Champigny-sur-Veude, dont Charles d'Artois était seigneur du chef de sa femme.

devra ordinairement de la visitacion de ces pres
le dit signifiant jurra et sera tenuz de jurer que do
avant il se abstendra de faire telles ou semblables
et que jamais n'y rencherra, et se il enchiet, ceste pr
grace nous voulons estre de nulle valeur. Si donne
mandement au bailli des Exempcions de Touraine,
jou, de Poitou et du Mainne, et à touz noz autres just
ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, si com
lui appartendra, que le dit signifiant facent et seu
joir et user paisiblement de nostre presente grace,
le molester ne contraindre, en corps ne en biens ; et
cuns de ses biens estoient pour ce saisissez, prins, lev
arrestez, qu'il lui mettent à plainne delivrance. Et
sons sur ce silence perpetuel à nostre procureur. Et
ce que ce soit ferme chose et estable à tousjours,
avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres.
en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. I
à Paris, ou mois d'octobre l'an de grace m.ccc.lxx
de nostre regne le xii^e 1.

Es requestes de l'ostel. Henry. — F. de Metis.

DLXXXVIII

Rémission en faveur d'Etienne Dufaye, vigneron de Benet, f
du fief Sainte-Catherine, qui dans une rixe avait frappé à
Pierre Bretet. (JJ. 107, n° 343, fol. 170.)

Novembre 1375.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir
avoir receu l'umblé supplicacion de Estienne Du
povre vigneron, demourant en la chastellerie et parroiss
Benoy en Poitou, contenant que, comme environ la
Barthelemy 2 l'an m. ccc. lxxiii, en soy esbata

1. A la suite on lit : « Autre semblable et semblablement
pour Philebert Froissart, escuier » (n° 285).

2. Le 24 août.

regardant les terres et gaingnages que l'en dit communaulment ou dit pais le fyé de Sainte Katherine, les quelles terres et fyé le dit suppliant et son frere tenoient à ferme du prier illeuc, ycellui suppliant eust trouvé en une piece des dictes terres vj. pourceaux faisanz son dommaige les quelx pourceaux il eust pour ce menez en prison en l'ostel de Sainte Jame, si comme il lui loisoit et le povoit faire, selon la coustume du lieu, et en menant les diz pourceaux en prison, s'escria un enfant que l'en dit estre filz d'un appellé Pierre Bretet, qui en venant par devers l dit Pierre, son pere, lui dist : « Pere, l'en meinne nos pourceaux en prison. » Le quel Pierre, mal content de ce et comme tout courroucié et eschauffez, s'adreça par devers le dit suppliant et lui dist très arrogamment : « Garçon, qui t'a fait mener mes pourceaux en prison ? » Au quel Pierre le dit suppliant, veant qu'il estoit mal meuz, lui respondi gracieusement en disant : « Je les ay trouvez en mon dommaige, si les ay menez en prison, et se vous voulez paier le dommaige, je consentiray volentiers qu'il soient delivrés. » Le quel Pierre dist : « Je aymeroie mieulx que je eusse païé la corde de quoy l'en te deust pendre. » Et le dit suppliant lui dist : « Ce ne seroit pas courtoisie; je aurois plus chier que vous n'eussiez pas tant vaillant, dont vous deussiez ou peussiez acheter telles denrées pour ce faire. » Lors le dit Pierre commença à lever une grant serpe bocheresse qu'il tenoit en sa main et s'efforça de ferir le dit suppliant, qui doubtant le peril de son corps, se recula arriere. Et non content de ce et en poursuiant en mal, ycellui Pierre ¹ s'avança derechief pour le ferir, en disant : « Garson, certes je te teuray. » Adonc le dit suppliant, veant le cop de la dicte serpe venir et dessendre sur lui et que le dit Pierre s'efforçoit plus que devant de le

1. Le texte porte par erreur : « ycellui suppliant. »

ferir, en reculant lieve une fourche de fust senz fer qu'il tenoit en sa main, fery le dit Pierre sur la teste de la dicte fourche un tout seul cop, dont mort s'en ensui en la personne d'icellui Pierre, si comme l'en dit. Pour occasion du quel fait, le dit suppliant s'est absentez du pais, et doubtant rigueur de justice, n'y ose retourner. En nous suppliant humblement que, comme il ait esté tousjours et soit de bonne vie et de honneste conversacion, et ne fut onques reprins d'aucun autre meffait, crime ou malefice, nous lui vueillions sur ce impartir nostre grace. Nous, ces choses considerées, inclinanz à sa supplicacion, au dit suppliant le dit fait, avec toute peinne, offense ou amende corporelle, criminelle ou civile, en quoy il seroit et pourroit pour ce estre encouru envers nous, avons remis, quictié et pardonné, remettons, quictons et pardonnons, ou cas dessus dit, de nostre certaine science, grace especial, plainne puissance et auctorité royal, par la teneur de ces presentes, et le restituons à sa bonne renommée, pais et biens quelxconques, satisfacion faite à partie avant tout euvre. Si donnons en mandement au seneschal de Poytou et à touz noz autres justiciers et officiers, presens et avenir, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulx, que le dit suppliant facent et lessent joir et user plainnement et paisiblement de nostre presente grace et remission, sanz le molester, faire ne souffrir empeschier ores ne pour le temps avenir, comment que ce soit, au contraire, en mettant ses biens, se pour ce estoient prins, saisiz ou arrestez, ou son corps emprisonné, du tout à plainne delivrance, sanz aucun delay. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre à ces presentes lettres le seel royal ordené en l'absence du grant. Sauf en autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Ce fut fait et donné à Paris, en nostre chastel du Louvre, ou mois de novembre l'an de grace m. ccc. lxxv. et de nostre regne le douzieme.

Par le roy en ses requestes. P. de Montyon. — Praelles.

DLXXXIX

Lettres de rémission accordées à Pierre Bouer, qui avait frappé à mort Nicolas Morain, pour venger l'honneur de sa femme que celui-ci avait outragée. (JJ. 108, n° 75, fol. 49 v°.)

21 décembre 1375.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, nous avoir receue l'umble supplicacion des amis charnelx de Pierre Bouer et de Margot des Olleres ¹, sa femme, contenant que, comme sur ce que feu Nicolas Morain par hayne conceue ou autrement, de sa volenté avoit dit et disoit publiquement, pour villener et deshonorer les diz mariez à tousjours, que ycelle Margot avoit esté et estoit une très grant putain et qui pis estoit, pour plus mettre grant noise et debat entr'eulx, voire pour les faire separer, eust dit et publié que les enfans des diz mariez, que le dit Nicolas tenoit pour siens, nez durant leur mariage, n'estoient pas enfans du dit Pierre Bouer, son mary, mais estoient enfans d'une autre personne qu'il nommoit, et ce mesmes avoit dit et relaté Guillaume Morain, frere du dit feu Nicolas, pluseurs paroles feussent meues entr'eulx, le lundi avant la saint Nicolas d'esté derrainement passé ²,

1. On rencontre, vers cette époque, un Jean des Ollières, aliàs des Oulères. Le fief de la Ferté était tenu de lui et d'Hugues du Plessis. Ils refusèrent d'en recevoir l'hommage de Thomas Jean, dit Fabri, et de sa femme, parce que ce fief était litigieux entre ce dernier et Jean de Pairé, archiprêtre d'Ardin (Deux-Sèvres). Jean des Ollières et Hugues du Plessis soutenaient en même temps un procès contre Jean Rasour, touchant le rachat de certains héritages, affaire dans laquelle était impliqué aussi l'archiprêtre d'Ardin. (Voy. deux mandemens du Parlement, en date des 21 mars et 24 avril 1380 ; X^{1a} 29, fol. 49 v° et 32.) Une autre Marguerite des Ollières, ou des Holères, suivant Du Chesne, sœur de Thibaut, seigneur des Holères en la paroisse de la Chapelle-Thireuil, était femme de Humbert Rataut, seigneur de Dislay, dont la fille Jeanne contracta mariage avec Pierre de La Rochefaton, chevalier, vivant en 1350 et 1362. (*Hist. géneal. de la maison des Chasteigniers*, in-fol., Paris, 1634, p. 419.)

2. Le 7 mai 1375, la saint Nicolas se célébrant le 9 de ce mois et tombant cette année-là un mercredi.

ou prioré de la Cailliere en Poitou, où il estoient, et furent les diz mariez aussi comme touz foursenez pour la grant injure et villennie, que le dit feu Nicolas avoit dit et disoit de la dicte Margot, que le dit Pierre Bouer tenoit et tient pour bonne preude femme ; le quel, esmeu et eschauffé de ce, pour l'amour naturelle qu'il avoit à sa dicte femme et enfanz, après pluseurs paroles injurieuses dictes tant d'une partie comme d'autre, eust feru un cop ou pluseurs le dit feu Nicolas sur la teste d'un baston qu'il tenoit en sa main, et le quel il avoit trouvé d'aventure, et aussi le y fery du dos d'un coustel, dont on dit que mort s'en ensui dedans le jour ensuivant. Du quel fait ainsi advenu les diz mariez, eulx revenuz en leur bon propos et senz naturel et hors de leur fureur, ont esté et sont moult dolenz et courrocez. Et pour cause d'icellui, doubтанz rigueur de justice, se sont absentez du dit país de Poitou, dont ilz sont, et n'y oseroient bonnement demourer ne converser ; et il soit ainsi que ilz aient esté et soient genz de bonne vie et honneste conversacion, et onques ne furent reprins ou blasmez d'aucun autre mauvez cas ou reproche, et que le dit fait est avvenu par le fait et coulpe du dit feu Nicolas, qui tousjours continuoit en ses paroles, qui estoient et sont les plus hayneuses que l'en puisse dire à genz mariez, et n'est si constant homme qui en ce cas ne s'esmeust et eschauffast, et aussi est avvenu ycellui fait soudainement et par meschief, senz aucun fait appensé, il nous plaise pour Dieu et en pitié, actendu le cas dessus dit, qui est piteable, et afin que eulx et leurs enfans ne soient mendians à tousjours, et aussi les grans pertes et dommages qu'ilz ont eues et soustenues par le fait de noz guerres, leur faire et eslargir sur ce nostre grace. Nous, eue consideracion à tout ce que dit est, à yceulx mariez, ou cas dessus dit, le dit fait et tout ce qui s'en est ensui avons remis, quittié et pardonné, remettons, quittons et pardonnons de nostre certaine science,

auctorité royal et grace especial, par ces presentes, avecques toute peinne et amende corporelle, criminelle et civile, en quoy yceulx mariez et chascun d'eulx pourroient estre encouruz envers nous, pour raison des choses dessus dictes ou aucunes d'icelles, et les remettons à leur bonne renommée, à leur païs et à leurs biens, en imposant sur ce silence perpetuel à nostre procureur et à touz autres, à qui il appartendra, se aucune poursuite ou demande en vouloient faire, toutesvoies satisfacion faicte à partie premierement et avant toute euvre. Si donnons en mandement au bailli des Exempcions d'Anjou, du Maine et de Tourainne, et à touz noz autres officiers et justiciers, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulx, presens et avenir, si comme à lui appartendra, que de nostre presente grace les lessent, facent et seuffrent joir et user paisiblement, et contre la teneur de ces presentes ne les empeschent ou molestent ou seuffrent estre empeschiez ou molestez, ores ne pour le temps avenir, en aucune maniere, mais leurs corps et leurs biens, se pour ce estoient prins, saïsiz ou arrestez, les mettent ou facent mettre sanz contredit à plainne delivrance. Et en ampliant nostre dicte grace, nous plaist et voulons, et avons octroïé et octroions, par ces mesmes presentes, au seigneur soubz qui jurisdiction le dit cas est venu, que aus diz mariez il puisse faire telle grace comme il lui plaira, sanz prejudice ou lesion de sa justice, ores ne pour le temps avenir. Et afin que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre à ces presentes lettres le seel royal ordené en l'absence du grant. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, le **xxi^e** jour de decembre l'an de grace **m. ccc. lxxv.** et le **xii^e** de nostre regne.

Par le roy. J. Tabari.

DXC

Don au connétable du Guesclin de la tour et de la forteresse de Chitré avec toutes les terres qui en dépendaient, saisies sur un écuyer nommé Huguet Beuf, partisan des Anglais. Après avoir obtenu une première fois sa grâce en promettant d'être fidèle au roi, il avait violé sa parole et continué de servir l'Angleterre. (JJ. 108, n° 78, fol. 51.)

11 janvier 1376.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, que comme Huguet Buef¹, escuier, qui, depuis que nostre adversaire d'Angleterre nous commença les presentes guerres, fu pris tenant le parti de nostre dit adversaire par noz genz, au quel nous pardonnasmes ce que il avoit mespris en ce fait envers nous, par ce que il nous promist tenir nostre parti ès dictes guerres et nous servir contre

1. Fils de Jean Beuf, aussi seigneur de Chitré, fief tenu à hommage lige de l'évêque de Poitiers et qui, au commencement du XIV^e siècle, appartenait encore à la famille du même nom. Jeannede Chitré rendit aveu de cette terre et de ces dépendances à l'évêque Arnaud d'Aux, le 8 avril 1309. (Voy. *Cartul. de l'évêché de Poitiers*, dit le *Grand-Gauthier*, publié par M. Rédet, t. X des *Arch. hist. du Poitou*, p. 274.) De 1343 à 1348 au moins, on trouve une Eléonore de Gençay, aliàs de Niçay, dame de Chitré, veuve et tutrice de plusieurs enfants mineurs. Elle était à cette époque en procès avec Fort d'Aux, évêque de Poitiers, à cause de cent sous de rente annuelle que celui-ci réclamait sur le quart de la terre de Chitré. A la requête de l'évêque, ledit quart avait été placé sous la main du roi; mais, par arrêt du 9 août 1343, faisant droit à la demande d'Eléonore, la cour en ordonna la mainlevée (X^{1a} 9, fol. 477 v°). Le 1^{er} juin 1346, le Parlement donna permission aux parties de conclure un accord, sans être tenues à aucune amende (X^{1a} 10, fol. 364 v°), et cette autorisation leur fut renouvelée le 27 avril 1348 (X^{1a} 12, fol. 102). Peut-être cette dame épousa-t-elle en secondes noces Jean Beuf, ce qui expliquerait l'entrée de ce fief dans la famille Beuf, pour la généalogie de laquelle M. Filleau a recueilli quelques éléments. (*Dict. des familles de l'anc. Poitou*, t. I, p. 374.) Du Guesclin ne resta pas longtemps en possession de Chitré. Ce domaine fut donné, peu de temps après, par le duc de Berry à l'un de ses vieux serviteurs, Pierre de Vieuxbourg, et celui-ci le céda lui-même, le 4 septembre 1378, à Guy Turpin de Crissé, qui possédait déjà une rente annuelle de vingt setiers de froment et de huit livres en deniers sur l'hébergement et ses appartenances. L'acte de cession ou de vente, avec la confirmation qui en fut faite par le roi, le 11 décembre 1378, sera publié ci-dessous à cette dernière date.

nostre dit adversaire, ait esté depuis devers noz ennemis et à present ait esté pris sur la mer en la compagnie du sire de Lesparre ¹, en alent en Angleterre, ès quelles choses faisant a commis crime de lese majesté envers nous, par quoy la tour et forteresse de Chitré ², que il avoit en Poitou, et toutes les terres et revenues et appartenances d'icelle nous sont acquis et venuz en commis ; nous, pour contemplacion des bons et loyaulx services que nostre amé et feal connestable nous a faiz en noz guerres et fait encores chascun jour, lui avons donné de grace especial et de nostre auctorité royal et certaine science, et donnons par la teneur de ces presentes la dicte tour et forteresse avecques toutes les terres, revenues et appartenances, en quelxconques choses et lieux que il soient, justice, seigneurie, fiez, arrierefiez, hommes, hommages, avecques la juridicion et justice, telle comme le dit Huguet les y avoit, et toutes appartenances et appendences d'icelle tour et forteresse, comment que il soient diz ou appelez, en la

1. Florimond, sire de Lesparre, fit hommage au roi d'Angleterre à Agen, le 26 décembre 1363. Il accompagna au siège de Limoges (septembre 1370) le prince de Galles, qui le nomma, peu de temps après, l'un des gouverneurs de la Gascogne. (Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. VIII, p. 31, 60, 65, 104, 110.) Le sire de Lesparre demeura toute sa vie fidèle aux Anglais. Le 28 septembre 1375, Edouard III lui accorda une rente de quatre-vingts livres, et sous la date du 8 avril 1394, on trouve mention d'un sauf-conduit « *pro Florimundo domino de Lesparre, vicecomite d'Orte, domino de Castelhon, in regnum Anglie veniendo, pro arduis negotiis statum Aquitanie concernentibus* ». (Th. Carte, *Catalogue des rôles gascons*, in-fol., t. I, p. 179.)

2. La tour de Chitré, qui avait une forte garnison anglaise, fut prise par le duc de Bourbon quelques jours après la réduction de Poitiers, au mois d'août 1372. Les habitants de cette ville « lui requierent plus avant comment de une place près de là, appelée la Tour de Citri, qui leur faisoit forte guerre, il les voulsist desliver. Auxquels le duc de Bourbon dit qu'il feroit son devoir de la prendre, et y envoya tantost les gens de son hostel, qui y demeurèrent sept jours et puis la prindrent, dont ceulx de Poitiers ne furent oncques si lies ; et donnerent au duc de Bourbon deux cents marcs d'argent pour les bons services qu'il leur avoit faits. » (*La chronique du bon duc Loys de Bourbon*, par Jehan Cabaret d'Orville, publ. pour la Société de l'Histoire de France par M. Chazaud, 1876. in-8°, p. 90.)

valeur de cent livres de terre ou de rente annuelle à tousjours, à tenir par nostre dit connestable et par ses hoirs et successeurs et aianz cause de lui, à tousjours mais, non obstans autres dons que faiz lui aions et que en ces lettres ne soient exprimez, ne ordenances ou deffenses quelxconques au contraire. Si donnons en mandement au bailli de noz Exempcions de Touraine et de Poitou, et à touz les autres justiciers de nostre royaume, presens et avenir, ou à leurs lieuxtenans, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que nostre dit connestable, ou ses genz pour lui, mettent ou facent mettre en possession et saisine de la tour, forteresse, terres, revenues et appartenances dessus dictes, en la valeur dessus dicte, et l'en lessent et facent, et ses diz hoirs et successeurs et ceulx qui auront cause de lui, joir et user paisiblement et perpetuellement, cessant tout empeschement. Et que ce soit ferme chose et estable à tousjours, nous avons fait mettre à ces lettres le seel royal ordené en l'absence du grant. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, le xi^e jour de janvier l'an de grace m. ccc. lxxv. et le xii^e de nostre regne.

Par le roy. Yvo.

DXCI

Lettres d'amortissement de trois cents livres de rente annuelle, données en faveur de l'abbaye de la Sie-en-Brignon. (JJ. 108, n° 229, fol. 133 v°.)

Février 1376.

Karolus, etc. Ad perpetuam rei memoriam. Regalis providencie circumspecta benignitas desideria juxta potentiam favore congruo prosequi consuevit, et votis eorum qui a rationis tramite non dissonant, sed potius divini cultus augmentum prospiciunt, se libenter exhibet propiciam et benignam, nosque ad ea que divinorum concernunt

augmentum nostre liberalitatis dexteram, more predecessorum nostrorum, extendimus, ut in extremi censura iudicii, iudex celestis pariter ac terrenus eo benignum et misericordem erga nos se reddat et propicium, quo amplius sui nominis cultum nostrorum largicione munerum in terris noverit honorari. Cum itaque, prout ex humili supplicatione dilectorum nostrorum abbatis et conventus monasterii de Absia in Brigonio ¹ infra et propè metas Pictavenses, Andegavenses et Turonenses, intelleximus, ipsa ecclesia, que parve fundacionis extitit dotata, occasione guerrarumstrarum, sit ad presens multum depauperata. Nos volentes propter ea ipsius neccessitati et manus nostras favore cultus divini porrigere super hoc adjutrices, notum facimus universis, presentibus pariter et futuris, dictis religiosis de nostris certa sciencia, auctoritate regia et gracia speciali concessisse, ut ipsi aut eorum successores pio et dicte ecclesie nomine, tres centum libratas perpetui et annui redditus, ad titulum legati, doni seu aliàs, extra tamen feodum et justiciam, ad opus ipsius ecclesie acquirere, tenere et possidere valeant perpetuo pacificè pariter et quietè, absque eo quod aliquid de eis vendere vel alienare, aut extra manus suas ponere cogi possint, nunc vel aliàs quomodolibet in futurum. Quas quidem tres centum libratas annui et perpetui redditus, pietatis intuitu et ut divinis que in eadem ecclesia deinceps fient obsequiis perpetuo efficiamur participes, mediante financia moderata, admortizamus per presentes. Mandantes dilectis et fidelibus gentibus Camere compotorum nostrorum Parisius, ceterisque ad quos pertinuerit aut in futurum poterit pertinere, quatinus dictos religio-

1. La notice consacrée à cette abbaye par le *Gallia christiana* (t. II, col. 1297) est extrêmement courte. On y trouve l'acte de fondation par Giraud Berlay, sans date, et les mentions de trois abbés seulement. La Sie-en-Brignon est située entre Argenton-Château e Montreuil-Bellay, sur les marches du Poitou et de l'Anjou.

sos contra tenorem nostre presentis graciae nullatenus impediant, aut à quoquam de cetero impediri permittant, ymo ipsos nostra dicta presenti gracia uti et gaudere faciant pacificè et quietè, ordinationibus seu mandatis ad hoc contrariis non obstantibus quibuscunque. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, sigillum nostrum, in absencia magni ordinatum, presentibus litteris fecimus apponi. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum in castro nostro de nemore Vincennarum, anno Domini M. CCC. LXXV^o et regni nostri duodecimo, mense februarii.

Per regem in suis requestis. G. Sesne. Evrardus.

DXCII

Le capitaine du château de Chauvigny, nommé par le chapitre de Poitiers, le siège épiscopal vacant, avait refusé d'ouvrir ses portes au bailli des Exemptions du Poitou, qui prétendait y entrer au nom du roi et en vertu du droit de régale. Responsable de ce fait et craignant d'être poursuivi, le chapitre se fait octroyer des lettres de rémission et la mainlevée du temporel de l'église de Poitiers, qui avait été saisi ¹. (JJ. 109, n° 67, fol. 32 v°.)

14 mars 1376.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, à

1. L'original de ces lettres est conservé aux Archives de la Vienne, liasse G. 157, et une copie en a été recueillie par dom Fonteneau (t. II de sa collection, p. 143). Louis d'Harcourt, vicomte de Châtellerault, qui avait son château d'Harcourt à Chauvigny, était tenu de faire hommage à l'évêque de Poitiers ; ils étaient en procès à ce sujet, l'année précédente, comme on le voit par un mandement du Parlement du 21 août 1375 (Arch. nat., X¹^e 24, fol. 87 v°). Le premier contestait aussi à l'évêque son autorité sur les capitaines, donjon et barrières de Chauvigny. Une transaction intervint entre Bertrand de Maumont et le vicomte de Châtellerault, par la médiation de Jean comte de Poitou, le 28 avril 1377. (Coll. dom Fonteneau, t. II, p. 153.) Un nouvel accord fut conclu entre Simon de Gramaud, évêque de Poitiers, successeur de Bertrand de Maumont, et Louis d'Harcourt, touchant le même différend, accord qui fut confirmé et enregistré au Parlement, le 6 août 1387. (Arch. nat., X¹^e 55, et coll. Fonteneau, t. III, p. 591.) L'évêque Aimery de Mons avait nommé un de ses parents, Jean de Mons, écuyer, garde

nous avoir esté signifié de la partie de noz bien amez le chapistre de l'eglise de Poitiers ¹, que comme, le siege de l'evesque vacant par mort, promociion ou autrement, à eulz appartiengne de droit et de raison avoir et tenir le gouvernement et administracion en esperituel et temporel du dit eveschié, et de ce et aussi d'avoir la garde des chasteaulx, lieux et forteresses appartenans à ycellui eveschié soient en saisine et possession de si lonc temps qu'il n'est memoire du contraire, et d'oster et destituer capitaines, gardes et autres officiers des diz chastiaux, lieux et forteresses, et de y mettre et establir ou nom du dit chapistre, capitaines, gardes et autres officiers, si comme bon leur samble, et il soit ainsi que le dit siege darrainement vacant par la promociion de celui qui lors estoit evesque à estat de cardinal ², le dit chapistre eust mis, ou nom que dessus, ès diz chasteaulx, lieux et forteresses, capitaines, gardes et autres officiers, en leur faisant faire serement de les garder à l'honneur et au profit de nous et de nostre royaume, et que il ne les rendroient ou mettroient en autres mains que en celles du chapistre et de son commandement; neantmoins nostre bailli des Exempcions de Poitou, nouvellement institué de par nous, sanz faire foy d'aucun mandement ou commission qu'il eust sur ce, se transporta, durant la dicte vacacion, environ la Saint Ylaire darrainement passé, ou chastel de Chauvigny, le quel est le principal chastel du dit eveschié et en frontiere lors de noz

et gouverneur du donjon et des barrières de Chauvigny. D'autre part, le duc de Berry avait le droit de nommer à cet office, en qualité de comte de Poitou; on possède encore les provisions qu'il accorda à Jean du Rivau. (Archives de la Vienne, liasse G. 31.)

1. Par lettres de juillet 1375, Jean duc de Berry donna au chapitre de Saint-Pierre de Poitiers cent livres de rente sur les revenus du comté de Poitou. Puis, en février 1379, il remplaça cette libéralité par l'abandon ou cession qu'il fit aux chanoines, pour neuf années, du minage de Poitiers. (Arch. nat., J. 185^a, n^{os} 37, 38, 42 et 43.)

2. Il s'agit de la vacance du siège épiscopal de Poitiers, l'an 1375, entre l'élévation de Guy de Malsec au cardinalat et la nomination de Bertrand de Maumont.

ennemis, accompagné de plusieurs genz mescogneuz et fist commandement au portier du dit chastel, le capitaine d'icellui estant alez en la ville de Chauvigny, en la compagnie de l'abbé de Charroz ¹, de l'abbé de Nostre Dame la Grant de Poitiers en l'église de Poitiers, et de plusieurs autres, que le dit chastel il lui ouvrist. Le quel portier respondi courtoisement qu'il ne l'oseroit faire sanz licence du capitaine estant en la ville; le quel nostre bailli, non content de ceste response, adonques s'efforça, sanz plus attendre, de entrer dedens le dit chastel, en commandant rompre de fait les portes d'icellui à piz et à haches. Et ce pendant, survint le dit capitaine avec les seigneurs dessus nommez; et lors demanda le dit bailli le quel estoit capitaine du dit chastel, en lui faisant commandement de par nous qu'il le lui feist ouvrir. Le quel capitaine lui respondi qu'il le feroit volentiers, mais que il ensaignast de son povoir et eust sur ce licence du dit chapistre, en nom de qui il avoit la garde du dit chastel. Par la quelle response icellui bailli commanda prendre le dit capitaine et estre mené, piez et mains liez, à Tours. Et lors le dit capitaine dist au dit bailli que, se l'abbé de Nostre Dame dessus nommé le lui commendoit, il feroit volentiers ouvrir le dit chastel; lequel abbé fit response qu'il n'estoit point là pour le dit chapistre, maiz en son nom privé et comme familier du dit cardinal, pour la garde de ses biens, qui estoient ou dit chastel. Et lors le dit bailli mist le temporel du dit abbé, comme de rebelle, en nostre main. Et environ vi. jours après, pour ce que maistre Jehan

1. D'après le *Gallia christiana*, l'abbé de Charroux à cette époque paraît avoir été Géraud de Jovion, alias de Chanac (t. II, col. 1229). Dom Fonteneau a recueilli deux bulles du pape Clément VII, l'une du 12 avril, l'autre du 12 septembre 1379, adressées à Géraud, abbé de Charroux (t. IV, p. 451 et 453). L'abbé de Notre-Dame-la-Grande en fonctions le 14 mars 1376 était vraisemblablement Guillaume Bernard dont il est encore fait mention dans des actes du 4 août de la même année (Coll. dom Fonteneau, t. II, p. 150).

Cornet ¹, chanoine de Poitiers et procureur du dit chapistre, en la presence de plusieurs genz, faisoit au dit bailli requeste humblement qu'il vousist declarier les causes et raisons par les quelles il occupoit le dit chastel et avoit mis le temporel du dit eveschié en nostre main, le dit bailli lui fist response que pour raison de la regale qui disoit nous avoir en la dicte eglise, durant la dicte vacacion. Et encontinant mist le dit bailli nostre main ou temporel des diz chapistre et procureur, disant et donnant à entendre que rebellion nous avoit esté faicte pour les cas dessus diz, combien que pendant le premier commandement du dit bailli, on lui souffry gracieusement entrer. Et pour ce que les diz chapistre et autres dessus nommez se doubtent que, pour occasion de ces choses, au pourchaz du dit bailli ou autrement, aucune poursuite ne feust faicte contre eulz, jasoit ce que onques n'eurent en propos ne volenté de faire aucune rebellion ou desobeissance, maiz ont esté les diz evesque et ceulx de chapistre des premiers des parties de par delà qui, depuis le commencement de noz presentes guerres, ont mis eulz, leurs biens, chasteaulx et forteresses en nostre subjection et obeissance ; et se lors le dit bailli et ses genz n'entrèrent ou dit chastel, tantost après son commandement, ce ne fu pas par maniere de rebellion ou desobeissance, mais pour ce que les dessus nommez n'avoient pas cognoissance du dit bailli, qui nouvellement avoit esté commis au dit office, et pour les perilz qui lors estoient pour cause de noz ennemis ou dit país, ilz humble-

1. Jean Cornet devint maître des requêtes de l'hôtel. Il fonda par son testament une chapellenie dans le cimetière dit *de Cornetis* au diocèse de Luçon, et légua une rente annuelle de 15 livres pour l'entretien du chapelain. Ses héritiers, Ithier de Vaux et Isabelle Cornet, sa femme, Regnaut Ancelon et Philippe Cornet, sa femme, et Jean de la Croix, firent des difficultés pour l'assiette de cette rente et furent assignés au Parlement par l'exécuteur des dernières volontés de leur parent. Le 24 juillet 1385, la cour chargea une commission de faire cette assiette sur les biens de Poitou laissés par Jean Cornet (X^{ta} 35, fol. 38 v°).

ment nous ont fait supplier de leur eslargir sur ce nostre grace. Pour quoy nous, toutes ces choses considerées, aux diz de chapistre et au dit capitaine avons, ou cas dessus dit, quictié remis et pardonné, quictons, remettons et pardonnons, de certaine science, auctorité royal et plaine puissance, toute rebellion et desobeissance que il pourroient avoir commis envers nous, ès choses dessus dictes ou aucunes d'icelles, avec toute peine et amende quelconque qu'elle soit, en quoy il pourroient estre encheuz envers nous, et le temporel du dit chapistre, et aussi de l'abbé de Nostre Dame et de maistre Jehan Cornet dessus diz, arresté et mis en nostre main pour les causes dessus dictes, avons mis et mettons au delivre et en ostonz nostre dicte main. Si donnons en mandement au dit bailli des Exempcions et à touz noz autres justiciers et officiers, ou à leurs lieux tenans, et à chascun d'eulx, presens et avenir, si comme à lui appartendra que les dessus nommez et chascun d'eulz ilz, ou cas dessus dit, laissent, facent et souffrent joir et user paisiblement de nostre presente grace, et contre la teneur de ces presentes ne les empeschent ou molestent, ou souffrent estre empeschiez ou molestez, ores ne pour le temps avenir, en aucune maniere; et se aucune chose de leur dit temporel avoit esté prise, levée ou receue, leur facent rendre et restituer, sanz aucun contredit ou delay, ces lettres veues, non obstans ordenances, mandemens ou defenses à ce contraires. Et affin que ce soit ferme chose et estable à touz jours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné en nostre hostel de Gouvieux, le xiiii^e jour du mois de mars, l'an de grace m. ccc. lxxv, et de nostre regne le xii^e.

Par le roy. J. Tabari.

DXCIII

Rémision accordée à Jean de La Haye, chevalier, à Guillaume d'Oiron, écuyer, et à plusieurs autres leurs complices, qui s'étaient emparés sans commission du fort de Saint-Florent-le-Vieil, mais l'avaient rendu en mai 1363 au duc d'Anjou. (JJ. 108, n° 276, fol. 155 v°.)

Mars 1376.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, que de la partie des compaignons, dont les noms sont cy après nommez et exprimez, c'est assavoir Jehan de La Haye ¹, chevalier, Guillaume d'Oiron ², escuier, Guillaume Le Conte, Jehan Fierboys, Colinet le Moine, Jehan Mallart, Guillaume Thomas, Symon Rose, Colin Le Conte, Guillaume de Lenay ³, Odin de Crevecuer et Jehan Regnart ⁴, nous a esté exposé que, bien a xiii. ans et plus, c'est assavoir lors que les guerres estoient moult granz par tout nostre royaume et que noz ennemis y tenoient

1. Nous avons publié, à la date du 23 novembre 1369, des lettres de don d'une rente annuelle de 20 livres sur des biens confisqués en faveur de Jean de La Haye, le jeune, fils de feu Jean de La Haye, du Puy-Notre-Dame (vol. précédent, p. 430). C'est sans doute le même personnage qui était seigneur de Beauregard, et dont le fils de même prénom épousa Jeanne Turgis, fille d'Aimery, seigneur des Fontaines, et de Jeanne de Bernezay. (Beauchet-Filleau, *Dict. des familles de l'anc. Poitou*, t. II, p. 209.) On trouve dans les registres du Parlement Jean de La Haye, chevalier, et Jean de La Haye, écuyer, poursuivis en matière criminelle par Jean d'Appelvoisin et sa femme. Après information faite contre eux, ils obtinrent tous deux leur élargissement, le 12 mars 1379 (X^{2a} 10, fol. 77).

2. Guillaume d'Oiron, écuyer, était poursuivi, à cette époque, au criminel, mais pour une cause non spécifiée, par le procureur du roi au Parlement, par Guiomart Gouzillon et par les réformateurs députés par le roi en Anjou. Le 2 avril 1376 n. s., la cour l'élargit jusqu'à nouvel ordre, et il élut domicile à Paris, chez son procureur, Pierre Solas. (Arch. nat., X^{2a} 10, fol. 15 v°.)

3. Parent de Maurice de Lenay, chevalier, dont nous avons dit quelques mots dans une note précédente.

4. Jean Renard ou Regnart était appelant au Parlement avec plusieurs autres, le 14 mai 1379, d'une sentence criminelle rendue contre eux, en faveur de Jean Boutoul, écuyer, par le lieutenant du bailli des Exemptions de Poitou, Anjou et Touraine, au siège de Luçon (X^{2a} 9, fol. 158).

et occuppoient plusieurs fors, et par especial ou païs d'Anjou, dont est la plus grant partie des diz exposanz, et plusieurs autres leurs alliez et adherens adviserent un lieu ou dit païs d'Anjou, qui estoit assez fort, appelé le moustier de Saint Florent le Viel ¹, fondé de moines noirs, le quel estoit environné de pluseurs autres fors que tenoient et occupoyent noz diz ennemis; et ycellui moustier où il n'avoit que vi. hommes d'armes avec les religieux d'icellui moustier et aucuns autres simples genz du pays qui s'i estoient retraiz, pour doubte de noz diz ennemis, et qui n'estoient pas gens de defense, prindrent, du consentement des diz vi. hommes d'armes qui estoient de leur amistié, et pour contrestre à la mauvaise volenté des diz ennemis, et pour les grever et dommager à leur povoir, et aussi pour doubte que yceulx ennemis ne le preissent et occupassent; car s'il l'eussent prins et occupé, tout le païs d'environ eust esté en voye et peril d'estre du tout destruit et desert, et avec ce une grant partie des diz compagnons qui sont du dit païs eussent esté semblablement en peril d'estre desert et mis à povreté; et le fortifierent et mirent en tel estat et si defensable que, à l'aide de Dieu, il le tindrent et garderent par l'espace de v. moisou environ, contre tout le povoir de noz diz ennemis, qui par pluseurs fois s'efforcèrent de le prandre et occuper, et finalement l'eussent prins, se ne feussent les diz compagnons. Et ne firent yceulx compagnons aus diz moynes qui estoient ou dit moustier, ne aus autres genz du dit lieu, aucun mal de leurs personnes, fors seulement de prendre de leurs biens pour leurs vivres et leurs autres neccessitez. Neantmoins assez tost après, c'est assavoir au

1. L'occupation par Jean de La Haye et ses compagnons de l'abbaye fortifiée de Saint-Florent-le-Vieil remonte par conséquent à l'année 1362 ou 1363, c'est-à-dire à l'époque où les grandes Compagnies désolaient les marches d'Anjou, de Touraine et de Poitou. (Cf. S. Luce, *Tableau des lieux forts occupés par les compagnies anglo-navarraises*, dans l'*Hist. de Du Guesclin*, t. I, p. 483.)

moys de may l'an m.ccc.lxiii, nostre très cher et amé frere le duc d'Anjou et du Maine, en quel terre est assiz le dit moustier, ou ses genz requistrent ausdiz compaignons qu'il leur rendissent le dit fort ; le quel il leur rendirent moult amiablement, senz nulle rebellion et senz faire autres excès que dessus est devisé. Après lesquelles choses et la rendue du dit fort, une partie des diz compaignons s'en alerent pour nous servir au siege de Becherel, et le demourant des diz compaignons les moines du dit fort, à qui les genz de nostre dit frere le rendirent, retindrent avec eulx pour garder le dit fort. Suppliant que, ces choses considerées, et au long temps qu'il y a que le dit fait avint, et aus guerres et pestilances qui lors estoient par tout nostre royaume et par especial ou dit païs, et ce que il sont et depuis le dit temps ont esté genz de bonne vie et honneste conversacion, et nous ont servi avant et après le dit fait bien et loyaument en noz guerres, où il ont exposé leurs dictes personnes en plusieurs perilz, que sur'ce leur vueillons eslargir nostre grace. Nous adecertes, eu regart et consideracion à ces choses, ayanz pitié et compassion des diz supplians en ceste partie, toute peinne corporele, criminele et civile, en quoy les diz supplians et chascun d'eulx sont ou pevent estre encoruz envers nous, pour le fait de la prinse du dit moustier et des biens qui y estoient, les quelz il prinrent pour leurs dictes neccessitez, leur avons ou cas dessus dit quictié, pardonné et remis, quictons, pardonnons et remettons, par ces presentes, de grace especial et de nostre auctorité royal, satisfaction ou restitution faicte à partie, et les remettons au païs, à leur bonne fame et renommée et à leurs biens, en imposant quant à ce silence perpetuel à nostre procureur et à touz noz autres justiciers et officiers. Mandans au bailli des Exempeions de Touraine, d'Anjou, du Maine et de Poictou, et à touz refformateurs, deputez et à deputer sur telz et semblables faiz, à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx,

que les diz supplians et chascun d'eulx il facent, sueffrent et laissent joir et user paisiblement de nostre presente grace, et se leurs corps ou leurs biens, ou d'aucuns d'eulx, estoient pour ce prins, detenuz ou empeschiez, qu'il les leur mettent ou facent mettre à plaine delivrance. Et que ce soit chose ferme et estable à touz jours mais, nous avons fait mettre nostre seel, ordené en l'absence du grant, à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Donné à Paris, ou moys de mars l'an de grace M.CCC.LXXV, et le XII^e de nostre regne.

Es requestes de l'ostel. J. Greelle. Auxoys.

DXCIV

Lettres de rémission accordées à Thomas Gautier de la Motte, poursuivi pour coups et blessures devant le sénéchal de Fontenay-le-Comte par Thomas Sauvin. (JJ. 108, n° 264, fol. 148 v°.)

Avril (avant le 8) 1376.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, à nous avoir esté signifié de la partie de Thomas Gautier de la Mote, du païs de Poitou, que Thomas Sauvin dist plusieurs injurieuses paroles au dit signifiant, et de ce non content, l'assailli et de fait lui fist injures et villenies, et en ce moment senz intervalle ycellui signifiant, ainsi soy veant injurié, en soy defendant et pour eschever le peril là où le mettoit et vouloit mettre le dit Thomas, fery d'un poing par plusieurs foiz icellui Thomas, le getta par terre et saicha son coutel par le dit Thomas, senz le ferir et senz le avoir autrement injurié; et pour ce que par avant la invasion, injures, villenies et autres faiz dont dessus est faicte mencion, avenuz comme dit est, le dit signifiant avoit asseuré le devant dit Thomas, le seneschal de Fontenay¹ pour nostre amé et feal connestable a fait prendre

1. Le sénéchal institué par Du Gusclin à Fontenay-le-Comte se

et emprisonner le dit signifiant pour ce fait, et depuis l'a eslargi à caucion, et avec ce a mis ou fait mettre et tient en la main de nostre dit connestable les biens du dit signifiant, contre lequel l'en procede ou veult proceder criminellement, pour occasion de ce que dit est, si comme il dit, en nous humblement suppliant, comme il en touz ses autres faiz ait esté et soit homme de bonne vie, renommée et honneste conversacion, non convaincuz, condempnez ne actains d'autre meffait, et avec ce le dit Thomas, qui par avant le dit fait avenu semblablement avoit asseuré le dit signifiant, ait esté en cause ou commencement du dit debat, nous sur ce lui vueillons eslargir nostre grace. Nous adecertes, pour consideracion de ce que dit est, au dit signifiant ou cas dessus dit avons remis, quietié et pardonné de grace especial, remettons, quittons et pardonnons le dit fait, avec toute peinne, amende et offense corporele et criminele que pour ce puet avoir encouru envers nous, et satisfait premierement et avant toute euvre [à partie, civilement tant seulement], le restituons au pais, à sa bonne renommée, se pour ce est amenrie, et à ses biens quelxconques. Si donnons en mandement au gouverneur de la Rochelle et à touz noz autres justiciers, ou à leurs lieux tenans et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que le dit signifiant facent et suelfrent joir de nostre presente grace, senz le molester au contraire en

nommait Pierre Mignot, comme on l'apprend d'un arrêt du Parlement statuant en appel sur une sentence rendue par lui contre Pierre Machoin, en faveur de Pierre Thémis. Jean Normandeau, sergent du connétable au même lieu, qui avait été chargé de l'exécution de la sentence, était assigné avec le sénéchal. L'affaire fut renvoyée par-devant le bailli des Exemptions de Poitou, Touraine et Anjou, le 14 juillet 1377 (X^{1a} 26, fol. 79). Quand Du Guesclin céda sa châtellenie de Fontenay au duc de Berry, c'est-à-dire en décembre 1377, Pierre Mignot devint sénéchal du sire de Parthenay. Sa fille avait épousé Moreau de Magné, un chevalier qui fut poursuivi, peu de temps après cette date, pour assassinat sur la personne de Jean de Verruyes (X^{2a} 10, fol. 86, 87), et obtint pour ce fait des lettres de rémission qui seront publiées ci-dessous, à la date de novembre 1378.

corps ou en biens, et son corps et biens pour ce prins, saisissez, levez, arrestez ou empeschiez, lui mettent ou facent mettre à plaine delivrance. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable à touz jours, nous avons fait mettre à ces lettres nostre seel ordené en l'absence du grant. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, ou moys d'avril l'an de grace m. ccc. lxxv, et de nostre regne le xii^e.

Es requestes de l'ostel. Henry Filleul.

DXCV

Don à Jean duc de Berry, comte de Poitou, des châteaux et fortresses de Gençay et de Mortemer, qui avaient appartenu à Radegonde Béchet, femme d'Adam Chel, s^r d'Agorisses, chevalier anglais, et à Catherine Sénéchal, sa fille d'un premier lit. (Jl. 109, n^o 10, fol. 10.)

7 avril 1376.

Karolus, etc. Notum facimus universis, presentibus et futuris, quod cum, prout carissimi germani nostri Johannis, ducis Bithurie et Alvernie, comitis Pictavensis, exposicio continebat, idem germanus noster sufficienter informatus quod Radegondis Bechete, uxor cujusdam anglici militis, nomine d'Agorisses¹, et Katherina Seneschaude, dicte Radegondis filia², de Pictavie partibus

1. Adam Chel, seigneur d'Agorisses ou d'Agorissart (voy. la note 1 de la p. 42 ci-dessus, et pour sa femme, Radegonde Béchet, p. 58 note.)

2. Catherine Sénéchal était fille de Guy Sénéchal, seigneur de Mortemer, et de Radegonde Béchet, femme, en troisièmes nocces, dudit s^r d'Agorisses. Elle avait épousé d'abord Jean de Harpedenne, vers 1372, puis, avant l'année 1390, Etienne d'Avantois, chevalier, et ne cessa, ainsi que sa mère, de prétendre à la possession de la succession de son père, malgré le don fait au comte de Poitou. Nous ne savons si elle eut finalement gain de cause pour Mortemer. En ce qui concerne Gençay, par acte notarié passé audit lieu de Mortemer, dans une maison attenante à l'église, le 30 juin 1390, Catherine Sénéchal, qualifiée de dame de Mortemer, autorisée de son mari, Etienne d'Avantois, déclara renoncer en faveur du duc de

oriunde, necnon et dictus miles, dudum habentes, tenentes et possidentes communiter vel divisim castra seu fortalicia de Gensayo ¹, de Mortuomari et nonnulla alia loca, villas, terras et possessiones in ducatu Aquitaine, et potissimè in Pictavie partibus supradictis, noluerunt reverti nec se, castra seu fortalicia, villas, loca, terras et possessiones predictas submittere obediencie nostre et dicti germani nostri, prout se, civitates, castra, villas et alia loca sua, ceteri de dictis partibus submiserunt, licet super hoc fuissent pluries requisiti, ymo eadem castra et fortalicia stabiliverunt seu stabiliri fecerunt magno exercitu seu armigerarum comitiva gentium de obediencia regis Anglie, adversarii nostri, que gentes in nostrum et dicti germani nostri contemptum, nostre magestatis injuriam et rei publice detrimentum, ad instigationem militis et mulierum predictorum, de die in diem multa gravia nostris et dicti germani nostri subditis et fidelibus non cessantes inferre, dicta castra seu fortalicia occuparunt et occupata pro dicto nostro adversario tandiu tenuerunt, quod non sine nostris et dicti germani nostri magnis sumptibus congregatis adversus hostes predictos multis nostris stipendiariis, fortaliciisque ipsis diucius obsessis, ac dictis hostibus ab inde manu armata et violenter ejectis, castra seu fortalicia, ville, terre et possessiones predicta recuperata fuere ac obediencie nostre submissæ, hujusmodi rebellione et inobediencia exigentibus, ceperit et ad manum suam tanquam confiscata posuerit castra seu fortali-

Berry à tous les droits qu'elle pouvait avoir et prétendre sur le château, la ville et la châtellenie de Gençay et ses appartenances. C'est une renonciation pure et simple, sans compensation, au moins stipulée dans l'acte. (Original scellé, Archives nat., J. 187*, n° 37.)

1. Gençay, assiégé par Du Guesclin, s'était rendu le 17 février 1375 (voy. ci-dessus n° DLXXXII et la note de la p. 365). Il était stipulé dans le traité conclu entre le connétable et le sire d'Agorisses que ce dernier, sa femme et sa fille jouiraient dorénavant de tous les héritages qu'ils possédaient en Poitou sous la domination anglaise; mais il allait sans dire que c'était à la condition de se soumettre à l'obéissance du roi de France.

cia, villas, terras, loca et possessiones predictas, que et quas ad suam potuerunt noticiam pervenire. Nos, ad ipsius germani nostri humilem supplicationem, eadem castra seu fortalicia, villas, terras, loca et possessiones, que ad eodem militem et mulieres communiter seu divisim pertinebant, si ratione confiscacionis, rebellionis, inobediencie et aliorum excessuum predictorum, seu aliorum quorumcunque, loca predicta nobis competunt, aut jus aliquod ad nos pertinet in eisdem, cum suis juribus et pertinentiis universis, prefato germano nostro, pro se suisque heredibus et successoribus imperpetuum, prout in nobis est, et ad nos, sicut fertur, pertinent et pertinere possunt, dedimus et concessimus, damus et concedimus de nostris certa sciencia, auctoritate regia et speciali gracia, tenore presentium litterarum, per ipsum germanum nostrum, suosque heredes et successores, predicta tanquam rem suam propriam in perpetuam hereditatem perpetuo possidenda. Quapropter universis senescallis, baillivis, receptoribus et aliis justiciariis et officiariis nostris, presentibus et futuris, et eorum cuilibet, ut ad eum pertinuerit, vel loca tenentibus eorundem, damus presentibus in mandatis quatinus prefatum germanum nostrum, suosque heredes et successores, predictis nostris gracia et concessione pacifice uti faciant et permittant, cessante impedimento quocunque. Nostre tamen intencionis existit quod, si loca prefata, virtute nostre presentis concessionis, dicto germano nostro non competant, seu per tractatum pacis vel aliàs eadem reddere opportheret, eidem ad recompensacionem aliquam, occasione hujusmodi, minime teneamur ¹. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, sigillum nostrum hiis presentibus est appensum. Nostro in aliis et alieno in omnibus jure salvo. Datum Parisius, die vii^a aprilis anno

1. Le texte porte fautivement *teneantur*.

Domini M. CCC. LXXV. ante Pascha, regni vero nostri
XII^o 1.

Per regem. J. Tabari.

DXCVI

Lettres de rémission en faveur de Jean Olivier, de Loudun, qui avait blessé mortellement Jean Fèvre, moine de l'abbaye d'Airvault, dans une mêlée survenue entre les confrères de Saint-Nicolas de Loudun et les gens du prieuré de Chalais. (JJ. 109, n° 89, fol. 43 v°.)

6 juin 1376.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, de la partie de Jehan Olivier 2, jeune homme de xxii. ans ou environ, nous avoir esté exposé que, comme le landemain du jour de saint Nicolas de may darrainement passé, à heure de prime, le dit exposant se [partit] de la ville de Loudun, où il estoit demourant, pour aler en esbat en la compagnie de Tristan de la Jaille 3, chevalier, lieutenant du

1. L'original de ces lettres est conservé au Trésor des chartes, layettes de Berry, J. 187, n° 8. Nous avons collationné sur ce texte la copie du registre JJ. 109.

2. Peut-être le fils de Jean Olivier, dit Egret, chevalier, dont nous avons vu les démêlés avec les frères Vinceguerre (imprimé par erreur Vinteguerre; le nom exact de cette famille est Vinciguerra), lombards de Loudun (cf. notre second volume, p. 370 note), et qui obtint, par lettres de juillet 1347, remise de ses dettes (JJ. 76, n° 319, fol. 192). Ce même chevalier poursuivait au Parlement la dame de Pocé, le 17 avril 1354 (X^{1a} 45, fol. 200 v°). On trouve encore au 14 juin 1376, dans les registres de cette cour, Jean Olivier, chevalier, et Jeanne Popelin, sa femme, ajournés à la requête de Marguerite Boschet, femme de feu Guillaume Rousseau, chevalier, puis de Maurice Milon (ou Aulon), agissant au nom de ses enfants du premier lit, pour obtenir l'exécution d'une sentence rendue par le sénéchal de Poitou au profit dudit Guillaume Rousseau. L'affaire est renvoyée au bailli des Exemptions de Poitou, Anjou et Touraine (X^{1a} 25, fol. 220 v°).

3. Tristan de la Jaille, seigneur de Beuxe en Loudunais, avait épousé Eléonore de Maillé, fille de Payen II de Maillé, seigneur de Brezé, et de N. du Puy. Il servait le 18 mai 1380 dans les guerres de Bretagne, comme on le voit par une quittance scellée de son sceau. Ses armes étaient un écu à la bande fuselée de cinq pièces, accompagnée d'une étoile en chef et à senestre. (G. Demay, *Invent. des sceaux de la coll. Clairambault*, t. I, p. 511.) Tristan mourut avant

capitaine du dit Loudun, et de pluseurs clers, enfans de bourgeois et autres de la dicte ville et de la confrarie du dit Saint Nicolas, à un priouré appelé Chalais ¹, qui est à demie lieue du dit Loudun ou environ, ainsi comme chascun an il est acoustumé de y aler par les diz clers et confreres, afin de demander et avoir certain droit deu aux diz confreres et clers, qui vont au dit lieu en esbat, comme par maniere de recreacion, sanz ce que eulz alassent au dit priouré en esperance qu'il eussent de y faire mal et injurier aucun. Et quant il s'approcherent du dit priouré, il envoyerent un nostre sergent et autres de leur compaignie, afin que les genz du dit priouré ne se effraiasent, et de (*sic*) dire au prieur que les diz confreres et clers venoient là pour demander leur droit, qui deu leur estoit chascun an. Les quelx messagers rapporterent aux diz confreres et clers et ceulx de leur compaignie que le dit prieur avoit respondu que point de droit n'y avoient, et que il s'attendoit aux gens qui estoient en son dit priouré de faire force de fait contre ceulx qui y voudroient entrer; et disoient les diz messagers qu'il avoient veu vi. testes armées de bacinez aux fenestres du dit priouré. Les quelles choses oyés, les diz lieutenant, nostre sergent et un sergent de nostre très chier et amé frere le duc d'Anjou, et autres parlerent au dit prieur et distrent amiablement que, pour eschiver touz descors et riotes qui en pourroient yssir, il feist le droit aux clers et freres du dit Saint Nicolas, ainsi qu'il estoit acoustumé, mais le dit prieur n'en vult riens faire, ainz usa de grosses paroles; et ainsi

1384, car à cette date Eléonore de Maillé était remariée à Robert d'Anjou. (Le P. Anselme, *Hist. géneal.*, t. VII, p. 512.) C'est probablement son fils, appelé aussi Tristan de la Jaille, écuyer, dont l'on conserve une quittance de gages, scellée, datée du Mans, le 31 juillet 1392, pour avoir fait partie de la chevauchée du Mans. (Coll. Clairambault, *id. ibid.*) Le même personnage se retrouve en 1424 qualifié de grand maitre de l'hôtel de Louis II duc d'Anjou. (Arch. nat., J. 409, n° 49.)

1. Le prieuré-cure de Notre-Dame de Chalais (canton de Loudun) dépendait de l'abbaye d'Airvault.

comme le dit lieutenant et autres de la dicte compaignie voudrent aler au dit priouré tout paisiblement, pour savoir qui estoient les dictes genz d'armes, quant ycellui lieutenant et autres d'avecques lui furent en la court du dit priouré, les dictes genz d'armes estans en ycellui tirerent contre lui et ceulx de sa compaignie plusieurs viretons et gecterent de grosses pierres contre eulx, sanz ce que ceulx de dehors feissent lors samblant de les assaillir ne grever, et au commandement du dit lieutenant et des diz sergens, les dictes gens d'armes ne se voudrent denommer ne dire de par qui eulx estoient là, fors qui distrent, oyans le dit lieutenant et autres clers et confreres dessus diz qui estoient venuz à l'entour du dit priouré pour y entrer, que eulx n'estoient point à nous ne à nostre dit frere, et que nulz n'y enterroit, se ce n'estoit malgré eulx ; et moult fort gecterent grosses pierres contre les diz clers et confreres, et contre les diz lieutenant et sergenz, et tirerent plusieurs viretons d'arbestres, en faisant leur povoir de les tuer et en oriant : « Barnabe et Galiache » à haulte vois. Et jasoit ce que de rechief, par le commandement du lieutenant du seneschal de Touraine estant au dit Loudun, qui sceut ce fait, le dit sergent de nostre dit frere et aussi nostre dit sergent qui là estoit l'en feissent commander que eulx cessassent de ce faire, et lessassent entrer le dit lieutenant ou dit priouré, et que eulx n'auroient mal, eulx n'en voudrent riens faire, ainz geterent grosses pierres comme par avant, tant qu'il convint le dit sergent de nostre dit frere retraire, pour doubte d'estre par eulz navrez ou mort, mesmement qu'il n'estoit point armez et que paravant eulz avoient navré le dit lieutenant d'une pierre et plusieurs autres de sa compaignie. Et toutevoye pour la dicte desobeissance, nostre dit sergent et celui de nostre dit frere geterent leurs verges dedans le dit priouré, mais tantost ycelles genz d'armes les en geoterent hors, et en perseverant de pis en pis, un moine religieux, nommé

frere Jehan Fevre, prestre, moyne de l'abbaye d'Arval en Poitou ¹, homme de mauvaise renommée, le quel estoit court armé ou dit priouré, et les autres qui dedens estoient s'efforcèrent touzjours de plus fort geter pierres que devant, et tant que un vireton d'arbelestre fu trait par ceulx du dit priouré à un de ceulx de hors parmi l'endroit de son costé, le quel vireton fu baillé au dit exposant, et il le tray contre le dit moine armé qui estoit ou dit priouré, le quel il en navra parmi la cuisse, et en après ceulx qui estoient ou dit priouré furent prins par force, sanz avoir mal, par ceulx de dehors, qui dedans entrèrent, et menerent prisonniers ou chastel de Loudun ; et le dit moine navré du dit vireton est alé à mort, xvi. jours ou environ après le dit fait. Et combien que le dit moyne ait pardonné le dit cop au dit exposant, neantmoins ycellui exposant, doubtant rigueur de justice, s'est absenté et nous a fait supplier que, ces choses considerées, la jonesse du dit suppliant et des autres de sa compagnie, qui ne cuiderent mie mesprendre pour la presence du dit lieutenant avec qui eulz estoient, et ne tray mie le dit suppliant le dit vireton au dit moine pour hayne ne rancune qu'il eust avec lui, vueillons avoir de lui pitié en ceste partie. Nous adecertes, pour consideracion des choses dessus dictes et de la simplece et jonesse des diz clers, au dit Jehan Olivier le fait dessus dit et toute poine, amende et offense corporelle, criminelle et civile en quoy, pour occasion de ce que dit est, il est et puet estre encouru envers nous, lui avons de grace especial, de certainescience et de nostre auctorité royal, ou cas dessus dit, quictié,

1. L'abbaye d'Airvault, *Aurea Vallis*, diocèse de Maillezais, située sur le Thouet, à trois lieues de Thouars, consacrée à saint Pierre, fut fondée par Hildegarde, veuve d'Herbert 1^{er}, vicomte de Thouars, vers 975. Les chanoines réguliers de Saint-Augustin y furent introduits en 1094. La liste sommaire des abbés d'Airvault donnée par M. Beauchet-Filleau (*Mém. de la Soc. des Antiq. de l'Ouest*, t. XXIV, p. 276-331), ne permet pas de reconnaître quel était le personnage qui gouvernait l'abbaye en 1376.

pardonné et remis, quictons, pardonnons et remettons, et le restituons au pais, à sa bonne renommée et à ses biens, en imposant sur ce silence perpetuel à nostre procureur et à touz justiciers et officiers, satisfaction premièrement faite à partie civilement, se aucun est qui en face poursuite. Si donnons en mandement au bailli des Exemptions de Touraine, d'Anjou et du Maine et de Poitou, et à touz noz autres justiciers et officiers, à leurs lieutenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartient, que le dit suppliant facent, souffrent et laissent joir et user paisiblement de nostre presente grace, sanz le contraindre, molester ou empeschier aucunement au contraire. Et se son corps ou ses biens estoient pour ce prins ou empeschiez, si les lui mettent ou facent mettre à plaine delivrance tantost et sanz delay. Et que ce soit ferme chose et estable à touz jours mais, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Paris, en nostre hostel lez Saint Pol, le vr^e jour de juing l'an de grace m. ccc. lxxvi, et le xiii^e de nostre regne.

Par le roy en ses requestes. S. de Caritate. Gregorius.

DXCVII

Lettres de rémission en faveur de Jean Fort, de Saint-Léger-lès-Melle. Étant sergent des Moulins-Jusserant pour la dame dudit lieu, il avait fait subir la question à un prisonnier qui était mort quatre jours après, et il craignait d'être inquiété pour ce fait. (JJ. 109, n° 149, fol. 71 v°.)

Juin 1376.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, de la partie de Jehan Fort, povre homme demourant en la parroiche Saint Legier prez de Merle en Poictou, nous avoir esté exposé que en l'an lxxii, environ la feste de saint Andrieu¹, un malfaiteur appelé Jehan Tibaut fu prins et

1. Le 30 novembre.

emprisonnez des prisons de la terre et juridicion du Molin Josseran, appartenant avec toute juridicion haute, moyenne et basse, à Jehanne Horrie, à present femme de Jehan de Torsay ¹ escuier, pour ce que le dit malfaiteur avoit esté trouvez saiziz d'un beuf noir qu'il avoit emblé, si comme l'en disoit, à Guillaume Varlet, du dit pais, et pour plusieurs autres malefices dont le dit malfaiteur estoit soupçonnez, et pour savoir la verité des diz meffais le dit exposant, qui pour lors estoit sergent de la dicté terre et juridicion pour la dite dame, mist le dit malfaiteur en gehine, le quel confessa avoir emblé le dit beuf, et pour ce le dit exposant ala devers le seneschal ou juge de la dicté terre et juridicion et lui rapporta et dist la dicté confession ; le quel seneschal ou juge, ce oy, commanda au dit exposant que il gehinast de rechief le dit malfaiteur, pour mieux savoir ses faiz et se il continueroit sa dicté confession, et envoya son clere avec le dit exposant, pour y estre present et escrire la dicté confession du dit prisonnier ; le quel exposant, present le dit clere et plusieurs

1, Le P. Anselme (*Hist. géneal.*, t. VIII, p. 71) dit que Jean de Torsay, qui devint sénéchal de Poitou dans les premières années du xv^e siècle, puis maître des arbalétriers de France en 1415, et mourut en 1428, épousa Marie d'Argenton, fille unique de Jean, seigneur d'Hérisson, veuve de Bertrand de Caselers. Il y a là une confusion qui se retrouve d'ailleurs dans la généalogie d'Argenton donnée par M. Beauchet-Filleau, *Dict. des familles de l'anc. Poitou*, t. I, p. 85. Marie d'Argenton était sans doute la seconde femme de Jean de Torsay, puisque nous voyons ici qu'il était marié, en 1376, avec Jeanne Orry. Or c'est précisément cette Jeanne Orry qui était veuve de Bertrand de Caselers, nommé plus souvent dans les textes de Cazelis ou Cazili. Nous en avons la preuve dans une pièce de procédure du 23 juin 1376, où l'on voit que Jeanne, veuve dudit Bertrand et remariée à Jean de Torsay, était tutrice de ses deux filles du premier lit et soutenait un procès contre Raymond Acquand, dit Parage, qui lui disputait la tutelle (X^{1e} 25. fol. 219). Le premier mari de Jeanne Orry avait été nommé châtelain de Saint-Maixent par le roi d'Angleterre, en octobre 1361 (Bardonnnet, *Procès-verbal de délivrance*, etc., p. 250) et conserva ce poste pendant l'occupation anglaise. Ce Bertrand de Cazelis, chevalier, seigneur de Surin, avait été marié lui-même en premières noces à Jeanne de la Forêt, laquelle fut inhumée dans le chœur de l'abbaye de la Réau, suivant l'extrait de la donation d'une dimerie et terragerie faite par ledit Bertrand à cette abbaye, recueilli par dom Fonteneau, t. XXIV, p. 305.

autres, gehina le dit prisonnier de rechief, le quel confessâ avoir faiz pluseurs homicides, larrecins et autres malefices, en continuant sa dicte premiere confession. Et combien que le dit exposant ne gehinast le dit prisonnier fors seulement de telle gehine senz exceder, comme l'on a acoustumé de gehiner malfaiteurs ou dit pais, senz le mutiler en corps ne en membres, et que la dicte gehine il ne feist mie pour hayne ou rancune aucunes, toutes foiz pour ce que, xii. jours ou environ après la dicte gehine, le dit prisonnier morut en la dicte prison, ycellui exposant se doubte que pour ces choses il peust estre molestez ou empeschiez en corps ou en biens, requer[oit] que sur ce lui vueillonz eslargir nostre grace, actendu que touz jours il a esté et est homme de bonne vie et honneste conversacion, senz ce qu'il ait esté convaincu ou actaint ne souspeçonnez d'aucun autre villain cas, et aussi que il n'a fait ces choses fors seulement pour le bien de justice et nonmie pour hayne, faveur d'autrui ne corrupcion aucune. Nous adecertes, ces choses considerées, toute peinne, amende et offense corporele, criminele et civile, en quoy, pour occasion de ce que dit est, le dit exposant est et puet estre encoruz envers nous, ou cas dessus dit, lui avons quittié, pardonné et remis, quittons, pardonnons et remettons de grace especial et de nostre auctorité royal, et remettons par ces presentes le dit exposant au pais, à sa bonne renommée, se pour ce est amendrie, et à ses biens, en imposant sur ce silence perpetuel à touz justiciers et officiers, satisfaction premierement faicte à partie, se aucune est qui en face poursuite. Si donnons en mandement au gouverneur de la Rochelle, au seneschal de Xanctonge, au bailli des ressors et Exempcions de Touraine, d'Anjou, du Maine et de Poictou, et à touz nos autres justiciers et officiers, à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que le dit exposant facent et laissent joir et user paisiblement de nostre presente grace, senz le

molester ou empeschier aucunement, ne souffrir estre par quelxconques molesté ou empeschié au contraire, ainçoys, se son corps ou aucuns de ses biens sont ou estoient pour ce prins ou empeschiez, si les lui mettent et facent mettre à plaine delivrance tantost et senz delay. Et que ce soit chose ferme et estable à tousjours mais, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et en toutes l'autrui. Donné à Paris, ou mois de juin l'an de grace m. ccc. lxxvi, et le xiii^e de nostre regne.

Par le conseil estant à Paris. S. de Caritate. Reecourt.

DXCVIII

Lettres d'abolition octroyées à Jean de Razine et à Aymery Paillart, écuyers. Ils oraïgnaiënt d'être poursuivis pour avoir pris leurs vivres et autres nécessités sur le plat pays des environs de Berthegon, alors qu'ils défendaient cette forteresse contre les Anglais. Depuis, ils avaient servi le roi à la bataille de Chizé et au siège de Lusignan. (JJ. 109, n° 116, fol. 56 v°.)

Juillet 1376.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, de la partie de Jehan de Rasine et Aymery Paillart, escuiers, nous avoir esté exposé que bien vi. ans a ou environ, les diz exposans et autres, entre les quelx estoit un appellé Perrot Cailler qui par avant le dit temps avoit emparé l'église parrochial de Berthegon, debouterent et mistrent hors d'icelle forteresse un appellé Jehan Symonneau qui s'en portoit pour capitaine, un sien frere et sa femme, le quel Symonneau en avoit aussi debouté par avant et mis hors le dit Caillier, le quel en estoit capitaine et avoit faite emparer la dicte eglise, comme dit est; et se consentirent les diz exposanz et leurs autres compaignons, que Philebert de Lestoille, familier de nostre cousin Charles d'Artoys, du quel le dit Aymery est homme de foy, fust capitaine de la dicte forteresse pour nostre dit cousin,

lequel est seigneur en partie de la dicte parroisse ; la quelle forteresse eulx tindrent soubz nostre bonne et vraie obeissance et y demourerent, especialment le dit Aymery, l'espace de demi an ou environ, en nous servant contre noz ennemis, des quelx la dicte parroisse est assise en frontiere, et les quelx il greverent tant comme il furent demourans en la dicte forteresse, de tout leur pover et par touz les autres lieux où il ont peu. De la quelle forteresse les diz exposans se departirent et nous alerent servir en noz guerres, tant à la bataille de Chisey ¹ et au siege de

1. Après avoir hiverné à Paris, puis à Poitiers, Du Guesclin reprit, dès les premiers jours du printemps 1373, la campagne qu'il avait marquée, l'été et l'automne précédents, de tant de succès. Sorti de Poitiers à la tête d'environ quinze cents combattants, au dire de Froissart, presque tous bretons, avec ses principaux lieutenants, Alain de Beaumont, Jean de Beaumanoir, Geoffroy de Kérimel, Sylvestre Budes, Yvain de Lacouet, etc., il vint mettre le siège devant Chizé, forteresse défendue par les capitaines anglais Robert Morton et Martin Scott. Ceux-ci, hors d'état de résister longtemps, demandèrent secours aux places voisines, encore au pouvoir des Anglais. Niort envoya un fort contingent ayant à sa tête Jean Devereux, David Holgrave, Richard Holme, Geoffroy d'Argenton, Aimery de Rochechouart (nous avons dit ailleurs que la participation de ce dernier à cette affaire est au moins douteuse). La garnison de Lusignan, commandée par Jean Creswell, et celle de Gençay, dirigée par Adam Chel, s^r d'Agorisses, se joignirent à eux, et ils vinrent présenter la bataille au connétable. Nous n'entrerons point dans le détail de cette action, n'ayant point de documents nouveaux à produire. La défaite des Anglais fut complète. Tous furent tués ou faits prisonniers. Ces derniers étaient au nombre de trois cents, et parmi eux les chefs que nous venons de nommer. Cette victoire de Du Guesclin porta le dernier coup à la domination anglaise en Poitou. Elle eut lieu le 24 mars 1373. C'est du moins la date fournie par Froissart (voy. édit. Siméon Luce, t. VIII, p. 107-114), et cette fois le chroniqueur paraît ne s'être pas trop éloigné de la vérité. La nouvelle de ce succès fut portée au duc de Berry, qui était alors à la Souterraine, et nous savons de source sûre que ce prince fit part à la duchesse sa femme, le 30 mars, de la défaite et de la prise de Jean Devereux (reg. de comptes de son hôtel, KK. 251, fol. 93 v^o). Comme il est naturel de supposer que le comte de Poitou dut être informé le plus rapidement possible de la victoire de Du Guesclin, cette date du 30 mars autoriserait peut-être la critique à reculer de quelques jours celle de la bataille de Chizé. La capitulation de Niort suivit de près celle de Chizé, comme nous l'avons vu ; elle eut lieu le 27 mars (ci-dessus, p. 260 note). Dès lors les Anglais ne possédaient plus en Poitou que quatre places, la Roche-sur-Yon, Mortagne, Lusignan et Gençay, places assez mal pourvues de troupes, mais extrêmement fortes, dont la capitulation n'était plus qu'une

Lusignan¹, comme autre part. Et en après leur departement icelle forteresse fu abatue et deseparée par les genz du pays, c'est assavoir que tout ce qui y avoit esté fait pour la dicte eglise fortifier et emparer en fu osté, et n'y a de présent point de forteresse, et s'en departirent volentiers et sanz profit ceulx qui dedens estoient pour nostre dit cousin. Neantmoins, combien que les diz exposans aient touz jours tenu nostre parti, comme bons et loyaux françois, et que en mectant hors de la dicte forteresse les diz Symonneau et sa femme, ilz n'eussent pilliez, navrez ne mutilez, ne aucuns des autres habitans et demourans en ycelle forteresse, ainçois touz les autres qui y demoureroient y lesserent estre et demourer paisiblement soubz nostre obeissance et celle de nostre dit cousin, qui est seigneur en partie de la dicte parroisse, comme dit est, et que ycelle forteresse eulx et les autres qui dedans estoient demourans gardassent touz jours et tenissent, tant comme eulx y furent, comme bons et loyaux françois, sanz avoir

question de temps. Nous ne citerons que pour mémoire la relation de la bataille de Chizé par Cabaret d'Orville, qui la place en décembre 1372, avant Noël (*Chronique du bon duc Loys de Bourbon*, édit. Chazaud, p. 41.)

1. C'est ici le lieu d'apporter une rectification importante au récit de Froissart. Il dit qu'après la bataille de Chizé et la prise de Niort qui en fut la conséquence immédiate, les Bretons de Du Guesclin se reposèrent quatre jours dans cette dernière ville. « Puis s'en partirent et de randon chevauchierent vers Luzegnan; si trouvèrent le chastiel tout vuit, car cil qui demoret y estoient de par monseigneur Robert Grenake qui estoit pris devant Chisek, s'en estoient parti avant leur venue, si tost qu'il sceurent comment la besogne avoit alé. Si se saisirent li François dou biau chastiel de Luzegnan, et y ordonna li connestables chastellain et gens d'armes pour le garder, et puis chevauca oultre à toute son host par devers Chastiel-Acard. » (Edit. Siméon Luce, t. VIII, p. 114-115.) Suivant le chroniqueur, le château de Lusignan se serait donc rendu sans coup férir à la fin de mars 1373. C'est là une erreur capitale. Loin d'être dépourvu de garnison et d'ouvrir ses portes au connétable, le château résista longtemps et soutint un siège de dix-neuf mois sans désespérer, du 5 mars 1373 au 4^e octobre 1374. Nous sommes en mesure d'en fournir la preuve en nous appuyant sur des documents d'une authenticité indiscutable. Pour ne pas donner à cette note un développement trop considérable, nous l'envoyons à l'Introduction du présent volume, où l'on trouvera un plus ample exposé de cette intéressante question.

aucuns gaiges ne profitz, se non ce que eulx povoient gaigner sur noz ennemis; toutevoie pour ce que ou dit temps nostre dit cousin estoit en nostre indignacion, et que le dit Symmoneau se en disoit estre capitaine pour nostre très chier frere le duc d'Anjou, et aussi que pour le dit temps, que eulx demourerent en la dicte forteresse, la quelle est assise en frontiere de Guyenne, et tenoit l'en communement ou dit pais que les vivres du plat pays estoient abandonnez, de l'assentement des diz exposans et de leurs autres compaignons, leurs genz, serviteurs et eulx aussi prindrent leurs vivres et neccessitez ou plat pais d'environ la dicte forteresse sur noz subgiez, yceulx se doubtent d'estre molestez ou empeschiez par aucuns de noz justiciers et officiers ou autres, ou temps avenir, mestmement que desjà aucuns se parforcent de letr empeschier leurs biens, combien que par justice il n'en soient actains ne convaincuz, et que aucun ne les en ait poursuiuz ne poursuive de present. Si nous ont humblement fait supplier les diz exposans que, comme eulx nous aient bien et loyalment servi en noz guerres en pluseurs places et besoignes, spécialement à la dicte bataille de Chisey, au dit siege de Lesignain, et à l'assemblée que nous feismes darraînement devant Saint Sauveur le Viconte ¹, et toute leur vie aient

1. Thomas de Catterton, capitaine anglais, assiégé dans Saint-Sauveur-le-Vicomte, fit avec l'amiral Jean de Vienne, le 21 mai 1375, une convention dans laquelle il fut stipulé que la place serait rendue le 3 juillet suivant, si toutefois l'Angleterre n'envoyait d'ici là à la garnison des renforts suffisants pour repousser les assiégeants, et que le capitaine du château recevrait en se retirant une somme de quarante mille francs. Dans l'intervalle, craignant qu'Edouard III n'envoyât un corps d'armée pour secourir Saint-Sauveur, Charles V fit réunir dans le Cotentin une quantité considérable de gens d'armes, capable de repousser tous les renforts. C'est cette assemblée, dont firent partie Jean de Razine et Aimery Paillart. Du reste, le 3 juillet arriva sans que l'Angleterre ait envoyé aucun secours, et le traité du 21 mai fut exécuté dans toute sa rigueur. Saint-Sauveur-le-Vicomte fut rendu au roi de France, et Thomas de Catterton avec la garnison allèrent s'embarquer au havre de Carteret. (L. Delisle, *Hist. de Saint-Sauveur-le-Vicomte*, in-8, 1867, p. 198, 203, 206.)

esté bons françois et tenu nostre parti, nous leurs vueillons sur ce pourveoir et eslargir nostre grace. Nous adcertes, ces choses considerées, et que les diz supplians sont jeunes et n'avoient aucuns gaiges pour la garde de la dicte forteresse, et aussi les bons services qu'il nous ont faiz en noz guerres, et esperons qu'il facent ou temps avenir, et les grandes tribulacions des guerres qui lors estoient ou pays, les faiz et choses dessus dictes, avec toute peine, amende et offense corporelle, criminelle et civile en quoy, pour occasion de ce que dit est, les diz Jehan de Raisine et Aymeri Paillart, escuyers exposans, et chascund'eulx, sont et puent estre encouruz envers nous, leur avons et à chascun d'eulx, ou cas dessus dit, quitté, pardonné et remis, quittons, pardonnons et remettons, de grace especial et de nostre auctorité royal, et les restituons au païs et à leurs bonnes renommées, se pour ce sont empirées, et à touz leurs biens, en imposant silence perpetuel sur ce à touz justiciers et officiers, satisfacion sur ce faite à partie qui contre eulx sanz procès en vouldra faire demande. Si donnons en mandement au bailli des Exempcions de Touraine, d'Anjou, du Maine et de Poitou, et à touz noz autres justiciers et officiers, à leurs lieux tenans, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra, que les diz exposanz et chascun d'eulx facent et laissent joir et user paisiblement de nostre presente grace, sanz les molester ou empeschier, en corps ne en biens au contraire, ains, se leurs corps ou aucuns de leurs biens sont ou estoient pour ce prins ou empeschiez, si les leur mettent ou facent mettre à plaine delivrance, tantost et sanz delay. Et que ce soit chose ferme et estable à touz jours mais, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes lettres. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Meleun sur Sayne, ou moys de juillet l'an de grace m. ccc. lxxvi, et le xiii^e de nostre regne.

Es requestes de l'ostel. S. de Caritate. Gregorius.

DXCIX

Don à Jean La Personne, vicomte d'Aunay, des biens ayant appartenu au Soudan de Latrau, chevalier rebelle, et spécialement du château et de la châtellenie de Didonne. (JJ. 109, n° 280, fol. 129 v^o.)

16 septembre 1376.

Charles, etc. Savoir faisons à touz, presens et avenir, que, comme nous avons entendu que le Soudit de Las-traut ¹, chevalier, s'est rendu publiquement et notoirement ennemi de nous et de nostre royaume, en adherant et donnant confort et aide de tout son pover à nostre ennemi d'Angleterre, en courant par nostre royaume, pillant et mettant à mort de tout son pover les subgez d'icellui, en commettant crime de lese majesté, pour quoy touz ses biens nous sont avenuz, appartiennent et doivent appartenir comme commis et confisquez par sa forfaiture.

1. Nous avons vu dans le précédent volume, p. 199 note, que les biens confisqués du Soudan ou Soudit de Latrau, sire de Didonne, dans les châtellenies de Royan et de Saujon, avaient été donnés, par lettres du 18 juillet 1347, à Foulque de Matha, et que celui-ci s'étant emparé lui-même et à ses frais de Didonne, le roi lui en abandonna la seigneurie, le 6 octobre 1350. Ce personnage était un chevalier bordelais (cf. Latrau ou Latrave, commune d'Uzeste, Gironde), qui rendit de grands services au prince de Galles. Froissart l'appelle un « vaillant chevalier et bons homme d'armes durement », et Cabaret d'Orville « un des vaillans chevaliers du monde ». Il fut capitaine de Montauban pour les Anglais, suivit le Prince Noir au siège de Limoges et contribua à la prise de Montpont. (Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. VII, p. 301, 363, 366 ; VIII, 31, 71.) Le prince de Galles lui fit don de la seigneurie de Talmont-sur-Gironde, le 10 février 1370, et Edouard III lui céda Montendre, par lettres datées de Westminster, le 11 avril 1377. Ces deux donations lui furent confirmées le 10 juillet 1380. Le 18 mai de l'année suivante, le roi d'Angleterre lui abandonna en outre des terres et tenements situés à Bordeaux et dans la banlieue, et créa en sa faveur un marché et des foires dans l'une de ses seigneuries, en juillet 1384. (Th. Carte, *Catalogue des rôles gascons*, in-fol., t. I, p. 163, 167, 168, 173.) Le Soudan de Latrau accompagna le duc de Bourbon dans l'expédition qu'il entreprit en 1390 dans les Etats barbaresques, et trouva la mort au siège d'Afrique, ville que l'on croit être Méhédia en Tunisie. (Froissart, édit. Kervyn, t. XIV, p. 225 ; Cabaret d'Orville. *Chronique du bon duc Loys de Bourbon*, édit. Chazaud, p. 222, 257.)

Nous, consideranz les bons et agreables services que nostre amé et feal chevalier, Jehan La Personne, viconte d'Aunoy ¹, nous a faiz en noz guerres et en pluseurs autres et

4. Il a été question déjà de Jean La Personne, qui devint vicomte d'Aunay par son mariage avec Marguerite de Mortagne, fille unique de Pons de Mortagne, vicomte d'Aunay, veuve en premières noces de Jean de Clermont, maréchal de France (vol. précédent, p. 192 note, 286 note, 357). On a vu aussi que Jean La Personne étant sénéchal de Poitou, en 1372, avait obtenu en don du roi Charles v des biens confisqués sur Gautier Spridlington, chevalier anglais, et sa femme, Colette, veuve en premières noces de Philippon le Boulenger, biens situés en Poitou et en Saintonge (voy. ci-dessus, p. 141 note du présent volume). Ainsi le vicomte d'Aunay exerça l'office de sénéchal de Poitou pour le roi de France, c'est un fait acquis; mais on ne sait à quelle date il fut investi de ces fonctions. On ne cite aucun autre sénéchal depuis le rétablissement de cette charge par Charles v. Or ce prince ne paraît pas avoir attendu que le pays fût retourné à son obéissance pour nommer un sénéchal, et l'office semble avoir été rétabli avant le 5 mai 1370; une déclaration du roi, donnée à cette date et portant que Jean, duc de Berry, lui a fait les foi et hommage pour son comté de Poitou, est adressée aux sénéchaux de Poitou, de Touraine, d'Anjou et du Maine. (Arch. nat., J. 185^a, n° 29). D'autres actes de l'année 1370 mentionnent le sénéchal de Poitou seul. Voy. entre autres, des lettres en faveur de Gérard de Téoulet, dit le Borgne, de Limousin, du 7 décembre 1370 (JJ. 102, musée des Archives, n° 391, fol. 16, n° 35), et les pièces publiées dans ce volume, aux dates du 2 mars, d'août et de mai 1370, etc.

Guy de Luxembourg, comte de Ligny et de Saint-Pol, lieutenant du roi es parties de Picardie, outre la rivière de Somme, fit don, le 27 novembre 1369, à Jean La Personne, vicomte d'Aunay, d'une dime et de biens situés dans le comté de Boulogne, confisqués sur Frémin de French qui servait les Anglais en Guyenne, en récompense des pertes et des dépens que la guerre lui faisait subir, et Charles v confirma cette donation par lettres du 6 février 1370 n. s. (JJ. 100, n° 424 fol. 131 v°). Dans ces actes, le vicomte d'Aunay n'est point qualifié sénéchal. Il n'en prend point le titre non plus dans un document, plus probant encore, daté de Tours, le 7 septembre 1371. C'est une quittance de gages, « desservis et à desservir » par Jean La Personne, vicomte d'Aunay, deux chevaliers et dix écuyers de sa compagnie, servant sous le maréchal Louis de Sancerre « es parties de Berry, Poitou et Limousin. » (Bibl. nat., Cabinet des titres, dossier La Personne, n° 7.) Dans une note consacrée à son successeur, Alain de Beaumont, il a été constaté que celui-ci fut nommé entre le 4 juillet et le 26 octobre 1373 (ci-dessus, p. 298 note); il est donc probable que Jean La Personne exerçait encore la charge de sénéchal de Poitou en juillet 1373. D'ailleurs, sur un compte de Jean Le Mercier, trésorier des guerres, du 1^{er} janvier 1373 n. s. au 1^{er} janvier 1374 n. s., parmi les gens d'armes qui ont servi, l'an 1373, au nombre de 300 hommes sous le duc de Berry, es parties de Guyenne, figure le vicomte d'Aunay avec le titre de *sénéchal de Poitou*, et commandant à 9 chevaliers et à 52 écuyers. (Bibl. nat., ms. fr. 20684, fol. 441, etc.) On trouve plusieurs mentions du

diverses manieres, et recompensacion des grans pertes et dommaiges qu'il a euz pour le fait de noz guerres, au dit Jehan avons donné et donnons par ces presentes, de nostre certaine science et grace especial, le chastel, chastellerie et ressort de Didonne, avecques les terres, prez, bois,

sénéchal dans les registres de comptes de l'hôtel du duc de Berry pour les années 1371-1373, mais il n'y est jamais désigné par son nom. Le vicomte d'Aunay ne figure sur les états des officiers de la maison de ce prince qu'à partir de l'année 1374 ; il prend alors le titre de conseiller du comte de Poitou, aux gages de trois francs d'or par jour. Du 1^{er} janvier au 30 juin 1374, il avait quatre-vingt-dix-huit journées de service, pour lesquelles il lui fut alloué 294 francs ; du 1^{er} juillet au 26 octobre de la même année, il servit auprès du duc de Berry quatre-vingt-quatre jours et eut de ce chef 252 francs (KK. 252, fol. 35 v°).

Le vicomte d'Aunay avait eu aussi en don du roi la terre de la Sauzaye au territoire de Saint-Xandre en Aunis. Durmas de Sainte-Maure, chevalier, à qui avait appartenu antérieurement cette terre, attaqua en Parlement la validité de cette donation, demandant à être remis en possession de son bien. La cour ordonna, le 24 novembre 1375, de faire une enquête à ce sujet, et renvoya les parties, pour le rapport et le jugement, aux jours de Vermandois de la session suivante (X^{ts} 25, fol. 3 v°). Dans un mandement de Charles V aux généraux conseillers sur le fait des aides ordonnées pour la guerre, relatif au paiement de divers chevaliers et gens d'armes retenus au service du roi, on trouve « Jean La Personne, vicomte d'Aunay, pour la garde de ses forteresses, au nombre de dix hommes d'armes et de trente servans à pié comptez pour dix hommes d'armes... » (Acte du 13 février 1379 n. s., L. Delisle, *Mandements de Charles V*, p. 896.)

Des lettres de notification de reprise de procès entre Aimery de Rochechouart et Jean La Personne, agissant comme vicomte d'Aunay et ayant le bail et administration de Guy La Personne, son fils, et de sa *feue épouse* (X^{ts} 29, fol. 98), nous permettent de rectifier la date de la mort de Marguerite de Mortagne, fixée à tort par les auteurs à l'année 1385 (vol. précédent, p. 192 note). Ces lettres sont du 20 août 1380, peu de temps après le décès de la vicomtesse d'Aunay. Le même Aimery de Rochechouart poursuivait au Parlement Jean II de Clermont, qualifié alors vicomte d'Aunay, le 30 avril 1382 (X^{ts} 10, fol. 142 v°), ce qui autorise à conclure que Jean La Personne était mort à son tour, un peu avant cette dernière date. Il avait eu d'un premier mariage un fils aussi nommé Jean, qui porte, dans de nombreux actes de la fin du *xiv^e* siècle, le titre de vicomte d'Acy, et de son second mariage avec Marguerite de Mortagne, un autre fils, Guy La Personne, comme nous venons de le voir. Ce dernier, qui porta aussi plus tard le titre de vicomte d'Aunay, partagea avec son frère utérin, Jean de Clermont, la succession de leur mère, partage qui ne se fit point sans difficulté, comme le prouvent de nombreux actes de procédure au Parlement, entre autres trois traités passés entre les deux frères et enregistrés par la cour, les 1^{er} et 7 février 1382, et le 23 mars 1383 (X^{ts} 44 et 46).

vignes, cens, rentes, revenues, foys, hommages, justices, juridicions et seignories que le dit Soudit a et tient, ou souloit avoir et tenir, en nostre seneschauciée et pais de Xantonge, et autres heritages quelxconques, que ycellui Soudit a et souloit avoir, quelque part que ce soit, en ycelle seneschauciée de Xantonge, soubz quelque valeur et extimation que ilz soient, à tenir, avoir, joir et possider heritaument et perpetuellement par le dit viconte, ses hoirs et successeurs et ceulx qui de lui auront cause. Si donnons en mandement à nos amez et feaulx genz de noz comptes à Paris, et à touz noz autres justiciers, officiers et subgez, presens et avenir, et à chascun d'eulx, si comme à lui appartendra ou pourra appartenir, ou à leurs lieutenans, que le dit viconte ou son procureur pour lui, lessent et seuffrent joir et user paisiblement et plainnement de nostre dit don, et l'en mettent et facent tenir royaument et de fait en saisine et possession des diz biens, à nous appartenans, comme dit est. Et des proffiz, revenues, juridicions et autres emolumens, à ycellui chastel et chastellerie appartenans, le lessent et seuffrent paisiblement jouir, et à lui et à ses hoirs respondre, par ceulx à qui il appartendra doresenavant. Et aussi mandons à touz ceulx qui, à cause des diz heritaiges, doivent et ont acoustumé paier cens, rentes et devoirs, que au dit viconte et à ses hoirs les paient chascun an doresenavant, aux termes qu'il avoient acoustumé paier au dessus dit Soudit, et à ycelui viconte, comme à seigneur, obeissent deuement. Nostre entencion toutes voies n'est pas que, ou cas que le dit Soudit, ou temps avenir, à nostre obeissance retourneroit, pour quoy, ou pour traictié de paix fait ou à faire entre nous et nostre adversaire dessus dit, ou pour autres causes, nous les diz biens donnez au dit viconte rendissions ou feissions rendre au dit Soudit ou à ses hoirs, nous feussions tenuz de faire au dit viconte aucune remuneration ou recompensacion. Et pour ce que ce soit

ferme chose et estable à tousjours mès, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Gouvieux, le xvi^e jour de septembre l'an de grace m. ccc. lxxvi, et le xiii^e de nostre regne.

Par le roy. I. Blanchet.

DC

Lettres d'anoblissement en faveur de Philippe Jacques, dit de Bonniers, de Poitiers. (JJ. 110, n^o 51, fol. 32.)

31 décembre 1376.

Karolus, etc. Regalis providencia digne pensans merita fidelium subditorum, libenter illos extollit honoribus graciosis, ut ipsi gaudeant se probitatis operibus vacavisse et alii eorum exemplo similibus se conforment. Notum itaque facimus universis, presentibus et futuris, quod nos, attendentes fidedignorum relatibus quod Philippus Jacobi, dictus de Bonniers, de Pictavis ¹, est meritis virtutum ornatus, ac propterea dignum arbitantes ut sic nostram clemenciam reperiat graciosam, quod ipse in se et suis fructum in ea se gaudeat invenisse, dictum Philippum, qui de non nobilibus traxisse dicitur originem, et omnem ejus prolem, de legitimo matrimonio procreatam et procreandam, de plenitudine regie potestatis et nostra speciali gracia ac de certa sciencia, nobilitamus nobilesque facimus et habiles reddimus ad omnia et singula quibus ceteri nostri regni nobiles uti possunt, ita quod ipse et ejus proles et posteritas masculina, tam procreata quam procreanda de legitimo matrimonio, milicie cingulo, quan-

1. Les biens de Philippe Jacques, de Poitiers, avaient été confisqués en novembre 1370, parce qu'étant resté dans cette ville avec les Anglais, il était considéré comme rebelle. (Voy. ci-dessus le n^o DI, p. 75.)

docunque voluerint, valeant decorari. Concedentes eidem ut ipse cum universa ejus posteritate et prole, tam procreata quam procreanda, in universis et singulis actibus, rebus et bonis mobilibus et immobilibus, acquisitis et acquirendis, sive in feudis sive in retrofeudis nostris, aut aliis quibuscumque nobilitate et quacunque nobilitatis prerogativa cum aliis nobilibus regni nostri plenarie, libere et quiete gaudeant pariter et utantur, nec ad aliquam financiam nobis aut nostris successoribus prestandam, pro acquisitis vel acquirendis hujus modi, quomodolibet teneantur aut etiam compellantur, constitutione, ordinacione vel lege qualibet edita, et consuetudine vel usu in contrarium non obstantibus quibuscumque. Firmiter inhibentes ne quis justiciarius, officarius vel subditus noster, aliquid contra premissa vel eorum aliquod attemptare presumat. Quod ut firmum et stabile perpetuo permaneat, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Salvo in aliis jure nostro et in omnibus quolibet alieno. Datum Parisius, die ultima decembris anno Domini m.ccc.lxxvi^o et regni nostri xii^o.

Per regem. Yvo.



TABLE

DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX ¹.

A

- Abain (seigneurie d'). Voy. Abin.
 Abbot (Henry). Abot, anglais, marié et établi à Fontenay-le-Comte. Prisonnier lors de la réduction de cette ville; ses biens confisqués, 159-162, 277-279, 283, 284, 285.
 Abin (seigneurie d'), Abain, 354 n. Château, *cne de Thurageau*, Vienne.
 Abot (Henry). Voy. Abbot.
 Absia in Brigonio. Voy. Sie-en-Brignon (abbaye de la).
 Acquand (Raymond), dit Parage, 410 n.
 Aquitania. Voy. Guyenne.
 Acy (Jean la Personne, vicomte d'), 419 n.
 Adegorissoir. Voy. Agorisses (d').
 Adeuil (Jean), écuyer, Adeuyl, Adeulh. Notice, 28 n. Don de cent livres de rente, 28-32, 78 n., 82. Echanson du duc de Berry, 135 n., 177 n., 207 n.
 Adjounet (Pierre et Jean). Leurs biens confisqués, 115, 117.
 Afrique (siège d'), 417 n. *Etats barbaresques*.
 Agen, 94 n. *Lot-et-Garonne*.
 Aghorissart et Agorissart. Voy. Agorisses (Adam Chel, s^r d').
 Agorisses (Adam Chel, dit d'), aliàs le s^r d'Agorissart, Aghorissars, Agory, Adegorissoir, Gregory Seys, Gregoriser, etc., capitaine anglais de Gençay, 42. Notice, 42, 43 n. Ses biens confisqués, 57-59. Au combat de Chizé, 413 n. Traité avec Du Guesclin pour la reddition de Gençay, 365-367. — Voy. aussi 44, 47, 48 n., 178 n., 402.
 Agory (le s^r d'), Agorissars. Voy. le précédent.
 Aillembourse (Pierre), bailli des Exemptions de Poitou, Touraine, etc. 308 n.
 Ailly (J. d'), 306, 309.
 Airon. Voy. Ayron et Oiron.
 Airvault (abbaye d'). Arval, *Aurea Vallis*. Meurtre d'un moine dans une rixe à Chalais, 405, 408. *Chef-lieu de canton de l'arr. de Parthenay, Deux-Sèvres*.
 Aix (île d'). Traité de soumission à Charles v, 243-251. *Charente-Inférieure*.
 Ajaon (Pierre, Jean et Guillaume), frères. Don de biens confisqués, 80-83. — 26 n., 29 n.
 Alamannia (Johannes de). Voy. Allemagne (J. d').
 Alençon (le comte d'). Devant Thouars, 178 n.

1. Les noms latins et les anciennes formes françaises ont été recueillis avec soin et placés à leur ordre alphabétique, avec renvois aux noms français modernes, sauf pour un petit nombre qu'il a été impossible d'identifier.

Aleu (L'). Voy. **Laleu**.
Alfonse, comte de Poitiers. *Francises* octroyées aux habitants du Poitou, 187. Convention passée avec l'abbaye de Maillezais, touchant les foires du lieu, 336-338.
Alienor. Voy. **Eléonore**.
Aljubarrota (bataille d'), 243 n.
Allemagne (Jean d'), *J. de Alamannia*. Ses biens confisqués, 26, 27.
Aloigny (Huguet d'), d'Aloigné. Son château de Néons confisqué, 71-73.
Alonneau (Jean), 76 n.
Amberre. Bail de la terre (1345), 121 n. *Com de Mirebeau, Vienne*.
Ambleville (Arnaud d'), 58 n.
Amboise (le sire et la dame d'), [1374], 86 n.
 — (Annette d'), femme de Guillaume Guenant, sr des Bordes, 86 n.
 — (Jeanne d'), veuve de Gaucher de Thouars. Procès au sujet du château de Tiffauges, 124 n.
 — (Jeanne d'), dame du Parc, femme de Guy Larchevêque, sire de Taillebourg, 267 n., 272 n.
Amé VII, ou **Amédée**, comte de Savoie, 370 n.
Amiens. Date, 243 n. Gouverneur du bailliage, 321. *Somme*.
Amuré (seigneur d'). Voy. **Châteignier** (Jean de).
Ancelin (Guillaume) et sa femme, 122 n.
Ancelon (Regnaut), 395 n.
Andillé (terre d'), Andilli. Donnée à Alain Taillecol, 169. *Andilly-les-Marais, com de Marans, Charente-Inférieure*.
André (Rose), dame de Champdolent. Procès contre le sire de Taillebourg, 273 n.
Andrieu (Jean). Don d'une maison, 4-7, 59 n.
Anet, date, 228. *Eure-et-Loir*.
Angers. Eglise Saint-Maurice, 53 n. Obituaire des Cordeliers, 245 n. Date, 167 n. — 54, 72 n., 278 n., 356 n.
Angibaut (Perrot, fils de Gén-

roux). Ses biens confisqués, 82.
Angle. Capitaine du fort pour les Anglais, 11. Mesure, 72. *Angle-sur-l'Anglin, com de Saint-Savin, Vienne*.
 — (Guichard II d'), seigneur de Pleumartin, de Rochefort-sur-Charente, comte de Huntington. Notice, 90 n. Ses biens confisqués par Charles V, 90-92, 124, 169, 172, 176, 215. Il reçoit du prince de Galles une partie des biens confisqués de Jean Boschet, 120, 123, 128. Au siège de Montpont, 97 n. Fait prisonnier au combat naval de la Rochelle et emmené en Espagne, 173 n. Créé comte d'Huntington, 174 n. Ses terres et châteaux donnés à Jean Ysoré et au sire de Mauzé, ses gendres, 312-315. Sa femme, voy. **Montpipeau** (Jeanne Payen de). — Voy. aussi 74 n., 201 n., 217 n., 289 n.
 — (Jean, dit le bâtard d'), chevalier. Le prince de Galles lui donne la seigneurie de Touffou, 313 n., 355 n.
 — (Jeanne d'), fille de Guichard II, mariée : 1° à Renaud Chenin, sire de Mauzé; 2° à Aimery II de Rochechouart, 123 n., 124 n., 289 n.
 — (Jeanne d'), femme de Jean Ysoré, 313 n.
Angoulême, 74 n., 114 n. *Charente*.
Angoumois. Engoumois, *patria Engolismensis*. Cédé à Edouard III, 155. Guerres, 58 n. Biens confisqués, 312-314. Partie de l'apanage du duc de Berry, il en fait rétrocession au roi (sept. 1374), 317 n. — 136 n., 195, 197, 340.
 — (sénéchal d'), ou d'Angoulême, *Engolismensis*, 156, 220, 254. — Voy. **Montbron** (Jacques de).
Anjou. Grandes compagnies, 398 n. Guerres sur les frontières, 102 n. Expédition du comte de Pembroke (1369), 75 n., 201 n.

- Biens confisqués**, 37. — Voy. aussi 11, 34, 106 n., 107, 108, 135 n., 278 n.
- Anjou (bailli des Exemptions d')**. Voy. Exemptions (bailli des).
- 'comte d'). Voy. Foulques Nerra.
- (duché d'), 21, 22, 26.
- (Louis I^{er}, duc d'), comte du Maine, roi de Sicile, 10, 53 n. Seigneur de Loudun, 79 n. Duc de Touraine, en échange du comté du Maine et de la châtellenie de Loudun, 350 n. Le fort de Saint-Florent-le-Vieil lui est rendu (1363), 397-398. A Avignon, 49 n. A Toulouse, 297 n. Le roi lui donne les biens d'Isabelle d'Avaugour en Normandie, 196 n. Forces réunies pour le siège de la Roche-sur-Yon (1373), 131 n. Son maréchal, 25, 26. — Voy. aussi 8, 54 n., 71, 73 n., 81 n., 86 n., 102 n., 150 n., 299 n., 354 n., 356 n., 406, 415.
- (Louis II, duc d') [1424], 406 n.
- (Robert d'), 406 n.
- (sénéchal d'), 3, 7, 9, 12, 16, 18, 22, 24, 27, 31, 38, 41, 50, 57, 71, 76, 83, 103, 108, 112, 418 n.
- Anoblissement (lettres d')**. Voy. Bigot (Jean), Jacques (Philippe), Poitiers (maires et échevins de), Regnault (Jean), Taunay (Jean de).
- Anselme (le P.)**, cité, 2 n., 9 n., 17 n., 56 n., 66 n., 85 n., 97 n., 107 n., 133 n., 144 n., 208 n., 218 n., 245 n., 279 n., 289 n., 406 n.
- Antoing (Isabelle, dame d')**, 320 n.
- Appelvoisin (Guillaume d')**, châtelain de Poitiers, maître des eaux et forêts de Poitou, 5 n., 180 n.
- (Jean, dit Guillaume d'), seigneur de Chaligné, 204 n.
- (Jean d'), 387 n.
- Apremont (château d')**. Litigieux entre le sire de Taillebourg et Isabelle de Parthenay, 272 n., 273 n. *C^{on} de Palluau, Vendée*.
- Aquitaine (grand prieur d')**, 265 n.
- (prince d'). V. Galles (Edouard, prince de).
- Aquitaine (principauté d')**. Voy. Guyenne.
- Arbrissel (Robert d')**, 104 n.
- Arcère (le P.)**, cité, 264 n., 339 n.
- Archambaut (Guillaume)**, marchand de Pons. Lettres de rémission pour émission de monnaie prohibée, 359-361.
- Archiac (Jean I^{er} d')**, 288 n.
- (Jean II d'), seigneur de Saint-Germain-sur-Vienne, 288 n.
- (Jeanne d'), femme d'Aimery de Rochechouart, 288 n. Sa mort, 289 n.
- Archiepiscopi (Guido)**. Voy. Taillebourg (Guy Larchevêque de).
- Ardenne (terre d')**, Ardanne. Donnée à André de la Ramée, 129-132. *C^{on} de Charzais, Vendée*.
- Ardin (archiprêtre d')**. Voy. Pairé (Jean de). *C^{on} de Coulonges, Deux-Sèvres*.
- Ardres**, 86 n. *Pas-de-Calais*.
- Argenton (Aimery d')**, chevalier. Ses biens confisqués, 29, 30, 80-82, 180 n.
- (Geoffroy d'). A la bataille de Chizé, 413 n.
- (Guy, seigneur d'), 11 n., 122 n., 180 n., 218 n., 362 n.
- (Jean d'), seigneur d'Hérisson, 69 n., 410 n.
- (Marie d'), femme de Jean de Torsay, 410 n.
- Ville, 391 n. Châtellenie, 122 n. *Argenton-Château, Deux-Sèvres*.
- (rivière d'). Pré, 204 n. *Deux-Sèvres*.
- Armagnac (Bernard VII, comte d')**, connétable de France, 370 n.
- (Jean I^{er}, comte d'). Appel contre le prince de Galles, 45 n., 270 n.
- (Jean d'), fils du précédent, 42 n. A Châtellerault, 191 n.
- Armeville (Thomas d')**, bailli des Exemptions de Poitou, Touraine, etc., 308 n.
- Arrablay**, château et terre litigieux, 45 n., 93 n. *Azerables, c^{on} de la Souterraine, Creuse*.
- Arras (Jean d')**, secrétaire du duc de Berry. Sa *Mélusine*, 201 n.
- Artois (Charles d')**, comte de

- Longueville et de Pézenas. Don des terres de Nuaillé et de la Motte-Fresneau au sire d'Aubeterre, 62 n., 324-327. Engage Sainte-Néomaye au sire de Mussidan, 150 n., 296 n. Excès commis par sa bande en Poitou et en Touraine, 380, 381. Ses partisans, 412.
- Artois (Isabelle de Melun, comtesse d'), 320.
- (Jean d'), surnommé sans terre, comte d'Eu et de Saint-Valery, 320 n.
- (Robert III d'), comte de Beaumont-le-Roger, 381 n.
- Arval. Voy. Airvault.
- Assé (seigneur d'). Voy. Riboule (Foulque).
- Athènes (Jeanne d'Eu, comtesse d'Etampes, duchesse d'). Ses biens de Poitou saisis par le prince de Galles, 191 n. Restitués, 192 n.
- Aubefort (Pierre d'), 246 n.
- (Raymond d'), prieur de Loix. Procès contre l'abbé de Saint-Michel-en-l'Herm, 246 n.
- Auberchicourt (Eustache d'), 68 n.
- Aubeterre. Garde de la ville (1356), 62 n. La châellenie donnée à Hélie de Labatut, 150 n. *Aubeterre-sur-Dronne, Charente.*
- (Gadicilde ou Gardrade Raymond, s' d'). Confiscation de ses terres de Nuaillé et de la Motte-Fresneau, 62, 63, 325 n. Complice de Charles d'Artois, 381 n.
- (Jean Raymond d'), 180 n. Mis en possession des terres de Nuaillé et de la Motte-Fresneau, 62 n. Elles sont rendues à Jeanne de Bauçay, 324-327.
- (Pierre Raymond d'), 62 n.
- Aubigny (curé d'). Voy. Poilhé (Geoffroy de).
- Audoineau (Guillaume), 377 n.
- (Nicolas) et sa femme, marchands de marée à Fontenay-le-Comte. Lettres de rémission pour meurtre, 377-379.
- Augart (Jean). Les biens des hoirs de sa femme confisqués, 82.
- (Thomas). Ses biens confisqués, 82.
- Augé (seigneurie d'), 124 n. *Con de Saint-Maixent, Deux-Sèvres.*
- Augerant (Jean d'), évêque de Beauvais, 153 n.
- Aunay (Jean II de Clermont, vicomte d'), 289 n., 419 n.
- (Jean La Personne, vicomte d'), d'Aunoy, sénéchal de Poitou, 141 n., 298 n., 418 n. Notice, 418 n. Le roi lui donne la châellenie de Didonne et tous les biens du Soudan de Latrau, 417-420.
- (Marguerite de Mortagne, vicomtesse de), épouse Jean La Personne, 418 n. Date de sa mort, 419 n.
- (Ponce de Mortagne, vicomte d'), 418 n.
- (Pierred'), marchand de marée à Fontenay-le-Comte. Tué dans une rixe, 377, 379.
- Aunis, 339 n. Grand fief, 43 n. Gouverneur du pays, 326. — Aunoy (H. d'), 372.
- (vicomte d'). Voy. Aunay.
- Auray (bataille d') [1364], 111 n., 144 n.
- Aurea Vallis. Voy. Airvault.
- Ausseure (Jean d'), 62 n.
- Autun, date, 243 n. Diocèse, 121 n. *Saône-et-Loire.*
- Auvergne (duché d'). Confirmation des droits de Jean de France, duc de Berry, 367-372.
- 42 n., 135 n., 149 n., 150 n.
- (Béraud, dauphin d'), 150 n.
- (Marguerite, dauphine d'), dame de Marmande, femme de Jean IV de Bueil, 9 n., 111 n.
- Auvillier (Perret d'), écuyer. Fait prisonnier le capital de Buch, 179 n.
- Aux (Arnaud d'), évêque de Poitiers, 388 n.
- (Fort d'), évêque de Poitiers, 388 n.
- (Jeanne d'), femme d'Herbert Berlant, 210 n.
- Auxerre (diocèse d'), 121 n.
- Auxois (N.), 400.
- Availle (Benoit d'), 372.
- Avantois (Etienne d'), chevalier, 53 n., 402 n.
- Avaugour (Henri IV, seigneur d'), 56 n., 196 n.

- Avaugour** (Isabelle d'), vicomtesse de Thouars, dame de Talmont. Lettres d'abolition, 195-199. Notice, 196 n. Accord avec les religieux de Lieu-Dieu-en-Jard, 126 n. — 218 n.
- (Jean d'), tuteur du sire de Bressuire, 56 n.
- (Juhel d'), 197 n.
- Avignon**, 49 n., 135 n., 346 n. *Vaucluse*.
- Avoir** (Anne d'), femme de Jean de Bueil, 102 n.
- (Philippe d'), femme de Geoffroy Le Brun, 203 n.
- (Pierre d'), seigneur de Vêretz et de Châteaufromont. Lettres en faveur de Guy Mauvoisin, 53-56, 59 n., 102 n.
- Awilnen**, neveu de Robert de Grantonne, prêtre anglais. Ses biens confisqués, 357-358.
- Aymar** (Pierre), Aymer, capitaine du fort d'Angle pour les Anglais. Ses biens confisqués, 10, 11, 55 n.
- Aymard** (Catherine), 23 n.
- Aymer** (Pierre). Voy. Aymar (P.).
- Ayron**, lieu, 75. *Con de Vouillé*, Vienne.
- (Aimery d'), Airon, bourgeois de Poitiers. Son anoblissement, 233, 234.
- (Guillaume d'), d'Eron, d'Oyron, 13.
- Voy. Oiron.
- Aysie** (seigneur d'). Voy. Martreuil (Guillaume de).
- Azerables**. Voy. Arrablay.
- Azincourt** (bataille d'), 102 n.

B

- Bagneux**, Baigneux (hôtel et gagerie de), appelée la gagerie de la Couldraye, 204 n. *Con de Thouars, Deux-Sèvres*.
- Baiste** (la). Voy. Baste (la).
- Balançon** (seigneur de). Voy. Rye (Jean de).
- Bar** (Regnaut), chevalier, 106 n.
- Barbier** (Ch.), cité, 222 n., 318 n.
- Bardonneau** (Jean), 363.
- Bardonnnet** (Abel), cité, 5 n., 43 n., 76 n., 82 n., 145 n., 160 n., 234 n., 237 n., 253 n., 268 n., 377 n., 410 n.
- Basin** (Denis), 65 n. Don de la terre de Belhomme et autres biens confisqués, 113-117.
- Baslon** (seigneur de). Voy. Odart (Guy).
- Bast** (île de), Bretagne, 144. *L'Isle-de-Batz, con de Saint-Pol-de-Léon, Finistère*.
- Baste** (la), la Baiste, terre confisquée sur Guichard d'Angle, 90, 91. *Cne de Thuré, Vienne*.
- Bauçay** (Agathe de), dame de L'Isle-Bouchard, 59 n.
- (Amaury de), Baussay, chevalier, seigneur de la Motte-de-Bauçay, 61 n. Ses biens engagés à Philippon le Boulanger, puis à Gautier Spridlington, 5 n., 157, 158. Promesse de lui restituer ses terres de Poitou, 99-101. Notice, 99 n. Il laisse reprendre par les Anglais le fort de la Motte-de-Bauçay, 101.
- Bauçay** (Foucaut de), 70 n.
- (Guillaume de), Baussay. Notice, 61 n. Son héritage, 324 n., 325 n.
- (Guy de), dit Goman, s^r de Chéneché, 70 n.
- (Guy II ou Guyon de), s^r de Chéneché, 70 n.
- (Hardouin I^{er} de), 61 n.
- (Hardouin II de), 61 n., 99 n.
- (Hippolyte de), femme d'Aimery Sudre, 61 n., 280 n.
- (Jean de), Baussay, chevalier, fils d'Amaury. Don de la Motte-Fresneau et de Nuaillé, 61-63. Notice, 61 n. Promesse du roi de lui restituer ses terres de Poitou, occupées par les Anglais, 99-101. Restitution de la terre que son père avait dû abandonner à l'anglais Spridlington, 157-159. — 141 n.

Bauçay (Jeanne de), femme de Charles d'Artois, comte de Longueville. Restitution de ses terres de la Motte-Fresneau et de Nuailé, réservé au roi d'y mettre garnison, 62 n., 324-327. Elle engage Sainte-Néomayeau sire de Mussidan, 150 n. — 296, 381 n.

— (Jeanne de), dame de Champ-tocé, femme de Louis de Machecoul, 70 n.

— (Jeanne de), femme de Guy Odart, s^r de Mons, 51 n.

— (Marie de), dame de la Motte-de-Bauçay. Ses maris, 62 n.

— (Marguerite de), dame de Chéneché, femme de Simon Burleigh. Notice, 68 n. Rentes dues par R. Germaut à son mari, à cause d'elle, 67-71.

— (Marguerite de), femme de Guy de La Forêt, 125 n.

Bauchier (Pierre), ou Boschier, écuyer de Bretagne. Don du château de Néons, 71-73.

Baudoin, 162.

Baume (le Galois de la), 149 n.

Baussay. Voy. Bauçay et Motte-de-Bauçay (la).

Baye (Nicolas de), greffier du Parlement, 122 n.

Bayeux, 136 n. *Calvados*.

Beaucaire (sénéchal de), 102 n.

Beauce. Grandes compagnies, 130 n.

Beauchet-Filleau (MM.), cités, 2 n., 13 n., 23 n., 26 n., 29 n., 51 n., 56 n., 61 n., 72 n., 75 n., 82 n., 111 n., 124 n., 145 n., 208 n., 210 n., 217 n., 240 n., 267 n., 288 n., 346 n., 388 n., 397 n., 408 n.

Beaufort (Eléonore de), femme d'Edouard de Beaujeu, 84 n.

— (Roger de), 42 n.

Beaufou (R. de), 38, 286.

Beaujeu (Edouard de), 42 n., 84 n.

— (Marie de), femme de Jean 1^{er} de Parthenay, 206 n.

Beumanoir (Jean de). Au combat de Chizé, 413 n.

Beaumont (Alain de), chevalier, originaire de Bretagne. Nommé capitaine de Saint-Maixent, 156 n. S'empare de Sainte-Néo-

maye, 152 n. Le roi lui en donne le château et la châtellenie, 296-299, 381 n. Notice, 297 n. Au combat de Chizé, 413 n. Sénéchal de Poitou, 202 n., 298 n., 418 n.

— (Jean de), compagnon de Du Guesclin, 297 n., 298 n.

— (Jean et Louis de), seigneurs de Bressuire. Voy. Bressuire.

— (Jeanne de), femme : 1^o de Béraud ou Barthélemy de La Haye ; 2^o de Louis Larchevêque de Taillebourg, 272 n.

— (le comte de). Voy. Orléans (Philippe duc d').

Beaumont-le-Roger (Robert III d'Artois, comte de), 381 n.

Beaumont-sur-Oise. Capitaine et châtelain, 140 n. *Seine-et-Oise*.

Beauprêtre (Jean). Ses biens confisqués, 79.

Beauregard (seigneur de), 397 n.

Beaurepaire (Christian de), messager du duc de Berry, 170 n.

Beauté-sur-Marne, date, 140 n. *L'Isle-de-Beauté, cne de Nogent-sur-Marne, Seine*.

Beauvais (évêques de), *Belvacensis*. Voy. Augerant (Jean d') et Dormans (Jean de).

Beauvau (Jean de), chevalier, 218 n.

Beauvoir-sur-Mer (la terre de), restituée à Olivier IV de Clisson, 362 n. Curé de Sainte-Catherine, voy. Bureau (Pierre). *Vendée*.

Bécherel (siège de), 102 n., 279 n., 399.

Béchet (Aimery), s^r des Landes, 58 n.

— (Gaspard), 58 n.

— (Radégonde), dame de Mortemer, veuve de Guy Sénéchal, remariée à Adam Chel, s^r d'Agorisses, 42 n. Ses biens confisqués, 58. Notice, 58 n. Maintenu dans ses biens et possessions de Poitou, après la capitulation de Gençay, 365-367. Ses châteaux de Gençay et de Mortemer donnés au duc de Berry, 402-404.

Béchillon (Jean et Thibaut), 124 n.

Bègues (Jean de), 241 n.

- Belhomme (terre de), Belolme, Belhousme. Donnée à Denis Basin, 65 n., 113, 116. Confisquée sur Robert Grantonne, 134-137. Donnée à Renaud de Montléon, 356, 357. *Hameau, cne de Lavoux, Vienne.*
- Belhousme. Voy. Belhomme.
- Bellefoye (terre de), confiscée, 5 n., 57, 60, 279 n. *Village, cne de Neuville, Vienne.*
- Bellenou (J.), 90.
- Bellent (Herbert). Voy. Berlant.
- Belleperche (siège de), 102 n., 114 n. Auj. château ruiné, près de Bagnaux, *cne de Moulins, Allier.*
- Belleville (Jeanne de), femme d'Olivier III de Clisson. Prétentions sur le ressort du temporel du prieuré de Saint-Georges, 304 n. — 362 n.
- Belolme. Voy. Belhomme.
- Belon (Guillaume), chevalier, 54 n.
- (Jean), capitaine traître de la Roche-sur-Yon. Ses biens confiscés, 53-55.
- Belosac (Emery de), ou Belozac, châtelain de la Garnache. Son sceau contrefait, 362, 363.
- Belosac (Jean), Macé, René et Thibaut de). 363 n.
- Belvacensis. Voy. Beauvais.
- Belvoir (Yolande de), femme de Jean de Rye, 243 n.
- Benasié (Pierre de), abbé de l'Étoile, 372 n.
- Benet, Benoy en Poitou. Meurtre, 382, 383. Château et seigneur, 14 n. *Cne de Maillezais, Vendée.*
- Benon. Siège et prise par Du Guesclin, 165 n., 175 n., 280 n. Juridiction litigieuse, 218 n. Don du château et de la seigneurie à Guillaume de Sérís, 269 n.
- Benoy en Poitou. Voy. Benet.
- Bérault (Renaud). Ses biens confiscés, 79.
- Berchou (Gilles), sr de Puiset. Procès contre Jean Bigot, 241 n.
- Bergerac (siège de) [1377], 9 n., 102 n., 150 n., 299 n. *Dordogne.*
- Berlant (Herbert II), 209 n.
- (Herbert III), Bellent, seigneur des Halles de Poitiers. Fait sa soumission à Charles V et obtient des lettres de rémission, 209-213. Notice, 209 n.
- Berlant (Jeanne), femme de Jean Méricion, 210 n.
- Berlay (Giraud), fondateur de l'abbaye de la Sie-en-Brignon, 391 n.
- Bernard (Guillaume), abbé de Notre-Dame-la-Grande de Poitiers, 394 n., 396.
- Bernezey (Guillaume de). Ses biens confiscés, 77, 78.
- (Jeanne de), femme d'Aimery Turgis, 397 n.
- Berry (Jean de France, duc de), comte de Poitou, lieutenant du roi en Berry, Auvergne, Bourbonnais, Forez, Sologne, Touraine, Anjou, Maine, Normandie, etc. Notice, 135 n. Comte de Mâcon, 149 n. La Saintonge jointe à son apanage, 173. Hommage au roi pour le comté de Poitiers, 179 n. Le roi lui donne la rançon de Thomas de Percy, 317 n.; et les châtellenies de Gençay et de Mortemer, 402, 404. Confirme ses droits sur les duchés de Berry et d'Auvergne, le comté de Poitiers, les terres de Chizé, de Civray et de Melle, sauf la souveraineté royale, 367-372. Du Guesclin lui cède Fontenay-le-Comte et Montreuil-Bonnin, 160 n., 277 n.
- Nouvelle de la prise de Châtelleraut, 191 n. Le duc de Berry négocie la reddition de Limoges, 354 n. Au siège de Sainte-Sévère, 170 n. Son entrée à Poitiers, 135 n., 169, 170 n. Ses négociations avec les barons poitevins alliés aux Anglais, 135 n., 176 n., 177 n., 270 n. Campagne en Poitou et Saintonge (août-novembre 1372), 155 n. Prise de Surgères, 175 n. Occupation de Saintes, 276 n. Soumission de Fontenay-le-Comte, 160, 283. Confirmation du traité conclu par lui avec les trois états du Poitou pour la soumission de ce pays, 176-190, 199, 208, 210. Traité conclu avec le vicomte de Châ-

tellerault 190-195. Il apprend la nouvelle de la victoire de Chizé, 413 n. Quelques actes de son gouvernement en Poitou (1373, 1374), 316 n. Ses efforts pour s'emparer de Gençay, 365 n. Ses rapports avec Renaud de Montléon, 355 n., 356 n. Transaction avec le sire de Clisson, 362 n.

Dons à ses serviteurs de biens confisqués en Poitou, 65 n., 141 n. Don à Jean le Page et à Guillaume Regnault des biens de Robert Grantonne, 134-139 ; — à Alain Taillecol des biens confisqués sur trois Anglais en Poitou, 166-170 ; — à Jean de Saumur des biens de Guichard d'Angle et du s^r de Castillon en Saintonge, 172-176. Promesse faite à la femme de Guichard d'Angle, 174 n. Mandement pour la restitution à Pierre Boschot et à ses frères des biens de leur oncle, 206 n. Lettres en faveur d'Herbert Berlant, 210 n. Don à Tristan Rouault des biens de son cousin Béthis Rouault, 217-220. Confirmation des franchises concédées aux habitants de Poitiers par Philippe-Auguste, 221-229. Concession de foires et marché à Saint-Georges-de-Rex, 262 n. Il remet le sire de Taillebourg en possession de terres litigieuses, 272-275. Don de Sainte-Néomaye à Alain de Beaumont, 300 n. Don à Renaud de Montléon des biens confisqués sur Robert de Grantonne, 354-358. Don des biens confisqués sur Guichard d'Angle aux deux gendres de celui-ci, 312-314. Lettres de rémission en faveur de Jean Delacroix, 316-318. Don de cent livres de rente sur les revenus de Poitou au chapitre de Poitiers, 393 n. Registres de comptes de son hôtel, 28 n., 29 n., et notes *passim*. Son chambellan. Voy. Peschin (Imbaud du). — Voy. aussi 2 n., 3 n., 5 n., 29 n., 42 n., 45 n., 65 n., 70 n., 79 n.,

81 n., 85 n., 86 n., 88 n., 91 n., 114 n., 116 n., 122 n., 124 n., 149, 152 n., 201 n., 202 n., 207 n., 215 n., 218 n., 232 n., 237 n., 238 n., 253, 269 n., 272 n., 279 n., 289 n., 292 n., 298 n., 308, 314 n., 325 n., 332 n., 388 n., 392 n., 401 n., 418 n., 419 n. Berry (Bonne de), fille du duc. Sa dot assignée sur Melle, Civray, Chizé, 136 n., 370 n. Elle épouse : 1^o Amé VII, comte de Savoie ; 2^o Bernard VII, comte d'Armagnac, 370 n. — (Charles de), comte de Montpensier, 192 n. — (duché de). Ravages des Grandes compagnies, 94 n. Confirmation des droits de Jean de France, 367-372. — 135 n., 418 n. — (sénéchal de), 87. Bersuire (Georges), 323 n. — (Laurence), 122 n. — (Nicolas), 323 n. — (Pierre), bénédictin, 122 n., 323 n. Bertegon, Berthegon. Défense contre les Anglais, fortification de l'église paroissiale, 412. *C^{on} de Monts-sur-Guesne, Vienne*. Berthon (Oyile le), Anglais établi à la Souterraine, 113. Bertrand (Philippe), dame de Roncheville, femme de Gérard v Chabot, dame de Retz, 111 n. Besdon (Jean de), écuyer, 11 n. Traite avec la duchesse d'Athènes pour le vicomte de Châtellerault, 192 n. Besoigne (Jean de la). Ses biens confisqués, 82. Beuf (Huguet), Buef, seigneur de Chitré, partisan des Anglais. Confiscation de sa terre, LXXIII-LXXV, 388, 389. Notice, 388 n. — (Jean), seigneur de Chitré, 388 n. Beutin (Guillaume), commissaire délégué du sénéchal de Poitou, 301 n. Beuxe (seigneur de). Voy. Jaille (Tristan de la). *C^{on} de Loudun, Vienne*. Bière (Lancelot de), châtelain de Vernon, 118 n.

- Bigot (Guillemet). Ses biens confisqués, 82.
- (Jean), maire de Poitiers, 233, 237 n. Anobli, 240. Seigneur de Clazay; notice, 240 n.
- (Jean), ou le Bigot, chevalier, 126 n. Châtelain de Mareuil. Procès, 240 n.
- (Raoul), dit Berthelot, 332 n.
- Bilant (Jean). Ses biens confisqués, 75.
- Billy (Guillaume de). Don de biens confisqués, 66.
- Biron (Pierre), 273 n.
- Blanc-sur-Creuse (le). Repris sur les Anglais, 5 n., 41 n. La ville et le châtelain données à Jean de Villemur, puis à Guy et à Guillaume de La Trémoille, 83-86. *Indre*.
- Blanchard (Roland), habitant de la Souterraine, enlevé par les Anglais, 113 n.
- Blanchet (H.), 373.
- (J.), 350.
- (L.), 421.
- (P.), 262.
- Blois, 111 n. *Loir-et-Cher*.
- Blondeau (J.), 336.
- Blondel, 364.
- Boccanegra (Ambroise), amiral de la flotte espagnole. Victoire navale sur les Anglais devant la Rochelle, 173 n.
- Boileau (Jean), 269 n.
- Bois-Boschier (fief du), 109 n. *Près de la Roche-sur-Yon, Vendée*.
- Bois-de-Sanzais (hébergement du), le bois de Sanzay. Cédé à Perceval de Cologne, 203 n. *Château, cne de Saint-Martin-de-Sanzais, Deux-Sèvres*.
- Boisménart (seigneur de). Voy. Rouault (André).
- Bois-Pouvreau, château, 218 n. *Cne de Ménigoute, Deux-Sèvres*.
- Bois-Robin (seigneurie du), 72 n. *Cne de la Grimaudière, com de Moncontour, Vienne*.
- Boistel (A.), 162, 324.
- Boivin (Jean), écuyer, Boyvin, 77 n.
- Bonin. Voy. Bonnin.
- Bonnaut (André), 180 n.
- (Pierre). Ses biens confisqués, 82.
- Bonneau (Jean), juge du sceau aux contrats de Poitiers, 82 n.
- Bonneron (Jean). Ses biens confisqués, 29, 30.
- Bonnes (Jean de), prévôt des marchands de Paris, 346, 347.
- Bonnet (Jean), procureur du roi en Poitou, 109 n.
- Bonniers (Philippe-Jacques dit de), de Poitiers. Lettres d'abolissement, 421, 422.
- Bonnin (J.). Voy. Bouyn.
- (Jean), écuyer, seigneur de Monthomer, 77 n., 145 n.
- (Jean), échevin de Poitiers, 145 n.
- (Jean), garde de la Monnaie de Poitiers, 145 n.
- (Jean), Bonin, marchand poitevin. Pris sur un navire portugais, 143-145.
- (Joubert), seigneur de Messignac, 78 n. Tué à la bataille de Poitiers, 145 n.
- Bordeaux, 151 n., 320 n., 417 n. *Gironde*.
- Bordes (Guillaume des), portoriflamme de France, diffèrent de Guillaume Guenant, s^r des Bordes, 86 n.
- (Guillaume des), Guillaume III Guenant, s^r des Bordes. Voy. Guenant (G.).
- Bordes-Guenant (les), 85. *Château et ferme, cne du Petit-Pressigny, Indre-et-Loire*.
- Boschet (Aimery), frère de Pierre, 120, 123, 204, 205.
- (Jean), de Poitiers. Mis à mort par les Anglais (août 1370); ses biens confisqués, restitués par Charles V à ses neveux, 120-129, 199, 200, 238 n., 313 n.
- (Jean), neveu du précédent, frère de Pierre, 120, 123, 204, 205.
- (Jean). Voy. Bouchet.
- (Marguerite), femme de Guillaume Rousseau, 405 n.
- (Maurice), frère de Pierre, 120, 123, 204, 205.
- (Nicolas), héritier de Pierre Boschet, son oncle, 123 n.
- (Pierre), de Poitiers, avocat, puis conseiller au Parlement. Notice biographique, 121 n.

- Don des biens confisqués de Robert de Grantonne, prêtre anglais, 63-66. Procès à ce sujet, 163 n., 356 n. Restitution à lui et à ses trois frères des biens de leur oncle. Jean Boschchet, 120-129, 199-205. Procès contre Perceval de Cologne, 202 n.; — contre Jean Regnault, 238 n. — 111 n., 206 n.
- Boschet (Pierre), doyen de Luçon, 110 n.
- Boschet (le), hôtel du Boschchet, 122 n. *P.-e. le Bouchet, cne d'Aiffres, con de Prahec, Deux-Sèvres.*
- Boschet-en Brenne (château du). Voy. Bouchet-en-Brenne.
- Boschier (Aimery). Voy. Bouchier (A.).
- (Pierre), ou Bauchier, 72 n.
- Boucaut (Jean), 323 n.
- Boucher (Galthaut le). Ses biens confisqués, LXXIII.
- Bouchet (Jean), ou Boschet. Ses biens de l'île de Bouin confisqués, 109, 110, 121 n.
- Bouchet-en-Brenne (le), le Boschet. Repris sur les Anglais par Perrau d'Oradour, 92-95. *Cne de Rosnay, con du Blanc, Indre.*
- Bouchier (Aimery), Boschier, Boucher, chevalier. Ses biens de l'île de Bouin confisqués, 109, 110.
- (Foulque), 110 n.
- (Jacquet le). Prise d'un navire portugais, 143-145.
- (Jean), ou Boschier, 109 n.
- (Pierre), 110 n.
- Boucicaut (Jean 1^{er} le Maingre, dit), maréchal de France, 130 n., 214 n.
- (Jean II le Maingre, dit), 10 n.
- Boucineau (Guillaume). Ses biens confisqués, 75.
- Boudery (Perrin). Maison à Mornay, 257, 258.
- Boudré (Pierre), maire de la Rochelle, 258 n. Reprise de cette ville, 264 n.
- Bouer (Pierre). Lettres de rémission pour le meurtre de Nicolas Morain qui avait outragé sa femme, 385-387.
- Bougouin (seigneur de). Voy. Vivonne (Antoine de).
- Bouhain (île de). Voy. Bouin.
- Bouhet (terre de), en Aunis, 58 n. *Cne d'Aigrefeuille, Charente-Inférieure.*
- Bouin (île de), Bouhain. Biens confisqués donnés à Jeanne Chabot, 109-111. *Vendée.*
- Bouln (Jean), garde du sceau de la ville de Mirebeau, 29 n. — Voy. Bouyn.
- Boulanger (Philippon le). Sa veuve Colette, remariée à l'Anglais Gautier Spridlington, 5 n., 141 n., 418 n. Rente achetée sur la terre d'Amaury de Bauçay, 158.
- Boulencourt (dame de). Voy. Bruyère (Marguerite de).
- Boules (Foulque). Voy. Riboule.
- Boulié (terre de), litigieuse. Tenue en fief du château de Benet ou Benais, 13 n. *Bouillé, cne de Bouillé-Courdault, Vendée.*
- Boulogne (comte de), 418 n.
- Boulogne-sur-Mer, date, 264 n. *Pas-de-Calais.*
- Bouquin (Jeanne), femme de Jean du Vergier, 29 n.
- Bour (Jean de), 99 n.
- Bourbon (Catherine de), comtesse d'Harcourt, 17.
- (Isabelle de Valois, duchesse de), 17 n. Prisonnière des Anglais, 68 n., 114 n.
- (Jeanne de), femme de Charles V, 17 n.
- (Louis II, duc de). Au siège de Belleperche, 114 n. A Poitiers (8 août 1372), 171 n. S'empare du fort de Chitré, LXXIII n., 389 n. Campagne de Poitou et de Saintonge, 178 n. Siège de Fontenay-le-Comte, 283. Montres, 346 n. Expédition dans les Etats barbaresques, 417 n. — Voy. aussi 5 n., 45 n., 68 n., 93 n., 102 n.
- (Pierre 1^{er}, duc de), 17 n.
- Bourbonnais, 135 n., 150 n.
- Bourbourg (siège de), 218 n., 299 n. *Nord.*
- Bourdeilles (prise de) par les Anglais, 150 n. *Con de Brantôme, Dordogne.*
- Bourges, 150 n., 170 n., 178 n., 191 n., 297 n., 356 n. *Cher.*

- Bourg-la-Reine**, 178 n. *Seine*.
Bourgneuf en Aunis, 337 n. *Com-mandeur*, 265 n. *Con de la Jarrie, Charente-Inférieure*.
Bourgogne (comté de), 243 n.
 — (Philippe le Hardi, duc de).
 Campagne de Poitou et de Saintonge, 155 n., 171 n., 175 n., 178 n., 280 n., 314 n. A Saintes, 276 n. Au siège de Fontenay-le-Comte, 283 n. Traité conclu avec les trois états de Poitou pour la soumission de ce pays, 176-190, 199, 208, 210, 368. — Voy. aussi 15 n., 135 n., 243 n., 346 n.
Bourjaud (Guillaume), 322 n.
Bournaseau (N.), 16.
Bourniot (Jean). Lettres de rémission pour vol, 372.
Boursard (Amissé), femme de Robert Guichart, chevalier, 110 n.
Boussageau. Hôtel de la Cour, 26 n. *Cne de Lencloître, Vienne*.
Boutaut (Jean), chapelain en l'église de Saint-Mathurin de Luçon, 110 n.
Bouteville (château de). Pris sur Hélot de Plassac, 203 n., 339 n. *Charente*.
Boutillier (Blanche), femme d'Imbaud du Peschin, 150 n.
Boutin (Guillaume), 11 n.
Boutoul (Jean), écuyer, 322 n., 397 n.
Bouyer (Guillaume), 38 n.
Bouyn (Jean), écuyer, Bonnin ou Boyvin, garde de la ville de Mirebeau, 29 n. Don de biens confisqués, 77-80.
 — (Perrot de). Ses biens confisqués, 82.
Boyvin. Voy. Boivin et Bouyn.
Brachart (Jean). Lettres de rémission pour meurtre, 374-376.
Brandois, 196 n. *Motte féodale, cne de Saint-Nicolas de Brem, con de Saint-Gilles, Vendée*.
Braque (Etienne), trésorier des guerres, 111 n.
Brequere. Voy. Bressuire.
Brehac (île de), 144. *L'Isle-de-Brehac, con de Paimpol, Côtes-du-Nord*.
Bressuire (baronnie de), 204 n., 297 n. *Deux-Sèvres*.
Bressuire (dame de). Voy. Maillé (Isabelle de).
 — (Jean de Beaumont, sire de), 56 n., 200 n.
 — (Louis de Beaumont, sire de), Brequere. Ses biens confisqués, 10, 11, 55 n., 56. Notice, 11 n.
 — (Pierre). Voy. Bersuire.
Bret (Isabelle de), dame du Bouchet-en-Brenne, 95.
Bretagne. Prise d'un navire portugais sur les côtes, 144. — 299 n., 320.
 — (ducs de). Voy. Charles de Blois et Jean IV de Montfort.
 — (duchesse de). Voy. Jeanne la Boiteuse.
Bretet (Pierre). Tué dans une rixe, 382, 383.
Brétigny (traité de), 157 n., 264, 287 n., 295 n., 325 n., 369 n.
Bretons (gens d'armes). Vol à Saint-Maixent, 332, 333.
Breuil (Pierre du), 261 n.
Breuil-Bernard (le), 204 n. *Con de Moncoutant, Deux-Sèvres*.
Breux (seigneur de). Voy. Plessis (Guillaume du).
Bréviande (fort de), en Sologne, 167 n. *Cne d'Yvoy-le-Pré, Cher*.
Brézé (seigneur de). Voy. Maillé (Payen II de).
Briard (Ferry), conseiller au Parlement, 301 n.
Briet (P.), 34, 257.
Brillac (Jean de), 51 n.
Brion (dame de). Voy. Forêt (Agnès de la).
 — (Jean de), bailli des Exemptions de Touraine, Anjou et Maine, 307 n.
 — (Olivier), 248 n.
Briquebec (Robert Bertrand, s^r de), maréchal de France, 111 n.
Brizay (Alais de), 27 n. Ses biens confisqués par le prince de Galles, 191 n.
 — (Isabeau de), femme d'Eschivard VI de Preuilly, 355 n.
Broce (château de). Voy. Brosset.
Brochessac. Voy. Brosset.
Brossac, Brochessac, 37. *Hameau, cne de Thuraudeau, Vienne*.
Brosse (Elie de), 93 n.
 — (Eliot de la). Lettres de rémission pour meurtre, 374-376.

- Brosses (château de), Broce. Repris sur les Anglais, 113. *Cne de Chaillac, con de Saint-Benoit-du-Sault, Indre.*
 — (vicomté de), 49.
 — (vicomté de). Voy. Chauvigny (Guy de).
 Brou (tour de), prison de la duchesse de Bourbon, 68 n. *Cne de Saint-Sornin, con de Marennes, Charente-Inférieure.*
 Brouassin (dame de). Voy. Crenon (Ambroise de).
 Broulart (Jean), orfèvre de Paris, 151 n.
 Bruges (Gautier de). Voy. Gautier.
 Bruillet (Guillaume), marchand de marée à Fontenay-le-Comte. Lettres de rémission pour meurtre, 377-380.
 Brumen (Jean), sergent d'armes du roi. Lettres de rémission, 143-145.
 Brun. Voy. Le Brun.
 Brunet (Charles), cité, 201 n.
 Bruneteau (Pierre), maréchal du duc d'Anjou. Don de biens confisqués, 25-28, 82.
 Bruyère (Marguerite de), dame de Cayeu et de Boulencourt, 87 n.
 Buch (Jean de Grailly, captal de). Tente de secourir Sainte-Sévère, 171 n., 202 n. Se retire à Saint-Jean-d'Angély, 177 n., 260 n. Fait prisonnier à Soubise ; sa garde, 177 n., 244 n. Amené à Paris, 179 n.
 Budes (Geoffroy), chevalier, seigneur du Plessis-Budes. Notice, 279. Don des biens de Gautier Spridlington, 141 n. — 5 n., 60 n., 61 n.
 — (Guillaume), 279 n.
 — (Sylvestre), compagnon de Du Guesclin, 97 n., 279 n., 413 n.
 Buef (Huguet). Voy. Beuf (H.).
 Bueil (Hardouin de), 53 n.
 — (Jean III de). Bat un détachement anglais près de Lusignan, 43 n. Notice, 102 n. Don de biens confisqués, 272 n. — 67 n., 73 n., 85 n., 90 n., 131, 201 n.
 — (Jean IV de), 9 n., 108. Notice, 102 n.
 — (Marie de), femme de Baudouin de Crenon, 9 n.
 Buffet (Guillaume de), possesseur de la terre de Belhomme, 116.
 — (Louis de), de la Rochelle, 258 n.
 — (Pierre), de la Rochelle, 264 n.
 Bugnon (le seigneur de). Biens confisqués dans l'île de Bouin, 109, 110.
 — (Guillaume de), 109 n.
 — (Pierre de), 109 n.
 Buor (Guillaume et Jean), écuvers, 110 n., 362 n.
 Bureau (Pierre), curé de Sainte-Catherine de Beauvoir-sur-mer, 26 n.
 Burlay, Burlé. Voy. Burleigh.
 Burleigh (Simon), Burlay, Burlé. Battu près de Lusignan, 43 n. Notice, 67 n. Rentes à lui dues à cause de sa femme, Marguerite de Bauçay, 67-71. Ses biens confisqués, 129-131.
 Burlion (Alain de), capitaine et châtelain de Montreuil-Bonnin pour Du Guesclin, 160 n.
 Bussac, 272, 274. *Arr. et con de Saintes, Charente-Inférieure.*
 Buzançais (seigneur de). Voy. Prie (Jean de).
 Buze (fief de la), litigieux, 325 n.

C

- Cabaret d'Orville (Jean), cité, LXXIII n., 5 n., 133 n., 175 n., 283 n., 389 n., 414 n., 417 n.
 Cadeau (Jean), procureur au Parlement, 42 n.
 Cadoret (P.), 259, 294, 338.
 Caen, 297 n. *Calvados.*
 Caillier (Perrot), ou Cailler, capitaine de Bertegon. Fortifie l'église de cette paroisse, 412.

- Caillières (prieuré de la), en Poutou, 386. *Com de Sainte-Hermine, Vendée*.
- Calais, 6 n., 68 n., 86 n., 264 n., 268 n. Débarquement du duc de Lancastre, 320 n. *Pas-de-Calais*.
- Calverly (Hugh de), 75 n.
- Cambridge (le comte de), 68 n., 114 n., 150 n.
- Canigo (Jean de), 144, 145.
- Cantorbéry (le cardinal de), ambassadeur d'Edouard III, 118 n.
- Capellania (Perrot de) et sa femme. Leurs biens confisqués, 26, 27.
- Carimel. Voy. Kerimel.
- Caritate (S. de), 324, 351, 353, 409, 412, 416.
- Carnarin (Jean), aliàs de Karnarin, connétable du fort de la Garnache. Notice, 330 n. Lettres de rémission pour meurtre, 330-331.
- Carré de Busserolle, cité, 53 n., 59 n., 86 n., 102 n.
- Carte (Thomas), cité, 58 n., 173 n., 389 n., 417 n.
- Carteret (le havre de), 415 n. *Com de Barneville-sur-Mer, Manche*.
- Caseliers (Bertrand de). Voy. Cazelis.
- Casse (Guillaume), de Saint-Maixent, 333.
- Castillon (Florimond de Lesparre, sire de), de Chasteilhon en Médouc, 275. Ses biens de Saintonge confisqués, 172-176. Notice, 389.
- Castriduni (vicecomitissa). Voy. Châteaudun (Marguerite de Flandre, vicomtesse de).
- Castro Ayraut (Perrotin de). Voy. Châtellerault (P. de).
- Catterton (Thomas de), capitaine anglais de Saint-Sauveur-le-Vicomte, 415 n.
- Caumont (le bourg de), 91 n.
- Caut (Bernard), chanoine de Paris. Rente à la Rochelle, 253 n.
- Cavafaya (Prior de). Voy. Chefois.
- Cayeux (dame de). Voy. Bruyère (Marguerite de).
- Caylus, date, 45 n. *Tarn-et-Garonne*.
- Cazelis (Bertrand de), de Caseliers, ou Cazili, seigneur de Surin, châtelain de Saint-Maixent pour le roi d'Angleterre, 410 n.
- Cazili (Bertrand de). Voy. Cazelis.
- Celle (Geoffroy de la), chevalier. Notice, 91 n. Don des terres de la Baste et de la Gatelinrière, 90-92.
- Cent ans (guerre de), 150 n.
- Cepoy (bailli de), 315.
- Cercelles (Guillaume, fils d'Aymon de). Lettres de rémission, 355 n.
- Cercigny, Cerceigné. La terre et le château confisqués sur Aimery de Rochechouart et donnés à Alain Saisy, 287-291. *Com de Vivonne, Vienne*.
- Ceresey (Olive, dame de), 337 n.
- Céris (Guillaume de). Voy. Sérès.
- (Guy le Borgne de). Voy. Sérès.
- Chabanais (Jeanne de), femme du sr de Surgères, puis de Miles de Thouars, 125 n.
- Chabot (Gérard V), 111 n.
- (Gérard VI), sire de Retz, 109. Notice, 111.
- (Guillaume) et ses fils, Louis, Géheudin et Sebran. Procès, 125 n.
- (Isabeau), femme d'Hugues de Cologne, 204 n.
- (Jeanne), dame de Retz. Don de biens confisqués dans l'île de Bouin, 109-112. Notice, 111 n. Procès avec Isabelle d'Avau-gour, 197 n. — 219 n.
- (Marie), femme de Maurice de Volvire, 219 n.
- (Thibaut VII), seigneur de la Grève, 111 n.
- (Thibaut VIII), seigneur de la Grève. S'empare d'une partie des biens de Jean Boschet, 120, 125. Notice, 125 n.
- Chaize-Giraud (terre de la), Cheze Giraud. Litigieuse, 218 n. *Com de Saint-Gilles-sur-Vie, Vendée*.
- Chalais (prieuré de). Rixe entre les moines et les confrères de Saint-Nicolas de Loudun, 405-408. *Com de Loudun, Vienne*.
- Chalangon (le sire de), 42 n.

- Chaligné (seigneur de). Voy. Appelvoisin (Guillaume d').
- Chamaillard (Osanne), Chamaillarde. Ses biens confisqués, 82.
- Chambiaco (J. de). Voy. Chambly (Jean de).
- Chambly (Jacqueline de), 118 n.
- (Jean de), dit le Hase, de *Chambiaco*. Don des biens confisqués de Robert de Grantonne et de Gautier Spridlington, 65 n., 117-120. Notice, 118 n.
- (Nicole de), femme de Gilles Malet, 140 n.
- Champagné. Sergenterie, 49 n.
- Champagne (Jean seigneur de), au Maine, 9 n., 38 n.
- Champdenier (Aimery de), 374 n.
- (Jeanne de), femme de Guillaume de Chaunay, 374 n.
- (seigneur de). Voy. Chaunay (Guillaume de.)
- Champdolent. Le château occupé indûment par le sire de Taillebourg, 273 n. *Com de Saint-Savien, Charente-Inférieure*.
- (dame de). Voy. André (Rose).
- Champigny-sur Veude. Excès commis aux environs par Charles d'Artois, 381. *Com de Richelieu, Indre-et-Loire*.
- Chanac (de), LXXIII, 53, 286, 304, 329, 338.
- (Géraud de). Voy. Géraud.
- Chanau (Jean Pérout, dit de la). Voy. Pérout.
- Chandos (Jean), 5 n., 6 n., 59 n. Capitaine de Plassac, 42. Sa mort, 43 et n., 49 et n., 73 n. — 76 n., 90 n., 111 n., 124 n., 145 n., 160 n., 234 n., 237 n., 253 n., 256 n., 268 n., 289 n., 317 n., 377 n.
- Chantemerle (terre de). Litigieuse, 125 n. *Cne de Moutiers-sous-Chantemerle, Deux-Sèvres*.
- Chantonnay, ville et château, 218 n. *Chef-lieu de canton, Vendée*.
- Chapelle-Belloin (seigneur de la). Voy. Cramaud (Jean de).
- Chapelle-Maurière (terre de la). Saisie, 197 n. *Vendée*.
- Chapelle-Thireuil (la), 385 n. *Com de Coulonges-sur-l'Autise, Deux-Sèvres*.
- Charente (la), rivière, 272, 274.
- Charité (S. de la). Voy. Caritate (S. de).
- Charles v. Régent, 264 n. Roi de France, 1 n., 5 n., 17 n., 43 n., 49, 55 n., 62 n., 73 n., 84 n., 85 n., 107 n., 116 n., 118 n., 121 n., 130 n., 135 n., 140 n., 141 n., 143 n., 149 n., 151 n., 152 n., 160 n., 167 n., 169 n., 171 n., 191 n., 193, 196 n., 222 n., 237 n., 243 n., 244 n., 253 n., 258 n., 262 n., 268 n., 269 n., 270 n., 277 n., 284 n., 287 n., 289 n., 297 n., 307 n., 317 n., 325 n., 339 n., 346 n., 354 n., 364 n., 370 n., 377 n., 415 n., 418 n., 419 n.
- Charles vi, roi de France, 121 n., 218 n., 243 n., 278 n., 299 n., 313 n., 346 n., 362 n., 366 n., 369 n.
- Charles vii, roi de France, 2 n., 234 n.
- Charles de Blois, duc de Bretagne, 111 n., 114 n. Procès de canonisation, 72 n., 278 n., 279 n.
- Charnizay (Jean de), 332 n.
- Charrière, cité, 170 n.
- Charron (Nicolas), prêtre, 109 n.
- Charroux. Forces anglaises réunies pour secourir Sainte-Sévère, 171 n. — 310 n. *Vienne*.
- (l'abbé de), Charroz, 394. Voy. Géraud.
- Chartres (bailli de), 57, 315.
- Chassée (seigneurie de la), 122 n. *Cne de Saint-Maurice-la-Fougereuse, Deux-Sèvres*.
- Chasseport (forêt de), 70 n. *Cne de la Vausseau, Vienne*.
- Chasteaux. Voy. Châteaux.
- Chasteilhon en Médoc (le sire de). Voy. Castillon (Florimond de Lesparre, sire de).
- Chastel-du-Loir. Voy. Châteaudu-Loir.
- Châteaubriant (Brideau de), 99 n.
- (Geoffroy de), 196 n., 218 n.
- (Isabelle de), dame de Bauçay, 99 n.
- (Louise de), 362 n.
- Châteauclos. Château et terre litigieux, 45 n., 93 n.
- Château-d'Olonne, 196 n. *Arr. et com des Sables, Vendée*.

- Château-du-Loir, Chastel du Loir, date, 56 n. *Sarthe*.
- Châteaudun (Guillaume 1^{er} de Craon, vicomte de), seigneur de Moncontour, 133 n., 301 n.
- (Marguerite de Flandre, vicomtesse de), *Castriduni*. Fonde une chapelle en l'église Notre-Dame de Moncontour, 132-134.
- (vicomté de), 133 n.
- Châteaufromont (seigneur de). Voy. Avoir (Pierre d').
- Château-Gaucher, 196 n. *Vendée*.
- Château-Gonthier. Garnison anglaise, 167 n. *Mayenne*.
- Château-Larcher. Tenu pour les Anglais par la femme de Guichard d'Angle, 173 n., 179 n. Imposition levée dans la châtellenie, 299 n., 316 n. *Com de Vivonne, Vienne*.
- Châteaumur (châtellenie de), 109 n. Hommage, 362 n. *Les Châtelliers-Châteaumur, Vendée*.
- Châteauneuf-de-Randon, 277 n. *Lozère*.
- Châteauneuf-sur-Charente, 269 n. *Charente*.
- Châteauroux (seigneur de). Voy. Chauvigny (Guy de).
- Châteaux, Chasteaux, en Anjou. Terres confisquées sur le sire de Bressuire, 11. *Auj. Château-la-Vallière, Indre-et-Loire*.
- (seigneur de). Voy. Trousseau (Pierre).
- Châteignier (Héliot), 124 n.
- (Jean) [1260], 337 n.
- (Jean), autre, écuyer, 26 n., 75 n., 261 n.
- (Jean II de), chevalier. Institution d'un marché et de trois foires à Saint-Georges-de-Rex, 260-262. Notice, 261 n.
- (Marie), femme de Savary IV de Vivonne, puis de Jean 1^{er} d'Archiac, 288 n.
- (Pierre), 75 n.
- (Simon), 261 n.
- Châtelet. Voy. Paris.
- Châtelliers (abbaye Notre-Dame des). Restitution d'une maison confisquée, sise à Mornay, 257. *Cne de Fonperron, con de Ménigoute, Deux-Sèvres*.
- Châtelliers (abbés des). Voy. Hugues. Châtellerault. Sa reprise par les Français (juillet 1370), 73 n., 85 n., 191 n. Capitaine (1373), 91 n. *Vienne*.
- (Jean IV, comte d'Harcourt, vicomte de), 19 n., 207 n.
- (Louis d'Harcourt, vicomte de). Ses biens confisqués 18, 19. Sa terre de Puymillieroux donnée à Louis de Maillé, 97-98. Il négocie avec le duc de Berry, 177 n. Ratification du traité par lui conclu avec le duc de Berry et Du Guesclin, 190-195. Notice, 191 n. Tenu à l'hommage envers l'évêque de Poitiers, pour son château d'Harcourt à Chauvigny, 392 n. — 28 n., 74 n., 90 n., 180 n., 207 n.
- (Pierre ou Perrot de), P. de Castro Ayraut. Ses biens confisqués, 25-27, 29, 30.
- Châtelus, château et seigneurie appartenant à Louis de Malval, 45 n., 94 n. *Châtelus-Malvaleix, arr. de Boussac, Creuse*.
- Châtillon (Béatrix de), 132 n.
- Chatou, 140 n. *Seine-et-Oise*.
- Chauderier (Hélie). Procès touchant Dompierre-sur-Mer, 266 n.
- (Jean), ou Chaudrier, bourgeois de la Rochelle. Confirmation du don à lui fait de la terre de Dompierre-sur-Mer, 263-271. Notice, 264 n.
- Chamaillarde (Osanne). Voy. Chamaillard.
- Chaunay (Aiglive de), 69 n. Femme de Lestrangle de Saint-Gelais, 374 n.
- (Jeanne de), femme de Jean de Vivonne, 374 n.
- (Guillaume 1^{er} de), seigneur de Javarzay, 374 n.
- (Guillaume de), chevalier, 62 n. Lettres d'abolition pour un meurtre, 373-376. Notice, 374 n.
- Chaune (hébergement de la), 219 n.
- Chaunis (Jean), de Parthenay. Ses biens confisqués, 82.
- Chaussée (Jean de la), sergent du duc de Berry, 163 n.

- Chausseroye (Payen de), 79 n.
 Chauveteau (Jean), de Brossac.
 Don de biens confisqués, 36-38.
 Chauvigné (Gillette de). Les biens
 de ses hoirs confisqués, 82.
 Chauvigny. Repris sur les An-
 glais, 133 n., 136 n., 171 n.
 Imposition levée dans la châ-
 tellenie, 299 n., 316 n. Re-
 fus du capitaine nommé par
 le chapitre de Poitiers d'ou-
 vrir les portes du château au
 bailli des Exemptions de Poi-
 tou, 392-395. Château de Mont-
 léon, 354 n. Château d'Harcourt
 relevant de l'évêché de Poitiers,
 392 n. Date, 171 n. *Vienne*.
 — (garde et gouverneur du
 donjon et des barrières de).
 Voy. Mons (Jean de) et Rivau
 (Jean du).
 — (François de), chevalier, s^r de
 Retz à cause de sa femme,
 Jeanne Chabot, 111 n.
 — (Guillaume de), secrétaire du
 duc de Berry, 150 n.
 — (Guy de), s^r de Châteauroux,
 vicomte de Brosses. Procès
 contre Louis de Malval, tou-
 chant la succession d'Éliette
 de Prie, 45 n., 93 n., 113 n.
 Chavannes (Aimery de). Ses biens
 confisqués, 82.
 Chaveleau (Jean), 28 n.
 Chavennes (ville de). Héberge-
 ment de la Vacherie, 204 n.
 Chavannes, *cne du Puy-Notre-*
Dame, Maine-et-Loire.
 Chazaud (L.), cité, 68 n., 133 n.,
 284 n., 389 n., 414 n., 417 n.
 Chef-Boutonne. Repris aux An-
 glais par Alain de Beaumont,
 297 n. *Arr. de Melle, Deux-*
Sèvres.
 Cheffois (prieuré de), *Cavafaya*.
 Ses lettres de sauvegarde con-
 firmées, 350-351. *Con de la Châ-*
taigneraie, Vendée.
 Chel (Adam), s^r d'Agorisses. Voy.
 Agorisses.
 Chemillé (Thomas, seigneur de)
 et de Mortagne, 245 n.
 Chenac (terre de), 274, 276. *Con de*
Cozes, Charente-Inférieure.
 Chenaie (Bois de la), 106 n. *Con de*
Coussay-les-Bois, Vienne.
 Chenau (Jean Pérout, dit de la).
 Voy. Pérout.
 Chenaye-Desbois (La), cité, 72 n.,
 289 n., 380 n.
 Chéneché (terre de). Confisquée,
 70 n. *Con de Neuville, Vienne*.
 — (dame de). Voy. Bauçay (Mar-
 guerite de).
 Cheneroche (Guillaume de). Let-
 tres de rémission, 355 n.
 Chenin (Gauvain). Reçoit du
 prince de Galles une partie des
 biens confisqués de Jean Bos-
 chet, 120, 123, 128, 202 n.
 — (Guillaume), seigneur de Mau-
 zé. Sa famille, 124 n.
 — (Jacques), sire de la Jarrie.
 Sous la tutelle d'Hugues de
 Cologne ; procès, 124 n., 202 n.
 — (Renaud), sire de Mauzé. Re-
 çoit du prince de Galles une
 partie des biens confisqués de
 Jean Boschet, 120, 123, 128.
 Notice, 123 n. Don des biens
 confisqués sur son beau-père,
 Guichard d'Angle, 312-315.
 Cherbourg, 86 n. *Manche*.
 Cherlieu (prieur de N.-D. de).
 Voy. Jean.
 Chesnel (J.), 302.
 Chevaleau (Jean), écuyer, 135 n.
 Chevalier (Hugues et Jean), de
 Saint-Maixent, 75 n.
 — (Perrot). Ses biens confisqués.
 Note sur sa famille, 75.
 Chèze-Giraud (la). Voy. Chaize-
 Giraud.
 Chinon. Ressort, siège du bailli
 des Exemptions, 305, 306, 307
 n., 309. — 79 n., 99 n., 185 n.,
 287 n. *Indre-et-Loire*.
 Chisay (bataille de). Voy. Chizé.
 Chiset. Voy. Chizé.
 Chitré, Chistré. Le fort repris
 sur les Anglais, LXXIII, 389 n.
 La tour, forteresse et terre
 données à Jean de Karlouët,
 LXXIII-LXXV ; — puis à Du
 Guesclin, 388-390. *Cne de Vou-*
neuil-sur-Vienne, Vienne.
 — (dame de). Voy. Gençay (Eléo-
 nore de).
 — (seigneur de). Voy. Beuf (Jean
 et Huguet).
 — (Jeanne de). Aveu de sa terre
 à l'évêque de Poitiers, 388 n.

Chizé, Chiset, 59 n. Assigné en dot à Bonne de Berry, 136 n. Garnison anglaise, 179 n. Confirmation des droits du duc de Berry, 367-371. Ses anciens possesseurs, 370 n. *Con de Brioux, Deux-Sèvres.*
 — (bataille de), Chisay (21 mars 1373). Relation, 413 n., 415. — 43 n., 73 n., 114 n., 131 n., 173 n., 260 n., 278 n., 279 n., 287 n., 288 n., 289 n., 298 n.
 — (forêt de), 192 n.
 Choineau (Jean), 88 n.
 Chypre (île de), 201 n.
 Cintré (Jean de). Voy. Saintré.
 Citeaux (Ordre de), 372 n.
 Civaux, 44 n. *Con de Lussac, Vi.*
 Civray, Sivray, 59 n. Assigné en dot à Bonne de Berry, 136 n. Confirmation des droits du duc de Berry sur cette terre, 367-371. Ses anciens possesseurs, 370 n. *Vienne.*
 Clain (le), rivière, 310 n.
 Clavel (Etienne), maître des eaux et forêts de la sénéchaussée de Poitou, 332 n.
 Clavière. Occupation anglaise, 157. *Cne d'Ileuil, Vienne.*
 Clazay (seigneur de). Voy. Bigot (Jean).
 Clément VII, pape. Deux bulles, 394 n.
 Clerh (Jacques), capitaine anglais de Mortagne-sur-Sèvre, 131 n.
 Clermont (Adhémar de), 125 n.
 — (Jean de), maréchal de France, 418 n. Lieutenant du roi en Poitou, 238 n.
 — (Jean II de), vicomte d'Aunay, 289 n., 419 n.
 — (Marguerite de), femme de Jean de Bueil, 102 n.
 Clermont-Ferrand, 202 n. *Puy-de-Dôme.*
 Clichy-la-Garenne, 140 n. *Seine.*
 Clisson (Olivier de). Voy. Clisson.
 Clisson (Amaury, sire de), 167 n. Seigneur de Mareuil, 240 n.
 — (Jeanne de), femme de Jean de Harpedenne, 280 n.
 — (Olivier III de), 301 n. Décapité à Paris (1343), 362 n.
 — (Olivier IV de), Clisson. Notice, 130 n., 362 n. Ses opérations

dans le Poitou, 130 et note, 171 n. Reprise de Moncontour, 133 n. Confirmation du traité conclu avec les trois états du Poitou pour la soumission de ce pays, 176-190, 199, 208, 210. Siège de la Roche-sur-Yon, 202 n. Lieutenant du roi dans les Basses-Marches, 362 n.; en Bretagne, 143 n. Montre de sa compagnie, 330 n. — 110 n., 278 n., 299 n., 315 n., 346 n.
 Cluis, 170 n., 171 n. *Con de Neuvy-Saint-Sépulcre, Indre.*
 Cluny (abbaye de), 268 n.
 Cluseau (prieur du), 88 n. *Cne de Thollet, Vienne.*
 Cocherel (bataille de), 150 n., 278 n.
 Codelus (Jean). Les biens de la Codeluce, sœur de Jean Guérineau, sa veuve, confisqués, 29, 30, 82.
 Cœur (Jean), Cœur, de Paris. Rixe avec Jean de Saint-Yon, 346-348.
 Cognac, date, 230 n. *Charente.*
 Coiffy (J. de), 319.
 Coillidevant (Moulin de). Voy. Courdevant.
 Cologne (Geoffroy de), 200 n.
 — (Haliette de), femme de Guillaume d'Appelvoisin, 204 n.
 — (Hugues de), chevalier, 200 n. Tuteur de Jacques Chenin; procès, 124 n., 202. Ses deux femmes, 204 n.
 — (Jacques de), seigneur de Lezay, 204 n.
 — (Jourdain de). Défend Moncontour contre les Anglais, 133 n., 201 n.
 — (Perceval de), de Culoigne, peut-être de Coulonges. Le prince de Galles lui donne les biens de Jean Boschet, 120-123, 128, 200. Notice, 200 n. Il est nommé sénéchal de Poitou, 202 n. Seigneur de Pugny, 204 n. — 74 n., 180 n., 298 n.
 Colombier (manoir du), 121 n. *Cne de Saint-Porchairs, Deux-Sèvres.*
 Colungiis in Alnisio (parvum feodum de), 337. Voy. Coulonges.

- Combronde** (seigneur de). Voy. Peschin (Imbaud du).
- Compagnies** (grandes). Incursions à Faye-la-Vineuse et à Mirebeau, 4, 81, 130 n. Sur les Marches d'Anjou, de Touraine et de Poitou, 398 n.
- Compiègne**, date, 278 n. Oise.
- Comptes** (Chambre des), à Paris, 20, 24, 31, 36, 52, 87, 117, 135 n., 141 n., 161 n., 169, 188, 216, 252, 293, 304, 307 n., 311, 391, 420.
- Conches**, 167 n. *Conches-en-Ouche*, Eure.
- Constance**, fille de Pierre le Cruel. Mariée au duc de Lancastre, 320 n.
- Corbie** (Arnaud de), président au Parlement, 163 n.
- Corgée** (la), Courgée, Corgre. Donnée à Jean Andrieu, 5, 59. *Châtellenie de Mirebeau*, Vienne.
- (Marie de la), 60 n. — Voy. Courgée (la).
- Cornet** (Jean), chanoine de Poitiers. Notice, 395, 396.
- (Isabelle), femme d'Itier de Vaux, 395 n.
- (Philippe), femme de Regnaut Ancelon, 395 n.
- Corric** (Yvon Le). Révocation du don à lui fait de la terre de Dompierre-sur-Mer, 270 n.
- Corry** (seigneur de). Voy. Foucaut (Guillaume).
- Corsaum**. Rente due par les religieux de Maillezais à Alfonso de Poitiers, 337. *Courçon-d'Aunis*, Charente-Inférieure.
- Couchon** (Pierre), trésorier des guerres, 97 n.
- Coudurier** (Huguet), de l'Epinasse, 372.
- Couldraye** (gagnerie de la). Voy. Bagneux.
- Coulonges**, *parvum feodum de Colungis in Alnisio*, 337. *Charente-Inférieure*.
- (Perceval de), 200 n. Voy. Cologne (Perceval de).
- Courcelles-lès-Paris**, 140 n.
- Courçon**, Corsaum. Rente due par les religieux de Maillezais à Alfonso, comte de Poitiers, 337. *Courçon-d'Aunis*, Charente-Inf.
- Courdevant** (Moulin de), Coillidevant. Vol de blé, 351, 352. *Cne de Saint-Martin de Saint-Maixent*, Deux-Sèvres.
- Courgé**, 60 n. *Cne de Saint-Sauvant*, Vienne.
- Courgée** (Adam de la), 5 n., 59. — (hôtel de la). Voy. Corgée (la).
- Courtenay**. Château et châtellenie, 270 n. *Loiret*.
- Coussay**. Bois de la Chenaie et pièce de terre, 106 n. *Coussay-les-Bois*, *con de Pleumartin*, Vienne.
- Couteau** (Guillaume), 38 n.
- Cramaud** (Jean de), seigneur de la Chapelle-Belloin, 356 n.
- (Simon de), évêque de Poitiers, 392 n.
- Craon**, Cron. Garnison anglaise, 294, 295. *Con de Moncontour*, Vienne.
- Craon**, 294 n. *Mayenne*.
- (sire de). Voy. Sully (Louis de).
- (Amaury III de), 133 n.
- (Amaury IV de), vicomte de Thouars, 167 n., 247 n., 243, 265 n. Notice, 245 n.
- (Béatrix de), dame de Maulévrier, 107 n.
- (Guillaume I^{er} de), seigneur de la Ferté-Bernard, de Sainte-Maure, vicomte de Châteaudun, seigneur de Moncontour, 133 n., 301 n.
- (Guillaume de), seigneur de Marcillac, 245 n.
- (Pierre de), s^r de la Suze, 70 n., 125 n., 167 n.
- Crécy** (bataille de), 208 n.
- Crenon** (Ambroise de), dame de Brouassin, 9 n.
- (Baudouin de). Don du château de Ry, 8.
- Crespin** (Guillaume), écuyer, 125 n.
- Cressewell** (Jean), capitaine anglais de Moncontour, 133 n., 178 n. Capitaine de Lusignan; au combat de Chizé, 413 n.
- Cresson** (Jean), 125 n.
- Crèvecœur** (Jean de Flandre, seigneur de), 132 n.
- (Oudin de). Lettres de rémission, 397-400.
- Crissé** (seigneur de). Voy. Turpin (Guy).

Croix (Jean de la), 395 n.
Cron. Voy. Craon.
Cros (Jean de), évêque de Limoges,
42 n., 94 n., 270 n., 354 n.
Crottoy (le), 242. *Con de Rue*,
Somme.
Cuens (Guillaume Le), le Cunes.
Don du fort de la Motte-de-
Bauçay, recouvré sur les An-
glais, 101-103.

Culdoë (Jean), l'ainé, prévôt des
marchands de Paris, et son fils,
Jean, 346-348.
Culoigne (Perceval de). Voy. Co-
logne (Perceval de).
Cunès (Guillaume le). Voy. Cuens
(Guillaume le).
Curzon, 196 n. *Con des Moutiers-
les-Maufaits, Vendée*.
Cuvelier, cité, 73 n., 170 n.

D

Dain (Robin). Ses biens confis-
qués, 82.
Dampere en Aunis. Voy. Dom-
pierre.
Dannum Petrum. Voy. Dom-
pierre en Aunis.
Darc (Perrotin), bourgeois de la
Rochelle, 43 n.
Daulion (Etienne), 84 n.
David (Bertaud), de Poitiers.
Ses biens confisqués, 29, 30.
Decize, 346 n. *Nièvre*.
Deffens (sief des). Hommage, 362
n. *Cne de Belleville, Vendée*.
— (Perrot du). Ses biens confis-
qués, 29, 30.
Delacroix (Jean), de Provins.
Se soumet au sénéchal de Poi-
tou. Lettres d'abolition, 316-318.
Delaville-Le Roulx, cité, 10 n.,
102 n., 106 n., 130 n., 133 n.,
278 n., 307 n.
Delisle (Léopold), cité, 44 n., 49
n., 85 n., 102 n., 118 n., 121 n.,
133 n., 136 n., 139 n., 140 n.,
151 n., 167 n., 193 n., 224 n.,
228 n., 269 n., 299 n., 346 n., 415
n., 419 n.
Delpit (J.), cité, 320 n.
Demay (J.), cité, 45 n., 58 n., 72
n., 79 n., 88 n., 93 n., 94 n.,
107 n., 143 n., 150 n., 167 n.,
218 n., 244 n., 277 n., 299 n.,
405 n.
Dempere. Voy. Dompierre.
Dercé (Jean de), Dersé, chevalier,
seigneur de Saint-Loup. Ses
biens confisqués, 29, 30; ainsi
que ceux de son neveu, nommé
aussi Jean de Dercé, 77-79.

Deroë (Jeanne de), femme de Guil-
laume Belon, 54 n.
Derian (Yves), secrétaire du roi,
141 n.
Deschevaux (Jean), de *Equis*.
Pendu pour meurtre, 246 n.
Devereux (Jean), d'Evreux, che-
valier, capitaine anglais de la
Souterraine. Notice, 114 et note.
Fait lever le siège de Morta-
gne, 131 n. Commande les An-
glais à Niort, 178 n., 260 n.
Fait prisonnier à Chizé, 413 n.
Dibert (Louis), prêtre. Ses biens
confisqués, 24.
Didonne (château et châtellenie
de). Donnés par le roi à Jean
La Personne, vicomte d'Aunay,
417-420. *Saint-Georges-de-Di-
donne, con de Saujon, Char.-Inf*.
Digoin, 268 n. *Saône-et-Loire*.
Dijon, 121 n. *Côte-Or*.
Dilay (seigneur de), Dislay, 385
n. *Cne d'Ardin, Deux-Sèvres*.
Dinance (Jean). Ses biens con-
fisqués, LXXIII.
Dive (la), rivière, 300 n.
Dixmont, Dymon, date, 224.
Yonne.
Dompierre-sur-Mer, Dampere en
Aunis, Dempere, de *Dompno-
petro, Dannum Petrum*. Terre
confisquée sur Jean de Ludham,
65 n., 167 n., 169. Donnée par
le roi au sire de Parthenay,
213-216. Confirmation d'un autre
don fait à Jean Chauderier,
263-271. Création d'un marché,
265 n. Rente autrefois due par
l'abbaye de Maillezais à Alphonse

- de Poitiers, 337. *Arr. et c^{on} de la Rochelle, Charente-Inférieure.*
 Dompnopetro (terra de). Voy. Dompierre.
 Doré (Jean), s^r de Riou, 106 n.
 Dormans (Jean de), cardinal, évêque de Beauvais, 153.
 Douçay. Voy. Doussay.
 Doussay, Douçay, 60 n. *C^{on} de Lencloître, Vienne.*
 Douët-d' Arcq (L.), cité, 243 n.
 Douhem (J.), 12.
 Dours (barons de), de la maison de La Trémoille, 346 n.
 Doux. Dimes du village, 79 n. *C^{on} de Thénèzay, Deux-Sèvres.*
 Dreux, 111 n. *Eure-et-Loir.*
 — (Pierre, comte de), 320 n.
 Du Chesne (André), cité, 78 n., 116 n., 125 n., 204 n., 261 n., 262 n., 313 n., 337 n., 356 n., 374 n., 385 n.
 Duclos (Bertrand), conseiller de Charles v, 238 n.
 Dudevois (Guillaume), chambrier de Saint-Germain-des-Prés. Prisonnier des Anglais à Montignac, 317, 318.
 Dufaye (Etienne), vigneron de Benet. Lettres de rémission pour meurtre, 382-384.
 Dugdale, cité, 174 n.
 Dun (Guillaume de), prêtre. Ses biens confisqués, 415, 417.
 Dun-le-Palletau, 115, 117. *Creuse.*
 Durand (Simon), 2 n.
 Durant (Janequin), capitaine anglais du Bouchet-en-Brenne, 95.
 Duval (Louis), cité, 257 n.
 Dymon. Voy. Dixmont.

E

- Ebroyensis (comitatus). Voy. Evreux (comté d').
 Edouard III, roi d'Angleterre. Armée de secours, levée pour défendre le Poitou, 178 n. — Voy. aussi 5, 11, 21, 30, 37, 45, 49, 57, 65, 67, 68 n., 72, 90, 95, 110, 118 n., 119, 123, 126, 129, 142, 144, 147, 150 n., 153 n., 155, 158, 164, 173 n., 177 n., 180, 181, 184, 194, 195, 196 n., 206 n., 219, 246, 254, 256, 263, 265 n., 268 n., 292, 301, 319 n., 326, 370 n., 375, 388, 389 n., 403, 410 n., 415 n., 417 n.
 Egret. Voy. Olivier (Jean).
 Eguzon. Château et terre litigieux, 45 n. *Arr. de la Châtre, Indre.*
 Eléonore d'Aquitaine, Aliénor, reine d'Angleterre. Privilèges octroyés aux habitants de Poitiers, 222, 223.
 Elie, évêque de Luçon, 342 n.
 Emat (Jean). Ses biens confisqués, 115, 117.
 Engolismensis (patria). Voy. Angoumois.
 Engoumois. Voy. Angoumois.
 Epinasse (village de l'), l'Espinasse. Vol d'orge, 372. *C^{on} d'Oiré, com de Dangé, Vienne.*
 Equis (Joannes de). Voy. Deschevaux (Jean).
 Erkeri, 7.
 Eron (Guillaume d'). Voy. Ayron (G. d').
 Eschalart (Huet). Biens confisqués sur ses héritiers, 23.
 — (Robert), 11 n., 23 n.
 Eschelles (Huguet d'), 102 n.
 Espinace (l'). Voy. Epinasse.
 Essex (comtes d'), 114 n.
 Estele (abbaye de l'). Voy. Etoile (abbaye de l').
 Etampes (comtesse d'). Voy. Athènes (duchesse d').
 — (Louis, comte d') et d'Eu, 192 n.
 Etoile (abbaye de l'), de l'Estele, 372. Abbés, voy. Benasié (Pierre de) et Philippe III. *C^{on} d'Archigny, com de Vouneuil, Vienne.*
 Eu (Jean d'Artois, comte d'), 87 n., 320 n.
 — (Jeanne d'). Voy. Athènes (duchesse d').
 — (Raoul II, comte d'). Sa confiscation, 370 n.
 Eusèbe (Guillot). Ses biens confisqués, 27.

Evrardus, 392.
Evreux (comté d'), Ebroyensis, 224.

— (Jean d'). Voy. Devereux (Jean).

Exemptions (bailli et bailliage des) de Poitou, de Touraine, d'Anjou et du Maine. Règlement pour sa juridiction, 307 n. Son siège à Chinon, 305, 306 ; — à Saint-Maixent, 307, 308 ; — à Luçon, 397 n. Clause portant qu'il ne siègera ni à Poitiers ni à Saint-Maixent, 371. Refus du capitaine de Chauvigny de lui ouvrir le château,

392-395. Procès devant lui, 13 n. — Voy. aussi 29 n., 58 n., 78 n., 79 n., 81 n., 92, 105, 108, 126 n., 193 n., 197 n., 240 n., 259, 261 n., 273 n., 295, 296, 302, 315, 322 n., 324, 340, 345, 351, 353, 358, 361, 369, 371, 376, 379, 382, 387, 396, 399, 401 n., 405 n., 409, 411, 416. — Voy. Aillembourse (Pierre), Arneville (Thomas d'), Brion (Jean de) et Tuille (Jean de la).
Eymet (combat d') [1377], 450 n. Dordogne.

F

Fabri. Voy. Jean (Thomas).
Faie. Voy. Faye-la-Vineuse.

Fay (Etienne du), bailli de Mâcon, 268 n.

Faya (L. de), 12, 25, 28, 32, 36, 38.

Faye-la-Vineuse, Faie. Séjour et ravages des Grandes compagnies, 4, 81. Baronnie, 35 n. *Con de Richelieu, Indre-et-Loire.*

Faymoreau (Jean). Victime d'un meurtre, 375.

Félibien (dom), cité, 346 n.

Felton (Guillaume de), sénéchal de Poitou, 79 n.

— (Roger de), trésorier de Saint-Hilaire-le-Grand de Poitiers, 3 n.

— (Thomas de), sénéchal de Guyenne, 178 n., 265 n.

Ferdinand, roi de Portugal (1370), 144.

Ferrières (abbaye de Saint-Léonard de). Ses biens confisqués, 25-27. Lettres de rémission et de sauvegarde pour les religieux, 38-41. *C^{ne} de Bouillé-Loret, con d'Argenton-Château, Deux-Sèvres.*

Ferron (Geoffroy), chevalier, 76 n. — (Guillaume), écuyer, 76 n.

— (Philippon). Ses biens confisqués, 75, 76 n.

Ferroneau (Perrot), 372.

Ferté (fief de la), 385 n. *C^{ne} de Boussais, Deux-Sèvres.*

Ferté-Bernard (seigneur de la). Voy. Craon (Guillaume I^{er} de la).

Ferté-Milon (la), 159, 282. *Aisne.*

Fèvre (Jean), moine de l'abbaye d'Airvault. Tué dans une rixe, 405, 408.

Fierbois (Jean). Lettres de rémission, 397-400.

Filleul, 41, 71, 376, 402.

Fillon (Benjamin), cité, 114 n., 283 n.

Flament (Jean le), trésorier des guerres, 136 n.

Flandre (Jean de). Voy. Crève-cœur (seigneur de).

— (Marguerite de). Voy. Château-dun (vicomtesse de).

Flet (la dame de), 93 n. *Fleix, c^{ne} de Brigueil-le-Chantre, Vienne.*

Flocellière (seigneur de la). Voy. Surgères (Jacques de).

Flory (Guillaume), de Poitiers. Restitution à sa femme, Jeanne de la Grésille, des biens qui lui avaient été confisqués, 106-109.

Foilluz (Simon du). Voy. Fouilloux (S. du).

Foires. Voy. Maillezais, Saint-Georges-de-Rex.

Foix (Le comte de) [1380], 243 n.

Folleville (Jean de), conseiller au Parlement, 125 n., 266 n.

Fontaines (seigneur de). Voy. Turgis (Aimery).

- Fontenay-le-Comte. Prise de possession par Jean Chandos, (1361), 160 n., 377 n. Biens d'Anglais confisqués dans la ville et la châtellenie, 65 n., 130, 131, 277-280, 282-284. Possessions de Robert de Grantonne, prêtre anglais, 134-137, 163-166. Prise de la ville et du château par Du Guesclin, 5 n., 160 ; date et circonstances, 177 n., 283. La ville et la châtellenie données par le roi à Du Guesclin, 160 n., 284 ; — cédées par celui-ci au duc de Berry (1^{er} déc. 1377), 160 n., 277 n. Assises du sénéchal de Poitou, 246 n. ; — du sénéchal nommé par Du Guesclin, 400, 401. Voy. Mignot (Pierre). Cohue ou halle, 378. Eglise Notre-Dame, 377 n. Marchands de marée ; rixe et meurtre, 377-379. — 159.
- (capitaine et châtelain de), 204 n. — Voy. Cologne (Perceval de), Lazy (Renaud de), Mainigny (Pierre).
- (prévôt de), 378.
- Fonteneau (dom), cité, 91 n., 197 n., 218 n., 233 n., 236 n., 245 n., 298 n., 342 n., 392 n., 394 n., 410 n.
- Fontevrault (abbaye de), *ecclesia Fontisebrardi*, 54 n., 104. *Maine-et-Loire*.
- Forestier (Pierre), 273 n.
- Forêt (Agnès de la), dame de Brion, femme de Jean Bigot, s^r de Clazay, 240 n.
- (Guy de la), chevalier. S'empare d'une partie des biens de Jean Boschet, 120, 125. Notice, 125 n., 180 n.
- (Hugues de la). Ses biens confisqués, 102 n., 106 n.
- (Jean de la), 241 n.
- (Jeanne de la), femme de Bertrand de Cazelis, 410 n.
- (Pierre de la). Lettres de rémission pour meurtre, 374-376.
- Forêt-Nesdeau (hébergement de la). Confisqué sur Robert Grantonne, 65 n., 134-137.
- Forez (le), 135 n.
- (Guigne VIII, comte de), lieutenant du roi en Poitou, 332 n.
- Forget (Agnès), veuve de Jean Mercereau, de Fontenay-le-Comte, remariée à l'Anglais Henry Abbot. Restitution de ses biens confisqués, 159-162, 282-286.
- (Clément), 159, 282.
- Fort (Jean), sergent des Moulins-Jousserant. Lettres de rémission pour avoir fait mourir à la question un prisonnier, 400-412.
- Fortin (Catherine), dame du Puy-du-Fou. Procès avec l'abbaye de Saint-Michel-en-l'Herm, 246 n.
- Fouboucher (Eudes), procureur du comte de Poitou, 163 n.
- Foucaut (Guillaume), s^r de Corry, 88 n. — Voy. Foucaut.
- (Jean), écuyer, 88 n.
- Fouchère (Jean), 106 n.
- Fouchier (E. de), cité, 8 n., 14 n., 23 n., 26 n., 29 n., 54 n., 60 n., 72 n., 79 n., 106 n., 133 n., 356 n.
- Fouilloux (Guillaume du), du Foulleux. Ses biens confisqués, 82.
- (Simon du), du Foilluz. Ses biens confisqués, 79.
- Foulleux (Guillaume du). Voy. Fouilloux (G. du).
- Foulques Nerra, comte d'Anjou, 107 n.
- Foucaut (Albert), écuyer, ou Foucaut. Tué à la bataille de Poitiers, 88. — Voy. Foucaut.
- (Guillaume), ou Foucaut, étudiant à Paris. Don de maisons confisquées, 88-90, 292 n. — Voy. Foucaut.
- (Guy), chevalier, 88 n.
- Fouquier (Barthélemy), bourgeois de la Rochelle, 100 n.
- Fournier (Guillaume), sergent du roi, 359.
- Fourras, ville et forteresse, 264, n. *Charente-Inférieure*.
- François (Robert). Ses biens confisqués, 66.
- French (Frémin de), au service des Anglais, 418 n.
- Frétart (Robert). Révocation du don à lui fait du manoir de Silly, 32-34.
- Froissart (Jean), cité, 6 n., 9 n.,

42 n., 43 n., 45 n., 48 n., 50 n.,
68 n., 73 n., 85 n., 86 n., 90 n.,
97 n., 102 n., 111 n., 114 n., 131
n., 133 n., 150 n., 155 n., 170 n.,
171 n., 173 n., 174 n., 175 n.,
177 n., 191 n., 201 n., 203 n.,
206 n., 237 n., 243 n., 244 n.,
260 n., 265 n., 268 n., 270 n., 278
n., 279 n., 281 n., 283 n., 288 n.,
289 n., 297 n., 299 n., 339 n.,
360 n., 389 n., 413 n., 414 n.,
417 n.

Froissart (Philibert), écuyer, com-

plice de Charles d'Artois. Ré-
mission, 382 n.

Frontdebeuf (Geoffroy), 26 n.

— (Guillaume), écuyer, 26 n.

— (Pierre), de *Frontebouis*, et sa
femme. Leurs biens confisqués,
26, 27, 82.

Frontenay-l'Abattu, 156 n., 262
n. Donné au vicomte et à la
vicomtesse de Thouars, 218 n.
Frontenay-Rohan-Rohan, Deux-
Sèvres.

Fuilhe (Sébile la), 95.

G

Gabart (Pierre), 203 n.

Gabet (Guillaume), chanoine de
Mirebeau. Prisonnier des An-
glais à Montignac, recouvre sa
liberté, 316-318.

— (Guillaume), prévôt de l'église
de Poitiers, 318 n.

Gaboreau (Guillaume), procureur
de la commune de Poitiers,
253 n.

Gabrière (étang de la), 92, 96.
Cne de Lingé, Indre.

Gachera (Gautier de). Ses biens
confisqués, 26, 27.

Gaignart (N.), LXXIII, 148.

Gaigoulleau (Guillaume), ou Gar-
goulleau, bourgeois et éche-
vin de Poitiers. Anobli, 233, 234.

Gaillard (Nicolas), bourgeois de
la Rochelle, 244 n., 266 n., 270 n.

Gaine. Voy. Guesne.

Galicherie (hébergement de la),
356 n. *Cne de Bonnes, Vienne.*

Galles (Edouard, prince de), *prin-*
ceps Wallie, prince d'Aquitaine,
alias duc de Guyenne, dit le
Prince noir. Son expédition
d'Espagne, 150 n., 317. Biens
confisqués sur des Français
en Poitou, 191 n.; — sur Re-
naud de Montléon, 313. Il don-
ne la seigneurie de Touffou
au bâtard d'Angle, 355 n. Re-
prise et sac de Limoges, 42 n.,
150 n., 201 n. Impôt sur les
dimés inféodées du duché d'A-
quitaine, 253 n., 266 n. Lettres

conférant au maire de Poitiers
une juridiction civile et crimi-
nelle, 230 n. Il quitte le Poi-
tou, pour aller rétablir sa
santé (1371), 320 n. — Voy. aussi
4, 5, 8, 14, 15, 17 n., 21, 30,
35, 37, 39, 43 n., 45, 49, 57, 59,
65, 67, 88, 90, 95, 110, 114 n.,
119, 142, 145, 153 n., 169 n., 177
n., 181, 194, 195, 196 n., 201 n.,
206 n., 219, 228 n., 237 n., 244
n., 247, 254, 255, 258, 261 n.,
263, 264 n., 268 n., 270 n., 287
n., 289 n., 290, 292, 301, 317
n., 319 n., 323, 326, 366, 375,
389 n., 417 n.

— (Owen ou Yvain de). Ses
exploits à la tête de la flotte
française, 243 n., 244 n. — 260
n., 269 n.

Gallet (Aimery), 258 n.

Gardras (Guillaume), s^r du Libeau
en Saintonge. Lettres d'aboli-
tion, 185 n.

Gargillesse (château de), 93. *Con*
d'Eguzon, Indre.

— (seigneur de). Voy. Nailhac
(Pierre de).

Gargouilleau (Guillaume), Gai-
guolleau, Gorgoileu, bourgeois
et échevin de Poitiers. Anobli,
233, 234.

Garnache (la), la Garnèche. La
terre restituée à Olivier IV de
Clisson, 362 n. Meurtre dans le
fort, 330. Mesure de la ville,
363. *Vendée.*

- Garnache (châtelain de la). Voy. Belosac (Aimery de).
 — (connétable de la). Voy. Car-narin (Jean).
 — (sénéchal de la), 362, 364.
 Garnaud (Simonne). Ses biens confisqués, 115, 117.
 Garnier (Roland), 109 n.
 Gascogne, 45 n.
 Gascougnole (seigneur de). Voy. Merle (Maingot du).
 Gastineaux (les), Gâtineaux, 91.
 Gastinellière (la). Voy. Gâteli-nière (la).
 Gâtelinère (la), la Gastinellière, la Gatinelière, terre confisquée sur Guichard d'Angle, 90, 91.
Cne de la Roche-Pozay, con de Pleumartin, Vienne.
 Gaucher (Jean), marchand de Bourges, 170 n.
 Gauteron (Jean), moine de Saint Michel-en-l'Herm. Assassiné, 322, 323.
 — (Jeanne), femme de Georges Bersuire, 323 n.
 Gautier de Bruges, évêque de Poitiers. Achète le château de Montléon à Chauvigny, 354 n.
 — (Thomas), de la Mothe. Pour-suivi devant le sénéchal de Fontenay-le-Comte pour coups et blessures. Lettres de rémis-sion, 400-402.
 Gaymard (Marguerite), 109 n.
 Gayna (prioratus de). Voy. Guesne.
 Gençay, Gensay, Genssay, *Gen-sayum*. Le château, occupé par les Anglais, donné à Jean de Villemur, 41-43; — puis à Louis de Malval, 44-48. Garnison an-glaise, 48 n., 179 n., 254 n., 413. n. Siège par le duc de Berry, 365 n. Traité pour sa reddition entre Du Guesclin et le sire d'Agorisses, 365-367, 403 n. Le château et la terre donnés au duc de Berry, 402-404. Les revenus de la châtellenie assi-gnés à Bonne de Berry, com-tesse d'Armagnac, 370 n. Im-position levée dans la châtelenie. 299 n., 316 n. Description du château (1484), 365 n. *Chef-lieu de canton, Yienne.*
 Gençay (Eléonore de), *aliàs de Niçay*, dame de Chitré, 388 n.
 Gendreau (Jean). Accusation fausse portée contre Pierre Boschet, 122 n.
 Gensay, Gensayum, Genssay. Voy. Gençay.
 Géraud de Jovion, *aliàs de Cha-nac*, abbé de Charroux, 394 n.
 Germaudière (la). Voy. Grimaudière (la).
 Germaut (Regnaut). Remise de rentes qu'il devait à Simon Burleigh, 67-74.
 Germolles (Renaud de), écuyer de la garnison de la Rochelle, 67 n. Lettres de rémission, 268 n.
 Gillier (Denis), 242 n.
 Gironde (château de), apparte-nant au vicomte de Châtelle-rault, 193 n. *Cne de Saint-Ge-ness, Vienne.*
 Giry (A.). cité, 224 n., 228 n., 230 n.
 Glix (Jeanne des), femme de Gau-vain Chenin, 124 n.
 Gloucester (duc de), 68 n.
 Gorgoilleu (Guillaume). Voy. Gargouilleau (G.).
 Gormont (Jeanne), femme de Jean de La Jaille. Donne une rente au chapitre de Sainte-Croix de Loudun, 302-304.
 Gornayo (II. de). Voy. Gournay.
 Gouelle. Haute justice, 110 n. *Cne de Nueil-sous-Faye, Vienne.*
 Gouffier (Guillaume), écuyer d'é-curie du roi. Don de biens confisqués, 23-25.
 — (Jean), écuyer, 60 n. Pro-cès touchant la terre de Belle-foye, 280 n.
 Gouffrandière (hébergement de la). Aveu, 313 n. *La Goulfan-dièrre, cne de Saint-Pierre-de-Maillé, Vienne.*
 Gouge (Jean), secrétaire du duc de Berry, 70 n.
 Gougou (Pierre), 219.
 Goujon (Guillaume), garde du sceau aux contrats de Vouvent. 126 n.
 Goulfandière (la). Voy. Gouffran-dièrre (la).
 Gournay (Hugues de), de Gor-nayo, 224, 225.

- Gourville (Guillaume de). Sa succession litigieuse, 261 n.
 — (Isabeau de), femme de Jean de Châteignier, 261 n.
 Gouvieux, hôtel royal, dates, 396, 421. *C^{on} de Creil, Oise.*
 Gouzillon (Guiomart), 397 n.
 Grâce-Dieu (abbaye de la), 325 n. *Charente-Inférieure.*
 Gracien (Etienne), 70 n. Procureur du duc de Berry en Poitou, 332 n.
 — (Thibaut), sénéchal de l'abbaye de Saint-Maixent, et son fils Jean. Lettres de rémission pour meurtre, 332-335.
 Graffart (T.), 359, 361.
 Grailly (Jean de). Voy. Buch (le capital de).
 Grange (Etienne de la), président au Parlement, 163 n.
 Granges (les), maison et verger en la paroisse Saint-Germain à Poitiers, 29 n.
 Grant (Jean), de la Souterraine. Sa femme Laurence, maîtresse de Jean Devereux, chevalier anglais, 114.
 Grantonne (Robert de), ou Grant-donne, prêtre anglais, receveur de Poitou pour le prince de Galles. Ses biens confisqués, 63-65, 117-119, 121 n., 134-138 ; terre de Belhomme, 116 ; possessions dans la châtellenie de Fontenay-le-Comte, 163-165. Don de ses biens à Renaud de Montléon, 354-358.
 Grappe (Simon La), huissier d'armes du roi. Don des biens confisqués sur Robert de Grantonne dans la châtellenie de Fontenay-le-Comte, 163-166. Procès à ce sujet, 65 n., 121 n., 163 n., 356 n.
 Grassay (hébergement de), 70 n. *C^{ne} de Benassay, Vienne.*
 Grasseteau (Pierre), 79 n.
 Grassin (Guyon), de Poitiers. Lettres lui accordant don de sa rançon et rémission, en récompense d'un secret militaire qu'il avait révélé au roi, 319-322.
 Greelle (J.), 380, 400.
 Gregorisset. Voy. Agorisses (Adam Chel, s^r d').
 Gregorius, 296, 346, 351, 373, 409, 416.
 Gregory Seys. Voy. Agorisses (Adam Chel, s^r d').
 Grellier (J.), 71.
 Grenake (Robert), capitaine anglais, 414 n.
 Grenée (Jean), 273 n.
 Grésille (Jean de la), 106 n.
 — (Jeanne de la), femme de Perceval de Cologne, 204 n.
 — (Jeanne de la), femme de Guillaume Flory, de Poitiers. Restitution de ses biens, 106-109.
 — (Pierre de la), chevalier, 106 n., 133 n.
 Grève (seigneur de la). Voy. Chabot (Thibaut vii).
 Grez (prévôt de), en Gâtinais, 328.
 Grés, *c^{on} de Nemours, Seine-et-Marne.*
 Grimaudiers (la), la Germaudière. Biens confisqués, 79. Fief du Bois-Robin, 72 n. *C^{on} de Montcontour, Vienne.*
 Gruyer (Armand), procureur au Parlement, 42 n.
 Guébriant (comtes de), 279 n.
 Guenant (Guillaume ii), s^r des Bordes et du Blanc, 85 n.
 — (Guillaume iii), s^r des Bordes, ou des Bordes-Guenant. Seigneur des ville et châtellenie du Blanc, 85, 86. Notice, 85 n. Il bat Simon Burleigh et le s^r d'Agorisses, 43 n. S'empare de Châtellerault, 191 n. — 67 n., 73 n., 90 n., 91 n., 102 n., 131 n., 346 n.
 — (Radegonde), femme de Guy de La Trémoille, 84 n., 85 n., 346 n.
 Guérande (traité de), 278 n.
 Guérineau (Jean), de Poitiers, 29 n., 82.
 — (Simon), prêtre. Ses biens confisqués, 82.
 Guérout (G.), 257.
 Guesclin (Bertrand Du), comte de Longueville, connétable de France. Lettres en faveur des religieux de Vaas, 53 n. Traité de confraternité d'armes avec

- Clisson, 130 n. Il reprend Moncontour, 133 n. Trêve de Loudun (9 juillet 1372), 185 n. Siège de Sainte-Sévère, 170 n., 201 n. Prise de Poitiers, 135 n., 170 n., 237 n.; — de Benon et de Surgères, 165 n., 175 n.; — de Marans, 280 n.; — de Nuaille et de la Motte-Fresneau, 325 n.; — de Fontenay-le-Comte. La ville et la châtellenie lui sont données par Charles V, 160, 284. Traité conclu avec les trois états du Poitou pour la soumission de ce pays, 176-190, 199, 208, 210, 368. Traité particulier avec le vicomte de Châtellerault, 190-195. Victoire de Chizé, 413 n. Occupation de Niort, 260 n. Opérations qui suivirent le combat de Chizé, 173 n. Il traite avec le sire d'Agorisses pour la reddition de Gençay, 365-367, 403 n. Le roi lui donne la forteresse et la terre de Chitré, 388-390. Ses compagnons d'armes en Poitou, 278 n., 279 n., 297 n. Montres de sa compagnie, 136 n., 143 n., 280 n. Dons faits par le connétable à ses serviteurs de biens confisqués en Poitou, 65 n. Il donne Chitré à Jean de Kerlouët, LXXIII; — à Simon La Grappe les biens confisqués sur Robert de Grantonne dans la châtellenie de Fontenay-le-Comte, 163-165. Don à Perrot Maingny des biens confisqués sur des Anglais dans la châtellenie de Fontenay-le-Comte, 277-281. Don à Alain Saisy de Vivonne, Cercigny, Saint-Vertunien, etc., 287-290. Il octroie des lettres de rémission à des marchands de marée de Fontenay-le-Comte, coupables de meurtre, 377-379. Cède au duc de Berry les châtellenies de Fontenay-le-Comte et de Montreuil-Bonnin (1^{er} déc. 1377), 160 n. Assises de son sénéchal de Fontenay-le-Comte, 400, 401. — Voy. aussi 43 n., 45 n., 60 n., 65 n., 67, 72 n., 73 n., 85 n., 102 n., 111 n., 121 n., 141 n., 150 n., 156 n., 254, 265 n., 298 n., 315 n., 362 n., — Son écuyer, voy. Maingny (Perrot). Ses secrétaires, voy. Le Page (Jean) et Regnault (Guillaume).
- Guesclin (Jeanne Du), femme de Guillaume Budes, 279 n.
- (Robert Du), père du connétable, 279 n.
- Guesne, Gaine, *prioratus de Gaima*. Permission de fortifier le prieuré de Notre-Dame, 104, 105. *Com de Monts-sur-Guesne, Vienne*.
- Guessebil (Jean et Geoffroy). Biens de leurs héritiers confisqués, 82.
- Guianne. Voy. Guyenne.
- Guichard (Denise), femme de Regnaut de Sainte-Flaive, 110 n.
- (Robert), chevalier, 110 n.
- Guierche (châtellenie de la). Terres confisquées, 28-30. *Indre-et-Loire*.
- (Létice de la), femme de Simon de Châteignier, 261 n.
- Guiffrey (Jules), cité, 110 n.
- Guillaume, dit de La Rochefoucauld, évêque de Luçon, 312 n.
- Guillaume III, abbé de Maillezais, 337 n.
- Guillot (Jean), 322 n.
- Guingamp. Eglise des Cordeliers, 144 n. *Côtes-du-Nord*.
- Guité (Robert de), chevalier. Prise de Saint-Malo, 143 n.
- Gusiau (Vincent), 372.
- Guy, évêque de Maillezais, 339 n. Sentence d'absolution (1375), 377 n.
- Guyenne (duché de), Guianne. *Aquitania*. Prises sur les Anglais, 1-3. Occupation anglaise, 4, 10, 23, 30, 32, 35, 37, 39, 40, 46, 49, 62, 63, 67, 74, 76, 78, 79, 81, 82, 89, 94, 97 n., 100, 101, 110, 113, 116, 130, 136, 155, 158, 167, 183, 192, 194, 241 n., 255, 258, 263, 264, 281, 282, 289, 299 n., 373, 381, 403, 415, 418 n.
- (duc de), ou d'Aquitaine. Voy. Galle (prince de).
- (sénéchal de), 265 n.
- Guyet (Pierre), 374 n.

H

- Hambuye (sr de). Voy. Paynel (Guillaume).
- Hangest (Jean de), compagnon de Pierre de La Trémoille, 346, 347.
- Harcourt (Jean iv comte d'), 19 n. Vicomte de Châtellerault, 207 n.
- (Jean v, comte de), 17 n. Décapité à Rouen (1355), 208 n.
- (Jean vi, comte de). Don de Semblançay, 17. Don de Mézières-en-Brenne, 18, 191 n. Rente à lui duc parle sire de Parthenay, 206-208.
- (Jeanne d'), femme : 1^o de Jean d'Avaugour; 2^o de Guillaume Paynel. Tutrice du sire de Bressuire, 56, n. 196 n.
- (Louis d'), vicomte de Châtellerault. Voy. Châtellerault (vicomte de).
- (Blanche de Ponthieu, comtesse d'), 17 n.
- (Catherine de Bourbon, comtesse d'), 17.
- (Isabeau de Parthenay, comtesse d'), 19 n.
- (château d'), à Chauvigny, 392 n.
- Harpedenne (Jean de), sénéchal anglais de Saintonge, 402. Capitaine de Fontenay-le-Comte, 283 n. Fait prisonnier au combat naval devant la Rochelle, 173 n.
- Hary (Nicolas), alias Colin Héry, graveur de la Monnaie de Poitiers. Ses biens confisqués, 88, 89. Restitution, 292-294.
- Hauteburn (Thomelin), anglais. Ses biens de Poitou confisqués, 166-169.
- Hay du Chastelet, cité, 167 n.
- Haye (Aimery de la), 218 n.
- (Béraud ou Barthelemy de la), seigneur de Mallièvre, 272 n.
- (Berthelon de la). Procès touchant Mortagne-sur-Sèvre, 273 n.
- (Jean de la). Don de biens confisqués, 106-108. Lettres de rémission, 397-400. Notice, 397 n.
- Haye (Jean de la), maître de la mine de Charles v, 191 n.
- (Jean de la), auteur prétendu des *Mémoires et recherches de France*, 39 n.
- (la), en Touraine, 11. *La Haye-Descartes*, arr. de Loches, Indre-et-Loire.
- Hébert (Pierre), 125 n.
- Hédiaux (les), de Saint-Maixent. Leurs biens confisqués, 82.
- Hennequin (G.), 66, 129, 251.
- Henri II, roi d'Angleterre, 224, 226.
- Henri de Transtamare. Battu à Najera, 111 n. Victoire de sa flotte mise au service de la France, 173 n. — 297 n.
- Henri III, roi de France. Confirmation des privilèges des maires et échevins de Poitiers, 236 n.
- Henry (N.), 146, 336, 376, 382, 402.
- Hérisson (seigneur d'), Voy. Argenton (Jean d').
- Héry (Colin). Voy. Hary (Nicolas).
- Hétomesnil (N. de), 66, 253.
- Heuse (le Baudran de la), 191 n.
- Hewet (Gautier), capitaine anglais, peut-être le même que Gautier Spridlington, 6 n.
- Hildegarde, femme d'Herbert 1^{er}, vicomte de Thouars, 408 n.
- Hocie (T.), Hocye, 88, 97, 166, 217, 253.
- Holegrave (David), capitaine anglais à Moncontour, 133 n.
- Holères (les). Voy. Houillères (les).
- (Thibaut des). Voy. Ollières (Th. des) et Houillères.
- Holme (David et Richard), capitaines anglais, pris à Chizé, 413 n.
- Horrie (Jeanne). Voy. Orry.
- Houillères (lief des), les Holères, en la paroisse de la Chapelle-Thireuil, 385 n. *Auj. cne du Busseau, con de Coulonges-sur-l'Autise, Deux-Sèvres.*

- | | |
|---|---|
| <p>Houillères (Marguerite des), des Ollières ou des Holères, 385 n.
 Houmeau (l'), Loumeau, terre litigieuse, 218 n. <i>Con de la Rochelle, Charente-Inférieure.</i>
 Houssaye (Alain de la), 97 n.
 Hugues, abbé de Notre-Dame des Châtelliers, 257 n.</p> | <p>Hugues ^{1er}, abbé de Saint-Michel-en-l'Herm, 245 n.
 Hulale (Jean), aliàs Wilale, Willehale, écuyer anglais. Ses biens confisqués, 129-131, 166-169, 277, 279.
 Huntington (comte de). Voy. Angle (Guichard d').</p> |
|---|---|

I

- | | |
|--|--|
| <p>Ile-Savary (l'). Voy. Isle-Savary.
 Ille-Bouchard. Voy. Isle-Bouchard.
 Imbert (Jean), 322 n.
 Isabeau de Bavière, reine de France, 299 n.
 Isle-Bouchard (Barthélemy IV de l'). 59 n.
 — (Bouchard VIII de l'). Sa fille mariée à Pierre d'Avoir, 53 n. Notice, 59 n.
 Isle-Savary (l'), Ylle de Savary.</p> | <p>Donnée à Jean VI, comte d'Harcourt, 18, 19, 191 n. Rendue au vicomte de Châtellerault, 192. <i>Cne de Clion, cne de Châtillon-sur-Indre, Indre.</i>
 Isles (Denis des), 374 n.
 Issy. Fief de Vaudétard, 140 n. <i>Seine.</i>
 Iteuil (seigneur de). Voy. Vivonne (Antoine de).
 Izé (Hugues d'). Procès contre le sire de Bressuire, 11 n.</p> |
|--|--|

J

- | | |
|---|--|
| <p>Jacques (Philippe), <i>Jacobi</i>, dit de Bonniers, de Poitiers. Ses biens confisqués, 75. Lettres d'anoblissement, 421, 422.
 Jaille (Jean de la), capitaine de Loudun, maître d'hôtel du roi. Notice, 303 n. Don d'une rente au chapitre de Sainte-Croix de Loudun, 302-304.
 — (Tristan de la), seigneur de Beuxe, lieutenant du capitaine de Loudun. Mêlé à une rixe au prieuré de Chalais, 405-407. Notice, 405 n.
 Jaillot, cité, 328 n.
 Janvre (Aimery). Emprisonné au Châtelet, 125 n.
 — (Jean), sergent du duc d'Anjou, 301 n.
 — (Thomas), écuyer, 75 n.
 Jard (abbaye N.-D. de), Lieu-Dieu-en-Jard. Reprise par les Français, incendiée, 126 et note, 127. Procès contre Isabelle d'Avaugour touchant</p> | <p>l'incendie, 197 n. <i>Con de Talmont, Vendée.</i>
 Jarnac-sur-Charente (châtellenie de), 245 n. <i>Charente.</i>
 Jaroter (Jean), fils de Guillaume. Ses biens confisqués, 75.
 Jarousseau (Jeanne), veuve de Nicolas Mercier, 76 n.
 Jarrie (la), 82. Château et terre, administration, procès, 124 n. <i>Arr. de la Rochelle, Charente-Inférieure.</i>
 — (seigneur de). Voy. Chenin (Jacques).
 Jarzay. Arrière-fief, 23 n. <i>Cne de Craon, Vienne.</i>
 Jassay, Jassail le Cotal, châtellenie confisquée, 57, 59. <i>P.-e. Jassay, cne de Chenay, cne de Lezay, Deux-Sèvres.</i>
 Jaunay (Jeanne de), femme de Maurice de Lenay, 13 n.
 — (Pierre de), seigneur de Boulié, et ses enfants, 13 n.
 Jaut (Thibaut Le), 62 n.</p> |
|---|--|

- Javarzay (seigneur de). Voy. Chaunay (Guillaume de).
 Jean II le Bon, roi de France. Jean de France, comte de Poitou, 109 n., 301 n. Privilèges octroyés aux ouvriers des monnaies, 146, 147. Prisonnier à Londres, 214 n. — 78 n., 149 n., 264 n., 268 n., 269 n., 369 n.
 Jean de France, comte de Poitou. Voy. Berry (duc de).
 Jean IV de Montfort, duc de Bretagne. Edouard III lui donne Melle, Civray et Chizé, 370 n. — 6 n., 277 n., 278 n., 287 n.
 Jean, prieur de N.-D. de Cherlieu, abbé de Saint-Jouin de Marnes, 300 n.
 Jean (Thomas), dit Fabri, 385 n.
 Jeanne de Bourbon, femme de Charles V, 17 n.
 Jeanne la boiteuse, duchesse de Bretagne, veuve de Charles de Blois, 130 n., 144.
 Jeu, 72 n. *Près Marcé, cne de Chouppes, Vienne.*
 — (Guyot du), écuyer, capitaine du château de Néons, 71, 72.
 — (Hugues et Perrot de), 72 n.
 — (Philippon de), seigneur du Bois-Robin, 72 n.
 Jobaut (Jean). Ses biens confisqués, 82.
 Jodrant (Guillaume). Ses biens confisqués, 75.
 — (Philippon). Ses biens confisqués, 76.
 Josselin (château de), 362 n. Date, 330 n. *Morbihan.*
 Joubert (Pierre), 265 n.
 Jourdain (Guillaume). Ses biens confisqués, 76.
 Joux (Guillaume de), 322 n.
 Jovion (Géraud de). Voy. Géraud.

K

- Kaeranlouët (Jean de). Voy. Kerlouët (Jean de).
 Karnarin (Jean de). Voy. Carnarin.
 Kerimel (Geoffroy de). Carimel, chevalier. Notice, 278. Don des biens de G. Spridlington, 141 n. Au combat de Chizé, 413 n. — 5 n., 60 n., 61 n.
 Kerlouët (Jean de), Kaeranlouët, écuyer. Notice, 72 n. Don du fort de Chitré, LXXIII. Il bat Simon. Burleigh et d'Agorisses, 43 n. S'empare de Châtellerault, 191 n. Pris à Lussac, 49 n. Sa mort, 260 n. — 85 n., 90 n., 102 n., 167 n.
 Kervyn de Lettenhove, cité, 6 n., 9 n., 43 n., 45 n., 48 n., 68 n., 86 n., 97 n., 102., 114 n., 131 n., 133 n., 150 n., 174 n., 203 n., 243 n., 299 n., 339 n., 417 n.
 Knolles (Robert), 53 n.

L

- Labatut (Hélie de). Don de la châtellenie d'Aubeterre, 150 n.
 Labbé (Jean), 124 n.
 Labourie (Jamet), 144, 145.
 Labrete (Jeannette), poitevine. Lettres de rémission pour vol, 327-329.
 Lacouët (Yvain de). Au combat de Chizé, 413 n.
 Lacurie (l'abbé), cité, 339 n.
 La Grappe (Simon). Voy. Grappe (S. La).
 Laleu, près la Rochelle. Terre donnée par le roi au sire de Parthenay, 213-216. Procès, 218 n. *Charente-Inférieure.*
 Lamy (Jean), procureur, 273 n.
 Lancastre (Henri de) [1346], 242 n.
 — (Jean de Gand, comte de Richmond, puis duc de), 4^e fils d'Edouard III, 178 n., 201 n. Notice, 349 n. Lieutenant du prince de Galles en Poitou et en Guyenne,

- 256, 258 n., 349. Siège de Montpont, 97 n. Ildébarque à Calais et traverse la France à la tête de 25,000 hommes (juillet 1373), 6 n., 68 n., 86 n., 320, 324.
- Lande (la), 79 n. *Anc. paroisse de Liaigue, Vienne.*
- Landeis (Jean), métayer de Jean Pérout, dit de la Chenau. Lettres de rémission, 342-345.
- Landes (s^r des). Voy. Béchet (Aimery).
- Langlois (Guillaume), lieutenant du sénéchal de Poitou, 332 n.
- Langres. Chanoines, prisons de l'officialité, 2 n. Evêque, 243 n. *Haute-Marne.*
- Lapopinaye (Hurtaut de), 106 n.
- Larchant (Saint-Mathurin de), Larchamp. Pèlerinage, 328. *Com de la Chapelle-la-Reine, Seine-et-Marne.*
- Larcher (Hilaret), bourgeois de Poitiers, 82 n. Ses biens confisqués, 29, 30. Notice, 29 n.
- (Jean), 75 n.
- Larchevêque. Voy. Parthenay et Taillebourg.
- Lasnier (Pierre). Don de vingt livres de rente sur des terres confisquées, 74-77.
- Lastraut (le Soudit de). Voy. Lastrau.
- Latillé (terre de), 5 n. Confisquée, 57-59. *Com de Vouillé, Vienne.*
- Latrau (le Soudan ou Soudit de), de Lastraut, seigneur de Didonne. Ses biens confisqués et donnés au vicomte d'Aunay, 417-420. Notice, 417 n.
- Latrave, ou Latrau, 417 n. *Cne d'Uzeste, Gironde.*
- Launay (Yves de), 91 n.
- Laval (Guy de). Prend le nom et les armes de Retz, 414 n., 467 n., 497 n.
- Lazy (Renaud de), capitaine de Fontenay-le-Comte, 283 n.
- Le Blanc (Jean), notaire, 70 n.
- Le Brun (Geoffroy), écuyer, 203 n.
- (Honorée), ou Brun, femme de Guillaume de Sérès, 269 n.
- (Pernelle), ou Brun, femme de Geoffroy de Cologne 200 n.
- (Pierre et Jeanne), ou Brun.
- Procès contre leur cousin germain, Perceval de Cologne, 203 n.
- Le Clerc (Gustave), cité, 140 n.
- Le Conte (Colin et Guillaume). Lettres de rémission, 387-400.
- Lécuyer (Guy), marchand d'Harcleur, 26 n.
- Ledain (B.), cité, 41 n., 56 n., 204 n., 206 n.
- Ledru (l'abbé A.), cité, 88 n.
- Le Fèvre (R.), 16.
- Legibus (prior de). Voy. Loix (prieur de).
- Le Mercier (Jean), trésorier des guerres, 38 n., 167 n., 360 n., 418 n.
- Le Moine (Colinet). Lettres de rémission, 397-400.
- Lemoine (Jeannin), le Moyne, valet de Jean Carnarin. Frappé à mort par son maître, 330.
- Lemovicinii (senescallus). Voy. Limousin.
- Lenay (Guillaume de). Lettres de rémission, 397-400.
- (Maurice de), chevalier, 43 n., 397 n.
- Lencaestre (duc de). Voy. Lancastre.
- Le Page (Jean), secrétaire de Du Guesclin, 65 n. Don des biens de Robert Grantonne, 434-439.
- Leriche Fontine. Biens de ses héritiers confisqués, 82.
- Lervaut (Pierre). Corr. et voy. Levraut.
- Lescot (Hennequin), de Paris, 347.
- Lesesne (G.), alias Sesne, 304, 329, 392.
- Lesignan. Voy. Lusignan.
- Lesparre (Florimond de), seigneur de Castillon. Ses biens de Saintonge confisqués, 172, 176. Notice, 389.
- Lestang (Hélyot de), écuyer, 8 n.
- Lestoile (Philibert de), familier de Charles d'Artois, capitaine de Bertegon, 412.
- Lesvin (Jean), 301.
- Levraut (André), écuyer, 210 n.
- (Pierre), Lervaut. Ses biens confisqués, 82.
- Lezay. Repris aux Anglais par

- Alain de Beaumont, 297 n. *Arr. de Melle, Deux-Sèvres.*
 Lezay (Ameil de), 372 n.
 — (Marie de), femme d'Hugues de Cologne, 204 n.
 Lezignac (Guyot de), écuyer d'écurie du duc de Berry, 171 n.
 Libeau (seigneur de). Voy. Gardras (Guillaume).
 Lieu-Dieu-en-Jard (abbaye de). Voy. Jard.
 Ligny (comte de). Voy. Luxembourg (Guy de).
 Lillers, au bailliage d'Amiens, 66. *Pas-de-Calais.*
 Limoges, 97 n., 135 n. Négociations pour sa reddition au duc de Berry, 270 n. Reprise d'assaut par le prince de Galles, (19 sept. 1370), 43 n., 150 n., 201 n., 354 n., 355 n., 389 n., 417 n. *Haute-Vienne.*
 — (évêque de), 94 n. Voy. Cros (Jean de).
 Limousin, Lymosin, *Lemovici-nium*, 42 n., 45 n., 292, 418 n. Guerres, 38 n. Sénéchal anglais, 46 n. Sénéchal français, 73, 96, 114 n., 117, 156, 289 n., 290, 291.
 Limousinière (terre de la), 125 n. *P.-e. cne d'Archigny, Vienne.*
 Linières (Godemart de), 215 n. Terres provenant de sa succession, litigieuses, 313 n.
 Lobineau (dom), cité, 278 n., 279 n.
 Loches. Capitaine du château, 102 n. *Indre-et-Loire.*
 Lodun, *Lodunum*. Voy. Loudun.
 Loix (prieuré de), de *Legibus*. Procès du prieur, Raymond d'Aubefort, contre l'abbaye de Saint-Michel-en-l'Herm, 246 n. *Con d'Ars-en-Ré, Charente-Inférieure.*
 Lomagne (Vézian de), chambellan du duc de Berry, 174 n.
 Londres, 68 n., 174 n., 214 n., 370. *Angleterre.*
 — (Jean de), conseiller du duc de Berry, 76 n., 356 n.
 Longpont, date, 338. *Con de Villers-Cotterets, Aisne.*
 Longueville (comte de). Voy. Artois (Charles d'), et Guesclin (Bertrand Du).
 Longueville (comtesse de). Voy. Bauçay (Jeanne de).
 Longval (Guillaume de), 97 n.
 Longvilliers (Jeanne de), femme de Pierre de La Trémoille, 346 n.
 Lorgeril (les enfants de), 144.
 Lorraine (duc de). Devant Thours, 178 n.
 Louannec, diocèse de Tréguier, 278 n. *Con de Perros-Guirec, Côtes-du-Nord.*
 Loudun, Lodun, *Lodunum*. Château et châtellenie, 38, 39, 408. Amortissement d'une rente donnée au chapitre de Sainte-Croix par Jean de La Jaille et Jeanne Gormont, 302-304. Confrérie de Saint-Nicolas; coutume des confrères de se rendre chaque année au prieuré de Chalais, 405-407. Lieutenant du sénéchal de Touraine, 34, 407. Lombards, 405 n. Mesure, 158. — 84 n., 301 n.
 — (capitaine de). Voy. Jaille (Jean de la). Son lieutenant. Voy. Jaille (Tristan de la).
 — (châtellenie de), Lodun, 38, 39, 101, 350 n. Terres confisquées, 23. Ressort, 153, 305, 306.
 — (seigneur de). Voy. Anjou (Louis, duc d').
 — (trêve de) [9 juillet 1372], 185 n.
 — (traité de), pour la réduction du Poitou (1^{er} déc. 1372), 176 n., 194 n. Entre le duc de Berry et le vicomte de Châtellerault (même date), 194.
 Loudunais, Loudunoy. Biens confisqués, 23, 34, 35.
 Louis IX (saint), roi de France. Franchises octroyées au Poitou, 187.
 Louis XI, roi de France, 221 n., 234 n., 237 n.
 Loumeau (terre de). Litigieuse, 218 n. *l'Houmeau, con de la Rochelle, Charente-Inférieure.*
 Louvre (le). Voy. Paris.
 Loyseau (Etienne de), chapelain du duc de Berry, trésorier de Saint-Hilaire-le-Grand de Poitiers, 3 n.
 Lucas (Jean), 268 n.
 Luce (Siméon), cité, 42 n., 43 n.,

45 n., 50 n., 68 n., 73 n., 85 n., 90 n., 91 n., 111 n., 114 n., 130 n., 131 n., 150 n., 170 n., 171 n., 173 n., 175 n., 177 n., 180 n., 194 n., 200 n., 201 n., 207 n., 237 n., 243 n., 244 n., 260 n., 265 n., 268 n., 270 n., 278 n., 281 n., 283 n., 289 n., 294 n., 297 n., 298 n., 360 n., 398 n., 413 n., 414 n.
Lucionensis (ecclesia). Voy. Luçon.
Luçon. Chapellenie fondée en l'église Saint-Mathurin du Cimetière, 110 n. Cimetière dit des Cornets, 395 n. Siège du bailli des Exemptions, 322 n., 397 n. *Vendée*.
 — (diocèse de), 121 n.
 — (doyen de). Voy. Boschet (Pierre).
 — (évêque et chapitre de), *Lucionensis*. Lettres de sauvegarde, 342. — 110 n., 177 n., 180 n. Voy. Elie et Guillaume.
Luddan (Jean de) et **Ludent**. Voy. **Ludham** (J. de).
Ludham (Jean de), **Luddan**, **Ludon** et **Ludent**, receveur de Saintonge pour le prince de

Galles. Ses biens confisqués, 167 n., 169, 215 n., 263, 264, 269 n., 270 n. Notice, 169 n.
Ludon (Jean de). Voy. **Ludham**.
Lusignan, **Lésignan**, 42 n., 356 n. Défaite de Simon Burleigh et de d'Agorisses, près de la ville (1369), 43 n., 68 n., 73 n., 102 n. Garnison anglaise, 179 n., 413 n. Siège du château (1373-1374), 28 n., 365 n., 414, 415. Ravitaillement, 320 n. *Vienne*.
 — (maison de). Histoire fabuleuse, 201 n.
 — (Pierre 1^{er} de), roi de Chypre, 201 n.
Lussac. Repris sur les Anglais, 133 n., 171 n. *Lussac-les-Châteaux*, *Vienne*.
 — (combat du pont de), où périt Jean Chandos, 44 n., 49 n., 73 n.
Lussac-les-Eglises (seigneur de). Voy. **Trémoille** (Guy v de La).
Luxembourg (Guy de), comte de Ligny et de Saint-Pol, lieutenant du roi en Picardie, 418 n.
Lymosin. Voy. **Limousin**.
Lyon. Monnaie au coin de l'archevêque, 359, 360. — 269 n.
Lyonnais, 135 n.

M

Mabau. Voy. **Mavault**.
Macé (Pierre), 218 n.
 — (Thenon), 79 n.
Machecoul (Catherine de), dame de la Suse, 70 n. Veuve de Pierre de Craon, 125 n.
 — (Jean de), 180 n.
 — (Louis de), 70 n.
 — (Marguerite de), femme de Guy de La Forêt, 125 n.
Machoin (Pierre), 401 n.
Mâcon. Prison du château, 268 n. *Saône-et-Loire*.
 — (bailli de), 253 n., 268 n. Voy. **Fay** (Etienne du).
 — (comté de). Donné à Jean de France, 149 n.
Maçon (Jean), 219 n.
Mage (Jean de), 38 n.
Magnac (Girard de), trésorier de

Saint-Hilaire-le-Grand de Poitiers, 3 n.
Magné (Moreau de), chevalier, 401 n.
Maignen (Jean), lieutenant du gouverneur de la Rochelle, 265 n.
Maigny (Pierre). Voy. **Maingny** (Perrot).
Maillé (Aumur ou Ænor de), femme d'Amaury de Bauçay, 61 n., 100 n.
 — (Eléonore de), femme de Tristan de La Jaille, 405 n.
 — (Isabelle de), dame de Bressuire, 11 n.
 — (Louis de), **Mailly**. Don de ce qu'il pourra conquérir sur les Anglais, 1-3; — de la forteresse du Puy-Milleroux, qu'il

- avait reprise sur les Anglais, 97-99, 192 n. Notice, 97 n.
- (Marguerite de), femme de Pierre de Jaunay, 13 n.
- (Payen II de), seigneur de Brezé, 405 n.
- (Pierre), de Parthenay. Poursuivi pour fausse monnaie; lettres de rémission, 255-257.
- Maillezais** (abbaye de), *Mallesiacum*. Confirmation des conventions passées avec Alfonse de Poitiers touchant les foires de la ville, 336-338. *Vendée*.
- (abbé de). Voy. Guillaume III.
- (diocèse), 408 n.
- (évêque et chapitre de), *Malleacensis*. Lettres de sauvegarde, 339-342. — 177 n., 180 n. Voy. Guy et Thury (Pierre de).
- Mainart** (Étienne de), chevalier. Montre à Poitiers, 88 n.
- Maine** (comté du), 135 n., 294, 350 n.
- (comte du). Voy. Anjou (Louis duc d').
- (sénéchal du), 3, 7, 12, 16, 18, 22, 36, 38, 50, 57, 76, 80, 83, 103, 108, 112, 135 n., 418 n. Voy. Exemptions (bailli des).
- Maingny** (Perrot), Maigni, écuyer de Du Guesclin, son capitaine et châtelain de Fontenay-le-Comte, 161 n. Don de biens confisqués sur des Anglais dans la châtellenie de Fontenay-le-Comte, 277-282. Notice, 277 n.
- Maingot** (Guillaume). Voy. Sur-gères.
- Maingre** (Jean le). Voy. Boucicaut.
- Mainsart** (Philippe), chevalier, 196 n.
- Maire** (Jean de), 109 n.
- Mairebeau**. Voy. Mirebeau.
- Maisoncelles** (Jean de). Ses biens confisqués, 23.
- (Pierre de), 23 n.
- Maleau** (Geoffroy), de Semblançay, 207 n.
- Malepaye** (l'abbé de). Voy. Taillecol (Alain).
- Malet** (Gilles), valet de chambre du roi, 5 n., 280 n. Don de biens ayant appartenu à G. Spridlington, 139-142. Notice, 139 n.
- Maleval** (L. de). Voy. Malval (Louis de).
- Mallart** (Jean). Lettres de rémission, 397-400.
- Malleacensis** (ecclesia). Voy. Maillezais.
- Mallesiacum**. Voy. Maillezais.
- Mallièvre** (seigneur de). Voy. Haye (Béraud de la).
- Malsec** (Guy de), évêque de Poitiers, cardinal, 393 n.
- Malval** (château de), 94 n. *Con de Bonnat, Creuse*.
- (Louis, sire de), **Maleval**. Don du château et de la châtellenie de Gençay, 44-48. Notice, 45 n. Procès contre Guy de Chauvigny, touchant la succession d'Éliette de Prie, 93 n.
- Mangot** (Jean), de Parthenay. Poursuivi comme faux monnayeur; lettres de rémission, 255-257.
- Mans** (le), date, 406 n. *Sarthe*.
- (chevauchée du), 406 n.
- Mantes**, date, 117. *Seine-et-Oise*.
- Maran** en Touraine, terre confisquée sur le sire de Bressuire, 11. *Cne de Nouzilly, con de Châteaurenault, Indre-et-Loire*.
- Marans**, Marenz. Date, 161 n., 280. Prise par Du Guesclin, 280 n. *Charente-Inférieure*.
- Marcé**. Hôtel, 72 n. *Cne de Chouppes, Vienne*.
- Marcenac** (Bego de). Biens confisqués, 42 n.
- Marche** (comté de la). Gouverneur, 46 n. Ravages des grandes compagnies, 93 n., 94 n.
- Marchès** (Guillaume). Lettres de rémission pour contrefaçon de sceau, 362-364.
- Marcillac** (seigneur de). Voy. Craon (Guillaume de).
- Maréchal** (Pierre), de Champaignac. Rémission, 113 n.
- Marenz**. Voy. Marans.
- Mareuil**, ville et château, 218 n. Le château pris par ruse sur Jean Bigot, 240 n., 241 n. *Mareuil-sur-Lay, Vendée*.
- (châtelain de). Voy. Bigot (Jean).
- (le sire de). Amené prisonnier à Paris, 179 n.
- (Raimond de), **Maruel**, de *Marolio*, 45 n., 65 n. Révoca-

- tion du don de la terre de Dom-
pierre en Aunis, 266 n., 269.
Notice, 269 n.
- Marle (Henri de), premier prési-
dent au Parlement, 122 n.
- Marmande (Marguerite, dame de),
dauphine d'Auvergne, femme
de Jean IV de Bueil, 9 n.,
111 n.
- Marnes (terre de), 133 n., 300 n.
Con d'Airvault, Deux-Sèvres.
- Marolio (R. de). Voy. Mareuil
(R. de).
- Marteaux (Bernard de), 269 n.
- Martel (Jean), boucher de Paris.
Rixe, 347.
- Martinière (Jean de la), capitaine
de Mortagne-sur-Sèvre. Procès
contre le sire de Taille-
bourg, 273 n.
- Martreuil, 2 n. *Cne de la Tri-
mouille, Vienne.*
- (Flamand de), professeur à la
Sorbonne, 3 n.
- (Guillaume de), Martueyl. Don
de ce qu'il pourra conquérir
sur les Anglais, 1-3.
- (Guillaume de), seigneur
d'Aysie, 2 n.
- (Itier de), évêque de Poitiers,
2 n.
- (Jeanne de), femme d'Antoine
de Vivonne, 2 n.
- (Olivier de), trésorier de
Saint-Hilaire-le-Grand de Poi-
tiers, 3 n.
- Martueyl (G. de). Voy. Martreuil
(Guillaume de).
- Maruel (R. de). Voy. Mareuil
(Raimond de).
- Mas-Lastrie (L. de), cité, 201 n.
- Massogne. Hôtel, 29 n. *Con de
Mirebeau, Vienne.*
- Massoteau (Jeanne). femme de
Jean du Vergier, 29 n.
- Matha (Foulque de), donataire des
biens confisqués sur le Soudan
d'o Latrau, 417 n.
- (Jeanne de), 272 n.
- (Miles de), seigneur de Saint-
Vivien, 107 n.
- Mathefelon (Pierre de), 167 n.
- Mathurins (église des), à Paris,
327.
- Mauléon (seigneur de). Voy.
Thouars (Guy de).
- Maulévrier (Mabile de), femme
de Miles de Matha, 107 n.
- (Renaud, sire de). Don de
biens confisqués, 106-108.
- Mauloue, 346.
- Maumont (Bertrand de), évêque
de Poitiers, 392 n.
- (Gérard de), seigneur de Ton-
nay-Boutonne. Procès contre
Perceval de Cologne, 203 n.
- Mauvoisin (Guy), huissier d'armes
du roi. Don de deux cents livres
de rente, 53-57.
- Mauzé (sire de). Voy. Chenin
(Renaud).
- Mavault (Pierre de), Mavau, 60 n.
- (Thibaut de), Mabau, Mavau,
60.
- Mazères. Voy. Mézières-en-
Brenne.
- Mazeuil. Hébergement, 124 n.
Con de Moncontour, Vienne.
- Mazuyer (André le), écuyer, 321.
- Meaux, date, 214 n. *Seine-et-
Marne.*
- Méhédia (siège de), 417 n. *Tunisie.*
- Mehun-sur-Yèvre, 170 n., 191 n.,
355 n. *Cher.*
- Meilleraye (seigneur de la). Voy.
Châteignier (Jean de).
- Meledunum. Voy. Melun.
- Melle, Merle, en Poitou, 59 n.,
403. Prise par Alain de Beau-
mont, 297 n. Confirmation des
droits du duc de Berry, 367-
371. Ses anciens possesseurs,
370 n. Assignée en dot à
Bonne de Berry, 136 n. *Deux-
Sèvres.*
- Mello (Marie de), femme de Guil-
laume de La Trémoille, 84 n.
- Mellot (Gautier), capitaine anglais
du Bouchet-en-Brenne, 95.
- Melun, Meledunum, Meleun sur
Sayne. Dates, 77, 80, 83, 152,
166, 286, 358, 361, 364, 416.
Seine-et-Marne.
- (Isabelle de). Voy. Artois (com-
tesse d').
- (Jean de). Voy. Tancarville
(comte de).
- Mélusine. Ses apparitions, 201 n.
- Ménage, cité, 245 n.
- Mercereau (Jean), de Fontenay-
le-Comte, 159, 160, 282. Sa
femme, voy. Forget (Agnès).

- Mercier (Gillet)**, marchand de Bourges, 170 n.
 — (Jean Le). Voy. **Le Mercier**.
 — (Nicolas), 76 n.
Merichon (Jean), maître des comptes, et son fils Jean, seigneur des Halles de Poitiers, 210 n.
Merle en Poitou. Voy. **Melle**.
 — (Charlotte et Marguerite du), 69 n.
 — (Maingot du), seigneur de Gascoignole, 69 n.
Mès (Gautier de), 144, 145.
Meschin (Jean), 241 n.
Mesnil (Jean du), écuyer. Don de biens confisqués, 48-50.
Messay (Perrot). Ses biens confisqués, 76.
Messignac (seigneur de). Voy. **Bonnin (Joubert)**.
Metis (F. de), 259, 294, 382.
Mezrières-en-Brenne, Mazères. Donné à Jean vi, comte d'Harcourt, 18, 19, 191 n. Rendu au vicomte de Châtellerault, 192. *Arr. du Blanc, Indre*.
Michiel (P.), 44.
Mignet (Raymond), de Dun-le-Palleteau. Ses biens confisqués, 115, 117.
Mignot (Louis), 75 n.
 — (Pierre), 126 n. Nommé sénéchal de Fontenay-le-Comte par Du Guesclin, 401 n.
Milon (Maurice), 405 n.
Minet (Marion), de Saint-Maixent, 333.
Minier (Jean), 218 n.
Mirebalais. Campagne de 1369-1370, 317 n.
Mirebeau. Incursion des compagnies, 4. Date, 316 n. — 81 n., 85 n., 91 n., 356 n. *Vienne*.
 — (chanoine de). Voy. **Gabet (Guillaume)**.
 — (châtellenie de), **Mairebeau**. Terres confisquées, 23, 28-30. — 59, 257.
 — (garde de la ville de). Voy. **Bouyn (Jean)**.
 — (gouverneur de), 354 n., 356 n.
 — (sénéchal de). Voy. **Toreau Jean**.
 — (sire de), **Louis de Namur**. Ses officiers, 14, 15.
Moisen (Louis), 79 n.
Moix (la), 79 n. *Cne d'Amberre, Vienne*.
Molay-Bacon (le), au bailliage de Caen, 299 n. *Calvados*.
Molin-Josseran (le). Voy. **Moulin-Jousserant**.
Molinier (A. et E.), cités, 43 n., 97 n.
Moncontour. Siège et prise par les Anglais (1371), 43 n., 201 n., 278 n. Assiégée par Clisson et reprise (1372), 6 n., 130 n., 133 n., 185 n. Chapelle fondée dans l'église Notre-Dame par la vicomtesse de Châteaudun, 132-134. *Arr. de Loudun, Vienne*.
 — (châtellenie de). Terres confisquées, 23.
 — (dame de). Voy. **Sainte-Maure (Isabeau de)**.
 — (seigneur de). Voy. **Craon (Guillaume 1^{er} de)**.
Monnaie de Poitiers, 234 n. Privilèges octroyés aux ouvriers, 147-149. Garde, voy. **Bonnin (Jean)**. — Graveur, voy. **Hary (Nicolas)**. Maître, 361. Voy. **Saint-Pierre (Jean de)**.
Monnaie (fausse), 255.
Monnaies (maîtres et ouvriers des). Privilèges, 147.
Mons (Aimery de), évêque de Poitiers, 392 n.
 — (Jean de), écuyer, garde et gouverneur du donjon et des barrières de Chauvigny, 393 n.
 — (seigneurs de). Voy. **Odart (Guy et Hugues)**.
Montagu (G. de), 63, 101, 190, 195, 199, 205, 209, 213.
 — (Jean de), président au Parlement, 121 n., 149 n.
Montaigu, château, 301 n. Hommage de la châtellenie, 362 n. *Vendée*.
Montauban, 96 n. Capitaine anglais, 417 n. *Tarn-et-Garonne*.
Montaut (Raymond de). Voy. **Mussidan (sire de)**.
Montbazou, fort occupé par les Anglais, 32. *Indre-et-Loire*.
Montberon (Jeanne de), femme de Louis Larchevêque, sire de Taillebourg, 272 n.
 — (Jacques de), sénéchal d'Angoulême, 107 n.

- Montejean (Philippe de)**, de Montjean, dame de Sautonne, veuve de Robert Frétart, 79 n. Restitution de son manoir de Silly, 32-34.
- Montendre**(seigneurie de). Donnée par Edouard III au Soudan de Latrau, 417 n. *Charente-Inférieure*.
- Montereau**, 86 n. *Seine-et-Marne*.
- Montfaucon (Marie de)**, femme d'André Rouault, 217 n.
- Montferrand (Bertrand de)**, 264 n. — (Pierre de), 268 n.
- Monthomer (seigneur de)**. Voy. Bonnin (Jean).
- Montierneuf**. Voy. Poitiers.
- Montignac**. Garnison anglaise, prisonniers français, 316-318. *Montignac-Charente*, com de Saint-Amant-de-Boixe, *Charente*.
- Montjean (Philippe de)**. Voy. Montejean (Ph. de).
- Montléon (château de)**, à Chauvigny. Vendu à Gautier de Bruges, évêque de Poitiers, 354 n. — (Béatrix de), femme de Guillaume Petit, seigneur de Saint-Chartre, 356 n. — (Guy I^{er} de). Vend à Philippe le Hardi la baronnie de Montmorillon, 354 n. — (Guy II de). Vend le château de Montléon à Gautier de Bruges, évêque de Poitiers, 354 n. — (Jean, dit Guy IV de), seigneur de Touffou, 68 n., 354 n. — (Jean de), écuyer (XV^e siècle), 8 n. — (Orable de), femme: 1^o d'Hugues Odart; 2^o de Jean de Cra-maud, 356 n. — (Renaud I^{er} de), chevalier, seigneur de Touffou. Sa terre de Touffou confisquée par le prince de Galles, 313 n. Don par le duc de Berry de la terre de Belhomme, 416 n.; et des autres biens de l'Anglais Robert de Grantonne, 65 n., 121 n. Procès au sujet de ces possessions, 163 n., 356 n. Confirmation nouvelle du don à lui fait par le duc de Berry des biens confis-
qués sur Robert de Grantonne, 354-358. Notice sur sa famille, 354 n.
- Montléon (Renaud II de)**, 313 n., 356 n.
- Montmajour (Jean, moine de)**, 300 n.
- Montmor (Jacques de)**, capitaine et gouverneur de la Rochelle, Notice, 244 n. — 260 n., 262 n., 270 n. — (Morelet de), chevalier. Remet les îles de Ré et d'Aix sous l'obéissance de Charles V; traité, 243-251. Notice, 244 n. — 260 n.
- Montmorillon**. Repris sur les Anglais, 133 n., 171 n. La châtellenie confisquée, 57-59. *Vienne*. — (baronnie de). Vendue par Guy I^{er} de Montléon à Philippe le Hardi, 354 n. — (Luce de), mère de Guy I^{er} de Montléon, 354 n.
- Montpensier (Charles de Berry, comte de)**, 192 n.
- Montpipeau (Jeanne Payen de)**, dame de Pleumartin, femme de Guichard d'Angle. Tient Château-Larcher pour les Anglais, 173 n. — 289 n., 313 n.
- Montpont**. Pris par les Français et repris par les Anglais, 97 n., 201 n., 417 n. Le sire de Musidan en est nommé capitaine, 150 n. *Montpont-sur-l'Isle, Dordogne*.
- Montrésor (seigneur de)**. Voy. Palluau (Pierre de).
- Montreuil-Bellay**, 391 n. *Maine-et-Loire*. — (seigneur de), 204 n.
- Montreuil-Bonnin**, 5 n., 59. Garnison anglaise, 43 n. La châtellenie engagée à Du Guesclin, 277 n., 284 n.; — cédée par celui-ci au duc de Berry (1^{er} déc. 1377), 160 n. Capitaine, voy. Burlion (Alain de). *Vienne*.
- Montyon (P. de)**, 41, 384.
- Morain (Guillaume)**, 385, 386. — (Nicolas). Tué par Pierre Bouer, dont il avait outragé la femme, 385, 386.
- Morains (terre de)**. Confisquée sur

- le sire de Bressuire, 56 n. *Cne de Dampierre, con de Saumur, Maine-et-Loire.*
- Moreilles (abbaye de). Procès, 61 n. *Cne de Champagné, Vendée.*
- Moréri (L.), cité, 72 n., 243 n.
- Morfouace (Guillaume). Prised'un navire portugais, 143-145. Notice, 143 n.
- Morice (dom), cité, 72 n., 111 n., 130 n., 143 n., 167 n., 277 n., 280 n., 287 n., 297 n., 330 n., 363 n.
- Mornay, dans la châtellenie de Mirebeau. Maison de l'abbaye des Châtelliers, 257. *Cne de Mazeuil, Vienne.*
- Mortagne-sur-Sèvre Occupation anglaise, 179 n., 413 n. Assiégée par Clisson, 131 n. Capitaine du château, voy. Martinière (Jean de la). *Vendée.*
- (Marguerite de), vicomtesse d'Aunay. Epouse Jean La Personne, 418 n. Date de sa mort, 419 n.
- (Pons de), vicomte d'Aunay, 418 n.
- (seigneur de). Voy. Chemillé (Thomas de).
- Mortemar, Mortmar. Confisqué sur Aimery de Rochechouart et donné à Alain Saisy; procès, 185 n., 287 n. *Con de Mézières, Haute-Vienne.*
- (seigneur de). Voy. Rochechouart (Antoine de) et Saisy (Alain).
- Mortemer, *Mortuum mare.* Occupé par les Anglais, 179 n. Imposition levée dans la châtellenie, 299 n., 316 n. Le château et la terre donnés au duc de Berry, 402-404. Tombeau de Jean Chandos, 44 n. *Con de Lusac-les-Châteaux, Vienne.*
- (dame de). Voy. Béchet (Rade-gonde) et Sénéchal (Catherine).
- (seigneur de). Voy. Sénéchal (Guy).
- Mortmar. Voy. Mortemart.
- Morton (Robert), capitaine anglais de Chizé, 413 n.
- Mortuum mare. Voy. Mortemer.
- Mosset (Jean), de Saint-Maixent. Lettres de rémission pour vol de blé, 351-353.
- Mote de Baussay (la). Voy. Motte-de-Bauçay (la).
- Mote Fresneau (la). Voy. Motte-Fresneau (la).
- Mothe-Achart (terre de la). Saisie, 197 n. *Arr. des Sables, Vendée.*
- Motte (Th. Gautier de la). Voy. Gautier (Th.).
- Motte-de-Bauçay (la), Mote de Baussay. Le fort pris par les Anglais, 32. Recouvré une seconde fois et donné à Guillaume le Cuens, 101-103. *Auj. la Motte-Champdeniers, château, cne de Trois-Moutiers, con et arr. de Loudun, Vienne.*
- (dame de la). Voy. Bauçay (Marie de).
- (seigneur de la). Voy. Bauçay (Amaury de).
- Motte-Fresneau (terre de la). Donnée à Jean de Bauçay, 61-63. Restituée à Jeanne de Bauçay, 324-327.
- Moulins-Jousserant (la dame des), du Molin Josseran, et son sergent audit lieu, 409, 410. *Cne de Saint-Léger, con de Melle, Deux-Sèvres.* — Voy. Orry (Jeanne).
- Mouraut (Simon) ou Mourraut, bourgeois de Poitiers. Anobli, 233, 234.
- Moussidean (sire de). Voy. Mussidan.
- Moutiers-lès-Maufaits, 124 n. *Vendée.*
- Moyne (Jeannin le). Voy. Lemoine (J.).
- Mucidan. Voy. Mussidan.
- Mussidan en Périgord, château fort, 150 n. *Chef-lieu de con, Dordogne.*
- (Raymond de Montaut, sire de), Moussidéan, Mucidan. Notice, 150 n. Confiscation de Sainte-Néomaye, 149-152, 296-299. Complice de Charles d'Artois, 381 n. Capitaine de Montpont, 97 n., 150 n.

N

- Nabinals (Naudonet de), 62 n.
 Nailhac (Pierre de), ou Neillac, chevalier, seigneur de Gargielles et du Bouchet-en-Brenne, 93, 95.
 Najera (bataille de), 111 n., 150 n., 289 n.
 Nalliers, Naliers, ville forte à trois lieues de Fontenay-le-Comte, 377, 378. *Con de l'Herminault, Vendée.*
 Namur (Louis de). Voy. Mirebeau (sire de).
 Nau (le sr), de la Jarrie. Biens des héritiers de sa femme confisqués, 82.
 Neillac (Pierre de). Voy. Nailhac (Pierre de).
 Néon (château de). Confisqué sur Huguet d'Aloigny, 71-73. *Néons-sur-Creuse, con de Tournon-Saint-Martin, Indre.*
 Nepveu (Jean), ou Neveu, de Saint-Maixent. Victime d'un meurtre, 332-335. Notice, 332 n.
 Nesde. Voy. Neude.
 Nesle, Nyelles en Picardie. Attaquée par le duc de Lancastre, 320. *Somme.*
 Neude (Jean de), ou de Nesde. Ses biens confisqués, 77, 78.
 Nevers, 171 n. *Nièvre.*
 — (diocèse de), 121 n.
 Neveu (Jean). Voy. Nepveu.
 Niçay (Eléonore de), *alias de Gençay*, dame de Chitré, 388 n.
 Nicopolis (bataille de), 86 n.
 Nieul (Maurice de Volvire, sr de), 180 n.
 Niort, Nyort. Garnison anglaise (1372), 177 n., 178 n., 179 n., 207 n., 289 n. Reprise par Du Guesclin (27 mars 1373), 73 n., 114 n., 173 n., 260 et note, 413 n. — 5 n., 43 n., 66, 131 n., 284 n., 298 n. *Deux-Sèvres.*
 Noirmoutiers (prieur de). Voy. Pénière (Jean de la).
 Nonette, 191 n. *Puy-de-Dôme.*
 Normandeau (Jean), sergent du connétable à Fontenay-le-Comte, 401 n.
 Normandie, 135 n., 196 n.
 Notre-Dame-la-Grande (abbé de). Voy. Poitiers.
 Nouzières (seigneurie de), Nozières, 354 n. *Cne de Vouzailles, Vienne.*
 Nozerières (seigneur de). Voy. Oradour (Geoffroy d').
 Nozières. Voy. Nouzières.
 Nuaillé (village de). Donné à Jean de Bauçay, 61-63. La terre et le fort restitués à Jeanne de Bauçay, 324-327. *Con de Courçon, Charente-Inférieure.*
 Nyelles en Picardie. Voy. Nesle.
 Nyort. Voy. Niort.

O

- Odart (Guy), Oudart, chevalier, seigneur de Mons et de Baslon. Permission à sa veuve de fonder une chapelle à Saint-Vincent-de-l'Oratoire, 51, 52. Don de biens confisqués, 106-108.
 — (Hugues), seigneur de Mons, 356 n.
 — (Jean), seigneur de Mons, 51 n.
 — (Jeanne), femme de Jean de Brillac, 51 n.
 Ogier (Jean), de Saint-Maixent. Lettres de rémission pour meurtre, 332-336.
 — (Jeannin), de Bourges, 170 n.
 — (Pierre), de Saint-Maixent, 332 n.
 Oireval (Jean d'), moine et procureur de l'abbaye de Saint-Michel-en-l'Herm. Assassiné, 246 n.
 Oiron (Guillaume d'), écuyer.

- Lettres de rémission, 397-400.
 Notice, 397 n.
 Oléron (île d'). Donnée à Jacques et à Morelet de Montmor, 244 n. *Charente-Inférieure*.
 Olivier (Jean), de Loudun. Lettres de rémission pour meurtre, 405-409.
 — (Jean), dit Égret, chevalier, 405 n.
 Ollières (Jean des), *alias* des Oulères, 385 n. *Corr. des Houillères*.
 — (Margot des), des Ollières, femme de Pierre Bouer, 385, 386. *Corr. des Houillères*.
 Olonne, 196 n. *Châtellenie*, 197 n. *Vendée*.
 — (Guillaume d'), clerc et notaire du roi. Sa succession, 121 n.
 Oradour (Geoffroy d'), écuyer. Restitution du château du Bouchet-en-Brenne, qu'il avait repris sur les Anglais, 92-96.
 — (Geoffroy d'), seigneur de Nozerières, 93 n.
 Oradour (Perrot d'), écuyer, 93-96.
 Oratorio (Sanctus Vincentius de). Voy. Saint-Vincent.
 Orillé (Jean d'), 203 n.
 Orléans (Philippe, duc d'), d'Orliens, comte de Valois et de Beaumont, 59. Ses terres de Poitou, 268 n. Il cède Melle, Chizé et Civray à Thomas de Wodestock, 370 n.
 Orry (Jeanne), Horrie, dame des Moulins-Jousserant. Femme : 1^o de Bertrand de Cazelis ; 2^o de Jean de Torsay, 410.
 Orsons (hébergement d'), 49 n.
 Ory (Nicolas), orfèvre à Poitiers, 292 n.
 Oudart. Voy. Odart.
 Oujart (Jean), conseiller au Parlement, 125 n., 196 n., 266 n.
 Oulchy-le-Château (combat d'), 6 n., 86 n. *Aisne*.
 Oulères (Jean des). Voy. Ollières (J. des).
 Oyron. Voy. Ayron et Oiron.

P

- Pachaut (Pierre), châtelain de Talmont, 197 n.
 Pacy, *Paciacum*, 222. *Pacy-sur-Eure*, *Eure*.
 Page (Jean Le). Voy. Le Page.
 Païen (Jean). Voy. Payen.
 Paiguillon. Voy. Péguilhan.
 Pailé (Philippe du), de Latillé, 5 n., 59.
 Paillart (Aimery), écuyer. Lettres d'abolition, 412-414.
 Pain (Jean), *alias* Païen. Voy. Payen.
 — (Jeanne). Epouse Nicolas du Vergier, LXXI.
 Pairé (Jean de), archiprêtre d'Aradin, 385 n.
 Palluau. La justice litigieuse, 325 n. *Palluau, com de Montmoreau, Charente*.
 Palluau. Hommage de la châtellenie, 362 n. *Vendée*.
 — (Pierre de), seigneur de Monttrésor, 303 n.
 Panciot (Aimery). Ses biens confisqués, 76.
 Panzoult, 78 n. *Com de l'Isle-Bouchard, Indre-et-Loire*.
 Parc (dame du). Voy. Amboise (Jeanne d').
 — (Jean du), 269 n.
 — (Maurice du), de *Parcu*, gouverneur de la Rochelle. Révocation du don de la terre de Dompierre-sur-Mer, 269.
 Paris, *Parisius*. Maisons confisquées sur Colin Hary, demeurant à Poitiers, 88, 89, 292, 293. Meurtre du boucher Jean de Saint-Yon, 346-349. Le Châtellet, 3 n.; et ses prisons, 70 n., 125 n., 246 n., 289 n., 329. Eglise des Mathurins, hôtel du Barillet, 327. Le Louvre, capitaine du château, châtelain et concierge, 244 n. Prisons du chapitre Notre-Dame, 329; de l'évêque, 3 n. — Dates, LXXIII, 4, 7, 9,

- 12, 16, 18, 20, 22, 25, 28, 32, 34, 36, 38, 44, 45 n., 48, 51, 53, 55, 57, 66, 74, 85 n., 88, 90, 92, 97, 99, 103, 106, 109, 112, 134, 135 n., 136 n., 139, 144 n., 148, 154, 157, 159, 162, 172, 176, 190, 195, 199, 205, 209, 213, 216, 220, 224, 229, 233, 236, 240, 251, 253, 255, 257, 259, 262, 271, 276, 282, 294, 296, 300, 302, 304, 316, 319, 322, 324, 327, 331, 336, 338, 346, 351, 353, 367, 372, 373, 376, 380, 382, 384, 387, 390, 400, 402, 404, 409, 412, 422. — Mentions, 170 n., 178 n., 240 n., 244 n., 268 n., 273 n., 285, 321, 356 n., 370 n., 397 n., 413 n.
- Paris Voy. Parlement, Université.
— (chanoine de). Voy. Caut (Bernard).
— (prévôt de), 90, 293, 329, 349.
— (prévôts des marchands de). Voy. Bonnes (Jean de) et Culoë (Jean).
- Parlement de Paris. Pierre Boschet, avocat, conseiller, puis président, 121 n. Guillaume de Sérès, premier président, 269 et note. Registres et actes cités, 3 n., 41 n., 43 n., 44 n., 26 n., 29 n., 39 n., 42 n., 46 n., 58 n., 61 n., 62 n., 69 n., 76 n., 77 n., 78 n., 79 n., 81 n., 84 n., 86 n., 88 n., 93 n., 94 n., 100 n., 107 n., 109 n., 110 n., 111 n., 121 n., 122 n., 124 n., 125 n., 126 n., 141 n., 150 n., 163 n., 196 n., 200 n., 201 n., 202 n., 203 n., 215 n., 218 n., 219 n., 240 n., 241 n., 242 n., 244 n., 246 n., 261 n., 265 n., 266 n., 270 n., 273 n., 280 n., 287 n., 288 n., 301 n., 303 n., 314 n., 322, 323, 325 n., 332 n., 356 n., 362 n., 374 n., 388 n., 392 n., 395 n., 397 n., 401 n., 410 n., 419.
- Parthenay. Faux monnayeurs, 255. Emission de monnaie au coin de l'archevêque de Lyon, 359, 360. Pilori, 125 n. — 29, 82, 207 n. Deux-Sèvres.
— (Guillaume vi Larchevêque de), 208 n., 267 n.
— (Guillaume vii Larchevêque de), *dominus de Partiniaco, de Perteniaco*. Notice, 206. Ses biens confisqués, à cause de sa fidélité au prince de Galles, 17-19, 23 n. Il négocie avec le duc de Berry, 177 n. Fait serment de fidélité à Charles v, 179 n. Traité conclu avec le duc de Berry, 190 n. Rente due au comte d'Harcourt sur les terres de Semblançay et de Saint-Christophe, 206-209. Le roi lui donne les terres de Dompierre en Aunis et de Laleu, 213-216; ainsi que les biens de ses sujets confisqués pour crime de lèse-majesté, 251-253. Révocation du don de la terre de Dompierre-sur-Mer, 263, 267, 268. Biens de Guichard d'Angle relevant de lui, 313 n. — Voy. aussi 28 n., 74 n., 90 n., 169 n., 180 n., 201 n., 218 n., 238 n., 256 n., 265 n., 401 n.
- Parthenay (Isabelle Larchevêque de), fille de Guillaume vi de Parthenay, comtesse d'Harcourt et vicomtesse de Châtellerault, 19 n., 207 n.
— (Isabelle de), fille de Guy, sire de Taillebourg, remariée au vicomte de Rochechouart. Procès touchant le château d'Apremont, 272 n., 273 n.
— (Jean i^{er} Larchevêque de), 206 n.
— (Jeanne Larchevêque de), fille de Guy, seigneur de Taillebourg, femme de Jean Chaudrier. Ses droits sur la terre de Dompierre-sur-Mer, 263, 265 n., 267.
— (Madame de), Jeanne de Mathefelon, femme de Guillaume vii (1374), 299 n.
— (Marguerite de), dame de Châteaubriant, 99 n.
- Partiniaco (*dominus de*). Voy. Parthenay (Guillaume vii de).
- Pascaud (Jean), 241 n.
- Pasteaul (Etienne), 125 n.
- Pastilière (Amaury de la), 11 n.
- Patrière (la), terre litigieuse, 86 n. *Cne de Lésigny*, Vienne.
- Pauget (Pierre), 372.
- Paute (Geoffroy, Pierre et Alice). Procès contre Jean de Châteaugnier, 261 n.
- Payen (Amaury) de Montpipeau, chanoine de Chartres, 289 n.
— (Geoffroy), écuyer, 61 n. Don des biens de G. Spridlington, 141 n.

- Payen (Jean), Paien, aliàs Pain. Ses biens confisqués, LXXI, 29, 30, 82.
- (Jeanne). Voy. Montpipeau (Jeanne Payen de).
- Paynel (Guillaume), s^r de Ham-buye, 56 n.
- Péguilhan (terre de), Paiguillon, 149 n. *Con de Boulogne-sur-Gesse, Haute-Garonne.*
- Pelicon (Mériot). Ses biens confisqués, 82.
- Pembroke (le comte de). Expédition en Anjou (1369), 37 n., 75 n., 201 n. Fait prisonnier au combat naval devant la Rochelle, 173 n. — 114 n., 150 n.
- Pénière (Jean de la), prieur de Noirmoutiers, 26 n.
- Pennevaire (Lionnet de). Prisonnier de Geoffroy Budes, 279 n.
- Penthièvre (comte de), 299 n.
- Pérout (Jean), dit de la Chanau, ou de la Chenau, écuyer, et Perrot Pérout, dit de la Chanau. Lettres de rémission pour meurtre, 342-345.
- Perche (le comte du). Devant Thouars, 178 n.
- Percy (Thomas de). Assiège et prend Moncontour, 133 n. Sénéchal anglais de Poitou, 256. Fait prisonnier à Soubise, 177 n., 244 n., 356 n. Sa rançon abandonnée par le roi au duc de Berry, 317 n. — 202 n., 237 n.
- Persan (seigneur de), 140 n.
- Personne (Guy La), 419 n.
- (Jean La), vicomte d'Aunay. Sénéchal de Poitou 141 n., 298 n., 418 n. Notice, 418 n. Le roi lui donne la châtellenie de Didonne et tous les biens du Soudan de Latrau, 417-420.
- (Jean La), vicomte d'Acy, fils du précédent, 419 n.
- Perteniac (dominus de). Voy. Parthenay.
- Peschin (Imbaud du), sire de Combronde, chambellan du duc de Berry. Don de Sainte-Néomaye, 149. Notice, 149 n., 152. — 270 n., 276 n., 298 n.
- Petit (Ernest), cité, 156 n., 165 n., 171 n., 175 n., 178 n., 276 n., 284 n., 315 n.
- Petit (Geoffroy), 273 n.
- (Guillaume), seigneur de Saint-Chartre, 356 n.
- Peu-Millerou (le). Voy. Puymilleroux (le).
- Peyroux. Voy. Poiroux.
- Pézenas (comte de). Voy. Artois (Charles d').
- Philippe-Auguste, roi de France. Franchises concédées aux habitants de Poitiers, 221-227.
- Philippe III le Hardi, roi de France. Confirmation d'un traité passé entre Alfonse de Poitiers et l'abbaye de Maillezais, touchant les foires de cette ville, 336-338. Acquisition de la baronnie de Montmorillon, 354 n.
- Philippe IV le Bel, roi de France, 350 n.
- Philippe VI de Valois, 49 n., 147 n., 272, 274, 300.
- Philippe le Hardi, duc de Bourgogne. Voy. Bourgogne.
- Philippe III, abbé de l'Étoile, 372 n.
- Philippeau (Guillaume), 122 n.
- (Pierre), prieur de Saint-Eloi de Paris, 122 n.
- Picardie. Réformateur général des aides, 307 n. — 418 n.
- Pictavensis (patria), Pictavia. Voy. Poitou.
- Pictavis. Voy. Poitiers.
- Pierre le Cruel, roi de Castille, 320 n.
- Pierrebuffière (Ayde de), femme d'Aimery 1^{er} de Rochechouart, 289 n.
- Pierrefitte (hébergement à), 60 n. *Cne de Douçay, Vienne.*
- Pierrefitte, 204 n. *Con de Saint-Varent, Deux-Sèvres.*
- Pierres (Guillaume de), 100 n.
- Pillon (Jean). Ses biens confisqués, 115, 117.
- (Pierre), partisan des Anglais, 113, 115, 117.
- Piogé. Voy. Puy-Ogier.
- Piquet (Roger), héraut du Baudran de la Heuse, 191 n.
- Plagny (Baudouin de). Ses biens confisqués, 34, 35.
- (Guillaume de), écuyer. Don de la terre de la Roche-du-Maine, 34-36.

Plassac (château de). Occupé par les Anglais, donné à Jean de Villemur, 41-43. *Con de Saint-Genis-de-Saintonge, Charente-Inférieure.*

— (Héliot de), aliàs Plessac, maître du château de Bouteville. Battu par la garnison de la Rochelle, 203 n., 339 n.

Plessis (Guillaume III du), du Plesseyz, seigneur de Breux, de la Vervolière, etc. Ses biens confisqués, 10, 11, 55 n.

— (Hugues du), 385 n.

— (Perrot du), écuyer, 87 n.

Pleumartin (dame de). Voy. Montpipeau (Jeanne Payen de).

— (seigneur de). Voy. Angle (Guichard d').

— (seigneurie de). Rendue à Jean Ysore, 313 n. *Chef-lieu de canton, Vienne.*

Plévin, 72 n. *Con de Maël-Carhaix, Côtes-du-Nord.*

Pocé (la dame de), 405 n.

Poilhé (Geoffroy de), Pouillé, curé d'Aubigny, 126 n.

— (Jean de), Pouilhé ou Poilley, seigneur de Sainte-Gemme. Sa fille mariée à Jean Sanglier, 126 n.

Poiroux (château du), Peyroux. Pris par les Français, 126, 127. *Con de Talmont, Vendée.*

Poissonnat (Etienne), huissier d'armes de Charles V, 269 n.

Poissy, date, 300 n. *Seine-et-Oise.*

Poitiers, *Pictavis*. Occupation anglaise, 158. Exécution de Jean Boschet, accusé de conspiration par les Anglais (15 août 1370), 122-123. Duel entre deux chevaliers, 91 n. Prise de la ville par Du Guesclin, 124 n., 135 n., 136 n., 169 n., 237 n., 389 n. Foire de la mi-carême, 210 n. Confirmation par le duc de Berry des franchises octroyées par Philippe-Auguste, 221-229. Exemption pour dix ans des tailles, subsides et gabelles, 222 n. Lettres de sauvegarde pour les personnes et les biens des habitants, 229-232. Lettres qui confèrent la no-

blesse aux maires, échevins et conseillers, 233-236. Lettres du prince de Galles conférant au maire une juridiction civile et criminelle, 230 n. Confirmation par Henri III des privilèges des maires et échevins, 236 n. Imposition levée dans la châtellenie, 299 n., 316 n. Ferme de l'impôt de six deniers pour livre, 238 n. Défense aux gens d'armes de sortir de la ville, sans autorisation (27 août 1373), 316 n. Défense au maire de laisser entrer des gens d'armes, si ce n'est par ordre du duc de Berry (3 mars 1374), 316 n. La ville dispensée du siège du bailli des Exemptions, 371.

Abbé de Notre-Dame-la-Grande, 394, 396. Voy. Bernard (Guillaume). Chapelle fondée en l'église de Montierneuf, 26 n. Cordeliers, 289 n. Minage, 393 n. Biens de Pierre Lasnier, 74. Maisons confisquées sur l'anglais Spridlington, 5 n., 57, 59. Maison et verger des Granges en la paroisse Saint-Germain, 29 n. Maison sise rue de l'Aiguillerie, 253 n.; — rue de l'Orberie, 242 n. Archives de la ville, 121 n., 222 n., 224 n., 228 n., 233 n., 236 n., 238 n., 253 n., 299 n., 316 n., 318 n., 332 n., 365 n. Archives du chapitre de St-Hilaire, 236 n. — Dates, LXXV, 138 n., 169, 291, 316 n., 318. Mentions de la ville, 5 n., 28 n., 29, 82 n., 88 n., 89, 106, 131 n., 135 n., 155 n., 174 n., 179, 228 n., 242, 283 n., 298 n., 299 n., 300 n., 301 n., 313 n., 319, 413 n., 421.

Poitiers (bataille de), 26 n., 45 n., 78 n., 88, 145 n., 291 n., 381 n.

— (chapitre de Saint-Pierre de).

Lettres de rémission et mainlevée de son temporel, 382-396. Le duc de Berry lui donne cent livres de rente sur les revenus du comté de Poitou, 393 n. Procès touchant la terre de la Patrière, 86 n. — Chanoine, voy. Cornet (Jean).

— (châtelains de). Voy. Appelvoisin (G.d') et Spridlington (G.).

Poitiers (comtes de). Voy. Alfonse, Berry (Jean, duc de), Jean II le Bon.
 — (échevin de). Voy. Bonnin (Jean).
 — (évêques de), 81 n., 313 n., 388 n. — Voy. Aux (Arnaud d'), Aux (Fort d'), Cramaud (Simon de), Gautier de Bruges, Malsec (Guy de), Martreuil (Itier de), Maumont (Bertrand de), Mons (Aimery de).
 — (garde du sceau aux contrats de), 145 n. — Voy. Bonneau (Jean).
 — (maires de). Voy. Bigot (Jean), Regnault (Jean), Regnault (Pierre), Taunay (Jean de).
 — (Monnaie de), 234 n. Privilèges octroyés aux ouvriers, 117-149. Garde de la Monnaie, voy. Bonnin (Jean). — Maître de la Monnaie, 361. Voy. Saint-Pierre (Jean de). — Graveur, voy. Hary (Nicolas).
 — (prévôt de l'église de). Procès, 77 n. — Voy. Gabet (Guillaume).
 — (seigneur des Halles de). Voy. Berlant (Herbert).
 — (trésoriers de Saint-Hilaire-le-Grand de). Voy. Felton (Roger), Loyseau (Etienne de), Magnac (Girard de), Martreuil (Olivier de), Sérès (André de), Villiers (Jean de).
 Poitou, *Pictavia*, *patria Pictavensis*, sénéchaussée. Question de ressort, 79 n. Limites du côté du Berry, 94 et n., 95. Impôt de six deniers pour livre (1351), 145 n. Cession du Poitou à l'Angleterre par le traité de Brétigny, 155. Grandes compagnies, 398 n. Guerres sur les frontières du côté de la Touraine et de l'Anjou (1369-70), 72 n., 73 n., 84 n., 85 n., 102 n., 317 n. Biens de Français confisqués par le prince de Galles, 26; — par le roi de France, 59, 63-65, 119, 312-314. Biens d'Anglais confisqués par le duc de Berry, 137, 139-142, 166-169, 354-358, 418 n. Négociations du duc de Berry pour la recouvrance du Poitou, 135 n.

Campagne de 1372, conquêtes de Du Guesclin, 136, 171 n., 258, 297 n. Traité du duc de Berry et de Du Guesclin avec les trois États pour la soumission du pays, conclu à Loudun, le 1^{er} décembre 1372, ratifié le 15 par Charles V, 176-190, 199, 208, 210, 368. Amnistie générale résultant de ce traité, 322, 323, 374, 375. Appâtis levés sur les paroisses, 193 n. — Mentions, LXXII, 5 n., 100, 107, 108, 149, 158, 195, 197, 278 n., 292, 339 n., 340, 360, 361, 418 n.
 Poitou (bailli des Exemptions de). Voy. Exemptions (bailli des).
 — (Basses-Marches de). Lieutenance de Clisson, 130 n.
 — (capitaine souverain). Aimery de Rochechouart (1392), 289 n.
 — (comté de). Rendu au duc de Berry, 135 n. Grands jours, 242 n. Confirmation des droits de Jean de France, duc de Berry, sauf la souveraineté du roi et la juridiction sur les églises et abbayes de fondation royale, 367-372. Officiers du duc de Berry, 375. Revenus, 393 n. — 362 n., 363, 418 n.
 — (comtes de). Voy. Alfonse, Berry (Jean de France, duc de), Jean II le Bon.
 — (gouverneur de). Voy. Angle (Guichard d').
 — (lieutenant du roi en). Voy. Clermont (le maréchal de) et Forez (Guigue VIII, comte de).
 — (maître des eaux et forêts de). Voy. Appelvoisin (G. d'), Clavel (Etienne) et Spridlington (G.).
 — (procureur du roi en). Voy. Bonnet (Jean).
 — (receveur de), 298 n. Pour le prince de Galles. Voy. Grantonne (Robert).
 — (sénéchal de), *Pictavensis*. Rétablissement de cet office par Charles V, 418 n. — Mentions, 13 n., 39, 43, 65 n., 66, 73, 76 n., 88 n., 96, 109 n., 110 n., 117, 119, 128, 132, 135 n., 138, 139, 142, 151, 156, 162, 163 n., 165, 168, 171, 189, 198, 205, 206 n., 214 n., 216, 219 n., 220,

- 228, 230, 235, 239, 241 n., 242 n., 246 n., 252, 254, 255, 256, 286, 290, 291, 301 n., 314, 316, 317, 318, 332 n., 333, 355 n., 372 n., 373, 374 n., 384, 405 n., 418 n.
— Voy. Aunay (Jean La Personne, vicomte de), Beaumont (Alain de), Cologne (Perceval de), Felton (Guillaume de), Percy (Thomas de), Torsay (Jean de) et Vivonne (Renaud de).
Poix ou Poué. Terre, 54 n., 79 n. *C^{ne} de Cuhon, Vienne.*
— (Adam de), Poiz. Ses biens confisqués, 26, 27.
Pommeure (Artus de), conseiller au Parlement, 301 n.
Pons, 93 n., 359. *Charente-Inférieure.*
Pons (Renaud vi de), sire de Ribérac, vicomte de Turenne, 360. — 76 n., 201 n.
Pont-de-l'Arche, 225. *Eure.*
Ponthieu (Blanche de), comtesse d'Harcourt, 17 n.
— (comté de), 210 n., 212.
Pontorson, 107 n., 130 n., 143 n., 277 n. 297 n. Date, 167 n. *Manche.*
Pont-Sainte-Maxence. Châtelain, 140. *Oise.*
Ponts-de-Cé (les). Pris par les Anglais (1369), 75 n., 201 n. *Maine-et-Loire.*
Popelin (Jeanne), femme de Jean Olivier, 405 n.
Popincourt (Jean de), premier président au Parlement, 122 n.
Port (Célestin), cité, 37 n., 53 n., 107 n.
Port (Jean du), commissaire délégué du sénéchal de Poitou, 301 n.
Portal (Jean du), ou du Portau, 81 n.
— (Robin et Philippon du). Leurs biens confisqués, 79.
Portugal. Navire pris par les Français, 143-145.
Poué. Voy. Poix.
Pouillé (Geoffroy de). Voy. Poilhé (G. de).
Pouilhé (Jean de). Voy. Poilhé (J. de).
Pouilly (seigneur de), 140 n.
Poussart (Jacques), de la Rochelle. Procès, 61 n., 100 n.
Poussart (Laurent), 100 n.
Pouvreau (Jeanne), femme de Guillaume Chabot, 125 n.
Pouzauges (seigneur de). Voy. Thouars (Miles de).
Povre (Geoffroy le) et ses enfants. Procès contre Perceval de Cologne, 203 n.
Poyat (Léger de), 62 n.
Poype (Girard de la), seigneur de Serrières et de Tossieu, 380 n.
— (Girardin de la). Lettres de rémission pour excès commis sous Charles d'Artois, 380-382.
Praelles, 380, 384.
Prahecq, 192 n., 284 n. *Arr. de Niort, Deux-Sèvres.*
Preuilly (combat de), Prilly, 102 n. *Indre-et-Loire.*
— (Eschivard vi, baron de), seigneur de la Rochepozay, 355 n.
— (Orable de), femme de Renaud de Montléon, 355 n.
Prévôt (Albin), 218 n.
— (Guillaume), 76 n.
Prie (Héliotte ou Éliette de), femme de Pierre de Nailhao. Livre le château du Boucheten-Brenne à Artaud d'Uzès ou d'Ussel, 93-95. Notice, 93 n. Son héritage disputé par Guy de Chauvigny et Louis de Malval, 45 n., 93 n.
— (Jean de), seigneur de Buzançais, et ses enfants, 93 n.
Prilly. Voy. Preuilly.
Prince Noir (le). Voy. Galles (Edouard, prince de).
Provins, 316, 317. *Seine-et-Marne.*
Pugny (seigneur de), Puygné. Voy. Cologne (Perceval de). *C^{ne} de Moncoutant, Deux-Sèvres.*
Pulset (s^r de). Voy. Berchou (Gilles).
Puitaillé (Geoffroy de). Ses biens confisqués, 25-27.
Purnon (combat de), 73 n., 75 n., 85 n., 102 n., 201 n. *C^{ne} de Verrue, Vienne.*
Puy (domaine du), appartenant au chapitre de Poitiers, 87 n. *C^{ne} de Coussay-les-Bois, Vienne.*
Puy-Béliard, ville et château, 218 n. *C^{ne} de Chantonay, Vendée.*

- Puy-du-Fou (dame du). Voy. Fortin (Catherine).
— (Jean du), écuyer. Poursuivi criminellement, 246 n.
— (Pierre du). Procès contre l'abbaye de Saint-Michel-en-l'Herm, 246 n.
Puygné. Voy. Pugny.
Puyjourdain (Guillaume du). Ses biens confisqués, 82.
Puymlilleroux (le), le Peu Mille-rou, forteresse prise sur les Anglais par Louis de Maillé, 1 n., 97, 98, 192 n. *Château ruiné, cne de Dangé, Vienne.*
Puy-Notre-Dame (le), 397 n. *Maine-et-Loire.*
Puy-Ogier (château du), ou Piogé, 122 n. *Cne d'Availles-Thouarsais, Deux-Sèvres.*
Puyraveau (tief de), 106 n. *Cne de Saint-Jean-de-Sauves, Vienne.*
Puys (Jean du), ou du Poys, de la Rochelle, 266 n.

Q

- Quarrion (Perrot), 79 n.
Quatriex (Manin), 144, 145.
Quens (G. le). Voy. Cuens (G. le).
Quentin (Guyon), *Guido Quintini*. Ses biens confisqués, 27, 29, 30.
Quentin (Marguerite), de Saint-Maixent, 75 n., 261 n.
Quercy, 42 n.
— (sénéchal de), 96.
Quirat (Prégent de), 330.
Quoquon (Michel). Ses biens confisqués, 21.

R

- Ragouteau (Etienne). Ses biens confisqués, 75.
Raisine (Jean de). Voy. Razine (J. de).
Rajace (Guillaume de la), 61 n.
Ramée (André de la), écuyer. Don de la terre d'Ardenne et autres biens confisqués, 129-132.
Raoulin (Philippe), frère donné de l'abbaye de Ferrières, 38 n.
Rasine (Jean de). Voy. Razine.
Rasour (Jean), 385 n.
Rataut (Humbert), seigneur de Dislay, 385 n.
Raymond (Gadicilde et Jean). Voy. Aubeterre.
Rays. Voy. Retz.
Razilly (Raoul, seigneur de), 303 n.
Razine (Jean de), Raisine, Rasine, écuyer. *Lettres d'abolition*, 412-416.
Ré (île de). *Traité de soumission à Charles v, 243-251. Charente-Inférieure.*
Réau (abbaye Notre-Dame de la). Amortissement d'une rente annuelle de 60 livres, en dédommagement des maux de l'occupation anglaise, 310-312. — 410 n. *Cne de Saint-Martin-l'Ars, Vienne.*
Reber (Berthelot). Ses biens confisqués, 82.
Recourt, 103, 412.
Rédet (L.), cité, 416 n., 222 n., 294 n., 313 n., 318 n., 388 n.
Régis (J.), 331.
Regnart (Jean), ou Renard. Rémission pour un homicide commis sur un moine de Saint-Michel-en-l'Herm, 322-324. Autre, pour s'être emparé du fort de Saint-Florent-le-Vieil, 397-400.
Regnault (Guillaume), secrétaire de Du Guesclin, 65 n. Don des biens de Robert Grantonne, 134-138.
— (Jean), maire de Poitiers, 233.

- Anoblissement, 236-239. Notice, 237 n. Poursuivi au Parlement par Pierre Boschet, 121 n. — 136 n.
- Regnault (Pierre), maire de Poitiers, 136 n., 237 n., 332 n.
- Reims (J. de), *de Remis*, 28, 77, 80, 83, 109, 316.
- Remenuel (Guyon de), 78 n.
- Renard (Jean), ou Regnart. Procès contre Jean Boutoul, 322 n. Voy. Regnart (Jean.)
- Renoué (manoir de), 54 n. *Cnes de Saint-Jean-de-Sauves et la Chaussée, Vienne.*
- Réole (la), 356 n. *Gironde.*
- Retail (Yolande du), femme de Jean d'Orillé, 203 n.
- Retz (dames de). Voy. Bertrand (Philippe) et Chabot (Jeanne). — (seigneur de), 219 n. — Voy. Chabot (Gérard), Chauvigny (François de) et Laval (Guy de).
- Ri. Voy. Ry.
- Ribémont (combat de), 102 n.
- Ribérac (seigneur de). Voy. Pons (Renaud vi de).
- Riboule (Foulque), Boules, seigneur d'Assé, 97 n.
- Richard II, roi d'Angleterre, 68 n., 174 n., 320 n.
- Richard (Alfred), cité, 39 n., 66 n., 151 n., 222 n., 318 n.
- Richardau (Hilaire), 38 n.
- Richart (Macé), écuyer. Don de biens saisis sur des partisans des Anglais, 21.
- Richemont (terre de), 275, 276. *Arr. et con de Cognac, Charente.*
- Richmond (comte de). Voy. Lancaster (duc de).
- Rie (Jean de). Voy. Rye (J. de).
- Rigale (Jean). Tué dans une rixe par Jean Pérout, dit de la Chenu, écuyer, 342-345.
- Rigné. Droit de justice, 122 n. *Con de Thouars, Deux-Sèvres.*
- Rigny (château de). Confisqué, 23 n. *Indre-et-Loire.*
- Rilloy (canonicus de). Biens confisqués, 26, 27.
- Riou (sr de). Voy. Doré (Jean).
- Ris. Voy. Ry.
- Rivau (Jean du), gouverneur du donjon et des barrières de Chauvigny, 293 n.
- Rivaut (Jean). Lettres d'abolition, à la suite de sa soumission à Charles v, 253-255. Notice, 253 n., 268 n.
- Rivaut, écuyer de Du Guesclin, 254 n., 365 n.
- Roche (Aimery de la), 180 n. — (Hue ou Hugues de la), 42 n., 238 n. — (Jeanne de la), femme de Jean de Chambly, 118 n.
- Rochechouart (Aimery 1^{er} de). Sa mort, 289 n. — (Aimery II de), seigneur de Mortemart. Ses terres de Vivonne, Cercigny, Saint-Victurien, etc., confisquées et données à Alain Saisy, 185 n., 287-291. Notice, 289 n. — 124 n., 413 n., 419 n. — (Louis, vicomte de), 272 n.
- Roche-de-Chizay (la). Terres confisquées, 23. *Cne de Saint-Jean-de-Sauves, Vienne.*
- Roche-du-Maine (terre de la), en Loudunais. Donnée à Guillaume de Plagny, 34-36. *Cne de Princay, con de Monts-sur-Guesne, Vienne.*
- Rochefaton (Pierre de la), chevalier, 385 n.
- Rochefort, ville et forteresse, 264 n. Don de la ville et châtellenie à Raymond de Mareuil, 269 n. *Charente-Inférieure.*
- Rochefort-sur-Charente (seigneur de). Voy. Angle (Guichard d').
- Rochefoucauld (Aymar de la), seigneur de Sainte-Maure, 2 n. — (Guillaume, dit de la), évêque de Luçon, 342 n.
- Rochelle (la). Remise aux Anglais (traité de Brétigny), 264 n., 266 n. Replacée sous l'obéissance de Charles v (8 septembre 1372), 155 n., 177 n., 243 n. 264 n., 269 n. Hôtel confisqué sur Jean de Ludham, 167 n., 169. Autres confiscations, 253 n. Maire et échevins, 218 n. Maison dite de Fessac, 169 n., 269 n. Rue de la Chandellerie, 270 n. Rue Gargouilleau, 234 n. — 43 n., 61 n., 67, 67 n., 100 n., 145, 203 n., 263, 264, 265, 270 n., 339 n. *Charente-Inférieure.*

- Rochelle (combat naval de la) [23 juin 1372], 473 n.
- (gouverneur et capitaine de la), *Rupella*, 61 n., 246 n., 261 n., 265 n., 271, 273 n., 326, 340, 345, 401, 411. — Voy. Montmor (Jacques de), Parc (Maurice du).
- (maires de), Voy. Boudré (Pierre) et Chaudérier (Jean).
- Roche-Pozay (la). Prise par les Français (1369), 73 n., 85 n., 90 n., 102 n. *Con de Pleumartin*, Vienne.
- (seigneur de la). Voy. Preuilly (Eschivard vi, baron de).
- Roche-Rousse (Pierre de la), 277 n.
- Roche-sur-Yon (la). Livrée par trahison aux Anglais par Jean Belon (1369), 53, 54, 167 n. Occupation anglaise, 179 n., 413 n. Donnée au duc de Lancastre, 320 n. Armée réunie pour sa reprise, 73 n. Siège par Olivier de Clisson (1373), 86 n., 102 n., 202 n. Remise sous l'obéissance de Charles v, 131 n. Lieutenant du bailli d'Anjou, 109 n. *Vendée*.
- Roi (fief le), enclave de la terre de Dompierre en Aunis. Confisqué sur Guichard d'Angle. 169. Donnée à Alain Taillecol, 215 n. *Charente-Inférieure*.
- Rome, 268 n., 269 n.
- Romenuil (Guillaume de), ou Remenuel. Ses biens confisqués, 78.
- Roncheville (dame de). Voy. Bertrand (Philippe).
- Roquet (Nicolas). Ses biens confisqués, 21.
- Rose (Simon). Lettres de rémission, 397-400.
- Rotoy (Jean de), chevalier, 106 n.
- Rouault (André), seigneur de Boisménart et de la Rousse-lière, 271 n.
- (André II), s^r de Boisménart, 76 n., 218 n.
- (Clément, *alias* André), 219 n.
- (Lancelot, dit Béthis). Ses biens confisqués et donnés à son cousin Tristan Rouault, 217-220. Notice, 218 n.
- Rouault (Tristan), chevalier. Le duc de Berry lui donne les biens de son cousin Béthis Rouault, 217-220. Il devient vicomte de Thouars. Notice biographique, 217 n. Procès contre Isabelle d'Avaugour, 196 n. — 266 n.
- Roucy (Isabelle de), héritière de Mirebeau, 14 n.
- (Robert, comte de), 14 n.
- Roudet (Jean), Roudoit, écuyer, partisan du prince de Galles, 8. Lettres de rémission, 13-15. Notice, 13 n.
- Rouen, 208 n. *Seine-Inférieure*.
- (échiquier de), 196 n.
- Rouergue, 42 n.
- Rougemont (Jean de), chevalier, châtelain de Mareuil, 241 n.
- Rougier (Pierre), messager du duc de Berry, 202 n.
- Rousseau (Guillaume), chevalier, 405 n.
- Rousselière (seigneur de la). Voy. Rouault (André).
- Roussière (terre de la). Pillée, 125 n. *Deux-Sèvres*.
- Royan (châtellenie de), 417 n. *Charente-Inférieure*.
- Royrand (Jean), sénéchal de Tal-mont, 197 n.
- Rumilly (Jean de), assesseur du sénéchal d'Anjou, 301 n.
- Rupella. Voy. Rochelle (la).
- Ry (château de). Donnée à Baudouin de Crenon, 8. — 14, 15. *Cne de Varennes*, *con de Mirebeau*, Vienne.
- (Jean de), dit de la Besoigne, de Poitiers, 82 n. — Voy. Besoigne (Jean de la).
- (Marguerite de), Ri, Ris. Son château de Ry confisqué, 8. Lettres de rémission, 13-16.
- (Perrette de), femme de Jean de Montléon, 8 n.
- Rye (Jean de), de Rie, seigneur de Balançon. Remet les îles de Ré et d'Aix sous l'obéissance de Charles v; traité, 243-251. Notice, 243 n.
- Rymer, cité, 6 n., 174 n., 268 n.

S

- Sables-[d'Olonne] (les), 196 n. Commerce de la marée, 377, 379. *Vendée*.
- Saint-Augustin (chanoines réguliers de), 408 n.
- Saint-Benoit-du-Sault. Remis en l'obéissance du roi de France, 113. *Indre*.
- Saint Blancey. Voy. Semblançay.
- Saint-Chartre (seigneur de). Voy. Petit (Guillaume).
- Saint-Christophe, ville forte. Donnée à Jean VI, comte d'Harcourt, 18, 19. Rente sur les revenus de la terre, due par le sire de Parthenay au comte d'Harcourt, 208, 209. *Cne de Neuvy-le-Roy, Indre-et-Loire*.
- Saint-Clair (terre de), 27 n. *Cne de Moncontour, Vienne*.
- Saint-Cybard (abbaye de), 325 n.
- Saint-Cyprien (l'abbé de), 214 n. *A Poitiers*.
- Saint-Cyr-en-Talmondois. Hôtel de Pierre Boschet, 122 n. *Cne des Moutiers-les-Maufaits, Vendée*.
- Sainte-Catherine (fief de). Ferme des terres et gagnages, 383. *Cne de Benet, Vendée*.
- Sainte-Enomoye. Voy. Sainte-Néomaye.
- Sainte-Flaive (Jean de), Sainte-Fleur, chevalier. Ses biens de l'île de Bouin confisqués, 109, 110. Notice sur sa famille, 110 n.
- (Perrot de), Saint-Flavet. Ses biens confisqués, LXXIII, LXXIV.
- (Regnaut de), chevalier. Ses enfants, 110 n.
- Sainte-Fleur (Jean de). Voy. Sainte-Flaive.
- Sainte-Gemme (terre de), 122 n. Ses divers possesseurs, 126 n. *Cnde Saint-Varent, Deux-Sèvr.*
- (seigneur de). Voy. Sanglier (Jean).
- Sainte-Jame. Prison de l'hôtel, 383. *Cne de Benet, Vendée*.
- Sainte-Hermine, 192 n. *Vendée*.
- Sainte-Jame. Voy. Sainte-Gemme.
- Sainte-Maure (Durmas de). Sa terre de la Sauzaye, 43 n., 419 n.
- (Guillaume de), chancelier de France, 100 n.
- (Isabeau de), dame de Moncontour, 133 n.
- (Jeanne de), dame de l'Isle-Bouchard, 59 n.
- (seigneur de). Voy. Craon (Guillaume 1^{er} de) et Rochefoucauld (Aymar de La).
- (Yseult de), femme : 1^o de Pierre de Palluau, 2^o de Jean de La Jaille, 303 n.
- Sainte-Néomaye, *Sancta Neomadia*, Sainte-Enomoye. La ville, le château et la châtellenie donnés à Imbaud du Peschin, 149-152; puis à Alain de Beaumont, 296-299, 381 n.; qui l'avait reprise aux Anglais, 152 n., 298 n. 2^o *canton de Saint-Maixent, Deux-Sèvres*.
- Saintes, Xaintes, Xantes, 274. Reddition de la ville au duc de Berry, 276 n. Date, 275. — 76 n., 93 n., 268 n., 298 n. *Char.-Inf.*
- Sainte-Sévère. Prise par les Anglais, 114 n. Assiégée et reprise par Du Guesclin (juillet 1372), 133 n., 136 n., 170 n., 171 n., 185 n., 201 n., 237 n. *Arr. de la Châtre, Indre*.
- Sainte-Soulle (terre de), en Aunis, 58 n. *Cne de la Jarrie, Char.-Inf.*
- Saint-Fiacre, 328. *Cne de Crécy, Seine-et-Marne*.
- Saint-Flavet. Voy. Sainte-Flaive (Perrot de).
- Saint-Florent-le-Vieil (fort de). Pris par Jean de la Haye et ses compagnons et rendu au duc d'Anjou (1363), 397. *Maine-et-Loire*.
- Saint-Fulgent. Eglise, 122 n. *Arr. de la Roche-sur-Yon, Vendée*.
- Saint-Gélais (Jacques de), 69 n.
- (Lestrange de). Notice, 69 n., 180 n., 374 n.

- Saint-Généroux.** Justice, 218 n. *Con d'Airvault, Deux-Sèvres.*
- Saint-Georges (Prieuré de),** près de Montaigu. Procès touchant sa juridiction, 301 n. *Vendée.*
- Saint-Georges-de-Rex.** Institution d'un marché et de trois foires, 260-262. *Con de Mauzé-sur-le-Mignon, Deux-Sèvres.*
- (seigneur de). Voy. Châteigner (Jean de).
- Saint-Germain-des-Prés (chambrier de).** Voy. Dudevois (Guillaume).
- Saint-Germain-sur-Vienne.** La terre et le château confisqués sur Aimery de Rochechouart et donnés à Alain Saisy, 287-291. *Saint-Germain-de-Confolens, Con de Confolens, Charente.*
- (seigneur de). Voy. Archiac (Jean II d').
- Saint-Hilaire-le-Vouhis.** Terre litigieuse, 111 n. *Con de Chantonay, Vendée.*
- Saint-Jean - d'Angély.** Garnison anglaise, 260 n. Habitants, 262. Minage de la ville donné à Jean de Saumur, 172-175, 275, 276. Date de sa reddition au duc de Berry, 85 n., 175 n., 314. — 86 n., 93 n., 124 n., 203 n., 276 n. *Charente-Inférieure.*
- Saint-Jouin-de-Marnes (abbaye de).** Confirmation des lettres de sauvegarde octroyées par Philippe de Valois, 300-302. Ses procès avec le vicomte de Thouars, 301 n. Abbé, voy. Jean. *Con d'Airvault, Deux-Sèvres.*
- Saint-Julien (Louis de),** chevalier, 43 n. Pris à Lussac, 49 n. S'empare de Châtellerault, 191 n. — 73 n., 85 n., 102 n., 131 n.
- Saint-Léger-lès-Melle,** 409. *Con de Melle, Deux-Sèvres.*
- Saint-Loup.** Remise d'un fouage aux habitants, 29 n. Procès, 78 n. *Arr. de Parthenay, Deux-Sèvres.*
- (seigneur de). Voy. Dercé (Jean de).
- Saint-Maixent, Saint Maxent, Saint Messent,** ville et château. Date de leur prise par les Français (1-4 septembre 1372), 155 n., 297 n. Siège du bailli des Exemptions de Poitou y installé pour deux ans, 307-309. Clause portant que ce bailli n'y pourra plus siéger, 371. Biens confisqués sur Robert de Gran-tonne, 163 n. Vol et meurtre, 332-335. Droit de pêche dans les douves du château, 332 n. Ressort, 149. Sceau de la cour, 125 n. Garde du sceau aux contrats, 153 n., 332 n. Paroisse Saint-Martin, 351-352. Famille Chevalier, 75 n. Capitaine, voy. Beaumont (Alain de). — Châtelain pour le roi d'Angleterre, voy. Cazelis (Bertrand de). — 82, 244 n., 261 n., 298 n., 356 n. *Deux-Sèvres.*
- Saint-Maixent (abbaye de).** Replacée dans le ressort de la châtellenie de Loudun, 153-154. Confirmation de ses privilèges, 155-157. Elle obtient que désormais ses causes seront portées à Chinon devant le bailli des Exemptions, 305-306; — que le siège du bailli des Exemptions ne restera pas à Saint-Maixent au delà de deux ans, 307-308. — 69 n. Abbé, 121 n. Voy. Vezançay (Guillaume de).
- (prévôt de). Assises, 333.
- (sénéchal de l'abbaye de). Voy. Gouin (Thibaut).
- Saint-Malo.** Prise par des partisans, 143 n. *Ille-et-Vilaine.*
- Saint-Martin (J. de),** 48.
- Saint-Martin de Saint-Maixent,** 352. *Con de Saint-Maixent, Deux-Sèvres.*
- Saint-Martin-Lars,** 310. *Con d'Availle-Limousine, Vienne.*
- Saint-Mathurin (pèlerinage de).** Voy. Larchant.
- Saint-Maur-les-Fossés, Saint-Mor,** 328. *Seine.*
- Saint-Maur-sur-Loire (abbaye de).** Prise par les Anglais, 75 n., 201 n. *Cne de Saint-Georges-le-Thourel, Maine-et-Loire.*
- Saint Maxent, Saint Messent.** Voy. Saint-Maixent.
- Saint-Michel-en-l'Herm (abbaye de),** S. Michel en l'Air, S. Mi-

- chau en Lers, 243, 245. Notice, 245 n. Meurtre d'un moine, 322, 323. *Con de Luçon, Vendée*.
- Saint-Nicolas (confrérie de). Voy. Loudun.
- Saint-Omer, 118 n., 320. *Pas-de-Calais*.
- (Drouin de), prisonnier des Anglais à Craon. Lettres de rémission, 294-296.
- Saintonge, *Xanctonia*, sénéchaussée. Cédée à l'Angleterre par le traité de Brétigny, 155. Terres et biens confisqués, 59, 64 n.; sur les Anglais et leurs partisans, 137, 139-142, 172-176, 312-314, 418 n. Conquête par Du Guesclin, 136, 171 n., 245. Traité pour la réduction du Poitou et de la Saintonge, 176-190, 199, 208, 210. Ressort de la sénéchaussée, 340. — 5 n., 158, 195, 197, 249, 260, 278 n., 292, 339 n., 360, 361, 420.
- (comté de). Partie de l'appanage du duc de Berry, 173. Il en fait rétrocession au roi (sept. 1374), 317 n.
- (receveur de) pour le prince de Galles. Voy. Ludham (Jean de).
- (sénéchal de), Xantonge, 44, 61 n., 73, 100, 138, 139, 142, 156, 174, 176, 189, 206 n., 220, 251, 262, 275, 276, 290, 291, 301 n., 314, 315, 411. — Voy. Harpendenne (Jean de).
- Saint-Perey (Pierre de), chevalier, 106 n.
- Saint-Pierre (Jean de), ancien maître de la Monnaie de Poitiers, 29 n., 82 n.
- Saint-Pol (comte de). Voy. Luxembourg (Guy de).
- Saint-Porchaire, 121 n. *Arr. de Bressuire, Deux-Sèvres*.
- Saint-Quentin, 86 n., 102 n. *Aisne*.
- Saintré (Jean de), Cintré, 266 n.
- Saint-Rémy (commanderie de), 78 n. *1^{er} con de Niort, Deux-Sèvres*.
- Saint-Sauvant, 60 n. *Con de Lusignan, Vienne*.
- Saint-Sauveur-le-Vicomte. L'usufruit de la vicomté promis au vicomte de Châtellerault, 193, 195. Démonstration mili-
- taire, suivie de la capitulation, 415. *Manche*.
- Saint-Savin (prise de), 73 n. *Saint-Savin-sur-Gartempe, Vienne*.
- Saint-Ventriguen, Saint-Vernunien. Voy. Saint-Victurnien.
- Saint-Victurnien, Saint-Vernunien, Saint-Ventriguen. La terre et le château confisqués sur Aimery de Rochechouart et donnés à Alain Saisy, 287-291. *Saint-Victurnien, con de Saint-Julien, Haute-Vienne*.
- Saint-Vincent-du-Louroux (corr. de l'Oratoire), *Sanctus Vincentius de Oratorio*. Fondation d'une chapelle, 51. *Saint-Vincent,auj. vill., cne de Monts-sur-Guesne, Vienne*.
- Saint-Vivien (seigneur de). Voy. Matha (Miles de).
- Saint-Xandre, en Aunis, 43 n., 419 n. *Con ouest de la Rochelle, Charente-Inférieure*.
- Saint-Yon (Jean de), boucher de Paris. Tué dans une rixe par Pierre de La Trémoille, 346-349.
- Saisy (Alain), écuyer, seigneur de Mortemart, par suite de don, 185 n. Du Guesclin lui fait don de Vivonne, Cercigny, Saint-Vernunien, etc., et autres terres d'Aimery de Rochechouart, 287-291. Notice, 287 n.
- (Jean), frère d'Alain, 287 n.
- Salins (Antoinette de), femme de Jean de Ryc, 243 n.
- Salle-d'Aitré (seigneur de la). Voy. Châteignier (Jean II de).
- Salles, ville et forteresse, 264 n. *Con de la Jarrie, Charente-Inférieure*.
- Salmurio (G. de). Voy. Saumur (Jean de).
- Sancerre (Jean III, comte de), 11 n., 27 n., 59 n., 70 n., 76 n., 111 n.
- (Louis de), maréchal de France, 133 n., 418 n.
- (Marguerite de), femme de Gérard vi Chabot, 111 n.
- (Robert de). Défense de Saumur (1369), 75 n., 201 n.
- Sancta Neomadia. Voy. Sainte-Néomaye.
- Sanctis (J. de), 154, 157.

- Sanglier (Jean), chevalier, sr de Sainte-Gemme. S'empare d'une partie des biens de Jean Boschét, 120, 126. Notice, 126 n. — 122 n., 241 n.
- Sanzay (bois de). Voy. Bois-de-Sanzais.
- Saujon (châtellenie de), 417 n. *Charente-Inférieure*.
- Saulnier (Jean Le). Lettres de rémission, 244 n.
- Saumur. Défendu par Jean de Bueil et Robert de Sancerre contre le comte de Pembroke (1369), 75 n. — 37 n., 201 n. *Maine-et-Loire*.
- (Jean de), de *Salmurio*, bourgeois de Saint-Jean-d'Angély. Don des biens confisqués en Saintonge sur Guichard d'Angle et le sire de Castillon, 172-176.
- Saut (Germond et Geoffroy du), 32.
- (Jean du), chevalier, 32.
- (Pierre du), chevalier, 32.
- Sautonne (dame de). Voy. Montjean (Philippe de).
- Sauve (Guillaume de). Ses biens confisqués, 82.
- Sauvin (Thomas). Poursuit Thomas Gautier de la Motte pour coups et blessures, 400, 401.
- Sauzaye (terre de la), 43 n., 419 n. *Cne de Saint-Xandre, con de la Rochelle, Charente-Inférieure*.
- Savary (Ylle de). Voy. Ile-Savary.
- Savetier (Colin le), de Craon, 295.
- Savoie (comte de). Voy. Amé VII.
- Scott (Martin), capitaine anglais de Chizé, 413 n.
- Secousse, cité, 194 n., 211 n.
- Seignoreau (Jean et Guillaume). Leurs biens confisqués, 82.
- (Philippe), veuve de Jean du Vergier, 29 n.
- Semblançay, Saint Blançay. Le château donné à Jean VI, comte d'Harcourt, 17. Rente sur les revenus de la terre, due par le sire de Parthenay au comte d'Harcourt, 206-208. *Con de Neuillé-Pont-Pierre, Indre-et-Loire*.
- Semur. Château et terre, 84 n. *Côte-d'Or*.
- Sénéchal (Catherine), Sèneschaude, fille de Guy Sénéchal et de Radegonde Béchet, dame de Mortemer, veuve de Jean de Harpedenne, remariée à Etienne d'Avantois, 58 n., 283 n. Maintenu dans ses biens et possessions de Poitou après la capitulation de Gençay, 365-367. Ses châteaux de Mortemer et de Gençay, donnés au duc de Berry, 402-404. Notice, 402 n. — (Guy), sr de Mortemer, 42 n., 283 n., 402 n. Sénéchal de Rouergue; son sceau, 58 n.
- Sèneschaude (Katherine). Voy. Sénéchal (Catherine).
- Senlis, date, 121 n. *Oise*.
- Sens (diocèse de), 121 n.
- Séris (André de), ou de Cérès, trésorier de Saint-Hilaire de Poitiers, 49 n.
- (Etienne de), prêtre, 269 n.
- (Guillaume de), de Cérès, de la Rochelle, premier président du Parlement, 67 n. Révocation du don à lui fait de la terre de Dompierre-sur-mer, 263, 267. Notice, 268 n. — 49 n., 121 n., 129, 169 n., 253 n., 264 n.
- (Guy le Borgne de), ou de Cérès. Notice, 49 et note.
- Serqueux (Guillaume des). Ses biens confisqués, 21.
- Serrières (seigneur de). Voy. Poype (Girardin de la).
- Sesne (G.). Voy. Lesesne.
- Séverin (Jean). Ses biens confisqués, 82.
- Sevin (Pierre), capitaine et châtelain de Tours. Don de biens confisqués sur le sire de Bressuire et autres, 10-12, 55, 56.
- Sèvre (la), embouchure, 61 n.
- Sie-en-Brignon (abbaye de la), *Absia in Brigonio*. Lettres d'amortissement de 300 livres de rente, 390-392. Sur les marches de Poitou, entre Argenton-Château et Montreuil-Bellay. *Auj. ferme de Brignon, cne de Saint-Macaire, con de Montreuil-Bellay, Maine-et-Loire*.
- Silly, Sillé. Restitution du manoir à Philippe de Montjehan, 32-34.

- Cns de Mouterre-Silly, con de Loudun, Vienne.*
 Simonneau (Jean), Symonneau, capitaine de Bertegon, 412, 414.
 Simonnet, chauffe-cire du roi. Rixe avec Jean de Saint-Yon, boucher de Paris, 347, 348.
 Sivray. Voy. Civray.
 Soissons, date, 307 n. *Aisne.*
 Solas (Pierre), 397 n.
 Sologne. Grandes compagnies, 130 n. — 135 n.
 Soreau (Etienne), marchand de Pons. Lettres de rémission, 359 n.
 Soria (siège de), en Espagne, 277 n.
 Soubise, ville, 43 n., 269 n. *Charente-Inférieure.*
 — (combat de) [23 août 1372], 177 n., 244 n., 260 n.
 Souterraine (la). Occupation anglaise, 113, 114, 171 n., 413 n. *Chef-lieu de canton, Creuse.*
 Souzay, en Anjou. Terres confisquées sur le sire de Bressuire, 11, 56 n. *Con sud de Saumur, Maine-et-Loire.*
 Sparlinton. Voy. Spridlington.
 Speleton (G.), Spelliton, Sperlinton. Voy. Spridlington.
 Spinton (G.). Voy. Spridlington.
 Spiriliton (Gautier), Spiriton. Voy. Spridlington.
 Spridlington (Gautier), Speleton, Spelliton, Sperlinton, Spiriliton, Spiriton, Spinton, etc., Vautier Spurton, capitaine anglais. Notice, 5 n. Biens confisqués, 5-7, 57-59, 117-119, 139-141, 418 n. Acquisition d'Amaury de Neude, 79. Illaisse prendre la ville du Blanc, 84. Usurpe les biens d'Amaury de Bauçay, 100, 157, 158. — 62 n., 280 n.
 Spurton (Vautier). Voy. Spridlington (Gautier).
 Sudre (Aimery), bourgeois de la Rochelle, et sa femme, Hippolyte de Bauçay. Procès, 61 n., 62 n., 100 n., 280 n.
 — (Amette, ou Guillemette), femme de Jean de Bauçay, 61 n., 62 n.
 Sully (Louis de). sire de Craon à cause de sa femme, 218 n.
 — (M^{me} de). Sa fille fiancée avec Charles de Berry, comte de Montpensier, 192 n.
 Surgères. Date de sa prise par Du Guesclin, 164, 165 n., 175 n., 177 n., 289 n. *Arr. de Rochefort-sur-mer, Charente-Inférieure.*
 — (trêve de) [18 sept. 1372], 175 n., 177 n., 180 n., 187 n., 194 n.
 — (Guillaume Maingot, s^r de), 125 n.
 — (Jacques de), 180 n. Procès contre Isabelle d'Avaugour, 197 n. Seigneur de la Flocellière, 362 n.
 — (Jeanne de), femme d'Adhémar de Clermont, 125 n.
 Surin (seigneur de). Voy. Cazé (Bertrand de).
 Suze (dame de la). Voy. Macheoul (Catherine de).
 Symes (Simon). Ses biens de l'île de Bouin confisqués, 109, 110.
 Symonneau (Jean). Voy. Simonneau.

T

- Tabari (J.), 99, 117, 143, 153, 240, 267, 271, 322, 327, 387, 396, 404.
 Taillebourg, Talhebourc, 272 n. Pont, 272, 274. *Charente-Inférieure.*
 — (Guy Larchevêque, sire de). *G. Archiepiscopi.* Procès touchant la justice de Gouelle, 110 n. — 263, 265 n., 267.
 Taillebourg (Louis Larchevêque, sire de), 102 n. Remis en possession de terres litigieuses situées entre le pont de Taillebourg et un fossé près de Bussac, 272-276. Notice, 272 n.
 Taillecol (Alain), dit l'abbé de Malepaye. Don de biens confisqués sur trois Anglais en Poi-

- tou, 163-172. Notice, 167 n.
Révocation du don de la terre
de Dompierre-sur-Mer, 263,
268, 270.
- Tailleur (Jacques le), capitaine
anglais. Biens confisqués, 48-
50.
- Talhebourg. Voy. Taillebourg.
- Talmont, 196 n. Prise par les
Français, 197 n. *Arr. des Sables,
Vendée.*
- (dame de). Voy. Avaugour
(Isabelle d').
- (sénéchal de). Voy. Royrand
(Jean).
- Talmont-sur-Gironde (seigneurie
de), 417 n. *Com de Cozes, Cha-
rente-Inférieure.*
- Tancarville (Jean de Melun, comte
de), 320 n.
- Taunay (Guillaume de). Procès
avec son frère Jean, 242 n.
- (Jean de), bourgeois et ancien
maire de Poitiers, 233. Ano-
blissement, 241. Notice, 242 n.
- Taveau (Guillaume), 70 n.
- (Jean), conseiller du duc de
Berry, 76 n.
- Taylor. Voy. Tailleur (Jacques le).
- Teil (Aimery du), du Teyl. Ses
biens confisqués, 29, 30.
- (Geoffroy du), du Teyl. Biens
de ses héritiers confisqués,
29, 30.
- Teilh (Huguet de). Lettres de
rémission pour meurtre, 374-
376.
- Téoulet (Gérard de), dit le Bor-
gne, 418 n.
- Teulet (A.), cité, 228 n.
- Teyl (du). Voy. Teil.
- Themin (Pierre), 401 n.
- Thibaudeau, cité, 224 n., 228 n.,
233 n.
- Thibaut (Jean), malfaiteur, mort
à la torture, 409-412.
- Thiern (Brunissent de), 85 n.
- Thomas (Guillaume). Lettres de
rémission, 397-400.
- Thoreau (Thomas). Ses biens con-
fisqués, 82. — Voy. Toreau.
- Thorigny (Jeanne de). femme de
Clément Rouault, 219 n.
- Thors (sire de). Voy. Vivonne
(Renaud de).
- Thouars. Retraite des religieux
de Ferrières, pendant l'occu-
pation anglaise, 39. Les barons
poitevins fidèles à Edouard III
s'y enferment, après la prise de
Poitiers, 175 n., 283 n., 289 n.
Siège et capitulation (30 nov.
1372), 6 n., 114 n., 124 n., 131 n.,
150 n., 176 n., 194 n., 201 n.,
207 n., 260 n., 368 n. Cour
judiciaire du vicomte, 272 n.
Rentelitigieuses, 203 n., — 217
n., 300 n., 301 n., 408 n. *Arr. de
Bressuire, Deux-Sèvres.*
- Thouars (châtelain de), 82 n.
- (Gaucher de), 124 n.
- (Guy ou Guyard de), seigneur
de Mauléon. Sa succession, 265
n.
- (Herbert 1^{er}, vicomte de), 408 n.
- (Jean de), 265 n.
- (Louis, vicomte de). Procès
contre l'abbaye de Saint-Jouin-
de-Marnes, 301 n. — 39 n., 124
n., 196 n., 218 n., 245 n., 265 n.,
314 n.
- (Marguerite de), femme de
Guillaume VI de Parthenay,
267 n.
- (Marguerite de), femme de
Thomas de Chemillé, 245 n.
- (Marguerite de), femme du
s^r de Crissé, 203 n.
- (Miles de), seigneur de Pou-
zauges. S'empare d'une partie
des biens de Jean Boschet, 120,
124. Notice, 124 n. — 180 n.
- (Pernelle, vicomtesse de), veuve
d'Amaury IV de Craon, elle
épouse Tristan Rouault, 217 n.
Procès contre Isabelle d'Avaugour,
196 n.; — contre le sire
de Parthenay, 313 n. — 122.,
180 n., 202 n., 215 n., 243, 245 n.,
265 n.
- (Renaud de), 203 n.
- (vicomtes de). Voy. Craon
(Amaury IV de) et Rouault (Tris-
tan).
- (vicomtesse de). Voy. Avaugour
(Isabelle d').
- Thouët (le), rivière, 300 n., 408 n.
- Thurageau, 37 note. *C^{on} de Mire-
beau, Vienne.*
- Thury (Pierre de), évêque de
Maillezais, 339 n.
- Tiffauges. Le château litigieux,

- 124 n. *Con de Mortagne-sur-Sèvre, Vendée.*
 Tigné (Jeanne de), femme de Jean de Beauvau, 218 n.
 Tonnay-Boutonne (seigneur de). Voy. Maumont (Gérard de).
 Toreau (Jean), sénéchal de Mirebeau, 81 n. — Voy. Thoreau.
 Torsay (Jean de). Devient sénéchal de Poitou. Notice, 410.
 Tossieu (seigneur de). Voy. Poype (Girard de la).
 Touche (château de la) appartenant au vicomte de Châtelleraut, 193 n. *Cne de Saint-Gervais, Vienne.*
 — (Denis de la). Ses biens d'Anjou confisqués, 36, 37.
 Touffou. La seigneurie confisquée sur Renaud de Montléon par le prince de Galles, 313 n.; et donnée au bâtard d'Angle, 355 n. *Cne de Bonnes, Vienne.*
 — (seigneurs de). Voy. Montléon (Guy, Jean et Renaud de).
 Toulouse, date, 450 n. — 402 n., 449 n., 224 n., 297 n.
 — (sénéchal de), 402 n.
 Touraine. Guerres sur les frontières, 85 n., 402 n., 433 n., Grandes compagnies, 398 n. Excès commis par les partisans de Charles d'Artois, 381. — 135 n., 192, 193. — Sénéchaussée, 44, 26, 406 n.
 — (bailli de), *Turonensis*, 53 n., 86 n., 400 n., 305, 350, 351. Voy. Exemptions (bailli des)
 — (duc de). Voy. Anjou (Louis I^{er}, duc d').
 — (duché de), *Turonensis*, donné à Louis de France, duc d'Anjou, 350.
 — (sénéchal de), 3, 7, 12, 18, 20, 24, 27, 34, 36, 41, 57, 74, 76, 80, 83, 92, 98, 402 n., 403, 408, 435 n., 407, 448 n.
 Tours. Siège du bailli des Exemptions, 307 n. Date, 448 n. — 73 n., 126 n., 130 n., 133 n., 394.
 Tours (archevêque de), 99 n.
 — (capitaines de). Voy. Sevin (Pierre), Troussseau (Pierre).
 Trémouille (Georges de La), favori de Charles VII, 2 n.
 — (Guillaume de La). Notice, 84 n. Don des ville et châtellenie du Blanc, 41 n., 83-86. — 346 n., 349.
 — (Guy v de La), s^r de Vazois et de Lussac-les-Eglises, 84 n., 346 n.
 — (Guy VI de La). Notice, 84 n. Don de la ville et de la châtellenie du Blanc, 41 n., 83-86. — 346 n., 349.
 — (Pierre de La). Lettres de rémission pour le meurtre de Jean de Saint-Yon, boucher à Paris, 346-350. Notice, 346 n.
 — (M. le duc de La). Ses archives, 245 n. Cité, 88 n., 350 n., 366 n.
 Trèves (justice de), 407 n. *Trèves-Cunault, Maine-et-Loire.*
 Troussseau (Guillaume), seigneur de Vêretz, 69 n.
 — (Marguerite), 203 n.
 — (Pierre), seigneur de Châteaux, capitaine de Tours, 40 n.
 Troyes (diocèse de), 424 n.
 Tuetey (A.), cité, 422 n., 269 n.
 Tuille (Jean de la), bailli des Exemptions de Poitou, Touraine, etc., 307 n.
 Turenne (vicomte de). Voy. Pons (Renaud VI de).
 Turgis (Aimery), seigneur de Fontaines, 397 n.
 — (Jeanne), femme de Jean de la Haye, 397 n.
 Turonensis (baillivus, ducatus). Voy. Touraine (bailli, duché de).
 Turpin (Lancelot), 70 n.
 Turpin de Crissé (Guy). Procès, 203 n. Il achète la terre de Chitré, 388 n.

U

- Université de Paris. Interdiction d'un professeur, 3 n. | Urbain v, pape, 253 n., 268 n., 300 n.

- Ussel (Artaud d'). Voy. Uzès (Artaud d').
 — (siège d'). Episode, 279 n. *Corrèze*.
 Usson (siège d'), 45 n. *C^{on} de Sauxillanges, Puy-de-Dôme*.
 Uzès (Artaud d'), ou d'Ussel, chef de compagnie. Maître du château du Bouchet-en-Brenne, 46 n., 93 n., 94-96.

V

- Vaas (abbaye de). Reprise sur Robert Knolles, 53 n. *C^{on} de Mayet, Sarthe*.
 Vaasseur (P.), 364.
 Vacherie (hébergement de la), en la ville de Chavennes, 204 n. Voy. Chavennes.
 Vairé (seigneurie de), 153 n. *C^{on} de d'Exireuil, Deux-Sèvres*.
 Valinière (la), près de la Haye en Touraine. Confisquée sur Guillaume du Plessis, 41. *Indre-et-Loire*.
 Valognes, 86 n. Date, 167 n. *Manche*.
 Valois (Charles de France, comte de), 381 n.
 — (Jeanne de), femme de Robert d'Artois, comte de Beaumont-le-Roger, 381 n.
 — (comte de). Voy. Orléans (Philippe, duc d').
 — (Isabelle de). Voy. Bourbon (duchesse de).
 Vannes, date, 330 n. *Morbihan*.
 Varenne (seigneur de la). Voy. Ysoré (Jean).
 Varlet (Guillaume), 410.
 Vaudétar (Guillaume de), 140 n.
 — (Jean de), valet de chambre du roi. Don de biens confisqués sur G. Spridlington, 139-142. Notice, 140 n. — 5 n., 238 n., 280 n.
 Vaudétard (fief de), 140 n. *A Issy, Seine*.
 Vautournous (terre de), 102 n., 272 n. *Vautourneau, Indre-et-Loire*.
 Vaux (Itier de), 395 n.
 Vazois (seigneur de). Voy. Trémoille (Guy v de La).
 Veires (N. de), alias Veres, Verres, 18, 20, 282, 292, 312.
 Velors (Pierre de). Procès au Parlement, 241 n.
 Vendel (Jeanne de), femme de Geoffroy le Povre, 203 n.
 Vendier (Geoffroy), le vieux, 332 n.
 Vendôme, 130 n. *Loir-et-Cher*.
 Vérac. Voy. Veyrac.
 Veres (N. de). Voy. Veires (N. de).
 Vêretz (seigneur de). Voy. Avoir (Pierre d'), Trousseau (Guill.).
 Vergier (Jean du). Ses biens confisqués, 29, 30. Lettres de rémission, LXXI.
 — (Nicolas du). Lettres de rémission, LXXI.
 Vergny (P. de), 25, 32, 36.
 Vernay (fief de), à la Roche-de-Chizay, 23 n. *C^{on} de Saint-Jean-de-Sauves, Vienne*.
 Verneschau (Jean). Vol commis à Saint-Maixent, 332-334.
 Vernon. Châtelain, 118 n. Date, 362 n. *Eure*.
 — (Antoine de). Ses biens confisqués, 26, 27.
 — (J. de), 4, 22, 51, 53, 57, 92, 103, 112, 139, 172, 296.
 Verres (N. de). Voy. Veires (N. de).
 Verruyes (Jean de), 401 n.
 Vervolière (seigneur de la). Voy. Plessis (Guillaume du).
 Vexin normand (le), *Vulcassinum Normannie*, 224.
 Veyrac, Vérac. La terre et le château confisqués sur Aimery de Rochechouart et donnés à Alain Saisy, 289-290. *Veyrac, c^{on} de Nieul, Haute-Vienne*.
 Vezançay (Guillaume de), abbé de Saint-Maixent. Notice, 153 n., 156 n., 298 n., 305.
 Vienne (Jean de), amiral de France, 73 n., 415 n.
 Viers (fort de). Voy. Vihiers et Villiers.
 Vieuxbourg (Pierre de). Le duc de Berry lui donne Chitré, 388 n.

- Vigier (Alaudon), écuyer, 240 n.
 — (Hélie), écuyer, 26 n., 75 n.
 Vihiers, Viers. Fort occupé par les Anglais, 37. *Chef-lieu de canton, Maine-et-Loire.*
 Villars (le sr de), 42 n.
 Villemur (vicomte de), 41 n.
 — (Jean de), chevalier, 5 n. Don des châteaux de Gençay et de Plassac, 41-44. Notice, 41 n. Révocation du don de la ville et châtellenie du Blanc, 83-86.
 — (Robert de), 42 n.
 Villeneuve. Assignée en dot à Bonne de Berry, 136 n., 370 n. *Villeneuve-la-Comtesse, c^{on} de Loulay, Charente-Inférieure.*
 Villepêche, 140 n. *Villepesque, c^{on} de Lieusaint, Seine-et-Marne.*
 Villers (J.), 221, 255.
 Villiers, Viers, 37 n. *Ferme, c^{on} de Thurageau, Vienne.*
 — (terre de). Litigieuse, 69 n. *Villiers-en-Plaine, Deux-Sèvres.*
 — (Jean de), chanoine de Chartres, trésorier de Saint-Hilaire-le-Grand de Poitiers, 3 n.
 Vinceguerre (les frères), Vinciguerra, lombards de Loudun, 405 n.
 Vincennes (bois de), dates, LXXV, 41, 63, 74, 101, 120, 129, 132, 143, 146, 266, 306, 309, 312, 329, 350, 392. *Seine.*
 Vinteguierre. *Corr. et voy. Vinceguerre.*
 Vis (hébergement de). Confisqué sur Robert Grantonne, 65 n., 134-137. *P.-e. Vix, c^{on} de Maillezais, Vendée.*
 Vivonne. La terre et le château confisqués sur Aimery de Rochechouart et donnés à Alain Saisy, 287-291. Ses divers possesseurs, 383 n. *Arr. de Poitiers, Vienne.*
 — (Antoine de), co-seigneur de Bougouin et d'Iteuil, 2 n.
 — (Eléonore de). Ses maris, 13 n.
 — (Hugues de), 180 n., 203 n.
 — (Jean de), 374 n.
 — (Renaud de), sire de Thors, 76 n., 180 n., 203 n. Sénéchal de Poitou, 362 n.
 — (Savary IV de), 288 n.
 Voët (Philippon). Ses biens confisqués, 76.
 Voirie (Guillaume de la), 273 n.
 Volvire (Hervé de), chevalier, 219 n.
 — (Marie de), femme de Béthis Rouault, 219 n.
 — (Maurice de), sire de Nieul, 180 n., 219 n.
 Vousaille. Voy. Vouzailles.
 Vouvant, Vovent, 299 n. Sceau aux contrats, 126 n. *C^{on} de la Châtaigneraye, Vendée.*
 Vouzailles, Vousaille. Hébergement de Pierre Lasnier, 74. *C^{on} de Mirebeau, Vienne.*
 Vovent. Voy. Vouvant.
 Vulcassinum Normandie. Voy. Vexin.

W

- Wallie (princeps). Voy. Galles (Edouard, prince de).
 Westminster, date, 174 n., 417 n. *Angleterre.*
 Wilale (Jean), *alias* Hulale et Willehall, anglais. Confiscation de ses biens de Poitou, 129-131, 166-169 ; — de Fontenay-le-Comte, 277, 279.
 Willeloing, anglais. Ses biens de Poitou confisqués, 166-169.
 Wisebare, capitaine de Marans, 280 n.
 Wodestock (Thomas de), 4^e fils d'Edouard III. Le duc d'Orléans lui cède Melle, Civray et Chizé, 268 n., 370 n.

X

Xaintes, Xantes. Voy. Saintes.	Xantonge (sénéchal de). Voy.
Xanctonia. Voy. Saintonge.	Saintonge.

Y

Ylle-de-Savary. Voy. Isle-Sa-	313 n. Droits par lui préten-
vary.	dus sur la terre de Touffou,
Ysoré (Jean), seigneur de la Va-	355 n.
renne. Don des biens confis-	Yves (Guillaume), neveu de Ro-
qués sur son beau-père, Gui-	bert Grantonne. Ses biens con-
chard d'Angle, 312-315. Notice,	fisqués, 137.

CORRECTIONS

Page 18, titre du n° CCCCLXXXI, au lieu de *Mazères* et *l'Isle-Savary*, lisez *Mézières-en-Brenne* et *l'Isle-Savary*.

Page 51, titre du n° CCCXCIII, au lieu de *Saint-Vincent du Louroux*, lisez *Saint-Vincent de l'Oratoire*.

Page 82, ligne 4, au lieu de Pierre *Lervaut*, lisez *Levrant*.

Page 124, notes, ligne 1, au lieu d'*Antoine* de Rochechouart, lisez *Aimery*.

Page 126, note 2, ligne 3, au lieu de château de *Poieux*, lisez *Poiroux*.

Page 196, note 1, ligne 3. Jeanne d'Harcourt était femme de *Jean* et non de *Henri IV* d'Avaugour. (Voy. p. 56 note.)

Page 385, note 1, ligne 12, au lieu de seigneur des *Holères*, lisez des *Houillères*.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME

	Pages
Liste des membres de la Société des Archives historiques du Poitou.	v
RECUEIL DES DOCUMENTS CONCERNANT LE POITOU CONTENUS DANS LES REGISTRES DE LA CHANCELLERIE DE FRANCE.	
Introduction.	ix
Pièces annexes	xi
Actes antérieurs au xiv ^e siècle contenus dans ce volume.	lv
Documents omis dans le corps du volume.	lxi
Texte des documents.	1
Table des noms de personnes et de lieux.	423

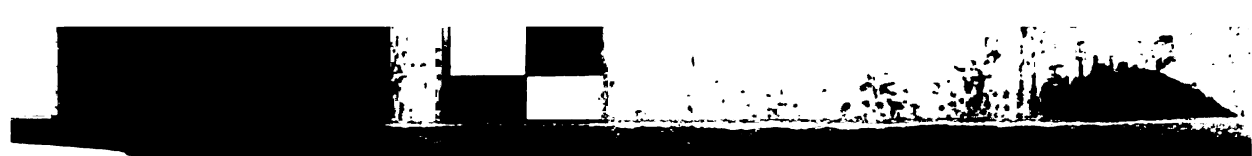
RES

his maps

TENTS DAY

ce volume of

21
13



DC611
P732A



DATE DUE			

